



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation


Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



HISTOIRE GÉNÉRALE CIVILE, RELIGIEUSE ET LITTÉRAIRE DU POITOU

PAR

M. LE CHANOINE AUBER

HISTORIOGRAPHIE DU DIOCÈSE DE POITIERS

*Et si quidem bene, et ut historiarum compellit,
hoc et ipse velim; si autem minus digne,
concedendum est mihi.*

II. MACHAB., XV, 39.

TOME NEUVIÈME

FONTENAY-LE-COMTE

IMPRIMERIE L.-P. GOURAUD

Rue Targot, 20

POITIERS

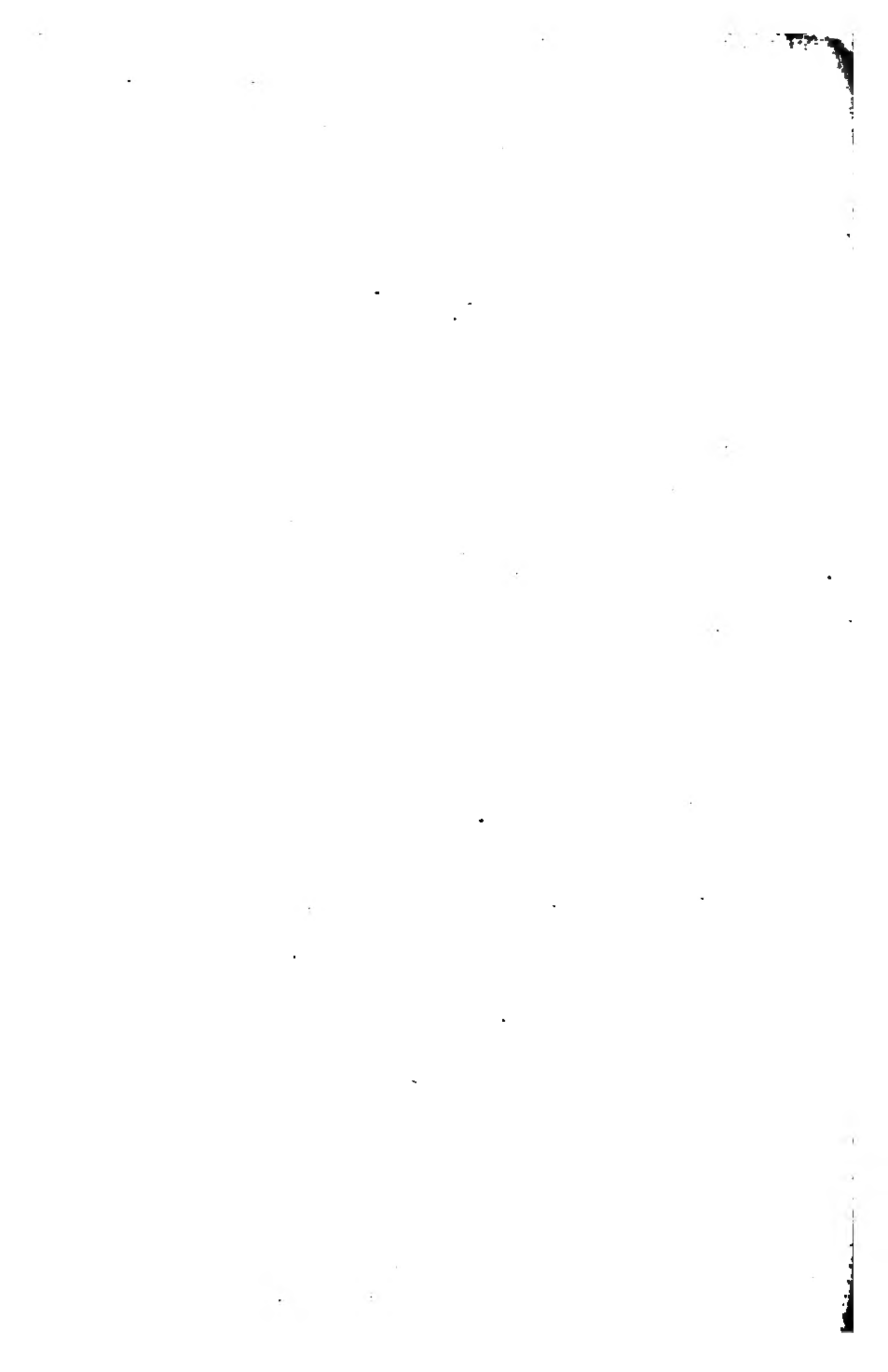
LIBRAIRIE BONAMY

Rue des Cordeliers

1893



HISTOIRE GÉNÉRAL
DU POITOU



PIRE GÉNÉRALE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE DU POITOU

PAR

E. CHANOINE AUBER

CHANOINE DU DIOCÈSE DE POITIERS

*Et si quidem bene, et ut histori-
hoc et ipse velim; si autem mihi
concedendum est mihi.*

II. MACHAB.,

TOME NEUVIÈME

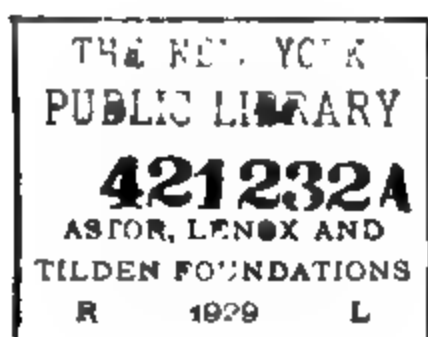


MAISON
D'ÉDITEUR
E. CHANOINE AUBER

POITIERS
LIBRAIRIE BONA

Rue des Cordeliers

1893



LIVRE L

MORT DE PHILIPPE
DU POITOU A

(De 1217 à 1226)

changer en
gé. Une co
l'a réunie à
de Richard
testations q
e vieux noi
oque par u
t, quittant
prononciat
finales ave
ite aussi l
ciation en
ve. Ainsi d
ation qui
depuis les c
nplacé dan
dénominati
de desséch
marécageu
nt des trava
te plaine qu
à la partie

Nantaise. Mais d'énormes difficultés l'achèvement des travaux, auxquels était indispensable. C'est ce qui porta du XIII^e siècle, les cinq abbés de Sai de l'Absie, de Saint-Maixent, de Ma sur-l'Autise, à solliciter de Pierre de Chaillé-les-Marais, une autorisation marais qui leur appartenaient mais q partie sur un fief relevant de lui. Ce quelle utilité pouvait être une telle en charte en 1217. On se mit à l'œuvre, des moines et de leurs serfs en euren avec un canal de près de trois lieues l'île de Vouillé (a), se dirige obliquen Sud-Ouest jusqu'à la Sèvre. Ce sor donnés à l'agriculture, et c'est un des lui aient rendus dans cette contrée l'in l'activité de ces hommes oubliés aujou laissé à cette œuvre dans toutes le *canal des Cinq-Abbés* (b). C'est au reste rester. Par une fatalité commune à ce pas un n'a conservé sûrement son non les ravages des hommes et du temps

Nous savions seulement que l'en se prolongea après eux ; car les effo d'hommes n'avaient pu suffire à un de Tous les gouvernements qui se sont s ont successivement encouragé ou al affaire qui est encore à reprendre su du territoire mouillé qu'enclavent le Deux-Sèvres et de la Charente (c).

(a) Vouillé-les-Marais, arrondissement de Fontenay,

(b) V. du Tressay, *Hist. des Evêques de Luçon, Chroniques fontenaisiennes*, préface, p. 11 ; — *Bulle de Poitiers*, V, 244 ; — Arnaud, *Histoire de l'abbay*

(c) Smolet, III, 276 et suiv.

ÉNÉRALE DU POITOU (1217)

Terre avait été pour l'Anglaisse qui y entretenait la guerre et très inquiétante. Philippe-Auguste Innocent III qui lui avait donné tout vu privé, y avait envoyé son fils vu entouré de barons méconter pour roi afin de se débarrasser le dernier étant mort, ce fut autre veilla; on songea aux graves étranger, et ce sentiment se forma par les événements venus du caractère impitoyable pas su se faire aimer. Enfin ce, enfant il est vrai, mais qu'il a créé et toujours salulaire de lui ne méconnaissent pas en vain du berceau; en dépit d'efforts quelques, après s'être défendu contre le gros de la nation malgré les remontrances du Pape qui lui avait retiré l'investiture, il lui fallut revenir en France pour se faire accepter, les grands et le peuple réclamaient des plus patriotiques espérances qui se fit en 1217. Par un traité conclu avec le Pape, la couronne d'Angleterre fut rendue à un grand nombre de conditions (a). Quelques-uns le suivaient, d'autres y assiégea de nouveau Toulouse. Le roi soutenait l'inique parti des Albigeois qui se sentait affaibli par l'âge et la maladie. Il mourut en 1219, désireux qu'il se tienne au dernier moment. Il est croyable qu'il mourut, que voulant témoigner aux Poitevins son affection, qui diminuait aussi, sans qu'il y

; barons sur les affaires
 gmentant, les privilèges de
 utes parts d'ailleurs ce m
 libertés communales qui s
 archaient à des conquête
 ne société nouvelle, paral
 égeait. C'est ainsi qu'ils ga
 e encore plus à la politique
 s tailles ordinaires, d'av
 bien que douze jurés ou
 de lui garder la ville; des
 donnés en même temps, c
 enus de la ville. C'était ré
 la cité et des droits qui
 re bientôt et d'y compléter
 ommunales (1). C'est auss
 ue Louis VIII s'avança ju
 ville de libertés et de p
 comme partout ailleurs, e
 lu château qui eut un rô
 vantes. C'est de ce château
 confirmation de la charte
 Il formait ainsi, partout c
 liens plus solides entre l
 la bourgeoisie qui lui assu
 ent plus commode que cel
 avaient tant abusé de leur
 put se réjouir de laisser
 affermi. Son dernier mom
 e-France (2), le 14 juillet 12
 VIII, et surnommé déjà
 acré à Reims avec la reine

251.

, p. 166.

as-préfecture de Seine-et-Oise, a 5,0

t. Henri III, au lieu d'assister à la le duc de Guyenne et de pair de otester sans aucune apparence de 'il n'aurait fallu à une rancune que tait d'oublier. Il fit, dès qu'il eut oi, sommer son successeur de lui ouis, pour toute réponse, fit publier de Philippe-Auguste qui annexaient e de félonie tous les fiefs possédés glais. A cette époque le Poitou et és, bien entendu, à Eléonore, et sa descendance qui était toute révolte du prince anglais qui la e d'un pair du royaume qui osait nce de son suzerain, autorisaient a loi pénale, et la déclaration que épouillement mérité est revêtue de iridiques. C'est ce qu'il ne faudra pour juger sainement des droits glais dans les longues guerres qui es Français défendant un sol qui ement.

facile à accepter pour nos historiens , nous rappelle un instant vers les à la guerre contre les Albigeois se arnement de toutes les guerres e Innocent III, qui en savait bien ement aussi qu'il n'y avait qu'à des r'on pût recourir pour sauver la etés hérétiques, et les peuples e qu'ils subissaient: Il avait donc Raymond VII, le principal fauteur ré Simon de Montfort, le chef des sseur de toutes les terres que la ennemi. Simon s'était fait ainsi un ar ses victoires réitérées et lorsqu'il

Ses campagnes
en provençe con-
tre les Albigeois.

Sage politique
du pape Innocent
III.

Et de Simon de
Montfort.

mourut en 1218, il avait nanti de Amaury et Guy son frère. Ces deux de leurs pertes pendant les hostilités de leur fortune, et ne possédaient biens qu'il fallait conquérir et donc prévoir l'échéance. C'était une vérité en éviter les conséquences, ils vendirent tous leurs droits sur le peu qu'ils abandonnant le pays, se retirent et au roi tous leurs droits sur les comtés par un traité du 14 janvier 1224. Le prix en cela était bien celui des vendeurs lui être moins lucratif.

Louis VIII entre en campagne et soumet l'Aquitaine et Lusignan.

Toujours est-il que c'était là pour d'une expédition.

Mais une expédition où il s'agissait de l'Aquitaine n'était pas à improviser. La suivante, en 1224, que Louis se mit en campagne au milieu de juin. La réunion de l'armée fut à Tours. Il passa avec elle la Loire et arriva à Savary de Mauléon, qui commandait pour l'Angleterre, s'opposa sans succès au roi. Une bataille rangée, qu'il ne put éviter, lui ménagea une défaite qui le força à fuir. Il courut se renfermer dans la Rochelle. Le roi ne voulait pas laisser derrière lui un ennemi qui avait le droit de se méfier, exigea du comte de Hugues X de Lusignan, qu'il remit les comtés aux mains de Mauclerc, comte de Bretagne. Le temps que le roi resterait en Poitou et après le départ du prince il put négocier un traité dont la force et la position furent d'une grande importance. Toutefois ce traité fut conclu. Un autre Lusignan pour

(a) Mézeray, II, 262 ; -- Clémencet, V, 51 ; *Rochelle*, I, ad h. ann.

ALI

ce

y r

lait

n

equ

ai,

ma

r s

Lo

gor

da

cha

s sc

in,

me

ête

con

en

ucc

cel

fal

se

. I

ouv

s ré

cett

du

ugl

na

sur

ur

oit

bre

DU PORTOU (1225)

s châtelains s'étaient portés du Rhône et de la Garonne par amour de la paix ou par apparence avec le nouveau triomphe, restaient dans les habitudes d'une vie de nouvelles relations. C'étaient les relations entre les grands, le peuple et les seigneurs, les réparations d'injustices et par leurs ayant-causés survivants et se préoccupant du salut de leurs âmes et des rentes faits aux abbayes et prieures faisaient des emprunts pour aller en Terre sainte ou un vœu ou secourir par dévotion les chrétiens opprimés par les infidèles. Au bas de ces actes les plus grandes illustrations du pays : Frémouille, les Thouars, les Parthenay, Lusignan, près desquels on voit revivre d'autres moins importants les noms de : Saint-Cyprien, Nouaillé, Montierneuf, Grénetière, Sainte-Croix, Saint-Hilaire, etc., et tant d'autres dont la vie et laborieuse, aussitôt que la paix fut faite. Ils se rejetaient alors d'autant plus dans l'agriculture, de l'étude et des manuscrits de l'époque aussi qu'il faut dater à Poitiers les frères prêcheurs ou dominicains : leur naissance pendant la croisade et après la guerre terminée, s'étaient établis pour continuer leurs prédications contre l'union de toutes les hérésies adoptées par

sous l'épiscopat de Guillaume Prévost, le pape voulut les avoir, dans la pensée d'opposer leur parole éloquente aux efforts que l'hérésie faisait pour répandre partout, quoique

domptée dans le Midi, le venin de
 Le doyen du Chapitre, Philippe,
 s'entendit avec l'Evêque et le Cha
 installation. Il y avait alors un
 Saint-Christophe, sise au milieu
 palais des comtes, cette église app
 qui, s'arrangeant avec le doyen, l'a
 religieux avec des vignes conside
 vers le Sud jusqu'au delà de l'er
 paroissial fut transféré à une chap
 La Petite, en vue du palais et en
 Notre-Dame-la-Grande. Toutes les
 de la paroisse avec tout le terrain
 abandonnés aux nouveaux maît
 resteraient soumis à l'évêque, au
 Poitiers. Peu à peu leur domaine
 tance devint considérable à Poit
 développèrent les études sérieuse
 à la théologie qu'à la prédication,
 premiers jours de leur existence
 la cité où nous les suivrons dans
 corps savants dont elles parta
 l'influence. Leur église n'existe
 augmentée au xv^e siècle par des s
 et de Couhé qui y avaient la séj
 des leurs. Elle a disparu avec t
 destructions révolutionnaires et n
 dans un quartier que sa disparition
 livré totalement à une nouvelle phy

Etablissement
 des cordeliers.

Les cordeliers ou franciscains de
 qui avaient reçu en 1210 l'approba
 pape Célestin III, vinrent aussi à
 temps. C'étaient de nouveaux auxil

(a) *Gall. christ.*, II, *instrum.*, col. 338 ; —
 et suiv.

(b) La Liborlière, *Vieux Soutenirs de Poitie*

E GÉNÉRALE DU POITOU (1225)

sondaient de leur zèle pour l'adm
nents et de la parole. Ils eurent
s Hugues X de Lusignan, comte de
lême, et son second fils Guy, seig
Merpins. Un peu plus tard ils en
lphonse, frère de Louis IX, que ce
u Poitou.

s religieux, dont une rue porte enco
ord celle des Fratricelles, sorte de
érétiques dont les doctrines et les m
usé l'expulsion et la perte. Des ha
étaient formées autour des vastes ei
es faux frères soit en regard du pa
méridionales et occidentales de la
si l'action sociale de ces religieux
vrai droit de bourgeoisie en s'ador
ait à Poitiers favoriser le développe
on orthodoxe de la religion (a).

temps des léproseries ou maladre
l'hôpitaux aux malheureux atteints
e maladie n'était pas venue en Eu
i par suite des croisades, comme c
e y était bien antérieure, car les voy
de longtemps déjà et avaient ap
ur nos plages, dans nos campagn
is le nombre s'en était bien accru d
sades, où un grand nombre n'ava
ontagion. Le mal s'était répandu
s villes et dans les campagnes fo
malades des asiles où ils se vi
ment qui seul pouvait garantir de

c son autorité maternelle, s'était
entre la société contaminée et

lles du Poitou, II, 124 ; — Dufour, Ancien

E C

arde

ne

re

refu

ns

iso

rétu

on,

se

stab

te

m

Un

nom

au

se c

ma

fais

se c

ans

t le

che

sur

mén

proc

ced

che

t d'

r,

qui

on e

le p

vii,

col.

tiqu

voir le culte presque oublié de
 précédé au iv^e siècle sur le
 y étant mort vers 340, avait été
 Mousterre-Silly, près Loudun,
 son propriétaire. La plus profonde
 de son tombeau. Quelques premiers
 opérés aussitôt après sa mort.
 presque écoulés sur ses cendres
 toute la confiance populaire
 d'elles, ou peut-être quelques
 conduisirent-ils qui persuadèrent à
 sainte dépouille des honneurs
 il devait y avoir sur cela une idée
 honoré de l'épiscopat, il se fit un
 de saint Maximin, c'est-à-dire de
 cette année dans une chaise qui
 dans l'église de Mousterre et honorée
 y furent détruites lors des inva-
 sions ; mais l'histoire en a gardé
 rendre inséparable de l'épiscopat
Gauthier qui s'épargne peu les
 donne à l'épiscopat de Philippe
 Nous verrons qu'on peut y en
 dates de 1234 attestent toujours
 date et qu'il y agissait officiel-

avait été un grand événement,
 quitte une influence qui allait se
 et qu'une précaution très poli-
 retard. Louis, par son testament,
 e à son fils aîné, qui allait être
 ice de sa mère la reine Blanche
 pour héritage à Alphonse, son
 Poitou et le duché d'Aquitaine.

Alphonse, frère
 de saint Louis,
 devient comte de
 Poitiers.

minorité difficile avec autant de

occuper ici des oppositions que les rancunes et l'orgueil froissé ment contre la régente, ni de contre elle par ceux qui, sans plus légitimes, se roidissaient la régence d'une femme étranger pu l'être après s'être identifiée s et le gouvernement d'un roi de la mère du roi actuel. Ces arguments vassaux de la couronne, autour de la capitale et dont pour aspirer à la direction des arait dû en être autrement. La la famille nationale. Petite-fille es fils, exempte de tout reproche le aurait pu espérer d'eux un t une adhésion plus généreuse C'est pourtant le contraire qui re-Loire ne songea point que eté anglaise qu'elle avait comant légalement au royaume de iste confiscation des Etats du etagne, elle avait à se ranger as la bannière des Francs pour urs de repos et de prospérité, guerrière qu'il fallait de temps nt la nature belliqueuse ne le st cette nature même pourtant faire. Cette nation méridionale, ournera pendant plus de deux is les plus opposés, se livrant à la France ou à l'Aquitaine, iner les champs où l'on se bat dignités et des richesses que

Opposition de la noblesse française à la régence de Blanche.

lui offriront les nationalités adverses
disputer et l'acquérir.

de Guyenne
est pas plus
athique.

Et qu'on n'objecte pas pour justifier
exigences de la féodalité qui, par
imposait des suzerains différents se
par le hasard de la guerre aux
fallait suivre nécessairement. Les
les Chabot n'avaient pas eu besoin
pour se ranger à leur gré sous de
De même nous en verrons d'autres
moins par principe que par calcul.

Nouvel état
que de la
une.

Le comte Alphonse n'était qu'un
quand le Poitou lui échut en héritage
donc que la régente y formât, sous
gouvernement qui, du reste, ne con-
taine entière mais dans les seuls
constitué, à proprement parler, l
demeura la capitale. Le Poitou en-
qu'une partie de la France. Il dépend
dépendait plus de lui dans ce vaste
à un duc s'était étendue de la Loire
nomie des provinces adjacentes péril-
de Toulouse s'était soumis à la Fr
Raymond VII (a). Blanche allait bien
par une négociation plus douce en-
dès avant la mort de Louis VIII d'un
fille du comte de la Marche Hugues
l'héritier de la couronne ; c'était un
grand amateur de querelles guerrières
on faisait aussi renoncer la femme
prétentions sur le duché de Guyenne
d'un ménage au moins la politique
assurée par ce projet (b). Mais de

jets de paci-
on par des
ges qui ne
issent pas.

(a) *Art de vérifier les dates*, IX, p. 394.

(b) Daniel, IV, p. 286 ; — Velly, IV, p. 90.

à contrecarrer ses desseins
 opposition des grands vassaux
 ne s'était manifestée ouvertement
 entements plus ou moins
 et même refusé d'assister à
 le 29 novembre, et leur
 leur résistance, n'avaient
 se montrer. Hugues d'Anjou
 et quand ils eurent été fournis
 s'armes de la cour, on réussit
 à de paix signé à cette date
 différé. On y ajouta même
 même comte, qui devait
 le XI, épouserait Elisabeth
 ne pas sortir de notre
 l'érection à Luçon et
 ne trouvons que la date
 du vocable ni du revenu.
 e serait faite à la demande
 ult depuis 1217, qui apparaît
 que intérêt qu'on ne nous
 du moins nous pouvons
 que nous avons rarement
 fort obscure. Les auteurs
 l'administration de la ville
 l'abbaye et ce seigneur qui
in us Lucionensis. Ce n'est pas
 us sommes que ces seigneurs
 é. Un Hugues de Luçon
 i, et revient dans une au
 isine de la Brédurière. Un
 ur de Luçon en 1206 et
 de Boisgrolland. Vers c

aussi, Luçon, par un mariage, passe dans la famille de Thouars qui s'est montrée souvent favorable à l'abbaye de Luçon et à d'autres de la contrée jusqu'à ce que les la Trémouille, survenant plus tard, se montrent, au contraire, hostiles et injustes envers tous ceux que leurs prédécesseurs avaient protégés (a).

Nouvelle tentative des Anglais contre l'Aquitaine.

Mais, sur ces entrefaites, le roi d'Angleterre Henri III, qui avait appris que ces traités contenaient des articles qui devaient lui interdire la Guyenne où il prétendait toujours avoir des droits, jeta ses troupes dans le Bordelais sollicitant, pour le seconder et pour retrouver une indépendance qui ne pouvait plus être que chimérique, le secours des barons de la Normandie, de l'Anjou et du Poitou. Un refus accueillit partout cette demande, mais en Poitou il y en eut très peu qui se laissèrent entraîner par Savary de Mauléon : ce qui fit renoncer à toute entreprise, les Anglais se retirèrent et la paix revint.

Ce ne fut pas sans que de nombreuses conspirations contre la royauté et même contre la vie de saint Louis et la régence de sa mère, se soient renouvelées souvent pendant plusieurs années. Mais notre province jouissait d'un repos que les fauteurs de troubles ne voyaient plus possible d'y attaquer, le pays était bien gardé par de fidèles officiers qui tenaient les places fortes, veillaient sur celles qu'ils ne tenaient pas et maintenaient dans le devoir les petits vassaux moins à craindre et certains autres plus considérables mais plus prudents. Parmi ces derniers on ne doit pas oublier le comte de la Marche dont le rôle cependant n'avait pu s'accorder avec ses insurrections habituelles ; ses intimités avec Savary pendant la révolte de celui-ci n'avaient pu permettre à la cour de fermer les yeux sur sa déloyauté, et il mérita ainsi, qu'en 1129, on lui ôtât tout espoir de l'union qui avait été convenue entre sa fille et le comte Alphonse de France.

(a) Du Tressay, *Histoire des Evêques de Luçon*, I, 186 et suiv.

DIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1230)

pour ménager une alliance avec la fille du comte de Toulouse Raynald, revenu enfin de ses erreurs et de ses passions, et une des conditions de ce mariage durant, de terres considérables : le Quercy, le Rouergue, l'Agénais ; et en stipulation que ces terres reviendraient en pleine possession à son gendre, et qu'il avait encore une portion de l'Aquitaine, à de bien meilleures conditions que celles que son prince relativement pauvre commandait, et d'un caractère à porter la fille qui l'aurait adopté.

int ce même Lusignan qui fondait.
 e, dans un vallon et près du vill
 u du Poitou, une abbaye de
 ut construite en des conditions p
 proportions et un soin d'architec
 lent encore (a). On lui donna le v
 En 1239 le comte y établit de
 t le péage ne devait être recu
 ines. La série de ses vingt-de
 uence avec la naissance de la m
 ier du nom, qui était déjà remp
 in Gervais qui reçut la donation
 t un Raoul du Fou, successiveme
 t d'Evreux, lequel fut un des

l'abbaye, et fit réparer la nef commagée; il continua de lui faire l'année de sa mort, et mérita ainsi du couvent il fut cité comme curé. Malheureusement, l'avenir lui fut contraire. Les abbés commendataires s'opposèrent à la prétendue réforme. Ponce

plus qu'un village de quelques feux, avec un
une de Couhé (Vienne).

Anne de Morthemmer,
 sous sa main de 15
 fit, abdiqua le cat
 faire prêcher Cal
 ge il fut capable d
 Fontevrault et finit
 es, où il porta les ar
 n 1573. Alors il alla
 ce de Dieu. Nous tr
 e connus de notre t
 orable, les Nuchéze,
 ntragues qui fut évêq
 de l'Eglise de Poit
 rt de Clérambaud. Il
 ent du Poitou n'avait
 Alphonse n'étant pa
 it donc de la reine
 ation des provinces
 France et à la gro
 ssions de plus. A
 vouloir d'un conseil
 ait à dompter les op
 rative partout où el
 parvenue à décider l
 se et la jeune Jean
 son futur époux
 couronne de France
 ient sans enfants : d
 raient posséder en
 itou qui, pour cela
 même couronne (8).
 uis épousait Margue
 à sa couronne une i

. En même temps le duc de Bretagne, Jean et les Mauléon contre la Monarchie, ont l'inutilité de ses efforts, à soumettre IX, et lui en faisait hommage. Les Jean et de Mauléon, affaiblis par ce fait, avaient aussi baissé leur lance, et ils passèrent sans qu'aucune secousse Alphonse était déjà le titulaire, inactif très sûrement nanti par le testament cour entendait bien respecter.

La mort de notre évêque Philippe dont nous s'était passé assez paisible et finit. Il avait fait du bien aux monastères d'Inçay et de Montierneuf. Un titre de l'abbaye arrangea un différend soulevé contre elle par les corroyeurs habitant le village, au pied des murs de l'abbaye contre ces industriels du métier. Dès la fin du siècle, Guy Geoffroy les avait obligé de payer le péage perçu depuis longtemps sur les cours d'eau dérivés du Clain et de l'Indre. L'évêque devenu arbitre maintint le droit, moyennant quelques faveurs pour les habitants exerçant ce genre d'industrie (a). L'abbaye fut placée en 1235 par Jean, quatrième du nom de Jean de Melun, parce qu'il était de Melun, de cette ville (b). On voit par l'archée si loin de Poitiers que l'action de l'évêque était déjà sentir et que les amis d'Alphonse ne se sentaient absolument étrangers aux choses du Poitou. Jean, voué dès son enfance à l'épiscopat, archidiacre de Sens quand il fut élu évêque, qu'on sache bien en quelles circons-

Mort de l'évêque
Philippe.

Avènement de
Jean de Melun,
LXIII^e évêque.

(a) 1183 ; — Du Tems, II, 441.

(b) de Seine-et-Marne, avec 8,000 habitants.

DIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1235)

riva qu'en 1236 ; on trouve son nom répandu
artes favorables aux abbayes de Maillezais,
nt, de Saint-Denis en France. Il se montra
vers le comte Alphonse auquel il remit
l'hommage-lige que les comtes de Poitiers
que pour le château de Civray ; il ne le fut
rs Aimery de Vivonne pour des fiefs qu'il
hé. Il trouva même, dans la douceur habi-
pports, un moyen d'adoucir jusqu'à Hugues
i-même, qui lui donna un témoignage non
a confiance, en le désignant en 1248 avec
noges, Aimeric de Malmort, son exécuteur
vous le garderons ainsi laborieux, aimé et
jusqu'en 1257 où quelques traits de gloire
tériser plus au long la vie intelligente et
ce digne prélat (a).

k affaires de la famille royale de France.
ées s'étaient écoulées depuis les conven-
on d'Alphonse et de Jeanne de Toulouse.
cés s'étant mariés en 1239 Alphonse reçut
dre de chevalerie, puis enfin en 1241 l'apa-
endait comte de Poitou, auquel il ajouta
albigeois, une partie de l'Aunis et de la
fin tout ce que le premier contrat de mariage
avait assuré au jeune prince dans le Lan-
adition d'une sorte de royauté secondaire, ne
un apparat tout à fait royal et une solennité
dit les grands sentiments qui présidaient
ité. Pour y avoir les seigneurs voisins de
provinces voisines, le roi avait convoqué
nière à Saumur, ville centrale que son
dait déjà florissante et dont le château
s dépendances, se prêtait merveilleusemen
es développements des tournois et autres

s si aimés de cette époque mouvementée. Là parurent, en un éclat splendide sur les vêtements de nombreux varlets et servants d'armes, les armoiries du comte de Poitou : *de gueules semées de fleurs de lys chargées de six tours d'or*.

A cette fête se faisait remarquer le Lusignan, comte de la Marche et d'Angoulême, un peu contraint un peu décontenancé, aurait-on dit, de tout ce qui, dans cette

première, ne se rattachait pas à sa personne. Il même qu'il ne tarderait pas à protester, car, certains novellistes, pendant que ces choses à Saumur il faisait garnir d'hommes armés la forteresse du haut Poitou (a).

Il fut proclamé solennellement dans cette mémorable son frère comte de Poitou, Louis voulut le Poitiers pour qu'il y reçut dans le palais des images de ses nouveaux vassaux. Hugues de France avait bien voulu s'en dispenser, mais il dut obéir aux conjonctions royales comme tous les autres et acquiesça à la prise de possession par le prince. Il rédigea pas non plus un acte de haute valeur en France. Le premier soin qu'il se donna, à la grande satisfaction de tous ses sujets, fut de confirmer pour Niort les privilèges et libertés accordés précédemment par la reine Eléonore et le roi Philippe-Auguste son fils en 1199, 1204 et 1222. Il ne s'agissait pas de l'hommage à prêter par tous les vassaux dans la salle du palais. Là encore Lusignan témoigna sa confiance et s'en expliqua ouvertement, laissant le dire en propres termes qu'il n'entendait pas

Il reçoit l'hommage des barons à Poitiers.

Conduite coupable de Hugues de Lusignan dans sa vie féodale.

Malgré ses résistances, obéissait aux impulsions de son génie, c'est-à-dire de sa femme Isabelle, qui le suppliait humblement *Comtesse-reine*, parce qu'avant

Trans, I, 235 ; — Guil. de Nangis, *apud*, Bouquet, *script.* *mon.* IV, 55 et suiv.

GÉNÉRALE I

de la Marci
nières noces
pouvait souff
me, et pend
à Poitiers p
r de cette ré
ent rien po
criptible. Ils
visiter deux
e lasse, et s
vassal cons
érité et de
tarder à se
oin de voir
ar déloyale
a rébellion e
pour ainsi
conspiration
ne fils : deu
se avait déli
8 elle le f
ie entrevue
ns après ell
révolte qui
is il avait j
iefs. Il dem
es, n'en pen
de se pro
il attendait
dont la supr
ette altière
ur.
ros de la gr
ent féodal, c
valerie ? c'e
travers les

trop peu rare^s pour qui les lois en garde sous les froids calculs orgueilleux.

souci^{ance} pour le bien, professée devint aussi une du crédit qu'ils es^{prit} de leurs proches. Un de^{bre} par ses cruautés contre les avec laquelle il traita celui de^{mières} difficultés de la minorité est trop caractéristique et a été^{ins} publicistes de notre époque s^{ici} de lui rendre sa physionomie de la plus exacte vérité.

Aventures et indigne conduite d'un autre Lusignan, contre Maillezaïs.

, fils de Hugues VIII, et par^{gues} X. Il possédait, du chef de^{bot}, que quelques-uns prétendent Lusine, la seigneurie de Vouvent. , n'éc^{outant} d'autres convenances lui fallait qu'un prétexte, si peu^{ter} la guerre dans son voisinage. able témoignage lorsqu'après son il entendit celle-ci se plaindre des^{moines} de Maillezaïs qui n'avaient sa famille, sur l'abbaye, un certain^{titulaires} avaient longtemps abusé s des monastères. Or un Sébran^{ons} avaient forcé ceux-ci de se^{té} par un jugement de Louis VII^{aud} Chabot, fils de Sébran, avait^{nble} certes qu'il y avait là, après^{se} jugée. Mais dans ces questions, ent moins au droit qu'à leurs vices. injustes revendications de sa femme, i dépit des arrêts les plus solennels^{stère}, il rétablit pour lui ce titre a forme condamnée, et prétendit

re en possession d'un véritable seigneur, et de Jérusalem, s'était croisé depuis plusieurs années contre de comte de Joppé et de (de gloire devant Saint-Jean ne, en 1236 plus de soixante n'ont montré aucun désir de retrouver ses terres, n'y prenant d'autre que des expéditions capricieuses qui ne lui plaisaient pas. Et bien à une tête privée d'argent, il a sa solde autant pour un délecter dans ses souvenirs, une troupe assez nombreuse. Plantagenet s'étaient fait un suivre et dont les habitudes pures dans la paix que dans la guerre, l'extravagance jusqu'à décorer des croisés, et ils portaient gauche ni plus ni moins que. On devine quel effet de cette espèce lorsqu'à la suite aient les abbayes ou les prieures n'ait pas faute. Accompagné de ce, il se ruait de temps en temps y être reçu avec tout son train. On ne saurait se faire du temps, des excès auxquels autres gens sans aveu se livrent es celliers.

u du bas Poitou mourut pour
r'en fut pas mieux traitée.
lu même nom, que le peu
ent, parce que, dit le roman
sur terre une dent qui lui issa

ils ne valait pas mieux que son père. Ira l'abbaye de longues années, lui s'inoues, garda ses routiers et se et partout. Enfin un certain abbé, nommé le Fort, élu depuis 1225, se la persécution. Il déclara en personne serait énergiquement à la continuation offroi n'en agit pas moins et ravagea rres de l'abbaye. Alors l'abbé va à norius III que la cause serait instruite si des peines canoniques qu'il a trop qu'en revenant de Rome l'abbé tombe Geoffroi envahit la sainte maison, détruit toutes les provisions et laisse on et la détresse. Un nouvel abbé est qui n'oppose aux violences de Geoffroi moins de persévérance. Plusieurs fois s'attendant à l'être encore, il prend le tête de ses religieux dont la vie est vers plusieurs lieues de marais il reçoit un asile. Nouvelles fureurs du le la maison de ceux à qui la garde saccage l'abbaye, les prieurés et les et se fait si bien excommunier que sont mis sous l'interdit. Par une sévérités légales, le monstre se trouva ses torts, d'en témoigner le repentir, n par un retour sincère, et renonça à onformément aux habitudes de sa race, éveilla en lui et, dans quelques années, contre le roi avec ce Hugues X, qui gé à lui interdire les odieuses violences it souffert sous ses yeux.

en apparence, dont les ennemis des rrouvé bon de rire, mais dont on voit attention, que l'explication ne tourna

Il est excom-
munié pour ses
crimes.

HISTOIRE G

trop à l'avantage de
trée en 1236, et
version de Geoffroi
'omettons pas qu
avant en 1132 l'al
goire IX, il avait
oncer à la chasse
souvent aux dépe
naud lui avait fi
gent auxquels il
images causés au
cent livres tour
haut le désintére
ns pacifiques. Enf
te importance ici
de solennité de sc
ler dépenser en F
bérance guerrière
s la foi ; il avait re
guerre sainte, et h
ait hâté de faire p
rîteurs qui la port
ne, sur l'épaule ga
r nous le savons,
out, empruntés à
premier enchérisse
par l'envie du pill
asions de s'en don
nt d'une grande
itres chefs que les
tre les propriétés
eux, se portant à t
semblait indiquer
n'arrivait jamais.
n ce temps-là un
se manifestaient

communes donnaient aux bourgeois l'action, eut lieu en Poitou. Partout leurs exactions et leurs usures, sociales et le mépris qu'ils affectaient de toute loyauté dans les et quels griefs nouveaux avaient le fait est que de tous côtés des adus vers la ville et que les juifs, ent obtenu du roi la faveur de hâteau où ils résistèrent, heureux déjà fait d'un très grand nombre memis acharnés contre lesquels es prémunir?

Nouvelles indignations populaires contre les Juifs en Poitou. — Les prétendus croisés les assiègent vainement à Niort.

se passive mais sûre, nos malan- rer de Saint-Liguaire, s'établirent érèrent à loisir qu'il fallait aller s'y établir et s'en faire un quartier sûrement les environs. D'où serait on de gens qui, sachant très bien tre qui les payait, avaient dû me depuis sa *conversion*, récri- et affirmer d'avance qu'en pareil uter son intervention?

Ils pillent Saint-Liguaire et marchent sur Maillezais.

avant la fête de saint Jean-Baptiste ncent sur la paisible communauté, alistes et autres instruments d'at- de leur approche, les moines s'y vait fortifié les abords de l'île, et e, et si quelques religieux, surpris pée sous la gorge et menacés de lant que, découragés par ce second tirèrent : pas une goutte de sang nouvelle invasion (a).

Qu'ils assiègent sans succès.

zais, p. 56 et suiv. ; — *Mém. des Antiq. de l'Ouest aux croisades*, III, 180 et suiv. ; — Daniel, IV, 57 ; — *Bull. monumental*, XIX, 65.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU

l'était qu'une petite satisfaction
s'était accordée contre des
ent oublié ses torts et envers les
les siens.

as curieux est que certains chr
se sont plu à intituler cette
s en goguette : « *Attaque*
ais ! » (2)

mons le cours de nos grands év
même que Geoffroi à la Granc
ses et se reposait à Vouven
le monde à la croisade, ainsi so
t toujours dans son comté de
outable château de la Vonne,
a première occasion de se
reté d'Alphonse et du roi son
ier avait atteint, depuis le 25 av
it montré déjà plein de ferme
il touchait à ses vingt-six ans,
me de quatre ou cinq ans, se
habitait Poitiers comme sa rés
vait en 1242 lorsque Hugues, t
ne qui ne lui pardonnait pas d'a
re, vint jusque dans le palais d
ment qu'il ne le reconnaissait
pas plus que le roi son frère
n appelait désormais à son épée
re, il disparaît, rejoint ses ge
qu'il avait habitée à Poitier
in. C'était une guerre déclarée.
eu après il passe en Poitou ; va
te de la Marche et prend ses
à l'extrémité Hugues appelle à
terre Henri III, son beau-père,
Poitou étaient notoires à tous
vient débarquer à Royan sur

au roi de France. Puis il s'avance sur l'harente. Louis disposait d'une flotte de navires équipés à la Rochelle. Il avait sous ses ordres mille chevaliers, vingt mille gentils-hommes et plusieurs mille fantassins. Ce qui formait une armée de trente mille hommes. A peine eut-il ces forces qu'il en avait dû employer une partie sur les domaines seigneuriaux des Lusignan. Le château appartenait aux environs de Poitiers était le château de Béruges et de Montreuil-le-Grand assiégé Frontenay, près Niort, qui se défendit après quelques jours de résistance. Le roi s'était enfermé le fameux Geoffroi à la tête de son armée de désertion son poste avant le château de se sauver à Vouvent où il comptait se défendre, il succomba de nouveau et dut, sous la menace, céder à son vainqueur la possession pour un an, et pour trois ans celle de Montcontour qui appartenait aussi. Il y gagna Montcontour rien lui rendre, mais il y perdit Frontenay ne plus porter les armes contre la France vaincus (a).

un refuge de guerre assis à deux lieues de Niort avait placé une forte garnison pour intercepter les communications entre Niort et le château était enveloppé d'une double enceinte et épaisses murailles. Il était commandé par le comte de Hugues. Il importait de s'en saisir. Il y eut là une résistance de quinze jours. Le comte perdit ses premières armes, y fut blessé et mourut : ce qui exaspéra si fort son frère, que celui-ci fut commandé par lui et décida de la prise. De là le surnom de *l'Abattu*, que reçut le comte devenu plus tard Rohan-Rohan, lorsqu'en

1714 Louis XIV l'érigea en duché-pairie en faveur d'un prince de cette maison.

Henri II défait
à Taillebourg.

C'est pendant le siège de Frontenay que Louis IX reçut la déclaration de guerre envoyée par Henri III qui, débarqué en Saintonge, s'avança jusqu'à Pons où il fut rejoint par beaucoup de noblesse de Gascogne, mais beaucoup moins nombreuses qu'il l'avait espéré. Une alliance se fit entre lui et Geoffroi de Rancon, seigneur de Taillebourg, dont le roi anglais occupa les environs soit pour défendre le château, soit pour s'opposer au passage du pont sur la Charente. Puis il se retira à Saintes, sur l'observation que lui firent le comte de la Marche et Renaud de Pons que le seigneur de Taillebourg, gendre de Hugues X, lui serait fidèle et lui conserverait son château. Louis vint cependant et Renaud lui livra les lieux, ce qu'ayant su, le monarque anglais s'y reporta pour les reprendre; mais Louis le força à une bataille dans la plaine même de Taillebourg, où il lui imposa une défaite restée mémorable. Comme Henri se retirait sur Saintes, où Lusignan devait favoriser sa retraite, un nouvel engagement eut lieu mais au désavantage de l'étranger que les pertes précédentes avaient si considérablement affaibli, qu'Henri se vit obligé d'abandonner le pays; et, renonçant à Saintes, il vint à Pons où il jeta une forte garnison, et se rendit à Barbezieux dont les fortifications lui offraient une grande sûreté.

Saint Louis sou-
met les Lusignan.

Lusignan comprit qu'il ne résisterait pas longtemps à un adversaire comme saint Louis, devant lequel déclinaient considérablement les affaires de son allié: il envoya son fils aîné demander la paix à des conditions supportables. Louis pardonna au rebelle aussi bien qu'au comte de Toulouse, et signa un traité le 3 août 1242, au camp près de Pons, par lequel Hugues et sa femme, obligés par le roi de venir en personne avec toute leur famille, demander la paix et d'en passer par toutes les conditions qu'il lui plairait de leur imposer. Cherveux, Prahec et Saint-Gelais, et d'autres manoirs appartenant aux Lusignan ou

IRE GÉNÉRALE DU POITOU (1242)

de leur service furent également pr
gage de l'avenir (a). Ce fut une gr
e saint Louis de laisser à Hugues
arche et d'Angoulême. Mais sa puiss
ée, puisque tous les hommages qu
u jusqu'alors dans les deux conti
nte de Poitiers qui en devint le suze
lui et les siens.

it pu s'échapper de Saintes, puis de E
gié, poussa jusqu'à Bordeaux où il p
d'une cour que ses échecs avaient
recevant que des témoignages assez
évouement sur lequel il avait compté.
s énormes, et après des embarras
aient surchargé déjà et mécontenté
rre, il comprit que la guerre n'était
ces conditions, et conclut avec Louis
s, s'obligeant de payer, durant cet esp
sterlings au roi de France, et il reto
issant à la Guyenne une espérance fo
gement renoncer à l'attaquer désormais
de cette guerre, c'est que Louis ord
oitevins qui possédaient des fiefs en n
3 et en Angleterre, d'avoir à choisir e
n même vassal ne pouvant avoir à la
Les seigneurs s'y conformèrent et de
ceux du Poitou ne dépendit d'ai
-mer (c).

zna à ses récentes infortunes de pa
Mauléon à celles du comte Alphonse
ropriété de la ville et de ses dépendar

, *ub sup* ; — Smolet, III, 402 et suiv. ; — Ducange
— Perrin, I, 48, 201 ; — *Art de vérifier les dates*

, I, 150.

4 ann. 1242.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU

tablit une sénéchaussée avec sa jus
s'annexa, en diminuant d'autant les
ons amoindris par la guerre, de
aines dont les revenus fortifièrent s
èrent d'autant plus sûrement au-des
X (a).

ous suivons depuis longtemps les L
voyons agir toujours en hommes qui
roit et la justice en toutes choses qu
sionnées de cet orgueil princier aux
tout cède et se soumette. Les voilà r
chef de leur race ; ils ont trouvé dan
nce une épée qui vaut la leur. Mais c
i de peu que l'affreux caractère de cet
r la France dans un deuil inconsolable
cordent à raconter que le saint roi fu
ber victime devant Taillebourg de la
avait envoyé deux assassins chargés
ui et de l'empoisonner. Ces traîtres f
pendus. Hugues, de son côté, n'
empoisonner les puits environnants :
mettre par des affidés cet horrible cr
ition était due à ces monstres qui osé
l'avoir pas réussi ! (b)

lphonse avait fait ses preuves, ayant
la guerre ; la paix l'avait rendu à se
stige de sa valeur chevaleresque et
blait-il, qu'à y consolider pour le
ples les institutions déjà acquises en
appelaient des mœurs nouvelles. Ces
t de grands changements opérés da
été ; elles se montraient surtout da
imune qu'Eléonore, Philippe-Auguste

Fillon, *Histoire de Fontenay*, p. 32 et suiv.

Joinville, — *Mémoires des Antiquaires de l'Ouest*

ient trouvé politique de donner aux villes
 s s'étaient donc fait en Poitou un moyen
 ent en s'attachant la bourgeoisie comme
 à l'esprit d'entreprise de la noblesse contre
 al. La France commençait ainsi à se faire
 i avait ses droits et redoutait moins les
 grands étonnés de n'être plus seuls les
 en effet leurs droits se trouvaient modifiés
 quant à l'exercice de la justice, mais aussi
 ne foule de détails d'administration civile
 n'avaient plus rien à voir. C'était quelque
 autorité autonome que cette création faite
 r exemple, de ce *Corps de ville* nommé
 ais conformément au génie de la nouvelle
cent parce qu'il se réunissait tous les mois
 imposé de cent membres, dont les fonctions
 aient toutes à la bonne entente des intérêts
 e chacun de ses habitants. Cette ville était
 cité, ses habitants étaient des citoyens.
 ux se formait un lien de *vie commune*, où
 e tous, devenus les mêmes, comme les
 gérés par ce grand conseil mensuel où se
 affaires de la famille. Alors en effet la
 élémentaire et si restreinte dans ses com-
 'était développée de façon à faire sentir son
 utes les particularités de la vie publique.
 du conseil ayant à leur tête le maire choisi
 rtageaient l'administration de la ville et de
 dans ce but ils choisissaient douze échevins
 tous élus à vie. Le premier était le conseil
 le gouvernement de la cité. Les seconds,
 eux une fois par semaine, assistaient le
 jugement des affaires civiles ou criminelles.
 les choses à traiter par le mois et cent
 mpôts, la défense de la ville en cas de
 is ce cas ils devaient invoquer l'assistance

En quoi elles
 consistent à Poi-
 tiers.

Mois et cent.

Le maire, les
 échevins, les ju-
 rés.

des membres du clergé et des députés de la bourgeoisie, des tribunaux, supérieurs et des habitants élus par une assemblée de bourgeois (a).

C'était donc une ère nouvelle que cette vie d'action du peuple prenant sa part de ses propres affaires, et la Monarchie, qui s'établissait aussi plus forte que jamais, s'entourait par un régime accordé si généreusement d'une défense avec laquelle la féodalité aurait bientôt à compter.

De nouveaux événements appellent notre attention.

Quoique à partir de 1204 et pendant les quatre années qui suivirent, Philippe-Auguste eut délivré le Poitou des Anglais, il s'en fallait que la province fût débarrassée des prétentions d'Henri III et de ses enfants. C'étaient de continuelles connivences entre eux et les barons poitevins ; des souvenirs toujours vivaces de ces Plantagenet liés à la fois aux deux provinces qu'ils avaient gouvernées, et aspirant, malgré les succès de la royauté, à redevenir sous l'égide anglaise un peuple distinct de la France et délivré de son autorité importante. En face de cette grande opposition, forte par elle-même puisqu'elle s'appuyait des familles les plus considérables du Poitou, celle de France sentait bien, sans se dissimuler non plus sa propre force, qu'il était possible de résister autrement que par la guerre, en donnant à ces peuples conquis d'abord par la force et la crainte, un gouvernement qui par la justice, la fermeté et la douceur rapprochât de lui des masses qu'auraient pu séduire les déférences des conspirateurs. Or, qui était plus capable d'exercer cet art de plaire à tous que les trois personnes les plus en vue de la famille royale, saint Louis qu'il suffisait de voir pour l'aimer, Blanche de Castille qui unissait l'esprit et le cœur à toutes les gracieusetés de la femme pieuse, ce jeune comte enfin tout imbu des mêmes principes, formé par la même éducation et qui, par sa valeur morale et sa politique chrétienne, s'était déjà attaché

Comment le roi
et sa famille em-
ploient la politi-
que chrétienne.

(b) *Mémoires des Antiquaires de l'Ouest*, XXI, 88 et suiv.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1242)

les foules et attiré le respect des grands? Au reste, les moyens avaient été pris d'assurer la paix après grands succès obtenus dans le cours de cette année. La magistrature administrative s'était multipliée dans les villes et les bourgs, les prévôts et les baillis s'y parta-

geaient de la justice, et au-dessus d'eux, un grand bailli sur toute la province veille à ce que tout marche de l'administration civile et militaire avec ses charges et leurs fonctions. Ajoutons encore les châtelains commandant pour le poitevin, dont la juridiction plus restreinte leur permettait de rendre en beaucoup de cas la justice plus prompte et plus rapprochée. Et comme les domaines se multipliaient tous les jours plus d'étendue, on avait dû pour l'administration des revenus, en outre, créer, il résultait, des officiers spéciaux. Tout cela réunissait sur tout le domaine comtal un ensemble de ressorts opéraient avec un ensemble harmonique et l'action des communes partout où elles jouaient un rôle marqué.

Il n'y avait rien n'était plus possible et plus avantageux pour l'état du Poitou entre les mains du frère

personnes, elles avaient compris la nécessité d'un cadre et de s'y fixer sous la main forte du roi. Il n'y avait si bien les rênes de l'Etat. Les vicomtes, dont le titre était évidemment dans l'ordre du comte suzerain de toutes les provinces, n'avaient pas été rendus indépendants, grâce à leurs alliances: et plus d'une fois nous les avons vus, ennemis, favorisant dans leurs révoltes, de Parthenay, de la Rocheservière et de Châtellerauld, au reste, ces mêmes Comtes aussi absolues que tant d'autres, mais disposés à se ranger du côté du poitevin. Châtellerauld, la vicomté avait appa-

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1242)

années à la Grand'dent, par son mariage avec du vicomte Hugues de Surgères, laquelle, étant 1239 sans enfant, laissa ce fief à Aimery de son oncle, qui le transmit à son fils Jean, et ne reoffroi de Lusignan que la jouissance en usufruit au d'Harcourt. Ce château, qui s'élevait sur la Chauvigny à côté des trois autres dont les ruines encore si curieuses la petite ville, relevait des de Poitiers. Ce fief avait appartenu originairement au d'Harcourt, venu en Poitou quand les Plantagenets de Normandie s'y étaient fait accompagner de tout le pays. Parmi elles, était ce Raoul, issu d'une lignée d'armes de Rollon qui l'avait investi de la seigneurie de ce nom près Falaise (Calvados) (a). Le retour de ces familles à des idées de paix s'était surtout voyant que beaucoup de fiefs ou terres aliénés par le comte ou moins longtemps du domaine comtal lui étaient revenus par la force des choses et n'étaient plus faciles à revendiquer. Ainsi des villes importantes comme Loudun et Mirebeau, Vivonne et Civray n'étaient restées que quelques années revenues aux mains d'Alphonse avant de faire partie du domaine royal. Tout était bien en équilibre dans le haut et le bas Poitou où les seigneurs, si fières de leur autorité personnelle, ne se sentaient pas assez fortes pour entretenir, au profit d'amours particuliers, une opposition qui menaçait d'être aussitôt essayée (b). Ainsi furent acquises avec le temps seigneuries de Talmont, de la Roche, de Luçon et de Thouars soit par des conventions conditionnelles, soit par des traités heureux qui tournèrent à l'avantage du roi. Il ne tardèrent pas à faire de lui le suzerain de tout le pays qu'il avait à gouverner (c).

— Crampon, *Lois de l'histoire*.

Gay, *Notice sur les anciens Seigneurs de la Roche*; — *Revue de l'Ouest*, t. I.

Talmont, III, 301.

IRE GÉNÉRALE DU POITOU (1244)

ainsi dans une paix profonde sous le sénéchal Geoffroi de Rancon, Alphonse de 1242, ayant suivi son frère à Poitiers près de lui des fatigues de la guerre, Louis IX fut malade et assez gravement. En novembre 1244 il jurât à Pontoise, en présence du conseil royal, une nouvelle croisade en Palestine question depuis longtemps, et la France se souleva de ces héroïques entreprises, s'enthousiasma et retrouvait en face de son roi-chevalier son élan irrésistible. Alphonse refusa à son frère pour ne pas le suivre. Mais le roi s'associa à ces généreux desseins. Un grand pèlerinage fut prêché, de grandes aumônes furent faites au clergé et les fidèles. Il fut réglé, par le concile de quarante-quatre évêques tenu à Lyon, que pendant les ans les princes chrétiens s'abstiendraient de toute guerre et n'auraient ni tournois ni jeux publics. La Bretagne, sous l'impulsion

- Pierre Mauclerc, son comte, avec son fils Jean, donna l'exemple d'une nation chrétienne. On vit se raréfier les guerres de saint Louis, Hugues X, comte de Champagne et son fils, qui semblèrent jaloux d'éviter leurs anciens torts ; Sébrand Chabot, comte de Flandre, guerrier à la prise de Damiette, enfin Savaric de Breteuil contribua lui-même puissamment à la repulpe de la France. Il était arrivé des premiers avec une flotte portant un nombre considérable de combattants. Le comte de Louis lui-même en songeant que le roi était pendant l'absence du roi de France et de France, pouvait bien venir et renouveler la croisade. Des mesures furent prises par le roi et les comtes pour une défense sérieuse. Louis fit jurer tous ses vassaux et leur fit jurer de ne pas prendre part à nulle entreprise contre sa famille.

Comme on l'avait déjà vu, beaucoup empruntèrent ou vendirent de leurs biens les moyens du voyage. Raoul de Maulé donna ses domaines du Talmondaïs et d'Aunis au siége et assigna aux religieux de Charroux une pension sous de rente sur sa terre de Saint-Michel. Puis tout le monde s'empressait autour du roi : on confessait, on se réconciliait, on demandait pardon pour les offenses, on engageait ceux qu'on avait voulu revendiquer une réparation qu'on ne pouvait obtenir d'une autre personne (a). Ainsi Hugues de Lusignan, le grand seigneur et l'exacteur violent de tant de familles, se hâta de rendre tout ce qu'il s'était approprié illégalement.

Le roi partit le 15 août 1248. Il avait voulu que son fils qu'Alphonse demeurerait un an auprès de lui, afin de rassurer les enfants de France et de les rassurer en cas de besoin, car la trêve avec l'Angleterre était expirée et n'avait pas été renouvelée. Il avait aussi ses propres affaires d'Henri III allaient fort mal à cause de la tyrannie et à ses folles dépenses, mais en attendant qu'il reprît la guerre, il n'avait pas moins voulu que Montfort, devenu comte de Leicestre, dans le Languedoc pour y maintenir la Noblesse anglaise contre l'Angleterre et s'opposer à ceux d'entre les grands seigneurs qui voudraient seconder l'action du roi de France. Les affaires menées par Alphonse n'en allaient pas moins bien. Le rôle bien tenu de tous les dignitaires ou de tous les membres du gouvernement de Guyenne se remplissait et conservait, dans le Poitou surtout, l'ordre et la paix mieux que jamais. C'est aussi que le comte ne se portait pas aveuglément à ses agents. Dans les affaires graves et les préoccupations qu'il avait, la reine, il voulut, avant de s'embarquer

Prévoyances
d'Alphonse pour
le temps de la
croisade.

(a) Ducange. *Notes sur Joinville*, p. 52.

(b) D. Fonteneau, IV, 339 ; — Nangis, *Gesta S. Ludovici*.

LE GÉNÉRALE DU POITOU (1249)

province ; il y était au mois d'avril 1249 qu'il s'y donna, il faut compter l'expulsion s'y plaignait à cause de leurs usages ils s'étaient attiré l'animadversion de tous les pays où ils se répandaient. avait attirés en grand nombre le trafic nétaire qu'y avait déterminé la présence de seigneurs obérés ils s'étaient tous pour leur avarice et, souvent point on avait toujours à se méfier. Partout au milieu des populations dont ils étaient ils étaient soumis à des taxes plus le prince, en les chassant des villages exploitaient, ne demanda aux habitants de subsides pour la croisade, qu'un denier de quatre sous par feu. C'était à Niort, Saintes et la Rochelle, par où, le 13 avril, il signa en faveur d'une charte qui assurait ses terres contre ses voisins peu loyaux (a).

Il se disposa à la croisade et le dépenses s'étaient procuré de grosses sommes ; le Poitou seul à plus de cent mille hommes et renommés gentilshommes pour le suivre, entr'autre Aimery de Rechignac, capitaine des frontières de la Marche le comte donna sa garantie pour cent mille livres tournois fait à des banquiers de la ville encore honorablement connue de son temps ; il se hâta à s'illustrer dans les armes et s'attacha à ses branches qui portent « *de gueules à croc argent* » (b). Hugues XI de Lusignan, destiné à suivre son père, fut un peu p

343 ; — *Cartulaire de Saint-Cyprien*, ann. 1249 ; *Rocheleuse*, I, 221.

(a), *Dictionnaire des Familles du Poitou*, II, 593

à charge au prince qu'il accomp de son désintéressement en se m avec douze chevaliers moyennant pétuelle de six cents livres poite joignit la dépense de leurs chev entièrement dégrevés. Si l'on ajo foule de précautions lucratives q prend très soigneusement pot désintéressée et un honorable assurances de ne rien perdre reconnaître ici l'esprit de la fa émule de Godefroy de Bouillon innombrables imitateurs. On d Lusignan s'est voulu venger de si justement attirées. Il est vrai sus de tout cela une somme de lesquelles il engageait tous ses b

Administration
du Poitou pen-
dant la croisade.

Il restait à pourvoir au bon Blanche, qui ne trouvait jama bonne volonté, s'en chargea ave trésorier de Saint-Hilaire, qui de comte dont il était premier cha d'énergie et d'ordre dont les s prince comme le prouve un comp son administration dans une lett voit par cette lettre, très remarq eu pour adjoint dans sa charge t de lois, et un Guillaume d'Esna ligence et le dévouement (a).

Enfin le prince alla s'embarqu sa femme, un chapelain et deu son beau-père Raymond VII d faire ses adieux, comptant le r

(a) Bibliothèque de l'Ecole des chartes, I,

(b) *Bulletin des Antiquaires de l'Ouest*, I

pas se réaliser. Un mois après, le mond mourait et sa mort faisait passer, ne, ses Etats au comte de Poitiers. Cet ait singulièrement les difficultés de la .anguedoc, l'Agenais et en général le : étaient peu disposés à voir paisiblement on. Blanche ne pouvait cependant la écha dans le Toulousain son fidèle et ont l'expérience, la douceur insinuante vinrent à bout de prévenir toute oppo-

ait amené à sa suite des renforts consi- sés qui l'attendaient avec impatience. rine lui était donnée par les ports de la oles-d'Olonne, de Nantes même et de : port d'Aigues-Mortes, on leva l'ancre *Creator*. La traversée fut difficile sinon ents disposèrent la flotte qui put rallier Henri de Lusignan vint la recevoir dans 8 septembre au port de Simissa. Il fût ans retard en Egypte où était le rendez- aves motifs le retiennent pendant tout u'on ne peut quitter que le 13 mai : c'est u'on se trouve devant Damiette ; bientôt rivage, on va aborder, mais le saint et le se trouver en face de l'ennemi qui du lèches sur l'armée chrétienne, se jette une foule de guerriers qui l'admirent. Ce orça les Sarrasins à se réfugier derrière ant la nuit ils en sortirent, et dès le para de la ville sans avoir combattu ^(b). ues morts illustres signalèrent ces jours e Mauclerc, duc de Bretagne, en fut un,

Premiers succès
des croisés.

Prise de Da-
miette.

Pertes regretta-
bles de l'armée.

dates, IX, 398.

elleforet, ann. 1249.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU

Thibaud de la Trémouille, avec lequel on appelle encore plus notre attention Lusignan, dont le père était mort l'année précédente, malgré sa bravoure devenue une vaine gloire, ne pouvait faire oublier de ses compagnons d'armes sa vieillesse, ses continuelles révoltes, ni ses fautes. Maintes fois il était l'objet de reproches, de doutes hautement exprimés sur ses sentiments, et quand il s'agissait de l'établir les postes pour une expédition, il affectait assez souvent de lui assigner les plus dangereuses. Une telle affectation à l'humilité le rendait profondément méprisé, et à en croire Mathieu de Montmorency, il ne méritait à en finir avec une existence qui se termina dans un combat livré aux Sarrazins, il mourut au milieu des bataillons ennemis et y fut tué. Son neveu, Henri de Chypre, fut assiduité près de lui jusqu'à sa mort. Les premiers jours de juillet, montrant les grandes fautes de sa longue vie. On lui reprocha ces dernières dispositions, mûries par les mêmes douleurs, lui auront mérité. Il n'y a que la postérité qui ne pardonne pas. Cependant, après la prise de Damiette, le roi de France était sans doute qu'ayant à son service l'Egypte, on marchât sur le Caire pour assurer celle de tout le pays. C'est pourquoi, au lieu de celui des comtes de Flandre, on préféra celui des comtes de Poitiers. Ce retard coûta cher à l'armée, qui se mit avec l'indiscipline et la débauche à l'arrière, et arriva, avec l'armée renforcée, sans le but réel de la guerre, on n'y arriva que pour éprouver une perte qui coûta

1) De Fourmont, I, 250.

GÉNÉRALE DU POITOU (1250)

; il commandait l'avant-garde. Quelque
avril, le roi tombe entre les mains
de fers et n'obtient sa délivrance
la dure captivité, en donnant Damien
quatre cent mille livres pour celle d

pas été moins vaillant. Après plusieurs
victorieux, où il se montra digne de son
trouva encore entouré de Sarrasins
troupes françaises qui l'entouraient,
prisonnier. Ce furent les marchands
du camp qui se précipitèrent vers lui
et femmes, à un combat acharné
lui, l'arrachèrent de ce fatal milieu et
faisant un rempart de leurs corps et
sées.

revers éprouvaient douloureusement
l'Egypte, que se passait-il en Poitou
vainement par une lettre du trésorier
20 avril 1250 au comte Alphonse. Ce
est détails même de ce compte rendu
qu'après le voyage accompli en La
intérêts d'Alphonse. Il y avait parfait
régnait partout et tout s'était soumis
mais où Simon de Montfort, qui gouvernait
l'Aquitaine pour le roi d'Angleterre
qu'à ce dernier. Ce fait était un succès
pour le comte. Il songea à retourner
au lieu de craindre que toutes difficultés
naissent; il se décida donc à repasser
et à revenir s'il était utile à la cause
de son frère. Il trouva d'ailleurs à
de moins dans la mort de Hugues
il délivré de tout engagement avec lui
selon les conventions faites, le sire
Brun, avait remplacé son frère près

prince et rempli de son mieux toutes les conditions de leur contrat. Le comte n'avait donc qu'à tenir ses promesses qu'on lui avait faites et à remplir ses engagements. Il est juste de reconnaître que les membres de cette famille accomplirent envers le comte toutes les obligations auxquelles ils n'y manqua dans les moindres détails, ce qui tend à croire que les soupçons injurieux contre Hugues X jusqu'aux derniers jours de sa vie ne sont que être bien moins une opinion motivée que une calomnie légitime contre la sincérité de ses intentions.

Retour du prince.
— Son voyage
dans le Midi de
l'Aquitaine qu'il
soumet.

Le comte de Poitiers s'embarqua pour le Midi le 1^{er} d'août 1250 et aborda durant le mois de septembre à Mortes. Il se sentit pressé de mettre ordre à ses affaires du Midi. Après avoir vu à Lyon, par une bulle du pape Innocent III, il visita avec ses vassaux et les vassaux les plus considérables de la région. C'est pour cela qu'en cherchant à entraîner Brun contre le Poitou, Alphonse lui parla de la croisade, comme le Pape le désignait pour le secours aux chrétiens si maltraités sur la bataille et dans les prisons. Guy de Lusignan, le fils du monarque, s'employa lui-même dans la croisade. Mais ce cœur froid que séduisaient seulement le luxe et l'oisiveté, resta insensible à la cause et continua de lever des impôts qui lui allaient à l'âme et ne servaient qu'à de folles et coupables tentatives s'étaient prolongées jusqu'en l'année Alphonse, en revenant en France, pour finir avec les oppositions qu'il avait à Toulouse. Au mois de mai lui et la princesse entrèrent solennellement à Toulouse, où ils firent aucune et s'acquirent ainsi un domaine immense sur lequel pourraient veiller sur la contrée et s'enrichir.

Hugues le Blanc
de Lusignan re-
fuse de se croiser.

annexion plus facile du reste de la Guyenne. Le mois de juin tout entier fut consacré à recevoir les hommages et les serments de fidélité. Ainsi, plus de refus, plus d'oppositions. Les grandes vertus qui commandent l'estime, l'aménité, qui rapprochent les distances sans les effacer, avaient plus fait pour réaliser cette conquête que toute la force militaire la mieux conduite.

C'est pendant ce voyage et au retour de Toulouse que le prince exerça nettement son droit de suzeraineté contre Hugues XII de Lusignan, comte d'Angoulême et de la Marche qui, sous prétexte de maintenir ses droits contre la juridiction ecclésiastique, excita, contre son évêque Robert de Montbron, une violente persécution jusqu'à le chasser avec son clergé, après s'être emparé des revenus de l'évêché. Saint Louis, invoqué par le prélat, chargea son frère de faire juger l'affaire par les évêques de Limoges et de Cahors. Le prince, après la condamnation de Hugues, tint la main à ce qu'elle fût exécutée par une réparation publique imposée au coupable envers l'évêque offensé, avec une amende de cinq cents livres et l'entretien à perpétuité de trois cierges allumés près du grand autel pendant la messe capitulaire de chaque jour ^(a).

Châtiment imposé par lui au comte d'Angoulême Hugues XII de Lusignan.

Mais le retour du prince devait bénéficier à la France beaucoup plus encore qu'au Poitou. La régence, pendant l'absence du roi et de son frère, avait fait peser sur la reine beaucoup d'affaires difficiles auxquelles n'auraient pas suffi une tête moins bien organisée en qui le courage et d'admirables aptitudes étaient secondés par une merveilleuse confiance en Dieu et une sûreté d'aperçus toujours nourrie par la foi.

Alphonse s'occupe des affaires de la France.

Alphonse, quand il n'était pas à Poitiers, habitait Vincennes et y surveillait les affaires de la France. Un peu plus d'un an se passa après son retour, s'appliquant aux affaires de l'Etat et soulageant les derniers jours de la

(a) *Art de vérifier les dates*, X, 233.

Mort de la reine
Blanche et retour
du roi.

reine, fatiguée à la fois des difficiles affaires de sa régence et les inquiétudes qu'elle gardait toujours de l'éloignement du roi. Elle mourut en 1254, le 1^{er} décembre, honorée de tous pour ses vertus, sa prudence, son amour de la justice et du bien, son zèle pour la religion, et ayant mérité toute sa vie que sa vertu, calomniée quelquefois par d'ambitieux intrigants, fut respectée de tous ceux qui regardèrent en elle l'épouse, la mère et la reine. Ce grand événement hâta le retour de Louis qui était revenu à Paris en 1254. Dès lors le comte de Poitiers se livra sans relâche à la direction du pays que la Providence semblait lui avoir confié. La tâche lui devenait plus facile que jamais. Sa présence ne s'était jamais signalée en Poitou pour les affaires de son gouvernement, que par une affabilité qui plaisait à tous, lui rapprochait les cœurs, et fondait les solides appuis d'une paix que rien ne menaçait ; car les affaires d'Angleterre, toujours plus embarrassées entre le peuple, que nulle affection n'attachait à un tyran, et le tyran qui ne pouvait guère songer à des conquêtes avec une noblesse mécontente, étaient autant de garanties pour les rivages de la France occidentale contre un retour de la moindre agression.

Combien il y est
aimé pour son
amour de la jus-
tice.

Aussi tout en se faisant rendre compte de toute chose par ses sénéchaux de Poitiers, de Niort et des autres lieux importants de sa province, le comte habitait peu le siège de son gouvernement et n'avait pas de sujet de craindre que son absence y fût mise à profit. Il préférait donc pour ses résidences habituelles ou Vincennes, ou Paris, ou quelques autres châteaux des environs. Il y avait d'ailleurs, une Cour somptueuse, digne de sa position, où son frère paraissait souvent et dont les assidus étaient un grand nombre de véritables amis. C'était la vie de famille qu'il se ménageait ainsi, et jamais prince ne mérita plus d'en goûter les charmes, digne émule du saint qu'il aimait et qu'il ne voyait si souvent que pour s'identifier avec les vertus qu'il honorait en lui à l'égal du plus

ujets. Au reste, les archives nationales, servé sa correspondance, nous le montrent rapports épistolaires avec les officiers des s'occupant des détails de l'administration le bien public ; toutes ses lettres respirent , la recherche de ce qui est juste et bon, eut et doit contribuer à l'avantage de ses tant jusqu'au scrupule d'une conscience le le zèle de la religion et du bien-être mmage que lui rendent tous les historiens. e était aimé plus que ne l'avaient jamais x qui avaient eu le même pouvoir. Au reste, y trompent jamais ; avec le bon sens naturel dans la conscience chrétienne, ils connais- : mais ces droits sont si souvent contestés ar des pouvoirs subalternes, qu'ils affect plus le sceptre qui les protège contre s peuvent souffrir. C'est pourquoi les rois ix furent toujours les plus attentifs au s sujets. C'est dans ce but qu'Alphonse Poitou, le Languedoc et les autres pays de une commission ambulante de magistrats e du temps de Charlemagne, de prévenir abus ou actes de mauvaise gestion émanan dministration et des préposés quelconques gouvernement. On respectait donc partout eun, l'injustice devenait impossible, et l' it sans hésitation toute violence des vassaux puissants.

late de 1246 montre assez combien dès c. Alphonse avait déjà confié le soin de toute inéchaux, on se trouvait disposé à seconde

Un seigneur de Chitré, dont les terre ndues autour de sa résidence, s'avisa d ite qui le constituait homme-lige du comte rrvations et menaces inutiles, le sénéchal d

Poitiers lui dépêcha le maire de la ville, sire Guillaume Grossin, qui venait d'être prévôt. A la tête de gens choisis dans la milice bourgeoise de la ville, il alla démolir le château et s'en revint après l'expédition chargé d'un butin qui pouvait répondre de la rente. On voit ici que cette preuve de vigueur est appuyée de cette milice établie avec obligation par elle de se mettre, à l'occasion, au service du comte qui la requérait. C'était une des conditions auxquelles se reconnaissait l'action communale : cette mesure contribua singulièrement à étendre le pouvoir royal qui ne tarda pas à y trouver un sûr appui pour son autorité désormais indiscutable. Ajoutons à ces soins d'une surveillance stricte et continuelle la tenue exacte des finances dont les comptes existent encore, et nous comprendrons ce que put avoir d'intelligent et de fructueux ce règne d'un prince sous lequel la paix publique et le bien-être particulier existèrent sans interruption et sans s'affaiblir pendant les trente années de son administration. Une foule de choses d'ordre public et privé furent réglées par des ordonnances pleines de sagesse. Là respire en tout l'esprit de justice et le double sentiment de son droit et de son devoir (a).

Formation des
Corporations ou-
vrières ou des
Corps de métiers.

C'est alors aussi qu'on vit naître *les Corporations* destinées à relier entre eux les intérêts des ouvriers et des maîtres. Cette formation de la bourgeoisie en un corps constitué qui eut ses chefs, ses officiers, ses statuts, éveillait nécessairement la même pensée dans ceux qui s'occupaient des mêmes travaux. Les divers corps d'état eurent donc aussi des règlements approuvés et maintenus par l'autorité féodale. Les ordonnances du roi ou du prince apanagiste donnèrent force de loi à ces arrêtés devenus définitifs dès lors qu'ils furent acceptés comme obligations pour l'avenir. Avant tout, il en résultait que ceux qui

(a) Comptes de la cour d'Alphonse, *Archives historiques du Poitou*, t. IV ; — *Histoire du Languedoc*, par D. Vaissette, t. III, *passim.* ; — D. Fonteneau, XIX, 417.

tel corps de métier, où des syndics et autres
 préposés au maintien des règles et à l'examen
 devaient s'assurer qu'avant leur sortie des
 produits étaient faits avec tout le soin possible
 que l'acheteur avait le droit d'exiger. Chaque
 métier avait sa bannière où le saint qu'il
 pour patron était porté en tête des réunions
 la religion présidait à tout et garantissait à
 antages qu'on retire toujours dans les tran-
 l'observance fidèle des règles de la probité et

ne juste idée de ce qu'étaient déjà devenues
 publiques et jusqu'où les Bourgeois et Corps
 ssaient leur droit de réclamation, si l'on
 préliminaires d'une plainte portée vers 1255
 geois de Niort en revendication de foires et
 dont Alphonse avait changé le lieu habituel.
 s de Niort, disent-ils, à qui appartenait le
 des foires, nous disons que le seigneur comte,
 pect que nous lui devons, n'avait pas le droit
 acer et de se les approprier, car les lieux et
 elles se tenaient avaient appartenu de toute
 nos ancêtres, et devaient passer à nos
 que nous sommes prêts à faire constater
 voix publique que par l'usage immémorial
 sommes en possession ». Quelles qu'aient été
 e cette requête, elle est d'un style énergique
 sse guère douter de l'accueil que lui aura fait
 n prince à qui l'on ne craignait pas de parler
 langage exprimait bien, par sa simplicité
 mais ferme, la confiance qu'on avait dans
 e l'équité et de la droiture. Sa vie, les écrits
 parlent, les ordonnances qu'il a laissées et
 aduite prouvent d'ailleurs sans le moindre

Les Bourgeois
 de Niort.—Liberté
 de leurs remon-
 trances.

doute ce que devait être en lui cette vertu : il ne permettait pas que les seigneurs de son apanage manquassent envers leurs subordonnés de la justice qu'il observait lui-même, et il s'empressait de livrer à ses tribunaux ceux qui se signalaient encore par quelques crimes ou délits où les droits des particuliers étaient lésés ou méconnus.

Vie épiscopale
et mort de Jean
de Melun.

Notre Jean IV de Melun, qui occupait le Siège de Poitiers depuis 1236, avait eu une administration bien plus commode que ses prédécesseurs, grâce à ses bonnes relations avec l'autorité civile exercée par le comte en des habitudes de bonne société et de respect religieux pour le caractère et les vertus du prélat. Rien de saillant n'avait signalé le cours de son administration ; on l'avait vu souvent s'occuper par commission du Saint-Siège ou par un devoir de sa propre juridiction des intérêts publics, soit comme juge soit comme arbitre, puis des faits en litige de quelques particuliers ou de certaines communautés de la ville ou du diocèse (a). Parfois aussi lui fallait-il user du droit, où à l'égard d'un sénéchal de Lusignan qui avait fait arrêter et emprisonner sans motifs des hommes appartenant à Saint-Hilaire et un clerc porteur de ses propres lettres (b). Quant au zèle pour le culte divin et son désintéressement envers son Eglise nous en gardons une magnifique preuve dans les belles stalles dont il dota le chœur de notre cathédrale. Quel que soit l'évêque ou le chanoine qui les a dessinées dans le goût de cette Transition dont l'édifice s'embellit, il est certain que l'union savante et d'une simplicité grandiose qu'on y admire entre le roman fleuri et l'ogive agrémentée de ses légères ciselures, de ses gracieux dessins et de ses formes magistrales, font des sièges et des hauts dossiers une œuvre admirable et attestent le goût sûr d'un artiste d'une haute intelligence et des mains d'une grande habileté. Sans

On lui doit les
belles stalles de la
cathédrale.

(a) D. Fonteneau, 111, 351, 359 ; XVI, 173 ; XXVII, 159.

(b) *Ibid.*, XI, 272 et 297.

avoir pu découvrir aucune pièce qui spécifie la provenance de ce beau meuble, toute la tradition venue jusqu'à nous, en a attribué le don à Jean de Melun et par cela même la fait remonter à une époque touchant de près la seconde moitié du XIII^e siècle. Les données de l'art corroborent cette assertion (2).

Ant les droits de son évêché dont il n'était pas, Jean transigea cependant volontiers avec ceux dont il croyait sagement devoir ménager la conservation, les intérêts d'une paix bien comprise, les convenances, des personnes et des lieux. Rien n'était plus facile pour lui qu'il pouvait leur faire que d'après les usages de son rang et de son droit. Ainsi, son prédécesseur avait exigé du duc Othon l'hommage du château de Civray que le prince lui contestait. Jean de Melun en déchargea en 1246 le comte de Poitiers, et en montra toujours reconnaissant (3). C'était un moyen d'éviter des contestations qui auraient pu nuire à la paix du Siège. Deux ans après il fut transféré à Aimery, seigneur de Vivonne, certainement par lui à l'évêché. On le trouvait facile et doux, jusque dans ses visites épiscopales où les prieurés et les cures éprouvèrent souvent le bonheur de leur remettre les revenus qu'il leur avait en pareil cas. Cette modération le portait à une bienveillance envers tous. On n'a pas dans son fait qui puisse faire douter de l'aménité de son caractère et quand il mourut le 1^{er} décembre 1257, il ne laissa pas de regrets et pas un sujet de plainte après un épiscopat de vingt et un ans fut plein de succès, d'un travail sérieux, sanctifié par sa simplicité et son humilité : c'était vraiment une existence que qu'aiment à l'admirer dans un évêque. On peut avoir une juste idée de ce qu'a de beau

Ses transactions conciliantes à l'égard de Civray et de Vivonne.

l'union dans un cœur sacerdotal d'une foi vive et de solides vertus.

Et sa fermeté
pacifique.

En dépit de ses bonnes qualités et de l'esprit pacifique dont il est loué généralement, un mot de son épitaphe latine inscrite sur son tombeau indiquerait qu'il ne vécut pas exempt de toute contradiction sur le Siège de Poitiers. On le loue « de n'avoir pas oublié les intérêts de son troupeau » devant les ordres injustes de l'autorité royale » : *quam pro jure gregis non flexit jussio regis*. Les sources les plus autorisées se taisent sur la cause de cette résistance. Mais un tel langage dans le panégyriste posthume ne peut que faire allusion à quelque circonstance où il aura fallu résister à des prétentions royales. Le roi ici ne pouvait être que saint Louis qui, plus d'une fois, se montra peu disposé à seconder les exactions de ses officiers, comme nous le verrons encore. Toujours est-il qu'il faudrait ainsi ajouter aux louables qualités de Jean de Melun une fermeté de caractère qui ne lui manqua pas en telles circonstances où il lui fallut défendre son troupeau contre les injustices des puissants. C'est un mérite assez valable pour qu'on n'hésite pas à le proposer en exemple.

Son testament exprimait le vœu d'être enterré dans une sépulture de famille à l'abbaye du Jard, près Melun : il y fut transporté ; mais il laissa à son diocèse le souvenir d'une vie méritoire et les témoignages impérissables de sa pieuse et artistique générosité (a).

Avènement de
Hugues de Châteauroux, LXIV.
évêque de Poitiers

Jean IV eut pour successeur Hugues I^{er} de ce nom, surnommé de Châteauroux parce que sans doute il tenait à cette maison seigneuriale du Berry, ce que n'affirme aucun documents écrits que nous connaissions. A ce titre, il devait être d'une branche des Chauvigny, seigneurs alors de Châteauroux et de Déols, auxquels les Lusignan étaient alliés par des mariages. On comprend mieux dès lors comment il aura pu trouver à Poitiers des amis capables

(a) *Gall. christ.*, II, col. 1184.

de travailler à son élection. Elle dut se faire avant le 22 mars 1259, troisième dimanche de carême, car un acte de lui porte la date de ce jour. Quoi qu'il en soit, il s'en fallait que le diocèse eût gagné au changement que cette élection venait d'y consommer. L'esprit de paix n'était pas le signe distinctif du nouveau prélat. Il apportait dans ses saintes fonctions ces prétentions seigneuriales qui étaient encore aux cœurs de ces vassaux domptés par une autorité dont ils redoutaient la force, mais à laquelle pourtant l'envie de résister ne manquait pas et se faisait jour à l'occasion. Il est vrai qu'ils avaient rarement le dessus en fin de cause. Mais alors le gros seigneur gardait sa nature et ne manquait jamais une occasion de s'en venger par des violences qu'il n'était plus facile de faire céder. Les douze années de cet épiscopat furent surtout remarquables par cet esprit tyrannique ; le grand seigneur, dans les chartes qui nous sont restées de lui, apparaît pour certains actes de son ministère, rarement pour des concessions gracieuses, presque toujours pour des disputes où le scandale vient de lui.

La première preuve qu'il en donna suivit de près sa prise de possession. Il était venu avec le parti bien arrêté de battre en brèche tous les privilèges et exemptions accordés par le Saint-Siège aux monastères, ne prétendant pas que dans son diocèse la juridiction du Pape l'emportât sur la sienne. Il commença par Charroux pour faire valoir ce nouveau droit canonique, et voulut y exercer ceux de visite et de contrôle, interdire à l'abbé Aimeric II certains usages de son autorité, et priver des vêtements et insignes pontificaux, accordés dès l'origine de l'abbaye par les Papes, toutes distinctions renouvelées et confirmées par leurs successeurs et par les rois de France ou seigneurs locaux. Ce n'était pas la première fois que cet état de choses était contesté aux possesseurs légitimes. C'est pourquoi le Saint-Siège avait si souvent exempté les monastères de la juridiction épiscopale. Charroux était dans ce cas. Hugues

Ses difficultés
avec l'abbaye de
Charroux.

le savait bien, et si l'un outrepassait son pouvoir en méconnaissant celui de l'abbé, l'autre résistait très justement pour lui et ses successeurs à ce despotisme qui eût pu compromettre bientôt irrévocablement les meilleures libertés de son abbaye. Après des pourparlers et des observations mutuelles, des exactions dont la moindre était de voir revenir chaque semaine au couvent les envoyés de l'évêque qui y apportaient le tapage et le trouble ; l'abbé avait usé de temporisation et même de concessions énormes. Enfin il se décida d'en appeler au Saint-Siège. Cette mesure ne déconcerta pas le prélat : il continua d'agir comme si son autorité n'avait pas eu de supérieure, et comme il continuait ses démarches et ses ambassades au monastère, on dut acheter la paix en lui en fermant la porte ^(a).

Mauvaise foi
dont il y use.

L'évêque, furieux, écrivit lui-même à Rome et chargea de ses lettres un envoyé qui y fit si bien son affaire qu'il trouva un certain Odon, évêque de Tusculum, disposé à présenter la chose au désavantage des moines, et par un acte donné à Viterbe le 2 mai 1260, condamna l'abbé et ses frères à une réparation humiliante dont les détails prouvent bien que le Pape avait été trompé et l'affaire décidée par un ami trop complaisant de l'évêché de Poitiers. Il en résultait évidemment que toutes les lettres apostoliques, tous les privilèges, toutes les indemnités, bulles, rescrits et autres pièces pontificales prodiguées à l'abbaye depuis sa fondation jusqu'à une dernière bulle de Grégoire IX du 12 janvier 1237, étaient effacées d'un trait de plume, et la communauté seule entre ses égales, livrée désormais à l'arbitraire d'une juridiction ennemie ^(b). Heureusement la lumière se fit bientôt, on dut savoir la vérité et comment la religion du Pape avait été trompée : car de nombreuses faveurs des Papes vinrent dédommager l'abbaye de ses pertes morales, et, de 1264 à 1282, la

(a) D. Fonteneau, IV, 357, 361.

(b) Pour plus de détails sur cette affaire voir notre *Histoire du Monastère de Charroux*, c. IX et suiv ; — V. aussi D. Fonteneau, IV, 319, 357.

fut remise plusieurs fois avec ses anciens
 is la protection immédiate de la Cour de

s moins vrai que le gain de ce procès,
 qu'il eût été d'une iniquité malheureuse,
 à modifier le caractère irascible du prélat.
 contraire, s'y fortifier dans ses tendances
 et aux excès de pouvoir. Hugues professa,
 la durée de son administration, le plus
 in pour toutes les juridictions inférieures à
 fut sans cesse en opposition avec son
 c ceux de Saint-Hilaire et de Sainte-Radé-
 s exemptions accordées par le Saint-Siège
 ts corps, les usages immémoriaux invoqués
 embarrassaient pas; les nier, passer outre
 ns et aux plaintes judiciaires lui semblaient
 éremptaires d'étendre son pouvoir au dépens
 moins contestés jusque-là. Une excommu-
 i coûtait pas et il en usait au détriment de la
 lles et comme d'un dernier moyen d'assurer
 tre les meilleurs arguments de ses adver-
 ainsi qu'un jour il fit jeter dans la prison de
 hapelain de Saint-Hilaire coupable d'avoir
 s officiers des droits qui contredisaient la
 mmédiate du Saint-Siège, acquise de tout
 maison (6).

Excès habituel
 de son caractère.

n gouvernement s'inaugura par une difficulté
 il avait raison au fond, mais où il se fût
 lessous humiliant s'il y eut agi avec plus
 de mesure. Lorsqu'il prit possession de son
 ouva le temporel sous le régime du droit de
 avait été exercé, on ne sait sous quel pré-
 la mort du sénéchal de Poitiers Thibaud

Le droit de
 Régale.

., XXIV, 119.

XI, 317, 349, 367, 377.

ivy. Ce droit (*jus regale*) dont on croyait voir
e sous Charles le Simple, avait été réglé par les
odales dont il faisait partie, et s'il paraissait un
etour de la protection donnée par l'autorité royale
ons de l'Eglise momentanément dépourvue de son
sur naturel, il est certain que, de quelque nom
e nommât, ce droit de s'installer chez un évêque
prélever sur son avoir un revenu d'un chiffre
moins élevé, était sujet à bien des abus, don-
u à de fréquentes revendications et prêtait plus
prétexte aux plus injustes prétentions contre la
épiscopale. Alphonse, d'un naturel généreux et
x de signaler sa venue par une gracieuseté envers
e, avait renoncé à son droit et ordonné au sénéchal,
s 1261, d'en faire main-levée en faveur de l'évêque.

paraît que la gestion de Thibaud n'avait pas été
us intègres, que dès son arrivée Hugues avait
contre des injustices, que le sénéchal y avait mal
a, et que l'évêque, au lieu de s'adresser au prince
n sentiment de conciliation, cédant au contraire à
ortement regrettable, avait excommunié le dignitaire.
i d'ailleurs ne le méritait que trop puisqu'antérieu-
il avait commencé sa gestion des biens épiscopaux
es mesures que rien ne pouvait justifier : car
59, lorsqu'à peine la dépouille mortelle de Jean
lun venait de quitter l'évêché, Thibaud s'était
violemment du palais ; puis avait placé dans
es propriétés épiscopales, à Chitré, par exemple,
rnisaires qui y dévorèrent tout et exercèrent des
és sur les gens de l'évêque qui y faisaient leur
e : enfin il bouleversa la justice ecclésiastique dont
ribuait le soin exclusif. Il avait fallu s'expliquer
et cela en une longue enquête, après laquelle
e, ne pouvant rien obtenir du sénéchal, avait jeté, en
1264, l'interdit sur la ville de Poitiers. Cette mesure
ait toute justice, car la ville n'était en rien coupable

des torts de son sénéchal, puis il y avait une sorte d'inconvenance à traiter ainsi la capitale de la province sans que le comte en eût été averti. Mais ce moyen parut au sénéchal tourner à sa charge et il se décida à en traiter avec l'évêque qui promit de lever l'interdit moyennant le paiement d'une amende de trente livres. Tout paraissait donc terminé lorsque l'évêque reçut, en février 1264, une lettre du comte protestant contre un tel arrangement. Au préalable il refusait à l'évêque le droit d'agir ainsi sans que lui, prince, en eût été prévenu, et protestait contre les conséquences que les évêques de Poitiers pourraient tirer ultérieurement d'un incident si contraire à la coutume, et surtout il s'étonnait que l'interdit fût levé au prix d'une amende dont on pourrait abuser à l'avenir.

Le comte s'y oppose.

Le sénéchal garda rancune à Hugues de son opposition et de ses plaintes. Il négligea peu l'occasion de vexer le clergé. D'autres débats s'en suivirent assez fréquents et laissèrent peu de paix au prélat pendant tout le temps que dura son difficile ministère, et comme il n'était pas rare de voir les tribunaux ecclésiastiques user contre le sénéchal de peines spirituelles qui l'exaspéraient en multipliant le mal, il fallut que le comte écrivît à l'évêque que désormais étant bien décidé à punir ceux de ses officiers, sénéchal ou autre, qui auraient manqué à leur devoir, il le priait de restreindre la sévérité de ses juges et de contribuer ainsi à la paix dont le retour était indispensable des deux côtés à une bonne administration (a).

Ces démêlés, qui n'ont jamais lieu qu'au détriment moral des populations, se jetaient désagréablement pour l'excellent comte au milieu de ses continuelles préoccupations du bien public. Elles faisaient le fond de sa vie qui lui semblait faite pour les autres et nullement pour lui, ne se regardant dans son action gouvernementale que comme un délégué de Dieu pour le bonheur de tous ceux qui

(a) Archives de la Vienne; — M. Ledain, *Histoire d'Alphonse de Poitiers*.

t de lui, petits et grands. Comme le saint frère
it pour modèle, il se faisait tout à tous. C'était
pouvoir souverain dans ses rapports avec
Il prenait les intérêts de quiconque, ami ou
à son égard, souffrait d'une injustice qu'il
rimer. En 1267, notre Hugues de Châteauroux
é, pour sa plus grande convenance, de faire
sises judiciaires sur le territoire de Lusignan,
tellenie avait un droit de haute justice qui en
it autre justicier. Il fallut que le comte interdit
cette intrusion, dont il n'était pas le seul justi-
este, qui s'en rendit coupable : au moins le
'élevait-il contre tout abus et quiconque s'y
sûr de le voir s'y opposer. Ainsi le droit se
partout, grâce à sa vigilance sur les délinquants
propres officiers qu'il savait tenir dans le respect
par lesquels il voulait être représenté digne-

utres inquiétudes s'étaient fait jour aussi dans
travail dévoué à la gloire de Dieu. En quittant
250, Alphonse avait bien compté y revenir, et dès
miers jours de son retour en France, tous ses
vec les Papes qui se succédaient depuis cette
aient entretenu en lui cette pensée. En 1264,
lui avait même promis dans ce but des subsides
vreté des églises sur lesquelles ils devaient
ne lui avait pas permis de lui envoyer.
Urbain vint à mourir ; Clément IV, son succes-
une lettre du 27 avril 1268 lui annonce trente
; et le prince ne songe plus qu'à les employer
t. De grands préparatifs se faisaient d'ailleurs.
était perçue depuis quatre ans au nom et en
ne nouvelle expédition. Un brave croisé, arche-
Tyr, Gilles de Saumur, était légat du Pape et

rganiser la croisade. Mais que de difficultés, le son grand âge et de ses fatigues ! Revenu où le départ de Louis IX avait occasionné s, il pouvait à peine marcher et avait résolu ne rien épargner pour recueillir des hommes es. Mais la noblesse, surtout dans l'Ouest, En Poitou on ne voulait partir que si le comte payer les gentilshommes, leurs chevaliers et mes. Alphonse, usant de son pouvoir souver quatre sous par feu, donna la liberté à serfs de ses Etats, rançonna les Juifs que plaignait, et confirma les aliénations faites it des biens nobles à la bourgeoisie... On quences prochaines de ces dernières mesures oppement d'une société nouvelle. C'était pour : acquérir des titres de noblesse avec les s et arrière-fiefs. Le prince tira de ce moyen considérables. Cette fois ce n'était plus e des croisés riches et tout puissants. C'était nent politique de la délivrance de la Pales- un sentiment en même temps chrétien et i allait tenter un dernier effort pour une idée utant plus digne qu'elle tendait à réparer de et d'honorables revers.

Difficultés d'exé-
cutions en Poitou.

donc pas que la noblesse poitevine ait marqué ième croisade, qui allait être la dernière, parce que l'ardeur était tombée avec les riels de les continuer. Nous ne voyons guère avec saint Louis, parmi les hommes de Hugues XII de Lusignan, dont la fidélité à lui et à son frère, commandée bien plus ascendant de leurs vertus que par les revers até tant de rébellions inutiles. Celui-ci devait, rinces valeureux dont il s'était fait le sujet er son dernier soupir à la plage africaine et 'histoire de sa famille par un héroïsme qui,

Belle conduite
de Hugues XII de
Lusignan.

jusque-là, n'y avait pas eu d'égal. C'est qu'à cette époque ils étaient montés à l'apogée de leur gloire; ils étaient devenus une race princière par leur puissance féodale, le nombre de leurs vassaux, l'étendue de leurs fiefs, l'état de leurs finances, et partout leur influence dans les conseils des rois (a).

Alphonse visite
la Guyenne avant
de s'embarquer.—
Ses belles qualités.

Saint Louis, qui, après son retour de sa première croisade, s'était appliqué à doter la France d'une législation favorable à ses peuples, à diminuer les impôts et à faire fleurir la religion, n'avait pas renoncé à retourner en Asie, toujours désireux de délivrer les chrétiens et d'arracher aux Musulmans le beau pays où s'était épanoui la foi chrétienne. Alphonse n'était pas moins désireux de l'accompagner, mais avant tout il lui fallut mettre ordre aux choses de son comté du Poitou et de ses autres Etats de l'Aquitaine. Il y vint donc en 1270 avec sa femme, Jeanne de Toulouse, qui n'avait pas moins d'intérêt à visiter son douaire. Ils avaient eu un double but dans ce voyage : animer autant que possible le zèle des nouveaux croisés, et donner tout l'ordre nécessaire à l'administration pendant leur absence. Ils se trouvèrent donc à Poitiers au commencement du carême, passèrent à Niort où ils confirmèrent encore les libertés communales; de là ils allèrent à la Rochelle où beaucoup de serfs furent affranchis pour une indemnité au profit de la croisade. Saint-Jean-d'Angély et Saintes le reçurent aussi. Vers la fin de mai il avait vu Agen et Montauban, puis Toulouse d'où il revint à Aymargues, près d'Aigues-Mortes, où des vaisseaux se nolisaient pour son prochain embarquement. Quelle joie pour un historien d'affirmer que dans tous les détails de cette pérégrination consacrée au bien de ses peuples, Alphonse, véritable modèle des princes, et par une opposition consolante à ce que nous avons vu de tant d'autres, se montra digne de l'admiration de tous ! Son esprit de

(a) D. Bouquet, XXI, 177; — De Fourmont, 111, 181 et suiv.

nité de ses relations, son empressement à ce qu'il avait besoin de lui, sa fermeté à exiger d'eux un service consciencieux et dévoué, tout cela le rendait cher à ses sujets tout étonnés de voir de si grande lignée se faire l'égal de tous sur un terrain commun, et ne reprendre sa majestueuse attitude vers ceux qui, devenus les dépositaires de sa confiance, devaient s'attendre, quelle que fût leur position, à venir un jour lui rendre compte de l'esprit dans lequel ils étaient animés.

Une fois ainsi disposé, Alphonse s'embarqua avec son armée, le 1^{er} juillet 1270, et après s'être arrêté à Cagliari en Sicile, pour s'y approvisionner, il se dirigea vers Tunis où l'on avait quelque espérance d'être en contact avec un sultan dont les idées semblaient moins éloignées du christianisme. Ce port était d'ailleurs bon à tout et très important pour faciliter les rapports avec l'Afrique. Il débarqua le 18 juillet, à Tunis, près de l'actuelle médina qui, n'étant plus qu'un réduit de peu de valeur, fut prise sans difficulté. Mais on attendit trop longtemps une plaine de sables et sous un soleil ardent, le prince Charles d'Anjou, frère de saint Louis, se mit en route pour prendre des provisions et qui, par suite de la chaleur, fut malade et mourut. L'expédition fut donc arrêtée et les Français se virent obligés de camper et de se défendre contre des harcèlements pendant plusieurs jours.

Les fatigues déterminèrent des maladies qui furent très contagieuses, le roi lui-même fut frappé et mourut. La mort des saints sur cette plage à peine conquise, lorsque le roi de Sicile était encore en route pour le port. Quelle ne fut pas sa tristesse en apprenant la mort de son frère et en voyant le corps de son frère parmi ces chevaliers dans les larmes et les sanglots de l'avenir ! Après quelques combats qui furent sans résultat, le chef arabe El-Mestamer de ne pouvoir

Le roi et lui
partent d'Aigues-
Mortes

Difficultés du
trajet.

Et mort de saint
Louis.

résister à ces nouvelles forces à peine débarquées et déjà victorieuses, ce chef demanda la paix. Le duc d'Anjou conclut, à des conditions avantageuses, une trêve de six ans, favorable surtout aux chrétiens qui restaient en Orient, on se réembarqua le 19 novembre, emportant en France les précieuses reliques du roi le plus saint et le plus regretté qui fût jamais (a).

Retour d'Alphonse et sa mort en Italie.

Un grand deuil s'ajouta bientôt à la tristesse générale. La flotte, en arrivant à Trapani en Sicile, dont le port avait été choisi comme le plus sûr de cette plage, fut battue d'une tempête qui engloutit dix-huit grands vaisseaux avec les quatre mille personnes qui les montaient (b). Et peu après un événement non moins déplorable plongeait le Poitou avec la France dans une profonde désolation. Le comte Alphonse leur était enlevé par une mort aussi inattendue que prématurée.

Le prince, en quittant le rivage de Tunis avec sa femme, Jeanne de Toulouse et son neveu Philippe, déjà proclamé roi de France, avait sans doute emporté le germe de cette fatale peste à laquelle son frère, avec tant d'autres, avait succombé. Se sentant malade en arrivant en Sicile, il crut que le climat lui serait favorable et il prit le parti d'y séjourner. Il y demeura jusqu'au mois de juin 1271, et, étant alors reparti pour la France, il se trouva plus fatigué par le voyage, s'arrêta au château de Cometo, en Toscane, et y mourut le 21 août, n'ayant que cinquante et un ans. Cette mort fut suivie quelques jours après de celle de Jeanne, sa sainte femme, qui fut frappée du même mal, victime sans doute des soins dévoués qu'elle venait de lui prodiguer. Leurs dernières dispositions avaient réglé leur sépulture. Alphonse avait choisi l'abbaye de Saint-Denis, Jeanne avait voulu l'abbaye de Guercy, qu'elle avait fondée en Picardie peu de temps avant son départ de France.

(a) D'Achery, *Spicileg.*, II, 525 ; — De Fourmont, I, 316.

(b) *Rer. Gallic. script.*, XX, 479.

ut pour le Poitou la paix dont il avait joui
e règne du frère de saint Louis. C'étaient
repos après un état de guerres intestines
it d'injustice, d'égoïsme et d'orgueil auquel
, avec une fermeté puisée dans ses principes
olonté inflexible d'une haute intelligence qui
ien comme elle le comprend, non pas par
r justice, non par caprice mais par devoir,
même, mais pour des sujets dont il regarde
nme une condition du sien propre.

ourait sans postérité. Son héritage revenait
onne. C'est-à-dire que la France s'augmentait
oitou, de l'Auvergne, de la Saintonge et du
ulouse. Cette annexion ne souffrait aucune
résultait de traités acceptés de tous, bon
peut-être lors de leur signature; mais on
nt accoutumé à comprendre et à suivre la
e sceptre si bien tenu, que les mœurs s'en
èrement améliorées. Le respect du roi, la
ire de l'autorité légitime, toujours intrépide
aste, avaient ménagé une ère nouvelle et
une juste notion de la raison et du droit.

a mort d'Alphonse, arriva celle de l'évêque
hâteauroux, dont on ne sait pas l'époque
dont on s'accorde à dire qu'il gouverna
sept semaines. Il avait fait son testament en
écouvrons par une pièce subséquente, datée
de cette année, que quelques difficultés
is entre l'évêque et Jean, l'écolâtre de l'Eglise
our lequel s'étaient prononcés des adhérents
s son parti contre l'évêque, pouvaient s'en
re après lui. Celui-ci, par un bon mouvement
vait pu craindre que ses exécuteurs testa-
t le principal était Thomas, abbé de Notre-
de, ne parussent peut-être trop sévères
qui s'étaient montrés mécontents. Hugues

Mort de l'évêque
Hugues de Châ-
teauroux.

leur fit donc promettre par un acte formel de regarder comme non-avenus les torts que ledit écolâtre aurait pu se donner contre eux et contre l'évêque. Cette précaution indiquait de la part de ce dernier un sentiment d'indulgence que Dieu n'aura pas méconnu après sa mort. En dehors de cet acte, qui prouverait en sa faveur, nous ne voyons guère sous son nom dans les chartriers que des affaires d'intérêt personnel, des achats qui augmentent son revenu, et des actes de juridiction qui regardent sa charge épiscopale. De ces derniers il faut remarquer le serment qu'il reçut de Geoffroi de Lusignan devenu vicomte de Châtellerault par son mariage avec Clémence de Surgères, le serment féodal pour le château d'Harcourt, situé à Chauvigny. On ne voit de lui aucune fondation religieuse, aucun don fait aux communautés, et il paraît n'avoir participé que par sa signature obligatoire à l'établissement des Franciscains que le comte Alphonse fonda à Poitiers vers le milieu du ^{xiii}^e siècle. Ce souvenir mérite que nous nous y arrêtions.

C'est en effet sous son règne que s'ouvrit à Poitiers le couvent des Franciscains dont l'esprit populaire lui parut très propre à servir les intérêts moraux et religieux de ses sujets.

Alphonse établit
les Franciscains à
Poitiers.

Les Franciscains, fils de saint François d'Assises, avaient été créés en Italie par une bulle de Célestin III en 1210. Le peuple les appela bientôt Cordeliers, par allusion à la corde qui leur servait de ceinture. Comme ils s'occupaient en même temps de la prédication et de l'administration des sacrements, ils furent en vogue dès leur origine, et ce fut une œuvre méritoire de les placer dans les grandes Celles où leur zèle pouvait trouver de plus nombreux aliments. De tout ce que racontent de leur origine à Poitiers les divers auteurs qui en ont parlé, on peut établir qu'appelés d'abord en cette ville par deux frères de la maison de Lusignan, ceux-ci leur donèrent une chapelle de S^{te}-Catherine qui semble avoir été dans la rue du Chaudron-d'Or, où fut bâti un couvent assez

À un côté occupa la droite de cette rue. Plus tard, Alphonse ajouta à ce local un terrain avoisant qui vint joindre à la rue actuelle qui porte son nom et où se forma peu à peu un vaste étalement. Aucun acte ne nous a été conservé de cette époque, nous verrons figurer plus tard en des circonstances de notre histoire (a).

Les Fratricelles occupèrent donc ce local que leur accorda celui qui avait appartenu aux Fratricelles ou à une secte de confrérie hérétique qu'il avait fallu bannir de la ville à cause de leurs opinions hétérodoxes et de leur conduite licencieuse. Ils s'étaient retirés alors en France, dans ce qu'on appelait le Bourg-Marin, hors de la ville, où ils étaient encore en 1279 (b). Devenus toujours nuisibles. Ils eussent rendu la ville insupportable si l'on n'avait remplacé alors les faux religieux par la foi. Ces prétendus religieux étaient ceux qui, sortis de leurs couvents, se réunirent bien plus à faire le mal que le bien, et que Boniface VIII condamna qui amena leur révolte, et ils finirent par être brûlés à toutes les horreurs des gnostiques; ils infectèrent surtout la communauté des femmes. A partir de ce moment ils furent expulsés de Poitiers, notre histoire nous le montre, et nous ne pardons rien à n'en savoir

Les Fratricelles.

Alphonse lui faisait aimer les cérémonies de la religion, tant au cœur humain et, en cela comme dans les autres choses, il était un fidèle et pieux imitateur de saint Louis. Les processions des confréries instituées en 428 par saint Mamert, évêque de Vienne, Dauphiné, avaient été abandonnées depuis Poitiers, et comme elles avaient pour but la sanctification des peuples et l'abondance

Il renouvelle les Rogations et augmente leur solennité.

ancien Poit., p. 395. — Thibaudeau, I, 400, 2^e édition.

ancien Poitou, 390. — *Ibid.* Fonteneau, XIX, 425.

nécessaire des récoltes de chaque année, le désir de les voir reprendre, et s'entend de Melun pour leur redonner une solennité. Il avait même fait admettre un détail symbolique, souvenir de persécution des Sarrasins de la Terre-Sainte. Symbole qui ne fut pas parce qu'il avait dégénéré pour les poitevins d'amusement au lieu d'un sujet d'édification. Ce symbole, au reste, s'embla n'avoir plus de sens. On ne songea plus aux croisades. D'ailleurs, c'était exactement le cérémonial de ces processions continuées. Nous les avons vues de nos jours d'après nos vieux cérémoniaux, attirer avec un recueillement et une piété qu'on ne trouve plus, les attachants détails de la cérémonie. Les litanies y étaient mêlées d'intermèdes exécutés par les musiques du chapitre cathédral et de la ville et les voix exercées des confrères. Quand on passait devant une des églises se trouvant sur le parcours, on s'arrêtait en station pendant laquelle on chantait et on était accompagné des musiques, l'ancienne mode joyeux et suppliant qui exprimait les saintes joies de la prière et de l'espoir. Les rangs, précédant l'évêque, le chapitre et les communautés, s'échelonnaient sous les bannières de la cathédrale et des paroisses des saints, parmi lesquelles brillaient de beaux vêtements d'or, d'argent et de soie. La Dame et de sainte Radégonde, puis les confrères de toute la cité, que dominait celle de la cathédrale, venaient dans chaque quartier les pieuses confrères, la dévotion générale, lesquelles s'exprimaient par une empressement de riches bouquets destinés à la procession.

(a) V. Bouchet, *Annales*, apud 175.

agnificences étaient populaires, on en venait aux *Rogations de Poitiers d'Angers*, et à d'autres fêtes aussi

a enlevé tout cela, à la grande stupé-
t au grand regret du clergé qui savait
t la beauté exceptionnelle de ses

se donnait de tels soins et dont nous
es et l'activité se dépenser aux œuvres
s, son éloge se trouve dans l'ensemble
onnes actions se multiplièrent, où pas
r.

de la cathédrale; — Le *Calendrier* du chanoine
e bibliothèque. — Thibaudeau, *Hist.*, I, 307.



1875

1

2

3

4

5

NOTES DU LIVRE LXI

NOTE 1

Les pairs, dont nous trouvons ici la première occasion de parler dans cette histoire, étaient chez les Germains une association guerrière dont les membres devaient s'aider et se soutenir mutuellement dans les dangers de tout genre. Cette association se continua après la conquête de la Gaule par les Francs. Une loi de Clotaire I^{er} (de 511 à 561), voulait que pour juger un leude on rassemblât ses pairs (*pares*). Cette institution se maintint sous tous les règnes suivants où l'on rencontre maintes fois des circonstances où les pairs ont acquis non seulement le droit de juger, mais celui d'être jugés par leurs pairs ou compagnons, par un privilège qui tient essentiellement à leur condition nobiliaire. C'est au commencement du xiii^e siècle et sous Philippe-Auguste que ce tribunal fut non pas fixé à douze membres, car cette règle est observée déjà dans le cours du xii^e siècle précédent, mais fut composé mi-partie d'évêques et de seigneurs laïques. On voit quelle consistance prenait alors la monarchie par les attributions faites à ces douze pairs lors de leur assistance au sacre du roi. Chacun d'eux y portait solennellement un des attributs de la royauté ; le duc d'Aquitaine s'y présentait tenant la première bannière carrée et c'est à quoi manqua Henri III en sa qualité de grand feudataire de la couronne. On n'est pas bien d'accord, parmi nos historiens sur ces détails secondaires, mais on s'accorde à voir vers le commencement du siècle où nous sommes les douze pairs fonctionner en maintes circonstances où leur action légale devient nécessaire. Nous observons les variantes apportées par nos divers rois au jeu de cette institution qui eut son rôle jusqu'à la fin du règne de Louis-Philippe. (V. *Capitulaire de Charlemagne* de 813. — Chantreau Le Febvre, de l'*Origine des fiefs*, p. 115.)

NOTE 2

On saisit sous la plume de quelques-uns de nos chroniqueurs modernes le malin sourire qu'ils se donnent en intercalant ce morceau *attaque des croisés*. Poyedavant surtout s'en délecte (*Bulletin monumental*, ub sup). Charles Arnaud (*Hist. de Maille-*

rais) n'y trouve qu'à rire; Marchegay seul, meilleur des choses sérieuses du moyen âge n'était pas pour rien dans ce brigandage, et, l'abbé Lacurie, nous partageons la sienne; que Geoffroi laissa faire sans paraître n'avait et eut soin, avant tout, de ne se compromettre ni devant le pape, ni devant l'opinion de voir des croisés dans ces satellites ici un peu trop gratuitement? En effet à quel trouvés? A quel autre les trouvera-t-on plus qu'à un chef qui ajouta le parjure de ne pas par lequel sa vie fut souillée. C'en était un en figureur comme une espèce de dérision sur de naient, et si, avant de jeter dans nos *Revue* ce morceau friand que nos littérateurs de joyeusement de nos vieilles chartes, ils l'avaient. Ils auraient reconnu que le nom de croisés n'est pas le monde que parce qu'il en avait les insignes et pour voir partir au premier jour pour la croisade, Poitou une véritable délivrance.

NOTE 3

Alphonse, en 1269, ayant obtenu la même Châteauroux, n'en reconnut pas moins qu'il tiendrait la même châtellenie, serait obligé à l'évêque: car celui-ci pouvait bien renoncer personnel, mais non se dépouiller au détriment de ses successeurs. C'est d'après cet exposé que, par Philippe le Bel reconnut devoir à l'évêque l'hommage auquel la loi féodale le soumettait le possesseur du château. (D. Fonteneau, *ibid.* ces difficultés du pouvoir supérieur comme sous prétexte de privilèges royaux ou autres la Régale, et le même château de Civray se dépendre uniquement de l'évêché de Poitiers encore revendiqué, à la fin de ce siècle, par le comte contre les officiers de Philippe le Hardi qui le fléau des garnisaires, la malheureuse affaire de-Quinçay. (V. *Bulletin des Antiquaires d'*





Triste renommée
que laisse l'évêque
Hugues de Châ-
teauroux.

près par celle de l'évêque de Poitiers. Hugues de Châteauroux fut moins regretté qu'un évêque devrait l'être toujours : mais c'est une de ces consolations sur lesquelles doivent peu compter ces défunts illustres qui se voient partir sans avoir aimé personne, et dont le départ semble seul promettre une ère de paix longtemps attendue. Les monuments écrits qui nous restent de sa vie administrative ne gardent guère que le souvenir de ses conflits (a).

Vacance du siège
de Poitiers après
la mort de Hugues
de Châteauroux.

Après sa mort, deux concurrents se trouvaient dans le chapitre de Poitiers au poste qu'il fallait remplir. C'était le doyen Raoul de Mirebeau, chanoine de Saint-Martin de Tours. Il était doyen depuis 1253 au moins, avait été chargé de plusieurs missions par le Saint-Siège, et tous l'honoraient à Poitiers. Avec lui était sur les rangs le chefcier Jehan, qui n'est pas autrement connu. On s'entendait peu sur le choix à faire, et Raoul proposa, en abandonnant, dans l'intérêt du bien, les voix dont il était assuré, de confier l'élection à la décision du pape Nicolas III. Cette mesure fut prise en Assemblée capitulaire et à l'unanimité. Nous verrons comment la vacance du Siège dura jusqu'en 1278.

Avènement de
Philippe III à la
couronne.

Philippe III, proclamé en Palestine aussitôt après la mort de son père, avait pris le gouvernement de la France et déclaré l'apanage de son oncle réuni à la couronne. Il était âgé de trente-sept ans et avait mérité le surnom de *Hardi*, ayant, avant son retour en France, infligé devant Tunis aux Sarrasins une défaite qui les força de souscrire à une trêve (b). A peine revenu en France, il s'occupa de régler, par une sage ordonnance, la succession au trône de ses descendants et comment désormais devraient se comporter ceux qui seraient chargés de la tutelle et de la régence. C'était d'une grande sagesse et d'une tête politique capable, tout en prévoyant les difficultés, d'affermir aussi,

(a) Cf. *Gall. christ.*, II, col. 1180.

(b) *Art de vérifier les dates*, VI, 12.

ntes mesures, les développements d'une idée
ssait.

des pays de Guyenne appartenant au roi de
nt donc réglées comme avant la mort d'Al-
des sénéchaux placés dans les principales
nt pour les choses de la justice, des finances
re par leurs prévôts, baillis et sergents. Cela
l'activité personnelle du roi qui d'ailleurs, en
temps surtout de son autorité plus décisive
vait besoin de se montrer quelquefois avec la
ui devait contenir tout sous ses lois. C'est ce
janvier 1272, lorsqu'une révolte irréfléchie
Foix l'obligea d'aller le mettre à la raison.
était Roger Bernard, troisième du nom, qui
it de difficultés d'assiéger le château d'un de
de le piller, et de l'incendier après en avoir
défenseurs. Tout cela s'était fait malgré les
vegarde données par Philippe le Hardi à la
nd de Casaubon, et malgré le soin qu'avait
de Toulouse d'arborer sur les murs de la
e les panonceaux du roi de France. Celui-ci
à son tribunal le baron révolté, Roger refusa
attira aussitôt la vengeance du suzerain. Car
rés avoir temporisé dans l'espérance d'un
uquel seraient parvenus ses officiers du pays,
te de nombreuses phalanges. Il ne lui fallut
pour en finir. Roger fut forcé de se rendre à
nduit pieds et mains liés dans une tour de
où il fut obligé de se soumettre. Après
btenu, le roi lui rendit la liberté et les biens
ou confisquer, donnant ainsi une preuve de
n, de sa justice et de sa force capable
ous une admiration utile au souverain et une
ire aux vassaux (a).

Révolte du comte
de Foix aussitôt
réprimée.

ifier les dates, IX, 440 ; — D. Vaissette, *Histoire du Lan-*
l.

DIRE GÉNÉRALE DU POITOU

rchant vers le Midi, et qu
aphe, que Philippe s'arrêta
orité communale était déjà
e grandes fêtes lui furent
rivilèges et libertés donnés
voyages des rois en de tel
aussi coûteux aux villes qu'
ue toujours elles y trouv
st ainsi qu'en 1285, quand
t, il y donna des lettres
t ouvert aux transports jus
aucun droit de péage po
t là des privilèges qui fla
s et les attachaient d'aut
e (a). Au reste, le prince r
amour dévoué par son zèle
s, inspiré par une piété si
ritiment du devoir, et faisai
e saint Louis (b).

province continue de vivre
ie sous Alphonse. Les gra
paysan y laboure sans q
détruise son travail. Les
loppent, les villes prennent
riles naissent ou s'affermis
tyé sur un nouveau mode
leures destinées ; et après t
imprimées par l'invasion s
lables du Nord, après l'infl
incipe chrétien qui fit de t
on, voilà qu'un mouvement i
térieux, les réunit dans un
ix, et leur ouvre les abords

, XX, 149.

iales, p. 176 et suiv.

qu'elle était seule capable de créer. C'était l'œuvre de l'Eglise, en effet, de ses Papes, de son Clergé, et de tout ce qu'avait pu élaborer par eux l'amour de Dieu et de l'humanité.

C'est donc une période inconnue qui va s'ouvrir à nos regards, et les phases variées qui s'y produiront ménageront toutes un acheminement providentiel aux merveilles destinées de la grande Patrie.

Plusieurs années se passèrent donc en Poitou sans laisser de traces remarquables. Il faut arriver à l'année 1278 pour voir finir le long veuvage de l'Eglise de Poitiers qui, depuis sept ans, et par plusieurs causes dont nous avons dit les principales, avaient retardé la nomination de l'Evêque que le Chapitre avait laissé au choix définitif du Saint-Père. Il faut dire aussi que dans ces retards était pour beaucoup le refus obstiné du titulaire choisi qui persista à refuser la dignité épiscopale jusqu'à trois fois, et cela avec toute l'énergie qu'ont mise souvent à la recherche des sujets trop peu soucieux de la responsabilité qu'elle impose. C'était Clément IV qui avait éprouvé les refus. Grégoire X, qui lui avait succédé en 1271, voulut en finir et ordonna à l'humble religieux de se disposer à son sacre. Car c'était, ni plus ni moins, un pauvre franciscain que ce Gauthier, surnommé de Bruges, parce qu'il était originaire de cette ville. Les papes Grégoire X, Jean XX et Nicolas III l'avaient apprécié en diverses affaires dont il s'était acquitté à leur satisfaction, et le dernier, encore vivant, tenait d'autant plus à le placer à la tête de notre Eglise. Ce bon religieux avait fait profession jeune encore dans l'Ordre de saint François, qu'on appelait également Cordeliers ou frères Mineurs. Il dut s'exécuter et, se trouvant à Rome où il avait été mandé, il reçut le sacre épiscopal des mains mêmes du souverain Pontife. Ce fut une grande joie à Poitiers où il était connu étant provincial de son Ordre en Touraine. Sa doctrine et sa sainteté l'avaient distingué dans le clergé et aux yeux des laïques

Episcopat du
B. Gauthier de
Bruges.

Le synode de
1280.

instruits. Il ne tarda pas à donner des preuves de ce double mérite et, après avoir considéré pendant plus de deux ans les besoins de son Eglise, les abus à réprimer et le bien à faire, il voulut, dès l'an 1280, assembler un synode où de sages règlements indiquèrent très bien comment il entendait sa charge. C'était une constitution dont les canons de discipline furent lus très longtemps avec fruit dans l'Eglise de Poitiers à l'office de prime, au lieu du capitule adopté par le bréviaire romain. Ces règles indiquent très bien les tendances de l'époque et combien le clergé y avait besoin de réformes. On doit regretter qu'on les ait beaucoup négligées dans la suite et jusqu'à notre temps où les pratiques anciennes ne sont pas autant estimées et suivies qu'elles devraient l'être (a).

Celui de 1284.

Ce synode, qui fut sans doute celui de la Pentecôte 1280, fut suivi en 1284 d'un autre qui défendit tout commerce avec ceux qui avaient encouru l'excommunication majeure ; surtout on tenait à ce qu'ils n'assistassent pas au Saint-Sacrifice. On renouvela une défense déjà très ancienne de recevoir les Sacrements d'un prêtre qui n'aurait pas été approuvé. On interdit enfin de diminuer, pendant les vacances des prieurés, la valeur des revenus que les fondateurs y avaient attachés (b).

Caractère élevé
de Gauthier de
Bruges.

Gauthier était d'un caractère ferme, envisageant au point de vue de la conscience les devoirs de l'épiscopat et se faisant le gardien avec un zèle plein d'énergie des droits de son Siège et des privilèges de son Eglise. Ce genre de mérite devait être celui d'un homme élevé dans sa jeunesse sous l'obéissance religieuse, appréciant d'autant mieux l'autorité de l'Eglise, sachant que son gouvernement tend au bien des peuples et comprenant qu'il appartient surtout aux évêques de ne pas les laisser entamer par l'arbitraire des grands, toujours misérablement jaloux de l'Eglise

(a) Hardouin, *Concile*, t. XI, p. 1137.

(b) Hardouin, *ib sup.*, p. 523.

l protéger. C'est là, il est vrai, une source de déboires amers pour un évêque pénétré s ; mais ceux qui ont le bonheur d'y croire pas devant l'absolutisme des tyrans. C'était e pouvoir d'un côté et de ce despotisme de raient naître les difficiles mais glorieuses n homme qui avait su refuser une charge, malgré lui, mais qui, l'ayant prise, se le de la trahir.

» détails que l'histoire n'a pu nous garder s nulle trace pendant un certain nombre vie sociale suit son cours en Poitou sans y soit révélé ; et comme ce qui regarde les nier de Bruges ne saillira guère que dans années du siècle suivant, arrêtons-nous dès graves circonstances d'où surgirent les itendus entre la France et l'Angleterre.

gnait toujours dans la grande île où son peine à maintenir les révoltes continuelles de l'Ecosse impatientes du joug des rois anglo- une des raisons pour lesquelles l'Aquitaine rangère depuis vingt ans à toute guerre a paisible domination de saint Louis, d'Al- hilippe le Hardi. Mais en général on pouvait tout de cette même paix. On y trouvait le r sûrement aux affaires publiques, et l'un moyens d'entraver le mal en vulgarisant le ut dans la tenue des conciles qui ne furent iquents et plus réitérés que pendant la fin

Henri III, roi d'Angleterre rend hommage pour la Guyenne au roi de France Philippe le Hardi.

ri III était venu à Abbeville où une assemblée Louis IX reçut sa renonciation à toutes qu'il pouvait avoir sur la Normandie et sur de France, de son côté, lui avait abandonné le Périgord et tout ce que la France possédait Garonne, pays auquel se réduisait alors le

nom de Guyenne. Mais cette concession n'était faite que sous condition de l'hommage au roi de France. C'était une bonne précaution pour maintenir sous la dépendance de ce dernier le prince à qui il donnait de libres allures sur ses terres; le roi étranger sanctionna lui-même irrévocablement cette position en prenant place aussitôt entre les pairs de France, en qualité de duc de Guyenne (a). Mais après la mort d'Alphonse en 1272, Philippe, son neveu, se porta en cette qualité son successeur au comté de Toulouse et reçut le serment de fidélité des principales villes, et l'Agenais s'y trouvait compris. Henri réclama. Philippe consentit à céder cette province, et ne reparut à Poitiers, pour un seul jour, que lorsqu'en 1285 il alla en Espagne où le roi Pierre III d'Aragon, qui avait faussé les règles de la succession au détriment de la maison de France, s'était refusé d'obéir au pape Martin V, l'excommuniant pour avoir ordonné à Palerme en 1272 le massacre des Vêpres siciliennes. C'était le dernier voyage de ce bon roi qui, en revenant à Paris, tomba malade à Perpignan et y mourut le 5 octobre, âgé seulement de quarante ans, regretté de tous pour ses vertus, ses qualités et son respect filial de la religion et de la justice (b).

Mort de ce dernier.

Avènement de Philippe le Bel. — Idées des apanages.

Philippe IV, dit *le Bel*, parce qu'il était, dit-on, le plus bel homme du monde, succéda à son père et marqua son règne de vingt-neuf ans par d'importantes décisions à l'égard de l'Aquitaine et du Poitou. Une des plus importantes regarde les apanages. On donnait ce nom aux portions de terres appartenant à une famille royale et qui furent concédées aux puînés lorsque l'aîné était pourvu du trône. C'est à ce titre que le Poitou avait été donné à Alphonse, frère de Louis, au préjudice de Charles d'Anjou, dont le caractère violent et les injustices sans cesse

(a) Smolet et Rapin-Thoiras, ad ann. 1259.

(b) Vaissette, *Histoire du Languedoc*, III, ad ann. 1285; — *Art de vérifier les dates*, VI, 14.

dignes de cette juste sévérité ^(a). Ces
 it d'abord héréditaires et passaient même
 cette condition avait le sérieux incon-
 smettre souvent par des mariages des
 à d'autres familles. Il fallut donc déclarer
 aliénables et reversibles à la couronne en
 enfants mâles du légitime possesseur. C'est
 n du Poitou au roi Philippe III, confirmée
 qui remit la province au domaine royal
 vait sortir désormais que pour appartenir
 sang ^(b). Et ce fut par des lettres patentes
 3el que son second fils, qui devait être
 ; devint apanagiste du Poitou, avec cette
 autre de ses héritiers qui n'eût enfant
 it profiter après lui ^(c).

l avait épousé, le 16 août 1284, Jeanne,
 roi de Navarre, qui héritait aussi des
 npagne et de Brie. C'étaient autant de
 oles, devenues françaises, et c'est de ce
 dans notre histoire, le titre uni de France
 ue nos rois portèrent jusqu'à la fin du
 s X en 1830. La France s'étendit donc
 e jusqu'à l'Ebre qui la sépare de l'Espagne.
 nt dit le pays des Gascons. Jeanne,
 plie, devint reine de France pour le
 x peuples, car la France, où elle multiplia
 générosités pour le bien public, ne l'aima
 cennes, qu'elle habita après son mariage,
 où elle établit par ses officiers un gouver-
 lairé, juste, et fondant le bonheur de ses
 e de leur bien-être dont elle fit sa gloire
 prématurée; car cette mort arriva en 1305

Union de la Na-
 varre à la France.

^(a) *dates*, XIII, 69; — Henault, *Hist. de France*, I, 245.

^(b) *des Rois de France*, in-4°, 1618, in ann. 1285.

lorsque la digne femme n'avait encore que trente-deux ans (a).

Campagne de
Philippe le Hardi
en Aragon.

Ces succès politiques aux extrémités méridionales de l'Aquitaine, et cette action, à la fois douce, énergique et légitime qu'y exerça le roi de France, contribuèrent beaucoup à ramener la paix dans ces contrées : car la noblesse s'était souvent révoltée contre l'autorité royale. C'étaient de continuelles altercations entre les seigneurs des petits pays qui s'entendaient peu et se harcelaient souvent les uns les autres. De ceux-là les comtes de Foix, d'Armagnac et de Narbonne étaient le plus en mouvement, et il fallut, pour les soumettre enfin et les dominer, tous les efforts que Philippe le Hardi dut mettre ou à les accorder, ou à les séparer des rois de Navarre, de Castille et d'Aragon, dont ils se faisaient souvent les auxiliaires (b).

Premières diffi-
cultés entre Phi-
lippe le Bel et le
roi d'Angleterre
Edouard I^{er}.

De son côté, l'Angleterre avait changé de roi, et aussi de gouvernement. Henri III, qui n'avait su avec beaucoup de défauts et peu de qualités, ni se faire aimer ni se faire craindre, avait pour successeur son fils, Edouard I^{er}, qui sut trop se faire craindre sans être aimé. Déjà absolu dans ses prétentions et entreprenant dans ses Etats où une guerre injuste lui avait assujéti le pays de Galles à force de violences et de craintes, il affecta tout d'abord dans les chartes émises en son nom pour les affaires de Guyenne d'user de sa dénomination de roi d'Angleterre et de l'année de son règne. Comme cette formule semblait indiquer qu'une portion de la France dépendait uniquement d'un autre roi que de Philippe IV, celui-ci le contraignit à dater uniquement de ses propres années, attendu qu'Edouard, en Guyenne, n'était réellement que son vassal (c). Cette décision ne dut plaire que médiocrement à

(a) Henault, *Art de vérifier les dates*, loc. cit., et t. VI, p. 499 ; — Mézeray, II, 317.

(b) D. Vaissette, *ad ann.* 1283-1285.

(c) Henault, I.

un prince aussi hautain qu'ambitieux et le laissa en des dispositions qui fomentaient déjà de graves dissensions entre les deux royaumes.

En attendant que ses plans fussent dressés et bien mûris, Edouard, qui comptait l'astuce parmi ses instincts d'ambitieux, dissimula soigneusement ses projets, et tout humilié qu'il se regardât de se soumettre à un roi de France qui n'avait que dix-huit ans à peine, lorsque lui, Edouard, touchait à sa quarante-huitième année, il consentit à venir à Paris remplir le rôle de conciliateur entre le roi de France et ceux d'Aragon et de Castille, parents de la famille d'Angleterre, ceux-ci disputant déloyalement au préalable la couronne de Navarre qu'ils auraient voulu se partager. L'affaire s'arrangea; Philippe en témoigna sa reconnaissance à Edouard, en lui remettant pour toute sa vie toutes les amendes et confiscations qui pourraient être prononcées au sujet des appels à la cour de France. Edouard, acceptant cette faveur, rendit hommage à Philippe pour le territoire qu'il possédait en France, et, pour faire acte immédiat d'autorité dans ces terres, il passa aussitôt en Guyenne, y dressa divers règlements à l'avantage des seigneurs qui lui avaient envoyé des subsides et des hommes pour sa guerre contre les Gallois. Ces aménités n'empêchèrent pas cependant qu'à Bordeaux il fit mettre à mort un certain nombre des chefs d'une conspiration qu'on y avait découverte pour livrer la ville au roi de France (a).

Meilleurs rapports qui s'établissent entre eux.

Il y eut ainsi pendant plusieurs années des tiraillements entre les deux cours sur diverses questions où la mauvaise foi d'Edouard ne put entièrement se dissimuler, si bien qu'on peut sans témérité soupçonner que, tout en voulant le faire attribuer à des circonstances dans lesquelles il n'entraît pour rien, il avait permis au moins que des affidés et peut-être des trahisons convenues avec quelques

Présages d'une nouvelle rupture.

(a) Smolet, V, 233 et suiv.; — Rapin-Toyras et Velly, *ad ann.* 1286 et 1287.

poitevins jetassent sur nos rivages les premières étincelles d'une guerre à laquelle l'Angleterre seule avait à gagner.

En 1292, une querelle de peu d'intérêt s'éleva dans le port de Bayonne, entre deux matelots, l'un Anglais, l'autre normand : celui-ci y fut tué ; ce malheur amena des récriminations des Normands qui, bientôt, se livrèrent sur mer des courses, où chacun cherchait par des massacres et des pillages à se venger et à s'enrichir. Ce serait là, d'après les conjectures, qu'apparaîtrait l'action secrète du roi d'Angleterre qui pensa qu'il pouvait saisir cette occasion

pour satisfaire ses propres rancunes : car, comment se persuader, sans supposer un mobile caché, que ces deux nations, engagées dans une querelle particulière, auraient songé à attaquer l'île de Ré et la Rochelle elle-même ? Il n'y avait pas eu un encouragement à ces entreprises ? C'est pourtant ce qui arriva. Les Anglais, se détournant de leurs galiotes normandes, se jetèrent sur la Rochelle, y firent tout au pillage et se retirèrent chez eux chargés de toutes les richesses de la malheureuse cité. On ne conçoit pas comment les historiens n'ont pas deviné qu'un tel jeu ne pouvait pas se faire sans des ressorts plus ou moins habilement cachés. Le roi de France ne s'y trompa point. Il appela à sa cour des pairs le vassal en qui était toute la responsabilité de ces violences. Cet appel ne se faisait qu'en 1293, après avoir demandé plusieurs fois des explications qui n'étaient pas données. La citation fut apportée à Londres par deux évêques, pendant que le sénéchal de Bigorre la faisait afficher à la principale porte de la ville de Libourne, la première de la Guyenne du côté de la France.

Edouard, occupé à sa guerre contre l'Ecosse, dépêcha son frère Edmond pour présenter ses excuses de ne pas comparaître. Le roi avait peu de confiance dans une telle ambassade : ayant cherché à engourdir la vigilance de son ambassadeur en traitant avec lui d'un projet de mariage entre Edouard et une sœur de Philippe, il envoya le con-

nétable de Nesle avec des troupes pour se saisir de tout ce que l'Anglais possédait en deçà de la mer. Les gens d'Edouard n'opposèrent aucune résistance, sans doute par suite d'un mot d'ordre reçu d'avance, car Edouard couvrait aussi un dessein qui peut seul expliquer cette facilité de ses siens à une telle condescendance. En effet, cité une deuxième fois dans un parlement tenu à Paris le 5 mai 1293, ayant persisté à faire défaut, il fut déclaré coutumace et déchu de toutes ses possessions sur le territoire français. A cette nouvelle, Edouard, dans une violente colère, envoya à Philippe une déclaration de guerre et il obtint à prix d'argent que la même déclaration lui fut adressée par l'empereur Adolphe de Nassau, récemment élu, et déjà généralement méprisé. Philippe répondit fièrement à cette insolence. La Franche-Comté fut bientôt envahie par les troupes allemandes, mais le roi de France y résista d'une façon à les repousser, et il n'eut bientôt plus en tête que les forces anglaises qu'Edouard fit débarquer en décembre 1294 à l'embouchure de la Gironde d'où elles se rendirent maîtresses de Blaye et prirent en peu de temps Bourg, Réole, s'emparèrent de Bayonne le 1^{er} janvier 1295, puis de Sourdes, et le 7 avril de Saint-Sévère sur l'Adour. Mais le roi envoya contre les envahisseurs son frère Charles de Valois qui reprit promptement toutes ces places et en 1296, le comte d'Artois, autre frère de Philippe, vint à son tour soutenir la guerre et dispersa les Anglais d'une manière à les dégoûter de cette campagne qu'ils abandonnèrent devant des forces habilement distribuées. Edouard demanda une trêve de deux ans que Philippe lui accorda en même temps pour s'attacher de plus en plus les populations du Toulousain et de l'Albigeois dont les seigneurs chassés lui étaient restés constamment fidèles ; il leur accorda, par une ordonnance d'avril 1298, plusieurs privilèges dont le plus remarquable fut l'abolition de toute servitude corporelle, le droit de propriété sur certaines terres ou maisons que les anciens serfs pourraient acquérir.

Premières traces
du Tiers-Etat.

et garder, en prélevant sur chaque famille, en retour de ces droits, un cens annuel de douze deniers tournois sur la sixième partie de leurs domaines cultivés. C'était une grande affaire que celle-là, car on y trouve en germe l'abolition de la servitude et le commencement du Tiers-Etat qui naît ici sous les auspices de cette royauté tant calomniée (a). Nous verrons comment cette institution surgit d'un sentiment très louable du roi de France, même s'il y comprenait l'intérêt bien entendu de sa couronne, rien n'étant plus légitime que de tirer son propre avantage du bien qu'on fait à autrui. Mais ce bon usage de la force que donne une autorité légitime n'autorise jamais à exagérer son pouvoir, à se mettre au-dessus des lois morales, seul frein que les rois puissent sentir en certains cas contre les excès d'une colère injuste.

C'est pourtant ce dont Philippe le Bel allait tacher sa vie en se laissant guider plus par l'orgueil et l'égoïsme que par la raison éclairée de la foi dont son saint aïeul lui avait laissé de si mémorables exemples. Il faut que nous en parlions ici, d'autant plus que sa triste et fatale politique se mêla à nos affaires du Poitou.

Origine des différends entre Boniface VIII et Philippe le Bel.

Le pape Boniface VIII gouvernait la chrétienté depuis 1294. Il voyait avec peine la guerre troubler l'Europe pour les querelles mondaines des princes chrétiens dont il aurait bien voulu voir les armes se retourner contre les Sarrasins de la Palestine où les choses se passaient mal. Un autre abus lui paraissait à réprimer. C'étaient les subsides que les rois levaient sans cesse sur le Clergé et les églises et qu'ils employaient à leurs guerres particulières au lieu de les consacrer à la croisade qu'ils promettaient toujours d'embrasser et dont ils s'éloignaient pour des querelles ruineuses et injustes. Ces guerres alors n'avaient pour auteurs que l'empereur Adolphe de Nassau, Edouard d'Angleterre et Philippe de France. Après plusieurs

(a) D. Vaissète, *Histoire du Languedoc*, IV, 98.

our les rappeler à une politique chrétienne, aussi exempte d'orgueil que d'ambition, jolia en 1296 une bulle où, s'élevant contre : de certains laïques puissants contre le : accablaient de charges intolérables, il : laïques d'exercer plus ces tyrannies, aux : payer aucune de ces redevances indues, : nait tous ceux qui s'empareraient, comme il : arrivé, des dépôts des églises et de leurs : els. Enfin l'absolution de ceux qui auraient : nsures était réservée au Pape seul.

it rien en cela que de très juste, de très : lois canoniques et de très avantageux au : s et au bien de la société chrétienne.

utant de raisons pour que la bulle déplût à : omme sans principes, qui avait acheté l'empire : les (e); à Edouard, qui suivait trop l'exemple : ar ses continuelles extorsions sur ses sujets ; : nfin dont nous avons ici à nous occuper à : tant d'autres.

les choses qui vont suivre s'expliqueront par : nce que les historiens s'accordent à nous : n caractère. Excellent homme dans l'intérieur : il manquait de loyauté et de modération dès : itait d'affaires où il voulait que prévalussent : on autorité et sa pensée. Ambitieux, jaloux : oir, hautain avec tous; aimant l'argent par : et s'en procurant sans scrupule par tous les : il pouvait abuser, il accablait son peuple, : lesse détestable de taxes et d'impôts; il ne : d'ajouter à ses ressources en altérant les : en ne leur laissant plus, en dernier lieu : me de ce que les mêmes pièces avaient valu : Louis. Si l'on ajoute à ces traits les excès

Caractère de ce prince. — Ses exactions.

ramment colère, dont le fond s'était formé
itude de se faire obéir par tous et contre
aura l'homme qui va tenir tête au Pape et
prétentions iniques contre les avertissements
les justes rigueurs de la papauté.

mal conseillé sans doute, comme le Pape ne
de le dire, se fâcha et outra ses pouvoirs en
tous ses sujets de porter ou envoyer à Rome
me d'argent destinée à l'Eglise. Une réponse

Pape réfuta ces mauvaises raisons, et il fit
secret par ses légats, des châtimens canoniques
i osait outrepasser son droit en se mêlant de
spirituelle du clergé et des fidèles dans ce qui
liberté de faire l'aumône à qui ils voulaient.

la question, et en accordant ce point, le roi
Pape à lui faire comprendre que le Saint-Siège
à personne ni dans le clergé, ni parmi les
onner au roi des secours volontaires de quelque
s fussent. Il entendait seulement qu'aucune
i pouvait trop abuser, ne devait être levée sur
régulier ou régulier sans que le Pape l'eût
ans le double intérêt de l'Eglise et de l'Etat.

cations mirent fin à des discussions qui avaient
elat, et par l'intervention des docteurs et des
es, comme de la noblesse elle-même toujours
pouvoirs qui pouvaient contrebalancer ses idées,
e alors les notions légales de cette doctrine
appelée le *Gallicanisme*, laquelle tendit dès
ner l'action de la papauté au prétendu profit
ité temporelle. Tout le profit qu'en a tiré la
té dans une diminution du respect religieux
se ; c'était l'embrion de l'idée révolutionnaire
avons aujourd'hui la marche triomphale et les
rvictions.

gement de tous les historiens.

C'est au milieu de ces vives querelles que nous voyons chez nous confisquer au nom du roi les biens de l'évêque de Poitiers. D'où venait cette rigueur dont rien n'a révélé la cause, même aux auteurs du *Gallia christiana*? Il est à croire que notre diocèse ne fut pas le seul frappé de cette mesure qu'il ne faut expliquer, selon nous, que par le courage qu'aurait eu notre évêque Gauthier de Bruges à se mettre du côté du Saint-Siège contre le roi qu'il condamnait. De là sans doute des colères royales, de nobles résistances, et un séquestre de trois ans sur les biens de l'Eglise, car l'évêque fut spolié de 1299 à 1301. Ainsi les passions aveuglent-elles ! Les rois prétendaient détruire l'abus de la féodalité ; un des plus coupables était cet abus de la force contre l'Eglise, comme nous l'avons vu pratiquer à Poitiers, à Angoulême, à Périgueux et ailleurs. Voici un roi qui, sans autre forme de procès, uniquement parce qu'un évêque maintient la vérité contre ses idées, s'empare de la mense épiscopale et prouve, en la convoquant à son profit, qu'il a pour lui le droit, la raison et le ciel!!! Il n'avait pas plus épargné l'évêque de Pamie Bernard de Saisset, dont le siège était nouvellement érigé lorsque, sur des dénonciations plus au moins graves, l'avait fait emprisonner en 1301, quand déjà s'échauffaient les querelles entre les deux pouvoirs.

Cependant la trêve accordée par Philippe au roi d'Angleterre allait finir. La guerre ne tarda pas à recommencer. C'était en 1299. Elle dura deux ans, après lesquels Philippe, à la suite d'alternatives de succès et de revers, par le traité du 20 mai 1203, rendit la Guyenne à l'Angleterre et rappela ainsi en France un pouvoir rival dont la présence allait devenir un nouveau germe de guerre où l'avenir de ce beau royaume serait plus d'une fois compromis.

C'est ici qu'il faut revenir à notre évêque Gauthier de Bruges dont la vie, déjà si éprouvée par les brutalités royales, allait l'être encore par les rigueurs imméritées d'un Pontife auquel il dut lui coûter bien plus d'avoir

résister, mais que Dieu se plut à justifier par celui-là même de qui lui était venue la persécution.

Pour bien comprendre la conduite de Gauthier et de ceux qui se trouvèrent mêlés à ses affaires, il faut remonter à quelques années antérieures de notre histoire ecclésiastique.

Histoire du primat
matiat de l'église
de Bourges sur
l'Aquitaine.

Quand l'Aquitaine avait été érigée en royaume par Charlemagne, Bourges en fut déclaré la capitale, par cela même le Métropolitain fut institué patriarche ou primat du nouveau royaume, ce qui lui donnait le privilège d'y présider tous les conciles et d'y visiter avec droit de juridiction, quand il le jugerait à propos, les diocèses de l'Aquitaine. Cette grande contrée avait alors trois métropoles, Auch, Narbonne et Bordeaux. Les deux premières, par différentes circonstances qui importent peu ici, furent soustraites à cette primatie de Bourges : Bordeaux ne s'en était jamais séparée. Arriva le temps où les rois d'Angleterre devinrent ducs d'Aquitaine, et Henri I^{er}, ayant demandé au Saint-Siège d'élever Bordeaux au titre de patriarcat, Philippe-Auguste s'y opposa, et Innocent III confirma, en 1211, l'état de choses déjà consacré par les trois siècles précédents. Mais il suffit parfois d'éveiller une idée, si mal conçue qu'elle ait pu être, pour qu'elle trouve place aussitôt en certaines têtes qui croient pouvoir en profiter. C'est ainsi qu'en 1112 moins d'une année après cette décision, le même Pape soutenait encore la suprématie de Bourges, et en 1255 Alexandre IV approuvait en termes formels et dans le même sens la visite primatiale qui venait d'être faite dans le diocèse de Bordeaux, que gouvernait alors Giraud de Malmort, par l'archevêque de Bourges Philippe Berruyer. Il y a plus. Longtemps après ce dernier, en 1284, Simon de Beaulieu visita aussi la province de Bordeaux. Le droit canonique avait donc toujours été observé sur ce point depuis Charlemagne.

Premiers Etats
généraux où siège
le Tiers-Etat. —

Il ne faut pas oublier, avant d'aller plus loin, de nous arrêter ici brièvement à cette première assemblée des Etats

généraux, convoquée en 1302. Philippe IV y avait pour objet de faire sanctionner par tous les ordres de ses Etats les iniquités commencées contre le pape Boniface VIII ; il voulait, entouré de ses nouveaux docteurs en droit, s'y faire donner toutes les voix en acquérant les suffrages par les faveurs dont il disposait, mais surtout en y donnant, pour la première fois au Tiers-Etats, une sorte d'importance qu'il n'avait pas eue encore dans les affaires publiques, et qui, faute de lumières, de science et de discernement, lui laissa croire qu'il était là comme un conseil, lorsque réellement il n'y était appelé que pour voter. Ce fut l'occasion de ce gallicanisme légal dont on a toujours voulu depuis lors s'appuyer en France contre les droits du Souverain Pontife, et qui naquit de l'indigne lettre de Philippe à Boniface où le roi, s'oubliant jusqu'à l'insolence du plus bas langage, posa la théorie insensée qui lui permettait d'émettre à son profit des prétentions qu'il combattait dans le Pape (a). C'est à ces règles faciles que nous verrons Philippe IV se raccrocher, quand il agira sans le Pape, en des affaires où les lois du temps auraient dû l'empêcher de se mêler.

Abus que le roi compte en faire.

Revenons au primatiat de Bourges.

En dépit des prétentions de l'archevêque de Bordeaux, par une de ces bizarreries que certains événements expliquent sans les excuser, un archevêque de Bordeaux, élu en 1299 ou 1300, vint faire une question d'un fait dont personne n'avait jamais douté.

Prétentions au patriarcat d'Aquitaine par Bertrand de Got, archevêque de Bordeaux.

C'était Bertrand de Got, né d'une famille considérable du Bordelais, et qui, pour certains désagréments que cette famille avait éprouvés de Charles de Valois, frère de Philippe le Bel, se trouvait en assez mauvais termes avec celui-ci. D'un autre côté le Siège de Bourges était occupé par Gilles de Rome, ancien précepteur du roi, homme de mérite, mais qui déplaisait à Bertrand par sa position même à la cour de France. De là, sans doute, l'opposition

(a) Longueval, XVI, 224 et suiv.

que Bertrand crut devoir faire au Primat, ne craignant pas de prendre ce titre dans ses actes publics et d'affirmer hautement qu'il ne souffrirait chez lui personne qui voulut s'y attribuer la dignité et les fonctions primatiales. C'est là que l'évêque de Poitiers commença à se voir impliqué bien malgré lui dans une suite de mésaventures où sa religieuse énergie ne devait pas moins éclater que ses solides vertus.

Ses différends
avec Gauthier de
Bruges.

Quand le roi avait exercé contre Gauthier les violences que nous savons, l'évêque avait eu recours, par une filière naturelle, à la protection de son métropolitain dont il devait espérer l'appui contre une injustice. Mais en homme que la justice intéresse bien moins que son repos, l'archevêque avait refusé de s'en occuper, sans aucun motif particulier contre son suffragant, et ne voulant pas se commettre avec le roi en une affaire où ses intérêts personnels n'entraient pour rien. Il paraîtrait que certains conflits de juridiction se seraient élevés entre les deux prélats sur des sujets qui nous sont peu clairement expliqués aujourd'hui, mais qui durent constituer pour l'évêque une atteinte à quelque droit de sa mense ou de sa juridiction. Quoi qu'il en soit, le rôle imposé par le primat était difficile mais de ceux que sa position ne lui permettaient pas de récuser. Gauthier, d'ailleurs, dans son cœur droit et intègre, ne trouvait pas que ce déni de justice fût approuvable dans un évêque. Il discuta donc, mais fort résolument repoussé, il se trouva réduit à tout supporter sans rien dire. Il n'eut ni aigreur ni plaintes amères. Il se résigna et ne rentra en possession de sa mense, indignement escroquée, qu'après la réconciliation du pape et du roi.

Il devient Pape
sous le nom de
Clément V.

Mais une autre épreuve l'attendait, de celles que la Providence ménage parfois à ses saints pour nous en faire des modèles de patience et d'humilité. Gilles de Bourges, qui ne pouvait souffrir que la dignité de son Siège et de sa personne fût méconnue, songea après plusieurs lettres restées inutiles, à faire entendre à Bertrand un langage

. Il connaissait la fermeté douce et inébran-
 lable, il le chargea de faire connaître au prélat
 que s'il osait continuer de s'arroger un titre
 conféré à l'archevêque de Bourges, celui-ci
 était obligé de l'excommunier. Il fallut donc céder.
 Celui qui avait été reçu à Bordeaux, avait rempli sa mission,
 et évité les désagréments qu'il en prévoyait, à
 son honneur et à son avantage. Il s'en revint à Poitiers pour y
 reprendre sa paix habituelle au milieu de ses saintes

affaires, mais ce n'était pas fini. Ces choses s'étant passées dans
 l'année 1304. Moins d'un an après, le 5 juin 1305,
 élu pape par les intrigues de Philippe le Bel
 et de son fils Louis. Quand il apprit son élection, il
 se fit canonique du diocèse de Poitiers et se
 signa. Gauthier l'avait reçu de son mieux
 épiscopale. Mais le nouveau Pape ne le paya
 pas. A peine couronné à Lyon, il se ressouvint
 de l'usage de ses griefs contre l'évêque de
 Poitiers. N'écoulant que son mécontentement aussi
 injuste, il n'hésita pas à déposer, sans
 aucune du sentiment public, un évêque
 qui n'avait fait son devoir : il lui fit
 un ordre de confinement, pour y vivre et mourir, dans le
 monastère de Poitiers. La victime n'avait qu'à
 obéir, mais, accablé par cette injustice,
 mourant, regretté de tous mourut de chagrin le
 10 août l'année suivante 1306 (a).

Et dépose l'évê-
 que de Poitiers.

La tentative ne fut pas attristée seulement en Poitou par
 cet événement regrettable. Les chroniques nous parlent
 d'un malheur qui, de toutes parts, affligeait la France,
 et surtout en Aquitaine qu'elle prit de plus
 en plus de développements. Nous voulons parler de l'abo-
 mination que les Juifs avaient tramée d'empoisonner

Tentative d'empoisonnement des
 fontaines par les
 Juifs.

sonner les fontaines dans toute l'étendue de la Guyenne et du Poitou.

Cette infernale idée leur était venue des Maures d'Espagne contre lesquels des expéditions, nous l'avons vu, étaient souvent parties de cette contrée qui gardait contre eux une imitié séculaire. Personne ne leur parut plus propre à ce crime que les Juifs généralement détestés pour leur religion suspecte, leurs usures et leurs pratiques sanguinaires toujours dissimulées, mais très notoires contre les chrétiens. Plusieurs fois on les avait chassés de France sous peine de mort s'ils y reparaissaient, et une dernière ordonnance de Philippe le Hardi les expulsa de tout le pays en confisquant leurs biens dont la plus grande partie était le fruit des rapines qu'ils exerçaient sous toutes les formes. Dix ans après cependant, son fils Philippe le Bel leur permit, pour de grosses sommes d'argent, dont il avait toujours besoin, de rentrer dans le royaume, mais à condition qu'ils porteraient sur leurs habits une petite rouelle découpée en drap jaune, et qu'ils auraient dans chaque ville un quartier particulier qui serait fermé chaque soir. Telle fut à Poitiers la rue dite d'abord *de la Juiverie*, connue aujourd'hui sous le nom de Penthievre, dans l'ancienne paroisse de Saint-Paul.

Qui y intéressent les lépreux.

Donc les Juifs, n'osant pas céder à des offres qui constituaient pour eux un danger redoutable, persuadèrent aux lépreux qui étaient en grand nombre à Poitiers, de se charger des méfaits dont la conséquence, disaient-ils, devait être que le poison à employer n'était pas mortel, mais communiquait la lèpre, et qu'ainsi tout le monde en étant frappé, les lépreux ne seraient donc plus dans une position exceptionnelle et déshonorante. Le conseil fut goûté, et une mortalité considérable se déclara dans toute la Guyenne. Mais le complot ne put être si bien caché qu'on ne découvrit pas bientôt la complicité des ladres et des Juifs. Un grand nombre furent brûlés ou frappés d'autres châtiements, et surtout d'une expulsion nouvelle. Nous anticipons

quelque peu ici sur la fin de cette affaire qui ne se termina qu'en 1316. Ce qui est certain, c'est que les Juifs, qui avaient beaucoup trafiqué avec les Arabes pendant les croisades, avaient gâté les lépreux en Europe, et que ceux-ci étaient devenus aussi suspects à cette époque par leurs allures et leurs menées secrètes contre les populations que leur jalousie leur faisait détester. Ils s'employaient volontiers à des crimes occultes qui amenaient des germes de corruption dans une société où le luxe pénétrait avec les habitudes d'une poésie efféminée, où les plaisirs de la volupté entraient pour une grande part, où le pouvoir royal, visant à l'unité si désirable en elle-même, donnait en même temps le mauvais exemple des mœurs dissolues, de la violence autoritaire et d'une politique de mauvaise foi (a).

Et contribuent
à la perversion
des mœurs.

Revenons à notre évêque Gauthier de Bruges.

Le saint prélat songeait dans sa retraite, à ce qu'avait d'inouï l'acte arbitraire du Pape, cet arrêt, prononcé et exécuté sans appel possible, sans aucune des formes canoniques exigées pour les procédures ecclésiastiques : il sentit, d'après son énergie naturelle, que la justice ainsi blessée demandait au moins une réparation qui dépendait de lui. Il protesta, dans une pièce demeurée secrète pendant le reste de sa vie, contre cette violence faite à son caractère, et il écrivit cette protestation, adressée à Dieu et au futur concile général, sur une feuille de parchemin qu'il voulait être mise avec lui dans son sépulcre. En effet, elle fut déposée dans sa main droite avant sa sépulture dans un caveau de l'église des Cordeliers de Poitiers.

Comment Gauthier en appelle à Dieu de l'injustice qu'il subit.

C'était le temps où déjà, entre Philippe le Bel et Clément V, était entamée la grande affaire des Templiers dont nous devons parler bientôt. Pour en conférer plus à l'aise, il avait été convenu que le Pape et le roi se réunis-

Le Pape à Poitiers. — Ce qui se passe au tombeau de Gauthier de Bruges.

(a) Tous les historiens.

raient à Poitiers, et en effet ils s'y trouvèrent, le Pape y arrivant dans le mois de mars 1307 et le roi au mois de mai suivant. Clément, non sans une raison personnelle, sans doute, et probablement instruit des dernières dispositions de Gauthier, voulut loger aux Cordeliers où il ne tarda pas à se faire ouvrir le tombeau. Ce fut un archidiacre du diocèse, chanoine de la cathédrale, qu'il chargea de lui apporter le parchemin dont on lui avait parlé. Le dignitaire descendit donc dans le caveau; la tombe fut descellée et le défunt apparut tout entier, encore inattaqué par la mort, et tenant dans sa main droite la cédule si désirée. Mais quand le chanoine voulut la prendre, la main se refusa à la céder et opposa une invincible résistance à tous les efforts. Il fallut rendre compte au Pape de ce prodige. Il se rendit sur les lieux et éprouva la même résistance. Evidemment quelque chose d'extraordinaire se passait. Clément, usant alors de son autorité, qu'inspirait un sentiment de foi, ordonna au mort de le satisfaire au nom de l'obéissance religieuse, promettant d'ailleurs de lui rendre l'écrit après l'avoir lu. Cette parole souveraine triompha: la main s'ouvrit et laissa passer dans celle du Pape le feuillet devenu miraculeux. Celui-ci y lut, non sans émotion, la protestation rédigée, paraît-il, en un style énergique, respectueux, mais qui respirait une sainte confiance dans la justice divine.

Comment le
Pape y répare sa
faute.

Clément avait eu le temps de se reprocher plus d'une fois une sévérité que rien n'avait pu autoriser sinon une rancune indigne de lui. Ce qui venait de se passer quand il eut remis entre ses mains encore vivantes, cet espèce de testament qui l'appelait au tribunal de Dieu, devait éveiller en lui de sérieuses et efficaces réflexions. Il conçut dès ce moment un véritable repentir; il voulut réparer sa faute et ne doutant plus qu'il eût affaire à un saint, dont plusieurs miracles avérés avaient déjà répandu le nom, soit à Poitiers, soit en d'autres couvents de son Ordre, il n'hésita pas à réparer son injustice autant qu'il lui était

encore possible. Une singulière coïncidence d'ailleurs sembla seconder cette résolution : car, décidé à manifester son repentir et son respect pour un tombeau digne du vénérable défunt, il voulut l'élever dans la nef de l'église conventuelle, en face l'autel majeur, et au-dessus du caveau qu'il occupait depuis plusieurs mois. Or Dieu lui en laissa le temps. Peut-être par suite de l'agitation et des inquiétudes que cet événement lui avait imprimées ; il tomba malade d'un mal qui persista toute une année et lui laissa le loisir de présider à l'accomplissement de cette louable expiation (1).

Gautier était docteur en théologie et l'avait enseignée dans quelques couvents de son ordre. Ses livres, qui sont nombreux, ne se lisent plus, mais ont dû servir utilement à en faire d'autres et ne semblent pas devoir être négligés par ceux qui se livrent aux études théologiques ou scripturaires. Trithème, bénédictin de la fin du xv^e siècle, et saint Antonin parlent de lui avec éloge et comme d'un des doctes de leur temps. La variété des matières qu'il traita témoigne autant de sa vie occupée que de son érudition. On reconnaît, dans son *Traité de la pénitence*, l'auteur des canons réglementaires publiés en ses synodes ; dans ses *questions* ou *thèses*, on trouve la sagacité d'un scholastique réfléchi ; ses *sermons*, dont il a composé deux livres, sont pratiques autant que bien conçus et écrits d'un style plus élégant que celui de ses ouvrages de théologie, dont la forme se ressent nécessairement de la sécheresse inhérente au genre d'argumentation des maîtres d'alors qu'il avait sans doute fréquentés. On peut croire que le livre qu'il intitula *Rudiments pour les prédicateurs* sont les matériaux de ses sermons mis en ordre à loisir pour épargner du travail à ceux qui se livrent à la prédication, et, en cela, il a atteint un but qui rend cet écrit aussi utile que récréatif. Il a aussi un ouvrage curieux sur les noms propres de la Bible, où il donne le sens étymologique de ces noms avec ce qu'ils avaient de symbolique et de significatif au point de vue moral et historique.

Ouvrages de cet évêque.

Le Grand-Gautier.

Enfin, on lui doit un Pouillé du diocèse que nous connaissons aujourd'hui sous le titre de *Grand-Gautier*, parce qu'il le dressa pour établir nettement et incontestablement l'ordre à mettre dans les choses de son Eglise; c'est une nomenclature de tous les bénéfices du diocèse, de leurs conditions d'existence, leurs collateurs, les perceptions à y faire par l'ordinaire ou autres bénéfices simples qui en dépendaient. Là se trouvent des notions qui, sans lui, n'eussent probablement jamais été connues. Ce livre était d'une grande importance pour le diocèse de Poitiers et pour l'évêché, puisqu'il énumérait tous les titres de cette vaste Eglise et mentionnait les obligations de chaque titulaire, les droits réservés à l'évêque et l'inventaire de tous les actes concernant les domaines de l'évêché. Ce livre, si précieux aujourd'hui et si utile à notre histoire, a eu des fortunes diverses. Il avait disparu dès le temps de Gautier, soustrait sans doute par une main infidèle qui y avait quelque intérêt. L'histoire accuse de ce fait un certain André, doyen de Talmont, qui avait profité, pour le faire disparaître, de la vacance du siège entre Gautier et son prédécesseur. Gautier, fort soucieux des soins dont il prenait la charge, et qui sans doute avait pu comprendre l'utilité pratique de ce Pouillé, s'empressa de le reconstituer à force d'enquêtes et de recherches laborieuses, et quand il l'eut achevé, il mit en première page, afin d'authentifier tous ces renseignements, une lettre à son successeur pour lui faire connaître l'histoire de ce livre, comment il avait disparu et comment lui, Gautier, s'était donné la peine de le refaire. Il affirmait que tout y était conforme à la vérité et qu'on devait s'en rapporter à cette reproduction faite sous ses yeux comme à l'original lui-même (a). Par une suite de circonstances restées inconnues, il tomba, vers le premier quart du xix^e siècle, aux mains d'un connaisseur qui le garda jusqu'à sa mort et dont les

(a) V. Aillery, *Pouillé de Luçon*, p. 1 et 108.

VOIRE GÉNÉRALE DU PORTOU (1307)

èrent, en 1841, à la Bibliothèque de
mmment consulté par ceux qu'intéres

ment V ne montra pas seulement ses
es vivacités envers Gautier par ce
a mémoire du saint prélat; il voulut
e fût autant que possible dédomma
e avait souffertes. La cathédrale et le
s grandes preuves d'intérêt. Ainsi i
istributions journalières faites au ch
cents livres payable sur ceux de l
régla certains points importants de
êque et la compagnie, créant aussi
ges pour elle par une bulle longtemp
de Clémentine. Ce fut cette bulle q
n nette et précise des biens ecclés
et le collège canonical; elle préci
du prélat sur les diocésains et
tout son personnel, dignitaires et
ait datée du 4 août 1307, trois mois, p
l'intronisation du successeur de Gau
parler maintenant.

it encore là une attention due à un s
ice, Clément n'avait pas tardé à r
Trois mois à peine s'étaient écoulés
ier et l'installation de celui qu'il ap

ud d'Aux, d'une noble et ancienne f
i habitait le diocèse de Condom. Il
secrétaire de Bertrand de Got, qui, di
rut faire chose utile à Poitiers que
prélat ne tarda pas à se faire inti

toriques du Poitou, V, xxv et suiv.

toire de la cathédrale, II, 65 et suiv.; — Bourge

Cérémonial de
son entrée solen-
nelle.

Poitiers, où son entrée solennelle se fit le 3 mai avec le cérémonial déjà fort anciennement usité, mais que nous voyons décrit pour la première fois dans nos annales diocésaines. On sait qu'en qualité de suzerain le prélat était porté par les quatre barons du Poitou dont les domaines féodaux relevaient de l'évêché et cette charge leur incombait depuis l'église Notre-Dame-la-Grande, où le prélat venait faire sa première visite après être entré dans la ville, jusqu'à la principale porte de la cathédrale. C'étaient, par ordre de préséance : le sire de Lusignan, grand écuyer de l'évêché ; le sire de Parthenay, grand bouteiller ou échanson ; le vicomte de Châtelleraut, grand-maître des cérémonies ; et enfin le seigneur de Belleville et de Fief-l'Evêque ou celui de Laval, selon que l'un d'eux jouissait depuis plus longtemps de sa seigneurie. L'un et l'autre, selon le rang d'ancienneté, avait le titre de sénéchal de l'évêque présidant les tribunaux de son ressort. Ces quatre personnages portaient le prélat sur leurs épaules, d'abord jusqu'à la porte majeure de l'église-mère, où il descendait de la *sedîa* pour prêter serment de garder les constitutions et les privilèges du chapitre. Après quoi, il reprenait son siège et venait en descendre devant le grand autel où il renouvelait le même serment sur la châsse contenant *les barbes* de Monsieur *saint Pierre*. Après quoi, revêtu du costume canonial, c'est-à-dire du surplis et de l'aumuse, il prêtait le serment des chanoines dont une prébende lui était assignée en augmentation de son revenu ; puis il s'obligeait de payer les droits de cloche et de canonicat. — On le reconduisait alors à l'évêché où il donnait un grand dîner au chapitre, aux principaux seigneurs dont s'étaient composé son cortège. Parmi ces derniers figuraient de droit les quatre porteurs du trône épiscopal. Après le dîner, le grand écuyer s'emparait de droit de la haquenée blanche qu'avait montée le prélat de la porte de la ville à Notre-Dame, le grand échanson de la coupe d'or qu'il avait remplie et posée au commencement du repas devant l'évêque et des nappes qui

ort les tables. Au grand maître des cérémonies
le vase et l'aiguière d'or dont il s'était servi
à laver, et le grand sénéchal gardait pour lui
les d'argent qu'il avait déposés sur la table par
charge (a).

que dès le lendemain de cette cérémonie, elle
à Saint-Hilaire avec les mêmes particula-
reste, elle n'était pas une coutume locale de
la trouve dans les souvenirs de Tours,
de bien d'autres églises. Elle dura chez nous
2, à l'entrée de M. de la Rocheposay. Il y a
qu'elle s'exerçait ainsi partout, comme elle
ours à Rome pour le Pape chez lequel les
sont conservées parce qu'elles n'y dépendaient
ul, et que d'ailleurs on y trouve beaucoup de
t l'église est là, plus que partout, souveraine
conservatrice.

Autre entrée à
Saint-Hilaire.

événements de grand intérêt se groupent cette
l'histoire de Poitiers. Pendant que le Pape y
ache officiellement Bordeaux de la primatie de
et peu après il prit le soin d'une autre affaire
importante. Dès le ix^e siècle, les Papes
gé vers la Chine des missionnaires qui y
ré des éléments de succès près de ce peuple
de quelque tradition chrétienne dues à l'apos-
de saint Thomas. Au xiii^e siècle, un Fran-
f d'une mission florissante, y baptisait de
éophytes et bâtissait de magnifiques églises.
de Montécorvino, qui ne pouvant plus suffire
ou douze missionnaires aux travaux de sa
protégeait le roi du pays, avait envoyé en
t Thomas de Tolentin pour y chercher des

Comtes de Poitiers, p. 63; — D. Fonteneau, xxxv, 57 et 200.
us de détails, l'*Histoire de la cathédrale*, citée plus haut, avec
nous avons tiré nos renseignements.

1, *Histoire des évêques de Luçon*, I, 203.

secours. Le saint religieux vint trouver le Pape à Poitiers, et celui-ci, charmé de ce succès, prit sept frères mineurs qu'il ordonna évêques et les renvoya à Pékin avec une bulle qui élevait Jean à la dignité de métropolitain dont les autres prélats devaient être les suffragants. Les choses se firent ainsi ; les religieux allèrent remplir les intentions du Pape, fondèrent de nouvelles églises, mais aussi trouvèrent, en certaines contrées où le roi n'était plus le même, des persécuteurs, et le P. Thomas de Tolentin fut un des martyrs dont l'Eglise célèbre la fête le 1^{er} avril.

Qui n'admirerait pas ici comme la papauté a toujours son côté surnaturel, et comment, lors même que le cœur humain y laisse voir certaines faiblesses, elle obéit pourtant à une inspiration qui ne lui permet pas de négliger les intérêts de l'Eglise ; elle veille au salut des âmes avec un zèle qui ne s'est jamais démenti ; les clefs de Pierre lui ouvrent toutes les contrées. N'y a-t-il donc rien de divin dans cette persévérance qui ne se lasse pas, dont nous sommes encore témoins dans notre âge de fer et qui affirme par là qu'elle persistera jusqu'au dernier jour à grossir le troupeau de Jésus-Christ ?

Origine et famille d'Arnaud d'Aux.

Mais Arnaud lui-même a droit maintenant à nous révéler des souvenirs personnels, et il nous faut les rechercher pour les monumenter ici avec tant d'autres. Il était d'une ancienne famille de Gascogne, celle des comtes d'Armagnac, car il portait d'*argent au lion rampant de gueules, qui est d'Armagnac*, et son écusson très compliqué en comprenait un autre *mi-partie de Montpellier et de Got*, ce qui laisse penser qu'il pouvait être parent de Clément V, et qui explique comment il serait devenu le confident intime de l'archevêque de Bordeaux. Au reste cette famille ne commença ses relations en Poitou qu'à partir de l'épiscopat d'Arnaud, mais il faut dire qu'elle fut prompte à s'y implanter, car les d'Aux se trouvent établis dans un grand nombre de fiefs autour de Poitiers (2) surtout.

L'évêque, si promptement substitué à son prédécesseur

d, ne trouva pas le même empressement à ans le roi de France qui, s'étant emparé, sous la régle, des biens épiscopaux aussitôt après Gautier, ne les rendit à son successeur que le rant. Mais ce successeur ne fut pas celui que avait nommé immédiatement après lui : ce qui lors prouve trop que le Pape qui était son t qui l'on a reproché trop justement d'avoir commendes, n'avait pas choisi précisément un a vocation fût bien sûre. Car après avoir été a Réole, doyen de Saint-Paul de Londres et de Bruxelles en Brabant, ledit Arnaud III de après avoir été installé dans son archevêché reçu une bulle de novembre qui exemptait la e Bordeaux de la primatie de Bourges, disparut sans même avoir été sacré, et laissa ce siège u Arnaud IV; c'est à celui-ci qu'Arnaud d'Aux ont d'obéissance comme le faisaient les suffra- ard du métropolitain (a).

llait que ces grands seigneurs eussent la foi douceur paternelle et le désintéressement i, dans Gauthier de Bruges, avaient donné au édification de 28 ans. A peine Arnaud d'Aux, sa réception avait-il promis au Chapitre de s droits de la compagnie, que celle-ci, obligée dre de ses entreprises, en avait dû appeler au e la prétention de l'évêque qui s'attribuait un action sur les clercs de la cathédrale. L'infrac- atuts était des plus évidente. Le Pape n'avait , hésiter, et une bulle, datée de la troisième on pontificat, confirma la juridiction capitulaire it essentiel à son administration. Cette décision ormais; dans le parlement on s'appuya en reconnaître le bien fondé de la compagnie

Arnaud confirme
et assure les droits
du Chapitre de
Poitiers.

contre l'évêque Pierre d'Amboise qui s'était mis dans le même cas qu'Arnaud d'Aux (a).

Les droits sur
le château de Lu-
signan.

Les Lusignan se partageaient entre la Marche et l'Angoumois, habitant tantôt à Guéret et tantôt à Angoulême. Il leur fallait dans leur fief du haut Poitou un châtelain qui les représentât, et comme les guerres avaient cessé assez généralement d'un fief à l'autre, Hugues X se faisait représenter au château de sa petite ville par un châtelain. En 1308 ce titre était possédé par un prêtre de Chauvigny, peut-être de la famille seigneuriale. Hugues vint à mourir cette année là, et comme l'évêché de Poitiers était suzerain de Lusignan, Arnaud se mit en devoir de faire saisir le château et la châtellenie. Les sergents du manoir s'y opposèrent, refusant les clefs en alléguant que le domaine était entre les mains du roi. L'affaire finit ainsi et prouvait déjà que l'unité de gouvernement était bonne à éteindre la première étincelle d'un conflit qui naguère n'aurait pas manqué d'embrâser bientôt toute une contrée (b).

Le roi le seconde
pour sa bonne ad-
ministration du
diocèse.

Cette même année, Philippe le Bel, qui cherchait à se ménager la bienveillance du Pape, se montra favorable, à diverses reprises, aux intentions d'Arnaud pour le bien de son diocèse : il donna, le 26 juillet, quatre lettres tendant à soutenir l'évêque contre certains magistrats jaloux de sa juridiction ; et intimant à ceux-ci de l'aider dans ses exécutions de moyenne justice (c). Ces pièces sont importantes et prouvent, autant qu'elles les exigent les réparations pour des désordres déjà invétérés, combien les exactions de Philippe avaient autorisé d'attaques contre l'Eglise, puisqu'il était obligé de revenir si souvent à de nouveaux ordres pour le rétablissement des droits spirituels et temporels.

Il est nommé lé-
gat du Saint-Siège
en Angleterre.

En 1308 chauffait ardemment en Angleterre une sérieuse

(a) Calendrier de Fauveau, *mihi*, p. 249 ; — nos *Pièces capitulaires*, p. 41 ; — Besly, *Evesq.*, 172.

(b) D. Fonteneau, 111, 507. — *Mémoires des Antiq. de l'Ouest*, xxiii, 87.

(c) D. Fonteneau, III, 481, 485, 487 et 489.

TOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1307)

le roi Edouard I^{er} et ses barons avec lesquels il s'était très mal par suite de ses exactitudes déloyales et de ses mauvaises mœurs. Ils avaient l'esprit de patriotisme dans le sens singulièrement aux vues du Pape qui ne s'occupât plus en Europe de la Syrie où les croisades languissaient faute du concours de plus. Clément résolut donc d'envoyer un évêque de Poitiers qui y était connu. Il écrivit à Edouard pour l'engager à tenir ses vassaux qui dépendaient plus de lui que de pers. Le prélat de sa lettre qui était datée de Poitiers fut délégué à titre de légat avec le cardinal de Saint-Brisque.

Après un renseignement donné par un ami, il apprit que pendant ce voyage qui devait dépasser de ses prévisions, Arnaud avait cessé de se rendre à son neveu Fortius, fils de Guillaume ; mais il dut revenir à Poitiers après un voyage, car on l'y trouve en 1310 tenant une assemblée. Ses *constitutions* sont mentionnées par les annales de 1311 et 1312 il assista au concile de Vienne où les Templiers furent supprimés. Son action dans cette suite d'événements où son rôle fut de quelques négociations suivies de plus ou moins de succès par des gens d'assez mauvais vouloir. C'est au concile que Clément V le fit cardinal, et il avait été secondé habilement dans ses démarches. Il ne put pour s'attacher de plus près un homme qui ne pouvait tirer parti en beaucoup de circonstances. Il mourut donc en 1312 qu'il dut quitter le diocèse de Poitiers à ce même neveu qui l'avait remplacé. Ses voyages diplomatiques sans que l'on ait de précis sur cette administration intérimaire.

Sa mort à Avignon et sa sépulture à la Romieu

Nous verrons bientôt commencer l'épiscopat de ce dernier et nous placerons, dès à présent, ce qui se rapporte aux dernières années d'Arnaud. Son titre de cardinal le rattacha à Rome où il fut camérier de la sainte Eglise romaine, c'est-à-dire premier ministre du Souverain Pontife, et évêque d'Albano, en Lombardie. Il mourut à Avignon le 24 août 1319 ou 1320, sous le pontificat de Jean XXII. Il avait à la Romieu, village près de Condom qui appartenait à sa famille et où probablement il était né, une église collégiale. Il avait voulu y être inhumé, on l'y transporta, et on y voit encore, dans un enfeu du sanctuaire, son tombeau où se lit une épitaphe de meilleur style que l'inscription commémorative qu'on lui avait faite sous le jubé de la cathédrale de Poitiers (a).

On remarque qu'Arnaud d'Aux fut le premier des évêques de Poitiers décoré de la dignité cardinalice. Dans ces fonctions, on le vit plus tard servir utilement l'Eglise en d'importantes circonstances où nous ne tarderons pas à le remarquer. Arrêtons-nous maintenant à une affaire qui fut du plus haut intérêt pour le Poitou.

Affaire des Templiers.

Nous avons parlé de l'origine des Templiers, de leur magnifique règle faite par saint Bernard et de la bravoure de ce corps d'élite si souvent funeste aux Sarrasins. Comment ces magnifiques débuts avaient-ils été suivis d'un relâchement qui amena leur perte? C'est un de ces mystères de l'histoire qui, embarrassant plus l'intelligence, méritent le plus d'être médité.

Leurs beaux commencements.

Leur belle conduite dans l'armée des croisades; leur vaillance décisive en plus d'une occasion; leur mépris de la mort là où elle était certaine quand il s'agissait de la braver pour la gloire du nom chrétien; ce généreux engagement surtout, pris en face des autels au jour de leur profession, de plutôt mourir que de se rendre aux infidèles en quelque danger que les combats leur ménageassent vis-à-vis d'eux;

(a) Documents de notre cabinet; — Dreux-Duradier, I, 32,

disons aussi l'austérité de leur vie religieuse et l'aménité habituelle qui semblait contraster vis-à-vis des foules avec la distinction de leur naissance et les brusques devoirs de leur profession militaire, tout cela leur avait singulièrement valu l'estime des hautes classes et les sympathies du peuple qui les regardait comme étant de ses plus héroïques défenseurs. Ils tenaient d'ailleurs de si près à ces hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem si dévoués aux pauvres de la famille et aux blessés de l'armée ! Et pourtant il se trouvait entre les uns et les autres des éléments très différents, dont quelques-uns expliquent la fragilité de la glorieuse milice. Les hospitaliers n'avaient qu'une vie tout intérieure partagée entre la prière et le soin des malades, deux choses dont le catholicisme a si bien consacré et béni la sainte union dans les congrégations charitables d'hommes et de femmes. Les Templiers, au contraire, se livraient par devoir aux œuvres de la guerre où la prière réglée était forcément interrompue, où le beau idéal de leur sainte association ne se réalisait qu'imparfaitement. La pauvreté, qui était un de leurs vœux, était difficile aussi à pratiquer à cause de la prospérité temporelle et des richesses immenses que les libéralités des grandes maisons leur avaient procuré tout d'abord dans l'intérêt de leur ordre dont l'établissement avait exigé d'incalculables dépenses. La nature résiste peu à cet attrait du bien-être matériel que les richesses font naître et entretiennent. Il est facile de s'y laisser prendre, et le sentiment de l'observance jurée s'oblitéra bientôt sous des prétextes plus ou moins spécieux qui, peu à peu en altérèrent l'importance. Enfin laissez venir comme auxiliaire à ces côtés faibles une certaine négligence de direction, quelque mollesse dans la surveillance des habitudes monastiques, l'indulgence des supérieurs sur beaucoup de détails qui leur échappent, d'où naît pour les inférieurs une moindre importance pour des devoirs qu'ils regardent aisément comme secondaires : voilà quels durent être d'abord les

Causes et occasion de leur dégradation morale.

germes d'affaïssement qui se glissèrent dans une famille à la fois monastique et militaire.

Dieu que d'autres n'y fussent pas venus plus ore ! à la suite des combats journaliers où les ; faisaient leurs preuves, de nombreux prisonniers ts de part et d'autres, et tour à tour ils tombaient is des musulmans et les musulmans entre les s deux côtés il fallait des rançons peu faciles et à défaut desquelles la captivité se pro- Ainsi s'établirent des relations plus ou moins et dangereuses. Les disciples de Mahomet ncroyables débauchés ; tous les genres de luxure ent bons même des plus infâmes. Comment -ils pas trouvé des victimes, de malheureuses rop capables de succomber à des suggestions , aux attraites des passions, aux tortures qu'ame- s refus, aux menaces de mort qui devaient punir tance et enfin aux séduisantes promesses d'une médiate ? mais surtout l'infidèle aimait l'apostasie.

beau triomphe était de faire abandonner la u Christ pour celle du faux prophète. Tous les s renouvelaient en cela leurs tentatives ; ils t le cimeterre à ceux qui refusaient, caressaient nts de perspectives séduisantes ; puis venaient ions à ce paganisme dégoûtant qui après avoir enoncement à la croix et l'adoration des idoles, nt libres les malheureux adeptes de cette horrible n qui ne s'en allaient pas sans avoir fait serment er ces mœurs nouvelles.

soient là des conjectures, nous l'avouons ; mais elles seules que parfois on arrive à la vérité. Et st vrai dans ces suppositions d'ailleurs appuyées oule de traditions orientales (a), comment expli- horreurs avouées par les Templiers eux-mêmes,

les historiens des croisades.

elles trouvé place dans la vie et les communes d'un ordre si généralement le cœur humain est ainsi fait : la corruption produit le pire mal ; c'est la preuve de ce originel sans lequel la perversité de icable. C'est l'histoire de Satan mêlée à qui, livré à lui seul, ne fût jamais gré de perversion que toute l'Europe nna au commencement du XIII^e siècle. rtes les plus récentes ont confirmé par écusables.

Bernard faisait un pompeux éloge des le commencement de leur floraison. En ès sa mort, des faits scandaleux étaient e par l'historien Guillaume de Tyr (a). rs ayant persuadé à un chef infidèle de les musulmans, au moment où il allait osèrent aux chevaliers soixante mille ne ; ceux-ci les acceptèrent ; le malheu- et ils le coupèrent en morceaux pour eance. Le même Guillaume raconte que ontagne, chef infidèle qui poussait le dresser des sectaires à l'assassinat de issait trop redoutable ou lui avait déplu hrétiens, faisait aux Templiers une rente mille pièces d'or moyennant lesquelles il eux qui auraient pu en défaire le camp chef ayant envoyé un ambassadeur à ignan, roi de Jérusalem, les chevaliers, ite qui finirait par nuire à leurs affaires, r un des leurs l'envoyé qui s'en retour- négociation ; et quand on s'étonnait de ururent pas le désapprouver (b). Vers le

milieu du XIII^e siècle, il était notoire qu'on les regardait comme permettant chez eux des superstitions dans leurs réunions religieuses (a). On n'en parlait pas mieux sous le rapport des mœurs : la sobriété ne semblait pas être une de leurs vertus, et en telles villes leur quartier n'était pas de ceux qu'une femme-honnête devait traverser. On s'entretenait donc beaucoup de ces désordres, qui avaient attiré l'attention des Papes. Saint Grégoire X, Nicolas IV avaient songé à les réunir aux Hospitaliers, toujours fervents et saintement occupés. Aux débuts du pontificat de Clément V, les désordres étaient plus grands que jamais. L'ordre était tombé dans un état de décadence.

On voit donc que leur bonne renommée s'était échangée en mauvaise réputation et déjà on s'en préoccupait de toutes parts, lorsqu'un épisode plus remarquable vint ouvrir les yeux du roi Philippe le Bel et découvrit l'immense mystère dont personne ne se serait jamais douté.

Comment ils
arrivent à la con-
naissance du roi

En ce temps, où la confession avait toute sa force sur les âmes et où tous les chrétiens la regardaient avec raison comme un moyen indispensable au salut, on suppléait au défaut de prêtre en se confessant à un laïque, persuadé que Dieu accepterait ce moyen d'humiliation et de pénitence dont Bayard usa lui-même, en 1524, en se confessant à son maître d'hôtel sur le champ de bataille où il allait mourir. Donc, en 1306, un chevalier, renfermé pour ses crimes et menacé du dernier supplice, se confessa à un de ses frères renfermé avec lui pour des fautes moins graves, lequel, ayant appris par là d'énormes crimes qui se commettaient dans l'ordre, imagina de les révéler, mais au roi seul, afin d'en obtenir sa propre grâce (b). Philippe s'en ouvrit au Pape, et il fut convenu qu'on se trouverait à Poitiers l'année suivante 1307 pour y traiter de cette grave affaire. Le Pape et le roi y vinrent donc ; Clément logeant au cou-

(a) Mathieu Paris, p. 618.

(b) Baluze, *Hist. Pontif. aveniens*, I, an 1307.

ciscains, Philippe chez les Dominicains; uterraines furent pratiquées entre les deux aciliter, selon le besoin, les visites des deux ette mémorable rencontre amena dans la mt de population qui obligea le sénéchal, rdouin, à de grandes mesures de sûreté e. Outre que de hauts personnages devaient i demande du Saint-Père, tels que le roi n Jacques, Foulques de Villaret, grand-ôpital et d'une ambassade des Tartares uvent alliés aux croisés contre les Sardeux cours d'ailleurs attiraient par elles- ande affluence de seigneurs et d'étrangers itant plus de monde, qu'une curiosité était grosse importance de ce procès. Deux nt être tenus chaque jour pendant le séjour roi, l'un au *marché vieil* devenu la place e sur celle du Pilon qui a encore ce nom.

le prix des choses de première nécessité te perturbation dans la vie commune. Il en rix des journées de travail et du temps ouvriers (6), sage mesure qui ne blessaient é des personnes, puisque la liberté ne peut r aux autres des lois tyranniques faites ice d'une volonté exagérée.

attendu à Poitiers où il n'arriva qu'après que, très désireux de mener au plus vite npliers et d'y satisfaire ses tendances contre ulu faire acte d'autorité et se couvrir des la justice pour faire main-basse sur eux ent du Pape qui luttait déjà contre lui pour lences intempestives et des persécutions s'était donc hâté de convoquer à Tours,

ire des Croisades, V, 126.

riques du Poitou, VIII, 402 et suiv.

Parlement réuni
à Tours.

après avoir fait instruire le procès, un parlement pour le 1^{er} mai 1308. Cette assemblée, qu'on pouvait regarder comme des États généraux, se composa de tous les ordres de la nation, c'est-à-dire que de toutes les villes capitales du royaume y vinrent des représentants de la commune. Poitiers y délégua son maire, Guillaume Lallemand, qui l'était pour la troisième fois, et deux échevins Jean le Sénéchal et Amaury Odonnet. Le reste y fut défavorable aux Templiers. Le roi, qui était déjà venu à Poitiers plaider contre eux devant le Pape, y revint et renouvela ses efforts en des conférences qui se prolongèrent presque chaque jour jusqu'au mois d'août. C'est alors que le Pape, qui craignait surtout qu'on ne discernât pas assez les innocents des coupables, interrogea Jacques de Molay, mandé à Poitiers sans qu'on lui eût dit la cause de ce voyage.

Sur quels faits
s'appuie l'accu-
sation.

Le Pape, d'ailleurs, s'était trouvé stupéfait à la suite du premier interrogatoire. Il aurait voulu ne pas croire à des aveux qui cependant étaient formels. A Paris, Philippe avait aussi instruit l'affaire sur les aveux formels de ceux qui avaient comparu devant lui en son conseil. Ces aveux, conformes au dire des témoins pris aussi bien dans l'ordre qu'en dehors, étaient terribles ; il y en avait à peine un ou deux que la législation du temps ne punît de mort. Ainsi les coupables étaient convaincus de sacrilèges commis en des circonstances de la plus haute gravité. On avait la certitude que dans leur réception ils devaient, comme nous l'avons dit, renier Jésus-Christ, cracher sur la croix et la fouler aux pieds, adorer une idole, se livrer à des impuretés révoltantes..., on savait enfin que les prêtres pendant la messe ne prononçaient pas les paroles de la consécration !

Entre les accusés et les juges les pourparlers furent nombreux et longs ; toute liberté fut donnée à la défense. Le roi, de son côté, y mettait une ardeur par trop empressée parce qu'il avait plus d'une raison secrète de

s ; quant au Pape, voyant très ions contre eux étaient irrécue la justice fût observée en tout nteur était une règle indispen-ême qu'à Paris on manquait à dération qui devaient être autant s accusés, et pour éviter tout it le rôle était nécessairement ce ecclésiastique, il voulut juger e droit, et, prenant sur lui la s ultérieures, il donna au procès ent juridique, et voulut que l'ins- s et toutes les formes légales teneur du droit. Il nomma donc sidées par des cardinaux pour . Un de ces cardinaux fut notre Aux qu'on trouve en quelques mêmes fonctions et se signalant douceur, sa condescendance et nager aux prévenus tous les lteux qu'ils fussent quelquefois, e.

Moyens de justice employés en faveur des accusés.

us des membres de l'ordre qui mes, que pas un accusé ne ui, l'histoire doit le dire, n'appor- ide en faveur des coupables res aveux, ou ne se défendant ui ne tenaient pas contre les outes parts.

pouvait incomber à un seul conseil, pour plus d'ordre et de chaque évêque l'examen de la ait chaque diocèse ; chacun dut ales ; tous les chevaliers ayant arrêtés partout le même jour et facile de les assigner et inter-

roger. Et, chose étonnante, qui facilita singulièrement la tâche des juges, c'est que de tous les points de l'Europe, était répandu, les mêmes rapports arrivèrent suprême. La majorité avoua les crimes sur les interrogeait. On aurait cru à une immense pour la destruction de toute une famille s'abandonnant à l'espérance que ces aveux, chés de mensonges, seraient des moyens de rachèteraient au moins du dernier supplice. . . nment de telles conceptions eussent-elles été tre gens dispersés si loin les uns des autres, le se concerter, de mœurs et de caractères si t tombant d'accord sur un point unique où la appréciation eût constitué toute seule une oluble ?

s enquêtes furent la base d'un rapport général e du Pape d'où résulta pour lui et pour le roi, ait soigneusement communiqué, la conviction bilité de l'ordre entier. C'était en réalité une us les apparences de la foi chrétienne, cachait hérésie, l'athéisme, les plus horribles pratiques age qui renouvelait, en plein XIII^e siècle, celle éens et des Sociniens des premiers temps de ément V reconnut clairement qu'il n'y avait lo à un si détestable mal : c'était la destruction dont la corruption était telle qu'il ne fallait penser à le fondre dans celui des Hospitaliers. convenu entre les deux puissances que le Pape que ses biens seraient donnés aux Hospitaliers m, au soulagement des œuvres de la Terre- onstituer des pensions viagères à ceux des ouvés moins coupables ou innocents comme été enveloppés dans le commerce d'hypocrisie sion qu'on ne leur avait pas encore révélés ; et ourvoirait aux frais de la procédure, qui avaient rables, et à ceux d'un concile général sans

ne croyait pas devoir prononcer définitiv
affaire de cette gravité. Ce concile fut indiq
Dauphiné, par une bulle du 12 août 130
les interrogatoires, la procédure, la défens
aucune autre ne le fut jamais devant auc
ent donc duré près de dix-huit mois. C'ét
doute, pour éclairer les consciences

12 août 1308 convoquait le concile pour
1. Elle avait porté à tous les évêques de
longs détails de l'affaire et l'histoire de tou
procès, et pendant ce long intervalle nécess
tés et les lenteurs des communications int
es prisonniers furent traités avec tous
charité et l'on s'appliqua à recueillir tous
s capables de corroborer les preuves d
c'était un jugement nouveau, mais se
Pères du concile allaient avoir à prononc
la valeur de ce nouvel arrêt quand on sai
age de Villanie (a) qu'au concile de Vier
de trois cents évêques, outre les moines,
s et prieurs. Après un nouvel exposé
es dans la première session, on s'ajourna
-dire à six mois de là pour donner à chac
s d'étudier encore les détails des divers
dont les rapports furent lus en définitif
abolition des Templiers. Cette seconde sess
u jour dit en présence du roi qui avait toujou
s à cœur ; il y était accompagné de son fr
'alois et de ses trois fils. Il avait toujou
iens des Templiers, et son zèle à les po
ut inspiré par un certain amour de l'arg
ement connu. Mais le Pape qui savait
voulait pas priver des biens de l'Eglise, d

il avait légalement la disposition, les œuvres pies auxquelles il les avait destinés. Il mit donc fin à la difficulté en ne prononçant, selon les canons, la sentence du concile qu'à titre provisoire et se réservant à lui seul et à l'Eglise la disposition des biens et celle des personnes.

Le roi fait mettre à mort Jacques de Molay.

Clément agissait ainsi pour éviter des sévérités redoutables à certains chefs de l'Ordre, contre lesquels il croyait avoir à craindre la partialité ou la haine. C'est dans cette pensée qu'il avait remis à prononcer contre le grand maître, Jacques de Molay, emprisonné à Paris pendant le concile. L'ayant fait juger par ses commissaires, ceux-ci le condamnèrent à une prison perpétuelle en même temps qu'un de ses complices sur l'aveu même de leur culpabilité. Mais les deux coupables se récrièrent aussitôt contre cette peine, soutenant que leurs aveux n'étaient que des mensonges et protestant contre le jugement qui les frappait. L'incident se produisit vers la fin du jour ; on voulut bien retarder jusqu'au lendemain l'examen de cette circonstance inattendue. Mais, dans la soirée même, Philippe fit prendre les prisonniers et les fit brûler vifs dans une petite île de la Seine attenante au jardin royal, malgré leurs protestations et leur persistance à se soutenir innocents. L'opinion, quand on sut les détails de cet acte arbitraire, se prononça vivement contre le roi, et le Pape ne lui cacha pas ce qu'il en pensait. Au reste, Philippe avait eu au concile une déception qui l'avait peut-être déterminé à cette injuste cruauté. Il aurait voulu se venger de Boniface VIII contre lequel sa haine vivait toujours, et obtenir du concile qu'il lui infligeât la double tache d'hérésie et d'usurpation du trône pontifical. Trois cardinaux, chargés d'un rapport sur ces deux questions, en disculpaient le Pape défunt, et le concile définit et prononça qu'il n'avait rien dit ni fait contre la foi, ni rien accompli qui pût faire douter de la légitimité de son élection. Ainsi, la conduite impie du souverain, qui avait tant à se reprocher contre le Pontife, tourna à la gloire de sa victime, et il subit lui-

Haine de ce prince contre Boniface VIII.

Qui est justifié par le concile.

même une condamnation morale au lieu de celle qu'on refusait à sa politique haineuse (3).

Les biens enlevés aux Templiers par une conséquence de leur condamnation appartenaient à l'Eglise et n'en devaient pas sortir. Ils furent donc, malgré la convoitise de Philippe le Bel qui avait compté en avoir sa part, adjugés aux chevaliers Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem qui continuaient l'œuvre sainte pour laquelle ils avaient été créés ; toutes les maisons de l'Ordre situées dans le Poitou furent remises, par ordonnance royale de la fin d'avril 1314, au prieuré de Saint-Jean de la Rochelle avec tous leurs fruits et revenus. Chez nous, elles furent au nombre de onze, prises sur tout le terrain qui forme aujourd'hui les trois départements de la Vendée, de la Vienne et des Deux-Sèvres ; on en fit des commanderies dont quelques-unes existent encore sous ce nom, quoique d'autres aient disparues par suite de diverses circonstances (4).

Ainsi se termina l'affaire la plus considérable et la plus singulière qui ait jamais occupé la justice régulière. L'élévation des juges, l'importance des accusés, la sévérité des peines pour les plus coupables ; ces inexplicables rétractions après des aveux si explicites ; ces témoignages si unanimes et si nombreux de gens de tous les degrés de la hiérarchie, et qui, arrêtés tous le même jour et partout à la même heure, n'avaient pas pu communiquer pour s'entendre et mentir d'un commun accord contre leurs frères et leurs amis, n'est-ce pas là, redisons-le, un ensemble de circonstances qui, au milieu même des inquiétudes qu'elles suscitent, ne peuvent cependant laisser des doutes sur la culpabilité de cette milice tombée de si haut ? — Et pourtant ces lumières s'entourent parfois de certaines obscurités, mais celles-ci n'empêchent pas celle-là d'éclater après un examen attentif. Selon nous, les essais de réhabilitation, qu'ont fait des Templiers quelques écrivains bien intentionnés, n'ont pas abouti à les disculper, mais à prouver qu'il n'est de si mauvaise cause qui ne puisse avoir ses avocats (5).

Influence des
légistes sur la po-
litique de Philippe
le Bel.

Après tout, il ressort de tout ce que nous venons de dire que déjà se manifestait dans la politique royale, en France, les principes dont nous avons parlé comme d'une source de libéralisme jusqu'alors inouïs. C'est l'influence des légistes qui, venus des écoles d'Italie, s'étaient imprégnés du droit romain et le faisaient servir, en dépit de son caractère païen, comme un plastron contre le droit canonique sur lequel la loi française avait été calquée depuis l'origine des capitulaires. L'esprit astucieux et le système d'opposition à l'Eglise, dont Philippe le Bel avait le principe dans son avarice et son ambition orgueilleuse, fut singulièrement secondé par ces docteurs de bonne foi équivoque, et c'est poussé par eux que ce roi, le premier parmi les nôtres qui se soit montré systématiquement hostile à l'Eglise, usa tour à tour de ses violentes fureurs et de ses habiletés déloyales. De ces serviteurs et parmi ceux dont le prince forma ses conseils, trois surtout, qui n'y manquèrent pas d'élèves et d'imitateurs, l'avaient inspiré dans son plan contre les Templiers. C'est Dubois, c'est Nogaret, c'est Pierre de Flotte, qui complotèrent avec lui et l'encouragèrent dans l'arrestation, l'incarcération et le dépouillement de tout l'Ordre, qui se fit par des mandements royaux donnés secrètement à Pontoise le 14 septembre 1307, et contre lesquels Clément protesta si énergiquement de Poitiers, le 27 octobre suivant, quand il eut été clairement informé de l'usurpation que le roi avait osé faire des pouvoirs du Saint-Siège. Sa conduite, en effet, était odieuse autant qu'injuste, puisqu'il s'attribuait un pouvoir aussi exagéré qu'arbitraire sur des personnes et des choses que les lois du temps ne soumettaient exclusivement qu'à la puissance apostolique. C'était d'ailleurs tout le contraire de ce qui avait été convenu dans les entretiens réitérés à Poitiers, et toujours en présence de plusieurs cardinaux, entre le Pape et le roi, le premier s'y étant toujours réservé à lui seul le droit d'agir, le second n'ayant témoigné d'aucunes prétentions contraires, et montrant nettement, quel-

ques jours après, combien était fondée la méfiance qu'il avait de sa bonne foi et de son honneur. Le style de la pièce envoyée par Philippe aux baillis et sénéchaux de toute la France, le soin qu'il avait pris d'y entrer dans les détails des moindres précautions pour s'assurer de ses victimes et de leurs richesses, prouvaient du reste que des légistes retors avaient minuté cette infamie. On va loin avec de tels conseillers quand on a à son service une forte armée, on n'écoute plus la voix de la conscience, des lois des convenances publiques, les traditions les plus honorables : et c'est ainsi que le petit-fils de saint Louis, dont l'aïeul et le père avaient été dans leur grandeur si fidèles à leurs devoirs envers l'Eglise, ouvrit la porte à toutes ces menées qui mirent les lois séculaires de la nation en lambeaux au profit des ambitions princières et s'affublèrent indignement, en riant sous cape, de ce qu'ils appelaient les libertés de l'Eglise gallicane, dont ils ne se servirent en réalité, que pour l'humilier et l'asservir (a). C'était la naissance du catholicisme libéral !

Il fallait dire cela pour mettre chacun à leur place les personnages que l'histoire vient de placer sous notre plume, et donner, pour l'avenir, le secret de beaucoup de persécutions et d'injustices dont l'Eglise souffrira d'autant plus à mesure que les plus mauvaises passions détacheront d'Elle les gouvernants et les peuples.

Le Pape et le roi ne survécurent pas longtemps aux derniers détails de l'affaire des Templiers. Clément mourut le 20 avril 1314, pendant un voyage qu'il faisait vers Bordeaux pour se reposer en prenant l'air natal. Philippe succombait le 29 novembre suivant à Fontainebleau, laissant après lui, dit un historien, cette tristesse d'avoir besoin d'apologie en fait d'avarice et de cruauté (b), et pendant que le conclave s'occupait de l'élection de Jean XXII, laquelle

(a) Cf. Boutaric, *Clément V, Philippe le Bel et les Templiers*, ubi sup., p. et suiv.

(b) Longueval, XVI, 483.

rendue très laborieuse par les circonstances, ne se fit que plus de deux ans après, le 7 août 1316. Durant les années précédentes, depuis 1306, quelques faits s'étaient passés sur lesquels nous devons revenir, car ils doivent se retrouver à la place que nos grands événements leur ont enlevée.

Mort de Hugues
XIII de Lusignan,
dernier posses-
seur d'Angoulême
et de la Marche.

Et d'abord mentionnons l'extinction dans la Marche de la maison de Lusignan qui cessa d'y régner par la mort, en novembre 1303, de Hugues XIII. Son testament, écrit en 1283, avait institué pour héritier son frère Gui qui, s'étant brouillé avec lui à la suite d'un de ces coups de tête habituels dans la famille, fut déshérité et remplacé par Geoffroi, cousin des deux frères ennemis. Cette annulation n'empêcha pas Gui, quand Hugues fut mort bientôt après, de brûler le testament de son frère, de se déclarer successeur à ces deux comtés. Mais Philippe le Bel, ayant appris la maladie de Hugues, était venu à Poitiers où il le savait alité et avait obtenu que le testament le déclarât légataire universel du moribond. Il devait donc entendre les choses autrement que Gui et n'hésita pas à opposer une redoutable raison, ce fut de le traduire devant le parlement comme ayant livré naguère aux Anglais Cognac, puis Marpins, château-fort des environs. Sur l'arrêt, rendu à Paris, il confisqua les comtés d'Angoulême et de la Marche ; il y eut plus : Gui fut condamné à douze mille livres d'amende, ce qui le ruina. Il fut trop heureux de racheter, en 1308, quelques terres restées aux mains d'une sœur de Hugues XIII. Celui-ci n'en fut pas moins le dernier comte des deux provinces et celui des Lusignan qui eut en France le dernier titre princier (6).

Philippe fut reconnaissant de cette donation qui le débarrassait, dans le Poitou, d'une maison qui y avait toujours troublé l'autorité suzeraine. Il donna au défunt un riche tombeau dans l'église des Cordeliers de Poitiers.

Etablissement
du parlement de
Paris.

Le parlement de Paris, dont nous venons de parler, y avait été établi, en 1304, pour y demeurer sédentaire (a).

(a) Daniel Velly, Mézerai, *ad. ann.*, 1304.

C'était un moyen royal de se faire servir, au besoin, des conseillers imbus des idées politiques et religieuses du maître. On verra comment enfin la partie tourna contre ceux dont les ascendants l'avaient engagée...

Philippe abolit aussi, en 1306, le droit de monnayage que chaque haut baron s'était attribué depuis longtemps et réserva ce droit au roi seul. Mais c'eût été trop peu pour lui ! Il altéra la valeur des monnaies courantes, ce qui causa à Paris une émeute dont tout le résultat fut de faire pendre vingt-huit des plus mutins et de forcer les seigneurs récalcitrants partout ailleurs de céder malgré eux un privilège que le roi avait l'adresse de leur acheter pour leur interdire toute réclamation ultérieure (a).

Les libertés s'achètent cher chez les nations qui commencent à les comprendre, et les rois qui les ont données ne suffisent pas toujours à les protéger ; celles des Parisiens ne furent pas si aisément observées qu'à Poitiers. Là il y eut pas d'assez fréquentes réclamations du corps de la ville contre les officiers royaux qui amplifiaient leur autorité et se livraient à des vexations et à des empiètements aussi coupables que maladroits. Les trente-cinq premières années du XIII^e siècle furent une lutte presque continuelle entre les sénéchaux et la commune dont les phases répétées finissaient toujours par une injonction royale de favoriser les libertés de la ville et la sécurité des habitants (b). Ce n'était pas que de temps à autre cette haute protection ne dû reconnaître par des concessions onéreuses, comme par exemple plusieurs réquisitions de troupes. L'idée d'une garde communale dans chaque ville avait fait créer des rôles de milice qui restaient permanents au service de la cité ; de là était venue la pensée des armées permanentes que Philippe le Bel accepta le premier, lesquelles se formaient de ces troupes mises en mouvement et qui marchaient

(a) Bouchet, *ibid sup.*

(b) *Archives municipales de Poitiers*, depuis 1229 jusqu'à 1231.

au premier avis vers un point indiqué où se formait l'armée royale.

Les impôts furent aussitôt perçus par les corps de villes et celui de Poitiers avait obtenu, en 1305, le droit d'en établir les cotes. Le maire et les échevins se partageaient ce travail ; qui établissait des rapports plus familiers entre les chefs de l'administration et leurs subordonnés, et les multipliait entre les autorités locales et le pouvoir central qui, de son côté, resserrait plus forts chaque jour les éléments de l'unité nationale.

On trouve deux exemples de réquisition royale touchant les troupes poitevines en 1314 et 1315 pour la guerre qu'il fallut soutenir contre la Flandre à deux reprises différentes et qui n'eut pas lieu ou dura très peu par suite d'une paix inespérée.

Règles très
courts de Louis X
et de Jean I^{er}.

Tout ce qui précède s'était passé sous Philippe IV qui mourut le 29 novembre 1314. Louis X, son fils, lui succéda avec le surnom de Hutin (*Hautain, le Fier*). Il avait vingt-cinq ans, et, ayant été, dès sa jeunesse, roi de Navarre, par sa mère Jeanne, il fut le premier qui joignit ce titre à celui de roi de France. Son règne fut court, ayant fini par une pleurésie qui l'emporta, en quelques jours, le 5 juin 1316 sans que son règne soit marqué par aucun rapport avec notre province.

Philippe le Long
leur succède.

Son fils, Jean I^{er}, naquit cinq mois après sa mort, le 15 novembre 1316. Il ne vécut que quatre jours. Après lui vient Philippe V, dit le Long, à cause de sa haute taille, second fils de Philippe le Bel, né en 1294 ; il avait reçu de son père le comté de Poitou en apanage. Nous voici donc un comte ; il était venu à Poitiers prendre les très légères rênes de son gouvernement, du vivant de son père. Nous l'y reverrons en 1319.

Il est à remarquer maintenant qu'on a vu à peine Fortius d'Aux, soixante-septième évêque de Poitiers, succéder à son oncle Arnaud quand celui-ci quitta Poitiers à la suite de Clément V, en 1312. Il est temps de dire ce que nous

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1317)

savons de son épiscopat. Au milieu des grandes cl qui furent traitées à Poitiers même, où son nom ne se pas avoir été prononcé une seule fois, il s'effaça en ment, et il n'apparaît, après le retour du calme, que une circonstance solennelle où nous allons le voir fig Il n'avait pas succédé immédiatement à son oncle en et commençait ainsi le plus long de tous les épisc qui se comptent dans l'histoire de notre diocèse, car, en succédant à cet oncle dès 1312, il est indiqué, en comme évêque élu et paraît avoir exercé néanmoins juridiction ordinaire qui dura pendant quarante-cinq On ne sait pour quelle raison il était absent de Po cette année 1315 lorsqu'à sa demande, sans doute, l'év d'Elne, Odon, vint bénir, dans son monastère, l'abbes la Trinité, Sybille Sauvaigne. Peut-être n'était-il pas e sacré; quoi qu'il en soit, son autorité fut singulière diminuée par un événement qui ne peut être oublié notre pays. Le pape Jean XXII, qui venait d'être Lyon le 7 août 1316, était de Cahors. Il avait pu appri les idées que Clément V s'était déjà faites à l'égai plusieurs évêchés du Midi, et de les diviser en y c plusieurs diocèses sur le territoire de chacun, de faço la juridiction y étant remise à un plus grand no d'évêques, la surveillance y fut plus facile en des pa l'hérésie des Albigeois avait fait tant de mal et g encore un levain. Il est certain que ces évêchés é d'une grande étendue et ne pouvaient se gouverner c nablement, à cause des énormes distances à parc pour l'évêque ou ses délégués lors des visites des par ou des monastères. Cette étendue même, tout en re gnant l'action épiscopale, avait un autre inconvénien évêques y étaient trop riches. Certains abusaient d richesses et menaient plutôt la vie de grands seig que de pères humbles, charitables et dévoués des pe Le vaste diocèse de Poitiers, dont les relations l'étranger avaient beaucoup augmenté la population,

attiré aussi l'attention des Papes, et Jean XXII le fit entrer dans le cadre de ses réformes. Nous allons voir quels grands changements y furent opérés. Au reste, par ces mêmes considérations que nous venons d'énumérer, tous les évêques ne virent pas du même œil cette importante révolution apportée dans leurs gouvernements. Quelques-uns y firent une courte et inutile opposition. Nous ne voyons pas que Fortius d'Aux ait perdu son temps en ces vaines protestations. Ce fut toujours un principe de droit canonique de multiplier les évêchés à l'avantage des pays chrétiens, et cette prérogative des Papes, à l'endroit des églises secondaires, est certainement un des moyens providentiels du gouvernement de la papauté sur l'Eglise universelle et une des grandes preuves de la divinité de ses pouvoirs.



NOTES DU LIVRE LXII

NOTE 1

racontons ici n'est pas seulement *une tradition* n l'a dit, mais une suite de circonstances toutes re nous empruntons soit à des témoins et auteurs instruits, très dignes de confiance, et écrivant à l'aveugle, entourés de documents originaux, et autorisés oculaires du fait et qui l'avaient assuré sous la sanction d'ailleurs l'intervention de Clément dans cette affaire. Pour consacrer le récit de l'incident, il faut bien pour que l'on ne se trompe pas, re ses torts aussi ostensiblement, pour élever l'homme qu'il a persécuté, pour se laisser émouvoir par le défunt qui le traduit devant le juge suprême. Aucune de ces circonstances ne soit contestable. Aussi cette fidélité du Pape à tenir sa promesse de ne pas laisser les mains de Gautier la sentence qui le condamne à mourir en cette maladie d'un an qui retient le pontife comme pour veiller lui-même à l'achèvement complet du monument expiatoire. Ce monument, presque contemporain de l'histoire, l'a vu encore où il est demeuré jusqu'à 1603, lorsque le saint, par la vénération publique par des guérisons miraculeuses dans l'église et ailleurs, fut retiré de ce mausolée et dans l'intérieur du grand autel en présence des autorités de la ville et notamment d'André Richer. (Bouquet et D. Fonteneau, XXXIII, *Liste des papes*.) Pour procéder à une telle cérémonie il ne fallait pas une autorisation du Pape régnant, qui était alors du moins de l'Ordinaire, Geoffroy de Saint-Beauvais, au reste, été attesté par un acte authentique par Jean Amandi, chanoine de Sainte-Croix de Orléans, qui a écrit que les détails précédents lui avaient été confirmés par un officier de la cour de Clément VII, dans le caveau pendant sa visite nocturne, *instrum.*, col. 440. — Du Toms, II, 423. — *Dictionnaire de la littérature*, I, 322.)

e, Gautier, qu'on vénérât beaucoup pendant sa

pour la pureté de ses mœurs, sa douceur exemplaire, son amour des pauvres pour lesquels il se privait de tout, fut traité de Bienheureux aussitôt après sa mort, et lorsque les protestants dévastant l'église des Cordeliers en 1562 eurent renversé le monument funèbre on s'empessa de lui substituer une simple dalle où se lisait pour unique éloge : *Hic jacet S. Gallerius*.

Le P. de La Mainferme raconte tous ces détails dans sa *Défense de Fontevault (clypeus Fontebraldensis)*, t. II, p. 56 et suiv. On lit dans les *Chroniques des Frères Mineurs*, par Marc Lisbonne, liv. IV, ch. xxiv, qu'un vénérable chanoine de Poitiers avait raconté à l'auteur que pendant que le saint évêque prêchait dans sa cathédrale, il avait vu plusieurs fois une colombe se tenir planant sur sa tête. On voit au moins par ce trait quelle estime avaient de sa sainteté ceux qui l'entouraient habituellement. Plusieurs malades furent guéris instantanément de la fièvre quarte par son intercession. (Marc de Lisbonne, *ub. sup.*) — Le P. Barthélémy de Pise, lib. *conformitatum*; Bolon, 1590, auteur contemporain parle de lui comme d'un saint et son livre fut approuvé par le Chapitre général de l'ordre tenu à Assises, en 1385. Les auteurs de son ordre, Marc de Lisbonne, cité ci-dessus, et les PP. Hiacinthe Haralca, et Fabien de Hongrie parlent, entre autres miracles qu'on lui attribue, de la vue rendue à des aveugles. Ces écrivains réfutent ainsi saint Antonin, archevêque de Florence, qui prétendait que jusqu'à lui personne n'avait parlé des faits attribués à Gautier de Bruges. Saint Antonin mourait en 1459. Il était loin du théâtre des événements; les écrivains franciscains étaient mieux placés que lui pour savoir l'histoire de leur famille religieuse. D'ailleurs n'oublions pas que Bouchet, qui écrit à Poitiers, sur les lieux mêmes où vécut et mourut le saint évêque et qui ne pouvait voir son tombeau élevé par Clément V sans s'être informé des traditions franciscaines, rapporte le fait principal (Voir *Annal. d'Aquit.*, ad ann. 1305), est plus croyable sur ce point que le prélat italien.

Qu'on nous permette maintenant, quand l'authenticité du fait est nettement établie, de reproduire en entier la note que nous crûmes devoir communiquer en juin 1885 à la Société des Antiquaires sur la sainteté liturgique refusée à notre évêque dans la séance du 21 mai précédent. Elle répond à une question que nos lecteurs ne manqueraient pas de se faire et sur laquelle nous aimons à donner une réponse qui méritera peut-être un jour quelque attention.

« Il a été question, à la séance du 21 mai 1885 de la *Société des Antiquaires de l'Ouest*, de notre évêque Gautier de Bruges, et l'on y a contesté le titre qu'il aurait eu à avoir une statue dans l'église

poitiers. La raison donnée de ce refus vient de ce que l'évêque de Bruges n'est pas au nombre des saints. Comme beaucoup d'autres dont le culte n'a pas été consacré par ce prélat, qui gouverna le diocèse de Poitiers de 1061 à 1096, il fut honoré aussitôt après sa mort comme Bienheureux, mais son culte resta restreint au diocèse et même à l'ordre des Frères-Mineurs auquel il appartenait. Nous pouvons dire qu'il existe encore, car il a été mentionné et continué dans le *Propre* du diocèse de Poitiers, dont le *Propre* a conservé la mémoire devant être récitée au 20 janvier, jour de Saint-Hilaire, une neuvième leçon où mention était faite de Bruges dans les termes suivants : *Decimo tertio beatus Gualterius Brugensis, ordinis minorum, vir sancte vite, disciplina et hierarchie ecclesiasticæ obsequio de positus et ad claustrum remissus est. decimo kalendas februarii adni millesimi trecentis ita claruit, ut ipse clemens quintus, a quo magis tumultum ornari mandaverit. — (Breviar., Poitiers, in octava, B. Hilarii, p. 517, in-32, 1765.)*

La sainteté du personnage établie historiquement et par la tradition n'a donc pas à dire que la statue trouvée à Bruges peut-être celle de Guillaume Tempier, dont les attributs ne sont pas mieux établis que ceux que je viens de citer. Elle autorise aussi bien à dire que l'image sculptée est fautive, ce qui suffit pour s'opposer à ce qu'on la prenne pour celle d'un saint, qu'à examiner la facture du statuaire pour voir si-ci a travaillé au XII^e ou au XIII^e siècle, dont les costumes, les draperies et les traits de la figure, diffèrent de ceux du XIV^e siècle, et à des différences à remarquer dans la statue régulière de la Celle-de-Saint-Hilaire et un Frère-Mineur. Le personnage n'est pas revêtu des vêtements épis-

copaux. Reste-t-il à faire pour que le diocèse de Poitiers soit autorisé à demander à qui de droit la reprise et la conservation de la statue, au moins dans le diocèse et dans celui de Luçon, et à ne pas trop restreindre et ensuite malheureusement les fidèles. Il faudrait deux conditions indispensables, mais à peu près sûres. L'initiative des Franciscains d'un évêque de Poitiers. Ce serait peut-être à revenir dans l'examen de notre *Propre* diocésain au nombre d'anciennes célébrités hagiographiques trop oubliées pour ne pas être remplacées très convenablement les simples

féries et même quelques saints étranges pour nous l'intérêt de ceux qui furent et nos modèles dans la pratique « parmi nous.

C'est pour servir cette cause, si qu'occuper que nous finissons cette loi témoignage de plus en faveur de l'op. C'est celui du digne et bienveillant l'Ouest, M. le colonel Babinet, qui voit la note du 18 juin 1885 :

« Monsieur le Chanoine,

» J'ai donné lecture à la Société « la statue qui pourrait être celle du Bi Elle a été accueillie avec tout l'intérêt de son savant auteur ; d'autant plus vous a fait penser la lecture du comprieure dans les journaux, la Société *fait* à l'égard de cette statue. Cette n je ne doute pas que la lumière ne se f à donner à cette statue. »

Quoi qu'il arrive, nous aurons dépensements utiles à l'affaire, et capable, c assentiments, de faire impression quant à la béatification de notre xvi^e siècle. Nous devons ajouter en de grâces au R. P. Bonaventure, Bordeaux, qui a daigné nous donner intention en 1887, tous les renseignements graphiques relatifs à notre Bienheure

NOTE 2

Cette branche qui vint habiter le P par les neveux de l'évêque, et les ariblement par des alliances car nous l'anciennement « *coupé au 1^{er} d'a d'échiquier d'argent* qui est d'Aux. » . Poitou, I, 163.)

NOTE 3

Nous avons consulté sur cette question et ceux qui en dernier lieu ont écrit du procès, publiées par Michelet et «

loire de France publiés par
ique. Ces dernières pièces
rs, car en dépit des objec
certains écrivains n'ont émise
déclarés tels par l'Eglise, ou
eux et les dires d'innombr
leur mauvaise réputation
hui, les études sérieuses faite
tout en admettant quelques de
d'injustice, comme les ranc
i ne leur pardonnait pas d'
pape Boniface VIII, ont dû re
nt parlant, il y avait bien ju
éfiantes rétractations devenu
euse défense, était désormais
de la culpabilité de tout un c
le voit condamné par tout ce
éclairé et de plus conscienci
les défenseurs qui, à la nôtre
se sont pas laissés tenter pe
ert si souvent à la polémique
leur tenir fermées? Quelques
mettre qu'un secret comme cel
ités eût pu tenir si longtem
personne. Mais tous n'étaie
beaucoup devaient ignorer le
ions très modernes, dont on ne
lution des difficultés du xiii^e s
er.

Je vérifie les dates (V, 356),
ion de Philippe III et de Clém

cède, à quoi nous en tenir su

NOTE 4

*Procès-verbal de la remise
chevaliers de Saint-Jean de
3 et suiv., 1882. Tous les sénéc
ur agir ainsi dans leur ressor
e Vaucelles, à Poitiers le sén
rèrent. D'après les renseigne*

NOTES DU LIVRE LXII

M. Tranchant (*loc. cit.*), voici quelles maisons du t données aux Hospitaliers de la Rochelle.

parlement de la Vienne :

es, aujourd'hui Roche-Touffon ; deux hameaux de la Cloué, canton de Lusignan. On en a formé la commande, réunie plus tard à celle de la Ville-Dieu, dont on a a Roche-Villedieu.

e, hameau du territoire de Lusignan et de Bouillé.

rons pourquoi l'ordonnance royale ne mentionne pas, at être remis aux Hospitaliers de la Rochelle, les biens rs dépendant de leurs manoirs de Chauvigny, de r de la Condrie et de tant d'autres. Nous en dirons asieurs autres. Comme Philippe le Bel se fit donner, pitaliers, à titre de frais pour le procès, l'énorme somme mille livres, il pourrait bien se faire que ces maisons, silence, fussent restées aux mains du roi pour repré- omme ou en garantie de son paiement. Ce fait, qui est

M. Boutaric (*Clément V, Philippe le Bel et les ans la revue des questions historiques*, 1^{er} octobre 1871, tre très bien comment le roi demeura désintéressé dans car les Deux-Sèvres et la Vendée sont également à à cette même omission. A Chauvigny les Templiers an manoir dans la rue Saint-François, c'est actuelle- alangerie à qui restent quelques fenêtres du moyen âge aves élégamment voûtées. (M. Tranchant, *Notice sur* o. 143 et suiv.) On n'y trouve pas non plus la comman- iers, ni celle de Montgauguier, canton de Mirebeau, ni nt-Georges-les-Baillargeaux, chef-lieu de canton de ent de Poitiers, ni bien d'autres dont l'absence sur le l de 1312 doit constater pour les Hospitaliers une ution de ce qu'ils auraient dû recevoir.

Deux-Sèvres on trouve la Crozélière, hameau de la Avon, près de la Mothe-Sainte-Héraie ; la Barre-de- commune de Saint-Léger-les-Melle ; Bret-en-Ensigné, rrioux ; la Boissière-en-Gâtine, commune de Saint- nton de Coulonges ; le *précepteur* ou supérieur de la un de ceux qu'interrogèrent, le 12 mai 1310, les pontificaux ; la Lande-de-Parthenay, commune de on de Saint-Loup. (*Antiquaires de l'Ouest, Documents* .)

rouvons en Vendée que la maison de Sainte-Gemme, a commune de Benet, canton de Maillezais. Bien

NOTES DU LIVRE LXII

nt passées sous silence, sans doute que
e nous avons dite pour les autres parties

NOTE 5

disparurent donc. Mais est-ce à dire qu'ils
réellement effacés? Nous ne le croyons p
r comment il se trouve aujourd'hui tant d'a
ies et les apostasies qui les firent condai
roche à la franc-maçonnerie et dont to
uises? Ceux-ci n'ont-ils pas, comme les anc
ie, un secret dont la violation fut plus d'un
mort violente demeurée souvent inexplicable
croix, l'apostasie, l'adoption de nouveaux s
ous principes de morale religieuse ne rappro
de notre époque témoin de la puissance
prétendus enfants d'Hiram ou de Caransiu
né que l'on découvrit, quelque jour, certaine
aufrage ou aux incendies dont beaucoup
révéleraient que ces mêmes sectaires, ne
r après leur interdiction, se fussent mêlé
atholiques nées au x^e siècle pour la recons
lises qui tombaient en ruines; qu'avec l'a
eur étaient naturelles, partageant les pieux t
la vie extérieure de leur nouvelle famille
sous le voile d'un secret inviolable, pour c
palennes et les impiétés systématiques de l
est très possible à des hommes perdus, et
ascendant et leur exemple, leur aura in
igeance contre les rois et contre l'Eglise, ve
erpétuer indéfiniment par l'assassinat et l
orrobores cette présomption c'est qu'au xiv^e
e était cette association libre et affranc
partout pour construire des églises, alla
ans le même but; que cette association a
mais que le nom en a subsisté, quoique, dep
porté ne se soient plus occupés d'églises
nom de *Loges*, qu'Ervein de Steinbach avait
ion d'ouvriers destinés à s'employer en dive
nt sous des emblèmes et des figures dérisoi
itions, ils ont continué leurs œuvres de tér
structeurs; leur mouvement occulte s'est
de 89, ouvrant toutes grandes les loges, at

ant les rois, renversant, sous prétexte de réformes, les institutions de la France, renversant les autels, tuant les aïeux tout cela sans se nommer et toujours s'affublant des couleurs du patriotisme et du progrès; jusqu'à ce qu'enfin en 1848, par l'argent du juif Crémieux, devenu ministre de l'Intérieur, à se féliciter nettement, en réponse à une députation de la franc-maçonnerie, que l'illustre compagnie, tout en feignant de ne pas avoir toujours agi dans les intérêts du désordre et pour le mal aujourd'hui. Certaines loges, même en nos jours où la conscience rougit plus de rien, n'ont pas craint de se désigner sous le nom de *Loge des Templiers*. C'est un souvenir de famille auquel on ne veut plus de revenir; c'est un écusson effacé dont la devise est gravée autour des pièces honorables qu'on se glorifie de posséder.

NOTE 6

Confondre les dates, X, 234; — Bouchet, *Annales d'Aquitaine*, 34. Bouchet s'est trompé en donnant le nom de Gui à Guérinière l'a copié, I, 483. — On voit ici quel fut le rôle de ces deux frères.



LIVRE LXIII

ATION DES ÉVÊCHÉS DE LUÇON
: DE MAILLEZAIS,
ON DU POITOU A L'ANGLETERE

(De 1317 à 1361)

mouvement qui s'opérait ains
de France y modifiait beauc
s locales, y transportait d'impe
d'un lieu à un autre, et relevai
e du roi Philippe le Long avec
, comme il était justice. C'était
deux pouvoirs avaient à con
idiction (a). Ceci était d'autan
' création même au titre d'év
de simples et modestes bou
ient des cités. Le Pape les é
t par la même puissance qui é
la chose (1).

cles, le diocèse de Poitiers se
conés, ceux de Briou (ou Bria
itiers. Le premier comprenait
oyennés, d'où relevaient direct
moins nombreuses de leur jurid
r, posé vers le Nord du diocé

— Du Tressay, *Histoire des Moines et des l*

qui est aujourd'hui au diocèse de Luçon, était en dehors de tout archidiaconé, ne relevant d'aucun d'eux.

L'archidiaconé de Thouars avait deux archiprêtres et cinq doyennés.

Raisons de cette division ; limites du nouveau diocèse de Poitiers.

Celui de Poitiers avait neuf archiprêtres, et le tout formait, pour le diocèse entier, plus de douze cents paroisses. Sur cet immense territoire s'élevaient près de quatre-vingts abbayes et plus de trois cents prieurés. Ces seuls chiffres disent combien était difficile le gouvernement d'un territoire si étendu, où les détails d'administration religieuse et judiciaire devaient être souvent, par cela même, insaisissables et exposés à beaucoup d'erreurs, de défaillance ou de mauvais vouloir de la part des officiers ou subalternes quelconques. C'était donc une excellente mesure que réalisa Jean XXII dans la division en trois diocèses de celui qui avait formé jusque-là l'immense diocèse de Poitiers.

Les parts cependant ne purent être égales. Il ne fallait pas oublier que celui-ci devait conserver, au moins par son étendue, une réelle prépondérance. Il l'eut, en effet ; on s'arrêta à la division naturelle qui avait distingué de tout temps la province en Haut et Bas-Poitou. La première conserva le siège épiscopal à Poitiers en respectant son titre primordial, que recommandait d'ailleurs la configuration presque partout égale du pays ; on traça ses limites du Nord au Sud, depuis celles de la Touraine, où le Port-de-Piles fut notre dernière paroisse, jusqu'à celles de la Saintonge et de l'Aunis, de l'Angoumois et du Limousin, où nous allâmes jusqu'à Chizé et à Dompierre, au delà de Ruffec. A l'Est, nous fûmes arrêtés par la Gartempe et la Creuse. A l'Ouest, nous laissâmes Thouars, Airvault et Parthenay, sur une ligne perpendiculaire du 40° au 47° degré de longitude au nouveau diocèse de Maillezais.

Celles de Luçon et de Maillezais.

Il fallait de graves raisons pour faire de Maillezais et de Luçon les sièges d'évêchés qui semblaient bien isolés des centres qu'ils devaient gouverner. Mais c'étaient de florissantes abbayes, ayant une belle existence et certains droits,

dre et la ferveur qui s'y remarquaient les abbés, deux cathédrales toutes faites, une extension déterminée sur le territoire de Fontenay jusqu'à l'ancien pays d'Heugon. Les conditions étaient de quelque valeur. L'église, d'ailleurs, s'était refaite et considérablement accrue depuis quelques années. Son existence était restée fort obscure. Ce XI^e siècle, méritant par les armes de Guillaume VI. Le pape Innocent III, au début du XII^e, l'avait fait arriver, après une reconstitution entière, et l'église avait été dédiée vers 1109, avait été consacrée par l'abbatiate de Gerbert. C'était un bel édifice, à peu près les mêmes proportions que celle de Gerbert au mur septentrional du clocher. C'est cette belle église cathédrale de Pierre de la Voirie. Elle touchait au Nord le territoire de Luçon ; il s'avancait jusqu'à cinq lieues, où plusieurs paroisses appartenant au diocèse de Nantes et avoisinaient la Loire. A l'Ouest, il côtoyait l'Océan. Les moines se trouvèrent à peu près des ressources et treize abbayes (4). Le premier abbé de la Voirie, était abbé du monastère depuis qu'il avait pris la crosse épiscopale. Rien ne fut changé de l'habitude de l'abbaye. Les moines continuèrent leurs avances régulières ; ils devinrent une puissance. Le prélat trouva sans peine un conseil. A l'abbaye de la Voirie, où rien ne fut changé au monastère. Geoffroy de Ponerelle eut un long abbatiat. Son diocèse, d'après

la bulle du 13 août de cette année, se composa des quatre doyennés de Fontenay, Saint-Florent, Vihiers et Bressuire sous l'unique archiprêtre d'Ardin.

Le droit de lumière conservé à la cathédrale de Poitiers.

Comment est constaté ce privilège à la cathédrale de Poitiers.

Ce qu'il y est devenu.

L'Eglise est la grande conservatrice de la paix et de l'union parmi les hommes. Elle aime à les voir perpétuer tous les moyens de les entretenir et favorise toutes les traditions qui peuvent fortifier ces biens de la charité, du respect et du dévouement. C'est pourquoi, en séparant de l'église de Poitiers un si grand nombre d'âmes qui allaient appartenir à d'autres pasteurs, le pasteur suprême voulut garder entre elles et leur église-mère de Poitiers un trait d'union et de dépendance filiale qui perpétuât le souvenir de leur première unité. Comme le diocèse entier avait eu à sa charge, de temps immémorial, la dépense de toute la cire consommée aux offices de la cathédrale, la bulle de 1317 maintint cette redevance et voulut en plus que, pendant les offices capitulaires, quatre cierges brûlassent à perpétuité aux quatre angles de l'autel majeur. C'était, pour chacun des deux autres diocèses, une rente de cent vingt livres, employée à consacrer, en l'honneur de la belle basilique poitevine, une filiation et une dépendance spirituelle (a). Nous avons vu ces quatre beaux chandeliers de cuivre doré fonctionnant encore en 1820, fidèles à leur place assignée où le chapitre les maintenait avec une religieuse sollicitude. Ces beaux meubles, remarquables par leurs formes et leurs dimensions, semblaient, par leur style, de l'époque de Louis XIV ou de Louis XV. Ils remplaçaient sans doute ceux qu'avaient détruits les calvinistes quand ils pillèrent l'église en 1562. -- Que sont-ils devenus? Des mains inconscientes les ont égarés dans les nefes à des usages infimes. Des réclamations ont été élaguées sous prétexte que « ce n'était pas dans le romain », et un jour, qui n'est pas loin, on aura perdu le sens et le sentiment de ces beaux meubles dont l'histoire seule restera pleine de si nobles et de si religieux souvenirs.

(a) *Gall. christ.*, II, col. 1194; — Labbe, *Bibl. mss.*, II.

LE GÉNÉRALE DU POITOU (1317)

is aux habitudes longtemps suivies
impôts et la levée des gens de guerre
nt le roi ou le comte disposaient
Les libertés données aux villes
nt cependant pas tellement des
ser à son gré. Les objections au
aient peu écoutées. Pendant tout
que nous venons de raconter par
le corps de ville votât des subsides
terres faites en Gascogne et en Languedoc
pareil cas, était plus grande
ent voulu, et Philippe le Bel
faire de façon à se voir obéir.
otisme n'eût jamais été plus lointain
e que singulièrement aidé par les
par la publicité calculée donnée
ffler dans la pensée publique les
quels il se faisait une doctrine sans
ssance envers Rome et le respect
des décisions. C'était autant de
enivrait les esprits médiocres et,
aujourd'hui la majorité, on s'en fa
eur de cette politique malsaine
r, au barreau, dans les parlements
discipline, on revisait les enseignements
et, tout en protestant d'un incrédulité
ni, les sacrements, le caractère
cheminait à pas comptés, mais sûr
ouvertes où la foi serait bouleversée
; où l'apostasie se réfugierait
Etat dans la négation de Dieu lui-même
grand danger qui s'inaugurerait
avoir absolu tendant à se soumettre
à la loi que la sienne. La féodalité
auté allait avoir les siens ; elle
avec ses légistes du droit romain

FOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1320)

ce qui l'avait si souvent protégée contre les grands et de la populace. Et c'est à Philippe monde devra ces calamités. C'est lui qui, par audacieuses, parfois occultes mais toujours tre la papauté, aura jeté dans le champ du e la semence que nous récoltons.

étaient bonnes à dire, car ici va commencer le où la logique des affaires surgira presque garements du cœur humain, égarements qui us le fait de quelques hommes privilégiés, iété tout entière avec les hideux caractères ent dans les masses quand elles dépendent de guides qui les abusent.

tin ne régna que deux ans à peine, de 1314 re, Philippe le Bel, lui avait donné le Poitou t quand il devint roi il le céda à Philippe le a de 1316 à 1322. Le comté du Poitou ne lors avec celui de Toulouse. Philippe vint à re en 1315 le gouvernement dont il confirma et officiers. Il garda le titre pendant son rtance que commençaient à prendre les consacrée par lui en 1320, lorsqu'il voulut l'unité des monnaies qu'on songeait, depuis i, à réformer aussi bien que les mesures endre égales pour toute la France. En cette nda à Pontoise trois députés de Poitiers qui avec ceux venus des principales villes pour assi bien que d'autres affaires. En 1319, au i, la noblesse poitevine se réunit à Poitiers ccuper des intérêts de la province; Robert, , y présida avec l'évêque d'Amiens, Robert Deux ans après, on s'occupait, d'après i, de l'unité de la monnaie si endommagée Bel, et de celle des poids et mesures dont ents du commerce faisaient sentir le besoin. tion se compliqua de difficultés qui empê-

INÉRALE DU POITOU (1322)

, et elle ne fut reprise sérieusement que par Charles VII qui n'y réussit pas.

Les épidémies dans le courant de juin ; et les mesures d'hygiène et d'importance y furent traitées, l'empoisonnement des fontaines, qui avait recommencé, l'épidémie de lépreux. Des mesures sévères furent prises contre les coupables ; un certain nombre furent exécutés. C'est aussi pendant cette visite que furent accordées des lettres d'anoblissement, dont on avait besoin. Des terres furent données à Berland, seigneur de Poitiers. Dès le XII^e siècle, la famille de Berland possédait le fief avec des droits et redevances. Le roi lui accordait une reconnaissance et lui allouait les honneurs qui étaient nobles de naissance. C'est Berland qui fonda, en 1345, à Poitiers, le Collège de la Sainte-Trinité dont les restes qui occupent encore la place d'Armes (a).

La guerre où il fallait déployer une grande force, comment était déjà solide l'organisation politique de la commune de Poitiers qui avait vaincu les rigines d'une grande inimitié qui séparait la France et l'Angleterre. C'est du Poitou que vint l'étincelle.

Le roi était mort dans la nuit du 2 au 3 août 1328. Charles, comte de la Marche, lui succéda sans difficulté, et par ce mariage, la monarchie, est une des plus merveilleuses créations de la paix publique. Ce nouveau roi fut Charles V. A peine sur le trône, où il se donna un règne de courte durée, par son intervention contre les ambitieux et les intrigues, que des désordres se grossissaient

Annales du Poitou, XIII, 52 ; — *Mémoires des Auteurs*, t. 76.

partie de la Guyenne abandonnée aux Anglais, par le fait des agents d'Edouard. Ceux-ci, en effet, prétendaient s'attribuer diverses propriétés du roi de France enclavées dans l'Agenais et la Guyenne. Leur roi n'ignorait pas ces injustices ; il les autorisait surtout par le peu d'empressement qu'il avait mis à venir, en 1322, rendre son hommage à Paris où on l'attendait encore. Philippe le manda à Amiens, où il devait se trouver aux fêtes de Pâques prochaines afin d'y accomplir ce devoir. Au lieu de s'y rendre, Edouard négocia pour gagner du temps, et pendant que ses ambassadeurs prolongent leurs représentations à propos de griefs fictifs allégués contre les officiers français chargés du pays, on apprend que ce même pays est saccagé par des gouverneurs anglais et que des serviteurs du roi de France sont iniquement mis à mort auprès du poteau où ses armoiries attestaient son droit et devaient en maintenir le respect. Charles manda alors au sénéchal de Périgord d'entrer en Guyenne dans l'octave de la Pentecôte. Alors nouvelles promesses, par ambassadeurs, de réparations qu'Edouard désavoue encore ; après quoi, Charles fait partir, sous les ordres de son oncle le comte de Valois, une armée considérable qui entre en Guyenne le 3 août. En moins de trois semaines le prince soumet en grande partie l'Agenais et la Guyenne. Mais autour des deux provinces des efforts se font contre la France par cette ancienne noblesse toujours attachée au souvenir des Plantagenets et irrités de voir son autonomie abaissée sous une domination qu'elle repousse. De là des entraves aux succès du roi de France ; des sièges, des mêlées qui amènent des trêves, des traités de paix que suivent de nouvelles ruptures ; des intrigues de femmes venaient se mêler aux négociations et les embarrasser sous l'influence de la reine d'Angleterre Isabelle, sœur du roi de France, qui, venue à Paris, soi-disant pour y ménager la paix, n'agit en réalité qu'en faveur de ses intérêts par des machinations les plus désavouables : si bien que le sang des batailles inonda

ns ces belles plaines où désorma
s de deux siècles, une rivalité malhei
ns qui devraient s'entendre pour la p
par les instincts opposés qu'elles se
destinées à n'écouter jamais l'une
ix d'une jalousie ambitieuse et
ation des intérêts commerciaux.

disons plus, cette haine nationale con
bientôt une occasion solennelle
ite son effervescence. En 1327, Char
a veille de Noël, et, le 1^{er} février su
ite-quatre ans, laissant enceinte la
.. L'Etat restait donc sous une régen
rellement à Philippe, cousin du roi
de Valois que nous avons vu chargé
nne. Si la reine eût été mère d'un
elui-ci ; dans le cas contraire la branch
is héritait du sceptre ; cependant d'
oduisaient. C'était, ni plus ni moins,
gleterre qui aurait bien voulu ch
n'avait pas su se faire aimer, pour
on ne l'eût pas goûté davantage. Que
naquit ; toutes les incertitudes cessèr
ord avec le parlement qui fut un
it de Philippe VI avec un enthous
peine tous les auteurs du temps.
le quinze jours, à Paris et dans t
êtes du sacre qui eut lieu à Re
avait la certitude enfin qu'un roi a
la couronne de France.

es pourtant n'étaient pas les seu
ette opposition mutuelle et de plus e
ême année, quand Philippe de Val
d qu'il rendrait son hommage dans l
iens, et que celui-ci, après des r
enfin venu le 6 juin, Philippe affe

donner à la cérémonie une véritable splendeur, recevant assis sur un trône magnifique, paré d'une riche couronne de pierres précieuses et d'un sceptre d'or, il était revêtu d'un manteau de velours violet semé de fleurs de lis d'or ; sa cour l'entourait en costumes éclatants : le roi d'Angleterre s'était approché jusqu'au pied du trône avec les mêmes ornements royaux, en plus l'épée au côté et chaussé des éperons d'or, insigne de la chevalerie ; mais là finissait le rôle de roi : le grand chambellan lui commanda d'ôter sa couronne, son épée et ses éperons et de s'agenouiller devant le roi : toutes prescriptions très conformes au cérémonial d'usage. Le vassal ne s'y prêta point, refusant de promettre l'hommage-*lige*, et offrant de prouver par ses chartes qu'il ne devait que l'hommage simple qui consistait à faire le serment debout et la main sur l'Evangile. On consentit à attendre ses preuves que sa mauvaise foi ne lui fit pas trouver ; on se contenta donc de l'hommage provisoire ; mais son humiliation avait été d'autant plus grande et il en remporta une blessure au cœur qui s'est perpétuée dans son fils sur tous ses autres descendants jusqu'à l'expulsion définitive des Anglais de ce sol sur lequel ils prétendaient avoir des droits à régner (2).

On a affirmé que le prince anglais envoya bientôt après les preuves que son hommage était, en droit, celui qu'il avait consenti et que Philippe s'en serait contenté. Nous croyons que les preuves écrites ne s'en trouvent nulle part, et après tout on s'accorde à dire que cette scène, dont Edouard sortit furieux, fut le germe de cette colère implacable qu'il jura à Philippe dont il ne chercha plus qu'à se venger (a).

Evêques de Luçon.

En 1334, le second évêque de Luçon était élu le 16 mai, après la mort de Pierre de la Voirie, disparu le 12 novembre précédent, c'était Régnaud de Thouars, fils de Hugues de Pouzauges. Il fonda une chapellenie dans son église, et y

(a) Smolett, V. 34.

sement d'une dignité de trésorier. Il vécut
1353 (a).

les moines n'avaient pas été sécularisés
même temps abbé local. Geoffroi de Pons
joui longtemps de cette double dignité
18, et dès le 20 septembre de cette année
cesseur, Guillaume de Sambuti, dont on
mais qui, en 1319, avait été obligé d
de Poitiers deux villages de son diocèse
et Benet, qu'il s'était attribués comm
ntenay, quand certainement ils étaient
Niort. Jean XXII décida le différend
rités se font sur cet évêché, qui
avec celui de ses deux successeurs
et inconnu, et Geoffroi de Pons, dont on
tage. Il paraîtrait pourtant qu'en réalité
mier du nom, s'employa beaucoup, par
e, à l'établissement du port de Niort. Il
le à Maillezais, dont les ruines parlent
ent du beau style de cette époque, et i
es travaux (b) jusqu'en 1333.

rnons nos regards vers la Palestine qu
e puis longtemps et sur le terrain de
ait pas à souhait. Les affaires des chré
considérablement depuis la mort de saint
illustres de leurs chefs étaient revenu
s, morfondus, découragés, et un grand
se repentir d'avoir été, faute d'entente
t esprit religieux qui attire les regards de
op actives de cette lamentable détresse
es revenaient vers nos rivages des bord
ix, après de glorieux triomphes, était de
Comment s'en serait-on occupé dans

re des évêques de Luçon, I, 245 et suiv.

col. 1371; — Lacurie, *Histoire de Maillezais*, p. 110

un monde où les questions d'orgueil froissé, d'ambitions ardentes, d'oisiveté luxueuse et de mœurs faciles remplissaient des âmes tombées en des soucis secondaires et en des querelles où les plus hauts principes devenaient autant de questions? Les Papes seuls, véritables pères de l'humanité dont les idées se maintiennent au-dessus de la terre et gardent le niveau des choses éternelles, s'inquiétaient depuis soixante ans de relever le zèle guerrier et l'amour sacré des saintes expéditions : on ne les avait pas entendus ; les passions politiques agitaient le monde ; eux-mêmes, trahis par d'indignes et puissants ambitieux, avaient dû combattre en même temps les adversaires de la foi et ceux de leur autorité temporelle. Les promesses même des souverains avaient été oubliées. Plusieurs avaient promis aux Papes eux-mêmes des secours qui n'étaient jamais venus ! Enfin une occasion nouvelle se présenta en 1336. Benoît XII maintenait encore la papauté à Avignon, où elle n'avait pas à redouter le caractère fragile des Romains et les rivalités des familles ambitieuses. Et c'était par ces familles mêmes que les rois étaient sollicité de ménager le retour des Souverains Pontifes à Rome que leur absence faisait dépérir sensiblement. Philippe, de son côté, préférait que le Pape fût en France où il pouvait lui être plus utile et il prétendait le dissuader de ce départ. C'est dans ce but que, cette année, il résolut de faire une visite au Pape. Il y alla avec Jean de Luxembourg, roi de Bohême, celui de Navarre, Philippe d'Evreux, et un nombre considérable de seigneurs et de courtisans. Dans un entretien auquel les trois princes assistaient, il leur persuada de prendre la croix et leur permit de lever des décimes sur le clergé pour seconder l'expédition. Des démarches avaient été faites près d'Edouard III, nanti du trône d'Angleterre, en 1327, par la mort de son père, Hugues IV de Lusignan, roi de Chypre. Ce prince était alors à la cour de Philippe VI pour y concerter les moyens de relever la Terre-Sainte, il devait partir avec la première flotte déjà préparée au port

Philippe s'y engage.

donc prêt et il ne fallait plus qu
lorsque Philippe s'imagina, par u
ble en lui-même, qu'il ferait bie
erre à partager les dangers et l
on. Edouard, dont le cœur n'ava
lire cette noble pensée, et qui d'ai
ce de mauvais conseils, fit répondi
e mettrait de moitié avec lui dar
aurait rendu ce qu'il avait à lui
injure après laquelle il ne resta
paix solide avec celui qui osait
devait être le fait de son beau-frè
écontent de n'avoir pas vu juger e
ique, avait quitté la cour de dép
en Angleterre et de s'y venger «
/ tromper. C'était une rupture et
car des actes d'hostilité commer
, dans la Guyenne et la Flandre
ffet, Edouard et Robert avaient de
t montrés plus d'une fois hostile
ça donc à se battre sur mer ; on s
le traître Robert, qui déjà a fait d
patrie, pénètre en 1342, est bless
irer à Londres très digne du so
nie et la trahison. Plus de cinq ar
x rois en envahissement des pay
ce, en combats où des fortune
autant plus l'un contre l'autre. C'e
e Midi se voit abordé par Henri c
rby, qui, débarquant à Bayonne e
sieurs places de la Guyenne, ent
t Bergerac (6). Ces places fure
duc de Normandie, Jean, fils au

Angleterre, VI, 138 et suiv.

de Philippe, et qui, en 1356, devait
 contre les Anglais. Edouard avait profité
 en Guyenne pour entrer en Normandie et
 succès. La guerre générale, acharnée
 bientôt le centre de la France où Edouard
 promène le pillage et l'incendie. Il y eut
 bataille de Crécy, village de Ponthieu
 grâce à une imprudence de Philippe qui
 surs. Là fut tué Jean IV, seigneur
 trahi son roi en passant au parti anglais.
 Chauvigny le fief et le château de son
 qui avait perdu dans cette catastrophe
 enfants, eut la sage pensée de refaire
 qui avaient été négligés depuis qu'on y
 attaques armées. Ce qui se passait
 prévoir la nécessité des moyens de
 de ville demanda au roi une portion
 percevrait pour l'appliquer à des réparations
 que jamais. On avait été bien avisé, car
 de Derby, qui gouvernait la Guyenne
 marcha sur Poitiers afin de profiter
 qu'y avait causée la bataille de Crécy
 dès le 12 septembre, dans la Sainto
 fortes places de Lusignan et de Montmuran
 quoi Poitiers le vit se présenter sous
 quinzaine de mille hommes. Un Aimery
 portevine du XI^e siècle, y commandait une
 sante, mais qui se défendit bravement
 que soutinrent presque simultanément
 Tranchée, de Pont-Achard et du Pont-Beuf
 des forces aussi disparates, la résistance
 L'ennemi entra, les habitants se dispersèrent
 la proie d'une soldatesque désordonnée
 incendié, ruiné, massacré. Ce fut seule
 ville qui souffrit : le palais fut incendié,
 n'existent plus, ses fossés comblés étaient

Précautions prises pour la sûreté
 de la ville.

uents; églises, maisons eurent
bris eux-mêmes eussent disparu
itié tardive, n'eût mis fin au pill
s de l'arrêter. Rochechouard en
ne avec une rançon de quatre m
elles frappées depuis 1336 et qui po
és de quinze à vingt francs de no
horrible brigandage avait duré l
énéral reprit le chemin de Bordea
voir chargé, lui et les siens, de
dépouilles (a).

nterrompu, à Poitiers, par ces tris
ction du couvent des Augustins ét.
aujourd'hui la place d'Armes; c'é
and, que nous avons vu maire de F
es royales, puis seigneur des Hal
s bâtiments l'année précédente. C
vait complètement ruiné; le roi,
es services, le dédommagea en
deux foires et en transférant à F
re-Levée au 18 octobre. Ces gé
a fortune. Aussi il commença
, et par son testament, fait dix
somme de cent quarante livres, c'
atre mille francs pour continuer l
rtail, sculpté plus tard par un de
re l'attention des connaisseurs.
itures de 1346 firent comprendre
ent en Guyenne ces ennemis ve
idrait se méfier de leurs entrepri
utions contre leur retour. On rel
és, les fortifications entamées;
vères et continues aux portes de
ment durent rester ouvertes ponc

le jour. Le capitaine du château, le sénéchal et le maire se partagèrent la surveillance de la ville et des environs ; les habitants, y compris ceux de la banlieue et même les ecclésiastiques, furent obligés à leur tour de garder par eux-mêmes ou par des représentants, chacun s'armant à ses frais. Le palais qui était devenu la demeure du sénéchal fut réparé en 1349, et entouré de murailles pour en empêcher les abords (a). Cette grande infortune fut suivie d'épisodes funestes qui signalèrent la présence trop prolongée sur le territoire de la France de l'ennemi qui désormais allait s'y maintenir par la force et lui infliger d'affreux dégâts. C'est pendant cette longue suite de combats, de trêves et de malheurs, qu'eut lieu durant près d'un an le siège de Calais dont Edouard s'empara enfin au milieu de circonstances dramatiquement lamentables. Trop heureuse encore notre malheureuse France dont les gloires naissantes s'alliaient à tant de revers si ce fléau de la guerre n'avait pas fait naître en 1349 une terrible peste, des plus affreuses dont l'histoire ait parlé et dont les caractères effrayants n'épargnèrent pas plus l'Aquitaine que les autres contrées (b). La famine augmenta la mortalité. Le deuil était partout. Et cependant ce qui montre combien déjà progressait cet esprit de légèreté reproché à juste titre à nos Français rien de tout cela, dit-on, n'interrompait les amusements des grands, plus avides de plaisirs que d'idées utiles et dont la vie, devenue plus matérielle selon qu'on leur apprenait à mépriser les principes de la foi et de la raison, ne semblait faite que pour accepter et donner les stupides exemples des voluptés coupables et des ridicules dissipations de l'esprit. En face de ces fléaux qui dépeuplaient le monde, désolaient chaque famille et frappaient aveuglément toutes les classes, les plus élevées persistaient à se faire des amusements princiers qui insultaient au deuil et à la

Famine et peste.

Légèreté du caractère français.

(a) *Archives de la municipalité*, in h. ann.

(b) Gaillard, *Histoire de la Rivalité*.

ÉRALE DU POITOU (1349)

donnait des carrousels et
ts, et avec raison pour les pé
sion ; les femmes avaient le
légèreté séduisante de gracieu
les jours et les nuits à d'é
magination et des sens ; les j
oulouse où ils commençaient s
eints d'abord de l'esprit du tei
timent religieux qui, dans l'insp
ngénieuse Clémence Isaure, imp
de l'académie d'avoir un prix p

Vierge présentée à son jugem
s troubadours, leurs chants ne p
es rues et ne leur permettant
s pensées et la dignité poétique
s'imposaient aux jeux floraux.

temps sont dans son histoire
oins louables, mais certainen
irs que déjà imprimaient à nos c
ampagnes trop souvent dévast
s qui commencent dans ce prei
histoire n'oubliera jamais que
le cet Edouard qui dévastait au
e les provinces françaises don
us tout ambitieuse.

aler l'existence à cette époque
obtenaient en des mesures dive
s'entendre appeler poètes pro
vers la cour de Toulouse ou
es qu'ils se sentaient attirés par
is s'en douter, ils servent, en n
ients de la langue provençale
la langue française, gaie et
loit sans doute ce caractère, auj
e qu'aux xv^e et xvi^e siècles, i
qu'elle traite ; ce sont toujours

chansons, non plus de gestes, mais d'amours profanes, es à la vie galante et aux molles afféteries de savent pas toujours se garer assez des grosses les camps. Ce que les historiens de cette litté- se nous ont écrit de ceux qui la versifiaient vers nt les noms de Pierre Milhon, d'une famille oitou, qui devint maître d'hôtel de Philippe le de Poitiers, et qui paraît être mort en 1320. Louis Emeric, seigneur de Rochefort, qui était ou, payait aussi son tribut à la dernière heure, étaire du bon roi d'Aragon Jayme II, et ensuite rance Philippe V, fut connu de Pétrarque dont loges comme l'un des meilleurs poètes de son oésies, il est vrai, ont la même importance que ric dont rien ne prouve qu'elles aient été d'une ence sur la littérature du temps. Nous aimons uillaume de Montloudun, qui, après avoir été des enfants du roi de Hongrie (a), vint professer philosophie et le droit canon après les avoir abord à Paris et à Toulouse. Il était probable- noine bénédictin, car il fut, bientôt après son oitiers, prieur de Saint-Paul, puis abbé de , de qui nous savons que ce prieuré dépendait. s l'abbaye une bibliothèque autre que la *librairie* où un certain nombre de religieux travaillaient ce fond se composa tout d'abord de livres qui aient, que peut-être même il avait écrits : c'était de haute importance, qui d'ailleurs consistait nt en ouvrages de sa façon sur les sacrements Mort en janvier 1343, il fut inhumé dans son

qui ferait supposer une autre origine, Marche-

Dreux Duradier nomme mal à propos Sigismond, lequel ne ne qu'en 1392.

st., II, col. 170. — Trithème, *descriptor. ecclesiast*, ann. 1550,

DU PORTOU (1350)

est encore un c
ée, où il était
sur impulsion, n
amusements be
morale douteus
mpeux éloge du
ère de ce jeune g
à Toulouse où
enir une cour d'
es jeux floraux
. Nostradamus,
e, et les autres bi
ants, ne sembler
n, à une vertu
elle donna plus
soit en jouissa
sur absence. Ap
ce qu'elles nous
ise pour sortir d
n'y trouve rée
romances compr
itions, et ces ré
ne n'étaient que
étés que Molière
icules (a).

urtout ces prête
l'alors, c'est qu'
s pour l'idée re
rence qu'on y c
lles sur le cour
alerie chrétienne
lamente, près d'
comparaison de
éri. « C'est Th

Raynouard.

disparu... Sans doute cette privation peut lui être comptée en rémission de ses péchés. C'est égal, Dieu aurait mieux fait de le lui laisser ! » (a) et mille autres dévotions de ce genre qui sont déjà l'abnégation *poétique* du sentiment chrétien. Guillaume IX avait donné ce malheureux exemple ; c'était son école qui allait le multiplier sans pudeur.

Présage prochain
d'une décadence.

Marchebrusc mourut en. 1343. Son nom est oublié comme ses œuvres. Il est de ceux qui, de son temps, ont moins inauguré la naissance de notre littérature que celle de cette licence de la pensée qui faisait prévoir le retour des épigrammes de Martial et des grossières ballades de Villon.

A côté de ces joyusetés de goût équivoque, nous rencontrons quelques plumes dignes d'arrêter nos regards et des esprits d'un ordre plus élevé. Pierre Berchorius y figure avec des avantages qui font au moins de ses livres d'heureux précurseurs et des inspirateurs éclairés des siècles suivants. Né à Saint-Pierre-du-Chemin, lorsque déjà peut-être ce lieu, qui avait une ancienne importance gallo-romane, près de la Châtaigneraie, appartenait déjà au diocèse de Maillezais. Son enfance fut dirigée par les bénédictins ; il prit parmi eux le goût de l'étude et travailla beaucoup, favorisé par les bontés du cardinal du Prat qui lui fournissait des livres. Esprit délié, philosophique, et capable d'universaliser ses conceptions, il montra d'abord ces qualités dans son livre *Des propriétés des choses*, et s'en était fait une étude d'après les anciens qu'il avait lus avec fruit et dont l'esprit encyclopédique, à la suite de Pline, le naturaliste, avaient réuni à l'avantage de la science, toutes les notions, alors divulguées de la physique et des autres branches des connaissances humaines. Si donc on ne peut dire que Berchorius ait inventé la méthode d'enseignement universel que Pline, Sénèque, Solin, saint Isidore de Séville et quelques autres avaient développée

(a) *Mémoires de Sainte-Palaye*, Dreux Duradier, I, 354.

ou (1350)

son temps,
ajouté se
sances acq
luctions m
découver
dence sur
ses étude
Reductoriu
conduite de
e l'étude g
te, oracle
ver à l'ense
s dont le p
ieu. Plus t
Beauvais
mé, que la
prit la sci
s cent ans
cent et c
nes dont
e du savo
bonne do
vantage de
i fasse le
ntelligence
elle devier
. Mais elle
e la vérité
on. C'est
orale, les
ent toujou
ce milieu
ouvères, d
Hugo.
faisaient
gouverneme

1 sentait qu'on avait mutuellement de s'aider. Désormais les villes avaient toujours la suzeraineté sur le pouvoir local sous toutes ses formes. Les communes étaient comme l'avant-garde ; elles maintenaient l'obéissance des seigneurs généraux préposés à chacune desquels on comptait, pour le Poitou, des noms alors respectés, tels que : Eudes de Lille, Guy de Nesle, Amaury et ainsi. Les troupes régulières placées dans les villes et dans les campagnes et dans la cité, tandis que le maire avait le commandement des forces urbaines et que le seigneur était de l'ordre établi, de la discipline, des règlements sévères qui ne permettaient ni l'insubordination et le crime pas plus au seigneur qu'au simple soldat appelé par le seigneur. Le duc de Normandie, qui l'avait guidé au quartier de Philippe de Valois venait de mourir, laissant sept enfants dont cinq fils. Le duc de Normandie, lui avait succédé sous le nom de Jean II. La guerre continuait. La peste ajoutait ses calamités. Le Pape Clément VI, qui venait de mourir en 1352, voulut, dans l'intérêt d'union, mettre fin aux disputes entre les deux princes ; mais en dépit de ses efforts, les hostilités commencèrent bientôt. Pendant que le roi de France était en Bretagne, le prince de Galles commandait en Guyenne des troupes et se baraquait à Bordeaux en 1355 et, pendant ce temps, il épousait la haine contre la France et le prestige que lui avait fait acquiescer la victoire de Crécy où l'on croit qu'il fut pour la première fois, déterminé à

E DU POITOU (1356)

En même temps son père, débarqué à Calais, ravagea l'Artois et la Picardie. C'était l'envahissement de la France qui commençait. Ainsi de graves affaires se préparaient. Une autre descente menaçait la Normandie où le roi, refusant le titre de roi à Jean prétendait l'attribuer seulement au descendant d'Éléonore et d'Henri II. C'est pendant cette guerre soutenue en Normandie qu'un Geoffroi court ayant été tué dans une bataille près Coutances, la seigneurie de Saint-Sauveur-le-Vicomte fut donnée au roi d'Angleterre au célèbre lord anglais Jean Chandos qui va devenir célèbre dans notre contrée et que nous trouvons ici pour la première fois (a). On savait d'ailleurs à Poitiers les desseins qui devaient seconder en Poitou, sous la conduite du prince de Galles, les efforts tentés trop hâtivement dans l'ancienne Neustrie, et l'autorité militaire l'an 1355 avait fortifié la ville et son château. On s'attendait à une attaque dont les préliminaires se marquaient déjà dès le milieu de 1356 par la marche que le prince de Galles avait entreprise sur Paris. Le 19 août 1356, le roi se trouvait dans le Limousin, à Lussac-les-Eglises, quand il arriva au Poitou. Là se trouvait un gros de la garnison de Poitiers surveillant la frontière, commandée par Guillaume de Juichard à qui la mairie était échue cette année. Un engagement assez vif mit en conflit les deux partis, et le roi fut fait prisonnier; il dut promettre pour se racheter la somme de cinq cents écus, qu'il n'avait pas, mais se fit cautionner le seigneur de Ruffec.

Ces entreprises de l'Angleterre, avant même qu'elles eussent éclosées, étaient assez apparentes pour que les grandes inquiétudes agitaient les esprits dans la capitale de la France. Le roi Jean y convoqua une réunion de la noblesse et de la bourgeoisie où apparut aussi pour la première fois le corps de la classe inférieure de marchands, des ouvriers, laboureurs et autres gens d

(a) Rymer, *Actes*, I. 456; — Froissard, édition; — Smolet, *Luce*, I.

du Tiers-Etat et dont les délégués prirent part avec les autres à la discussion des affaires publiques. Des orations considérables y furent faites aux principaux points de l'économie politique, impôts, levées, guerre, chasse et pêche. La plus importante des discussions fut surtout l'armement de trente mille lances, et d'autant d'hommes ayant sous leurs ordres ces hommes armés, ce qui formait un contingent de cinquante mille combattants (a).

Le prince de Galles, qu'on appelait aussi le prince Noir, de la couleur de son armure, se dirigeait donc vers le nord de la France où il espérait sans doute opérer avec son père vers le Blaisois et la Normandie. Déjà l'un des théâtres de la guerre, et Jean y avait la petite ville de Bréteuil sur les confins de la Normandie et de la Beauce. Son activité naturelle se multipliait en apprenant cette nouvelle. Un vigoureux effort hâta la prise de cette place, puis revenant à Paris pour mettre tout en état de défense, il s'empressa d'aller au devant de son père pour lui interdire le terrain sur lequel il voulait que le prince anglais se sachant trop peu fort pour aller en rétrograde vers la Guyenne, repasse la Loire et se dirige dans le Poitou dont toutes les villes avaient été prises. Jean le suivait de près accompagné de plus de dix mille hommes de cavalerie. Après avoir passé par Angoulême à Châtellerault et à Chauvigny il s'avancait vers le camp ennemi qui se trouvait entre cette ville et celle de Cognac, à deux lieues seulement de cette dernière. Cette bataille se fit le 17 septembre, qui était un samedi, et les Français occupaient un terrain connu alors sous le nom de Camp de Mauvais, ce lieu situé dans la commune actuelle de Mauvais (a). Beauvoir ne devait être qu'une halte pour le prince de Galles, d'où il semble avoir conçu le dessein de

vérifier les dates, VI, 43.

aux environs de Beauvoir.

saisir. Aussi

surpris d'apprendre que les Français étaient si
avec des forces bien plus considérables que le
car il n'avait que dix à douze mille hommes. C
peu, outre que la position de son camp, quoiqu'

assiette, pouvait être entourée fac
cercle de fer et le réduire. Il n'
adant. On était en des vignes éter
ai formaient un rempart naturel
es chevaux et des hommes bardés
que les chariots et autres fourni
part à l'Occident et au Nord pour
du côté de Poitiers, on creusait
ent le camp du côté de l'Est, mais
empêchaient pas que, n'ayant song
aquelle on se ravitaillerait aux c
és sur la route, on manquait de v
ovisé et les troupes étaient ac
s marches et contremarches dont
premier repos.

otre prince anglais à qui tout espoir
e quelconque était ravi par la pr
avoir en face, et ce qu'il savait c
qu'il ne pouvait plus gagner p
tait occupée par de nombreux dé
nçaise. Placé entre Chauvigny e
étendue d'une à deux lieues ent
ussi la Cardinerie, puis le champ d
iblié. A l'extrémité Sud de cet
sson, aux ondes rares et peu
is propre à déterminer un champ
rôle de quelque valeur, puisqu'il
tacle ni de rempart.

côté, se portait en hâte vers Po
tre une entreprise très supposable
en était l'ennemi et ne douta poi

embarras ne lui facilitassent une p
les éléments semblaient entre ses 1

Le soir du samedi, les deux arm

Jean ne se doutait pas que l'en
utilement pour sa défense les deu
dents. Il tint un conseil de guerre
le lendemain à la pointe du jour or
le seul côté où le défaut de hai
ouvert.

Intervention des
légats qui propo-
sent un arrange-
ment.

Cependant le cardinal de Périg
avaient suivi l'armée royale, chargé
de négocier entre les deux adversa
du sang, commencèrent à mettre c
glorieuse que difficile une activit
premières heures du dimanche 18
rent de tout leur pouvoir pour pe
des propositions de paix auxquel
prince Noir ne pourrait se refuser.
ment et devait espérer que le princ
d'autant plus avantageuses qu'un
devaient suffire à l'assommer lui e
il se voyait enfermé par une armée
mouvements témoignaient dans soi
militaire que de prévoyance et de
glais s'appuyait d'un côté sur un
abords, de l'autre sur une colline c
étaient impossibles contre lui. C
bataillons bien disciplinés l'emporta
qu'il s'était faite, et Édouard accept
dinal qui fut de très bonne heure ir
conditions étaient avantageuses au
taient une trêve de sept ans pe
promettait de ne pas servir en per
et se retirait libre à Bordeaux avec
voulait davantage, et, pressé par se
le prince se constituât prisonnier :

(1

te
q
po
pec
ba
le
e f
:
fut
it f

mén
ass
sur
poi
irs
irt
ier
mn
l d
e t
'est
les
gne
obe
de
ter
des
is
li c
ire

| et d'Andreghem, selon qu'ils en étaient con
nt avec trois autres cheval
anglais qu'entouraient les vig
rait le passage qu'il s'agissai
uvement nous fut fatal. La

HISTOIRE

ers décocha
opérait un
es accablèrent
tombèrent
nant les sui
, et la nouv
armée, fit c
u roi, qui se
à l'aile gauche
et Louis, du
iers les entou
un danger si
le roi. Ils en
igny où Jean
ent en sûreté
qui l'ignorait
de haute tai
n prudent c
e, Guichard
voir pour l
dominant l
s Anglais. C
e généraux a
aves, s'acqu
, n'examinan
eait ses ailes
occupant, le
arges et plus
hertant son
e lui-même.
ur avis qu'i
plus facile
d'eux pour j
qu'il y avai
que des deu
eusement de

LA BATAILLE DU POITOU (1356)

anglais, le reste était composé d'archers tirés de Gascogne et de la noblesse civile qui éclatait des arches des cardinaux.

Le lendemain matin, s'en retournant encore une fois, des commandants, entre autres, Jean de la Haye, voulurent de prendre l'ennemi par derrière, de ses ailes pour restreindre le roi, profitant du moment où il se trouvait de ce côté seul exposé, et aurait atténué d'autant la victoire.

Jean s'en tint trop. C'était aussi celui de Rillieu, si forte qu'habile, qui l'empêcha, à mettre à pied ces trois cents chevaux. Cette imprévoyance fut de même temps que le frappa de ses côtés du carré qu'on avait derrière, la nombreuse et le peu de largeur du carré de défense sérieuse. On lui partageait l'armée en deux parties séparées qu'ils ne pouvaient

l'action engagée. Dieu ne permit pas l'orgueil ni l'ambition. Il fallait bien que ces deux seigneurs qui avaient porté les seigneurs français à refuser ces conditions si avantageuses à la France eussent déterminé cet

à sa perte. Il est certain que jamais les imprudences ne firent éclore une si grande défaite. Il faut se souvenir que si la défaite devait sembler étonnante, elle le fut moins par la bravoure qui se manifesta et d'autre en une mêlée des plus sa

Premier échec
des Français

Qui se multi-
plient autour du
roi.

Leur défaite dé-
finitive.

Les maréchaux qui conduisaient les trois cents chevaliers entrés dans le défilé furent malheureux; l'un d'eux, Arnould d'Audreghem fut fait prisonnier, et Jean de Clermont fut tué, par une vengeance, dit-on, de Jean Chandos qui lui avait disputé, pendant la trêve de la veille, son signe héraldique : une sainte Vierge vêtue de bleu et entourée d'un rayon d'or. C'était le *Mulier amicta sole* de l'Apocalypse. Cette perte de deux des maréchaux épouvanta les fantassins qui les suivaient; ils reculèrent en désordre et jetèrent la confusion dans les lignes qui s'avançaient pour les soutenir. Le prince Noir, qui observait tous ces mouvements, s'aperçut que le Dauphin, revenu sur le champ de bataille, s'ébranlait pour attaquer par le flanc le centre de l'ennemi. Il le fit attaquer par les neuf cents hommes qu'il avait dissimulés sous le revers de la colline; cette surprise fut fatale aux Français, d'abord par la défaite du corps que dirigeait le Dauphin, et ensuite parce que se trouvaient engagés avec lui les ducs de Berry et d'Anjou, ses jeunes frères, à qui leur gouverneur, pour les arracher à un péril si menaçant, fit reprendre le chemin de Chauvigny, pendant que notre aile gauche succombait et donnait aux Anglais l'espérance fondée d'une victoire prochaine. Ce fut dans cette pensée que, sur le conseil de Chandos, Edouard se décida à chercher le roi de France pour le faire prisonnier. Celui-ci avait vu ses chevaux succomber en grand nombre, beaucoup d'autres entraînés après le Dauphin et ses frères privèrent l'armée d'un secours important. Jean prit donc le parti de quitter le plateau où se tenaient encore les principales forces de l'ennemi et de regagner la plaine où le combat à pied devenait plus facile. Mais sa division perdit dans le trajet beaucoup de monde, et arriva dans un désordre complet pour se voir entourée d'ennemis acharnés auxquels il fallait résister corps à corps. A cette vue les deux partis jetaient leurs nobles cris de guerre : *Saint-Denys* et *Saint-Georges*. En même temps l'Anglais, qui avait conservé ses

chevaux, se rua furieusement sur nos rangs, les disant les poussa en grand nombre jusque sous les murs de P où le carnage fut plus considérable. Il s'augmenta quand les habitants, craignant de faire entrer les queurs avec les vaincus, refusèrent d'ouvrir leurs po

Cependant le roi Jean combattait toujours avec héroïque courage et semblait forcer la fortune à respecter. Ses bannerets tombaient successivement de lui, Geoffroy de Charui, qui portait la bannière, était mort à ses côtés, couvrant de son corps l'is sacré confié à sa valeur. Autour du roi quelques po de soldats combattaient toujours, mais se décourageant ne voyant plus l'étendard royal et crurent que le roi tué ou prisonnier. Mais Jean se défendait encore vigileusement, une hache à la main et secondait de son quarante barons qui continuaient de l'entourer et de protéger de leur corps. Son jeune fils surtout, Philippe, 14 ans, qui s'était tenu à ses côtés durant l'action combattit aussi, veillant sur son père, et, épuisé de fatigue le servait du moins de toute sa présence d'esprit et prévenait du danger partout où il le voyait plus menacé. « Mon père, s'écriait le noble enfant, à gauche..., à droite... » et il s'efforçait ainsi, sans penser à lui-même, de soutenir à ses forces par les empressements de sa voix et la fermeté de son cœur. Il était d'ailleurs blessé, et la couleur de son sang fit comprendre à son père, qui n'aurait refusé de se faire tuer plutôt que de se rendre, qu'il fallait cesser enfin une résistance dont le malheur ne pouvait qu'augmenter. Il consentit donc à se rendre, mais ne voulait céder sa lance mutilée, la seule arme qui lui restait qu'au prince de Galles ou à un de ses chevaliers bannerets. Le prince était assez loin de là se reposant sous un arbre improvisée, désarmé par ses officiers qui lui servaient des rafraîchissements. Sur le champ de bataille, Jean, refusant à se rendre, avait demandé le chef de l'armée anglaise à Denys de Morbac, chevalier d'Artois, qu'une mé

ture de cour avait forcé d'embrasser le parti des Anglais, se présenta alors : Sire, lui dit-il en ce moment, le prince n'est pas ici, mais si vous voulez vous rendre à moi je vous conduirai vers lui. Jean lui remit alors, en signe de soumission, son gant ensanglanté et il fut conduit avec son fils à la tente du prince. Celui-ci s'était informé de lui et ne doutait pas de sa défaite. Il s'honora en le recevant avec autant de courtoisie que de déférence, ne lui épargna aucune marque d'un profond respect, imposé d'ailleurs à un galant homme par ce qu'il avait vu de cette valeur incomparable, digne d'un meilleur sort, et dont le déplorable échec n'était dû, en dépit de ses propres volontés, qu'à la fougue déraisonnable et à l'inhabileté de ses généraux.

L'affaire, commencée à neuf heures du matin, s'était prolongée jusque vers trois heures du soir. Le prince de Galles amena le roi et son fils coucher au château de Savigny-l'Évêcaut, et non à Chauvigny comme on l'a dit par erreur : Chauvigny, nous le savons, était occupé par une garnison française : Savigny, à trois lieues de Poitiers, était aux mains du prince Noir qui s'en était emparé lors de sa marche sur Romorantin (4)

La France semblait anéantie. Cette malheureuse journée avait vu succomber la fleur de sa chevalerie à qui avait manqué l'expérience des guerres raisonnées telles qu'on commençait à les comprendre bien plus que le courage et surtout cette fidélité dévouée à son roi qui allait devenir héréditaire et qui, depuis, fit toujours sa plus grande gloire jusqu'à ce que les idées de philosophisme amenassent celles de la révolte et de l'égoïsme qui domine aujourd'hui le caractère de tous les peuples. A Poitiers, ou plutôt à Mauperthuis périrent les plus nobles représentants de toutes les provinces de la France telle qu'elle commençait à se former dans son unité providentielle. Le Poitou surtout y regretta ses plus beaux noms ; beaucoup de ses héros du devoir et de la bravoure furent recherchés par leurs familles sur le champ de bataille, et

1 GÉNÉRALE DU POITOU (1356)

On les vit, dans l'église des Jacobins à Poitiers, peints avec leurs armoiries et ces noms immortalisés dans les annales de seigneurs des provinces centrales emportés dans leur pays où ils reçurent leurs sépultures. Les Poitevins eurent à regretter que la valeur n'avait pas été moindre de la cause royale qu'ils défendirent avec courage.

Parmi les morts on distingue les seigneurs sire de Brosse, Clérin de Cherves, de Rocheservière, de Noireterre, de Mirebeau, et beaucoup d'autres chevaliers dont les noms vivent encore dans nos annales. Ils furent transportés par les frères dominicains dans leurs églises ou dans leurs cimetières ou dans les cloîtres : ils y furent inhumés. Des prières publiques furent dites pour le repos de ces âmes généreuses (a).

Malheur, Poitiers, qui avait pu résister, ne put empêcher, le soir même, les vainqueurs d'entrer en enfonçant les portes et de verser le sang dans un désordre qui dura jusqu'au lendemain. Car alors des ordres furent donnés de rallier l'armée, et de laisser le camp chargé de butin et laisser la triste cité qui avait vu périr ses princes. La petite garnison de son château se rendit, les Poitevins qui s'étaient si généreusement battus soit sur le champ de bataille soit dans les rues. Heureuse encore la piteuse capitale désormais anglaise, à qui la sage politique fit comprendre que cette conquête valait la peine de conserver dans un pays où sa possession était si embarrassante : Edouard préféra revenir.

a. 200 et suiv.

Le roi Jean emmené en Angleterre.

Bordeaux pour s'y embarquer avec le roi de France et les nombreux prisonniers qui l'accompagnaient (a). Le pape Innocent VI envoya à Bordeaux deux cardinaux pour essayer de traiter d'une paix qui aurait rendu la liberté au roi de France. Ils ne purent obtenir qu'une trêve de deux ans ; après quoi le prince Noir rachetant de ceux qui les avaient pris les seigneurs français, jetés par le sort entre les mains de ses soldats, les embarqua avec lui pour Londres le 4 avril 1357, avec une suite nombreuse de noblesse anglaise et gasconne ; cette dernière, devenue étrangère par les lois de la féodalité et de la guerre, à cette France dont les belles campagnes et les cités florissantes faisaient naguère encore une si glorieuse part.

L'infortuné roi Jean allait se trouver, après une journée de marche, dans les rues de Londres et, servant de sujet de triomphe au pays presque tout entier groupé sous les arcades triomphales et au milieu des monuments pavoisés, arriva enfin, accablé de fatigue, mais supportant noblement cette humiliante détresse, à Westminster où le roi l'attendait, le reçut honorablement et embrassa son fils en le félicitant de s'être conduit moins en heureux vainqueur qu'en chevalier digne de sa fortune et de son nom (b). Ce roi qui parlait si bien n'en était pas moins ce cruel et fourbe Edouard III à qui ces fantastiques projets sur la France avaient persuadé qu'il pouvait en revendiquer le trône du chef d'Isabelle de France, sa mère, qu'il tenait en prison depuis son avènement en 1327, où elle expia, jusqu'à sa mort en 1355, son noble et patriotique refus de reconnaître les folles et iniques prétentions de son fils (5).

Avant de poursuivre ces faits de guerres, mentionnons ici un événement que l'histoire a longtemps attendu dans un silence dont la cause doit être dans les troubles de cette époque si mouvementée. Quarante-quatre ans s'étaient

(a) *Archiv. hist. du Poit.*, XVII.

(b) Smolet, VII, 293 et suiv ; — Reymer ; — Kuygton.

écoulés, en effet, depuis l'intronisation à Poitiers l'évêque Fortius d'Aux, et rien n'avait indiqué une extension épiscopale sur la terre de sa juridiction ; sa charrue, au contraire, avait été bien diminuée par la division territoriale de son diocèse où l'année 1317 avait vu créer ceux de Thouars et de Maillezais. Pendant que ces deux Eglises confiées aux mains de l'un de ces derniers abbés, l'une à celle de la Veyrie, l'autre à celle de Geoffroy de Poitiers, qui changeait aussi sa crosse abbatiale pour l'épiscopat ; Fortius veillait par lui, en ses délégués, aux soins de son propre diocèse. C'est sous lui et en son temps se fondait à Thouars une maison de Frères Mineurs sous les auspices du vicomte Louis et de sa femme Marguerite de Dreux. Une fondation de Dominicains avait, précédé celle-ci dans la même ville, mais on n'en connaît pas la date. Il avait établi aussi en 1361, à la cathédrale, une chapelle qu'il dota de revenus et dont le doyen, Jean d'Aux, et le sous-chantre, Guillaume d'Aux, avec leurs frères, consacrèrent longtemps le souvenir par des tapisseries gravées sur plaques de cuivre encastrées dans le mur principal du jubé. Ces soins, auxquels il donna après la mort de ses frères, prouvent l'obscurité que l'histoire lui a faite, il ne resta pas à lui d'autres choses de son rôle. Ce rôle se termina, après cinq ans d'épiscopat, par une digne mort le 8 août 1366, et laissa une mémoire de vénération, comme l'établissent les tapisseries aujourd'hui perdues, mais conservées dans les archives de quelques diocésaines, et que nous avons reproduite à la fin de ce chapitre.

Le Chapitre le remplaça par un sujet tiré de son sein, mais que cette origine n'aurait pas rendu célèbre. Il siégea sous le nom de Jean V jusqu'à sa mort, ces cinq années ne nous disent rien de son rôle. Les circonstances difficiles de l'occupation anglaise

(a) *Gall. christ.* II, col. 1190 ; — *Du Temps*, II, 424 ; — *Notre-Dame de Poitiers*, II, 84 et suiv.

la guerre, des propriétés épiscopales, l'état de la ville aurait jeté l'évêché, peut-être éloigné de son siège. De là cette nuit de silence autour de lui et ce silence de tous les chro-

lui, vint immédiatement Aimeric de Monts, ainsi que les seigneurs de Monts, en Loudunais, dont il est le dernier descendant, ayant pour frères aînés deux fils du même nom Philippe et Guillaume; nous ne pouvons pas à le retrouver.

Quant à Edouard III il faut que la France sache que ce prince, doué de grandes qualités, ne manqua pas de ternir par une ambition démesurée comme sa gloire militaire par des fautes de mœurs toujours attribuées à un souverain (*). Il dissimula sa joie profonde de sa vaine espérance qu'il trouvait pour l'accomplissement de ses plans dans l'immense avantage que la France en avait de lui procurer. Il fut d'abord poli, modéré, ne se montra que par une générosité toute royale. Mais ces dehors ne cachèrent pas un dessein auquel Jean ne se laissa pas prendre. Il ne tarda pas à lui faire entendre qu'il renoncât à son titre de roi de France qu'il dépendait de l'Angleterre comme ne tenant que qu'un simple fief qui anéantissait l'autonomie de la France regardait déjà comme le plus beau royaume du monde. Ce n'était pas Jean II qui pouvait se racheter par sa culpabilité si coupable. On lui donna donc pour demeure de Londres au lieu du palais qu'on lui avait fait à Paris. Quatre ans s'écoulèrent, longs et difficiles, d'une part pendant laquelle le Dauphin, devenu lieutenant du royaume, dut tenir tête aux factions suscitées par le mécontentement des marchands, Etienne Marcel, qu'aidèrent aussi mieux ces légistes que déjà nous avons vu, sous Philippe IV, les tentatives de révoltes qui, sous leur conduite, outrageront tour à tour le roi et le peuple. — *Voir les dates, VII, 132 ; — Léo Taxil, Le martyr de Jeanne*

l'Etat, selon que l'une et l'autre auront
 s ambitions de la démagogie et des parlements
 nençait à poindre les trompeuses lumières d
 ent représentatif. Déjà à l'instant même où l
 utaire de l'unité monarchique avait cru trouve
 ent populaire un appui pour mieux gouverne
 a peuple et faire de la France un Etat libre
 étruisant les abus, créant l'indépendance natio
 'égide des lois, de l'ordre et d'une paix fondé
 ect de chacun, déjà l'esprit de faction s'agitai
 ambitions exaltaient leurs exigences égoïstes
 gouvernement en question, sous prétextes de
 connues et des privilèges oubliés. Et cela s
 and le roi de France était captif, quand s
 e entière avait disputé héroïquement le sol d
 t un envahissement de mauvaise foi !

essaya longtemps à s'approprier la France ;
 é nos rivages au Sud, au Nord et à l'Ouest d
 : des combats incessants renaissaient dans l
 tre Français et Anglais, pendant qu'à Par
 e s'accroissait au profit des anarchistes qu
 par dessus tout à s'emparer du pouvoi
 le tempête le dauphin Charles luttait coura
 , il prit le titre de régent en 1358, quand s
 t arrivée, et cette sage fermeté contribua pou
 à faire comprendre qu'Edouard perdrait so
 ercher une couronne que la noblesse et l'armé
 si bien par tout le royaume. Il proposa don
 traité trop dur pour amener un arrangemen
 an n'accepta que malgré lui, mais comme
 t moins, ouvrir des voies à sa liberté après de
 is possibles. Aux termes de cette conventio
 e, signée à Londres par les deux rois, Edouar
 à toutes ses prétentions sur le duché d
 , les comtés d'Anjou et du Maine et à l
 e France, c'était beaucoup, et, de la sorte, o

ne devait plus avoir à redouter des entreprises inacceptables. Mais on céda à l'Anglais, en revanche, la Guyenne, la Gascogne, l'Angoumois, la Saintonge, le Périgord, le Quercy, le Limousin, le Poitou, la Touraine. Outre le midi de la France qui faisait une autre France aux mains de l'Anglais, celui-ci conservait ainsi vers le Nord, le Calaisis, Guines, Boulogne et son territoire, enfin le Ponthieu, et toutes ces provinces devenues indépendantes en tout, de la France proprement dite, eussent laissé sans cesse à celle-ci le contact dangereux d'ennemis à qui l'on devait supposer l'arrière-pensée de reprendre tôt ou tard des hostilités dont le prétexte n'aurait jamais manqué aux Plantagenet. Ces considérations étaient puissantes contre une conclusion. Combien ne le furent-elles pas d'avantage quand on vit l'Angleterre ajouter à ses prétentions une rançon de trois millions d'or pour la personne du roi et d'un million pour les autres prisonniers gardés avec lui (a).

Rejeté par les
Etats généraux.

Ces Etats, rassemblés à Paris le 29 mai 1359 et auxquels assistaient trois députés de la ville de Poitiers, indignés de ces conditions humiliantes et ruineuses, refusent de les ratifier. Edouard fait alors resserrer la prison de Jean et de son fils et débarque à Calais le 28 octobre avec cent mille hommes et, pendant que la révolte était à Paris, qu'une guerre de paysans poursuivait la noblesse des provinces et que des routiers ou malandrins jetaient le désordre et le brigandage dans les campagnes, la France se vit obligée de défendre ses foyers, à peine créés, contre un ennemi rendu bien autrement redoutable par ses forces inépuisables et sa puissante organisation. Le mal est partout à son comble ; on se bat partout, l'Anglais est souvent victorieux au cœur de la France. Edouard ne se propose rien de moins que de s'en faire couronner roi dans la cathédrale de Reims, et c'est à Bretigny, à quelque

Traité de Bre-
tigny.

(a) Smolet, VII, 303 ; — D. Martenne, *Ampliss. coll.* I, col. 186.

distance de Chartres, qu'Edouard, victime aussi de ses propres guerres, songea à s'arrêter enfin dans cette cour affolée où tout lui prouvait d'ailleurs que sa fortune pouvait sombrer. C'est à Notre-Dame de Chartres, dont la dévotion datait déjà de fort loin chez nos aïeux, que les historiens attribuent le miracle qui sauva la France en ces difficiles occasions. On raconte donc, qu'étant à deux lieues de Chartres et cherchant à s'emparer de la capitale de France, Edouard fut surpris par un furieux ouragan accompagné d'une grêle si prodigieuse qu'en quelques instants il se vit tuer mille hommes et dix mille chevaux au milieu des violents éclats de la foudre. Le roi, effrayé de cette affreuse tempête, se jeta de son cheval à terre levant les mains vers l'église de Chartres que ces beaux clochers dominaient au loin, promit à Dieu, par un nouveau serment solennel, qu'il ne rejetterait plus les propositions raisonnables qui pourraient lui être faites. L'orage calma ; des ouvertures s'en suivirent et, peu de jours après, Edouard reçut les plénipotentiaires de Jean et signa le 8 mai 1360, le traité de Bretigny (a). Cette fois l'Angleterre se vit échoir l'ancienne Aquitaine qu'il posséderait en toute suzeraineté avec le Ponthieu et la ville de Calais. C'était donc à peu près les mêmes conditions que d'abord, sauf un des quatre millions d'écus alors exigés. La chaire restait encore fort onéreuse pourtant car elle laissait l'Angleterre d'énormes avantages en maintenant ses armées au milieu même de ses conquêtes et ses flottes dans nos ports de l'Ouest parmi lesquels, Bordeaux, Rochelle et Royan tenaient déjà d'importantes positions. La Rochelle surtout répugnait fort à cette servitude. Elle ne fut remise qu'au mois de janvier suivant.

C'est dans ces mêmes circonstances qu'un des paillards anglais qui couraient la France vint tenter contre Poitiers

(a) Voir une note de Targe, traducteur de Smolet. *ib. sup.* p. 308 Renault, I, 307.

(b). Smolet, VII, 311 et suiv.

rise qui ne réussit pas : ils en voulaient faire le
s on leur avait ôté un grand secours en abattant
partie des bâtiments de Saint-Cyprien et ceux
où les moines étaient alors très nombreux. Ils
néanmoins à chasser les moines, se logeant
purent et y demeurèrent quatre mois, ne s'en
e lorsqu'après avoir ruiné les campagnes voi-
'y trouvèrent plus rien à prendre ni à manger (a).
de la désolation de ce malheureux pays !
it donc en liberté ; mais seul, son jeune fils,
était resté en otage jusqu'à la livraison de
e ville maritime.

résultat de ces événements fut que le Poitou
les provinces cédées à l'Angleterre ; la France
pouiller, la jeter aux mains d'Edouard III et se
voir cette nationalité nouvelle appuyée légale-
toutes les habitudes féodales consacrées en
fallut donc, pour consommer cette transmission,
par les formes voulues en pareil cas et
jusqu'à un renoncement public et authentique
iques possessions. Des deux côtés, des pléni-
s durent s'entendre pour cette cession définitive
ta à Poitiers le 22 septembre 1361. — Du côté
France les pouvoirs furent exercés par Jean le
dit Boucicaut, maréchal de France et père de
réchal qui écrivit des mémoires si intéressants
e où il exerça une véritable influence militaire.
re était représentée par ce Chandos que nous
is déjà par le rôle important qu'il se fit à la
Mauperthuis. Les deux nobles seigneurs arrivè-
ble à Poitiers où ils firent leur entrée solennelle
e Saint-Lazare ou Saint-Ladre entourés d'une
nse (b). C'est dans la grande salle du Palais, là où

can, *Histoire de Poitiers*, I, 377.

s municipales.

s'était manifesté si souvent autrefois l'autonomie glorieuse de nos anciens ducs, qu'en une assemblée des échevins des bourgeois, la ville et la province furent remises par le commissaire du roi de France à celui du roi d'Angleterre. Jean Chandos déclara aussitôt le Poitou propriété de son pays. Il proclama sénéchal pour Edouard II Guillaume de Felton, Irlandais, dont la descendance devait avoir un rôle bruyant bien au delà de cette époque ; furent deux Français, Jean le Breton et Renaud Poulailly qui devinrent : l'un, receveur du fisc, l'autre, prévôt. La capitainerie du château était confiée à Guillaume d'Aprevoisin, d'une famille déjà ancienne dans le Poitou qui semblait associée à cette fonction pour en assurer le profit au nouveau pouvoir.

Ainsi c'en était fait. La France n'était plus la France. Elle était aussi bien l'Angleterre ayant à côté de sa dynastie, déjà glorieuse même dans ses malheurs, une royauté rivale à laquelle les lois du temps s'assujettiraient mais que le patriotisme aquitain sut lui disputer avec une noble énergie. Déjà la guerre de cent ans est commencée elle va se dérouler en des exploits heureux tour à tour pour les deux nations, mais qui aboutiront enfin, après cette trop longue période, à une délivrance que la patrie française aura due à la noble persévérance de ses efforts.



NOTES DU LIVRE LXIII

NOTE 1

« On a peine, dit l'abbé du Tressay, à retenir un sourire de pitié » en lisant les déclarations de l'auteur de l'*Histoire de Maillezais* » (M. Arnaud, ancien conseiller de préfecture à Niort) affirmant à » ce propos que la puissance des Papes était souveraine sur la terre » de France, et que, pour l'érection de l'évêché de Maillezais, le » Pape ne pensa à consulter ni le roi ni l'évêque de Poitiers. L'avis » des cardinaux, son exacte connaissance des lieux et la plénitude » de son pouvoir, voilà ses seuls guides. » Et notre historien catho- » lique ajoute avec raison : « M. Arnaud n'a pas compris le sens de la formule obligée de la bulle d'érection. Tant il est vrai que pour écrire l'histoire il faut une entière connaissance des usages, se défier de soi-même, faire abnégation de ses propres idées ! (*Histoires des Moines et des Evêques de Luçon*, I, 239. — Lacurie, *Histoire de Maillezais*, p. 108.)

NOTE 2

Les historiens anglais racontent qu'avant de partir pour Amiens, Edouard II avait protesté devant sa noblesse assemblée qu'il désavouait d'avance l'hommage auquel il allait se prêter et qu'il ne renonçait pas à ses droits sur la couronne. Lui et son père avaient inventé ce prétexte, qu'ils tiraient de leur descendance d'Eléonore d'Aquitaine, pour soutenir qu'ils étaient roi de France avant tout prince de la famille française. Targe, le traducteur de Smolet, essaie de réfuter cette idée anglaise, mais il est très conforme à celles des prédécesseurs d'Edouard II d'ajouter dans leurs armoiries les fleurs de lys aux léopards qui seuls avaient le droit d'y être. Ce qui est certain c'est que ces prétentions ne se basaient que sur une chicane de mauvaise foi autant qu'elle était illusoire. La preuve qu'il faut bien croire à un hommage-lige venu plus tard, et quand Edouard eut en vain prétendu s'en débarrasser par plus ou moins de mauvaises raisons, c'est que Philippe répondit en 1339 à un cartel envoyé par Edouard que les lois féodales ne permettaient pas à un vassal d'appeler en duel son suzerain, le roi d'Angleterre « *ayant fait hommage-lige il devait obéissance au roi de France comme à son droicturier seigneur.* (*Art de vérifier les dates*, VI, 35) Il n'y a

rien à opposer à ces textes, qui mettaient à jour le mauvais esprit et la foi douteuse d'un tel adversaire.

NOTE 3

M. Tranchant, *Notice sur Chauvigny*, p. 53 ; *Art de vérifier les dates*, VI, 37. — Une particularité très singulière se révèle dans ce dernier auteur et que nous devons rapporter ici pour rester complètement dans la vérité historique. Les d'Harcourt s'étaient fort mal conduits envers le roi de France, leur suzerain, au profit du roi d'Angleterre dont ils avaient secondé les efforts lors de l'invasion de la Normandie. L'un d'eux, Geoffroi, outre sa participation à cette entreprise, s'était révolté les armes à la main pour se venger de la juste sévérité de Philippe qui avait été, après quatre refus de comparaître, déclaré rebelle et privé de ses possessions nobiliaires. Geoffroi n'avait rien trouvé de mieux que de se réfugier dans le camp d'Edouard ; il avait été pour beaucoup par ses conseils dans la prise d'armes qui avait jeté les troupes anglaises sur nos côtes de l'Ouest. Il s'était trouvé à Crécy, et saisi de remords en voyant la cruelle défaite de ses compatriotes, le roi blessé, et surtout Louis d'Harcourt, son frère, tué dans la mêlée avec beaucoup d'autres chevaliers du plus haut rang, il tomba dans un tel désespoir qu'il se pendit à un arbre, sous lequel, quelques instants après Philippe qui fuyait à la hâte, le vit tomber à ses pieds la corde au cou. (*Art de vérifier les dates*, ubi sup.) Que de leçons de ce genre dans l'histoire où elles ne peuvent être ménagées par hasard.

NOTE 4

Afin de ne pas couper trop fréquemment un récit de cette importance nous avons réservé les citations habituelles de nos sources, si bien étudiées jusqu'ici par nos historiens qu'elles sont toutes les mêmes dans tous les auteurs. Quelques points de détails diffèrent sans doute ; mais il faut bien reconnaître que plusieurs de nos historiens du Poitou se sont occupés avec plus de succès que les autres de lieux, de la topographie et de la description du théâtre de l'action. C'est l'avantage offert au lecteur par ceux qui ont pu comme nous dans un intérêt de curiosité louable, voir les lieux, rechercher Mauperthuis, reconnaître ses traces effacées et visiter assidûment les collines, la plaine, le petit fleuve, témoins d'une des plus tristes affections de notre histoire de France. Froissard s'était souvent trompé, étant trop loin de nous lorsqu'il écrivit, après lui beaucoup répétèrent ses fautes, et il faudra désormais pour ne pas les répéter lire l'édition qu'en a publiée en 1889 M. Siméon Luce (liv. I

2^e page), ou celle un peu antérieure de M. Kervin. Ce sont là des sources aujourd'hui probantes quant à une foule de détails exactement rectifiés. Mais nos sources locales renferment aussi des récits de ce grand événement que nous avons dû lire, lesquelles en donnent d'attachantes notions et que nous indiquons ici avec confiance comme capables de compléter à cet égard l'ensemble de nos idées. La plus large publication qu'ait faite sur ce sujet la Soc. des Antiq. de l'Ouest se trouve au 8^e volume de ses mémoires publiés en 1841, par le docteur Allonnaux qui, en 50 pages, a parfaitement résumé tout ce qu'avaient donné sur ce sujet les devanciers dont il s'est fait autant de témoins. C'est lui surtout qui nous a guidé dans cet exposé. Nous n'avons pas moins consulté dans ces mêmes mémoires (t. XI, an. 1844) le travail de M. le colonel Saint-Hypolite (p. 70 et suiv.) — l'*Art de vérif. les dat.*, VII, 44 et suiv., — VII, 129 et suiv., — Smolet, *Histoire d'Angleterre*, t. VII, liv. III, c. v. Cet auteur, qui a ses partialités contre la France, est entré cependant en une foule de circonstances qui rendent sa narration fort attachante. En fait de renseignements locaux nous avons pu constater aussi les archives municipales de Poitiers feuilletées par nous avec soin pour notre *Histoire de la cathédrale* avant qu'elles n'eussent reçu encore le bel ordre que leur ont donné MM. Redet et Nicias Gaillard. — Enfin les archives historiques du Poitou renferment encore des documents de haute valeur, aussi bien que les manuscrits de D. Fonteneau, de Bourgeois, les *Annales d'Aquitaine*, souvent très vagues, souvent décharnées aussi, mais dont les dates valent mieux parfois que celles d'autres plus prétentieux et moins bien renseignés.

NOTE 5

On regarde généralement les cruautés d'Edouard III envers sa mère comme étant une juste vengeance de la part qu'elle avait prise, disait-on, à l'assassinat de son mari. Mais en réalité c'est qu'Isabelle, fille de Philippe-le-Bel, ne pouvait consentir à voir son mari, vassal du roi de France, remplacer celui-ci sur le trône de sa famille et la preuve de ce mauvais prétexte semble bien se trouver dans la prolongation de cette captivité jusqu'à la mort d'Isabelle qui ne voulut jamais acheter sa liberté par une concession qu'elle regardait comme étant en opposition avec le droit de sa patrie et l'honnêteté de sa conscience.



LIVRE LXIV

DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DES ANGLAIS
EN POITOU,
JUSQU'A LA MORT DU COMTE JEAN, DUC DE BERRY

(De 1361 à 1416)

EDOUARD III, pourvu de très mauvaises
lités, ambitieux, pervers, et dont la mau-
foi secondait le caractère, ne pouvait man-
de cette politique habile qu'on trouve touj
dans les princes dont l'esprit astucieux
s'appuyer de plans profondément médités. Il sent
besoin de ces moyens solides dès qu'il se fut emparé,
nous, du pouvoir que le sort des armes avait placé
ses mains. Des oppositions se manifestèrent aussitôt
part des Poitevins qui ne cédaient qu'avec une ext
répugnance au revers qui les frappait. Sincèrement
chés, et par une singularité remarquable, à leurs
dont l'autorité s'était encrée si vite et si profondément
leur sol devenu français, ils semblaient déjà façonnés
joug nouveau que la bonté des grands suzerains ava
d'ailleurs leur adoucir. Ils aimaient surtout le roi
dont la bravoure, la franchise et les infortunes si n
ment supportées les avaient touchés, et sa rançon s
faite chez eux, pour la part assez considérable qui
était échue, avec une facilité et une promptitude

Premières difficultés du gouvernement anglais en Guyenne.

Plusieurs provinces refusent leur soumission.

Le prince Noir nommé prince d'Aquitaine.

témoignaient éloquemment de leur amour. Aussi la Guyenne n'était pas arrivée à se soumettre sans coup férir. Les comtes de Foix, d'Armagnac, de Comminges et plusieurs autres seigneurs puissants, avaient d'abord refusé leur soumission, si bien que la conclusion du traité n'avait pu être signée qu'à la fin de juin 1361. Ce n'était pas tout : dans l'intervalle des négociations une autre difficulté s'était faite. C'était la présence en Guyenne d'un nombre infini d'aventuriers, restés des dernières guerres, à qui la paix semblait fatale et qui, ne pouvant s'accoutumer à un repos et à une soumission qui les laissaient sans ressources, prétendaient retenir les nombreux châteaux dont ils s'étaient emparés, et les occuper pour piller de là les terres des environs. Des menaces du sénéchal, des mesures violentes prises aussitôt en avaient expulsé un grand nombre de leurs forts : mais alors ils s'étaient joints à différents corps de flibustiers qui se répandirent dans les provinces du centre, y causèrent beaucoup de mal en y allumant la guerre avec tous ses désordres. Au moins le Poitou trouva une sorte de délivrance dans cette diversion. Mais il dut subir, pour sa sécurité même contre ces bandes affairées, un autre envahissement qui devait consommer son abaissement en lui imposant chaque jour, plus amères, les charges et les tristesses d'un peuple vaincu.

Edouard III n'avait d'autre moyen contre ces embarras que de faire de toute l'ancienne seconde Aquitaine une vice-royauté pour son fils, le prince Noir. Les belles qualités du jeune prince, sa valeur reconnue, son génie de la guerre, sa douceur et sa droiture qui le faisaient généralement aimer, engagèrent son père à le déclarer prince de l'Aquitaine, le préposant en son nom, et seulement à charge d'hommage-lige et avec redevance annuelle d'une once d'or, à tout le pays situé entre la Loire et les Pyrénées. C'était un beau fleuron pour attendre ceux de la couronne d'Angleterre ; mais nous devons reconnaître que

les vertus et les qualités jusque là admirées dans le fils d'Edouard ne tardèrent pas à se démentir et devaient être mêlées d'avance de quelques défauts qui allaient se faire jour en certains excès de son gouvernement.

Le 13 septembre 1363, après beaucoup de préparatifs faits à Londres pour son établissement en Guyenne, le prince de Galles, arrivé à Poitiers, y prit possession du pays et reçut le serment des dignitaires qui devaient le seconder y compris les comtes et les évêques des nombreux diocèses. Une seule exception parmi ces derniers constata que l'évêque de Poitiers croyait devoir refuser cet acte de soumission féodale.

Il reçoit à Poitiers le serment de la noblesse d'Aquitaine.

Aimeric de Monts était cet évêque, le 69^e de notre liste. Il était des seigneurs de Monts en Loudunais, et portait : *d'argent à la bande de gueules, chargée de trois griffes de lion d'or accompagnée d'un aigle double éployé d'azur au-dessous et trois mouchetons d'hermine au-dessus*, et qui venait, le 4 juin précédent, de faire son entrée dans sa ville épiscopale. Les cérémonies depuis longtemps accoutumées avaient signalé cette solennité, et les quatre barons de l'évêché s'y étaient trouvés pour porter sur le trône épiscopal le nouveau suzerain que l'Eglise leur avait donné. C'étaient Guillaume d'Angle, seigneur de Pleumartin ; Maingot de Melle, possesseur de cette ville après une longue interruption de ses ancêtres et représentant, comme vice-roi, le roi d'Angleterre en Poitou ; Renaud de Mauléon, chambellan du roi Charles V, et enfin Guillaume de Parthenay-Larchevêque. Il était donc pourvu de son titre quand se fit, le 13 septembre, l'assemblée où il refusa le serment personnel au prince de Galles. Ce refus n'était pas sans quelque hardiesse. On n'en dit pas le motif qui dût être dans l'attachement que sa famille avait toujours eu pour la maison de France, attachement qu'avait augmenté d'ailleurs la mort généreuse de quelques-uns des siens sur le champ de bataille de Mauperthuis. Quelle que fût la raison de cet acte de fierté, le prince, par

Auquel se refuse l'évêque Aimeric de Monts. — Histoire de cet évêque.

habileté ou par conviction, ne s'offensa point et ne récrimina en rien contre cette dissidence et ne gêna nullement l'action épiscopale. Nous dirons tout de suite ici l'ensemble de son administration pour ne pas nous détourner plus tard de la marche normale des événements. Rien de bien saillant ne s'y remarque du reste, si ce n'est qu'après un synode tenu en 1367, pour la réforme de la discipline et des mœurs, il s'occupa, avec un zèle qui ne lui réussit pas, de soumettre à sa juridiction le prieuré de Saint-Denys en Vaux, dont les moines bénédictins se prétendaient exempts. Urbain V, à qui la cause avait été déférée, reconnut les droits du monastère et le prieuré fut maintenu dans la seule dépendance de sa maison-mère, qui était la grande abbaye de Paris (a). Aimeric fonda la salle du chapitre à la cathédrale; ce n'était pas encore ce très bel annexe consistant en un corps de deux compartiments, dont l'un, celui de l'ouest, fut destiné à recevoir les archives, et l'autre est devenu la sacristie actuelle des messes. C'était un hors-d'œuvre beaucoup moins élégant occupant l'emplacement des deux pièces susdites, près la chapelle de Notre-Dame-des-Dons, où l'on ne voit plus que le tableau mural de la Sainte Famille qui y fut peint au xvii^e siècle. Devant ce modeste mais utile édifice, Aimeric fut inhumé avec une épitaphe sur plaque de cuivre où il est indiqué comme le fondateur de cette salle capitulaire. Aimeric mourut le 17 mars 1370 dans son château des évêques à Chauvigny. Son testament daté du même lieu y fut écrit en mai de l'année précédente. Par cette pièce, le prélat faisait du bien à plusieurs communautés de sa ville et à son église cathédrale. Son épitaphe nous apprend aussi qu'il était docteur en l'un et l'autre droit (*utriusque juris*), car déjà les universités suivaient l'élan commun des goûts scientifiques, et leurs grades étaient déjà des titres à la candidature des hautes

(a) Nous avons raconté cette fondation du prieuré de Vaux sous le règne de Dagobert, ci-dessus, I, II, 324 et suiv.

positions (a). Les solennités de l'hommage avaient duré à Poitiers du mois de septembre 1363 au mois de mars de l'année suivante, et les séances s'étaient tenu tour à tour au palais, à la cathédrale et aux cordeliers. A cette occasion, comme plus tard, le prince se plut à confirmer les privilèges de la ville et augmenta singulièrement aussi les forces du gouvernement municipal, car parmi ces nouvelles dispositions se trouve l'obligation pour tous les bourgeois de la ville de prêter au maire serment de fidélité et d'obéissance. C'était les mettre à sa disposition pour tous les emplois que le premier magistrat urbain jugerait convenable de leur confier, y compris la milice dont il était déjà le promoteur et le chef selon qu'il le jugerait utile à l'ordre intérieur ou aux intérêts de la défense commune. Après quoi le prince s'en fut à Bordeaux qu'il voulait habiter ordinairement, et où il se forma une cour brillante, où la plupart des courtisans se consolèrent assez vite de la perte de leur première nationalité. Le prince, d'ailleurs, avait épousé depuis peu sa cousine Jeanne, fille d'Edouard Plantagenet, dont la famille représentait l'ancienne race des comtes d'Anjou, et perpétuait en elle les traditions peu honorables, le caractère emporté et les passions violentes des vieux rivaux de nos comtes de Poitou. Nous verrons si ces beaux commencements du règne anglais durèrent sous les mêmes auspices. Un autre sujet attire ici notre attention.

Edouard de Galles s'établit en Guyenne et se fixe à Bordeaux.

Par suite des agitations survenues en Europe sous la funeste influence des querelles Anglo-Françaises, les croisades avaient été oubliées ; le pouvoir chrétien s'était affaibli en Palestine ; les Turcs s'y étaient fortifiés, et menaçaient de repousser des rivages de l'Orient les dernières troupes croisées qui s'y trouvaient encore. En 1361 une peste cruelle y vint cependant faire beaucoup de mal aux Sarrasins et les affaiblit considérablement. Pierre

Etat des affaires en Palestine.

(a) *Gall. christ.*, II, *ub. sup.* — Dreux Duradier, *Bibl. littér.*, I, 34. — *Hist. de la cathédrale*, II, 222 et suiv.

Pierre de Lusignan, roi de Chypre, s'efforce de ranimer les croisades.

de Lusignan, qui régnait toujours à Chypre, résolut de profiter de cette circonstance et passa en Europe en 1362. Il y visita toutes les cours, cherchant à engager dans une nouvelle croisade les souverains qui semblaient goûter alors une paix favorable à ce dessein. Il lui fut facile de persuader le bon roi Jean qui, sans se laisser séduire par le repos qui succédait pour lui à une longue et fatigante captivité, crut que les fautes de son père engagé à la croisade sans avoir tenu sa promesse avaient causé tous les malheurs de la France. C'est à Avignon qu'ils se rencontrèrent quand Pierre y venait en 1363 pour implorer la protection du pape Urbain V. Jean s'engagea à porter personnellement des secours aux croisés, mais il n'en eut pas le temps. Son fils, le duc d'Anjou, las de servir d'otage à l'Angleterre comme garantie du traité de Brétigny qu'Edouard III différait toujours d'exécuter, s'était sauvé. Jean, dont l'honneur et la bonne foi se sentirent blessés de cette faute, passa en Angleterre pour la réparer et en finir avec les clauses du traité. Et pendant que Lusignan, qu'il comptait suivre, repassait les mers avec des secours d'hommes et d'argent qui devinrent bientôt funestes aux Egyptiens, il mourut à Londres le 8 avril 1364, bon roi, honnête homme, dont les revers furent dus beaucoup moins à une inhabileté, qu'on lui a injustement reprochée, qu'à la fougue maladroite d'une chevalerie dont la bravoure était mal servie par la réflexion. Son fils aîné Charles V, dauphin et duc de Normandie, lui succéda aussitôt. Ce fut comme le signal d'un revirement dans la conduite du prince de Galles, et dans les affaires de notre contrée qui devaient nécessairement s'en ressentir.

Mort du roi Jean.

En effet, le prince Noir s'était donné le tort de protéger et de recevoir à sa cour l'infâme roi de Castille Pierre le Cruel, obligé de fuir devant les révoltes de ses sujets après le meurtre de sa femme et de ses frères. Il le protégea même par un secours de troupes destinées à seconder son retour en Espagne où Duguesclin triompha

de lui; cette guerre imprudente autant qu'injuste de la part de l'Anglais, avait épuisé ses trésors. Il prétendit retrouver en traitant la Guyenne en pays conquis et bien plus mal que ce héros breton n'avait traité la Castille. Des impôts exorbitants dont un des plus lourds dut se prélever sous le nom de droit de fouages sur toute maison habitée furent établis, malgré les observations de la noblesse et du peuple. Cet impôt avait été voté par une assemblée convoquée à Niort, qui fut appelé le parlement de Niort, le prince n'y obtint pas ce qu'il désirait sans conteste. Une opposition énergique céda pourtant aux sollicitations de ses amis qui l'emportèrent et lui valurent un vote de douze mille livres qui étaient encore bien au-dessous de ses besoins. En 1369, les barons et le clergé n'y tenant plus, résolurent de porter une plainte commune au roi. Charles V contre les exactions dont son vassal abusait. Celui-ci ajourna devant la cour des paires, par lettres du 25 janvier suivant, le prince de Galles, qui promit de se présenter avec soixante mille hommes. C'était le signal de la guerre. On s'arma des deux côtés, et lorsqu'au mois de mai suivant, Charles, qui se vit seconder par la victoire partout où il y a des Anglais à défaire, déclara la guerre à Edouard III qui envoyait des secours à son fils. Un mouvement français se manifesta alors de toutes parts. En France les troupes royales s'emparent en quelques semaines des places et châteaux anglais de la Picardie, de la Normandie et du Poitou. En Guyenne, le duc d'Anjou, gouverneur du Languedoc, reçoit la soumission du Quercy, du Rouargue et du Limousin. La noblesse d'Aquitaine est redevenue française et partout villes et campagne, châteaux et villages se prononcent contre un pouvoir étranger qui foule les populations et manque autant à ses promesses qu'à ses devoirs. Ces succès pourtant eurent leurs revers. Le prince Noir se mit en campagne vers Limoges où s'était manifestée plus ardente l'opposition. Cette partie de la Guyenne, ruina la ville et revint da

l'Angoumois, où il avait son quartier général, pour y surveiller de plus près la révolte qui lui causait tant de soucis. Mais tant d'efforts à la suite de ses fatigues d'Espagne, avaient compromis gravement sa santé. Les médecins voulurent qu'il se fortifiât par l'air natal. Il passa donc en Angleterre, laissant au duc de Lancastre, son frère, le commandement de la Guyenne.

Guy de Malsec,
LXX^e évêque de
Poitiers.

Ceci se passait en 1370. Ce fut aussi l'année où l'évêque de Poitiers Aimeric de Monts laissait la succession de son siège à Guy de Malsec, qui était le soixante-dixième de ces dignitaires. Guy était originaire de Tulle et tenait à la maison de Chalus en Limousin, qui portait d'*argent au lion de gueules au chef d'or chargé de trois étoiles...* Il était neveu du pape Grégoire XI, dont une sœur avait épousé son père. Ce Pape venait, cette même année, d'occuper le Saint-Siège après la mort d'Urbain V. Cet événement fut pour beaucoup sans doute dans sa fortune. Déjà archidiacre de Narbonne et chapelain d'Urbain V, quand ce Pape lui donna d'abord l'évêché de Lodève lorsque la mort d'Aimeric le fit passer à Poitiers où il fut installé l'année suivante 1371. Mais il n'y resta que quatre ans, ayant été élevé en 1375 au cardinalat sous le titre de Sainte-Croix de Jérusalem, sa vie fut dès lors très mouvementée, se trouvant mêlée aussitôt après l'élection d'Urbain VI en 1378 à toutes les grandes secousses de ce qu'on a appelé le grand schisme d'Occident, malheureuse période qui pendant soixante-douze ans troubla l'Eglise universelle de commotions auxquelles elle n'eût pu résister si elle n'avait pas une marche divine sur la terre. Nous verrons Guy de Malsec, qu'on ne cessa pas d'appeler le cardinal de Poitiers, figurer dans plusieurs scènes de ce vaste tableau dont nous ne pouvons donner qu'une esquisse, mais où il sera suivi par plusieurs de nos prélats diocésains.

Mort de Chandos
à Lussac.

Chandos, sénéchal du Poitou depuis 1369, habitait Poitiers que les Français convoitaient surtout comme un

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1370)

centre d'où leurs efforts s'épancheraient sur la province. Grand ami du roi qui venait de lui donner l'ordre nouvellement institué de la Jarretière, son lieutenant général dehors de toutes ses possessions de l'Angleterre, il fut aussi connétable en France sous les ordres du prince de Galles. Aimé de ses chevaliers, doué d'excellentes qualités militaires, il était aussi actif que brave, généreux, et sa dignité lui était venue à la demande unanime des chevaliers anglais et poitevins. Ce fut une grande perte pour son parti lorsqu'en revenant à Poitiers de Saint-Savin qu'il n'avait pu surprendre, il mourut d'une rencontre inattendue, et où il semblait avoir préparé fatalement lui-même sa défaite. Très mécontent de son échec il s'était arrêté dans une hôtellerie de Chauvigny d'où il renvoya les chevaliers de son expédition gardant avec lui que quarante lances c'est-à-dire quatre cents hommes environ. Il était à peine séparé de ses forces qu'on vint l'avertir que les sires Carlhouët le Breton et Louis de Saint-Julien, qui avaient contribué beaucoup à la défense de Saint-Savin, s'en étaient retirés après leur départ, et s'étaient dirigés vers Lussac et suivaient le cours de la Vienne. Son premier mouvement fut de s'élancer après eux et il les joignit près du pont de Lusigné. Le terrain lui était peu favorable, car la pluie l'avait détrempé; il mit pied à terre avec tous ses hommes et s'avança l'épée à la main vers l'ennemi. Mais comme il portait par dessus son armure un long manteau brodé de ses armes, il s'y embarrassa les jambes et trébucha. L'écuyer français qui se trouvait près de lui le frappa avec son épée au visage, car il ne portait jamais de visière. L'arme porta si malheureusement que la chute du chevalier contribua à la lui enfoncer dans le cerveau. Emporté du combat par les siens au château de Morthemmer, il mourut le lendemain qui était le 2 janvier 1370.

Remarquons ici, pour la gloire d'une famille existante dans le Poitou, que l'écuyer qui se fit un

Mort de l'écuyer
Jacques de Saint-
Martin de Bagnac.

par ce fait d'armes, ne put jouir de la gloire qu'il lui aurait procurée. Il fut blessé aux deux jambes d'un même coup d'épée en se battant bravement et mourut cinq jours après à Poitiers où l'Anglais, vainqueur malgré cette perte cruelle, avait transporté ses prisonniers. Sa famille, originaire du Quercy, était devenue poitevine et elle y est restée sous le nom de Saint-Martin de Bagnac, qu'elle porte encore, et a exercé des charges importantes soit en Poitou, soit dans la Basse-Marche où elle a eu deux sénéchaux dans le cours du xv^e siècle (a).

La mort de Chandos devait arrêter quelque temps les succès de l'Angleterre en Poitou. Avant qu'elle pût s'en douter, ses enfants qui lui avaient donné un tombeau dans l'église de Morthemmer, n'y en trouvent pas aujourd'hui la moindre trace. Il en est autrement de celui qu'ils élevèrent sans tarder au vaillant sénéchal aux abords du pont près duquel il avait succombé. C'était un cénotaphe en forme de chevalet dont les quatre faces étaient ornées de sculptures parmi lesquelles on croit reconnaître encore un pennon et une épée. Les inscriptions sont mutilées et méconnaissables. Le pieux guerrier n'a plus que son nom dans l'histoire, mais il s'y entoure de tout ce que les meilleurs souvenirs laissent toujours à un héros qui n'aurait pas changé pour la gloire militaire celle que reflète la conscience dans une âme empreinte de loyauté et d'honneur (b).

Le héros de l'Angleterre avait su relever par des vertus chrétiennes les belles qualités militaires qui l'avaient fait admirer. Poitiers lui avait dû, en 1366, le couvent des Carmes établi alors dans la rue qui porte encore leur nom, au nord de la cathédrale. Ces religieux, nés au sommet du Carmel, étaient venus s'établir en France à la fin du xii^e siècle. Ils s'occupaient surtout de la prédication et de

(a) Jouilleton, *Hist. de la Marche*, II, 254 ; — Reproduite par les éditeurs de Thibaudeau, 2^e édition, I, 490.

(b) *Mémoires des Antiq. de l'Ouest*.

la direction des communautés de femmes. Cette reprise de la guerre mit en scène des personnages importants qui y prirent un rôle au premier rang des célébrités militaires de notre pays. Nous ferons connaissance avec eux dès que nous les rencontrerons sur le théâtre des événements où ils auront à briller.

Au milieu de ces circonstances difficiles, la ville de Poitiers avait aussi ses agitations qui la divisaient en deux factions dont l'une tenait pour la France et l'autre pour l'Angleterre. La première se composait surtout du clergé et de la bourgeoisie : c'était la plus nombreuse. La plus forte cependant était celle qui se voyait appuyée par le maire Jean Régnaud et par tout ce que les Anglais avaient de chevaliers restés attachés au prince de Galles. On louvoya longtemps des deux côtés, s'observant et ménageant des ruses et des mesures que la vigilance de Chandos déjouait toujours. Cependant, lorsque ce héros eut succombé et que le prince Noir eut quitté le pays, des espérances se renouvelèrent dans le parti français, et, en 1372, il donna avis d'un succès possible à un des acteurs les plus célèbres de cette guerre, que partout ailleurs déjà la France soutenait contre les insulaires qui l'envahissaient.

Factions à Poitiers pour et contre l'Angleterre.

Ce guerrier d'élite était Bertrand Duguesclin, chevalier d'une noble famille de Bretagne, déjà vieux alors, qui s'était signalé plus d'une fois au service du roi Jean et de son fils, s'était mesuré avec Chandos et passait pour doué d'autant de prudence que d'intrépidité militaires. A peine prévenu, Bertrand vient sur Poitiers où il campa dans la nuit même de son arrivée. Connétable de France, on jugea qu'un tel adversaire pourrait donner du mal à une ville assiégée ; on s'y prépara donc à une résistance déterminée. L'habile général n'hésita pas, et, se promettant de revenir, il alla s'emparer d'abord de plusieurs places importantes qui le rendraient d'autant plus fort dans le pays. Montmorillon ne résista que pour être pris après un premier assaut, ce qui amena la reddition de Lussac, Chauvigny

La ville est prise par Duguesclin.

et Montcontour. Les Poitevins appelèrent alors à leur secours Thomas de Percy, sénéchal anglais, qui arriva avec des forces, mais ne crut pas devoir y demeurer quand il apprit que Duguesclin était allé former en Limousin le siège de Sainte-Sévère, un des postes les plus forts de la province (a).

Désireux de la conserver aux Anglais, Percy songea à marcher dans cette direction : mais pendant qu'il s'éloignait, laissant au maire Jean Régnaud la garde de Poitiers, la discorde se met dans la ville. Les deux partis s'y soulèvent et prétendent l'un l'ouvrir aux Français, l'autre la conserver aux Anglais. Pendant ce conflit, les Français expédient à Duguesclin des envoyés qui l'instruisent de ce qui se passe. Il revient aussitôt à marche forcée vers le Poitou avec deux mille hommes détachés de son armée, arrive jusqu'aux murs de Poitiers, parlemente et promet à la ville de lui laisser ses privilèges, et le 7 août, après une nuit de négociations agitées, on lui ouvre les portes. Cependant le parti anglais, réfugié dans le château, y résista à outrance, il lui fallut céder pourtant après une journée d'assauts. Le connétable devint donc le maître. La population s'abandonne alors à des transports de joie. Elle sent qu'elle est encore française, et à la cathédrale un *Te Deum* est chanté par Aimeric de Monts, cet évêque dont le patriotisme n'avait pas craint de refuser au prince de Galles un serment de fidélité qu'il se sentait peu décidé à tenir.

Conséquence de
cet événement.

Cette prise de Poitiers fut un sérieux retour de la fortune vers nos affaires. Les villes les plus enviables du Poitou et de la Saintonge, Saint-Jean-d'Angély, Angoulême, Taillebourg, Marans, Surgères, Saintes, la Rochelle suivirent le même élan ; Fontenay se rendit après plusieurs assauts (b). Mais les vaincus se vengèrent cruellement de leur échec

(a) Daniel, *in. h. ann.*

(b) Smolet, *Archives municipales de Poitiers*. — Froissart, *Archives du Poit.*, XIX, 121 et suiv, 170 et suiv.

devant Poitiers. Ils allèrent assiéger Niort qui était resté fidèle à la France. La ville ferma ses portes. Mais ses forces servirent mal son courage. Elle fut prise et soumise à des massacres et des incendies d'un ennemi irrité de la patriotique résistance (a). Une fois maître de la ville, les Anglais s'y établirent et de là firent des expéditions contre les places des environs qu'ils s'assurèrent. Mais la position ne leur facilita en rien la possession du reste du Bas-Poitou. Thouars leur appartenait encore et ils étaient fortement retranchés. Mais on y envoya Duguesclin qui le ceignit en peu de jours avec quinze mille hommes et fit fondre des canons et seconda leur action meurtrière par des assauts réitérés. Les barons poitevins du parti anglais y étaient en grand nombre, et, fidèles aux conditions de leur délivrance, ils se rendirent tous à Poitiers pour y rendre hommage au roi de France de leurs personnes et de leurs domaines féodaux. Cette prise de Thouars et de ses environs fut alors un grand succès pour la France. Charles V laissa une garnison de cinq cents hommes qui maintinrent le pays. Au reste, il ne faut pas oublier que la haute noblesse du Poitou avait combattu avec le comte de Flandre et ramené par là au roi Charles V le pays entier avec les valeureux suzerains qui venaient en France l'honorer.

On voit que les circonstances étaient critiques pour l'Angleterre. Edouard III ordonna à son fils, le duc de Lancastre, qui déjà était parti pour envahir la Picardie de détourner toutes ses forces vers le Poitou, se disposant lui-même à y descendre avec une armée qui ne devait occuper moins de quatre cents vaisseaux de haut bord. Mais ces coûteux préparatifs furent anéantis par les événements contraires ; la flotte resta plus d'un mois inactive. Edouard fut obligé de rentrer à Londres quand déjà les moyens de défense avaient été multipliés sur les côtes.

(a) Thibaudon, I, 389 et suiv.

France où se fussent élevées contre lui des empêchements inattendus (a).

L'année suivante 1373 fut très défavorable aux Anglais. Duguesclin les poursuivait et les battait partout. En Poitou toutes les forteresses lui appartenaient. De là il passe en Bretagne d'où il chasse l'ennemi, le duc de Lancastre y avait trente mille hommes : il évite de les combattre, mais les poursuit, les harcèle, les force de reprendre le chemin de Bordeaux, et quand ils arrivèrent ils étaient réduits à six mille hommes tant il avait su les fatiguer sans accepter jamais aucun engagement (b).

Duguesclin après ce triomphe ne tarda pas à quitter Poitiers pour aller, sur les ordres du roi, défendre la Picardie et la Champagne où les Anglais causaient beaucoup de mal. Il fut remplacé à Poitiers par le duc de Bourgogne, frère de Charles V, qui vint y rejoindre son autre frère Jean de Berry, revenu de Chauvigny où il s'était tenu pendant l'occupation étrangère de Poitiers. Cette ville devint le quartier général des deux princes depuis le mois d'août jusqu'au printemps de 1373. Et, pendant qu'ils dirigeaient de là les opérations militaires et achevaient la soumission de la Guyenne, le roi récompensait le retour à son obéissance en donnant des lettres de noblesse héréditaires tant aux maires qu'aux échevins de Poitiers qui étaient au nombre de vingt-quatre. Parmi les notables mentionnés dans les lettres royales qui authentiquent ses faveurs, se trouve le nom de Jean Régnaud, dont l'opposition comme maire avait été si énergique, et qui avait cru devoir donner, par son retour au seul parti honorable, la preuve que s'il avait dû prendre par devoir une position malheureuse, il avait compris enfin qu'une ville française était la seule qui convint à un Français.

C'est au duc de Berry que la ville dut bientôt de voir

(a) Les historiens anglais, Hume, Smolet, Rapin-Thoyras.

(b) *Art de vérifier les dates*, VI, 53; — Du Châtellet, *Hist. de Duguesclin*, p. 217.

Noblesse donnée
aux maires et aux
échevins de Poi-
tiers.

reconstruire le château démantelé dans l'assaut du mois d'août 1372. Il fit reconstruire aussi le palais destiné dès lors à redevenir une résidence princière et dont la magnificence apparaît encore sous ce qui reste de son ensemble mutilé. Sa tour de l'horloge municipale, appelée alors le *Gros-Horloge*, élevée aux frais de la ville, dut au même prince en partie son érection à laquelle il contribua beaucoup et dont le soin fut confié à son propre architecte Guy de Dammartin, qui avait fait restaurer aussi le palais et le château. Le *gros horloge* était placé dans une tour de cent vingt-huit pieds de haut, en face l'église Notre-Dame et accolée à l'Hôtel-Dieu, devenu ensuite l'hôtel des facultés et la bibliothèque publique (a).

Soins de Jean de Berry pour la ville

Ainsi le prince, qui remplaçait avec tant d'éclat l'ancienne dynastie des ducs d'Aquitaine, aimait les arts de la paix tout en maintenant de son intelligence et de ses trésors les ressources de la sécurité publique par les soins bien entendus de la guerre. Il songeait à la défense de la ville quand personne ne l'attaquait plus, mais que les secousses renouvelées en France par les guerres civiles, les révoltes et les efforts des Anglais disaient trop qu'il fallait pourvoir à de nouveaux troubles. Ces derniers cependant ne laissaient pas d'être à craindre, occupés qu'ils étaient dans le Nord et le Centre du royaume, par les factions qui disputaient le pouvoir au roi lui-même sous le nom d'Armagnacs et de Bourguignons. D'ailleurs de grands événements s'étaient accomplis dans leur pays. Le prince de Galles était mort en 1376 ; l'année suivante, c'était le tour de son père, Edouard III, dont le fils aîné, Richard I^{er}, venait de monter sur le trône à peine âgé de dix ans. Ces changements fondamentaux dans les affaires du royaume laissaient à la France le temps d'observer une certaine paix qui l'eût reposée si déjà les factions n'avaient surgi pour la fatiguer.

(a) *Mémoires des Antiquaires de l'Ouest*, VII, 140 et suiv. — *Bulletin de la même société*, III (2^e série), p. 92 et suiv.

- Nous trouverons ces grandes lignes en tant qu'elles devront aboutir à notre sujet. Revenons sur nos pas pour étudier au point de vue de notre histoire ecclésiastique, forcément oubliée depuis quelque temps, des événements et des personnages qui ne peuvent manquer de nous intéresser.

Episcopat à Poitiers de Bertrand de Maumont, LXXI^e évêque.

On ne sait comment le siège de Poitiers, laissé vacant par l'élévation au cardinalat de Guy de Malsec, en 1370, resta cinq ans sans pasteur, car ce ne fut que le 17 janvier 1375 que Bertrand de Maumont fit son entrée à Poitiers, le Chapitre ayant gouverné pendant plus de quatre ans et n'ayant laissé aucun souvenir remarquable de son administration pendant cette interruption si prolongée. Encore ne fut-ce pas lui qui nomma ce nouveau chef du diocèse. Il paraîtrait avoir été choisi par le pape Grégoire XI qui estimait sa piété régulière, sa science et sa doctrine, dont il avait pu juger par lui-même, lorsque Bertrand habitait Avignon avant le retour à Rome de la cour pontificale. Ce prélat était d'une grande noblesse, ayant pour armoiries *d'azur à trois fasces d'or*. Il entra dans sa ville avec le cérémonial ordinaire, le 24 mai 1377, porté par les seigneurs de la Vauguyon en Bretagne, Jean de Parthenay-Larchevêque, Louis d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, représenté par Pierre de Rameneuil, un de ses chevaliers, tous trois présidés par le duc Jean de Berry, en sa qualité de sire de Lusignan. Son épiscopat fut à peine de dix ans, étant mort le 12 août 1385. Le plus remarquable de ses actes fut la consécration de sa cathédrale, longtemps interrompue, soit par les guerres, soit par les vicissitudes du gouvernement ecclésiastique. On devait son achèvement presque complet au duc Jean qui, depuis cinq ans, lui avait été fort généreux, et aussi aux gratifications splendides du cardinal de Malsec qui n'était pas moins remarquable par ses libéralités que par ses richesses. Il y avait deux siècles que le sanctuaire et la nef étaient employés au culte, mais les murs latéraux, les

nestration ne s'étaient continués que lentement ne grande joie dans la population de cette revenue à la France, et dans toute la province t, sous les auspices d'un frère du roi, le vaste ie monument consacré enfin par des prières ent sa sauvegarde contre les périls des temps te belle fonction fut accomplie par Bertrand le 1379. Le duc Jean voulut monumenter ce donnant à son église préférée un riche reli- destiné *aux barbes de saint Pierre*, l'une des plus précieuses et les plus appréciées qu'elle

de Maumont ne survécut que cinq ou six ans e cérémonie qui fut une de ses plus profondes . Il était bien juste qu'il eût, dans cette église, place après s'être donné avec tant de zèle à une laquelle il n'avait pas épargné ses propres l s'était réservé cet asile dans la chapelle de qui est devenue depuis 1814 celle du Sacré- t là qu'avant 1789 on voyait encore, sur une placée dans le pavé près le mur occidental, une de quelques lignes, sans éloge quelconque, ne qu'un nom et la date de la mort du prélat, mais es modernes. Cette pierre, arrachée à l'église oque révolutionnaire sans doute, fut découverte maison de Poitiers par l'auteur de cette histoire porter à sa place où elle demeure encore comme souvenir, à peine regardé, d'un évêque qui plus grande gloire à la majestueuse basilique. ent de son successeur, Simon de Cramaud, dé avec l'une des phases les plus agitées de e l'Eglise. Ce prélat, qui va nous apparaître ndant le cours trop prolongé de ces troubles s, était né vers 1340 au château de Cramaud,

Il y reçoit sa sépulture.

Premières années de son successeur Simon de Cramaud.

ist., II, col. 1194. — *Histoire de la cathédrale*, II, 119 et suiv.

situé dans la paroisse de Biennac, près de Rochechouard, qui était alors du Poitou. Il était fils de Pierre de Cramaud, damoiseau ou fils du seigneur du lieu, et de Marthe de Sardène. Un autre Pierre, son frère aîné, avait échappé au désastre de 1356 où il portait l'étendard du seigneur des Rochechouard qui y fut tué. L'écu des Cramaud portait *d'azur à la bande d'or accompagnée de six merlettes de sable à l'orle de gueules, chargée de onze besans d'or*. Destiné en qualité de puîné à l'état ecclésiastique, Simon avait fait de bonnes études chez les bénédictins de Saint-Lucien de Beauvais. Nous anticipons un peu sur les événements en disant ici qu'après avoir été conseiller de Charles VI, devenu roi en 1380, il fut chancelier du duc de Berry, comte de Poitou, qui l'avait distingué à la cour de son frère et le pourvut en 1382 du siège épiscopal d'Agen ; il avait alors à peu près quarante-deux ans.

Origine du
grand schisme
d'Occident.

Maintenant nous entrons avec lui dans les affaires du grand schisme d'Occident où son génie devait lui donner un rôle si remarqué. Cette dissidence entre les deux partis qui divisèrent si malheureusement l'Eglise datait de 1378, lors de l'élection presque simultanée des deux papes Urbain VI à Rome et Clément VII à Avignon. C'était une de ces crises qui, toujours variées et plus ou moins fréquentes, doivent jusqu'à la fin signaler l'existence de l'Eglise comme pour mieux prouver qu'une main toute puissante la soutient et ne l'abandonne jamais. En pareil cas il y a toujours péril pour la foi, car il est à craindre que la question de personne n'arrive à soutenir des questions de doctrines, celles-ci étant faciles à dénaturer dans l'effervescence des discussions où l'imagination ne manque pas d'égarer la rectitude de la pensée. C'est pourquoi, dès les premières difficultés nées de cette double élection, on avait songé en France, où la foi était toujours restée intacte et fidèle, à s'éclairer par une enquête sérieuse. En 1378 Charles V avait réuni à Vincennes, qu'il venait d'achever et qu'il habitait, une assemblée d'évêques :

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1385)

on s'y décida pour Clément VII dont l'élection avait les caractères les plus avouables. C'est pour établir l'entente nécessaire entre le nouveau Pape et la France qu'on résolut, à Paris, d'avoir un envoyé à Rome et cet envoyé fut l'évêque d'Agen, dont on savait la science et la prudence. Cette nomination fut faite par le duc d'Anjou, régent du royaume pendant la minorité de Charles VI. Cramaud ne demeura pas longtemps à ce poste dont les difficultés lui semblèrent peut-être supportables en présence de certaines oppositions qu'il ignore la nature. Il revint donc à Agen, y donna sa démission pour ne conserver que sa place de chancelier du duc de Berry, et, lorsqu'en 1385 Bertrand de Montferrand cessa de vivre, le prince le remplaça sur le siège par l'homme de sa confiance et de son affection. Simon qui y monta. Il garda dans ce nouveau poste le titre et la dignité de chancelier du duc, laquelle donna aussi à ses successeurs Ythier de Martreuil et Géraud Montaigu.

Il y avait, parmi les érudits que Jean aimait à s'attacher, un trésorier de Saint-Hilaire, chanoine en même temps de l'église de Poitiers; C'était Etienne de Loyseau qui, par goût et curieux par nature, recherchait les livres anciens et les collectionnait en antiquaire expérimenté. Le duc s'en servait comme d'un gardien zélé des choses qu'il réunissait autour de lui, et des reliquaires qu'il décorait avec une grande élégance de dorures, de pierres précieuses et de filigranes, ainsi avaient-ils réussi tous deux à se faire d'intéressantes collections et un excellent fonds de bibliothèque pour laquelle le prince ne craignait pas de dépenser beaucoup d'argent. Les magnifiques reliures y décoraient les plus riches manuscrits. On possède encore à la bibliothèque publique de Poitiers un manuscrit où se trouve la légende de sainte Lucie. C'est une copie d'un manuscrit de Saint-Pierre-le-Pueller, qui avait fait relier en argent, mais qui en a été dépouillé.

des mains sacrilèges (a). Tous les auteurs qui ont écrit soit de notre littérature, soit de la vie du prince lui-même, Froissard, le religieux de Saint-Denis, auteur de l'histoire de Charles V, Juvénal des Ursins, le Laboureur, Bouchet et bien d'autres se sont plu à louer son goût pour les lettres et sa générosité en leur faveur (b).

Affaires ecclésiastiques de Luçon.

Cette année 1388, Etienne Loypeau, dont un frère était commandant de la ville de Mézières, dans les Ardennes, et qui avait dû à la faveur du duc Jean ses titres ecclésiastiques, en reçut le complément en devenant le huitième évêque de Luçon. Il résida pourtant à Poitiers, administrant son diocèse par ses vicaires, et il y mourut sans qu'on s'accorde bien sur l'époque : les uns disent 1404, les autres 1407 (c).

A Luçon, se succédèrent depuis 1409, peu de mois après la mort d'Etienne, jusque vers 1460, une suite de cinq ou six évêques dont aucun ne laisse de traces remarquables, presque aucun d'eux n'étant originaire du pays et venant de divers postes occupés ailleurs à la faveur de la pluralité des bénéfices dont on ne se faisait plus scrupule, grâce aux désordres propagés par les agitations de l'Eglise. Il faut distinguer cependant Jean II de Fleury, mort en 1461, qui légua de quoi bâtir une sacristie et une bibliothèque du Chapitre. Après lui vint Nicolas Cœur, frère du célèbre Jacques Cœur, argentier ou trésorier de Charles VII, lequel mourut en 1451.

Ces évêchés, presque inaperçus, eurent bien parfois leurs troubles intérieurs et aussi des commotions affligeantes. Ainsi les abbayes du diocèse se faisaient difficilement à la pensée que celle de Luçon eût pris sur elle une prépondérance née cependant très justement de l'ordre des choses. Saint-Michel-en-l'Herm se fit remarquer surtout

(a) V. ci-dessus, t. I, p. 110 et suiv.

(b) Dreux Duradier, I, 378 et suiv. — D. Bouquet, *Histoire littéraire*, XIV.

(c) L'abbé du Tressay, *Histoire des évêques de Luçon*, I, 270 et suiv.

par cette indépendance déraisonnable ; Germain Paillat, qui siégea de 1407 à 1418, vint à bout de ne consommer sa soumission qu'en 1415.

Son successeur, Elie Martineau, dont le nom existe encore en Vendée comme représentant du sien, eut à supporter d'injustes attaques et d'impardonnables violences de la part de ce Georges de la Trémouille, que nous avons vu favori de Charles VII, et dont le rôle n'était pas toujours empreint de la dignité reconnue de sa famille. Les Martineau, d'une de ces anciennes familles bourgeoises que leur mérite élevait alors au niveau de certaines autorités féodales, avaient professé une grande fidélité à Charles VII contre le parti anglais. Elie avait obtenu du roi la remise entre ses mains du château de Luçon enlevé à son prédécesseur et que les évêques avaient toujours gardé. Il n'avait pas manqué d'y placer un capitaine et une garnison de son choix. Georges de la Trémouille, alors seigneur laïque de Luçon, oublia les bons rapports de plusieurs siècles conservés dignement entre sa famille et le monastère. Il entra un jour violemment dans la forteresse, en chassa le capitaine, remplacé aussitôt par un des siens ; puis il va assiéger le monastère des Moutiers-sur-le-Lay qui dépendait de l'abbaye-mère. Le canon eut bientôt raison d'une résistance acharnée, mais devenue inutile désormais contre de si terribles engins. Obligés de capituler, les assiégés furent dépouillés de tout et se trouvèrent ruinés au milieu des cadavres des leurs et des soldats qui les avaient en vain défendus. Non satisfait de ce succès, il en étendit les conséquences avec une rare brutalité sur l'évêché lui-même. Il traita la contrée en pays vaincu, ravagea et confisqua les terres de l'évêque et du Chapitre, exigeant en outre un impôt de sept cents écus d'or et une taille de même valeur. Elie Martineau ne put supporter ces barbaries et mourut quand son évêché les supportait encore le 7 février 1424.

Exactions de
Georges de La
Trémouille.

Maillezais était resté paisible pendant ces désolantes

Evêques de
Maillezaïs.

commotions. Il avait vu se suivre, sur un nouveau et modeste trône épiscopal, deux frères du nom de Lucé, famille du Maine se succédant immédiatement de 1421 à 1430. Dans les actes du temps on trouve encore deux noms suspects, un Jean et un Jacques, indiqués avec le titre d'évêques, et qui n'ont jamais paru dans nos dyptiques, sans doute parce qu'on n'y devait aucune place à des auteurs du schisme, nommés par un ou deux antipapes que personne en Poitou ne consentait à honorer.

Pierre de Thury.

Un nom illustre se rattacha, en 1382, au siège de Luçon. Ce fut celui de Pierre de Thury, qu'aimait Charles VI et qu'il honora de plusieurs emplois de confiance pendant les affaires du schisme. Clément VII le fit cardinal et son légat dans le royaume de Naples, au moyen d'un concile général. Au milieu de ces travaux et toujours éloigné de son siège, il garda le titre d'évêque de Maillezaïs. Dans les délicates affaires de cette scabreuse période, il pensa toujours sainement, s'entendit avec Simon de Cramaud pour tenir tête à l'ambition des schismatiques; ce fut dans un sentiment plein de religion qu'il renonça à son siège avant 1404, et assista au concile de Pise en 1409. Quoique dégagé de ses obligations envers son diocèse, il ne l'aima pas moins et usa de la faveur de Charles VI pour obtenir la reprise du dessèchement des marais de Luçon, commencé en 1317 et que les guerres avaient interrompu.

Simon de Cramaud passe au
siège d'Avignon.

Simon de Cramaud, après avoir pris possession du siège de Poitiers le 22 mars 1385 n'y fit cependant son entrée solennelle que le 5 février 1388. Mais deux ans après, par une lettre du 2 juillet 1390, le pape Clément VII l'appela près de lui à Avignon où il se ménageait ainsi un conseiller aussi fidèle que plein de maturité et d'entente des affaires. C'est depuis lors surtout qu'il se trouve mêlé aux grands intérêts de l'Eglise universelle.

Il laissait le Poitou tranquille en quelque sorte, et parce que les Anglais y avaient perdu toute domination, mais toujours troublé cependant, car, outre la crainte de les y



Duguesclin était mort en 1380, et c'était appui de moins pour la France. On voyait urs rôder dans les campagnes de la Guyenne s armés en grand nombre et dont les coups uels prouvaient qu'ils cherchaient à se faire efuge d'où ils pussent maîtriser plus sûre- se. C'est pourquoi l'on ne s'endormait pas ; une paix trompeuse. On relevait le château nt de fortes murailles ; on entourait la ville s, dus en partie aux sacrifices des habitants x secours du roi et du duc de Berry. Ce bitait Paris ordinairement, ayant épousé en

Mariage du duc de Berry avec Jeanne de Boulogne.

Jeanne de Boulogne, lui fit visiter Poitiers ; les ordres de la cité, qui désormais se ans le maniement des affaires, leur firent affectueuse et s'entendirent pour offrir à la e deux coupes d'or enrichies de diamants. ite vit tenir en cette ville une assemblée de la les grands jours. C'était une réunion de égués par le roi pour réformer la justice et ; causes majeures dont l'issue était souvent upables titrés : ainsi des crimes longtemps ntinués finissaient assez souvent par une

Ces grands jours, qui s'y étaient déjà mbre 1387, s'y renouvelèrent plusieurs fois nées suivantes. Ils jetèrent assez de crainte mes désordonnées pour ramener la sécurité ein d'un peuple que des libertés honorables à se révolter contre certaines tyrannies. pas, en effet, sans quelques satisfactions, stice des faveurs capables de la protéger.

Grands jours à Poitiers.

, Simon de Cramaud, qui habitait toujours nommé patriarche d'Alexandrie par Clé- ette dignité, l'une des quatre établies en ne de ces sinécures instituées pour main- Eglise latine la hiérarchie détruite par le

Simon de Cramaud patriarche d'Alexandrie.

Abolition de
la chevalerie dans
le chapitre de
Poitiers.

mahométisme et qui devenait une protestation, comme tous les évêchés *in partibus*, contre l'usurpation de l'hérésie ou du paganisme. Elle donnait une juridiction factice nominale, mais très honorée sur les quelques groupes chrétiens qui résidaient, grâce aux croisades, dans les pays envahis par les infidèles. Ce patriarcat, au reste, obligeait à une grande représentation, et de riches bénéfices y étaient attachés. C'est à cette occasion que le prélat, demeuré toujours affectueux à l'évêché de Poitiers, fit abolir, par Clément VII, la dignité de chefcier, l'une des plus considérables du Chapitre, dont le revenu était pris sur ceux de l'évêché, d'après une décision de Clément V, en faveur du Chapitre. Ce revenu reposait sur le produit du sceau de l'officialité et était de six cent soixante livres du temps, somme considérable, qui fut compensée par une somme de onze mille francs, une fois donnée, et une rente de quatre cents francs d'or au coin du roi, car les monnaies baroniales avaient été presque toutes abolies.

Louis d'Orléans,
LXXIII^e évêque
de Poitiers.

Le patriarcat d'Alexandrie ne procurant aucun bénéfice au titulaire, il fallut le pourvoir d'un autre pour soutenir les charges attachées à sa dignité. Clément VII lui donna, à cet effet, l'administration du diocèse de Carcassonne, dont la résidence ne fut pas obligatoire, et dont il toucha les revenus en y laissant le soin des affaires à des vicaires généraux dépendants toujours de lui. Quant à Poitiers, le siège resté vacant par le départ de Cramaud, demeura tel jusqu'en 1393, sans doute parce que Charles VI, voulant le donner à Louis d'Orléans, fils naturel de Philippe, duc d'Orléans et de Tours, il fallut accomplir certaines formalités pour arriver vis-à-vis du Saint-Siège à sa légitimation, condition indispensable à la possession d'un titre ecclésiastique. Le prince était, lors de son élection, conseiller au parlement et maître des requêtes. On voit que déjà les rois s'étaient accoutumés à pourvoir les sièges épiscopaux, comme les abbayes, de favoris qu'ils faisaient accepter à Rome, qui ne se doutait pas à quel assujet-

et elle acheminait l'Eglise par ses concessions. Le pape laïque abusait si largement. Ainsi étaient les bouleversements continuels où la disette n'avait rien à gagner. C'est ainsi que le pape resta à peine un an à Poitiers. En 1394, il partit de Beauvais, puis s'en fut à Jérusalem le 27 mars 1396.

Louis était, par sa naissance, petit-fils de France. Il fut remplacé par un autre membre de la maison de France, qui n'était rien de moins, par sa mère, Marguerite, une des filles du roi Jean, que le petit-fils de France honoré que malheureux. Il portait d'*azur semé de fleurs de lys d'or*. Il ne fut nommé qu'administrateur de la ville de Paris. Il y parut donc qu'à peine, et ne tarda pas à succéder successivement ou momentanément les seigneurs de Châlons-sur-Marne et de Verdun. Ce n'était pas un seul homme : c'était trop peu pour que la France ne devenait ainsi la chose ou la proie de tyrans si souvent inutiles. On voit trop que déjà les grands seigneurs, même ecclésiastiques, s'inféodaient aux rois. Louis était fils de Robert, duc de Bourgogne, comme nous l'avons dit, une prince de France. Edouard, son frère, qui avait hérité, en France, du duché de Bar fut tué à la bataille d'Azincourt. Il laissait sa couronne ducal à son puîné, ce qui lui valut une faite d'une brillante fortune. Il ne fut nommé cardinal que Benoît XIII lui conféra le cardinalat que Benoît XIII lui conféra confirmé par Martin V. En 1409, Charles VI le nomma comme ambassadeur dans un concile de Constance. Benoît XIII lui donna l'évêché de Porto, à quatre lieues de Rome. Gautier de Bruges l'a confondu d'abord avec Louis d'Orléans qui le précéda ; il n'était pas le neveu et non, comme il fallait dire, un petit-neveu (a).

(a) *Evêq.*, p. 197 et suiv. — *Gall. christ.*, II, 1197 et suiv.

Exactions du
duc de Berry en
Languedoc.

Le duc de Berry, dont nous avons loué quelques belles qualités, méritait moins d'éloges comme gouverneur du Languedoc, dont son oncle le roi Charles VI l'avait investi. Il paraît que les goûts paisibles et élevés pouvaient s'y concilier avec des duretés et des rigueurs de gouvernement, avec des exactions et des brutalités qui l'y rendaient absolument impopulaire et le faisaient détester de tous. En 1389, le roi, appelé par les clameurs de la réprobation publique, s'était rendu à Toulouse où, sur les plaintes d'une foule de maltraités, il retira la province du duc et s'occupa de réparer ses torts. Dans cette conduite souvent injuste et toujours hautaine Jean avait dû avoir des complices favoris qui profitaient pour s'enrichir de leur crédit près du prince, et qui devinrent l'objet de l'animadversion de tous et de plaintes passionnées quand leur gouvernement put tomber. Plusieurs furent frappés par la justice, entr'autres Jean de Bétizac, gentilhomme du Rouargue, qui fut pendu et brûlé pour ses nombreuses et inqualifiables exactions (a).

Réprimées par
Charles VI.

La démence de Charles VI, qui date de l'année 1392, augmenta le pouvoir du comte de Poitou et de ses frères. Le comte redevint, par la force et au grand regret de ses sujets, l'arbitre de toutes choses en Berry, en Auvergne et en Guyenne où les peuples ne le détestèrent que mieux. Nulle part, dans les limites de son gouvernement ainsi accru ou recouvré, il ne put ramener l'ordre, le respect des propriétés parmi les grands qui pressuraient les peuples ni dans la bourgeoisie qui se laissait prendre à ces mauvais exemples et paraissait souvent dans les rangs des reîtres et autres brigands qui dévastaient les campagnes et devenaient le fléau meurtrier des pauvres et des petits. De là ce renouvellement des grands jours convoqués à Poitiers quatre fois dans un court espace de trois ou quatre ans, et dont la sévérité justifiée vengea, dans le

(a) D. Vaissette, *ad. ann.* 1389.

sang de criminels de toutes conditions, la mort et la ruine de tant de victimes.

Cependant, tandis que les diplomates traitaient des affaires de l'Eglise loin du diocèse, un autre évêque, le soixante-quinzième, Ythier de Martreuil, qui avait la dignité de chantre dans l'église de Poitiers et celle de chancelier du duc de Berry, se trouva tout prêt à recueillir la dépouille de Louis de Bar. Il occupa le siège de Poitiers après celui du Puy en Velay. C'était vers la fin de 1396. Il avait aussi travaillé à l'extinction du schisme comme ambassadeur de Charles VI, près de Benoit XIII. Toutefois ces fonctions si multipliées l'effacent entièrement des choses diocésaines qu'il gouverna jusqu'à sa mort en 1405, sans y avoir laissé d'autres vestiges de son administration que le souvenir d'un hommage reçu en 1394, sans doute au commencement de son épiscopat, pour la seigneurie de Celle-l'Evescault. En 1396, il avait tenu un synode dont quelques statuts existent encore parmi ceux de l'église de Poitiers^(a). Ythier *portait d'azur au chevron de gueules accompagné de trois tourteaux de sinople au chef vairé d'or et d'azur.*

Ythier de Martreuil LXXV^e évêque de Poitiers.

Gérard de Montaigu ne tarda pas à lui succéder. Il était des seigneurs de ce nom en Bas-Poitou, son frère Jean était archevêque de Sens et lui-même était le chancelier de notre duc de Berry avec lequel il se donna beaucoup de peine pour l'érection de la Sainte-Chapelle de Bourges. Cette même année, et après sa nomination à Poitiers, il devint président de la chambre des comptes par la démission de son frère l'archevêque de Sens. Ces charges si importantes confiées à des mains épiscopales ne devaient pas en être mieux remplies. Mais un prompt déplacement suivit ce surcroît d'honneur. L'évêque de Poitiers devint évêque de Paris en 1409 et y mourut le 25 septembre 1420. *Il portait d'or à la croix d'azur cantonné de quatre aigles de gueules.*

Gérard de Montaigu, LXXVI^e évêque de Poitiers.

(a) Gall. christ., II, col. 1197.

Evêques de
Luçon.

A Luçon, l'épiscopat se ressentit aussi des secousses violentes que subissait la société de ces temps difficiles. Depuis la mort du second évêque Renaud de Thouars, en 1353, jusqu'à la fin du xiv^e siècle, six évêques, et peut-être plus, car la liste en paraît incomplète, occupent le même siège non sans de nombreuses permutations dues aux circonstances, jusqu'à ce fameux Etienne Loypeau, dont nous avons parlé, qui, par une exception remarquable, siégea plus de vingt ans, mais plus souvent ailleurs qu'à Luçon même. Quand Jean Jofevry fut nommé en 1354, il avait déjà siégé à Riez et à Valence, et l'année même, Innocent VI le transférait au siège d'Elne et enfin au Puy. On le vit remplacé par deux autres restés sans œuvres ni souvenirs ; puis, immédiatement avant Loypeau, parut un Guy de la Rochefoucaud qui mourut le 27 janvier 1387. Peu de temps après venait d'Auxerre Germain Paillat, neveu de l'évêque de Noyon, qui était chantre de la cathédrale de Paris, il se fit représenter en 1409 au concile de Pise par deux députés, il prêta quatre cents livres au roi Charles VI et mourut au mois d'octobre de l'année suivante. On voit que toutes ces notoriétés faisaient peu de bruit à cette époque, malgré le mérite d'administration que puisse faire supposer de si fréquentes translations, venant presque toutes des papes qui les utilisaient sans doute pour leurs affaires alors si embarrassées. Ces variations néanmoins ne prouvent pas que les affaires des diocèses, où tout était entravé ou interrompu, allaient mieux que celles de l'Eglise universelle dont les souffrances étaient si profondes (a).

Ceux de Mail-
lezais.

Les huit évêques donnés à Maillezais de 1319 à 1418 ne semblent pas s'être mêlés beaucoup aux mouvements de ce siècle. On ne sait guère que les noms de sept d'entre eux. Ce siège était si peu considérable et si reculé aux confins d'une province que son épiscopat devait y être peu

(a) *Gall. christ*, ubi sup. ; — Besly, *Evêq.*, p. 183 et suiv.

Le dernier de ces huit, Pierre de Thury, fait cette espèce de nullité consacrée. C'est versant le siège de Luçon après avoir été custode de l'église de Lyon, où deux de ses oncles, Philippe de Thury, furent successivement Trois ans après, Clément VII le créa cardinal de Sainte-Suzanne. Sa conduite dans les instances qui agitaient l'Eglise ne parut à ses contemporains ni assez droite ni assez suffisamment désin- la question de l'obédience aux Papes entre partageait, mais ces jugements ne sont pas établis, les partis n'étant jamais assez impartiaux, la postérité qui juge plus froidement et sans parti, à la suite de notre cardinal de Cramaud, un concile général reçut l'abdication des cardinaux et en nomma un auquel ils se soumettaient. Il était à Pise en 1409 et fut transféré à Avignon de Martin V, qui eut le bonheur de mettre fin au schisme en 1417. Au reste, Pierre, qui avait été au siège de Luçon en 1403, et n'en continua pas de s'intéresser à son ancien diocèse, car il fut Charles VI la reprise des dessèchements des marais de Luçon commencé en 1217 et interrompu par les

Il avait été remplacé à Maillezais par Jean, d'un nom, d'une famille Lemasle, peu connue. Il transféra son bénéfice au duc de Berry dont il était évêque, et siégea jusqu'en 1421 (a). Après lui vinrent à la tête de l'autre Guillaume et Thibaud de Lucé, du Maine, ou frères, ou oncle et neveu qui furent également à la cour et paraissent sur le devant de la scène de 1421 à 1453. Dans cet intervalle, on trouve dans les chartes du prieuré de Montaigu-sur-Sèvre en

(a) Pressat, I, 250 et suiv. — Lacurio, *Histoire de Maillezais*, p. 115

1430 un Jean indiqué sous le titre d'évêque de Maillezais et, en 1440, un Jacques, revêtu du même rôle, inconciliable des deux côtés avec l'histoire connue des titulaires dont nous parlons ici. Cette prétention que ne consacrent en rien, pas même par un seul mot, les annales du diocèse, était probablement celle de deux anciens évêques schismatiques nommés à Maillezais ou ailleurs par quelques-uns des antipapes, et qui se roidissant contre l'annulation et l'oubli de leur personne, se seront entêtés à se donner leur titre illégitime. Ce sont de ces opiniâtres qu'on retrouve après toutes les tempêtes politiques religieuses, et qu'un sourire de pitié accompagne jusqu'à ce que ces noms, d'abord suspects, finissent par n'être plus que ridicules ou odieux.

A Paris et dans les pays dépendants de la France, les troubles politiques des Armagnacs et des Bourguignons ne laissaient pas de repos aux chefs du gouvernement, déjà ils retentissaient dans toutes les provinces, et préludaient aux déplorables désordres dont la longue période qui devait s'accroître surtout dès 1413 s'étendrait jusqu'à 1435. Les Armagnacs étaient les partisans du duc d'Orléans, frère de Charles VI, ainsi appelés de ce que le fils de ce duc, ayant épousé une fille du comte d'Armagnac, tenait réellement la tête du parti. Leurs adversaires, les Bourguignons, se rattachaient à celui du duc de Bourgogne, Jean sans Peur qui domina quelques semaines à Paris en 1435. Ces rivalités où l'ambition avait le principal rôle dégénérèrent en guerre civile. Au milieu de ces fluctuations, le duc de Berry qui préférait ses intérêts, il faut bien le dire, à la paix publique, profita de sa position qui le plaçait si près du trône pour veiller surtout à ses affaires. Habitant alternativement à Paris, à Bourges ou à Poitiers, il se montrait également actif dans ces trois provinces, et cependant ne perdait pas de vue la Guyenne, dont il souhaitait surtout reprendre le gouvernement. En même temps il se prêtait avec zèle aux restaurations et à l'entretien des défenses de

Le duc de Berry pendant les guerres civiles des Bourguignons et des Armagnacs.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1412)

Poitiers en secondant les soins qu'on se donnait pour le château, l'enceinte murale et le bon état de la ville, aidant les maires qui s'y succédaient tous les ans de ses propres deniers et leur ménageant les subsides des assemblées officielles. Une de ces réunions convoquée à Niort au mois de juillet 1411, vota pour cet objet près de deux cents mille livres. Le duc qui était favorable aux Armagnacs quoiqu'il n'aimait pas, fut en cela très utile à sa province Poitou, mais ce n'était pas sans arrière-pensée, car il comptait sur l'action de son parti pour se faire de Poitou un appui utile pour son retour au gouvernement de Languedoc. Il cherchait donc à se ménager les deux factions sans se montrer trop hostile à aucune. Cette politique lui valut le gouvernement de Paris, lorsque les Armagnacs s'y furent emparés du pouvoir en 1410 ; il s'hâta, pour se faire mieux venir des Poitevins, de rendre plusieurs ordonnances déchargeant le peuple de certaines redevances publiques et impôts les plus importants. Mais cette conduite déplut à Charles VI, qui avait ses moments de lucidité, et peut-être aussi dans cette circonstance, les conseils qui le guidaient sagement, et le roi, avant qu'il ne se fût emparé de la Guyenne, la donna, avec les droits souverains que celui-ci comptait y reprendre, au dauphin Louis, et déclara confisqué même son comté de Poitou. En janvier 1412 des troupes arrivèrent devant Poitiers qui ne résista point. Elle y gagna l'exemption d'impôts pour cinq ans. Jean s'était retiré au château de Lusignan pour y observer la marche des choses, mais il n'y demeura pas oisif. Il crut important de se venger de cette humiliation, forma une ligue avec ses amis et alla à Gien, dans l'Orléanais, faire signer un traité contre le duc de Bourgogne pour le *bien du royaume*, disait-il, *le service du roi et les libertés franchises du pays*. Mais le 22 août de cette même année la paix est signée à Auxerre entre les deux partis, et le prince redevient comte de Poitou, et, le 6 septembre

ville était remise aux mains des délégués qu'il avait munis à cet effet de ses pouvoirs (a).

Services rendus
à l'Eglise et à l'E-
tat par Simon de
Cramaud.

Revenons maintenant aux affaires du schisme. Notre ancien évêque Simon de Cramaud avait paru avec éclat dans toutes les circonstances où l'Eglise avait eu besoin de son intervention. Après la mort de Clément VII, en 1404, il présida, par ordre de Charles VI, le concile national de Paris où il entraîna par son éloquence l'assemblée toute entière à se séparer des deux compétiteurs Boniface IX qui avait été élu à Rome et Benoît XIII qu'on avait préféré à Avignon. Nous ne saurions entrer ici dans les longs détails de cette vie si occupée, si active, si dévouée à l'Eglise, de ces luttes qu'il dût soutenir tour à tour contre des papes plus ou moins légitimes, mais également entêtés à soutenir leurs intérêts propres beaucoup plus que le bien commun. Nous avons dit ailleurs toutes ces circonstances mémorables où le cardinal balloté par les fluctuations des partis contraires fut plusieurs fois en disgrâce et jamais découragé. Au milieu de ses revers, il ne manqua jamais de revenir au secours de la vérité qui lui apparut toujours claire parce qu'il ne cherchait qu'elle et n'obéissait à aucune passion personnelle (b). Enfin il parut en 1409 au concile de Pise. Il y régla la marche du concile, y fit adopter la soustraction d'obéissance aux deux antagonistes; ce fut après cette grande opération que fut proclamé Alexandre V qui le créa cardinal en récompense de si grands services. Il reçut en même temps le titre d'évêque de Préneste ou Palestrine, à six lieues de Rome. Mais il sentit enfin le besoin de repos, et toujours attaché au Poitou sa patrie, il obtint en même temps l'administration de l'évêché de Poitiers où il revint se fixer, lorsque le cardinal de Trousseau devint archevêque de Reims.

Pierre IV de
Trousseau,
LXXVII^e évêque
de Poitiers.

Ce Pierre de Trousseau avait été placé sur ce siège

(a) Archives municipales de la ville de Poitiers, an. 1412.

(b) V. nos recherches sur la vie de Simon de Cramaud, passim.

en 1409, quand Gérard de Montaigu l'avait quitté pour celui de Paris. Il était d'abord archidiacre de ce diocèse et maître des requêtes au Parlement. Enfin il passa, en 1413, à l'archevêché de Reims. Ces surcroits d'honneur ne prolongèrent pas sa vie, car il mourut un an à peine après cette translation. Sa mémoire n'a donc laissé aucun souvenir. Il était le soixante-dix-septième dans la liste de nos évêques^(a). Il avait porté d'abord, comme sa famille, originaire de France : *de gueules à la bande de vair*; mais, en considération de ses services au Conseil d'Etat, Charles VII remplaça cette bande par une *fasce d'azur chargée de trois fleurs de lis d'or*.

C'est après sa mort que Cramaud, trouvant l'occasion de revenir dans le pays qu'il aimait, se fit nommer administrateur de l'évêché de Poitiers, sans abandonner toutefois le titre de Palestrine, dont la mense lui était indispensable, et qu'il joignit utilement au revenu de l'évêché de Poitiers, sa fortune personnelle étant insuffisante, en ce pays, pour soutenir la dignité de son rang. Il redevint un véritable évêque de Poitiers où dix ans d'administration font mieux apprécier son zèle et sa piété sacerdotale que ne l'avaient pu faire les longues années qu'il avait consumées dans les pénibles négociations de la polémique et de la diplomatie^(b).

Il était à peine dans ce nouveau poste, qui devait être le dernier pour lui sur la terre, qu'il eut l'occasion de présider une cérémonie des plus mémorables de son diocèse. Le duc de Berry, que ses embarras politiques ne ralentissaient pas dans ses opérations d'architecture qu'il aimait beaucoup, terminait, à Bourges, la Sainte-Chapelle qu'il désirait enrichir de reliques insignes. Un prince poitevin ne pouvait manquer de songer à celles de sainte Radégonde, conservées dans son église où elles attiraient de nombreux concours depuis qu'on les y avait recouvrées quatre siècles

Simon de Cramaud évêque pour la seconde fois et le LXXVIII^e.

(a) *Gallia christ.*, ub sup.

(b) *Id*, *ibid*.

Ouverture du
tombeau de sainte
Radégonde.

auparavant (a). Il s'en ouvrit donc à Simon qui trouvait difficile de résister à ses instances réitérées et qui se vit obligé de céder avec le monastère de Sainte-Croix et le Chapitre de la collégiale. C'était toujours dans l'église de ce dernier que les restes précieux se gardaient, sous la crypte où ils reposent encore depuis le ^{vi}^e siècle. Donc, un jour de février 1412, qu'on avait préféré comme étant l'anniversaire de la découverte du mois de février 1012, en présence de Simon et du duc Jean, d'un nombreux clergé et d'une grande affluence de fidèles, le tombeau de marbre renfermé dans la crypte, celui que nous y avons encore, fut porté dans la nef et ouvert. La sainte apparut alors, dit Bouchet (b), tout entière portant une couronne d'or, les mains jointes, couvertes du manteau royal. Le prince demandait la tête en homme qui ne doute de rien. Cette majesté, qui vivait encore dans ce tombeau où neuf siècles l'avaient respectée, ne permettait pas un sacrifice qui eût tout dénaturé; il fut convenu qu'il se contenterait d'un doigt de la main droite. Deux des doigts de cette main portaient chacun un anneau d'or. L'un était celui de l'ancienne épouse du roi de France, l'autre celui qu'elle avait reçu au jour de sa consécration religieuse. C'est celui-là que voulait le duc sans en avoir encore compris l'importance. La sainte s'y refusa, plia le doigt pour conserver sa parure, et, comme après s'être étonné du miracle constaté par les procès-verbaux, on recourut à l'autre doigt, celui-ci plus docile se laissa dépouiller. Il fut séparé du corps et emporté bientôt par le prince en grande pompe dans une riche capse de sa chapelle.

Double miracle
opéré par l'anneau
de la sainte.

L'histoire, en dépit des délicats qui repoussent toute pensée du miracle, ne doit pas omettre ici qu'un prodige vint constater, pendant ces heures précieuses, et l'authenticité de la relique et la puissance de la sainte. Un ouvrier,

(a) V. ci-dessus, t. II, p. 445 et suiv.

(b) *Annales d'Aquitaine*.

en séparant du tombeau le couvercle qui y était scellé, se blessa d'un éclat du marbre à un de ses yeux qu'il avait gravement endommagé. Quoique souffrant beaucoup, il ne voulait pas s'éloigner, espérant peut-être une de ces guérisons qui n'étaient pas rares près du pieux monument. Il s'approcha donc quand tout fut fini et l'anneau, devenu la conquête du prince, ayant été apposé sur la blessure, elle fut guérie instantanément. Le prince voulut consacrer la vérité et le souvenir de ce prodige. La scène en fut reproduite par la peinture sur un des côtés de l'ambon existant alors dans l'église. A deux siècles de là, la disparition du jubé entraîna la perte de cette décoration, mais Bouchet l'avait vu, il l'atteste dans ses *Annales* où nous avons pris le fait raconté ici, et ce témoignage peut amplement suppléer à ce que le temps et les hommes ont pu détruire des anciens récits (a).

On peut croire aussi que le duc ne s'en tint pas là pour attester à la grande sainte sa dévotion reconnaissante. Le grand vitrail nord de son église est une magnifique page de ses armoiries se mêlant aux épisodes hagiographiques de la légende locale et y resteront longtemps comme autant de témoignages autorisés.

Les phases de la guerre civile entre les Armagnacs et les Bourguignons motivèrent, pendant plusieurs années, de fréquents voyages de Jean de Berry à Paris, à Bourges et à Poitiers. Vers l'année 1412 il était déjà fatigué et sentait la mort s'approcher sans qu'elle diminuât rien de ses aspirations ambitieuses. Cependant sa santé s'était affaiblie, trois ou quatre ans encore. C'était le temps où les Cabochiens, sorte de brigands au service du duc de Bourgogne, remplissaient Paris de vols, d'assassinats. Le duc de Berry s'y mêla peu, jouissant le plus paisiblement qu'il pût de sa fortune revenue et des lettres patentes par lesquelles le roi ou tout autre ami de la cour l'avait entiè-

Dernières années
du duc de Berry.

(a) Bouchet, loc. cit

rement réhabilité au sujet des accusations dont on l'avait chargé. Dans les derniers jours de sa vie il habitait à Paris, l'hôtel de Nesle. C'est pendant cette retraite, où sa santé et son âge ne lui permettaient plus de participer aux affaires publiques, qu'on vit Henri, le roi d'Angleterre, pressurer la France de ces tentatives dont l'insolence ne suscita pas même une indignation patriotique dans une cour abaissée et dans un peuple qui, livré aux factions antérieures, ne savait plus se défendre contre l'étranger. C'est alors que la défaite d'Azincourt, en Artois, le 25 octobre 1415, joncha le champ de bataille de dix mille Français, dont huit mille gentilshommes, parmi lesquels étaient dix princes du sang avec les ducs d'Orléans et de Bourbon. L'année suivante le duc de Bourgogne tramait une horrible conspiration contre le roi et plusieurs personnages du parti d'Orléans, dont Jean de Berry devait être une des victimes ^(a), ce qui prouverait que malgré son apparente tranquillité on le redoutait encore, au moins pour ses conseils. Le 15 juin suivant, le prince succombait à l'âge de 76 ans, ne laissant de regrets à personne et disparaissant aux derniers jours d'une vieillesse peu honorée avec la singulière réputation d'une avarice habituelle, d'une prodigalité capricieuse, car il pillait sans scrupule et donnait sans discernement. L'insconstance de son caractère eut de fréquentes occasions de se montrer dans les tempêtes civiles qui dominèrent son époque ; sa conduite, maintes fois, y aurait dû être plus honorable, et les traits meilleurs qui n'y sont pas rares, n'ont pu effacer des fautes considérables dont les peuples souffrirent et dont il n'eut qu'à profiter. Grandes leçons pour les pouvoirs que Dieu charge des choses humaines ! les formes de leur autorité s'améliorent, les peuples semblent appelés sous leur sceptre à une plus grande somme de bien-être, et trop souvent l'enivrement des passions étouffe en eux le

(a) *Art de vérifier les dates*, VI, 73 et suiv. ; Hénault, I, 315.

l'égoïsme s'en suit, l'injustice s'y mêle. On se demande si, au point de vue du bonheur, il n'y a pas mieux valu pour ces générations déçues leur état primitif de paix insouciance que la civilisation dont les libertés sont des alibis. On ne devient l'état normal de toutes les classes. Ce fut célébré à la cathédrale par l'évêque Amaud pour le repos de l'âme du comte. A Parthenay Guillaume de Parthenay et des échevins se sont assez bien traités. On peut croire que, de la part de ceux-ci, ce fut chose de concorde et de charité plutôt que d'affection et de regrets.



perfide auxiliaire, avait surpris la signature du roi en démente confirmant la promesse qu'avec une dot qui lui livrait la ville de Paris, la Champagne, la Brie, le Vermandois et autre province de la couronne, il lui laissait, après sa mort, la possession de tout le royaume de France qui, par là, s'anéantissait aussi bien que la famille royale tout entière. Cette horrible supercherie servit de prétexte aux prétentions du parti anglais avec lequel les Bourguignons ne faisaient qu'un.

Il s'établit à Poitiers, devenu la capitale du royaume.

Le dauphin, le plus intéressé à combattre ces éléments d'anarchie et à soutenir les intérêts les plus sacrés de la patrie et de sa maison, résolut de la repousser avec une énergie qu'il proportionna aux besoins des circonstances. Inactif et voluptueux jusqu'alors, il déclara son opposition formelle et implacable à la trahison qui marchait déjà tête levée, il quitta Paris et, dédaignant le nombre, les forces et la scélératesse d'Henri V et de sa propre mère, obligé de fuir une ville où les factions ne l'auraient pas épargné, il se retira en Guyenne où il se savait des soutiens dévoués, s'y empara de Pont-Saint-Esprit et de Nîmes, s'assura de tout le Languedoc dont il changea les gouverneurs, alla s'assurer du Berry et de la Touraine et, à chacune de ces haltes il se faisait reconnaître pour lieutenant-général du royaume et asseyait son gouvernement. Ceci dura près de deux ans, et enfin, le 15 août 1420, il réalisait, en faisant une entrée solennelle à Poitiers, le projet qu'il avait arrêté d'y établir la capitale provisoire du royaume. Aussitôt donc qu'il eut reçu l'hommage et les présents accoutumés de la ville, il institua dans la ville même le parlement d'où devrait ressortir désormais tout l'ordre judiciaire. Le parlement de Paris avait été dispersé par les révoltés et plusieurs de ses membres s'étaient tournés de leur côté. C'était peu engageant pour l'autorité légitime et elle ne pouvait recourir à de tels magistrats. C'était aussi s'assurer par un moyen de plus l'affection et la reconnaissance des Poitevins que de composer le

s de douze conseillers choisis parmi les plus sages de la ville, de trois maîtres des requêtes, tous sous le commandement de Jean de Veilly, aidé de son ordre et de son conseil, Jean Juvenal, qui prit plus tard le surnom de l'hôtel qu'il habitait à Paris. Parmi ces conseillers, quelques-uns nous reviendront parfois par la circonstance qui les rend encore vénérables en l'histoire. En outre, cette cour souveraine fut augmentée de six juges pour les besoins des causes.

En un de ses moments de raison, le malheureux roi comprit combien cette sage politique suivie par son père avait balancé au moins les prétentions et le despotisme du gouvernement usurpateur qui l'emprisonnait. Il se livra à l'étude de ces institutions et toute la conduite de son règne est marquée par ces lettres du 19 juillet 1421.

En ces luttes fatigantes, ces troubles incessants et cette affliction générale devaient se compliquer en 1419 d'un fléau plus triste encore. Une peste frappa le Poitou, dont les campagnes étaient dépeuplées, manquant de bras pour l'agriculture, furent ravagées par ce fléau. Un moyen qui dut rester insuffisant fut employé, mais qui semblait le plus urgent et le meilleur à l'époque du comte Jean. Il défendit par lettres datées du 15 septembre 1420 d'importer aucune quantité de blé en Poitou, et chercha à en procurer à la province par de nombreux arrivages.

Malgré cet état si déplorable, qu'était-il cependant en France de ce que souffrait la France ? le roi anglais, par le traité passé à Troyes le 21 mai 1420, occupait la capitale, le Palais royal de Paris, comme si déjà il lui avait

renoncé. Le roi fit rendre par le parlement d'Orléans un arrêt qui condamnait le dauphin comme coupable de trahison, et déliait les sujets du serment qu'il lui avait fait. Cet arrêt avait été prononcé par un certain nombre de conseillers, mais les jurisconsultes qui, sans doute, avaient refusé c

droit aux papes en plus d'un accès de zèle pour les libertés de l'Eglise gallicane ! et tout cela était signé du pauvre Charles VI ! et les considérants s'appuyaient « sur le rapport du roi d'Angleterre, héritier et régent du royaume ». Le dauphin répondit à ce nouveau défi en dépêchant les membres de son parlement de Poitiers, à titre de magistrats et d'hommes de guerre pour mettre la main sur toutes les villes, châteaux et autres lieux fortifiés, pour les assurer au roi en leur donnant des garnisons décidées à une forte résistance. Puis il alla visiter les autres lieux de ses provinces où il mit le même ordre, et en 1421 il y était revenu pour honorer la bienvenue d'un renfort de troupes envoyées d'Ecosse, alors en guerre avec les Anglais (a). Mais aucun secours ne lui fut plus grand. Toutefois ce secours ne lui fut pas aussi avantageux que la mort d'Henri V à Vincennes, le 31 août 1422, laquelle fut suivie le 20 octobre de celle de Charles VI, qui, en dépit des résistances des factions, remit pourtant la France aux mains du nouveau roi. Ce roi était le dauphin lui-même, le comte de Poitou, qui devint Charles VII, et s'achemina, quoique péniblement, à de meilleures destinées pour la France et pour lui-même. Pendant que le parlement de Paris jetait à ses partisans un audacieux manifeste où tout parlait en faveur de l'Angleterre, Charles se rendait de Meun-sur-Yèvre, en Berry, à Poitiers pour s'y faire proclamer, ce qui eut lieu au palais par les seigneurs fidèles et à la cathédrale où l'évêque Simon de Cramaud présida la cérémonie religieuse qui lui fut une grande joie ménagée par la Providence à ses derniers jours après tant de soucis et de travaux consacrés à la double cause de l'Eglise et de la Monarchie.

Mort de Simon
de Cramaud.

Car le digne cardinal était mort en janvier 1422, laissant une mémoire bénie de tous, une réputation sans tache, et les souvenirs des grands services rendus à l'Eglise par sa

(a) Beaucourt, *Hist. de Charles VII*, t. I, p. 141 et suiv. — Hénault, I, 350.

uis son retour à Poitiers, avait été pleine
 e bonnes œuvres. C'étaient autant de causes
 s il s'en était absenté. On le vit plusieurs fois
 at une des lumières du concile de Constance
 'y montra d'une prudence remarquable quan
 n de Jean XXIII et à l'élection de Martin
 nheur de terminer le schisme. Cette élection
 aix à l'Eglise, le cardinal revint à Poitiers
 us sortir, et y fut d'une grande utilité à se
 s statuts qu'il lui donna, le bien qu'il fit au
 s et y mourut vénéré et regretté de tous (a).

esq., p. 200; — *Gall. christ.*, II, col. 1198.

autres qui l'ornaient en grand nombre. Après cette dévastation, les ossements dispersés du cardinal furent rassemblés à la hâte et renfermés dans une bière qu'on déposa dans la cathédrale au-dessous même de l'emplacement que le tombeau avait eu dans le chœur; en 1858, quand on défigura l'illustre basilique, sous prétexte d'une restauration quelconque, on remua le pavé du sanctuaire et les restes de Cramaud y furent découverts avec des fragments de son sépulcre qu'on aurait mis là comme pour les authentifier. Nous avons raconté alors les curieuses circonstances de ce fait intéressant (1).

Hugues de Combarel, LXXIX.
évêque de Poitiers.

Les tempêtes politiques retardèrent de dix-sept mois l'avènement du successeur de Cramaud. Ce fut à Hugues de Combarel qu'incomba cette charge, non plus par élection du Chapitre, cet usage salubre étant tombé en désuétude, mais par un de ces abus du pouvoir royal qui trouvait plus commode et plus utile à ses vues de nommer aux grands bénéfices des créatures ou *personnes agréables* qui devenaient trop souvent moins favorables aux églises qu'à des amis qu'il fallait se ménager partout. Hugues, à qui nous voyons un homonyme dans le parlement de Paris, si ce n'est lui-même, était d'une noble famille du Limousin qui portait d'*azur à trois coquilles d'or en pal; parti de gueules à une demi-molette d'argent*. Bouchet s'est trompé, d'après le Grand-Gautier, en l'appelant Guillaume. Il quittait le siège de Béziers quand il reçut celui de Poitiers, ayant commencé par être évêque de Tulle. Ce pontificat, comme tous ceux de cette époque agitée, semble s'être autant employé en négociations extérieures qu'aux soins de ces trois diocèses. Nous pouvons donc grouper ici, pour n'en plus parler jusqu'à la mort de Combarel, arrivée vers 1440, les principaux événements auxquels il prit part. On le voit donc négocier au Mans une trêve entre Charles VII et Henri VI; sa vie ne dut pas être exempte de contrariétés si communes en ce temps à quiconque voulait la paix et le bien public. Il paraîtrait

1430, quoiqu'il se fût maintenu à Poitiers lui fut suscité par les derniers efforts ut-être par Clément XIII élu en 1340 : onnu. C'est une charte, donnée en cette m-aint-Pierre-de-Montaigu, en Bas-Poitou, l'existence de ce prétendu évêque dont o-om ni la famille.^(a) On le vit aussi, en l-sssemblée de Bourges où Charles VII déc-avec la France pour le vrai pape, Eugène sme opposait encore le duc de Savoie so- x V. Quel parti tint-il dans les discuss-ais sous le nom de pragmatique-sanction, v-droit romain et qui, dans l'espèce, expri- conséquences d'une décision nulle de p- par le concile de Bâle ? On ne le sait gu-ut accuser l'évêque de Poitiers d'avoir co-solider en France de prétendus princ-ent jamais qu'un prétexte à de nouve-

la fermeté du pouvoir royal se faisait ress-ice du nouveau comte qui était le roi lui-me- la ville de Poitiers étant devenue le chef-lieu de-gouvernement. Il y régla d'abord le prix des vivre- autres marchandises, ce qui importait beaucoup aprè- famine dont on avait tant souffert. Il y eut, en 142- Issoudun en Berry, une réunion des Etats géné- bientôt transférés à Selles-sur-Cher, non loin de là, c- château était plus vaste et mieux approprié à la tenue d- telle assemblée. On y conserva aux besoins publics- million de livres, dont mille furent attribuées par le l- l'entretien des fortifications de Poitiers. Le prince- rendit au commencement d'août de cette même anné- présida encore des Etats généraux dont il retira cinqu-

., ub sup. ; — Hénault, loc. cit.

cher, *Hist. de l'Eglise*, XXI, 525 et suiv.

Détresse de
celles de l'Etat.

mille livres. L'année suivante il y revint passer deux mois. C'est alors qu'il nomma sénéchal Pierre Frottier de la Messelière, l'un des seigneurs qui lui était resté le plus fidèlement attaché. En effet, il avait accompagné le roi à l'entrevue où fut tué le duc de Bourgogne, Jean sans Peur, et quand il n'était encore que dauphin, lorsque les Bourguignons s'emparèrent de Paris, Frottier l'emporta sur son dos à la Bastille et le sauva des fureurs de la populace (a). Et pendant que le prince se donnait ces sollicitudes, les Etats du Languedoc se tinrent à Poitiers du 16 au 20 octobre ; on s'y plaignait amèrement des violences exercées par les troupes même royales qui, profitant de leur position supérieure n'observaient aucune mesure ni discipline. C'est là que l'évêque de Poitiers, Hugues de Combarel, s'éleva avec éloquence contre ces désordres et demanda avec fermeté qu'on y mît fin. Le roi, qui promit d'y faire veiller, quitta la ville trois jours après, non sans y avoir créé une cour des aides pour les impôts levés sur les boissons. Parmi les membres de cette cour nous distinguons Hugues de Combarel et Jean, II^e du nom, seigneur de la Châtaigneraie et de Saint-Georges-de-Rexe (b). Malheureusement ces sages mesures n'ôtaient rien aux animosités particulières que certains seigneurs, mus par l'ambition et la vanité blessées, entretenaient entre eux. Le duc de Bretagne, Arthur de Richemont, brave gentilhomme honoré de la confiance royale, se trouva ainsi plusieurs années en contradiction avec Georges de la Trémouille et le roi lui-même qui aimait ce seigneur dont il avait reçu de signalés services. Ces discordes cependant inquiétaient d'autant plus le roi qu'il était plus mal mené par les Anglais, maîtres de toute la partie septentrionale du royaume ; ils tenaient surtout Orléans dont ils s'étaient emparé, et l'occupation de cette place

(a) *Dictionnaire des familles du Poitou*, II, 130.

(b) *Id. ibid.* — Beaucourt, *Histoire Charles VII*.

lit les Anglais dans la possession de tout, pendant que les autres provinces, la Normandie, la Champagne, le Nivernois où ils possédaient Calais, étaient d'aux mains de leurs possesseurs. En uraient désespérées et l'on ne prévoyait se rétabliraient contre des forces l'ennemi voulait sans cesse renouveler. providence à des moyens au-dessus de t s humaines. Elle avait sur la France devaient lui maintenir sa protection e ver une fois de plus quelle serait son i se détournait de sa loi quand, elle-m des arguments irrésistibles.

, en Lorraine, vivait alors une jeune pers ne d'Arc. Elle avait dix-huit ans, était occupations, l'éducation simple qu'elle it à savoir coudre, filer, soigner les best aux des champs. Elle ne sut jamais n s elle se faisait remarquer par une pieu n où l'avait instruite sa mère, et quan cherchaient la danse et les plaisirs de leu à l'église du village. Elle avait pris dan grand amour de Dieu et de la Sainte Vi . faisait distribuer aux pauvres tout c sage, souvent elle abandonna son lit ans asile. Ajoutons à ces qualités ou ph nnoce de sa vie, la pureté de ses tées par une modestie virginale qui insp subite à ceux qui l'auraient regardée l. Ces détails nous plaisent à consigne la raison de cette protection divine q me de la sainte pucelle appelée à sau e Gèneviève, les enfants de la Salett urdes, étaient des âmes non moins re disposées par une vie sainte et inno

autant qu'obscur à la mission que Dieu voulait leur donner.

Le moindre hameau savait en France ce qui se passait à la cour et les sujets trop nombreux des discussions sanglantes qui divisaient toujours les Armagnacs et les Bourguignons. Le pays de Jeanne tenait pour les premiers et le parti du roi s'y était fortifié de tout ce qu'on savait des revers et des épreuves du bon monarque dont le trône chancelait, car il n'avait ni troupes, ni argent, et l'Anglais menaçait, d'autant plus, d'être bientôt l'unique maître de la France presque tout entière envahie par lui.

Un arbre des Fous était regardé dans le voisinage de Domrémy comme objet d'une vénération séculaire. Les jeunes filles avec les familles de la contrée, tressaient à certaine époque de l'année des guirlandes de fleurs dont elles ornaient son branchage; quand Jeanne y avait déposé les siennes à l'exemple de ses compagnes, elle avait soin de les retirer pour en parer ses images de la Sainte Vierge.

Ses voix et ses révélations.

Un jour, elle avait à peine quatorze ans, elle eut des extases dans le jardin de son père attenant à l'église. Une vive clarté apparaissait à sa droite, du côté de l'église; une voix en sortait et lui parlait. C'était, elle le sut bientôt, celle de saint Michel, saint Gabriel ne tarda pas à s'y joindre, et enfin celles de sainte Catherine et de sainte Marguerite ses deux saintes de prédilection. Toutes deux lui parlaient le plus souvent et finirent par lui rester seules, l'entretenant de ce qu'elle devait faire. Elle les écoutait avec docilité, avec un pieux amour, et ce furent celles, comme elle l'a toujours soutenu devant tous ceux qui l'interrogèrent successivement, grands, seigneurs de la cour, docteurs, théologiens, juges, enfin dans le cours de son procès: ce furent celles qui lui ordonnèrent d'aller en France, de faire lever le siège d'Orléans et de parler de cela tout d'abord au capitaine Robert de Baudricourt, qui commandait, pour le roi, la châellenie de Vaucouleurs.

Premières oppositions à ses desseins.

vaient commencer les obstacles. Elle ne voulait que de délivrer Orléans ; elle voulait que le roi à Reims pour y être sacré, elle voulait être plus sûrement près de lui, ses vœux étaient un secret qui importait beaucoup à elle, elle était chargée de lui apprendre. Toutefois elle ne voulait pas de faire cesser les singularités qui agitaient la publique sur la famille, complètement elle reçut donc les ouvertures d'un jeune homme qui avait promis à Dieu de rester fidèle, elle ne craignit pas de mentir et elle lui dit qu'elle lui était fiancée. La jeune fille, se défendit et triompha. Ce n'était pas tout, il fallait encore persuader Baudricourt et le reconnaître, sans l'avoir jamais vu. Elle se rappela les autres chevaliers dont rien ne la regardait comme folle : elle répondit avec assurance, et sans se déconcerter, qu'elle avait vu Dieu. Au commencement de février elle-même et, sur la demande du capitaine, elle venait, elle répondit que c'était son Seigneur. — Et quel est votre Seigneur ? Elle répondit avec fermeté, le Dieu du ciel. Elle n'avait pas encore devoir l'écouter ni en écrire, mais elle entendait de ses oreilles et de son âme, comme elle avait vu ses saints, lui avaient prédit que Baudricourt viendrait jusqu'à trois fois. Il avait fallu, pour qu'elle insistât, parlant toujours de son Seigneur, en dépit des apparences, à ce point de complir. Pendant ces oppositions et pendant qu'elle était en songeant que la volonté de Dieu était de sauver la France se perdait de plus en plus, elle fut touchée par deux gentilshommes et par ses instances, de l'ardeur de son cœur pour le succès de son entreprise et

On consent à
l'envoyer à Char-
les VII.

contraste qu'ils remarquaient entre cette âme naturellement timide et l'énergie de sa volonté. C'étaient Jean de Metz, très estimé de toute la contrée, et Bertrand de Poulengy qui avait assisté au premier entretien de Jeanne avec Baudricourt et y avait pris en elle une grande confiance. Ils l'entendaient répéter d'ailleurs, depuis plusieurs jours, qu'elle voulait absolument aller parler au roi au nom de son Seigneur et qu'elle y arriverait malgré tout dût-elle y marcher sur ses genoux.

Préparatifs et
précautions pour
le voyage.

La prudence de l'intrépide vierge était égale à sa pudeur. Dieu lui avait fait une grâce convenable à l'œuvre qu'il lui destinait en la délivrant des infirmités de son sexe incompatibles en effet avec le genre de vie qu'elle allait embrasser. Elle trouvait, dans ce phénomène miraculeux, un encouragement de plus dans sa voie. Une autre particularité dont elle comprit alors la portée se présentait à elle avec tous les avantages qu'elle en pouvait tirer. Dans son enfance, elle s'était exercée à monter les chevaux de son père et à les diriger vers les pâturages qu'elle fréquentait chaque jour. Rien ne lui parut donc difficile dans le nouveau rôle qu'elle s'imposait au nom de la Providence. Le respect dont elle était l'objet inspira donc à ceux qui devenaient ses guides dans son voyage un religieux dévouement. Baudricourt, gagné par la confiance de ces guides, exigea d'eux le serment qu'ils veilleraient sur son honneur, sa santé et qu'ils la mèneraient saine et sauve jusqu'en présence du roi. Au reste, sept personnes composaient son escorte : les deux gentilshommes qui se dévouaient pour elle, leurs deux serviteurs, son frère, Pierre d'Arc, un archer nommé Richard et un nommé Collet de Vienne qui prenait le titre de messenger du roi ; car déjà le roi était prévenu et avait ordonné de la lui envoyer. Tel fut le cortège qui devait la protéger ou, pour mieux dire, qui forma sa suite, car elle inspirait déjà à tous ces hommes, plus ou moins distingués par le rang et l'éducation, une vénération qu'ils sentirent se fortifier en

l'honnêteté et bonté » qu'ils lui rendirent jour plus. Une précaution était encore prise pour pas attirer l'attention dans le trajet en se couvrant elle-même contre certains dangers, elle se coucha comme et couchait, chaque nuit, entre deux paille, enveloppée de son manteau de voyage et de ses chausses et de son *gippon* fort épais. On partit donc au commencement de l'été. On arriva, par un trajet de cent cinquante lieues, sur des chemins coupés de rivières, de vallées et à travers de nombreuses troupes de soldats, à un village de Touraine, nommé Saint-Jacques. Ce nom d'une de ses saintes protégeait sa dévotion ; elle s'y arrêta et y entra. C'est de là qu'elle fit écrire au roi pour annoncer son arrivée ; car Charles VII tenait à ce magnifique château de Chinon. Or, elle ne put aller plus loin. L'épreuve et les difficultés allaient croître. Elle et elle et vérifier une fois de plus ce qu'elle avait vu : que le christianisme : que les œuvres ne sont pas sans contradictions. Outre de cela, elle ne pouvait pas s'il fallait se hasarder à la recevoir.

■ quand on s'y fut décidé le roi avait eu la pensée de la recevoir, et, quand elle fut introduite près de lui, elle fut entourée d'un grand nombre de chevaliers, s'élevèrent devant eux leurs rangs en un costume qui ne le faisait pas reconnaître, Jeanne alla droit à lui, sans hésiter, et se prosterna sur ses pieds, et, comme le prince lui disait : « Je ne suis pas le roi, le voici, » en lui montrant le roi, elle dit : « Mon Dieu, gentil prince, dit-elle, c'est vous qui êtes le roi ; je suis envoyée de la part de Dieu pour venir à vous et à votre royaume, et vous marquer par moi que vous serez sacré à la ville de Reims, et serez lieutenant du roi qui est roi de France. » Ce langage si net, si simple, le roi qui, l'attirant à lui, parla à voix basse.

HISTOIRE GÉNÉRALE DE

Et il se retourna vers lui pour lui dire des choses qui concernaient Dieu et de lui. Sa confiance fut renforcée après un autre entretien. Les discussions au sujet de sa mère, de son mariage scandaleux avait fait naître des doutes. Les VII, n'était pas fils de Charles VII, qu'il l'était en vérité, et qu'il l'était même qu'il fallait qu'il teneur toute la France. Les décisions, données à Orléans, avaient et ranimaient le courage. Le roi régnait, l'abattement de la France était. Jeanne, en un moment de zèle et son ardeur. Les événements menaient à Orléans.

Chinon parvinrent à rassurer les assiégés qui reconnaissent que bientôt il se rendrait et que la perte de cette ville amènerait la France. Dunois, l'un des héros de cette époque se comptait pas, était gouverneur d'Orléans, il avait vu les deux chevaliers Villiers et Jamet de Tilloy sent devant le peuple et les troupes rassemblées avaient vu et entendu à Chinon. Ce récit enthousiasma l'auditoire et il n'y eut personne qui ne jurât de défendre Orléans jusqu'à la mort.

Orléans l'affaire allait subir une nouvelle phase. En ce temps de foi vive où les désordres de la pensée n'avaient pas encore jeté sur une terre féconde en œuvres le poison du doute et de l'hérésie, on savait que les vérités théologiques, on les respectait; elles étaient les principes, et la vie toute entière y était volontiers subordonnée. On savait donc que depuis la création, l'action de Dieu dans le christianisme était parallèle à celle du démon, souverainement intéressé à compromettre la liberté humaine.

sions, il se porte partout comme l'ant
sance souveraine qui a payé sa révo
n éternelle. Immortel et toujours pu
la nature humaine réhabilitée par
udrait effacer ses titres à la félic
réussir il se fait à l'occasion, sel
l'expression de Tertullien, le *singe de Dieu*, et cherc
par de faux miracles à séduire, amener à ses fins ce
qu'il ne peut tromper autrement. Tous ces points appa
tiennent à la foi catholique, on ne peut pas les nier pl
que le *Credo*, et de tout temps l'Eglise a eu, elle a encc
ses prières et sa liturgie pour conjurer les pratiqu
diaboliques et des exorcistes pour les exercer.

Et voilà ce qui, au temps de Jeanne d'Arc, c
préoccuper les esprits imbus des vérités de la foi et q
charmés par cette candeur, cette assurance et ces aff
mations de la jeune fille, qui venait de conquérir en
instant l'adhésion du roi, redevenu serein et convainc
pouvaient croire à une illusion causée par une trompe
du démon. Cette anxiété fut générale : car il s'agissait
trop grandes choses, il y avait de trop grands périls à
tromper pour ne pas se prémunir avant tout contre u
erreur si fatale.

En pareil cas on s'adresse à l'Eglise, dont la scien
doctrinale émane de la vérité infailible et qui, par s
docteurs, rassure les âmes et les délivre de toute anxié
On songea donc à appliquer cette règle à la Pucelle et e
eut plusieurs conférences dans ce but avec des évêqu
qui se trouvèrent à la cour. Mais ceux-ci, après exam
et réflexions, n'osèrent s'en rapporter à eux-mêm
sur une si grave appréciation, et décidèrent que
jeune fille serait envoyée à Poitiers où de doctes th
université de Paris, venus en cette ville
que le parlement, enseignaient avec succ
s, qui s'y étaient acquis une grande réputati
donc pour Poitiers et le roi voulut y ve

Qui n'est pas
conciliable avec
la conduite de la
Pucelle.

aussi afin d'y juger, de plus près et plus promptement, de ce qui s'y passerait. Jeanne demande, déjà en route, où on la menait, et, comme on lui apprit que c'était à Poitiers, l'esprit de prophétie qui lui avait fait découvrir que le roi s'était décidé mentalement, et sans en dire mot à personne, à se retirer à l'étranger, désespérant de son royaume ; cet esprit la reprit alors, et, sur ce qu'on lui dit qu'elle allait à Poitiers, elle répondit : « Je suis sûre que j'y aurai bien à faire ; mais Dieu m'y aidera, allons-y. »

Son séjour à
Poitiers.

Dans cette ville, on la déposa à l'hôtel de la Rose, chez maître Jean Rabateau, avocat général au Parlement, qui demeurait rue Saint-Etienne, devenue depuis la rue Sainte-Marthe. La femme de ce magistrat était digne et vertueuse. Jeanne lui fut confiée, et tout le temps qu'elle y passa, elle garda ses vêtements d'homme auxquels elle tenait beaucoup. Une commission fut formée de docteurs en théologie et de bacheliers lesquels, un jour, entrèrent, comme à l'improviste, dans la salle où elle se trouvait. Elle alla aussitôt, fort étonnée, se réfugier dans un coin, au bout d'un banc, et leur demanda ce qu'ils voulaient. L'un d'eux expliqua alors le motif de cette venue et posa aussitôt la thèse qu'on ne pouvait croire ce qu'elle avait dit au roi. Et pendant deux heures les uns et les autres soutinrent à leur tour la même argumentation dont ils apportaient des raisons diverses, mais auxquelles Jeanne répondit avec tant de précision, de justesse et de sens que les docteurs ébahis, ne comprenaient pas comment tant de raison se pouvait allier, dans cette simple bergère, à tant de force, de douceur et de présence d'esprit. La fermeté de sa réponse coupait net à la discussion et les forçait d'abandonner l'argument. Un père Carme lui ayant objecté qu'elle tentait Dieu et qu'on ne pouvait lui confier des troupes et, en quelque sorte, l'honneur et le salut de la patrie, si elle ne donnait pas de signe de sa mission (comme si la connaissance des secrets du roi n'en était pas un), mon signe, dit-elle avec dignité, ... il est dans l'ordre que je

complir de délivrer la France des Anglais, de Orléans et de faire sacrer le roi à Reims. « Venez elle, et vous le verrez. Les Anglais occupent toutes depuis Orléans jusqu'à Reims, et nous égarer. » — Un autre théologien, des frères, lui dit : « Qu'elle demande des gens d'armes, selon le bon plaisir de Dieu, les Anglais se : mais pourtant, si c'est le bon plaisir de Dieu, besoin de gens d'armes !... » Et la sainte avec une concision qui vaut toute une théologie, les soldats se battront et Dieu donnera la victoire. » tiers, beaucoup de gentilshommes et autres condition la visitèrent, à l'hôtel de la Rose, et eurent ses conversations sur les divers sujets qu'elle

lui proposait, soit sur les choses de la foi, soit sur celles de la guerre et de l'état actuel de la France. Elle parlait avec un ravir, disent ses chroniqueurs, de Dieu, de sa bienheureuse Mère; des anges, de la guerre, des choses de la patrie, des moyens providentiels qui lui étaient offerts. Les seigneurs, des magistrats venaient la voir avec prévention la mieux arrêtée contre sa mission et ses projets ; ils s'en retournaient convertis à ses idées ; les grandes dames, les demoiselles ou bourgeoises pleuraient d'admiration en l'entendant. Le charme et la grâce de ses paroles, la suavité de sa tenue, la limpidité de son regard sûr et pur à la fois lui avaient conquis la confiance populaire ; aux yeux de tous, si Dieu voulait une sainte pour le salut du pays, tout disait que Jeanne devait l'opérer.

Et, comme on lui objectait, dans une conversation en présence d'une réunion assez nombreuse, qu'il n'était pas facile de débusquer les Anglais des environs d'Orléans, elle répondit, avec son assurance et sa vivacité habituelle : « Nous n'aurons qu'à les trouver et nous saurons bien les passer hors. »

Cependant ce qui se passait à Poitiers, ces nouvelles de l'assistance divine qui semblaient faire déjà une auréole

la sainte fille aux yeux du vulgaire comme à ceux des grands, n'empêchaient pas que le roi, les chevaliers de sa plus intime confiance, les docteurs qui l'avaient interrogée, ses hôtes eux-mêmes qui admiraient tant d'amabilité jointe à tant de courage et de vertus, s'étaient donnés, à son égard, un rôle qu'elle ne soupçonnait pas. Nuit et jour, on surveillait ses habitudes, soit à l'hôtel de la Rose, soit au dehors, afin de ne rien négliger de ce qui pouvait motiver une détermination. On avait même chargé deux docteurs de se rendre en Lorraine afin d'y constater, soit à Domrémy, soit à Vaucouleurs, les précédents de ses premières années. Remarque importante pour son histoire ! car ces précautions étaient pour la prospérité non moins que pour la revue de son procès une sorte de garantie qu'on n'a jamais négligée dans la canonisation des saints.

Le résultat de ces enquêtes fut partout favorable à l'héroïque paysanne et, joint à ce qu'on en voyait de ses propres yeux, ne laissa aucun doute sur le cas qu'il fallait faire de sa mission. Charles VII n'hésita plus à lui confier le soin de ses affaires ; il lui donna le commandement d'un corps de troupes, entoura ce merveilleux général d'officiers éprouvés qui devaient lui obéir et se laisser diriger par elle ; il la munit d'une armure complète, la pourvut d'un cheval blanc ; elle se servit de l'un et de l'autre avec une grâce et une aisance qui excluaient toute timidité et tout embarras, à la grande admiration de toute l'armée. Quand elle monta à cheval pour quitter Poitiers, *elle prit advantage* d'une borne placée au coin de la rue qu'elle habitait et encore connue, dans un des musées de Poitiers, sous le nom de *Montoir de la Pucelle*. On se dirigea vers Orléans ; depuis plus de six mois, les Anglais l'assiégeaient et Poitiers avait envoyé, pour les besoins de la défense, une somme de neuf cents livres avec grande espérance de voir la ville rendue au roi. On y reçut ce secours et la nouvelle de l'arrivée de la jeune Lorraine avec de grands témoignages de joie et l'on ne fut pas détrompé lorsque les Anglais

ayant été repoussés hors de leurs retranchements, l'assaut, donné sur son ordre à la ville, présenter l'éclatant spectacle d'une femme animant les soldats et les cherchant à son exemple, poser elle-même des échelles dans les fossés, y monter la première et ne penser pas plus au danger qu'elle s'il n'y en avait pas eu.

Un jour, elle est atteinte au haut de la poitrine par une flèche qui la renverse, on la tire de la mêlée, on arrache elle-même le fer de la plaie et quelque temps après on la retrouvait combattant de nouveau, animant le courage de tous et les entraînant au milieu des périls. Orléans fut pris le 8 mai : Jeanne y entra en triomphe du côté du roi et proclamée par un enthousiasme sans pareil comme la mère et le sauveur de la France. De Reims elle voulait marcher à Reims : mais il fallait s'assurer d'avance tout de beaucoup de places considérables. Partout elle fut encore la première au combat et la dernière à revenir. Au siège de Jargeau, à quatre lieues d'Orléans, elle était sur une échelle montant à l'assaut, son écu fleurdelisé à la main. Un Anglais la renverse sous le poids d'une énorme pierre dans le fossé où elle tombe sur ses genoux. Elle se relève et, ranimant les siens comme elle les soutient au pied de ces murs si vaillamment défendus mais que de nouveaux efforts inspirés par elle devaient bientôt en son pouvoir. Partout son héros était le même. Elle prie souvent pendant le combat, et, quand les chances paraissent douteuses au fort de la Tourelles, dont elle dirigeait l'attaque, elle se retire dans une vigne y prie un quart d'heure, pendant lequel combat à l'action en la voyant, et ne revient prendre la direction de l'affaire que pour emporter le fort et déterminer la prise de la ville, dont les Tourelles étaient le dernier rempart.

Un des faits d'armes qui suivirent la prise d'Orléans firent valoir surtout le talent militaire, la bravoure et le caractère surnaturel de Jeanne, fut la victoire de la petite ville de la Beauce, dont la plaine fertile

ataille rangée que les Français aient gagnée éfaite d'Azincourt et tant d'autres. C'était le 9 (2). Les Anglais s'étaient réunis là au nombre six mille venus de diverses garnisons qu'ils obligés d'abandonner. Le duc de Bedford, royaume pour l'Angleterre, les commandait, rencontre où, en dépit de la répugnance des pour une action en rase campagne, Jeanne fallait pousser en avant. On le fit et la suite rent justifia la promesse qu'elle avait faite au u que la victoire serait encore pour eux.

lais, chassés de partout, avaient laissé libre le rs la Champagne, Reims n'avait plus qu'une e six cents hommes qui cédèrent sans coup oi fut sacré et la Sainte Ampoule qui devait onction royale fut solennellement apportée de Saint-Remy à la cathédrale par un cortège iques et de seigneurs délégués par le roi. Au ces derniers étaient deux Poitevins, le fameux etz, qui ne prévoyait pas encore son fatal avenir, de France de Culant dont la famille, originaire s'était alliée, en Poitou, aux Linière et aux e son côté, Gilles de Retz était seigneur de et avait épousé une *demoiselle* de la maison de

de Reims avait conféré à Charles VII un religieux ; l'action victorieuse de Jeanne d'Arc ndu son royaume, naguère à deux doigts de sa guste enfant avait rempli sa mission ; il semblait à cette âme, aussi simple et désintéressée que lorieuse, qu'elle en avait fini avec cette vie ruyante, où sa nature, contrainte par l'obéis- t besoin de se reposer après tant de périls et Elle demanda au roi, qui allait quitter Reims, umer dans son village. Charles le lui refusa : , dit-il, besoin de ses conseils. La vierge insiste

LE GÉNÉRALE DU POITOU (1429)

ses genoux. Charles y répond en
le mois de décembre 1429, des lettres
cusson *d'azur à une épée d'or en p*
ntée d'or, soutenant de la pointe
t cotoyée de deux fleurs de lis d'
de Jeanne était anoblie en même tem
nom de du Lys, ce qui semble répon
time qu'on aurait dû faire du vérita

mière période de cette vie illustre.
a pas moins à la honte d'incompréh
ais ici nous sortirions de notre cadr
outer à ces détails la suite de cette b
re que tous les historiens de la Fra
anmoins, l'avenir est ici inséparable
ons rappeler, en peu de mots, comm
les ordres du roi, à la prise de plusie
it aux Anglais, on la vit comme toujo
rnaturelle, s'exposant à tous les pér
sures qu'elle aperçoit à peine tant
défendre et à activer son commandem
des assaillants, elle s'applique, au bes
e de ses troupes et alors, l'habileté de
is moins remarquable que son dévo
qu'après être sortie de Compiègne
yant s'augmenter le nombre des Ang
ons qui s'avancent contre elle, on la
te, se diriger vers la ville pour y ent
re pour mieux suivre le mouvement
it de près, et s'exposer d'autant plus
de ses paroles et de son exemple. C
ment ordonnée, mais les Bourguign
is la place ; ils poussent d'autant p
Français qui les atteignent, mais qu'
ie mit en désordre. Alors une horr
Jeanne fait des prodiges de valeur, m

à un moment où chacun songe plus à son armure d'écarlate, son étendard qu'elle attirent tous les regards ; elle devient l'objet de tous, enfin, elle est renversée de cheval autour d'elle ; elle est prisonnière, et la voilà de plus.

Lâcheté de ses vainqueurs.

La joie fut plus grande à Londres, à quelques villes occupées encore par les Anglais, l'avait été lors de nos désastres de Crécy et de Poitiers. Mais ce sentiment élevé de tout, de la part de l'Angleterre, se souilla de haine et de vengeance qui déshonore tout. Beaufort était ravi. Il avait des complaisances dans un accès de haine cruelle, se souvenant de ce qu'elle leur avait causés. La condamnation préventive des plus dures, compliquée de chaînes où elle était attachée des pieds et de tourments d'insupportables douleurs. Cette captivité cruelle encore pas ses juges : ils devinrent poussant leur injustice jusqu'à la férocité, douze mois, et se termina par la condamnation monstrueuse et le supplice le plus affreux que l'humanité ait jamais pu formuler. Il faut de voir le trop fameux Cauchon, évêque de Beauvais, présider une suite de séances où le préjugé déshonore ses juges par la mauvaise foi, la haine réfléchie et cette horrible soif de vengeance que les partis ne peuvent jamais assouvir. C'est là que l'infortunée victime fut brûlée vive, convaincue d'*hérésie*, de *magie* et de *séduction* ; elle s'indigne encore ; elle frémit jusqu'à la mort aussi souvent qu'elle subira le contumace souvenirs (3).

Ajoutons ici qu'un trait fatal semble à cette déplorable affaire. Quand l'héroïne, qui avait sauvé la France et son roi de la plus affreuse de

maines de ces hordes anglaises et bourguignonnes contre eux, où était le roi, où était la France ? la hélas ! celle-ci était partout et nulle part, encore saine à se délivrer de l'étranger toujours maître capitale. L'autre n'avait ni assez de troupes ni d'argent pour entreprendre un coup de main sur la Normandie où les Anglais tenaient encore tout. Evitons donc de faire cause commune avec les accusés de ce roi malheureux, et n'ajoutons pas une injustice à celles qu'on pourrait lui adresser trop tardivement sous d'autres chefs. Disons, au contraire, qu'il le put il s'occupa de la révision de son procès, comme entaché de passion et d'injustice, et vit ni l'un ni l'autre tenter le moindre effort pour le sauver. L'Anglais tremblait partout, le Bourguignon ses bannières abaissées. N'était-ce pas le cas de venir au secours de la victorieuse jeune fille qui subissait un tel et de tout essayer ou offrir pour la sauver. Pendant la longue durée de ce procès hypocrite, où le mensonge prodigué sous toutes les formes, où Jeanne, prisonnière de guerre, devait être délivrée par une rançon que le roi ne songea à proposer, quand on savait qu'elle ne se rachetait que comme récompense de son patriotisme, que de tourments et de douloureuses angoisses, pendant que la France, parmi ces généraux illustres qui l'avaient vaincue, personne, dans cette cour qui lui devait son salut, dont elle dédaigna les honneurs, qui songeât à aller sur Rouen, à l'assiéger, à faire trembler les lacs, s'étaient faits les bourreaux de la douce et innocente victime.

Parmi les personnages dont Charles VII se se fit profit dans le cours de ses guerres contre les Anglais, nous distinguons quelques familles du Poitou qui existent encore au milieu de nos contemporains et qui ne cessent pas de l'illustrer, dans la suite, jusqu'à la fin de l'ancien régime. On y voit figurer particulièrement

Les Linières.

Linières et les Culant qui s'allièrent par des mariages vers le commencement du xiv^e siècle. Ces deux familles semblent marcher parallèlement dans les affaires de ce règne et du précédent, soit dans les choses de guerre, soit dans celles de la diplomatie. Les Linières écrivirent tour à tour leur nom de famille *Liniers*, *Liners* ou *Linières* selon que les notaires ou actes publics les établirent, comme toujours alors, assez arbitrairement. Ils figurent, dès le ix^e siècle, 1090, dans une charte de l'abbaye de Saint-Maur-sur-Loire. Froissard en cite un autre qui se trouva à la bataille de Poitiers, en 1356, plus heureux que son parent, Guillaume, qui y fut tué et reçut la sépulture aux Cordeliers. Un autre passa en Palestine avec d'autres Poitevins en 1390. Une longue succession de neuf branches sortit de ce tronc toujours fécond en hommes dont la gloire fut toujours celle de l'honneur jusqu'à celui qui, devenu par ses mérites, sa bravoure et son dévouement au service de l'Espagne, vice-roi de Buenos-Ayres, fut trahi par les révolutionnaires et fusillé par eux pour avoir gardé sa foi à son roi et à son pays adoptif. Ses descendants portent encore, *d'argent à la fasce de gueules et à la bordure de sable chargée de huit besans d'or*. — Le maréchal de Boucicaut, dont nous avons des mémoires curieux sur le xiv^e siècle, avait épousé une Floris de Linières et nous a souvent parlé de cette famille et de la suivante.

Les Culant.

Les Culant étaient originaires du Berry où est encore un petit village de ce nom, près Château-Meillant (Indre). L'alliance aux Linières semble avoir commencé, vers 1341, par un mariage entre François de Linières et Alix de Culant, fille de Jean de Culant et de Jeanne de Bouville, veuve alors de Hugues de Surgères, dont la maison était depuis longtemps étendue et renommée. Louis de Culant fut amiral de France de 1423 à 1436. Il fut chargé de la garde de la Sainte-Ampoule au sacre de Charles VII (a).

(a) Moréri, *Dict.*, V. Culan ; — Boucicaut, *Mémoires*, t. I, *passim*.

rent aussi dans les guerres du Poitou et des Galles dont ils étaient les sujets naturels, et le pays à leur suite. Ils se distinguèrent pendant les jours de la guerre, s'établirent ensuite et se fixèrent aux environs de Mirebeau. Ils eurent des charges civiles paraissant souvent compatibles avec le caractère de conseillers et de magistrats civils, et enfin arrivèrent à se faire à une position honorable, y devenant échevins et juges munis de diplômes qui les montrent élevés acquis dans les universités. L'Eglise leur conféra des dignités, l'un d'eux, Olivier de La Trémouille, évêque de Poitiers en 1400, et devint ensuite conseiller au parlement de Paris. Cette famille portait
au premier et quatrième d'or à deux bandes
au chef d'azur chargé de trois besants
 Jean de Tudert, maire de Poitiers, adopta cette devise. Ses descendants portent aujourd'hui : « *d'or à deux bandes*
d'azur, au chef d'azur chargé de trois besants »

Après les La Trémouille très puissants dans le Poitou, s'étaient beaucoup étendus par des acquisitions qui leur avaient donné de nombreuses possessions dans le nord de la France. Ils furent soutenus au milieu du xiv^e siècle par Georges de Selve, favori du roi Charles VII, et se signalèrent par leur rang que par des intrigues et des haines de partis qui ternissent les mérites par lesquelles il brille dans l'histoire. On ne peut attribuer ses difficultés à la jalousie de ses rivaux antagonistes : à bien considérer les faits et les personnes, nous croyons que ses qualités pouvaient se remarquer à la cour et dans les armées, et que ces déplorables contentions

persistèrent entre beaucoup de cou
mort arrivée le 6 mai 1446 (a). Pour
faut dire que cette famille compte
remarquables par leurs services q
que Bouchet n'a pas écrit sans
l'histoire du *Chevalier sans peur*.
Trémouille, tué à Pavie le 24 février
jamais augmenté sa fortune au
d'honneurs toujours mérités, mo
pour son intelligence, sa bravoure
sa chasteté exemplaires : son nor
une famille, à couvrir, devant l'h
beaucoup de ses membres n'avaie

(a) Moréri, La Chesnaye et autres; — Thibau

(b) *Histoire de Louis de La Trémouille*,
Poitiers, in-4°, 1527.



NOTES DU LIVRE LXV

NOTE 1

Il y a eu de singulières négligences qu'il faut tâcher de réparer. Le squelette de Cramaud (il avait qu'une vertèbre), avait été découvert par le sieur Pie par un dignitaire du diocèse. L'entente eut lieu entre lui et le prélat qu'on lui fera

dignes obsèques, les ossements étant réunis à leur place près du sanctuaire, et que dans le pavé de celui-ci fut encastrée une plaque de marbre noir contenant une inscription gravée, dont l'évêque se réservait de fournir le texte. Cepe-
c'était le temps où, sous prétexte de mieux placer le grand autel de la cathédrale, Monseigneur bouleversa toute l'économie du chœur et sacrifia plusieurs de nos magnifiques stalles et fit élever au-dessus du trône l'affreux baldaquin qui le couronne si disgracieuse-
C'est à propos de ces prétendues restaurations de notre cathédrale mutilée et des dégradations de ce bel ensemble qu'un dissentiment naquit entre le digne prélat et le pauvre chanoine. D'un côté le génie sans le sentiment de l'art; de l'autre le sentiment de l'art sans le génie. Ce fut le premier qui l'emporta... et le procès fut vidé au détriment de l'ancien cardinal. Il fut condamné à regner sur son lit funèbre sans aucune pompe. Par ordre de M^{gr} Pie les ossements furent déposés pêle-mêle dans une boîte d'à peu près cinquante centimètres sur quarante. Ce fut le doyen, M. Charbon-
qui fut chargé de l'exécution. Comme celui-ci était un peu embarrassé de ce rôle et qu'il nous savait quelque peu expert dans les affaires de ce genre, nous voulûmes bien l'aider, à sa demande c'était pour nous une consolation d'assister à la seconde sépulture d'un dignitaire de l'Eglise universelle, d'un évêque de notre diocèse dont nous avions écrit la vie. Nous renfermâmes donc dans sa boîte, ce qui restait d'un grand homme malheureusement méconnu, nous y joignîmes une inscription qui put le faire reconnaître aux temps meilleurs; puis nous glissâmes l'humble contenant et le mortel contenu en son ancien caveau par une ouverture praticable dans le mur. Cette ouverture est reconnaissable à une pierre encastrée dans le pavé du bas côté nord, et en arrière du trône épiscopal surmontée d'un anneau qui rendra au besoin son ouverture plus

Nous complétons ces détails, pour qu'à l'avenir, si le jour venait où l'un de nos évêques crût s'honorer en réparant cet oubli envers l'illustre cardinal qui termina le grand schisme d'Orient, on sût où le trouver pour lui rendre, dans cette église qu'il avait tant aimée, les honneurs que nul autre n'a mieux mérités.

NOTE 2.

Cette date si précise est celle que donnent les Bénédictins, t. VI, p. 88. Elle est en contradiction évidente, mais très fondée, avec Cousinot de Montreuil qui, dans sa *Chronique de la Pucelle*, indique le 18 juin de la même année.

Dire comment s'est formé ce désaccord, n'est pas facile, entre deux sources qui semblent également autorisées dans l'opinion des savants. Néanmoins nous préférons ici celle de l'*Art de vérifier les dates*, dont le récit est beaucoup plus clair et mieux suivi quant aux dates subséquentes.

NOTE 3.

Tout ce que nous venons de raconter de Jeanne d'Arc est tiré des sources les plus authentiques et vérifié par nous dans les divers recueils de pièces originales. On voit très clairement que nous ne pouvons adopter sur ce point les idées préconçues de ceux qui n'ont voulu voir en cette noble et sainte fille qu'une pauvre tête atteinte de folie, et qui n'est folle que parce qu'elle s'est faite, patriotiquement et sans calcul de sa volonté propre, le missionnaire de Dieu pour sauver la France et son royaume. Il ne faut donc pas mettre ici au rang des fous, celle qui a prouvé sa mission par les faits qui en furent le témoignage, mais ceux qui, de parti pris et iniquement par hostilité contre une idée catholique, nient la divinité de cette mission qui les forcerait de croire aux anges, aux saints, à l'inspiration de Dieu, de la sainte Vierge, en un mot à l'intervention du surnaturel dans les choses humaines. Nous défions au contraire les hommes sensés et de bonne foi de lire les pièces officielles du temps, les livres écrits d'après elles dans la suite, et de suivre attentivement tous les détails de cette histoire sans être saisi d'horreur pour les juges qui furent autant de bourreaux, et d'une religieuse admiration pour celle dont ils firent l'infortuné jouet de leur odieuse politique. En citant comme une de nos sources le *Procès de Jeanne*, publié en 3 volumes in-4° par Quicherat, parmi les *Mémoires relatifs à l'Histoire de France*, nous avons trouvé plus que des pièces souverainement intéressantes pour la vie de l'immortelle enfant de notre Lorraine : C'est la preuve que cet éditeur librepenseur d'habitude et par bon ton trouvait dans ces matériaux des

NOTES DU LIVRE LXV

bles avec ses *libertés* préconçues, les avait o
silence absolu. Cette méthode est fort com
tiennent, en faveur de leurs opinions personnel
toire pour la remplacer par ses romans fabri
ôt ou tard la fraude se découvre, et un auteur
il ne fut plus possible de rien réparer, en es
é un vilain relief sur sa mémoire. On trou
réflexions dans l'intéressante publication de l'
tyre de Jeanne d'Arc, introduction, p. ix. —
té aussi des détails originaux à la *Chroni*
e Cousinot de Montreuil, publiée par M. Ve
n la *Jeanne d'Arc* de Chaussard, publiée e
détails aussi intéressants qu'authentiques. Les
ume surtout, ont raconté avec beaucoup d'é
constances de la vie et de la mort de la P
si le bel article de *Jeanne d'Arc* inséré par M
vol. de la *Biographie universelle* de Michs
sentiment est égale à la justesse des aperçus
remarquables du style.



LIVRE LXVI

LA CRÉATION DE L'UNIVERSITÉ DE POITIERS USQU'À L'AVÈNEMENT DE FRANÇOIS I^{er}

(De 1431 à 1515)

HARLES VII avait plus d'une raison d'aimer Poitiers. Outre la fidélité que lui avait gardée les habitants, depuis que s'y était réfugié en 1412 il y avait été nommé régent du royaume, il y avait tenu sa cour nouvellement reconstruit, il y avait été couronné ; il y recevait le serment des maires, par le Poitou aimait à voir le maire Claveurier, seigneur de Tannay, et Guillaume de Taveau, baron de Taveau ; ce dernier l'accompagna, quelques jours après son départ, escorté d'une de ces compagnies bourgeois qui faisaient le service militaire de la ville. Toujours pour augmenter les privilèges de Poitiers, il les avait accordés, à la demande de l'échevinage ; il y avait aussi l'université de Paris pour enlever à ses ennemis, nombreux et fort turbulents, les occasions de se livrer en des disputes de factions dont celles-ci étaient pour entretenir la licence et les passions désordonnées utiles aux Bourguignons.

On voit combien Poitiers a cultivé les lettres, attiré les savants et obtenu un rang distingué par ses écoles. L

Création de
l'université de
Poitiers.

contact avec l'université de Paris, vivant dans son enceinte, n'avait pu qu'y développer les goûts littéraires, et, jaloux de voir se continuer le mouvement scientifique parmi eux, les principaux habitants désiraient surtout que, si les temps devenant meilleurs, l'université retournait à Paris, Poitiers eût au moins alors l'avantage d'un corps qui la remplaçât dans la province. Le roi s'intéressa à cet établissement qui devait donner un nouveau lustre à sa bonne ville. Il sollicita donc cet avantage du pape Eugène IV. On ne croyait pas encore que Dieu ne fut pas le principe de toute science et de tout enseignement. Les universités, qui la prodiguaient sous les auspices de la foi, avaient pour garantie l'Eglise elle-même et le Pape qui donna, en 1431, la bulle d'érection datée du 29 mai, et, le 1^{er} février suivant, une procession solennelle de tout le clergé et de tous les ordres religieux vint inaugurer, à la cathédrale, l'existence de cette nouvelle famille savante à laquelle toutes les autres allaient confier le soin moral d'une jeunesse nombreuse venue des provinces pour chercher un centre de vie intellectuelle. On sait comment cette institution a eu, jusqu'à nos jours, ses hommes illustres et quels modèles d'éloquence et de doctrine sortirent de son sein depuis plus de quatre siècles (a). L'université de Toulouse existait déjà et avait ses quatre facultés de théologie, de droit, de médecine et des arts ou des belles-lettres. Poitiers eut aussi les siennes. Elles furent présidées par un recteur auquel on adjoignit un chancelier qui fut le trésorier de Saint-Hilaire. Ces dignitaires, comme ceux des universités érigées antérieurement à Paris, à Toulouse, à Orléans, à Angers et à Montpellier, furent secondés par deux Conservateurs des privilèges royaux et pontificaux chargés de veiller au maintien des

(a) *Hist. de la cathédrale de Poitiers*, II, 166 et suiv. ; — *Mém. des Antiq. de l'Ouest*, XXVII, 45 ; — Bouchet, p. 250, et, à la fin des *Annales*, la Bulle d'érection datée du 28 mai 1431 ; — Beaucoup de détails dans Thibaudau, II et suiv.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1431)

immunités accordées par le roi ou par le Pape. Ce furent donnés par lettres patentes au lieutenant-général de la sénéchaussée et à ses successeurs. Celui des ecclésiastiques fut le doyen du chapitre.

Le corps de l'université se composa de quatre *n*celles de *France*, d'Aquitaine, de Touraine et de celles eurent pour patrons : saint Denys, saint Hilaire, Martin et saint Guillaume. Les professeurs furent *n*dont plusieurs se firent une réputation et eurent, *n*jusqu'à quatre mille écoliers. Les professeurs furent docteurs, comme c'était déjà une règle partout ailleurs.

Le chapitre de la cathédrale se crut en droit de résister contre le choix qu'on avait fait du trésorier de Hilaire comme chancelier. Il concluait sa revendication d'anciens usages dont l'analogie ne parut pas favorable à sa cause et il fut débouté. On lui accorda cependant, comme à d'autres églises de la ville, que ces assemblées solennelles auraient lieu à la cathédrale.

L'église Sainte-Opportune était alors une simple chapelle de la paroisse de Saint-Cybard, située dans la rue qui porte encore le nom. Comme elle était centrale, elle fut accordée de s'ouvrir à la soutenance des thèses de théologie et, à cette occasion, son chapelain, Jean Lambert, fut nommé recteur de l'université, sa chapelle fut élevée en paroisse par décret de l'évêque de Poitiers, Guillaume de Charpaignes en 1444. Deux ans après, la petite église était agrandie par les libéralités et le crédit de Jean de Poitiers, ancien maire en 1439 et alors avocat du roi au présidial de Poitiers. Il y reçut sa sépulture en 1458. Son premier successeur fut Pierre Mamoris qui fut aussi professeur de théologie. Il était Limousin et chanoine de Saint-Pierre de Saintes, et mourut en 1459 (a).

La grande France, envahie par les Anglais, n'était pas la seule que tourmentassent des événements qui menaçaient son existence.

(a) *Bull. des Antiq. de l'Ouest*, VIII et suiv. ; — Thibaudau, II, 4

en jeu son existence, cette autre patrie, qui suivait Charles VII dans les différentes stations du Berry et du Poitou, n'était pas exempte des passions dangereuses de ses plus fidèles soutiens qui laissaient trop voir à leur conduite qu'ils gouvernaient beaucoup plus pour eux que pour le roi. C'étaient de continuelles luttes d'ambitions effrénées et de vanité misérable entre les premiers dignitaires de l'Etat qui s'acharnaient mutuellement en des querelles des plus nuisibles au bien public et aux véritables intérêts de la monarchie. On avait vu Georges de la Trémouille, favori du souverain, saisi, dans le château de Chinon, que Charles habitait, par le connétable de Richemont et forcé à une rançon considérable ; ce même connétable avait fait assassiner, à Poitiers, sous les murs du château, Jean le Camus de Beaution, capitaine de ce même château, que le roi aimait et écoutait beaucoup ; ce qu'il y avait de plus triste, c'est que le roi n'osait pas punir les coupables de peur de se les aliéner. Il s'inclinait devant ces crimes et s'étourdissait trop souvent dans l'oubli de ses devoirs par suite de la faiblesse qui le ramenait à Chinon ou rapprochait de lui à Poitiers cette Agnès, l'illustre adultère qui n'a trouvé, dans le plus grand nombre de nos historiens, que des panégyristes de sa beauté et de maladroits avocats de ses désordres (a).

Ces égarements, toutefois, ne laissèrent pas toujours perdre de vue au monarque exilé, les intérêts de la province qu'il avait tant de raison de préférer à tant d'autres. Après avoir augmenté le nombre des membres du Parlement de Poitiers et lui avoir adjoint celui de Toulouse pour une plus prompt expédition des affaires, il s'occupa de réprimer les actes de brigandage qui se multipliaient aux dehors de la ville, à la faveur de l'anarchie gouvernementale. La ville prit sa part de ces mesures de surveillance et organisa ses corps. Trente bourgeois furent

(a) De Beaucourt, *Hist. de Charles VII*, II, 140 et suiv.

chargés de faire, chaque nuit, autour de la ville, des courses qui éloignèrent les pillards et, à partir de 1419, rendirent plus de sécurité à la ville et à ses environs. C'est cette même année que Paris fut repris sur le 20 avril, par le connétable de France Armand de Richemont. Alors le Parlement fut rappelé à Paris après onze ans de séjour à Poitiers et, aussitôt, furent dans cette Assemblée les lettres patentes qui donnèrent le Poitou à la Couronne pour n'appartenir plus propre, qu'au roi qui ne le donnerait, quand il le voudrait, qu'en apanage toujours réversible à son fils. Au même temps, le roi établissait un siège royal dans l'antique cité. Il fut question d'établir un Parlement à Poitiers dont les causes n'allaient pas à Paris, pour éviter les grands frais et de grands retards. Mais ce projet, plusieurs fois repris ne put aboutir, et ne se réalisa qu'avec la création d'un présidial qui eut le droit de juger en robes rouges. (a)

La navigation du Clain à la Vienne, qui avait été commencée en 1429, avait été conduite jusqu'à Beaumont, située entre Poitiers et Châtelleraut. Il fut question de reprendre après une assez longue interruption de cinq ans, et c'eût été une des plus importantes œuvres de la gratitude royale. Mais, le manque d'argent fit interrompre les travaux, força de les reculer et, depuis lors, aucune circonstance favorable ne se présenta pour reprendre assez vivement pour la continuer à bonne fin. (b)

Charles VII eut alors un chagrin de plus à voir son fils, le dauphin qui devait être après lui Louis XI, en révolte contre lui depuis cinq ans et, pour se faire des conseils intéressés, se comportait sans dignité et se faisait, par anticipation, un trône que son ar-

(a) Thibaudeau, II, 6 et suiv.

(b) Bouchet, *Annal.* p. 252. — Thibaudeau, *loc. cit.* p. 39.

sentiments pervers lui faisaient convoiter en dépit de pardons réitérés après des promesses astucieuses.

La praguerie en Poitou.

Ce qui semblait plus amer au roi dans cette révolte, c'était de la voir fomentée par ceux qu'il avait eus pour favoris et qu'il avait comblés de sa confiance. C'était la praguerie, guerre quelques instants célèbres qui avait soulevé les paysans soudoyés dans toute la France par le parti de la rébellion. Les chefs n'étaient pas autres que ceux-là même qui, ayant été comblés de ses faveurs, supportaient mal que des serviteurs plus fidèles en fussent comblés à leur tour. Les ducs d'Alençon et de Bourbon, Georges de la Trémouille lui-même étaient à la tête des mécontents. Ils essayèrent de profiter du temps que Charles passait à Paris pour opérer sur le Poitou ; d'Alençon et le dauphin s'emparèrent de Niort dont le château leur offrait une ressource ; après quoi, aidé par un traître nommé Jacquet, ils se rendent maîtres de Saint-Maixent, pillent la ville et s'établissent dans le château. L'abbaye avait résisté et devint victime de leurs excès ; mais le roi apprend ces succès remarquables et se porte contre eux. Il s'arrête à Poitiers et, suivi de deux mille hommes, il va à leur tête à Saint-Maixent qu'il prend d'assaut. Là, il fait écarteler Jacquet, dédommage l'abbaye de ses pertes et court dans le Bourbonnais où il achève la ruine du parti. (a)

Gilles de Retz, dit la Barbe-Bleue.

C'est en ce temps, et le 25 octobre 1440, que se passait, dans une vaste prairie, près de Nantes, le dernier acte d'une tragédie où figurait, avec les plus indignes taches d'infamie qui puissent jamais souiller un grand seigneur, le maréchal de France, Gilles de Retz, fils de Guy de Laval, allié à l'antique maison de Thouars, et que la légende a popularisé dans le Bas-Poitou sous le nom longtemps redouté de la Barbe-Bleue. Né en 1396, au château de Retz limitrophe de la Loire, il avait servi, jeune encore, avec distinction sous le duc de Bretagne, Jean V,

(a) Hénault, I, 361 ; — Daniel Mézeray, *in h. ann.* ; — Bouchet qui met à tort ce fait en 1445, p. 254.

verain. Il était passé, bientôt après, à
s VII, se signalant par des faits d
de ceux qui aidèrent plus efficacement
à tailler Orléans et à prendre la ville.

à Reims pour son sacre et nous l'avon
ellement la Sainte-Ampoule avec l'amir
n le trouva partout jusqu'en 1436 où le
tus, il y prêta contre eux son épée a
rance. C'est là aussi que cessa sa gloire
tune considérable, de terres étendue
, le Maine et l'Anjou ; il aimait surto
our ses châteaux de Chantocé, de l

Suze et de Tiffauges. Mais que s'y passait-il ? Il y faisait
des dépenses considérables, des profusions folles et inutile
qui forcèrent sa famille à lui faire interdire, par le Parle
ment de Paris, la vente de ses plus beaux domaines. E
pendant qu'il étonnait ainsi les regards de tous par de
fêtes et des cérémonies des plus coûteuses, le malheureux

par des rêves de la pierre philosophale, envieux c
qu'il espérait se créer, s'appliquait à la magie et r
ait pas de multiplier des meurtres sur des enfan
jeunes filles sur lesquels il s'abandonnait au
lieux attentats. Les mœurs, la religion, le respec
simple convenance sociale étaient donc pour l
d'un oubli profond, d'un mépris qui alla jusqu'à l
dédaigner les plus redoutables avertissements. Enfi
illes alarmées murmurèrent jusqu'à attirer l'attentio
justice. Plusieurs témoins avaient vu entrer e
u de Tiffauges des enfants qui n'en étaient pa

Tout à coup, une descente s'y fit par les ordres c
al de Nantes. Gilles de Retz fut arrêté, on trou
es caves cent quarante cadavres ou squelettes et d
s accumulées, reste de ses monstrueuses opération
rocés se fit à Nantes ; il y avoua tout et subit
ce du feu avec de grands signes de repentir. Il lais
l'inexplicable spectacle d'un coupable de ce ran

victime de fausses idées que l'ambition, la plus horrible impiété, la folie née des idées nouvelles et d'une science mal digérée avaient pu jeter de désordre dans une âme chrétienne. En échouant au bout de cette abominable carrière, heureux fut-il d'avoir avoué ses crimes en chrétien, accepté dignement l'expiation. Quoi qu'il en soit, il laissa à la philosophie et à l'histoire un des plus inexplicables exemples des aberrations possibles au cœur humain (a).

Hugues de Combarel, évêque de Poitiers, qui avait assisté en 1438, à l'assemblée de Bourges, après avoir travaillé à la trêve signée au Mans en 1435, entre la France et l'Angleterre, était mort à une époque incertaine, laissant après lui un prétendu évêque, probablement de la nomination du faux pape Clément VIII. L'histoire a rendu justice à ce pasteur inconnu jusqu'à ne rien dire de ses actes qui se passèrent, sans doute, dans un isolement mérité et dépourvu de toute considération. C'est peut-être aussi ce qui explique pourquoi le successeur légitime de Combarel ne fut nommé qu'en 1441. En qualité de seigneur de Chauvigny il avait dû faire quelques réparations au chœur ou au sanctuaire de Saint-Pierre, car on y voit encore, sur le pilier qui soutient la voûte de ce sanctuaire et celle du bas-côté méridional, son écusson armorié. Il portait *d'azur à trois coquilles d'or en pal, parti de gueules à une molette d'argent*, d'où l'on peut conclure que ses ancêtres à trois ou quatre siècles de là s'étaient illustrés dans les guerres de la Palestine, sinon contre les Sarrazins d'Espagne (b).

Gouges de Charpaignes, LXXX^e évêque de Poitiers.

Après lui le chapitre nomma, le 17 mai 1441, Guillaume Gouges de Charpaignes, originaire de ce lieu, en Lor-

(a) V. le livre de MM. l'abbé Bossard et René de Maulde *Gilles de Retz, maréchal de France, dit la Barbe-Bleue*, in-8°, Paris, Champion, 1886; — Audifret, dans la *Biographie universelle*, XXXVII, 398 et suiv.

(b) *Gall christ*, II, 1199; — Dreux Duradier; — Du Tems, etc.

raine, qui fut de nos jours du département de la Meurthe. *Il portait d'azur, à la fasce d'or accompagnée de trois croissants d'argent montants 2 et 1.* C'était l'histoire héroïque d'une famille remontant jusqu'aux croisades d'habitudes toutes chevaleresques. Rien ne le rattachait dorénavant à notre pays, sinon peut-être quelque recommandation puissante inspirée par sa position et ses relations élevées. Il était en effet chancelier de Jean, duc de Berry, comte de Poitou et frère du roi Charles V. Ce prince étant mort en 1416, c'est-à-dire depuis vingt-cinq ans, laisse supposer que Gouges pouvait être d'un âge mûr quand il arriva au siège de Poitiers. Il était alors conseiller d'Etat et faisait des requêtes au parlement de Paris. De son temps l'archevêque de Bourges avait repris ses prétentions à primat d'Aquitaine et prétendait qu'en aucune question de juridiction ecclésiastique, l'évêque de Poitiers ne recourût à l'archevêché de Bordeaux. C'était une protestation d'ancienne date sans doute et qui avait dû suivre de près la mort de Clément V, dont les décisions contraires avaient causé tant de troubles. Dès l'aurore de cet épiscopat, c'était Henri d'Avaugour, assis alors sur le siège de Bourges, qui confirmait, selon l'usage et en qualité de primat, l'élection du chapitre de Poitiers. Cet acte d'autorité fut l'occasion d'une opposition restée sans effet de la part du métropolitain de Bordeaux, Pierre de Puyberland, dont la résistance ne fut pas écoutée. C'est, sans doute, par dévotion à la Sainte Vierge que Gouges voulut être sacré dans l'église du Puy-Notre-Dame, sur la frontière méridionale de l'Anjou et du Poitou. Cette église était le rendez-vous de nombreux pèlerinages où l'on venait honorer une ceinture de la Sainte Vierge, qu'on y vénère encore et que Guillaume IX, comte de Poitou, y avait déposée après son retour de Palestine. La dévotion du prince et de sa femme, Marguerite d'Ecosse, était très grande à cette relique souvent invoquée par les femmes en enfantement. Le roi érigea par reconnaissance du bien qu'il avait reçu, l'église et

collégiale et, en 1438, il l'avait dotée de vermeil destinée à la précieuse reliure. Ce don donnèrent lieu à beaucoup d'autres donations de Louis XI et des seigneurs de la France, en objets précieux qui l'enrichirent. Ce trésor si mémorable fut, au siècle des huguenots.

Acquisition du
château d'Harcourt, à Chau-
vigny, par l'évêque
de Poitiers.

Hugues de Combarel avait généralement terminé, à la cathédrale, les nouvelles cloches commencées par Simon de Crausous son épiscopat, la grosse cloche était hors d'état de service par suite d'un incendie. Malgré les conventions qui lui en interdisaient d'accepter cette charge qui lui semblait un refus en refus, il arriva jusqu'à mort acquitté. Guillaume de Charpaignes se substitua et donna une nouvelle cloche qui fut bénie. L'année suivante, il dota son évêché d'un nouveau fief en acquérant, à Châtelleraud, le domaine d'Harcourt. Les seigneurs de ce domaine de Châtelleraud, depuis que le comte de Charpaignes avait acquis cette dignité, dont il avait été dépossédé par Simon de Crausaud. En échange de ce fief, Charpaignes donna les terres de Conflans, puis la seigneurie de Thuré, près Châtelleraud, Christophe-sous-Faye, en Touraine; la Dune de Sennillé et, enfin, quatre mille livres pour donner aussi le soin de refondre la cloche de la cathédrale qui fut endommagée en 1438. Son évêque et se montrer large et justifier les obligations contractées avec les évêques de ses prédécesseurs ayant usé en vain de toutes les avances de difficultés ou de refus posés.

(a) M. Charles Tranchant, Notice sur Chauvigny d

avaient consacrés d'avance et qu'il n'est jamais digne méconnaître.

L'épiscopat de Gouges fut encore de courte durée. 1444 un nouveau prélat prenait sa place, tiré en presque au hasard des rangs d'une noblesse étrangère au Poitou par ses traditions et ses services. C'était Jacques Juvénal des Ursins, troisième fils d'un baron de Traismout en Champagne. Cette famille portait *bandé d'or et de gueules de six pièces au chef d'argent chargée d'une croix de gueules*. Jacques avait le titre d'avocat; il était archidiaque de Paris et président de la chambre des comptes lorsqu'en 1441 il fut nommé à l'évêché de Poitiers, c'est-à-dire pourvu des revenus considérables de ce siège, sans obligation de résidence ni, par conséquent, de soins particuliers d'aucune administration, ceux-ci étant dévolus aux vicaires généraux. Cinq ans après, en 1449, on le trouva à Fréjus, revêtu en plus du titre de patriarche d'Antioche pour lequel il reçut le pallium, le 27 avril. Il fut aussi procureur commandataire de Saint-Martin-des-Champs, à Paris. On considère aussi qu'il fut longtemps à Rome pour les affaires du schisme dont la solution, quoique consommée de longtemps, traînait toujours en longueur par une foule de détails, grâce aux prétentions ambitieuses de certains personnages accrédités par les faveurs royales; on ne sait comment devait se gouverner le diocèse de Poitiers et d'autres. Juvénal mourut le 12 mars 1456, et fut inhumé dans la cathédrale de Poitiers, devant le grand autel (a).

Ainsi les malheurs de l'Eglise universelle se multipliaient dans les Eglises secondaires. Ils servaient d'excuse ou de prétexte à la violation des règles les plus impérieuses de la vie active sur les âmes. De grandes infortunes survinrent bientôt de ces tristes conceptions qui n'avaient jamais qu'au mépris du désintéressement évangélique et

(a) Gall. christ., II, col. 1199 et suiv; — Dachery, spicileg., IV, 315 et suiv. — Du Tems, II, 427.

conséquent des vertus essentielles dont les éloquents gémissements de saint Be

Culture des lettres.

Les lettres ne cessaient pas d'avoir dans le Poitou au milieu des événements civils qui avaient changé la face de L'autonomie acquise par les villes d'autres aussi que leur position secc pas de se faire des privilèges et des li pour rien dans ce développement des es s'élevaient par le maniement le plus ha ciation plus juste des choses de la vi tution de l'université avait singulièrement mouvement intellectuel. Enfin, ces é avaient été noblement favorisés, nous princes comme Jean de Berry et Chai toutes les sciences étaient enseignées.] des adeptes d'autant plus honorés à subtilités de la chicane s'exerçaient du ments publics et sur des causes dont le pas. Ce fut là, en ce temps, une partie chrétienne.

Poitiers fournit au roi des francs-archers.

Il y avait toujours en Poitou de , désordres et des charges qui s'augme plus. En 1447, une députation de corps envoyée à Paris pour réclamer contre l dont une diminution eut lieu aussitôt. C les francs-archers, destinés à grossir cas de besoin et au premier appel contingents divers imposés aux villes En 1449, Poitiers en devait douze équ frais de la commune, lesquels contrib année, à la conquête définitive de la l Charles VII après la rupture d'une trêv

Révolte et prise de Bordeaux.

Cependant le Midi n'agissait pas cor Normands avaient reçu avec enthous. doux et plus civilisateur de la France. .

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1453)

gardé un vieux levain de mécontentement dans l'noblesse de l'Aquitaine, s'était de nouveau li Anglais, et, à la fin d'avril 1453, le roi se porta centre de la rébellion. Il passa à Poitiers pour s'y ses opérations durèrent jusqu'au mois d'octobre e tomba aux mains du roi. Ce furent de grandes sances à Poitiers quand *le victorieux* y repassa e de ces nouveaux lauriers qui symbolisaient ur importante de la France reconquise sur une ri faiblissait partout sous ses armes. De magnifiques furent données et il écouta, pendant les huit jour demeura à l'évêché, la demande que lui firent, maire Jean Chevredent, qui, avec l'évêque Juv Ursins et d'autres seigneurs des plus hauts placés tèrent l'établissement d'un parlement à Poitiers. I aurait pas été contraire, mais le conseil y trouva d vénients et, par une décision du 14 février 1454, qui refuse cet avantage à la ville, promet de subve autre façon aux besoins de la justice et, en eff question de les dédommager par un présidial, longs retards suivirent cette promesse et le présid établi que sous Henri II, par un édit de 1551.

C'est le temps où l'ancien pont Saint-Engilber aujourd'hui sous le nom de Pont-Joubert, après n' qu'un passage composé d'un tablier et de parapets fut reconstruit en pierre, en 1451, par les soins Hilaire Larchier, alors en exercice. Ce pont s'a avec la rue du même nom vers la rue Cornet, et nom est porté aujourd'hui par la partie de la gr qui commence au bas de la rue Saint-Maixent. ^(a)

Ce fut aussi, à l'occasion du séjour à Po Charles VII, qu'on y vit représenter un de ces my la vie du Sauveur qui remplaçaient pour toutes l gences à la fois les romans de chevalerie qu

(a) Thibcaudeau, VI, 307, — Dufour, *l'Ancien Poitou*, p. 452.

séduit si longtemps l'esprit des populations éclairées des siècles précédents. Quand on perdit ce goût du romanesque la foi vivait encore éclatante et pure. On trouva bien plus d'attrait à des souvenirs vrais et religieux : ce fut l'idée génératrice des scènes de la vie du Christ, des apôtres et des martyrs ; on s'y appliquait donc avec zèle, on se faisait honneur d'y prendre un rôle ; on se glorifiait d'y avoir concouru, et ces noms devenus si nombreux dans notre nomenclature patronimique : Chevalier, Lemoine, l'Évêque, et autres semblables, sont restés à des familles dont les membres avaient d'abord représenté, dans les mystères, des personnages dont le titre avait été gardé par eux avec soin. Bouchet nous a laissé ses souvenirs, à propos d'un mystère de la *Nativité, Passion et Résurrection de Notre-Seigneur Jésus-Christ, représenté en grand triomphe et somptuosité*, en 1436, et où l'on vint de toutes parts avec un grand empressement. C'est une représentation de ce genre qui fut donnée à Charles VII, dans le cloître des Augustins, outre une grande chasse dans la célèbre forêt de Molière. Pendant que de si belles choses tendaient à obtenir un parlement d'un souverain qui ne l'accordait pas, on songeait autour de lui à établir, en Poitou, l'impôt le plus vexatoire et le moins populaire, celui établi sur le sel sous Saint-Louis et Philippe le Hardi, et qu'on appelait *de la gabelle*, mais qui n'avait pas alors le caractère odieux qu'on lui avait donné dans la suite. La ville eut le bonheur d'échapper à cette exigence. Mais on n'obtint, quant au parlement sollicité, qu'une vague promesse d'améliorer sans trop de retard le cours de la justice. Il y avait d'ailleurs un parlement provincial institué à Toulouse, puis un autre à Bordeaux pour le Languedoc et la Guyenne. Le pouvoir se sentait peu porté à trop multiplier ces cours d'appel que leurs tendances portaient déjà trop à s'occuper d'autre chose que de la justice.

Néanmoins, une ordonnance de cette même année, donnée à Montils-les-Tours, où se trouvait Charles VII,

GÉNÉRALE DU POITOU (1453)

es formées dès longtemps et dev
que la féodalité avait moins d'e
et que les tribunaux fondés p
nt la justice avec moins d'arbi
er les lois en vigueur dont l'ens
nes du Poitou. Ces coutumes, c
s autres provinces, se complè
e que l'une d'elles n'avait pas rég
le l'empruntait à la coutume ve
it-il souvent quelque confusion
libre laissée aux juges. Des tr
particuliers avaient élucidé sur les questions de droit
certaines difficultés dont quelques jurisconsultes l
avaient gardé les cahiers. En 1352, grâce à une re
d'avocats présidée par Jean Mignot, lieutenant de Th
de Faltan, une autre rédaction avait été faite pour féc
la première idée, mais, pour dire dès à présent ce
rattache à ce fait si important pour notre provin
première rédaction ne se fit, sans qu'on puisse en ti
la date précise, que de janvier à février 1482. C'est
ans après, en 1514, que la première impression s'e
Poitiers, très différentes des précédentes en beauc
dispositions, puisqu'en les composant on trouve que
dernière avait perdu plus de trois cents articles au
obligatoires et qui y furent abolis ou modifiés
manuscrits de ces diverses rédactions sont devenus c
rares ou fort introuvables (a).

En 1451 et les deux années suivantes fut consomm
la prise de Bergerac, de Bordeaux, de Bayonne
quelques autres places moins importantes, le retou
France de la Guyenne qui avait appartenu aux A
depuis le mariage d'Eléonore avec Henri II en 1155. C
un long espace de quatre cents ans bien lourds à la
province. L'esprit patriotique avait amené ce dénou

(a) *Mém. des Antiq. de l'Ouest*, XXXIII, p. 238 et suiv. ; — *Bullet.*,

grâce au succès de Charles VII et à sa noble persévérance. Bientôt on arrivera à ne plus regarder que comme une étrangère dans notre pays cette ambitieuse et jalouse Albion que trop d'imprévoyances y avaient accueillie (a).

L'imprimerie en
Poitou.

Une découverte qui nous importe beaucoup ici, parce qu'elle fructifia à Poitiers dès ses commencements, c'est celle de l'imprimerie qui allait changer la face du monde, et qui, merveilleuse par elle-même, se prépara promptement dans les affaires publiques un rôle qui ne pouvait manquer de servir en des partis opposés : le bien et le mal, les ténèbres et la lumière, le règne de l'Eglise et celui de l'hérésie et des mauvaises passions. On ne peut dire précisément l'époque de ces premiers essais qui semblent venir de l'Allemagne, mais on sait particulièrement que dès 1444 on s'en occupait sérieusement à Avignon (b). A Poitiers on la vit apparaître dès 1519 par une édition du *Breviarium historiale*, puis le *Coutumier* du Poitou, in-folio, en 1486 sortis des presses, l'un de Jean Marnef, l'autre de celles de J. Bouyer et de Pierre Belle-Esculée. Ce dernier ouvrage, antérieur à ces premières dates, est devenu très rare et n'existe même plus à Poitiers ; il en est ainsi des *Heures à l'usage de l'église d'Angers*. (c) Dans ces temps où l'université offrait chez nous à nos libraires de si belles chances de succès, on s'étonne peu que l'imprimerie y ait fait des progrès aussi rapides que considérables. Aussi, dès le siècle suivant, on y vit briller Jean et Engilbert Marnef, les frères Bouchet, fils ou neveux de l'annaliste et d'autres dont les travaux rivalisent avec les plus belles éditions, par la correction du texte et l'élégance de l'impression. Ce fut une ressource de grande valeur pour les érudits et les littérateurs du pays qui confièrent leurs livres à ces habiles hommes et purent surveiller de leurs propres yeux les impressions confiées à leurs presses.

(a) Bouchet, *Annales*, p. 260.

(b) Voir un feuillet de l'*Univers*, 10 octobre 1890.

(c) Lettre de M. Lièvre, conservateur de la bibliothèque de Poitiers.

TOIRE GÉNÉRALE DU POITOU

lustrie avait été précédée à Poitiers, devait devenir inséparable. On y fit la confection par Maurice Claveur de la Poitiers, du moulin à papier, de la Bajon et du Pré-l'Abbesse, dont l'abbaye de Sainte-Croix.

Le caractère ne fut sans doute pas sa juste valeur, intéressa en 1450, y montrant un des plus mémorables de la fortune, et plus encore de l'homme. Il s'agit du célèbre Jacques de Poitiers les plus tristes revers de considération et la vie d'un homme ses années s'étaient passées à Poitiers, avait vu faire de brillantes études de cléricature, comme il arrivait souvent à renforcer leurs privilèges ecclésiastiques. Il avait donc pris, mais, vers l'âge de 19 à 20 ans, il était où son père exerçait la profession de le génie du commerce, s'y adonnant de si grands profits qu'après quelque un des négociants les plus considérables. Charles VII n'avait pas attendu pour distinguer son aptitude à maître de la monnaie à Bourges confia l'administration des finances qu'il se donnait à ces soins, pour avait pas moins ses agents qui allaient dans le Levant pour y venir et en rapporter les productions l'opulence devint telle, par suite de ces entreprises, qu'on disait : « riche comme un prince » avait pris les finances en très mauvaise ant de guerres soutenues depuis s'agit de conquérir la Normandie.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU

ques prêta au roi deux c
ls de trois millions sans
e. Ses grands services, s
faveurs toujours plus h
s de noblesse et se trou
n à la cour, au niveau de
uns lui ont reproché so
er : il était bien difficile
t sa conduite, exempte
coûtait rien à personne
ang et ses relations.

reusement, toutefois, c'é
s et des courtisans a
d'un homme si supérieu
ses vertus, suscita la
Cœur était en ambassa
les affaires du Saint-Si
is quatre armées au ser
ar l'envie et la cupidité,
nce par des calomnies s
i eut la faiblesse d'acce
mbassadeur fut arrêté :
e l'ingratitude à l'injusti
e commission composée
nis, et présidée par Cha
accusateurs. Comme tou
it contre lui des témo
a par les siens, le proc

Poitiers, où l'inique co
usé réclama selon son c
en vain l'évêque Juvén
omme clerc de son di
its de torture, dont on le
u'on voulut. C'était le t
ne.. On le condamna à
es biens dont la plus gra

ses accusateurs et à ses juges. Dans cet odieux système de partage le président Chabannes eut vingt mille écus acheta à vil prix les plus belles propriétés du condé. Ce ne fut pas tout : et quand le 29 mai 1453, l'arrêt fut rendu, on préluda à son exécution par une humiliante inséparable alors de ces grandes condamnations par haute justice. Il fallut, qu'une torche de cire à la main se mit à genoux dans la grande salle du palais prononça l'amende honorable des crimes dont il était tement accusé. Il y avait à peine vingt ans qu'on en avait fait autant à l'angélique Jeanne d'Arc. Cette fois pourtant on n'osa pas aller jusqu'à verser le sang innocent. L'ordonnance de Charles VII changea l'arrêt de mort en exil perpétuel puis lui assigna le couvent des Cordeliers de Beauvais. C'était le mettre sous sa propre surveillance et répondre de lui. Les facteurs nombreux de Jacques, dont les services lui avaient procuré son immense fortune, l'avaient aimé, se cotisèrent pour lui faire un sort qui relevât de la profonde misère où l'avaient jeté l'orgueil des uns et la faiblesse des autres. Ce déni de justice semblait alors à des ennemis sans scrupules autre moyen de réussir contre des adversaires tombés. L'habitude s'établissait, en dépit de l'enseignement du droit par les dans les universités nouvelles, les caprices de juges ignorants et les fausses lumières jetées par eux dans l'âme courageuse des princes. Ceux-ci préféraient donc la flatterie à la vérité en faisant connaître par leurs conclusions des causes qu'ils auraient dû juger eux-mêmes.

Jacques Cœur nous intéresse assez pour que nous ajoutions ici que grâce au dévouement d'un de ses neveux il put s'évader de sa prison. Il se réfugia à Rome où le pape Calixte III, qui armait contre les Turcs, lui donna le commandement de sa flotte. Il partit donc, mais malade, il s'arrêta à Chio où il mourut en 1460. Louis XI permit que Louis XI vengeât sa mémoire. Il fit réviser : la vérité se fit jour et les biens confisqués

rendus à sa famille. Ce qui paraîtra sur le dernier fait, c'est que cette restitution Louis XI, se fit par Chabannes lui-même prison pour les méfaits trop avérés qu'il injustement à Jacques Cœur et qu'il av même (a).

Léon Guérinet,
LXXXII^e évêque
de Poitiers.

Quand l'évêque Juvénal des Ursins mort chapitre avait pour doyen Léon Guérinet, qui cumulait, comme d'usage, avec cette de conseiller au parlement de Paris. Une ce de ses parents l'a fait maladroitement Besly, *Pagani*, qu'on avait traduit par *P* consacrée aussi par d'autres auteurs. Le 1457 ; on voit, par un renseignement de Marthe (b), que la question du primatiale semblait pas encore terminée décidée s'adressa au métropolitain de Bordeaux, tauban, pour faire confirmer son élection, refusa, parce qu'il ne trouvait, disait-il, aucune preuve qu'il possédait la primatie. Quoi qu'il en soit, il fit son entrée solennelle 27 novembre. Par un de ces tripotages si souvent alors les évêchés et les abbayes, sous la protection des rois et des grands, il avait été élu par Charles VII et Jean du Bellay, de la fameuse vine de ce nom, que l'évêché de Poitiers avait donné à Léon Guérinet à celles de ce moyen d'obtenir une pension que celui-ci aurait Mais Léon ne consentit à quitter Poitiers l'évêché de Fréjus. D'abord moine de Saumur, il en était devenu abbé. A Fréjus,

Jean du Bellay,
LXXVIII^e évêque.

(a) Tous les Historiens du temps, *Histoire de l'Église*, de Michaud, t. IX, p. 182 et suiv.

(b) *Gall. christ. ub. sup. et suiv.*

(c) *Id., ibid.*

à sa convenance à cause de ses relations arrangea de façon à permuter avec Léon fut consommé en 1461. Guérinet porta *hevron de gueules accompagné de trois fleurs de lys ; et Jean Dufay, d'azur à la bande accompagnée de six fleurs de lys d'azur*

la justice réclamé depuis longtemps pour la France, fut ménagé en 1455 par Charles VII. La Pucelle, bien posée désormais à cette démarche. Tous les matériaux historiques qui se rattachent à cette affaire sont devenus nombreux, qu'on n'eût pu se tromper sur la vérité et à la justice. C'est en 1455 qu'eut lieu la révision dont les pièces ont servi dans la vérité sur les points les plus importants.

Calixte III qui fut prié par la famille de Charles VII, de faire examiner en vit assez pour déclarer la gloire de sa religion, de sa patrie et de sa grandeur. Les grands embarras du Pontife ne lui laissent pas de temps à y donner. L'année suivante, le concile de l'Université de Paris publia ses conclusions. Louis XI voulut aussi rendre hommage à l'héroïne qu'il avait connue de son père de nos jours, que ce ne sera pas un succès en faveur de cette cause qui a quelque chose pour la France. (a)

Il était mort le 22 juillet 1461 après avoir régné sur le Poitou avant et depuis sa réunion à la France. Son fils, Louis XI, lui succéda et fut sacré le 1er août suivant. Le 28 décembre il fit son entrée à Paris. Le duc de Bourbon lui offrait en cadeau pour son anniversaire une robe de chambre d'argent. Il reconnut cette galante

en exemptant les vingt-cinq échevins du ban et de l'arrière-ban comme compensation de l'obligation qu'ils avaient acceptée de garder la ville sous son obéissance et de la défendre. Cette dernière charge incombait à tous les habitants six ans après.

Privilèges
donnés à Niort.

Mais Poitiers ne fut pas le seul objet des faveurs du nouveau roi. Niort, qui l'avait soutenu dans sa révolte contre Charles VII et que ce dernier avait en punition dépouillé de ses privilèges de la mairie, trouva son fils d'autant plus disposé à la choyer. Donc, ces libertés et ces droits particuliers que le roi offensé avait fini par leur rendre, après un certain temps, il les confirma, les augmenta et alla jusqu'à conférer la noblesse aux échevins. Un acte de la même année 1461 prouve qu'il y avait alors à Niort un couvent de Cordeliers avec lequel les habitants avaient contracté certains liens spirituels qui les unissaient pendant la vie et après la mort par le secours de communes prières.

Caractère de
Louis XI, guerre
du bien public.

Cependant Louis XI était dur et soupçonneux. Toute sa jeunesse avait été employée à conspirer contre son père dont il aurait voulu hâter l'héritage. Son idée fixe était d'abaisser les grands et il leur interdit jusqu'au droit de chasse, l'un de ceux auxquels la noblesse tenait le plus. Des mécontentements éclatèrent partout et donnèrent lieu à une révolte. Ayant convoqué à Poitiers, en 1465, les Etats généraux des cinq provinces qui entouraient le Poitou, son frère Charles duc de Berry, qui l'accompagnait, s'esquiva et alla rejoindre le duc de Bretagne François II, qui était mal avec le roi, dont il avait eu de justes sujets de se plaindre. Le roi se trouva en tête les plus grands seigneurs du royaume, mécontents de ces mauvais traitements. Une guerre civile s'en suivit qui fut dite du *bien public* et qui ne fut pas aussi mal nommée que certains l'ont prétendu, car le peuple, vexé de mille manières, était aussi mécontent que les grands. En cette même année la paix fut signée à Conflans, près Paris. Louis ayant fait des concessions qu'il

Fin de cette
guerre.

comptait atténuer par des intrigues inséparables de la politique (a).

Poitiers, parmi ces mouvements difficiles, était fidèle à Louis XI, qui en remercia le maire et les échevins par une lettre datée de Thouars. Il y était allé chercher ses intérêts près de Georges de la Trémouille, in-fidèle favori, qui s'était emparé de la vicomté au détriment de son frère Louis, lequel ne valait guère mieux que lui.

Une réconciliation s'était faite entre Louis XI et son frère Charles de Berry, qu'il nomma apanagiste du Poitou en 1469. La province, qui retrouvait ainsi une sorte de stabilité, fut heureuse de ce changement qui remplaça un prince commode par un autre qui ne l'était pas du tout, et dont les humeurs capricieuses étaient à peu près tout le droit législatif et criminel. Ce fut une bonne idée à Louis XI, qui prouvait au moins une tête bien organisée pour le gouvernement, que d'appeler à Poitiers le parlement de Bordeaux dont la juridiction fut donnée à Toulouse, qui avait le sien ; cette nouvelle disposition était rationnelle, puisqu'elle rapprochait du centre de la justice supérieure les justiciables trop éloignés du centre et obligés de déplacements onéreux. Mais cette faveur n'eut qu'une courte durée. Le roi, sans laisser percer sa pensée, ne voulut rehausser l'apanage de son frère et se vengea de Bordeaux qu'il n'aimait point. Il sut le montrer la peine trois ans après, quand le duc de Berry fut mort, et se hâta de ramener ce parlement à Bordeaux, car la faute d'héritiers mâles de son frère, avait repris le parlement et il fit verser à la ville de Poitiers cinq cent mille écus, que lui avait coûté le changement qui cessait alors d'avoir son effet (c).

Les corps de métiers, nous l'avons vu, étaient

(a) Hainaut, II, 377 ; — *Art de vérifier les dates*, XIII, 237, VI, 10.

(b) Bourniseau, *Hist. de Thouars*, p. 159 et suiv.

(c) Bouchet, *Annales*, p. 275 et suiv. ; — Archives de la ville.

depuis longtemps à Poitiers. C'était une excellente institution donnant des garanties nécessaires au commerce et aux particuliers qu'elle sauvait des fraudes et tromperies dont les commerçants, laissés à eux-mêmes, ne savent jamais assez se garder. Au lieu de réformer les abus qui s'étaient glissés dans l'usage des statuts, on les détruisit en laissant au maire la pleine disposition de la réception et de l'établissement des ouvriers. Cette mesure devait rester insuffisante : on s'en aperçut bientôt. Le conseil de ville décida, quatre ans après, que les chefs-d'œuvres, rétablis comme preuve indispensable de l'aptitude des ouvriers, seraient examinés par les maîtres jurés que présiderait le maire. C'était à la fois justice et raison. Il en résulta de véritables avantages au profit des consommateurs de tous genres. Chaque maître, à sa réception, jurait de remplir fidèlement et avec *honnêteté* ses devoirs envers ses apprentis et compagnons, de ne livrer que des marchandises confectionnées dans leurs moindres détails d'après les règles imposées ; l'ouvrage mal fait en dehors de ces règles était brûlé (a). Quand cet équivoque génie qu'on appelle Turgot abolit ces sûretés publiques sous prétexte de la liberté du commerce et des citoyens, nous savons mieux que jamais à quoi réussirent ces eutopies. Le commerce est devenu une école de falsification ; ces citoyens ont la liberté de voler, les autres l'avantage d'être dupes, et tous l'agrément de vivre sous la pression d'une méfiance mutuelle. Au système contraire ainsi aboli par le novateur Limousin, beaucoup d'avantages se rattachaient. Chacun savait s'honorer lui-même, l'estime se mesurait à la dignité relative d'une vie que la religion honorait également pour tous et une véritable solidarité s'établissait entre tous les corps d'état. Il est vrai qu'aujourd'hui nous avons les syndicats et les lois qui font payer aux *patrons* les incuries de leurs ouvriers.

(a) *Bulletin de la Soc. Académ. de Poitiers*, VI et suiv.

GÉNÉRALE DU POITOU (1472)

qui nous intéresse à cette ère d'efforts publics et les allures générales de la civilisation qui s'agitait dans un milieu où se succédaient les éclosions des sciences et des arts. Ces derniers n'étaient pas encore, qui dressait encore ou terminait encore, qui dressait encore ou terminait encore, ou de splendides hôtels particuliers dans les grandes cités des environs de Paris. La peinture, grâce à la palette de Giorgione et des frères Van-Dyck, en Belgique, enrichissait le cadre historique et décorative le cadre qui fait son plus touchant aspect et actionnait par la ciselure prodigieuse et d'ornementation.

Partout florissaient dans les universités à Paris, à Turin, à Leyde et ailleurs, où ne manquaient pas de se trouver ces savants Grecs exilés de leur patrie d'Asie-Mineure. Ces universités étaient peuplées de quatre mille écoliers à compter, qu'à côté de cet éclat, jeté sur les progrès des sciences, se voyait le désordre des mœurs de ces universités qui ne se gardent pas facilement de tomber trop aussi à ces égarements.

L'imagination des jeunes hommes de tout âge et entraînent au désordre et qui abandonnent les règles de la morale et de dominer la raison. Wiclef, qui étaient de ces savants formés dans les universités d'Allemagne, la perversion du cœur avait été la pensée. Ils avaient payé de l'argent la constitution sociale ; mais ces excès avaient engendré les mêmes aberrations.

dans un trop grand nombre d'étudiants et de légistes, que le besoin d'argumenter ne retenait plus, même devant les vérités indiscutables de la religion nationale. Ces sorties laissaient toujours des plaies profondes dans les âmes qu'elles avaient trompées. La jeunesse surtout s'y laissait séduire et, pour peu que ses penchants naturels l'emportassent sur la foi et le raisonnement, on trouvait en elle un facile développement des grossièretés de la nature et et des aberrations de l'esprit.

François Villon
et ses aventures.

Ce double caractère apparut à cette époque dans un de ces jeunes écervelés que des dispositions natives et des entraînements de circonstance avaient jeté dans ce milieu où le libertinage s'alliait trop à des études dont il étouffait souvent le succès. François Villon fut de ceux-là. Né de parents pauvres, avec un esprit délié et un penchant décidé pour la littérature facile ; le goût des lettres alla bien à son humeur légère et dans quelque université qu'il ait étudié, il n'y acquit aucune estime des veilles sérieuses, et ses premiers jours durent se ressentir de sa mauvaise éducation. C'est en dérobant volontiers le bien d'autrui, en se livrant à ses goûts de dissipation et de larcins fréquents, qu'il vit changer par ses compagnons de débauche son nom de Corbueil, en celui de Villon, qui, dans leur argot, équivalait à ceux de voleur et de fripon. Ces avanies le jetèrent, quand il n'avait pas encore vingt ans, en une certaine compagnie où ses méfaits le firent condamner à la potence, qu'il ne vit changer en bannissement que par une faveur de Louis XI. Il se réfugia alors dans le Poitou, on ne sait trop pourquoi ni comment, et se fixa d'abord à Saint-Maixent. Son activité d'esprit, son amour de la poésie, qu'il ne tournait pas mal pour son temps, l'ingénierent de composer et de représenter, dans la petite ville, un drame de la passion en langage poitevin, pour lequel il avait besoin, afin de mieux revêtir Dieu le Père d'une très belle chappe, que possédaient les Cordeliers du lieu. Il la demanda au sacristain du couvent qui déclina la

Caractère de ses
écrits.

ÉNÉRALE DU POITOU (1472)

de son ordre ne permettaient
oyen semblable, à aucune r
vengeance devait s'en suivre
jeunes libertins comme lui, et
qu'ils maltraitèrent à plaisir
'on serait plus disposé à croire
nables témoins que Rabelais
mps, dont la jovialité scabre
ec plus de succès encore, et
ication contre les moines. (a) et
dont la vie de Villon fut ple
ises, ses fréquents démêlés
flétèrent dans ses poésies
on la plus ordinaire. Sales e
nt déjà par leur tournure plu
les caractères de la ver
habituelle de sa rime, presque
de mérites dans ses écrits.

n'y rachètent pas la mon
ncore l'ignorance de cette r
és dans Marot, et arriva à l'l
tion régulière de la rime fêr
it ni quand ni où mourut Vi
derniers jours de sa vie
lection d'un des prieurs qui, c
abbaye sous le bon plaisir d
voit, par là, combien se
mourir en 1460, puisqu'il vé
na que de 1461 à 1483.

poque, et sans pouvoir assig
mmencements, qu'il nous fai
omie sur laquelle tant de ju

Il s'agit de Jean de La Balue
is en vue du règne de La

quoiqu'il fût issu de la plus basse extraction, disent fils d'un meunier quelconque ou Poitiers, d'autres encore d'une famille sur l'Anglin. Quoi qu'il en soit, il était né génie des affaires, intelligent et vif aux affaires, il avait aussi le talent malheureux de l'ambition. Jeune encore, il plut à l'évêque Juvénal des Ursins, qui le nomma son secrétaire, à quoi l'infidèle confident trouva moyen de s'enrichir aux dépens des héritiers. Cette faveur plus ou moins visible et ne l'empêcha pas d'être vicaire général de l'évêque d'Angers, Désireux par dessus tout de s'avancer en cour, par Jean de Melun, qui avait la faveur, et, par son appui, devint bientôt trésorier d'État. Il trouva bien vite le moyen d'être évêque d'Évreux, mais ce siège ne satisfaisant son ambition, il ne craignit pas de calomnier son bienfaiteur, Jacques de Melun, et le déposer ; après quoi, il s'empara de son siège. Melun fut trahi, à son tour, et mourut par perfidie. Chargé par le roi de différents emplois, et de beaucoup de bénéfices il les multiplia et augmenta sa fortune par ses intrigues. Louis XI, qui cherchait moins la vertu que le talent de lui plaire, trouva le moyen de l'adopter, il l'adopta d'autant plus qu'en 1465 il le fit signer au traité de Conflans, qui suivit la bataille de Verlhery, et mit fin à la guerre du bien public. La protection et les intrigues de La Balue lui valurent le titre de cardinal que Jules II avait refusé d'accorder, et enfin par d'indignes complaisances. Le ministre de Louis XI à force d'obsèques et d'entretien la division entre lui et le roi, son frère, dont il craignait que le crédit n'éclipsât sa conduite. En effet, il livrait à son adv

Bourgogne, Philippe le Bon, les secrets du gouvernement largement payés. Ces menées furent découvertes et prouvées par ses correspondances. Louis le fit enfermer au château de Loches, dans une cage de fer qu'on y voit encore, et dont on devait l'invention à La Balue lui-même. Il y resta onze ans. Comme ce supplice d'une longue réclusion dans un espace de huit pieds carrés avait été imposé contre l'assentiment de la cour de Rome, on y eut le tort, après sa délivrance due aux supplications d'un légat, de l'y recevoir avec une faveur que rien n'explique sinon les justes méfiances qu'on y avait contre le roi de France, dont la politique ne valut pas mieux là qu'ailleurs. Ces considérations de peu de portée semblaient justifier en Italie les dédommagements qu'on crut devoir donner à l'indigne cardinal : il fut fait évêque d'Albano, par Innocent VIII. Il était légat de la Marche d'Ancône, en 1419, quand il mourut, laissant la plus déplorable réputation qu'un évêque ait jamais pu s'attirer. Les historiens et les biographes s'accordent à ne lui reconnaître aucune vertu et disent qu'il eut tous les vices excepté l'hypocrisie. Nous pourrions rectifier cette assertion : car il n'était guère possible qu'il manquât de celui-là dans ses efforts pour tromper ses protecteurs et jusqu'à Louis XI qui seul put l'en punir selon ses mérites. On dit qu'il procura de précieux manuscrits à la bibliothèque de l'évêché d'Evreux : cela prouverait que dans un temps, qui était déjà celui de la renaissance des lettres, il songeait peut-être plus à sa propre gloire qu'à l'avantage de la science et de l'érudition (1).

Louis XI, en qui venait rarement un sentiment de pitié dans lequel il n'eût un intérêt à garder, n'hésitait pas quand il fallait sévir contre un ennemi, persuadé que les morts ne reviennent pas et que ceux dont il se défaisait, il n'aurait plus à les combattre. Cette politique le disposa à punir enfin les infidélités réitérées du comte Jean V d'Armagnac, qu'on avait toujours vu s'unir contre lui à toutes les

Siège et prise
de Lectour par
Louis XI.

révoltes soulevées par les ducs de Bretagne, de Bourgogne et d'Alençon. Il fait donc assiéger Lectour, capitale de l'Armagnac, sur le Gers, et dans une position très forte. Le comte s'y renferme et le défend, mais il est tué par trahison du roi après une capitulation par laquelle il se croyait couvert. On arrêta aussi le cadet d'Albret, seigneur de Sainte-Bazeilles, dans le pays d'Auch, qui avait servi les trahisons de son duc. Le malheureux fut conduit en prison à Poitiers en mars 1472, et condamné à mort. Il monta sur l'échafaud le 7 avril suivant, laissant un nouvel exemple d'une justice sévère mais trop méritée (a), et qui devait contribuer à faire rester dans le devoir une foule de rebelles que certains succès même n'auraient pas préservés longtemps du sort que l'énergie royale leur préparait.

Guillaume de
Cluny, LXXXIV^e
évêque de Poi-
tiers.

Un membre de la célèbre maison de Cluny, en Bourgogne, occupa dès la fin de 1478, après la mort de Jean VI du Bellay, le siège de Poitiers que lui donna la faveur de Louis XI. Cette famille portait de *gueules à trois fasces barissées d'argent*. Guillaume n'avait manqué d'aucunes dignités ecclésiastiques dans son diocèse d'Autun où il fut à la fois ou successivement chanoine, official, proto-notaire du Saint-Siège et parvint en dernier lieu à l'évêché de Thérouanne (b). Louis XI l'avait employé pendant la guerre du bien public à des négociations avec Louis de Bourgogne et les autres princes ligés contre lui. C'est en récompense de ces services, qu'atteste Comines (c), que le roi lui fit avoir l'évêché de Poitiers. Ce fut presque aussitôt après que le roi l'employa en Bretagne, conjointement avec son chambellan Jacques de Beaumont de Bressuire, sénéchal du Poitou, à négocier un accord entre le comte de Penthièvre Jean de Brosse, et François II, duc de la province. Il était abbé commendataire de

(a) Hénault, Daniel Mézeray, *Art de vérifier les dates*, IX, 319 ; — Bouchet, *Annales*, p. 281.

(b) Et non pas de Tarbes, comme Duradier l'a dit par erreur.

(c) *Mémoires*, lib. V, c. xvii.

Bourgueil en Touraine, son court épiscopat, qui ne pas de deux ans, fut tout consacré à des affaires de genre pendant lesquelles on le vit peu à Poitiers. C dans une de ces courses d'affaires qu'il mourut à T vers la fin de 1480, c'est-à-dire après le 14 août, car des lettres signées de lui ce même jour (a).

C'est sous l'épiscopat de Guillaume de Cluny, en 1 que Louis XI, vieux, infirme et tremblant pour le cor qu'il ne tarderait pas à rendre à Dieu de sa vie pa blement égoïste et souvent cruelle, envoya à Charroux se recommandant aux prières des saints et à l'effic des reliques célèbres qu'on y vénérât, six lampes d'ar du poids de six cent vingt-six marcs et demi pour y entretenues à perpétuité devant le Saint-Vœu, qui était relique eucharistique dont nous avons vu l'histoire viii^e siècle. Ces lampes furent envoyées à Poitiers, d'o corps de ville, par ordre du roi, devait les faire port l'abbaye par un des plus notables échevins. Ce qui n fit pas sans une grande solennité. La lettre du roi datée le 7 janvier du Plessis-les-Tours, devenu depui château des Ormes, où il s'était fait une solitude dont environs tremblaient de peur quand il y demeurait (b).

Dès le 21 novembre 1481, Guillaume de Cluny pour successeur Pierre V d'Amboise, fils de Pie seigneur de Chaumont-sur-Loire, et frère du cél Georges d'Amboise, cardinal archevêque de Rouen avait commencé par être moine, puis abbé de Saint-Jo de-Marnes où il avait reconstruit les lieux régul détruits pendant les guerres anglo-françaises, et archives de ce monastère conservaient des pièces où trouvent quelques preuves de l'action bienveillante qu exerçait encore en 1489 et 1493. Il aimait la collégial Champigny-sur-Veude, aux confins de la Touraine e

(a) Gall. christ, Du Tems, Dreux Duradier, le P. Berthier, *Histoie l'Eglise gallicane*.

(b) Thibaudeau, *Histoire de Poitiers*, II, 88.

Poitou, et procura, de la part du pape Alexandre VI, au doyen et au chapitre de cette église, le privilège d'user des insignes épiscopaux. Il possédait, à quatre lieues au nord de Poitiers, le château de Dissais, dont ses prédécesseurs avaient fait leur maison de campagne depuis que celui de Chauvigny, d'abord plus difficile et plus coûteux à entretenir, s'était vu abandonner par ses seigneurs féodaux. Cette maison répondait peu à ses goûts d'homme intelligent, ayant été considérablement endommagée par les dernières guerres. Son long épiscopat lui permit d'en entreprendre la reconstruction sur des plans dont on sent encore, après une déformation considérable, quel dût être l'élégante et majestueuse beauté. Il eut avec le chapitre des différends qui tournèrent justement à son avantage tant par des jugements des sénéchaux de la province que de la sénéchaussée de Poitiers.

Les mœurs et les habitudes de Pierre d'Amboise et son désintéressement naturel furent irréprochables, et cette honorabilité de toute sa vie n'empêche pas Dufourny (a) de lui avoir attribué deux enfants, dont l'un, dit-il, avait été abbé de Saint-Cyprien de Poitiers. Or celui-ci, le seul dont il indique une trace, est inconnu partout, même dans les dyptiques de cette abbaye où son nom ne vient nulle part. Ce seul témoignage indique assez ce que vaut l'assertion imprudemment publiée par l'*histoire* des maréchaux (b). Pierre ne mourut que le 1^{er} septembre 1505, après vingt-quatre ans d'épiscopat, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Ce fut à Blois qu'il succomba à une maladie de quelques jours. On le rapporta à Dissais; il y fut enterré dans la chapelle du château où l'on voyait encore son tombeau avant le pillage de 1792. Ses armes étaient *d'or et de gueules de six pièces*.

L'histoire de cette dernière moitié du x^v^e siècle a peu

(a) *Bulletin des Antiquaires de l'Ouest*, IX, 240. — *Histoire de la cathédrale de Poitiers*, II, 182 et suiv., 332.

(b) *Histoire des Maréchaux de France*, II, 75.

d'événements saillants, mais elle nous mon
appliqué tout entier par son corps de ville et se
au développement de la cité, au soin de s
murale, à la protection des nombreuses indu
entretiennent le commerce, à la bonne tenue de
Tout va bien dans ce gouvernement qui sembl
qui s'attache au roi selon toute la teneur de ses
lui garde la ville et le reçoit avec toutes les m
fidèle dévouement lorsque Charles VIII, qui ava
Louis XI en 1483, passa à Poitiers trois ans ap
réprimer le mouvement de rebellion que les fili
Dunois avaient excité en Guyenne. La justice
chaussée maintenait l'ordre contre les malfr
mettait la probité en honneur autant qu'elle
crime et les exactions. Un maire de Poiti
Boislève, n'en sut que dire pour son propre
occupait la mairie en 1496. Il y rendait des s
on lui devait la restauration du pont de Roche
de la Grosse-Horloge. Mais comme il était en
maître de la monnaie, il eut la malheureu
s'enrichir en faisant fabriquer des écus d'arge
moindre que la loi ne l'avait fixé. La cour des
Paris, eut connaissance de l'affaire et le cond
cents livres d'amende et le déchut de tout dro
désormais la même charge (a); c'était sous l
Louis XII.

En 1505, Jean VII^e de la Trémouille, prenai
du siège épiscopal de Poitiers; il succédait à
Pierre d'Amboise, mort le 1^{er} septembre préc
le lieu de dire comment s'explique cette paren
deux maisons de la Trémouille et d'Amboise. Ce
était entrée en possession de la vicomté de T
la mort du dernier vicomte Louis, qui ne
d'enfant mâle, et dont une fille, Isabeau, épou

(a) *Mémoire des Antiquaires de l'Ouest*, 1877, p. 23 et su
de la ville de Poitiers.

Familles de
Thouars et de la
Trémouille.

premier seigneur d'Amboise, qui, étant mort sans postérité en 1698, laissa la terre de Thouars à un neveu, seigneur d'Amboise, qui devint vicomte de Thouars et de beaucoup d'autres terres de la contrée. C'est par un mariage de Louis de la Trémouille, fils de Georges, favori de Charles VII, avec une Marguerite d'Amboise que la terre de Thouars, dont elle devint vicomtesse, passa à la famille de la Trémouille (a).

Jean VII était cardinal et archevêque d'Auch quand il obtint, sans doute pour grossir sa fortune, le titre d'administrateur perpétuel de l'évêché de Poitiers. C'était une manière commode, n'obligeant à rien qu'à toucher des revenus auxquels personne ne pouvait plus prétendre. Mais il y eut, dans cette perpétuité d'un tel bénéfice, une sorte de dérision que la mort se chargea bientôt d'accentuer. L'administrateur perpétuel mourut deux ans après à Milan, et on le rapporta à Thouars où était le caveau funéraire de sa maison, dans l'église collégiale du château (b).

Claude de Hus-
son, LXXXVII^e
évêque.

Jean de la Trémouille avait un neveu, fils de sa sœur Antoinette de la Trémouille qui avait épousé un seigneur de Husson, en Normandie. Quand l'oncle mourut, Claude, ce neveu, était déjà évêque de Séez et comte de Tonnerre en Champagne, ce qui l'a fait appeler par Besly du nom de cette ville. Recommandé au chapitre de Poitiers par l'évêque défunt, il fut élu. Cependant il y avait un antagoniste, à qui une partie de la compagnie donna sa voix, Florent d'Allemagne, qui était prévôt de la même église et abbé régulier de Saint-Savin. Il paraît que cette contestation dura trois ans et ne se termina à l'avantage de Claude de Husson qu'en 1510 par la mort, à Saint-Savin, du compétiteur qui fut enterré dans la partie du cloître la plus voisine de l'église. Claude jouit de son siège jusqu'en 1521, année de sa mort.

(a) Thibaudeau, II, 1131, 120.

(b) *Gallia christiana* ; — Besly, *Evêques*, p. 211 ; — Du Tems, II, 429.

Ce Florent d'Allemagne était d'une famille de la Bresse, d'où une branche était venu se fixer en Poitou; elle habitait soit Saint-Savin, soit les environs de Montmorillon depuis le XII^e siècle. L'un d'eux était tombé héroïquement, en 1356, à la bataille de Poitiers en défendant le roi Jean, et dès 1273, un écuyer de la même famille, Hugues d'Allemagne, donnait des terres à l'abbaye de Maillezais (a).

En 1521 et la même année que mourut Claude de Husson, un traité avait été passé après une visite qu'il fit au château de Champigny-sur-Veude en Touraine, entre lui et Louise de Bourbon-Montpensier, dame du lieu, à laquelle se joignit le doyen de la collégiale, François de Barbançon. D'après cet accord il était entendu que l'évêque et son successeur pourraient, une seule fois dans le cours de leur épiscopat, visiter ladite église en personne et non autrement, et qu'on lui donnerait un repas ou une somme de dix livres tournois au choix et option du chapitre (b).

Traité avec la
Sainte-Chapelle de
Champigny-sur-
Veude.

Claude de Husson portait martelé au 1 et au 4 d'azur à 6 annelets d'argent 3, 2 et 1 qui est de Husson; au 2 et 3 de gueules à la bande d'or qui est de Chalonne ou de Tonnerre en Bourgogne.

Les soins donnés à l'administration de la ville de Poitiers n'empêchaient pas le sentiment chrétien de se faire jour partout et d'attester que la vie civile était véritablement alors une vie de famille fondée sur l'esprit de l'Evangile. Et pendant qu'à Paris et dans les cours seigneuriales les mœurs délinquaient toujours plus au contact des guerres d'Italie, où une ambition mal comprise avait malheureusement engagé nos rois, la vie de province s'était formée à l'abri des institutions nouvelles dans le respect du foyer domestique, et la pratique des vertus sincères, honorée dans tous les rangs de la société. Cette société était toute

Mœurs chré-
tiennes du peuple
opposées à celles
de la cour.

(a) D. Fonteneau, XXV, 223.

(b) *Cérémonial du chapitre de Champigny*; — Lettre de M. Moriceau, curé de Champigny, du 7 août 1848 (*mes documents*).

entière enveloppée par la religion. La prière était commune chaque jour entre les père et mère et les enfants ; les dimanches et les fêtes de l'année étaient la joie de tous comme un repos gagné par les travaux de la semaine ; on y aimait la parole de Dieu et les cérémonies du culte ; les corporations y avaient leurs fêtes publiques, leurs processions où se déployaient les riches bannières de chacun ; on s'unissait dans les fêtes patronales et les pèlerinages ; on y faisait des quêtes pour les pauvres et les malades. Ce dernier soin surtout attestait en tous ce principe de charité qui est le caractère propre du christianisme, et ce devoir était d'un grand prix à ceux que leur charge rendait les dépositaires des intérêts publics. Ce sentiment de solidarité pieuse avait fait fonder à Poitiers, en divers temps et par diverses personnes, des aumôneries ou hôpitaux qui étaient, en 1506, au nombre de huit, répandus dans les différents quartiers de la ville, et distingués par les noms de ces quartiers. C'étaient ceux de Saint-Pierre (cathédrale), de S^t-Sornin ou Saturnin, de S^{te}-Marthe, de Notre-Dame-la-Grande, de S^t-Cyprien, de S^t-Antoine et de Montierneuf. Ces hôpitaux avaient chacun une administration composée mi-partie d'ecclésiastiques et de laïques à qui incombait le soin des malades et qu'on nommait aumôniers. Cette année 1506, le procureur de la ville, chargé par l'initiative de son rôle de veiller à la bonne tenue de ces établissements, formula une plainte contre les aumôniers qui n'assistaient plus suffisamment les pauvres et négligeaient de leur ouvrir l'asile qu'il leur devait. Il les assigna donc devant la sénéchaussée qui renouvela le zèle en rappelant à leurs obligations ceux qui les négligeaient en une si grave matière.

Les hôpitaux à Poitiers.

La peste à Poitiers. — Exemples touchants de la charité publique.

La peste se déclara à Poitiers en 1515, à l'époque où François I^{er} montait sur le trône de Louis XII. Le mal sévit jusqu'à dénaturer toutes les parties de toutes les administrations qui ne pouvaient plus fonctionner. On croit voir dans ce fait, qui se renouvela plusieurs fois dans le

cours du xvi^e siècle, que si l'on s'entendait à m l'ordre civil dans la cité, on devait y manquer ce des précautions d'hygiène inséparables aujourd'hui bonne administration. Des rues étroites, des mais aérées, des eaux d'un fleuve peu rapide et rédu l'été à de sensibles diminutions, pouvaient être beaucoup dans ces cruelles épidémies qui se loca du reste, dans l'enceinte même de la ville les campagnes environnantes étaient presque t exemptes. On trouva les preuves de cette singular le choix fait des petites villes des environs ou des moindres qui, moins sujettes aux agglomérat jouissant d'un air meilleur, restaient sans aucune du fléau. On voit, en effet, Chauvigny servir de refi sénéchaussée qui y transporta ses séances pendant cours de l'épidémie. Les collégiales de Poitiers, pas de charge d'âmes, se retirèrent à la campagne, le clergé paroissial aux Franciscains, toujours dé ces œuvres si périlleuses, le soin des malades. Le cathédral, qui avait peut-être été frappé dès les pr atteintes du mal, se retira dans son château de Mo près Vouneuil-sur-Vienne. C'est là qu'il se réfug pendant une autre peste de 1521, qui dura tro entiers. Les moines de Saint-Cyprien y possédaie une châtellenie qui leur servit d'asile provisoire année, le chapitre se retira à Loches où il avait un réparé et mis en état de défense, en 1428, co courses des Anglais. Et pourtant ce n'était pas la fois qu'il faudrait renouveler ces tristes étapes. encore se garder de la contagion dix ans après. et d'autres localités environnantes se trouvèrent sai le fléau ; Poitiers le vit revenir en 1631, et c'est a François Fumé, seigneur de Jaulnay, qui avait été en 1520, donna à la ville une maison qu'il posséd de la porte de Rochereuil afin d'y établir, pour les du fléau, un hôpital qu'on appela l'*Hôpital des chu*

qui est devenu, en 1800, un des cimetières de la ville. Mais le luxe de la charité vint surtout du doyen du chapitre qui fit l'abandon de son domaine de la Barre, peu éloigné de l'hôpital, afin que les pestiférés guéris dans ce dernier pussent y aller passer le temps de leur convalescence. De telles œuvres consolent de ce qu'avait de navrant ce retour de tant de tristesses si souvent réitérées (a).

(a) *Histoire de la cathédrale*, II, 195 et 464 ; -- Bouchet, p. 203, *Hôpital des champs*.



NOTE DU LIVRE LXVI

NOTE 1

Ces quelques pages paraîtront-elles sévères sur l'indigne personnage qui ne pouvait, comme Poitevin, échapper à nos lecteurs, et que nous regrettons d'être obligé, en conscience, de présenter sous de si vilains dehors ? C'est encore une obligation pour nous de ne pas laisser ignorer à ce sujet qu'en 1836 un membre de la Société des Antiquaires de l'Ouest publia, dans le deuxième volume de ses *Mémoires*, une biographie du fameux Cardinal, où, après avoir essayé de blanchir Louis XI et Comines, en dépit du caractère peu honorable que l'histoire leur a définitivement reconnu, il s'efforça de plaider les circonstances atténuantes en faveur du principal de ces trois grands hommes, qui valait bien à lui seul les deux autres. Avant de commencer ce *travail*, l'auteur nous avait demandé notre avis et nos renseignements possibles pour dresser ce monument à la gloire de son héros. Nous lui répondions franchement que, selon nous et après une étude sérieuse, il ne parviendrait pas à le justifier. Le digne magistrat n'en exécuta pas moins son plan, et fut imprimé par la société savante qui lui consacra (bulletin I, p. 260) un éloge de huit lignes, sorte de préface de l'œuvre promise au public. Quelque temps après l'opuscule fut réimprimé in-4° avec un portrait du Cardinal, et un exemplaire magnifiquement relié fut adressé au pape Grégoire XVI, avec une lettre dédicatoire. Aucun rescrit ne vint de Rome, soit par quelque inadvertance de la poste, soit que le plaidoyer n'ait pas semblé aussi louable que les bonnes intentions de l'auteur. En effet, il n'est pas difficile de réfuter cette apologie tout à fait ressemblante à un grand nombre d'autres fondées sur une sorte de patriotisme irréfléchi qui fait croire à quelques bonnes âmes que parce qu'un personnage est né au pays qu'on habite, il n peut guère manquer d'avoir été un saint ou un héros.





trop compromettre d'abord son titre de roi très chrétien, et après un certain temps passé dans cette inaction de la conscience chrétienne, des jours devaient venir où il remplaça, par une reprochable indifférence, l'énergie qu'il avait dû mettre à protéger contre le cataclysme de l'irréligion, la sainte et antique foi de son pays.

Son avènement fut marqué par un des faits les plus importants qu'ait enregistré l'histoire de l'Eglise de France. Léon X, qui avait ceint la tiare en 1513, aspirait à voir abolir ou au moins reviser la pragmatique sanction que les juristes de Charles VII avaient élaboré à Bourges en 1438. Les plus graves abus n'avaient pas tardé à s'en suivre, les libertés de l'Eglise, sans lesquelles son action sur les âmes est impossible, avaient été méconnues, violées, regardées comme lettre morte : les rois et les seigneurs s'étaient rendus maîtres des bénéfices, en avaient gorgé leurs favoris, et la plus affreuse confusion s'était jetée dans les rangs du clergé où rien ne se faisait plus que par favoritisme et ambition, d'où naissaient la vénalité et la simonie, et les plus honteux trafics. Les papes avaient en vain réclamé, et les rois n'avaient prêté l'oreille qu'à leurs préoccupations plus ou moins honorables. Léon avait résolu, quand il vit finir le règne de Louis XII, de signaler les commencements de son pontificat en renouvelant ses sollicitations près de François I^{er}. Celui-ci, entouré de ses conseils exercés aux ruses de leur métier, lui fit entendre qu'une concession en valait une autre et qu'il faudrait trouver une compassion aux siennes en certains privilèges qu'on ne pût plus lui disputer.

Concordat entre
Léon X et Fran-
çois I^{er}.

La pragmatique disparaissait donc, mais le Concordat qui la remplaçait se composait de douze articles dont le premier, le plus important à tous égards, démantelait toutes les garanties de la vieille Eglise de France et renouvelait, avec une sanction légale, tous les abus qu'avaient amenés les idées suivies depuis Charles le Chauve et Louis le Bègue, dans la disposition arbitraire des bénéfices. Ainsi

désormais plus d'élection par les chapitres et les assemblées conventuelles des évêques, des abbés et des prieurs. Le roi nommait ces dignitaires, les présentait au Pape, et celui-ci n'avait plus que le droit, souvent illusoire, d'agréer le sujet ou de le refuser. Mais comment refuser un homme qui était celui du roi, comment le Pape pouvait-il ne pas agréer un sujet dont, après maintes explications diplomatiques, il faudrait sanctionner la nomination. C'était remettre les plus chers intérêts de l'Eglise entre des mains laïques et faire juger d'un droit sacré et de hautes conventions par des experts qu'on ne pourrait jamais récuser.

Les conséquences de telles conventions n'échappèrent pas au clergé qui fit de vives réclamations. Les universités et les parlements s'élevant contre ce régime inouï, imbu de leurs principes personnels, regrettaient la pragmatique sanction qu'ils avaient faite contre l'Eglise, et, dans leur entêtement de parti, l'estimaient plus que les droits nouveaux accordés aux rois et dont ils ne voyaient pas encore combien il était facile d'abuser.

En effet, on ne tarda pas à voir le fatal usage qu'on pouvait faire d'un pareil instrument une arme où le caprice, la faveur ou l'impiété trouveraient presque toujours à remplacer le mérite et la vertu par les aptitudes nuisibles de l'habileté sans conscience et du sacerdoce sans vocation.

C'est ainsi que Francois I^{er} et ses successeurs, en des mesures diverses peut-être, mais certainement avec le plus profond dédain de leurs devoirs les plus sacrés, se livrèrent à l'exploitation des plus hautes dignités de l'Eglise. Les abbayes tombèrent toutes en commende et furent livrées en pâture à des laïques dont les titres à la cour ou dans les hauts emplois des provinces suffisaient à en toucher le revenu sans en comprendre les devoirs les plus élémentaires. L'habitude en était si bien prise, avant la fin de ce règne désastreux pour l'Eglise et pour la France, que les grands seigneurs, au rapport de Brantôme, ne comprenaient

plus comment le roi ne leur livrait pas la belle et riche abbaye de leur village « pour soutenir leur rang et leur dignité. » C'était l'oubli de tous les principes, la dégradation de tous les sentiments de probité et de religion qu'on avait respectés jusqu'alors. Tels furent tout d'abord les fruits du Concordat qui servit à des fortunes scandaleuses, à discréditer la religion, à jeter les richesses des évêques, des monastères et des pauvres aux mains de cyniques détenteurs qui les dissipaient en des orgies journalières et allaient étaler à la cour du *Restaurateur des Lettres* le luxe et le dévergondage des mœurs perdues et d'un libertinage qui touchait déjà à l'impiété.

Depuis Charles VIII et Louis XII, les guerres d'Italie avaient apporté dans les habitudes de la vie commune des modifications dont les mœurs s'étaient trop ressenties. C'était le grand monde surtout qui en donnait l'exemple, et, à l'aide de ces faveurs royales qui introduisaient dans les abbayes des supérieurs trop justement suspects, on s'accoutumait à n'y voir plus que des personnages qui n'avaient ni le respect ni l'affection d'autrefois. De là ressortait dans le peuple une diminution de la foi fondamentale, une licence d'actions et de paroles qui s'autorisaient des scandales venus de haut, et une disposition à l'indépendance qui donnait aux tribunaux plus de soucis que jamais.

Grands-Jours à
Poitiers.

On avait besoin des Grands-Jours à Poitiers où un certain désordre s'était mis dans l'exercice de la justice locale dont les décisions se faisaient trop longtemps attendre, et où une commission du parlement de Paris, envoyée par le roi, siégea du 15 septembre au 11 novembre 1519. Cette haute justice semble n'avoir eu à terminer que des affaires en retard entre la ville et l'université, et aussi contre les abbayes de Sainte-Croix et de la Trinité, où la main de l'autorité laïque avait apporté des troubles qui furent définitivement apaisés par une décision plus ou moins compétente puisqu'un tribunal civil y prononça sur des questions de droit canonique où l'Eglise n'avait plus rien

janvier suivant le roi, accompagné de la reine s Claude de France, fille de Louis XI, et sa mère de Savoie, comtesse d'Angoulême, fit à Poitiers une solennelle. Il allait à Cognac, qui était son lieu de sance, après avoir été dîner au château de Dissay

I. IX.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1525)

t reçu par l'évêque, Claude de Husson, qui était
ux et près de mourir. La cour ne resta que deux
Poitiers, dans un hôtel de la paroisse de Saint-
chez François des Moulins de Rochefort, dont les
ants sont encore représentés dans le Poitou. La
au roi et à la reine de magnifiques cadeaux en
ie allégorique (4).

après la malheureuse journée du 24 février 1525,
s 1^{er} devint le prisonnier de Charles-Quint, victo-
Pavie, le roi de France se vit livrer aux cruelles
ns d'un vainqueur aussi dépourvu de grandeur
ue de bonne foi. Il exigea pour rançon l'abandon
provinces de la France et la réhabilitation du
de Charles de Bourbon que ses perfidies avait fait
de la cour et de sa patrie : de plus il voulut pour
en attendant l'exécution du traité, le jeune Dauphin,
s, qui n'avait que sept ans, et son frère Henri, duc
s, qui n'en avait que six. François promit tout,
que la France ne ratifierait pas le traité ; ce qui
omme on s'était méfié de certaines factions qui ne
aient pas de profiter de la catastrophe pour jeter
rofit le trouble dans les populations, la reine-mère,
e d'Angoulême, nommée régente par le roi, con-
s choses avec une grande prudence et envoya des
toutes les villes importantes par des gens dévoués
garder contre toutes les entreprises et se conserver
u roi. Cette mission fut confiée pour Poitiers à un
es requêtes René Ragueneau. Il obtint de l'Assem-
érale, composée du corps de ville, de la noblesse
ergé, toutes les mesures de sages précautions qui
it assurer au roi le maintien de son autorité. On
alors, et non moins à Poitiers qu'ailleurs, combien
monarchique s'était implanté dans les cœurs. En
s erreurs politiques dont le roi était le fauteur et la

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1526)

victime, on l'aima dès qu'il fut malheureux, on résolut de ne rien négliger pour le ramener dans son royaume. S'indignant du caractère abaissé de Charles-Quint, geôlier que roi, et par une résistance générale à ses intentions, on parvint à procurer la liberté du roi en refusant de condescendre au consentement forcé qu'il avait fait au traité de Madrid (a).

La paix fut publiée à Poitiers le 12 février 1526. Quelques jours après, la régente conduisit en Espagne les enfants de France demandés comme otages. Elle avait fait le choix de préférer ce parti à celui qu'elle aurait pu choisir de livrer plusieurs des généraux les plus habiles de France, au risque de donner au perfide politique l'occasion de recommencer avec plus de succès une guerre qui restait toujours dans ses projets.

Là ne se borna pas le zèle dévoué de notre ville. Elle contribua bientôt après, et généreusement, et par des volontaires à la rançon du roi qui devait ramener les enfants de France à Paris. Toutes conditions, tous corps de métiers, riches et pauvres, voulurent s'immoler dans ce but patriotique. C'était l'enthousiasme applaudi comme partout, à l'honneur et à la dignité de France qu'on juge de ses sacrifices en ces circonstances critiques. On seules par ce fait que la rançon fut portée de Bayonne à Saint-Jean-de-Luz, sur la frontière d'Espagne (c), par des mulets chargés chacun de cent mille écus d'or, ce qu'il faut évaluer de quatre à cinq millions de notre monnaie. On voit que l'avare espagnol n'y allait pas de main morte. François I^{er} qui était venu à Bordeaux pour y attendre la délivrance de ses enfants, alla au devant d'eux, les ra-

(a) Thibaudcau, II, 210 et suiv. ; — Hainaut, I, 437 et suiv. ; — (Daniel Mézeray ; Fauchet et autres, *ad ann.*

(b) Bouchet, 456.

(c) Aujourd'hui chef-lieu de canton des Hautes-Pyrénées, a deux mille cents habitants.

(d) Bouchet, p. 457.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU

aux et de là à Angoulême
rent jusqu'au mois de sept
ois de mars de cette même
à Poitiers, ce qui força le
e pour aller au château de
deux jours, puis se reposé
qui venait d'être achevé,
ur la Vienne offraient un
magnifiques demeures c
Blois d'où ils arrivèrent à

ay, les illustres voyageurs
étaire qui avait donné, en
ise hospitalité. Claude de
l'Eglise commençait des
suites du Concordat. Les
ie du souverain, les amb
es se présentèrent au has.
ni honorables scrupules e
t les envahirent à l'envie.
ocèse à l'âge de soixante
complissement de tous se
nées de sa vie. A peine il
lage à un neveu de son n
est vrai que celui-ci était
, et d'une Françoise de
hevêque de Lyon. Mais
pas un jour au dix-huit
ouvait même pas être so
itude que sa parenté, se
ioniaques, s'empara du te
er la partie spirituelle pa
us le nom de Jean, à
t. Il n'eut donc aucun de
e position jusqu'en 1533. (

is les ordres sacrés depuis quelques années, il

LE GÉNÉRALE DU POITOU (1533)

ble, et, sous prétexte de ne pas la tomber sa maison qui allait disparaître par la mort de frère Claude, tué à la bataille de Pavie, il résolut de marier. Il lui fallait des dispenses qui jusqu'alors avaient été des plus rares. François I^{er} les fit obtenir par l'ambassadeur à Rome, l'évêque d'Auxerre. Louis épousa donc cinq ans après à Avignon.

Le choix d'un successeur n'était pas difficile, Louis avait pourvu, de l'agrément royal, lorsqu'il donna sa démission en 1532. Dès le 26 mars de cette année il prit possession du siège de Poitiers par Gabriel de Grammont, qui était déjà cardinal de Sainte-Cécile de Roger de Grammont, sénéchal de Guyenne, qui avait été ambassadeur de Louis XII à Rome ; c'était un grand seigneur : il avait été successivement évêque de Consérans, puis de Tarbes qui était plus considéré, puis enfin archevêque de Bordeaux dont le siège venait de vaquer, en 1529, par la mort de Jean de Mais. Mais cette élection, faite par le chapitre qui n'avait

encore le concordat de 1517, fut cassée à Rome. Gabriel de Grammont se consola en se faisant nommer, en cour de France, administrateur de l'évêché de Poitiers, c'est-à-dire qu'il ne jouissait du bénéfice en se déchargeant des obligations personnelles et n'en devint pas moins archevêque de Toulouse sans cesser d'administrer le diocèse de Poitiers. Il ne resta nu, entraîné qu'il fût dans le tumulte des affaires, un des évêchés dont il eut le titre, et il n'y laissant sa vie, ni après sa mort, aucun souvenir ni autorité. Du Tems a dit (a) qu'il rendit de grands services à François I^{er} qui lui avait donné l'ambassade de France près de Clément VII. Il en obtint en effet que le roi donnât au roi les réserves faites au Concordat d'un certain nombre d'évêchés et d'abbayes que, par exception, l'article 1^{er}, Léon X devait continuer à pourvoir, fut

(a) *Le Clergé de France*, II, 224.

désormais de nomination royale : c'était augmenter le mal qui ressortait déjà du texte primitif de la convention. Mais l'aveuglement était tel à cette malheureuse époque, et dans ceux mêmes dont les yeux eussent dû rester plus ouverts, que rien n'était plus capable d'éclairer sur la décadence morale qui régnait partout et gangrénait tous les membres de la société européenne (a).

Grands-Jours du
Poitou à Tours.

Au reste, ces fréquentes désorganisations de la pensée et de la conduite d'une société qu'agitaient à la fois les mouvements de la guerre, les discussions du droit, les prétentions diverses des partis, pénétraient dans toutes les classes et s'y manifestaient selon les circonstances et les positions. Elles arrivaient jusqu'à renverser les idées de dépendance et de subordination. La trop longue prison du roi avait, surtout en Poitou, ranimé dans la noblesse l'esprit d'hostilité au pouvoir. En plusieurs localités des bandes armées avaient suivi des chefs improvisés portant le pillage dans les campagnes et donnant lieu à des répressions sévères de la part des sénéchaux. Et, quand l'autorité royale se fut partout rétablie, on songea à tirer une prompt justice de ces méfaits dont on avait espéré l'impunité. François I^{er} indiqua, pour 1534, une tenue des Grands-Jours du Poitou; mais il voulut que ce tribunal siégeât à Tours, pour une plus grande sécurité, et onze seigneurs, parmi lesquels les plus coupables, furent punis de mort à Poitiers. D'autres payèrent des amendes ruineuses ou durent subir de longues prisons. C'étaient les châtiments mérités de prises d'armes, de faits de guerres civiles qu'accompagnaient des brigandages, des sacrilèges et violences publiques dignes, en effet, des plus exemplaires punitions (b).

Les magistrats des Grands-Jours ayant fini leur tâche partirent à la fin d'octobre; l'hiver fut rigoureux et suivi

(a) Dreux Duradier, II, 99.

(b) *Annales d'Aquitaine*, p. 471.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1534)

de chaleurs intenses qui commencèrent avec le printemps elles devinrent excessives pendant les mois de mai et de juin 1532. Cet excès de température développa dans l'Aquitaine des maladies contagieuses, parmi lesquelles la peste manquait rarement son apparition. Poitiers affligé depuis la mi-juillet jusque vers la mi-octobre. Beaucoup de monde y périt^(a).

Cependant d'autres tempêtes étaient poussées en France par un vent parti du Nord et dont les effets allaient changer la face de l'Europe. Depuis 1517 Luther s'était révolté contre l'Eglise pour venger son frère blessé, et en était arrivé à soulever l'Allemagne, les partisans avaient couverte de cendres et de cadavres. De telles rébellions ne restent pas longtemps dans le secret qu'on leur a fait d'abord; elles s'étendent et deviennent contagieuses. Le droit qu'on s'est donné de tout faire amène le droit de tout penser; les sectes se forment, les erreurs philosophiques engendrent promptement l'irréligion et le nombre augmente rapidement de ceux qui s'enrichissent du désordre; on en vient à tout nier des principes de la morale et de la foi, et ces barrières, une fois brisées, la foule se précipite, les peuples s'exaltent, suivent des plus méprisables renégats, se créent une nouvelle existence, et quand le fanatisme est né de ces commotions fiévreuses, les plus mauvaises passions font éclore des guerres civiles; et alors plus d'union fondée sur la religion évangélique, il n'y a plus ni droit ni devoir, les peuples prononcent et prennent les armes. C'est ce que l'Allemagne vit avec horreur par la faute de l'astucieux Charles Quint, c'est ce qu'on allait voir en France par la faiblesse et l'indolence du valeureux et sensuel François I^{er}.

Malheureusement les orages de l'hérésie, qui avaient tant fait pour la révolte à son service, parce qu'elle engendrait le désordre,

(a) Bouchet, *Annales*, p. 265.

(b) De Bussière, *Hist. des Anabaptistes*, p. 108 et suiv.

ment le mépris du devoir, ne s'était pas étendue sur l'Allemagne même. En France, où les disputes des universités, les vues des légistes et le dérangement des mœurs dans les hautes classes avaient ouvert une voie facile à ces opinions et aux entreprises hardies, des hommes du savoir, des magistrats mécontents de la politique royale, des juristes ergoteurs, dont les aspirations orgueilleuses ou cupides visaient à des changements où la religion et les lois se trouvaient également compromises, ne tardèrent pas à former des groupes où l'on s'entretenait des tendances nouvelles; on y résonnait des choses et des idées qui se faisaient jour de plus en plus parmi de nombreux adeptes. S'ils étaient du pays on formait avec eux des conventions; s'ils venaient de loin on les recueillait, et on grossissait ainsi chaque jour le groupe d'où la révolte sortirait bientôt.

Calvin à Poitiers.

C'est lorsqu'on en était là que Calvin, attiré par Lesage, docteur en droit, qui, comme lui, était de Noyon, qu'autour d'eux se rangèrent bientôt des prosélytes gagnés par leurs confidences. Ce furent tous ces légistes avides de nouveautés et travaillés dès longtemps par les séduisantes amorces d'une vanité qui est surtout une maladie des savants, qui tinrent chez Régnier, lieutenant général de la sénéchaussée de Poitiers, la première réunion secrète des amis de Calvin. François Fouquet, le prieur des Trois-Moutiers, près Loudun, était de la partie; tantôt il le recevait dans son prieuré, tantôt il venait le voir à Poitiers; ensemble ils allaient en des promenades solitaires conférer de leurs nouvelles croyances.

Ses premiers adeptes.

La verve du sectaire, aussi méchant que rusé, les disposait à embrasser la révolte contre l'Eglise, et l'esprit de prosélytisme s'en mêlant, ils ne se quittaient que pour travailler à grossir leurs rangs. Bientôt ils se furent adjoint Antoine de la Dugnie, docteur en droit, le procureur Philippe Véron, l'avocat Jean Vernon, Albert Babinot, qui alla bientôt *évangéliser* Niort, où une rue porte encore son nom, et qui professait alors, à la faculté de droit, les

Babinot y fut d'abord diacre de par Calvin érent dans les villes et les campagne recruter des fidèles en prêchant la prétendu cette réforme consistait à tout renverser d s afeux; on en battit en brèche tous le avait plus rien de vrai dans ce qu'on ava eize siècles; la morale ne fut pas plu le fallait bien. En préconisant d'avance le ux, Calvin anticipait sur les écrits où fois la modération des désirs, l'obéissanc time, la sainteté du mariage, la présenc é austère de la chasteté. Ce dernier poi remarquer dans toutes les sectes qui s lu catholicisme. Le mépris de cette vertu engendre est l'attrait le plus sensible a Une fois délié des croyances chrétiennes goûtante facilité donnée par tous les hère s'expliquerait pas comment des homme vaient étudié la religion, pouvaient tout irance d'une plus grande fortune, s'attach nouveaux qui n'eussent pas rendu pour eu facile, car ces singuliers novateurs avaien

Raymond, *Hist. de l'Hérésie de ce siècle*, p. 891 et suiv.

étudié la religion, ils l'avaient aimée, ils en avaient fait la base de la famille et la garantie de leur paix intérieure.

Au reste, ces lâchetés se dissimulaient toujours sous les fausses apparences d'une indulgence hypocrite pour les faiblesses de l'humanité. Pour peu qu'on examine à cette époque l'entraînement de l'hérésie et ses progrès si rapides, on reconnaît trop bien que les passions charnelles aidèrent alors à la chute des anciennes vertus. François I^{er} et Charles-Quint, qui sévirent d'abord quelquefois par raison politique, manquèrent de courage dès qu'ils s'aperçurent que la vie était plus commode sous les fourberies de Martin Luther et de Jean Calvin.

A la cour de ces grands hommes les bâtards ne manquaient pas plus qu'ailleurs, et les habitudes que supposent de tels héritages sont peu en harmonie avec la force morale nécessaire au maintien de notre religion toute de pureté et de sacrifices. Si ces deux princes se fussent entendus, au nom de la religion outragée, pour endiguer le torrent du libertinage et de l'hérésie; s'ils eussent laissé Luther se morfondre toute sa vie à la Warburg, et Calvin au Châtelet de Paris, leur course était entravée et les quelques disciples à leur suite fussent bientôt rentrés dans le devoir. Nous ne tarderons pas à voir quelles calamités cette noble et chrétienne fermeté eût épargnées à notre malheureuse France et à tout le Nord de l'Europe.

Mort du cardinal de Grammont.
— Claude de Longueville, XC^e évêque de Poitiers.

Nous savons que depuis Louis de Husson, démissionnaire en 1532, Poitiers avait un évêché sans évêque, Gabriel de Grammont n'en était que l'administrateur. Si le diocèse eût eu un évêque résidant lorsque l'hérésie commença ses menées à Poitiers, une surveillance active et prudente eût pu étouffer les premiers germes du mal. C'est cette même année, que, devenu cardinal et archevêque de Toulouse, il mourut sur ce siège le 6 avril. Aussitôt le Chapitre qui s'obstinait à ne pas reconnaître le Concordat, usa du droit qu'il croyait toujours avoir, contre toutes les notions du droit canon, et nomma vicaire général capitu-

laire un de ses membres, Jean Chapanat qui fut en même temps official pendant les vacances du siège (a). Ce vacance dura sept ans, et ne finit qu'en 1541. Claude était cardinal dès 1533, et était devenu d'abord évêque de Langres, puis administrateur de Périgueux. Sa famille était une des plus considérables de Lorraine, qui portait *d'azur à la bande d'or*, quand il fut nommé à Poitiers en 1540, en même temps que Gabriel Pouvery, abbé de Saint-Cyprien, devenait évêque d'Angers par François I^{er};

il avait déjà le cardinal de Givry, du nom d'une belle terre qu'il possédait dans le Nivernais. Il prit possession le 22 mars de l'année suivante; il entra solennellement à Poitiers avec son coadjuteur ou suffragant qui était alors, Barthélemy Bodin ou Urdin, que nous ne connaissons pas autrement.

Pendant on s'occupait toujours à Poitiers de reprendre les travaux interrompus de la canalisation du Clain.

En 1538, François I^{er} approuva les travaux qu'il avait résolu de faire remonter jusqu'à Vivonne, en aval du fleuve on travailla à des écluses qui devaient réguler l'eau dans toute l'étendue de son cours au-dessous de Poitiers. Une dernière écluse avec une partie manquait à Saint-Benoît, quand on vit les fonds épuisés.

On eut à une levée sur les divers corps; il fallait de grandes sommes d'argent, et le clergé, qu'on n'épargnait pas dans les soins publics et qui s'était exécuté souvent, refusait de supporter à ses charges celle de ce nouvel impôt, et finalement le projet fut abandonné.

On se rend compte de ces refus quand on apprend que l'année suivante on voit le passage de Charles-Quint à Poitiers, donner à la ville, sur la demande et le commandement du roi, des frais considérables de représentation, des dépenses de luxe, en cadeaux et fêtes de toutes sortes, et là des charges publiques, amabilité charma-

envers un souverain toujours en guerre avec la France, et qui, ayant à faire à un prince dont la politique était aussi méfiante que la sienne, profitait d'une paix apparente pour porter la guerre ailleurs à grand renfort de réceptions magnifiques et de dépenses énormes qui chargeaient le peuple au grand éloge de la munificence royale. L'empereur, après avoir été reçu à la cathédrale, prit son logement à l'évêché, où Claude de Longwi n'avait pas manqué de se trouver.

Progrès des opinions novatrices en Poitou.

Pendant que la France s'agitait ainsi en de longues guerres et de courtes trêves qui donnaient quelque singularité aux amours équivoques des deux princes, les novateurs augmentaient leur nombre, serraient leurs rangs, et ne se gênaient pas pour endoctriner chaque jour quelques adeptes de plus. Parmi ces néophytes, les plus imprudents parlaient trop et la justice en avait bientôt raison sur les échafauds où ils expiaient le crime d'une opposition insolente à la religion nationale et celui de la révolte armée contre l'autorité civile. Le clergé lui-même n'était pas assez en garde contre ce double malheur ; et on peut juger si la licence des opinions se glissa aisément parmi cette foule d'évêques de hasard et d'abbés commendataires qui ne s'étaient jamais tant multipliés que depuis le Concordat. On comprend quelles facilités ouvraient aux plus étranges idées ces monastères sans nombre vivant presque tous sans abbés, ou n'en ayant que de nom, se comportant en grands seigneurs et se faisant une villégiature continuelle dans les maisons d'agrément qu'ils avaient su se faire à peu de distance de leur abbaye ; ils y revenaient parfois pour recevoir les honneurs de leur rang dans les offices des fêtes solennelles ou au passage des souverains, jamais pour y prêcher la parole de Dieu ou encourager par leur exemple l'estime et la pratique des vertus de leur état. En Poitou, on remarquait déjà, avant 1540, ces malheureuses tendances dans l'abbaye de Saint-Maixent. Elle était censé gouvernée par un abbé commendataire, Jean de Saint-Gelais, de la

Jean de Saint-Gelais, abbé de Saint-Maixent.

grande famille qui depuis longtemps florissait en Angoumois, et portait *d'azur à la croix alizée d'argent*. Rien de moins régulier que cet homme qui s'était fait une retraite aussi agréable que luxueuse au château de l'Hort-Poitiers, à deux lieues de Saint-Maixent. Trop riche pour envier une révolution, il se tint sur la réserve et ne s'exprima que très prudemment sur les idées nouvelles, mais laissa trop voir ce qu'il pensait de la vie religieuse en travaillant sous main à la sécularisation de l'abbaye où il eût introduit la règle moins austère des chanoines, et lui, devenu doyen, ne s'était pas oublié dans la distribution des prébendes et des bénéfices. Il en avait pourtant déjà plus qu'il en fallait pour scandaliser les honnêtes gens qui gémissaient sur les malheurs de l'Eglise, et il ne méritait plus que leur mépris lorsqu'en 1562 on le vit demeurer tranquille et sans émotion à l'Hort-Poitiers pendant que son abbaye était la proie des huguenots qui y portaient l'incendie et le pillage. Mandé à Rome pour répondre à l'accusation d'hérésie, il n'y alla pas. En 1566 le saint pape Pie V le déchu de son abbaye pour ce refus inexcusable. Mais Jean parvint à se faire réhabiliter par la protection de Charles IX. On voit assez par ce trait et beaucoup d'autres semblables comment le roi très chrétien s'entendait alors à maintenir le respect du Saint-Siège et des traditions nationales les plus sacrées. Ce trait peint l'époque, explique mieux que tout autre comment la corruption des personnes et des choses amena, par la faute du gouvernement, les flots de sang, les monceaux de cendres et l'abaissement des principes religieux dont la France aura toujours à souffrir (a).

Le mouvement des affaires devenu plus actif, une difficulté locale à effacer par des dispositions légales, rappelèrent les Grands-Jours à Poitiers en 1541. On y fit, en commun avec les établissements qui y avaient droit, comme l'abbaye de Saint-Hilaire, dont la juridiction, nous

Grands - Jours.
— Administration
civile de Poitiers
améliorée.

(a) *Dictionnaire des familles de l'ancien Poitou*, II, 332 et suiv. ; — *Journal de Leriche*, *passim*, 154 et suiv.

l'avons vu, s'étendait autour d'elle en dehors et en dedans de la ville, des réglemens d'une véritable importance, sagement conçus pour la police municipale des auberges, la surveillance des marchés et l'exactitude des corporations à remplir les devoirs contractés. Tout cela était d'une entente véritable des éléments essentiels d'une bonne direction municipale (a).

Une autre question préoccupait encore cependant les esprits formés aux affaires, et le peuple s'y trouvait engagé pour sa part. C'était l'idée arrêtée de n'introduire dans le corps de ville ni bourgeois, ni marchands, ces deux titres ayant toujours paru incompatibles avec la noblesse que Charles VII avait accordée aux échevins. Ceux-ci oubliaient en cela que tout d'abord ils étaient sortis de la roture. Si, en 1543, un marchand, Jean Gurlard, fut nommé maire, il le dut à un prêt de mille livres qu'il fit à la ville, ce qui n'empêcha pas le peuple de s'en réjouir bruyamment. Mais pour recevoir l'anoblissement, il lui fallut cependant abandonner le commerce, ce qui sauva encore le principe. Mais il y avait mieux, on arriva, en 1547, à obtenir du roi un édit réservant les offices municipaux aux deux seuls bourgeois et aux membres du commerce, à l'exclusion des magistrats ou membres des tribunaux que la multiplicité des charges pouvait détourner de leurs devoirs. La magistrature poitevine approuva peu cette exception qui la privait d'une partie de son crédit ; il fallut pourtant se soumettre à une mesure très bonne en elle-même puisqu'elle rendait à la justice le temps absorbé souvent par des affaires qui ne lui incombaient pas. Et pourtant tout n'était pas fini sur la question des tiraillements qui dura encore plus de deux ans. En 1548, tout cela fut changé. Un édit annula celui de l'année précédente : le maire ne dut être pris que parmi la magistrature de l'ordre judiciaire. Mais le corps municipal trouva que c'était là une restriction trop

(a) Registres de la ville ; — Chartrier de Saint-Hilaire, II, 199, 213 et suiv.

exercice de ses pouvoirs. Il sollicita de nouvelles concessions, il fut décidé que le maire ne serait plus une personne de la haute magistrature, mais pourvu qu'il fit déjà partie des cent membres du corps de la ville. Il fut donc bien rare à l'avenir qu'on admit à cette nomination quelqu'un qui appartenait au commerce ou à la simple bourgeoisie.

Ces questions n'avaient d'importance que pour le régime intérieur de Poitiers.

La gabelle, dont l'impôt était perçu avec une rigueur tyrannique, éprouvait, depuis son établissement, en 1344, sous Philippe de Valois, une réprobation générale de toutes les provinces. L'Angoumois, la Saintonge, l'Aunis et le Périgord l'avaient d'autant plus en haine que les marais salants y servaient plus les exactions des *gabelleurs*. Plusieurs révoltes s'y étaient élevées dans le but de faire abolir cet odieux impôt, et cette fois encore dans les provinces limitrophes du Poitou les rebelles s'étaient répandus en armes, avaient pris Ruffec, s'avançaient vers Civray, Poitiers était menacé. Mais le maire Joachim Prévôt prit de vigiles mesures énergiques avec le comte du Lude, François de Daillon, alors gouverneur du Poitou. Les choses pourtant n'allèrent pas à l'extrême. Henri II préféra les négociations et les moyens de douceur. Il fit publier que ceux qui abandonneraient la révolte ne seraient pas poursuivis pour ce fait, et qu'il réglerait l'affaire dans son conseil. Les paysans rentrèrent donc chez eux. Bientôt les États provinciaux se tinrent à Poitiers et une députation envoyée au roi, chargée de racheter l'abolition de l'impôt moyennant la somme de deux cent mille écus qui furent acceptés, par un édit de 1549 sanctionna cette mesure. Tous les corps de la ville durent contribuer à cette rançon. Le doyen et le chapitre cathédral y furent à eux seuls pour seize mille quatre cents livres. La révolte fut néanmoins cruellement

réprimée à Bordeaux, à Angoulême et à Poitiers où le comte de Montmorency ne put l'étouffer.

Hôtel des monnaies et types nouveaux.

Un édit de 1548, en modifiant le type des monnaies, changea aussi tout le fonctionnement de leur administration dans toute la France. De plus en plus, la royauté s'affirmait et tendait à une unité de gouvernement dont le mérite est incontestable, pourvu qu'il ne mène pas à une centralisation exagérant ses droits au-dessus de ceux des communes. Il y avait donc avantage dans l'abolition d'un certain nombre d'hôtels des monnaies dont certains seigneurs avaient conservé l'usage dans leurs villes en dépit de plusieurs ordonnances royales. Henri II n'en conservait que douze pour toute la France, chacun ayant pour la distinguer une ou deux majuscules de l'alphabet. Poitiers eut son hôtel et la lettre G. Mais un signe du temps apparut trop tôt, sans qu'on n'ait pu s'en douter, dans l'abolition de la figure de la croix qu'on avait toujours vue à l'obvers de toutes les pièces de toutes matières. Elle y fut remplacée par l'image du roi qui plaça encore à ce revers ses armoiries devenues celles de la France. Le roi semblait pourtant y dire assez par lui-même. Un des côtés pouvait très bien se glorifier du signe de la chrétienté, si le prince n'eût pas déjà trop affaibli en lui-même ce titre de roi très chrétien que trop de contrastes démentaient depuis longtemps autour du trône.

Etablissement d'un présidial à Poitiers.

Poitiers voyait encore augmenter son importance par les changements avantageux qu'y subit le système judiciaire. En 1551 s'accomplit pour lui un des désirs qui y étaient dès longtemps exprimés : celui d'avoir une de ces cours d'appel que le roi venait d'instituer pour un certain nombre de villes dont les justiciables ne seraient plus obligés de porter leurs appels à des parlements relativement éloignés. On appela ces nouvelles cours du nom de présidial et il fut décidé qu'une serait établie à Poitiers et aurait juridiction sur toutes les sénéchaussées du ressort, ce qui n'empêcherait pas Poitiers de garder la sienne. François Aubert, seigneur d'Aventon, avait, par ce fief, situé à trois lieues au couchant de Poitiers, des relations avec le Poitou.

Il fut nommé président de la nouvelle cour et quitta, pour se fixer à Poitiers, le parlement de Paris où il avait une place de conseiller (a).

En 1554, le cardinal de Longwi ou de Givry se démit du siège de Poitiers et aurait été remplacé, dit-on, par un Claude de Luxembourg qui n'est mentionné à tort, paraît-il, que dans l'*Histoire généalogique* du P. Anselme, et dont ne parle aucune de nos chroniques locales. Son véritable successeur fut Jean (VIII) d'Amoncourt, d'une noble et ancienne famille de Bourgogne. Son père était seigneur de Montigny-sur-Aube, près Chatillon-sur-Seine (Côte-d'Or). Il portait de *gueules à un sautoir d'or*. Jean était neveu et vicaire général du précédent et fit son entrée le 25 août 1555. Un de ses premiers soins fut de faire refondre la grosse cloche de la cathédrale, due en dernier lieu à Guillaume de Charpaigne, et qui, cent ans après, avait été brisée par la maladresse des sonneurs. Le poids en fut augmenté à cette occasion. Il ne gouverna guère que huit ans. On a peu de détails sur sa vie épiscopale ; ce qu'on sait trop certainement, c'est qu'il put être témoin des affreux désordres que subit sa ville épiscopale lors de l'invasion qu'y firent les calvinistes en 1562. Nous reviendrons sur ces lugubres circonstances. Le silence est profond dans notre histoire sur ce personnage qu'on voit se mêler très peu aux affaires publiques de son temps et qui, probablement, n'était pas à Poitiers quand la désolation y fut portée par les fureurs des révoltes protestantes (b).

Jean VIII d'Amoncourt, XCI^e évêque de Poitiers.

Les temps étaient vraiment difficiles au double point de vue de l'action sociale et des principes qui doivent les diriger. Les pasteurs des peuples avaient perdu l'art de les conduire ; la tourbe des savants qui s'étaient faits les conseillers du trône, les vaniteux suppôts des universités, des communes, qui, sorties en grand nombre des basses

Désordres moraux de la société de ce temps.

(a) Thibaudeau, II, 238 et suiv.

(b) *Gallia christiana*, II, 1263 ; — Du Tems, II, 430.

conditions, cherchaient à s'élever jusqu'à la noblesse par les fonctions nouvelles, avaient fait surgir des sources d'ambitions orgueilleuses ou de prétentieuses aspirations, et tant d'éléments de désordres, mis à la portée des dernières classes sociales, étaient autant de prétextes à la jalousie et aux répulsions de la part des grands, chagrinés de se voir atteints ou dépassés par des rivaux contre lesquels se grossissaient en eux la haine et le mépris. Que si nous regardons la direction du clergé, elle n'était pas meilleure. Depuis longtemps on y abusait de la pluralité des bénéfices. Nous avons vu, et nous ne cesserons pas de le voir, un même évêque posséder deux ou trois évêchés et autant d'abbayes, sinon plus. Les laïques mêmes, au grand scandale de tous, s'emparaient des monastères comme récompense de leurs services de tout ordre ; on voyait des femmes en posséder, et les moines laissés à l'abandon, dépourvus souvent du nécessaire, voyant la discipline s'écrouler comme les murs de leur clôture, erraient au dehors cherchant des distractions mondaines. Quoi de plus favorable aux convoitises des laïques, aux poursuites des impies et à cette prétendue réforme que d'étranges réformateurs appelaient déjà hypocritement au nom de la religion méconnue et des plus sordides intérêts.

Etat du diocèse
de Luçon, et ses
évêques de 1460 à
1573.

Ces tristes idées régnaient partout. Le diocèse de Luçon dont nous avons vu l'évêque André de la Roche siéger au milieu du dernier siècle ne laissa aucun souvenir de son passage. Les huit qui vont suivre jusqu'au milieu de celui-ci ne semblent guère mériter l'indulgence qu'ont eue pour eux la plupart des historiens modernes (a). Ce sont moins des surveillants que des voyageurs, vivant sous prétexte de négociations politiques en dehors des lieux où aurait dû les retenir la charge des âmes, leur premier et leur plus imprescriptible devoir. Si nous voyons Nicolas Boutaud, en sécularisant son ministère, travailler avec

(a) MM. Lafontenelle et l'abbé du Tressay.



discernement et zèle à dresser les statuts diocésains, lui, Mathurin de Dercé passe trois ans sur son siège 1491 à 1494, sans laisser rien à dire de ses soins pour le troupeau. Un abbé de Notre-Dame-la-Grande de Poitiers, Pierre de Sacierge, arrive à son siège en 1496, aussitôt la seigneurie de Bourg-Archambaud, près de Luçon, on le voit au concile de Pise en 1512, et mort à Padoue deux ans après. Il est peu à Luçon; suit de près le roi Louis XI en beaucoup d'affaires. Il y recueille les honneurs mondains, mais aussi les éclaboussures de réputation sinon tout à fait méritée, au moins fort édifiante et plus digne d'un complice que d'un émissaire. Ladislas du Fou arrive enfin; il est remarquable par sa piété, il donne au Chapitre un aigle d'airain aux épaules éployées, qui lui rappellera que par les élans du cœur et l'ardeur des saints desirs, la prière doit être portée vers le ciel pleine de force et de majesté. Il eut d'abord un compétiteur soutenu par la faveur de François I^{er}, mais cette triple anomalie se rattache à son successeur. Il est mort malgré une irrégularité, se démet avant d'avoir pris possession, mais ne cède son bénéfice que moyennant une pension de cent livres qui fait de cette opération un acte légal de simonie. Ce beau marché se fait donc avec le démissionnaire Charles, cardinal de Lorraine, qui achète mieux l'archevêché de Reims, et Milon d'Hilliers, évêque de Chartres, qui siège de 1527 à 1541. Le même marché se renouvelle entre René de Daillon du Lude, d'une famille distinguée de l'Anjou, frère du gouverneur de Poitiers, et Jean Tiercelin qui lui succède et qui achète sa démission moyennant une pension assez considérable pour que l'acquéreur ne trouve pas exorbitant d'y ajouter l'indemnité des Châtelliers. Après quoi il s'en alla à Bayeux où l'évêché le dédommagea en Normandie de ce qu'il avait perdu en Poitou.

On voit à ces traits où en était rendu la pauvre France et comment y tombait si bas le caractère

élevé. Une double cause doit être reconnue à ces désordres. La foi s'affaissant dans l'esprit et le cœur des nouveaux distributeurs des bénéfices et l'indignité allant jusqu'au mercantilisme de ceux qui les poursuivaient sans avoir presque jamais aucun titre à les obtenir.

Ceux de Maille-
zais de 1435 à 1559

Le même système, qui était d'ailleurs celui de toute la France, présidait aux affaires de l'Eglise de Maillezais. En 1455, Louis Rouant, des seigneurs de la Rousselière, en Anjou, passa de l'abbaye de Bourgueil à l'évêché de la petite ville qu'il gouverna quelque temps sans se démettre de son abbaye. Il usa de la faveur de Louis XI pour mettre son diocèse et toutes ces dépendances temporelles en état convenable. Il y était encore en 1460 quand un mouvement du sol aussi prompt qu'inattendu occasionna le retrait de la mer qui couvrait les marais environnants pendant les premières vêpres de la Toussaint. L'île, par cela même, se confondit avec la terre ferme. Louis établit aussi, en 1477, des foires et des marchés dans le bourg de l'Hermenault.

Jean d'Amboise.

De 1478 à 1481 voici un guerrier de la maison d'Amboise, Jean, qui, après s'être battu au service de Louis XI, de Charles VIII et de Louis XII, sent le besoin de se reposer, devient évêque du petit évêché de Maillezais en attendant le siège plus riche et plus agréable de Langres, qui lui est donné après sa troisième année de noviciat.

Frédéric San-
Severino.

Un napolitain, Frédéric de San-Severino, se trouva tout prêt pour le suppléer en Poitou. Mais un Guillaume Le Roi se prétendait élu en 1483, parce que le nouveau titulaire, attendu après deux ans de retard, ne venait pas, au grand étonnement du chapitre qui, en bonne vérité, usait de son droit. Jean n'en eut pas moins un titre qui le nantissait *provisoirement* du revenu. Mais il voulut se donner une garantie de plus. Un des curieux agissements de cette époque était, sous prétexte de libertés de l'Eglise gallicane, que les procès de ce genre, si promptement terminés naguère en cour de Rome, devaient être portés de préférence au parlement de Paris où tout se prolongeait à

l'infini et assujétissait le clergé, sans qu'il le sût, à une théologie d'opposition au Saint-Siège. Quoi qu'il en fût de ces malentendus, San-Severino ne vint jamais dans le diocèse. Qu'importait, au reste, puisqu'il en touchait les fruits ? Sous Innocent VIII et Jules II, qui furent papes de son temps, il éprouva tour à tour les faveurs et les mécontentements du Saint-Siège. Enfin il reçut le chapeau cardinal en 1511.

Maillezais n'en avait pas fini avec les Italiens. Il y avait un noble florentin, Pierre Accolti, évêque d'Ancône ; c'était encore une de ces vocations de hasard qui, des places fructueuses du professorat dans les universités, venait chercher, à Rome ou ailleurs, dans le clergé, des postes plus lucratifs que propres à les sanctifier. On ne nous dit pas comment Accolti devint évêque de Maillezais où on ne le vit jamais. Était-ce pour avoir un bénéfice de plus ? on pourrait le croire car il parut infatigable. Qui croirait qu'il posséda, de 1505 à 1532, année de sa mort, il posséda tour à tour ou à la fois onze évêchés, car, outre les deux premiers, il eut encore à ce titre Cadix, Arras, Crémone, Ravenne, Albano, Palestrine, Sabine et Porto ? De quels services était-ce la récompense ? on n'en sait pas bien le mystère ; ajoutons qu'il avait été cardinal en 1511, quand il siégeait encore à Ancône. On aurait pu croire que ce devait être une raison de donner de meilleurs exemples.

Un Philippe de Luxembourg, évêque du Mans, désira comme appoint à son riche bénéfice des bords de la Sarthe le modeste siège de Maillezais. Il mourut quatorze jours après, ayant le titre de cardinal. Après lui on vit apparaître Geoffroi d'Estissac, d'une famille considérable de Guyenne (a). Abbé de Celles, il garda son abbaye en devenant évêque, fidèle à ce triste abus déjà invétéré. L'église de Maillezais avait encore son monastère, on y comptait trois moines et un moines, desquels était le fameux Rabelais, dont nous

(a) *Gallia christiana* ; — Du Tems, t. II.

parlerons bientôt. Cet étrange religieux plut assez, paraît-il, à l'évêque, à qui il procura, de l'Italie, des plantes rares pour ses jardins de Luçon et pour ceux de Ligugé, dont le prieuré, où il se plaisait beaucoup, dépendait; et quand, en 1539, on s'occupa à Poitiers de la canalisation du Clain, il prit part aux travaux qui se firent près de ce bourg.

Jacques d'Escoubleau.

Geoffroi mourut peu après, et son successeur à Maillezais fut Jacques d'Escoubleau, des seigneurs de Sourdis. Il avait été abbé de Mauléon d'Airvault et de Saint-Martin de Pontoise. Il gouverna en 1543; il y était encore en 1559. Il eut à taxer le clergé de son diocèse de deux mille cinq cent quarante livres pour la suppression de la gabelle dont nous avons parlé: ce qui causa des troubles et ne se perçut pas sans de grandes difficultés.

Tel était à peu près partout, quoique non sans de remarquables mais trop rares exceptions, le personnel du haut clergé à cette époque où les esprits étaient si agités, où les hostilités les plus audacieuses préludaient déjà à des orages qui allaient éclater. Et cependant il résulte de la lecture des chroniques du temps et des témoignages les moins suspects que le clergé régulier et séculier conservait encore ses conditions natives de piété et de zèle charitable dont il puisait l'esprit dans les travaux du saint ministère et dans la vie méditative du cloître et de ses travaux. Ainsi, en Vendée comme dans le haut Poitou, les ravages de la peste avaient été l'occasion de grands dévouements et d'intrépides sacrifices. Quand les peuples affolés fuyaient le foyer de la contagion, les prêtres, les moines restaient à leurs postes pour consoler, encourager et bénir les victimes frappées en si grand nombre dans les villes, les bourgades et les campagnes. L'esprit de Dieu était toujours là, et on respire après trois siècles et plus de malheurs nés de tant d'iniquités, que nous avons vu en présence de ces vertus protestant toujours contre le mal.

Progrès des idées de révolte calviniste.

C'était aussi l'époque d'une littérature qui commençait à se former sous la plume de Trithème et de Philippe de Comi-

nes, d'Erasmus, de Guichardin, traitant de l'histoire et de la philosophie ; d'autres étaient poètes, comme Clément Marot et notre Jean Bouchet, l'un remarquable par la tournure fine de son esprit et le maniement de la phrase poétique, l'autre par l'abondance de ses vers estimés de son temps, mais moins prisés aujourd'hui à cause de la lâcheté du style et du côté presque toujours sérieux de ses sujets. Alors florissait aussi Jean d'Authon, abbé d'Angles, qui fit une histoire de Louis XII, souvent citée dans les annales de Bouchet. Mais le triomphe des lettres était alors bien plus dans la poésie latine que dans celle de notre langue qui s'essayait encore quoiqu'elle ne manquât pas des élans qui la portaient vers la belle facture de notre xvii^e siècle. François Quirit et Salmon Macrin, tous deux de Loudun, y ont laissé le souvenir de leurs productions où l'on retrouve la belle diction d'harmonie heureuse qui signala la latinité du siècle d'Auguste.

La jurisprudence ne brillait pas moins à Poitiers sous les noms d'Elie Reignier et Pierre Rat, qui fut maire de Poitiers en 1539. C'était ce même mouvement littéraire qui s'énonçait partout. Les plus célèbres villes de l'Allemagne se donnaient des universités : Kenisberg, Iéna, Genève, Strasbourg, Edimbourg, Leyde, Milan datent de cette époque ; et ces fondations sont aussi des jours où les discussions politiques, littéraires et philosophiques s'attachaient à seconder les doctrines hérétiques. On ne se cachait plus de les professer, des livres paraissaient en grand nombre pour répandre et protéger les nouvelles opinions, car celles-ci faisaient d'effrayants progrès ; on s'y livrait avec une même ardeur qui engendrait de sérieuses disputes ; les familles commençaient à se diviser, la piété chrétienne y était d'abord négligée et puis méconnue et ridiculisée ; les livres sortis de toutes les presses et attaquant les saintes données de la foi se multipliaient tous les jours. Les pamphlets les plus dévergondés, personne ne songeait à les interdire pas plus qu'à les examiner, et

Caractère de
Rabelais comme
un type de son
temps.

cette lâcheté coupable était devenue une véritable complicité dans laquelle tout le monde semblait entrer : princes, magistrats, juristes. et souvent même des seigneurs haut placés et même des dames des premières familles, comme Anne de Parthenay, sœur du fameux Jean Larchevêque, seigneur de Soubise, et l'un des plus ardents calvinistes de son temps. Que si l'on veut se faire une idée du désordre des mœurs, des lettres de ces temps malheureux, il faut essayer de lire, sans être sûr d'aller jusqu'au bout, les livres que laissa alors jeter au public l'autorité qui devait se faire un devoir de les faire brûler en place de Grève. Nous osons parler ainsi du *Gargantua* et du *Pentagruel* de François Rabelais. Ce mauvais sujet qui a mérité justement l'admiration des libres penseurs et le mépris des honnêtes gens, est un des écrivains qui ont jeté, en ces jours néfastes, le plus de ridicule sur les choses saintes et d'impiétés grossières à la face du catholicisme. Dès son enfance, il n'avait profité d'une tendance naturelle à un esprit satirique et mordant que pour se moquer de tout ce que respectaient encore les hommes religieux ou bien élevés. Sans qu'on sache trop pourquoi, il s'était tourné vers la vie religieuse ; il commença par entrer d'abord chez les Franciscains de Fontenay, puis chez les Bénédictins de Maillezais. Tout en étudiant dans ces deux maisons plus qu'il n'avait fait dans son enfance, il parvint à y apprendre le latin et le grec, puis, mécontent de son inconstance naturelle et sans aucun respect de ses proches ni des engagements contractés sans convictions, il jeta le froc de côté, alla étudier la médecine à Montpellier où il ne tarda pas à devenir docteur et à professer avec un succès qui lui fit une réputation. Parti encore de là pour Paris, il s'y attacha à l'archevêque cardinal du Bellay qui sentait apparemment le besoin d'un bouffon et l'emmena à Rome quand il y fut nommé ambassadeur. Le rôle qu'y joua cet homme, qui ne prenait rien au sérieux et ne créait avec son esprit et son érudition de mauvais aloi

que des saletés et des impudences, l'a fait chasser honteusement, et le cardinal, de retour à Paris, ne craignit pas de le nantir de plusieurs bénéfices, y compris la cure de Meudon, ce qui prouvait trop bien qu'on ne regardait pas la charge d'âme comme assez importante pour la confier à un homme religieux et édifiant. On ne sait quand il commença d'écrire ses livres si renommés par les impiétés, les fadaises, les facéties boueuses et dégoûtantes, spirituelles et effrontées dont il a farci ses deux livres; on peut croire qu'il les écrivit partout et toute sa vie. Le fait est que c'est un décousu complet et qu'on y suivrait difficilement parfois des idées logiquement rattachées aux précédentes. Rabelais était à moitié fou : on lui trouve du génie, et l'on veut que Molière et La Fontaine aient emprunté à sa verve tant de traits subtils, naïfs ou risibles qui émaillent leurs écrits et dont on veut voir la source dans *Pentagruel* et *Gargantua*. Nous le croirons quand il s'agira pour le premier de certaines grosses farces de ces comédies qui sont loin de ses chefs-d'œuvres, et pour le second des *contes* dont le succès a inquiété les derniers jours de l'auteur. Quoi qu'il en soit, il n'a que le génie grotesque des drôleries, des plaisanteries de mauvais goût et des turpitudes admissibles tout au plus dans les carrefours et les mauvais lieux. C'est une satire de la religion où ne sont respectés ni le caractère sacerdotal, ni la dignité épiscopale, ni le Pape lui-même, ni les cérémonies du culte, ni les plus vénérables mystères de notre foi. C'est un calviniste dévergondé professant le mépris du catholicisme et dont les attaques peu déguisées excitent déjà aux massacres et aux incendies qui vont désoler le pays qu'or lui a livré, car on ne peut douter qu'une des responsabilités les plus révoltantes n'aient été faites alors à ceux qui voyaient ces sarcames pour en rire ou feignaient de ne pas comprendre pour s'éviter la peine de sévir.

Voilà ce grand homme, le génie admirable dont notre littérature s'enorgueillit encore, dont les imitateurs son

arrivés, par le chemin qu'il frayait à la langue française, à cet art pornographique et débraillé dont nos romans à réputation ont reproduit et surenchéri les honteuses infamies. Le plus grave reproche mérité par cet homme abêti par le mépris des choses saintes, par le rire impie imprégné dans ses traits et son regard ; c'est qu'après avoir sié en même temps l'état religieux et la foi chrétienne, oit fait hypocritement le fauteur et le drapeau de les hérésies, d'avoir ri de ces âmes si nombreuses sous ses regards, à la lecture de ses pages souillées, ent la foi de leur père, et jetaient dans le champ du e famille l'ivraie qu'on n'y séparerait jamais du bon Protéger ou tolérer ces attaques à l'Eglise, c'était ir au premier chef. Nous allons entrer dans les conces de cette trahison.

ce même temps, sans qu'on en sache bien l'année, t un homme d'un mérite bien différent, Jean Bouchet, eur en la sénéchaussée de Poitiers, que le soin des s des tribunaux n'empêchait pas de se livrer à des diverses, qui fit de la prose assez utile dans ses *rs d'Aquitaine*, pour faire oublier ses autres œuvres, vers qui avaient le mérite, comme tant d'autres, de insensiblement vers l'époque de la poésie française où is de goût sentiraient qu'il est possible de les lire. *nnales* qui méritent notre attention s'arrêtent à . 1555 qui fut sans doute celle de sa mort. Il était né anvier 1475 et aurait donc vécu jusqu'à sa quatre-me année. Son père était de l'Anjou et bien vu dans ille de la Trémouille où Jean passa sa première se. Ce fut pour lui l'occasion d'écrire plus tard l'his-ussi édifiante qu'héroïque du comte Louis II tué à la e de Pavie. Sa vie fut laborieuse, chrétienne, ses ches historiques nous ont rendu de grands services nissant dans un gros volume qui fut édité trois fois, 4, 1535 à Poitiers, en 1540 à Paris, et mériterait re encore en faveur de nos études locales. Les

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1555)

naïves crédulités qu'on y trouve n'empêchent, en effet, le fond sérieux des points historiques fort que l'auteur devait à des livres que nous n'avons avec des citations qui témoignent de sa véracité, personnages qui ont pu l'instruire souvent de faits tant des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Nous ne ferons ici autre mention de Bouchet ni de ses œuvres : nous avons parlé ailleurs et n'avons voulu signaler l'époque où disparut un de ces hommes les plus quables par toutes les qualités qui font le critique savant (a).

(a) V. notre *Etude sur les Historiens du Poitou*, in-8°, Niort, Clou — Dreux Duradier, II, 115 et suiv. ; — *Mém. de Trévoux*, fév. p. 180 ; — la *Bibliothèque de Gouget*, t. XII.



NOTE DU LIVRE I

NOTE 1

Dreux Duradier, qui ne manque pas d'erreurs en beaucoup de pages de sa *Bibliothèque littéraire* (notre *Table générale* en a signalé quelques-unes), a compté ici Florent d'Allemagne, compétiteur de Claude de Husson, parmi les évêques de Poitiers. Le simple récit de ce qui se passe infirme cette introduction, puisque son antagoniste, élu légitimement par le chapitre de Poitiers, n'avait jamais occupé le siège auquel il n'avait pas droit, puisque Claude était monté sur le siège qu'on lui contestait et l'avait possédé paisiblement pendant trois ans. C'est pourquoi nous avons omis de compter Florent d'Allemagne pour le 88^e de nos prélats. Ce chiffre appartient à Louis III de Husson qui fut le prédécesseur de Claude et le 88^e évêque en réalité. D'après Dreux Duradier ce ser: Mais il écrit ainsi par suite de l'oubli où il est tombé en dans nos dyptiques plusieurs prélats qui n'y avaient p droit que Florent d'Allemagne.



bules tenus dans la ville et les campagnes. Timides d'abord et n'osant trop se dévoiler devant la magistrature et les hauts personnages qu'on savait attachés à la foi ; sachant, par une éducation quinze fois séculaire, que la religion était celle de l'Etat, du prince, de tous ceux qui guidaient la société ; les gens déjà tarés par les doctrines hérétiques savaient très bien que leur opposition au roi et à la société était, en dépit des sophismes qui cherchaient à la justifier, un crime de lèse-majesté divine et humaine. Seulement ils se familiarisaient avec l'esprit d'indépendance, en voyant les méfaits, en écoutant les propos de ceux qui, par leurs exemples, apprenaient à s'affranchir des règles et à briser les chaînes qui les avaient toujours attachés au devoir. Ces égarements n'avaient pas, d'ailleurs, pour seuls adeptes les classes infimes. Celles-ci marchaient à la suite des

Causes véritables
de leurs progrès.

Les faiblesses
des rois et les am-
bitions des grands

savants, des grands seigneurs, de prêtres mêmes, d'évêques à la vie dissipée, d'abbés commendataires, des moines jetés dans le besoin par de tels chefs et aspirant à des changements qui les dispenseraient de leurs souffrances. On comprend ces folies de la foule et cette chute si profonde en ces ornières perfides. Mais comment excuser les esprits supérieurs qui avaient compris la foi chrétienne avec toutes ses preuves, ces docteurs versés dans l'étude de la théologie du droit canonique ; ces hommes qui avaient su lire et apprécier les écrits cyniques, les propos dégoûtants, les blasphèmes grossiers d'un insolent comme Luther ou d'un hypocrite méprisé comme Calvin, de tous ceux qui avaient connu sa jeunesse : pour ceux-là, on comprendrait moins leur apostasie s'ils n'avaient eu de tristes ambitions à satisfaire, ou des haines à contenter, ou des cupidités et des jalousies à assouvir : ajoutons que si les éléments de discordes étaient nombreux, les fautes des gouvernements étaient impardonnables. Déjà, avouons-le, ils s'étaient trompés dès le commencement. Si lors des premiers troubles religieux de l'Allemagne, suivis de guerres si cruelles, Charles-Quint eût refusé un sauf-conduit au moine apostat ; si les princes qui menaient l'Europe des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles eussent été moins attentifs à leurs plaisirs ou à leurs ambitions qu'aux intérêts de leur foi et de leurs royaumes ; s'ils y eussent interdit l'entrée de cette foule de pamphlets qui inondaient Paris et les provinces, et servaient d'appâts à tous les amateurs de nouveautés ; si Henri II avait défendu sous de graves peines les prédicateurs aussi hostiles à la loi civile qu'à celle de la religion, le mal eût été bientôt étouffé. En Espagne, nous le disons au risque de déplaire à la philosophie de Voltaire et de Raynal, le catholicisme ne se fût jamais soutenu sans l'inquisition, dont les libérateurs ont fait un épouvantail et à laquelle cependant le pays n'a dû l'unité en sa foi que parce que le remède fût tout d'abord opposé au mal.

Mais, en 1555, la conspiration était déjà enracinée dans

le Poitou. Poitiers, Lusignan, Châtellerault avaient déjà leurs ministres attachés aux groupes formés en beaucoup de localités. On avait laissé émouvoir les esprits par des prédications impunies et qui pourtant étaient par leurs incitations en opposition formelle avec les lois du pays. Les divisions entre citoyens s'exaltaient toujours plus. Les prédicateurs catholiques prévenaient leurs auditoires en de fréquents sermons contre les hérésies que les Calvinistes prêchaient de leur côté avec un zèle trop évidemment toléré : les Franciscains surtout se distinguaient dans cette lutte, et l'on vit jusqu'où pouvait aller la haine de leurs ennemis, lorsqu'après s'être montrés ouvertement hostiles aux catholiques, ils se trouvèrent sérieusement organisés, tinrent tête au corps de ville qui, ayant voulu, trop tard hélas ! les comprimer, les vit se soulever contre lui, et le lundi de Pâques 1559, 27 mars, ils envahirent, pendant l'office du matin, le couvent des Cordeliers et y mirent tout à feu et à sang, en dépit de l'autorité et de la force armée. Ce crime s'était commis sans opposition et ne fut réprimé, qu'après avoir eu toutes ses conséquences, par l'arrivée sur les lieux du président Aubert, secondé par le sire de la Guerche, seigneur tourangeau, très zélé catholique, lesquels, ayant été chercher des secours, mirent fin à l'émeute et se saisirent des plus mutins qui furent aussitôt jugés et pendus. Quelques autres retenus en prison profitèrent d'une occasion inattendue.

Pillage chez les
Jacobins de Poi-
tiers.

Henri II était mort le 10 juillet 1559. Il avait lutté, mais sans succès parce que le mal s'était déjà trop gangrené sous ses prédécesseurs, contre le luthéranisme qui avait passé le Rhin s'implantant en France en voyant quelle facilité on y avait laissée à Calvin et à ses sectaires devenus innombrables. François II succédait à son père. Il n'avait que seize ans. Son règne ne fut que de dix-sept mois à peine et la France put voir en lui un de ses plus malheureux rois, parce que la division eut assez de temps pour se mettre entre les princes du sang et ceux de la famille

Grâce accordée
au plus grand
nombre des émeu-
tiers.

royale et que l'ambition des uns, profitant du prétexte de la religion, ne craignit pas de s'appuyer sur le calvinisme contre ceux qui lui restaient aussi fidèles qu'au roi. En ces circonstances, François II ayant conduit jusqu'à Châtellerault sa sœur Elisabeth qui allait épouser en Espagne le roi, Philippe II, cette princesse fut heureuse d'apporter, dans la prison même, aux rebelles qui y étaient encore depuis le 27 mars, la grâce que le roi leur avait accordée à sa prière. La liberté leur fut rendue le 26 novembre : c'était en soi une mesure politique d'un bon effet en certains cas spéciaux. Mais dans celui dont il s'agit ici il est rare qu'elle arrête le mal en corrigeant les mauvais. Le président Aubert, qui avait vu les gens à l'œuvre, ne douta pas qu'ils n'y revinssent. Il avait déjà émis depuis deux mois son ordonnance du 26 septembre contre toute prédication à Poitiers faite par les sectaires ; à cette occasion, il en renouvelait les clauses pénales. Mais la digue était ouverte, le torrent se précipitait et n'allait pas tarder à renverser sur ses bases le royaume très chrétien et les plus belles institutions qui eussent étonné le monde (a).

Antoine de Bourbon, gouverneur du Poitou.

Antoine de Bourbon, roi de Navarre, était gouverneur du Poitou et s'employa beaucoup à y maintenir l'ordre et la paix. En mai 1559, il avait écrit aux habitants pour les exhorter à maintenir parmi eux ce repos qui tenait tant au bien de la ville et que le roi désirait par dessus tout. Ce prince mourut en 1562 au siège de Rouen que les protestants tenaient déjà. Il était le père d'Henri IV dont la loyauté naturelle avait toujours été une contradiction avec son rôle de sectaire, et le mari de cette Jeanne d'Albret qui, devenue veuve, porta jusqu'au cynisme tous les excès de l'impiété anticatholique. D'accord avec Henri II, Antoine avait approuvé pleinement la conduite sévère que le corps de ville avait tenu contre les envahisseurs du couvent des Cordeliers. Plusieurs lettres de lui écrites au corps muni-

(a) *Archives historiques du Poitou*, IV, 322; XII, 95; XV, 5, 6; — M. Lièvre, *Histoire des protestants du Poitou*, I, 55.

Le 13 mai 1559, les exhortèrent à sur-
 rejets dont les projets n'étaient plus un
 lion était grande dans la ville, et comme les
 orraient surtout un des plus détestables
 dogmes du protestantisme osant nier l'intervention de la
 mère du Christ dans les choses du salut, ils avaient pris
 l'habitude de l'honorer d'autant plus, de lui rendre un
 culte public journalier en plaçant son image à tous les
 carrefours, aux façades de certaines maisons. On s'y
 agenouillait, chantant le *Salve Regina* et brûlant des
 cierges en son honneur. On forçait les passants à
 s'associer à ce culte, on les imposait d'une offrande en
 menue monnaie pour subvenir aux frais de ce culte, et
 personne ne s'y opposait de ceux mêmes qui ne cédaient
 que par la crainte d'y être forcés. En cela, les catholiques
 étaient parfaitement dans leur droit. Ils se sentaient
 d'ailleurs autorisés par un pouvoir dont ils n'avaient pas à
 se méfier.

Mais les courtisans de François II, qui menaient les
 choses en son nom et qui déjà s'étaient prononcés en
 faveur des nouvelles doctrines plus favorables à leurs
 prétentions, s'éloignèrent des affaires, aussi bien que les
 princes de la maison de Guise. Ils conspirèrent pour mettre
 à la tête du gouvernement le prince de Condé qui tenait
 pour eux afin de les commander, et on travailla dans ce
 but à la conjuration d'Amboise dont la découverte en 1560
 coûta la vie à un grand nombre des partisans de Condé
 qui en était le chef réel sous le nom de la Renaudie, on
 était d'avis, disent les écrits du temps, qu'il y avait chez ces
 conjurés « plus de *malcontentement* que de *huguenoterie*. »

Le chancelier de l'Hospital, qui, sans se déclarer jamais
 ouvertement favorable au protestantisme, le servit grande-
 ment en plusieurs rencontres, ménagea, cette même année
 1560, l'édit de Romorantin qui interdisait la connaissance
 du crime d'hérésie aux parlements et le réservait aux
 évêques. En droit, cette décision paraissait aussi juste que

Le chancelier de
 l'Hospital.

Edit de Juillet.

Colloque de
Poissy.

politique, mais au fond le chancelier avait un autre motif, il voulait détourner l'établissement de l'inquisition dont le nom a toujours excité la répulsion irréfléchie ou calculée des libéraux de tous les temps. Il est certain que le tribunal en question vint à cette époque beaucoup trop tard et ne sut opérer le bien qu'on aurait dû en attendre si on l'eût institué en 1535. Mais les maladresses ou les lâchetés du gouvernement de la France ne devaient plus s'arrêter. Des mesures sévères, comme la condamnation à mort de Condé dont on avait découvert une nouvelle conspiration et qui ne conserva la vie que par la mort de François II, n'avaient pas empêché la cour d'accepter, à une assemblée de Fontainebleau, une proposition de l'amiral de Coligny de laisser en paix les hérétiques dont il était déjà l'un des chefs les plus apparents (a). Charles IX succède à la couronne sous la tutelle de sa mère, la trop célèbre Catherine de Médicis, qui allait répondre désormais de toutes les iniquités prêtées au jeune roi. En 1561 elle donne l'*édit de juillet* qui faisait du catholicisme un simple parti en face de l'hérésie qui en était un autre et exhortait les deux à se garder une mutuelle bienveillance. Quelques jours après, les chefs des huguenots, dont Théodore de Bèze était l'orateur, obtiennent un *colloque* à Poissy. Pour surcroît de complicité, du moins apparente, la cour oblige tous les bénéficiers du royaume à donner un relevé de tous leurs bénéfices : odieuse pratique dont la conséquence était de faire croire à une prochaine spoliation. Le mécontentement fut aussi grand du côté des ecclésiastiques et des fidèles que la joie ouvertement exprimée de leurs ennemis. On fut obligé d'annuler aussitôt cette mesure. Mais l'opinion savait trop à quoi s'en tenir. On voyait bien que le gouvernement, envahi par la secte, abandonnait la défense de la foi et allait bientôt avoir à se défendre lui-même. Mais l'édit de janvier de l'année suivante mit le comble à cette

(a) Hainaut, II, 484 et suiv. ; — Thibaudeau, II, 288 et suiv.

IRE GÉNÉRALE DU POITOU (1569)

nier ordre en accordant aux huguenots (être nommés ainsi d'un mot allemand pour les hérétiques liés par des serments), la liberté de l'apostasie gouvernementale qui ne laissait aux catholiques de France que le droit de s'arrêter, qui les menaçait depuis longtemps (a).

Le comte du Lude était gouverneur de la ville, le sénéchal était Florent de Montpoussin, mais retenus par les intentions catholiques, ils ne pouvaient répugner à des mesures de fermeté. Le zèle arrêté par des instructions fréquentes, ils fermaient les yeux sur les hardiesses de ceux-ci, qui se sentaient rassurés par la présence de la ville même et dans les paroisses des environs une vie de religionnaires. Pendant quelques semaines ils avaient leurs prêches où ils disaient librement la doctrine catholique. Ils se sentaient-ils chaque jour plus exaltés, leur foi était abandonnée par ses chefs, et qu'ils allaient être obligés de résister aux armes et de contrarier les entreprises. Le coup étaient leurs parents ou leurs amis. François Aubert avait cru devoir donner l'ordre le 1^{er} janvier sans rien mettre en œuvre.

On en était là lorsque Jeanne d'Albret, la plus ardente protestante, vint à Poitiers exciter les siens, et prend son logement à la Croix dont sa belle-sœur, Madeleine de Béarn, était abbessse. Elle ne fit pas difficulté de se loger dans une place voisine du château. Les huguenots se sentirent autorisés par là des gens de bien. Les années, s'étaient donnés le cruel plaisir de brûler les églises, de renverser les croix, de profaner les statues et les images. — *Archives historiques du Poitou*, XII, 141. — *Archives de l'hist. du Poitou*, ubi supra.

saints, de fouler aux pieds les objets du respect de tous : ils savaient d'ailleurs que les menaces légales, si elles étaient exécutées, n'occasionneraient que la délivrance des prisonniers par leurs complices. La conspiration était permanente. Elle n'attendait plus que le moment d'éclater.

Révolte de
Vassy.

Ce moment ne tarda pas. A Vassy, petite ville de Champagne, où le duc de Guise entendait la messe, un dimanche, les protestants et leurs ministres insultèrent les gens du duc qui les avait envoyés avec prière aux chefs du parti de maintenir les leurs dans la paix avec les siens. La querelle se prolongeant, il accourut ; mais les révoltés lancèrent des pierres dont une atteignit le duc à la tête. Ses gens indignés firent alors main basse sur les huguenots, dont beaucoup furent tués ou blessés. Le duc de Condé saisit l'occasion de demander une réparation à Guise dont il était l'ennemi. Mais celui-ci formait avec le connétable de Montmorency et le maréchal de Saint-André une sorte de triumvirat qui menait les affaires.

Le duc de Condé
en prend prétexte
pour armer les
protestants.

Condé récrimina par un manifeste où, se targuant d'un absolu désintéressement, il déclara prendre les armes pour assurer la liberté de conscience à ses frères persécutés par ceux qui tenaient le roi en tutelle. Cette excuse a été fréquemment celle des princes révoltés contre le chef de leur famille. Il chercha à séduire la magistrature de Poitiers par cet argument. On lui répondit par une fin de non recevoir : on voulait avant tout rester fidèle au roi. Condé disparut pour devenir plus funeste, car de loin il veillait sur Poitiers où il avait laissé en armes, à la tête du parti des affidés que vint bientôt rejoindre le seigneur de Sainte-Gemme. On le reçut mal, ce qui ne l'empêcha pas de s'établir et d'enlever, dès le lendemain, les clefs de la ville aux mains des rebelles qui, fomentant l'émeute, avaient accueilli de tout cœur des coureurs et routiers qu'attirait l'odeur du pillage. On était au 26 mai. Le 27, le comte de Grammont, qui menait à sa suite un parti de Gascons, et celui de Duras introduisirent dans les murs

Poitiers envahi
par des troupes
ennemies.

sis de cinq mille Gascons, gens vivant sans nulle discipline, au service de qui l'on permettait le meurtre, l'incendie et le pillage. La première nuit passée, et quelle nuit ! ils furent armés et vociférant dans toute la cité.

Il y eut un saccagement complet de la malheureuse ville. Il n'y eut d'épargné que les demeures des comtes. Ils avaient introduit dans la place ces forcenés qui ne craignent rien et qui s'y emparaient de tout. De merveilleuses reliques depuis la Cathédrale et Saint-Hilaire, Notre-Dame-la-Grande et Montierneuf ; de nobles familles, de riches paroisses y gardaient de précieuses reliques, des trésors d'orfèvrerie et de précieux meubles antiques, des tapisseries, des monuments ou peints, des palais où des verrières disputaient de valeur avec ceux des églises. Les chefs-d'œuvre conservés encore le 28 mai 1562, ces asiles de prières, d'innocence et de sainteté, le soir à quatre heures on ne trouvait plus rien de ruines, de démolitions, d'incendies fumant, de bijoux, vases sacrés, coffrets d'or et de cristal, témoignages de l'art des siècles, inscriptions précieuses, boiseries patiemment travaillées pour les chœurs et les rétables des autels : tout cela avait disparu. Poitiers n'avait plus que son passé. Partout la désolation, les cadavres, une ville en fuite, les échos assourdis des cris d'effroi et de douleur. Elle était, le 28 mai 1562, la ville qui avait été le berceau de saint Hilaire, de Guillaume V (1).

Le Poitou ne fut pas mieux traité. Une sorte de peste se répandit sur tous ceux, seigneurs et vassaux, que l'ambition, la jalousie, la cupidité ou l'orgueil avaient armés, à l'appel de Condé et de Coligny, contre les églises, les

Saccage de la
Vendée et de
Luçon.

châteaux et tous les lieux fortifiés et attaques. Pendant que la malheureuse victime d'un irréparable désastre se défendait contre de nouveaux assauts qu'elle ne pouvait attendre le secours du maréchal de Saint-Amand et de Villiers; pendant que les autorités locales allaient pendre le maire Herbert, accusé d'être un des complices. Déjà Luçon avait été pillée d'avril avec sa malheureuse cathédrale et ses églises (a). Là aussi les principaux seigneurs ou plutôt de la nouvelle politique, seigneurs et familles du pays. On rougit pour eux et pour les ténés qui ont couvert la Vendée si fidèle de la religion, d'avoir mêlé leurs noms aux dévastations acharnées des seigneurs par leurs ancêtres : Tels furent les seigneurs du Bouchet.

Tels furent, sans compter beaucoup d'autres, des Fontenelles d'Orbestier, de Saint-Savin, de Lieu-Dieu-en-Jard et bien d'autres. La Vendée déclarée était entretenue aussi par les brigands qui parcouraient le pays et n'épargnaient ni les campagnes. La Noë commandait un grand nombre de partisans, puis tous les seigneurs de Velluire, le Langon, Mareuil, d'Olonne. Ces villes furent bien pillées. Gaillard, officier du comte du Luçon, reprit les mêmes villes n'étaient plus habitées qu'un double fléau qui causait leurs infortunes (b). C'est ce qui arriva à Poitou, où Saint-Savin, Charroux, leurs villes et leurs abbayes détruites par les ordres de brigands acharnés. Colig

(a) *Chronique du Langon*, p. 52 et 53; II, 481, 465.

(b) Du Tressay, *Evêques de Luçon*, I, 115 et

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1566)

Lusignan et y exerça ses violences avec une grande p d'hommes des deux partis. Royalistes et révoltés partageaient les succès. Niort eut aussi son siège o capitaine Pluviant, qui occupait la Rochelle avec La N entra malgré une vive défense (a).

Plusieurs années s'étaient passées à ces tristes opérati Poitiers n'était plus cette ville paisible où les ét donnaient un lustre à une université de savants, i culture des arts : les partis s'y étaient dessinés, s'y pe cutaient. La cordialité avait disparu, le zèle des c religions y était amer et une longue période de malh dus à l'ambition des gouvernants et à la faiblesse de la pratique dans les gouvernés. On s'efforçait pourtant conserver les intérêts matériels qui tenaient du bien-public. C'est à l'année 1566 qu'il faut reporter l'éta sement d'un tribunal consulaire composé de trois juges devaient régler les contestations survenues entre marchands, ils pouvaient juger sans appel de toutes affaires qui ne dépassaient pas cinq cents francs. Au c mencement du xvii^e siècle la porte monumentale de l'h consulaire fut remarquablement sculptée par un des fr Girouard artiste de la ville à qui la Bretagne dut aussi œuvres remarquables. Cet hôtel était situé rue de la Mai on ne voit pas pourquoi on a trouvé convenable d'en dén la porte qui avait une grande dignité de décoration, pou reléguer les débris dans un musée où ils ne sont qu'une ruine incomplète (b).

Cette même année marque aussi la mort d'une fen trop célèbre dont nous ne parlons ici que parce que nom se rattache dès l'origine de sa famille à celle de anciens comtes. Nous voulons parler de Diane de Poiti dont le roi Henri II avait fait une de ses femmes adulté les rois de France, au reste, ne savaient plus s'en pa puisque le pouvoir absolu leur avait laissé-croire q

(a) Thibaudeau, II, 326 et suiv.

(b) *Bulletin des Antiquaires de l'Ouest*.

pouvaient mépriser les mœurs de leurs sujets jusqu'à leur donner l'exemple d'un libertinage officiel. Diane était descendante de Guillaume IX. Nous avons vu l'origine bâtarde de sa famille en 1114 (a), au milieu des égarements que manifestait trop son rôle près d'Henri II, il semble qu'elle resta toujours près de lui plus par faiblesse que par calcul, et son attachement au catholicisme a assez déplu aux écrivains libéraux de notre siècle pour inspirer à l'égard de Diane des reproches qu'elle n'a pas mérités. Car en admettant qu'il fallût qualifier de *cruautés* des sévérités souvent employées sous son règne envers les hérétiques qui ne furent jamais que des révoltés, et dont le seul défaut était de venir trop tard ; Diane n'avait d'autre intérêt que celui du royaume déchiré par les hypocrites rébellions dont elle était un témoin de chaque jour. Née en 1499, elle était venue à la cour en 1532, et, étant restée jusqu'alors aussi pure de réputation que de conduite, le roi lui avait donné par souvenir des premières années de sa famille le duché de Valentinois qui en était sorti et qui conservait pour elle une honorable mémoire de son premier aïeul. Aussitôt après la mort d'Henri II, elle se retira au château d'Anet qu'elle avait fait bâtir dans la Bauce et y mourut le 22 avril 1566, après une retraite consacrée à la solitude et à des œuvres de charité.

Episcopat de
Charles d'Escars
LXXXIII^e évê-
que de Poitiers,

L'évêque Jean d'Amoncourt avait vu ces grandes calamités passer sur son diocèse, sa ville détruite avec sa cathédrale, ses paroisses et ses communautés. La mort vint le délivrer en 1563 des chagrins d'une si grosse catastrophe et des malheurs qu'il devait prévoir encore pour son Eglise. Après lui monta sur le siège le quatre-vingt-treizième de nos prélats, Charles de Pérusse d'Escars, fils de Jacques de Pérusse, seigneur d'Escars, en Limousin, et d'Anne de l'Ile-Jourdain. Il descendait de cette ancienne famille italienne que les révolutions

(a) Voir ci-dessus, VIII, 15.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1567)

avaient privée, au VIII^e siècle, de son marquisat de Poitiers et était venue se fixer alors en Limousin et en Poitou. Les siens jouissaient au XVI^e siècle d'une grande considération, un frère puîné de Charles était déjà cardinal et évêque de Lisieux. Les propriétés de l'évêché ayant été ravagées, il fallut vendre pour les réparer une partie du bois de la mense épiscopale. Mais tout en faisant une bonne administration, il dut en abandonner beaucoup : car, en 1568, devenu évêque de Langres, il prit le titre de duc attaché à son nouveau siège. Pérusse d'Espey portait comme sa famille *de gueules au pal de vair*.

Bientôt après Jean de Fay lui succéda. Il était d'une illustre maison du Velay dont il est mention dès 1470. Il était fils d'Antonin de Fay, baron de Peyraud et de Françoise de la Luze, dame de la Baume en Dauphiné. Jean était prieur d'une maison de Bénédictins quand il fut nommé à l'évêché de Poitiers, où il traversa aussi des jours mauvais. Un Louis de Fay Peyraud, neveu de Jean, épousa en 1574 une fille de Barthélemy Aubert d'Avignon, président au présidial de Poitiers que nous avons distingué maintes fois dans sa charge par son intelligence, sa fermeté et sa fidélité à sa religion. Cette famille portait *de gueules à la bande d'or, chargé d'une croix d'azur*. Jean ne mourut qu'en 1578, après neuf ans d'épiscopat. En 1568, la ville de Poitiers fut mise sous son autorité par Charles IX ou plutôt par la reine mère, la cour ayant confiance dans l'attachement de sa famille et il y était encore lorsque, quatre ans après, saint Barthélemy arrivant, il eut le bonheur de contribuer, avec les magistrats de l'ordre civil et judiciaire, au salut des protestants qui n'éprouvèrent à Poitiers que de faibles desolations, à l'exception de quelques horribles persécutions qu'ils subirent en quelques autres villes.

Il y eut en 1567 une réunion des Grands-Jours à Poitiers.

(a) Voir ci-dessus, t. II, 110, 111, 318, 365.

Mouvements
militaires de Co-
ligny autour de
Poitiers.

où beaucoup de crimes, de violences et d'exactions furent punis, surtout dans les hautes classes de la société, mais ils furent obligés de se clore bientôt devant les empêchements qui y furent mis. Pendant que se tenaient ces séances, Coligny s'était fixé dans la Saintonge et l'Angoumois, et méditait une attaque sur Poitiers dont il cherchait à se rendre maître. Catherine de Médicis lui expédia le duc d'Anjou avec des forces qui pussent s'opposer aux siennes. Il passa à Poitiers le 11 novembre 1568, et rencontra vers Lusignan le parti ennemi qu'il battit le 13 près Jazeneuil et revint le 17 à Poitiers où il demeura quelques jours, après avoir laissé le plus grand nombre de ses troupes à la garde des environs. Le 1^{er} décembre, un autre combat fut livré à Auzance, à une lieue de Poitiers, le duc de Brissac et de Guise, attachés au catholicisme par un dévouement religieux, veillèrent aussi dans cette même région sur les mouvements de Condé et de Coligny. Celui-ci, l'âme des complots calvinistes, cherchait toujours à s'établir à Poitiers d'où il eût dominé le pays. Assuré des concours de quelques chefs entreprenants, il s'assurait déjà par Saint-Georges-de-Vérac du château de Couhé que les troupes royales furent obligées de lui céder au milieu des flammes. Autour de la grande ville, les autres garnisons dépendaient toutes de lui, Vivône, Montreuil-Bonnin, Dissay, Gençay et d'autres châteaux forts lui faisaient une ceinture de places que rien ne pouvait entamer, et qui devaient protéger ses opérations aussitôt qu'elles pourraient commencer contre la grande ville.

A Poitiers cependant on ne pouvait croire que toutes ces mesures ne fussent pas autant de préparatifs qui imposaient d'égales précautions. L'artillerie qui jouait un grand rôle dans les sièges, fut disposée dans les remparts et aux abords comme un puissant répulsif. Des corps importants avaient été introduits dans la place. Des chefs expérimentés et braves y commandaient les troupes. On y distinguait les Daillon du Lude, les Morthemmer, les Mali-

cornes, La Trémouille, d'Argence, de la Ménardière, d'Surineau, du Petit-Chêne, Traversay, Guron de Rechi gnevoisin.

A la force morale que ces noms donnaient déjà aux chefs de la ville, vinrent se joindre, dès qu'on apprit qu le siège se préparait, le duc de Guise et le marquis d Mayenne avec de la cavalerie et beaucoup de noblesse. Ils se jetèrent dans la ville et y attendirent l'ennemi.

Bientôt les environs de Croutelle et de Saint-Beno furent occupés par les calvinistes. Coligny eut son quartier général à l'abbaye. Près de Poitiers il plaça des postes, Saint-Cyprien, aux différents faubourgs. Il disposa son avant-poste et ses canons sur les hauteurs de Montbernag et de la Cueille pour tirer sur la ville qui, de son côté avait fortifié ses remparts, rompu ses ponts, et du château se disposait à une énergique résistance.

Le siège commença le 24 juillet, d'après le journal qu'e a tenu Liberge, et ne finit que sept semaines après.

Ce ne fut pas sans une série nombreuse de sorties et de combats sanglants qui se renouvelèrent avec un égal acharnement de l'attaque et de la défense durant la chaude période du 25 juillet au 7 septembre. Trois assauts y furent entrepris avec tous les moyens possibles alors, et repoussés avec une valeur héroïque, laquelle découragea enfin les assaillants. De beaux faits d'armes, des hardiesse merveilleuses témoignèrent du courage dévoué de la milice bourgeoise qui marchait à la suite du duc de Guise, du comte du Lude et des capitaines de la ville tels que le maître Joseph Le Bascle, doyen seigneur de Sainte-Soline, lieutenant-général Jean de la Haye, et d'autres qui trouvèrent une mort glorieuse dans ses rencontres où sur les remparts d'où plus d'une fois ils précipitèrent l'ennemi. Que si l'on ajoute à ces dangers si bravement courus les privations éprouvées par la population et l'armée à qui le

(a) *V. Journal du siège de Poitiers*, par Liberge.

Destruction de
l'abbaye de Saint-
Cyprien.

vivres furent prêts de manquer, on aura quelque idée de cette patriotique résistance que le roi dédommagea un peu par un don de quarante mille livres, bien mérité sans doute, mais bien mieux proportionné aux ressources du trésor royal qu'aux besoins d'une ville dont les pertes en choses et en personnes venaient d'être si considérables. L'abbaye de Saint-Cyprien qui avait servi à l'ennemi, l'avait vu se comporter pendant le siège en vandales qui s'y faisaient un plaisir de tout endommager et détruire. Quand ils furent partis, les habitants qui n'avaient à remuer là que des ruines, craignirent que les mesures n'y servissent encore et ne voulurent les relever; une nouvelle expédition les rasa entièrement. C'était sous l'abbatiate commandataire de Nicolas Bouvery, chanoine d'Angers.

Marches et contre-marches des
duc d'Anjou et
de Coligny.

Préliminaires de
la bataille de Mon-
contour.

Pendant les derniers jours que durait le siège de Poitiers, le duc d'Anjou faisait le siège de Châtellerault que tenaient les rebelles; il s'y fit des hauts faits d'armes par les catholiques dont l'ardeur allait emporter la place, quand le duc, apprenant la levée du siège et le départ de Coligny, se replia sur la Haye, ville voisine appartenant au comte Voyer, chevalier de Saint-Michel et du Saint-Esprit: l'amiral se vengeait ainsi d'un seigneur demeuré toujours bon catholique. Par suite de ces mouvements, Henri d'Anjou, qui savait Coligny se diriger vers Celles et Chizé d'où il comptait se poser dans le Bas-Poitou, alla au-devant de ce projet et manœuvra de manière à s'emparer du pays que l'amiral devait traverser pour exécuter son plan. En effet, il arriva le premier dans les plaines du Loudunais d'où il eut été facile de traverser la Dive pour occuper les campagnes de Saint-Jouin-de-Marnes et de Mirebeau. Il tenait surtout à s'emparer du château et de la petite ville de Moncontour, dont la possession dans cette vaste campagne offrait un réel avantage. Mais la marche de l'amiral lui avait permis de le devancer, et il s'empara de ce poste qu'il fit occuper. Le duc, prévoyant de ce rapprochement des deux armées une affaire prochaine, alla se poser un

peu plus au Nord dans la plaine de Saint-Clair, ainsi nommée du petit village qui occupe le centre du canton actuel de Moncontour.

Là le rapprochement des deux avant-gardes amena dès le soir du 2 octobre une mêlée où celle des protestants reçut un échec considérable. C'était pour le lendemain le présage d'un conflit plus sérieux. En effet, par suite de mouvements que les deux généraux opérèrent pendant la nuit, deux armées se trouvèrent dans la même rangée entre la Dive et le Thouet. On se canonna près de quatre heures sans commencer la mêlée. De part et d'autre, des chefs braves autant qu'habiles se préparaient avec calme et discutaient des moyens. Des militaires de mérite se trouvaient attachés à chacun des chefs ennemis. Le duc d'Anjou comptait parmi les siens le duc de Montpensier, le marquis de Villars, et Tavannes surtout qui lui conseilla de se faire une réserve de troupes qui pussent donner au besoin sur la fin de l'action. C'était la première fois qu'on songeait à ce moyen de prudence dont on eut lieu de s'applaudir dans cette journée; car la mêlée ayant commencé vers deux heures, Montpensier commanda l'attaque et aussitôt commença un grand carnage où l'on vit l'ardeur des guerres civiles se caractériser par tous les excès de l'acharnement et de la haine. Les deux généraux ne s'y épargnèrent pas. D'Anjou fut renversé de son cheval et remonta sur celui de Villars qui le remit en bataille et le sauva d'une mort certaine. L'amiral reçut dans la figure un coup de pistolet qui lui cassa plusieurs dents. Ce fut un massacre général qui, pour n'avoir duré qu'une heure, occasionna une entière déroute des troupes allemandes servant sous le nom de lansquenets dans l'armée protestante. Le duc d'Anjou sauva la vie à plus de deux mille Français faits prisonniers. Coligny se vit forcé à la retraite, et réunit à Niort les débris de son armée. D'Anjou, qui avait campé la nuit suivante à Saint-Généroux, vint assiéger Niort, où le commandant de Mony trouva la mort dans une sortie. Cette

perte découragea les habitants qui obtinrent une capitulation. Coligny se retira à la Rochelle où se trouvait déjà un boulevard de l'hérésie, parce qu'on y pouvait recevoir plus facilement du secours des Anglais, toujours intéressés à entretenir nos guerres intestines. C'était d'ailleurs l'esprit de Henri VIII qui dominait la politique de cette nation victime depuis quarante ans de la grossière morale de Luther, du landgrave de Hesse et de Cromwel^(a).

Le roi et la cour
s'y rendent.

Peu de jours après la capitulation de Niort, la cour de France y vint demeurer quelques jours pour se concilier l'esprit des habitants et les affermir dans leur retour. Charles IX, Catherine de Médicis, le duc d'Anjou formèrent ce groupe important auquel se réunit le cardinal de Lorraine, frère du duc de Guise.

Autres places
rendues au roi.

Ce fut aussi le temps où le baron de Mirebeau, capitaine qui s'était emparé de Lusignan pour Coligny, voyant qu'il ne pouvait le garder plus longtemps, le céda à Lansac son proche parent. Fontenay, la Roche-posay, Angles, Preuilly suivirent l'exemple de tout le Poitou en se remettant sous l'obéissance du roi.

Catastrophe de
Jean de la Haye,
lieutenant de la
sénéchaussée de
Poitiers.

Un personnage qui s'était distingué pendant le siège de Poitiers et qui ne manquait pas d'ambitions, se fourvoya malheureusement par une conduite indigne de ce qui avait pu paraître en lui un noble élan de patriotisme. C'était Jean de la Haye, lieutenant-général en la sénéchaussée, et qui maintes fois avait secondé et encouragé la défense. Il profita des dispositions de certains partisans qu'il s'était faits ainsi pour se faire porter aux honneurs de la mairie, mais son ambition fut trop justement appréciée; on le savait d'ailleurs d'un caractère peu digne, s'attribuant à tort une noblesse très reculée, mais en réalité de son invention^(b),

(a) *Mémoires des Antiquaires de l'Ouest*, X, 337; XI, 91; — Thibaudon, II, 366.

(b) V. *les Mémoires de la Gaule aquitanique* à la suite des *Annales d'Aquitaine* de Bouchet, édit. de 1544, et notre étude sur les *Historiens du Poitou*.

l'élection ne put se faire telle qu'il l'avait désiré. Son orgueil s'en irrita, le poussa dans les rangs du protestantisme qu'il avait jusque-là toujours combattu, et, tout en voulant paraître dévoué aux premières convictions, il agit cependant de façon à se venger de ses adversaires sans nuire à ses propres intérêts. Audacieux autant que fourbe, il employa tous les moyens, si déloyaux qu'ils fussent, pour arriver à ses fins, chercha à s'emparer de la ville pour la livrer aux protestants, et pour répondre au justes plaintes qu'on écrivait contre lui de Poitiers à la cour, il écrivait lui-même au roi en lui dénonçant comme des rebelles à son pouvoir ceux qui lui parlaient des perfides menées de son lieutenant-général. Enfin, on réussit à le faire connaître, et des ordres vinrent de Paris pour le faire arrêter. Il était alors à sa maison de la Bégaudière, voisine de Poitiers, et agréablement située aux bords de la Boivre, entre Biard et Béruges, ayant appris qu'on venait l'arrêter, il s'y retrancha, résolu de s'y défendre. Mais après quelques blessures, il fut enfin tué, apporté à Poitiers, et eut la tête tranchée sur la place Notre-Dame, où une foule considérable honnissait sa trahison en applaudissant à son châtement ^(a).

En ce même temps, et pendant que ces opérations militaires se passaient sous la conduite des autres chefs, le duc de Montpensier, qui avait eu à cet égard sa pensée arrêtée depuis longtemps, se dirigea vers Lusignan, l'assiégea, et, après une héroïque résistance de quatre mois, une horrible famine put seule amener la reddition de la place. La garnison sortit saine et sauve. Mais le prince était résolu d'en finir avec une forteresse qui devenait si souvent le refuge des rebelles. Le château fut rasé, et quelque regrettable que puisse sembler la perte d'un si remarquable monument dont six siècles avaient vu la gloire, on dut regarder sa ruine comme indispensable à la paix de la contrée. Il n'y eut que Catherine de Médicis qui

Siège et démolition du château de Lusignan.

(a) *Archives historiques du Poitou*, XII et XIV ; — La Fontenelle, *Chronique fontenaisienne*, p. 385 ; — Thibaudeau, II, 376 et suiv.

osât maudire cette trop nécessaire expédition. Mais elle prouvait une fois de plus que les succès des protestants, si évidemment encouragés par elle, ne lui avaient pas tant déplu qu'aux catholiques qu'elle n'avait jamais aimés.

Etablissement
des Jésuites à Poi-
tiers.

C'est cette même année 1570 que l'illustre compagnie des Jésuites envoya quelques-uns des siens fonder à Poitiers une de leurs maisons qui devait y être des plus florissantes. Cette société avait commencée à Paris en 1534 sous les auspices de saint Ignace de Loyola, noble espagnol, homme de génie qui comprit son temps et disposa ses fils à combattre à la fois, par des mœurs irréprochables, une science solide et une complète abnégation d'eux-mêmes, les débauches païennes de la Renaissance, les erreurs du Calvinisme et la fausse littérature qui envahissait les hommes de lettres et les hommes de loi. Dans ce vaillant combat, auquel ils n'ont pas manqué depuis plus de trois siècles, ils eurent à repousser la haine des calomniateurs, des pamphlétaires et des hérétiques ; tous les ennemis du catholicisme les attaquèrent et eux ils ne reculèrent jamais quand ils durent défendre, aux dépens d'infatigables efforts, la vérité catholique, l'intégrité du culte et l'autorité du Saint-Siège. On voit en quelles conditions ils arrivaient à Poitiers. Plusieurs professèrent bientôt à l'université, d'autres remplirent les chaires où leur controverse éclairait les populations et leur valait une popularité utile. Mais aussi, dès ce temps et sur cette arène ouverte à leur zèle, les ennemis ne leur manquèrent pas. Ils en avaient de réels dans les calvinistes déclarés, dans les faux catholiques, dans tous ceux que leur franchise incommodait, ce qui ne les dégoûtait pas de confondre le mensonge, de gouverner les âmes et de s'attirer le respect de tous ceux qui voulaient Dieu et le bien. Nous les verrons à l'œuvre dans les phases diverses de la ligue où leur rôle fut toujours celui de soldats vaillants et éclairés, comprenant très bien, sans participer à l'entreprise de l'Espagne sur le trône de France, que le

plus grand malheur de leur patrie était de tomber dans les mains de l'hérésie qui n'était que le double libertinage du corps et de l'esprit, et que la cour de Henri III n'était propre qu'à maintenir la France dans l'état d'anarchie et de ruines d'où les ambitieux et les mignons ne la relevaient jamais.

Cependant depuis l'édit de janvier 1562 qui, en dépit d'un double refus du parlement, avait accordé aux huguenots l'exercice public de leur religion, ceux-ci, grâce à la reine Italienne de France, avaient marqué chaque année par des prétentions nouvelles, conduites par des princes sans honneur qui ne cherchaient que leur indépendance et leur profit sous l'indigne prétexte d'une liberté de conscience toute factice et faisaient des populations égarées le marchepied de leurs coupables ambitions. Depuis leurs progrès avaient été poursuivis à main armée. Défaites en quatre batailles rangées, ils s'en étaient chaque fois relevés par des traités de paix où le catholicisme perdait de plus en plus sa prépondérance, et l'on sait déjà, au vu de détails qui ont pu rentrer dans le cadre de cette histoire, quels malheurs s'en étaient suivis pour l'Eglise et pour la France. Déjà, en 1568, les catholiques en plusieurs provinces avaient été victimes des concessions de la cour. Leurs ennemis n'avaient pas manqué d'en tirer parti. L'esprit de conspiration s'y développa de plus en plus et finit par les chefs renégats d'ourdir une trame qui devait amener une déplorable catastrophe. La cour avait été avertie qu'une conspiration devait éclater le 25 août 1572 où seraient massacrés en même temps le roi, sa famille et les principaux chefs du parti catholique, c'était une décision désespérée venue de l'abattement où les protestants voyaient leur parti et qui semblait devoir relever leur courage et amener son triomphe (a). Ces projets perçurent surtout dans le soin que Coligny avait d'entretenir le

(a) Sismondi, *Hist. des Français*, XIX, 39, 85 et suiv.

dans un mécontentement profond contre sa mère et le duc d'Anjou ; le discrédit de l'une et la perte de l'autre étaient la suite de cette entreprise où le duc eût péri certainement (a). De leur côté Coligny et les princes ses frères s'étaient retirés à la Rochelle d'où ils appelaient la France, par l'espérance d'une invasion, les troupes d'Angleterre et des Pays-Bas. Et en dépit de ces préparatifs il n'y avait pas de flatteries impolitiques, de fausses missions maladroites, disons même de lâches complaisances dont Charles IX, capricieux absolu et colère à tout propos, ne fit d'avance aux huguenots. Ceux-ci furent enfin séduits par de telles avances ; ils revinrent à la cour à l'occasion de son mariage : mais ils surent, à la tenue de la chambre royale et des courtisans, que le roi y avait peu de confiance dans son système. Ils cherchèrent alors à l'engager dans une alliance avec les religionnaires du nord de l'Europe, et l'adhésion à ce projet releva leur espérance et exalta leur orgueil (b). Bientôt ils firent du roi le chef presque avoué de la conspiration calviniste (c). C'est dans cet esprit Coligny et ses complices voulaient entretenir la guerre commencée contre l'Espagne, détourner la France de son alliance avec l'Italie ; et par là arriver à un triomphe définitif du calvinisme. La reine fut plus épouvantée que le roi de ce malheur irréparable. De leur côté, les huguenots s'agitaient dans l'ombre et se décidaient à l'appui de main qui devait renverser en un clin d'œil la monarchie, la famille royale, les princes dévoués au catholicisme et faire régner sur la terre de Clovis et de saint Louis les représentants de Luther et de Calvin (d). Sur ces entrefaites, Coligny est blessé traîtreusement d'un coup de pique par un gentilhomme catholique, Maureval, et meurt du fait. Le roi ne se retient plus, il va voir

Archiv. histor. du Poitou, XII, 297.

Vallée, *Hist. des Français*, II, 274.

Mémoires de Tavannes, liv. XXIV.

Horbacher, *Hist. de l'Eglise*, XXIV, 634.

l'amiral qui insiste pour l'accomplissement de messes, lui inspire de se méfier de sa mère, le p s'en détacher et lui offre contre elle toutes les f son parti ; il accuse d'avoir fait le coup le duc c dont la loyauté en était incapable ; mais par cel sation trop acceptée par les siens, il augmente la son parti. Alors, si malheureuse que fût la pc fallait se déterminer à se défendre. Une horrible e fut résolue : il ne s'agit de rien moins, dans le c la reine, que de se maintenir contre un attenta crime des plus lamentables. Malheureuses extrér guerres civiles ! Le roi, revenu au Louvre, est ga à comprendre le péril qui le menace lui-même découvre le piège dangereux où l'amiral va le jet détourne de son parti ; d'ailleurs l'agitation était ardentes dans les rues de Paris. Les deu menaçaient d'en venir aux mains. Le conseil n d'autres préservatifs contre le péril que de ne pas l'attaque, mais d'en préparer lui-même une aus gique et où disparussent ceux qui semblaient e leurs plus dangereux ennemis. Dans la nuit du 24 était un dimanche, le signal fut donné. Des ca armés, pris dans la foule des mercenaires tou service du crime et des méchants, se répandir presque toutes les villes de France et multiplière gré des meurtres dont beaucoup ne furent pas n vengeances particulières que des inspirations du f A Paris, Coligny fut assassiné des premiers, devant Dieu le renoncement à sa foi et les crime avait trop motivés dans sa longue vie de haine s de coupable rebellion contre ses rois.

En plusieurs villes les gouverneurs qui avaient ordres par des courriers se refusèrent généreus exécuter ces cruautés. A Poitiers comme à T protestants furent protégés sans qu'une goutte d fût versée, par les dignes magistrats qui gouver

ville. Il en fut de même à Luçon et dans le Bas-Poitou, à Saint-Maixent, à Parthenay et bien ailleurs. Notre contrée fut donc, sous ce rapport, tout à fait privilégiée, et il ne faut pas oublier que le *Martyrologe des Huguenots*, publié en 1582, ne cite officiellement que douze villes de France où ces déplorables exécutions furent accomplies (1).

En 1574, quand Henri III, revenu de Pologne et succédant à Charles IX, crut, dans ses intérêts dynastiques d'abandonner la religion qu'il avait si vaillamment défendue comme duc d'Anjou, il jeta de justes réformes au cœur de ses plus fidèles sujets. Un déplorable caractère distinguait sa cour : c'était le règne des favoris, disait-on alors, et ceux-ci n'étaient que des libertins qui servaient à ses plaisirs et sont tombés avec lui dans le mépris de l'histoire. Le malheureux prince s'aveugla jusqu'à espérer quelque avantage de nouvelles concessions au parti des rebelles. Il donna en mai 1576 un édit de pacification le plus durable qu'eussent obtenu encore les Calvinistes. C'était le triomphe assuré de l'hérésie en France et une véritable apostasie de la cour à laquelle il ne manquait qu'une formule d'abjuration, alors les catholiques s'allièrent sous le nom de *Sainte-Ligue*, à Péronne en Picardie, un plan de défense auquel Henri III souscrivit imprudemment sans s'apercevoir qu'il ne trompait aucun des deux partis et qu'il s'attirerait tôt ou tard la vengeance de l'un des deux. C'était d'ailleurs prendre une part trop active aux démonstrations exagérées qui signalent toujours en pareil cas l'action des partis. Prédications, processions, réunions officielles et autres actes publics auxquels le roi se crut obligé d'assister, outrèrent l'opposition et compromirent sa situation politique et religieuse. On ne peut se dissimuler que l'action de la ligue fut très utile à la France dans ces jours malheureux. Comme toujours elle dépassa le but et fit trop de mal en jetant dans les esprits des principes dont il était facile d'abuser, car on donna à leur exposition publique une forme qui alla trop souvent jusqu'à

Etablissement
de la ligue.

des orgies de paroles et de conduite. Et pourtant ce fut elle qui, si déraisonnable qu'elle fût, empêcha le triomphe du protestantisme sur toute la France religieuse. Elle amena la pacification définitive en forçant Henri IV de reconnaître qu'il ne pouvait monter sur un trône qu'autant que ce serait celui de saint Louis (a).

Les provinces, assez généralement d'accord pour se liguier avec l'association de Paris, y voyaient cependant une considérable augmentation des frais de guerre qui les ruinaient. Leurs Etats généraux s'y refusaient, et Henri III fit demander à Poitiers par le nouveau gouverneur Guy de Daillon, qui avait remplacé son père dans cette charge, que la signature de la ligue fût accompagnée d'une levée de douze cents hommes de pied et de trois cents chevaux. Ces exigences parurent outrées à une ville déjà surmenée et dont les dépenses publiques de chaque année étaient considérables. Une année entière se passa en tiraillement et pourparlers : alors le duc de la Trémouille se présenta devant Poitiers sous prétexte de négociation amicale. Mais il n'y fut pas reçu, Daillon, peu flatté de le voir s'emparer d'une mission qui était la sienne, lui opposa sous mains les difficultés de la circonstance et l'impossibilité de persuader les habitants. Il en fut ainsi en France de presque toutes les villes considérables. Le roi crut utile à ses vues de venir, sous prétexte des troupes armées qui se renouvelaient autour de Poitiers comme en Angoumois et en Saintonge, passer quelque temps à Poitiers où il demeura du 4 juillet au 5 octobre 1577. Sa cause n'en valut pas mieux ensuite. On y vit de trop près les scandales d'une cour désordonnée, perdue de débauche, où la conduite du chef astucieux, sans fixité de principes ni dignité aucune, autorisait tous les désordres et forçait de croire dans ses partisans à une absence complète du sentiment religieux, car on y mêlait, dit un de nos écrivains « la dévotion la

(a) Voir tous les historiens.

plus minutieuse aux plus honteux plaisirs ». Poitiers, intimement indigné de ces scandales, lui donna du moins une sévère leçon. Le roi ayant voulu donner un bal aux dames de sa cour dont la vie était peu exemplaire, celles de la bourgeoisie poitevine refusèrent d'y assister malgré les invitations nombreuses dont on avait cru devoir les honorer.

Paix signée à
Poitiers entre les
protestants et les
catholiques.

Les protestants ne craignaient pas d'appeler à leur secours, dans le royaume, des troupes étrangères soit d'Espagne, dont le roi, Philippe II, n'aurait pas mieux demandé que de s'assolider en France, soit d'Allemagne où les mêmes erreurs avaient fait des peuples autant d'auxiliaires au calvinisme. La crainte de voir cette considération réussir contre lui engagea le roi, avec une incroyable légèreté, à un nouvel édit de paix accordé aux révoltés. Ce décret fut signé à Poitiers avec des considérants dérisoires (a). Il était conclu le 24 septembre avec le roi de Navarre et ne satisfait personne, chacun s'attendant bien qu'il ne durerait pas plus que les autres.

Grands-Jours.

Le désordre se faisait si grand à la faveur de ces tergiversations incessantes d'un gouvernement sans plus de bonne foi politique que de religion, qu'il fallut tenir à Poitiers une assemblée des Grands-Jours qui dura du 9 octobre, après le départ du roi, jusqu'au 18 décembre 1579. Ils firent de sévères exemples sous la présidence de Harlay. Les crimes des particuliers, les rebellions armées de quelques seigneurs, les attentats à toutes les lois divines et humaines y furent punis de mort ou d'autres peines corporelles ; on aurait cru que la foi chrétienne avait abandonné ce beau pays où jamais, en aucun temps, des forfaits aussi détestables n'avaient dû être réprimés par d'aussi exemplaires châtiments, avant que la liberté de penser y vint autoriser celle de tout faire (b).

(a) Lecourayer, *Appendice de l'Histoire du Concile de Trente*.

(b) *Mém. des Antiq. de l'Ouest*, XX, 110 et suiv.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1578)

Ces grands coups judiciaires ne rétablirent ni la
les mœurs dans notre malheureuse province. L'
de Dieu, abdiqué par un des partis, et méco
l'autre, autorisait de plus en plus les attentats
sorte et les courses de brigandage se faisaient
hordes armées portant partout autour de Poitiers le
le feu et l'assassinat. Les paysans étaient victi
gens de guerre partout répandus sans discip
cependant le roi levait des taxes exorbitant
dissipait aussitôt, exaspérant par cette conduite
les mécontentements de toutes les classes de se
Les commissaires envoyés à Poitiers pour récla
levées extraordinaires que les lois défendaient
sans le concours des Etats généraux, reçurent
courageux des magistrats qui se plaignirent b
que ces sommes ainsi demandées à un peuple p
maltraité ne servaient qu'à satisfaire les pass
courtisans perdus de mœurs. Ils renoncèrent à la
Poitiers devait donner d'une somme de quinze c
écus levés sur les villes closes du royaume,
changer en une promesse de six mille écus qui
ne furent jamais payés (a).

Après la mort de notre évêque, Jean de F.
disparut en 1578, on vit reparaitre Charles de
d'Escars, qui, après s'en être allé à Langres, trou
tageux de revenir à Poitiers. Il y fut donc installé
peu après la mort de son prédécesseur. Mais
singularité dont nous ne voyons pas l'explicatio
peut-être dans les difficultés d'un poste rendu peu
par les événements politiques du temps, il ne tar
s'en défaire et dès 1582 il l'abandonnait à Ge
Saint-Belin, qui assistait l'année suivante au con
vincial de Bordeaux, que présidait l'archevêque Pr
Sansac.

(a) *Mém. des Antiq. de l'Ouest*, ubi sup, p. 114 et suiv.

Geoffroi, qui fut commendataire, était abbé de Saint-avin de 1597 à 1600, était champenois, fils de Jean de elin, seigneur de Tivet, en Bassigny. Comme son chevêque de Bordeaux il fut profondément attaché à l'autorité de ses rois légitimes, et ne le fut pas moins à la suite de ce qui ne l'empêcha pas d'influencer beaucoup,

En 1594, le retour des habitants de Poitiers sur l'autorité de Henri IV. Nous le retrouverons en plus d'une rencontre, jouant un rôle digne de sa position et de son caractère. Après peine revenu du concile, où le rite romain fut rétabli dans la province de Bordeaux, il s'empressa de le donner à son diocèse où tant de troubles avaient apporté dans la prière de nombreuses modifications et des difformités regrettables. Une nouvelle liturgie y fut promulguée par l'entente mutuelle de l'évêque et du chapitre dont on ne croyait pas encore que malgré les prescriptions les plus anciennes on pût se passer dans les choses essentielles du culte public (a).

Tant de calamités avaient réduit la France à un état habituel de vie agitée et violente ; la politique versatile de Henri III qui l'y avait jeté, n'étant ni loyale ni éclairée, il fut habile de revenir aux catholiques par une décision extrême prise sous mesure et donna, le 7 juillet 1585, l'édit de Nemours qui n'était rien moins que l'abolition absolue et radicale du calvinisme. La ligue, alors devenue moins prudente qu'irritée des succès de l'opposition hérétique et ne songeant qu'à un triomphe subit mais impossible, avait forcé le roi par la crainte, et l'édit décrétait l'effacement du calvinisme, ne voulant plus que la véritable religion. Les ministres avaient un mois pour sortir de France, les huguenots qui n'auraient pas abjuré dans les six mois devaient s'expatrier. La France eût pu être livrée du piège qui l'enserrait, si ce moyen eût été pris dès la première apparition de la révolte ; aujourd'hui il était trop tard. On se révolta d'autant plus. Alors un

a) *Gall. christ.*, III, 1203 ; — *Du Tems*, II, 226 et 431.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1585)

nouvel édit du 7 octobre n'accorda plus que quinze , aux émigrants. Ceux-ci eurent peur en plus grand nombre d'innombrables abjurations achetèrent la vie et la Mais les chefs ne se montrèrent que plus hardis poussèrent à des révoltes qui, suivies de que succès, remontèrent le courage de leurs troupes. Conmontra plus actif que jamais à la tête des révoltés Poitou, il s'adjoignit Claude de la Trémouille, doépousa la sœur en 1586. François de Montpensier, fiLouis II, mort depuis trois ans, et qui n'avait pas hésleur enlever pour toujours le château de Lusignan. déjà l'esprit héréditaire délinguait dans le nouveau Moins ferme dans sa foi que son père, il s'étai accorder, en 1583, le duché de Châtelleraut pour anticipé d'une fidélité qui allait faiblir ; et somptueuse retiré dans son magnifique château de Champigny Veude d'où il s'entendait sans trop de discrétion av noblesse protestante du pays (a).

Les événements se hâtaient. Le roi Henri de Na tenait toujours la tête de ses affaires dans le Midi et p dans les provinces centrales de la France. Rien n'en mieux chez nous où les craintes publiques d'un pro envahissement prétextaient des courses habituelles de de guerre, véritables pillards nuisibles aux peuples campagnes qu'ils rouaient à merci et violentaient mesure. C'était le retour des dernières commotions à apaisées. La plupart des paroisses rurales, quelques-même de la ville, étaient sans pasteurs, soit que ce n'eussent pu être remplacés après la dispersion des ar précédentes, soit que ceux qui en avaient encore la cl fussent employés de gré ou de force par les seigneur abusaient de leur pouvoir. Et toute la France en éta même point lorsqu'un événement inattendu vint ch profondément la face de la politique générale. Le

(a) Journal de Le Riche, p. 419 ; — *Bibliothèque de l'école des C.* 4^e série, I, septembre et octobre 1854.

Nouveaux troubles dans les campagnes du Poitou.

d'Alençon, le seul prince catholique qui séparât le roi légitime de ce Henri de Navarre, laissa par sa mort en 1584 ? le titre héréditaire à Henri de Béarn. Mais la ligue se ranimant à cette perspective, déclara qu'elle ne laisserait jamais monter un hérétique sur le trône de France. Ce sentiment renouvela à Poitiers l'opposition au parti de la cour dont la faiblesse laissait de vives inquiétudes aux catholiques. En Poitou, Condé restait à la tête des prétendus réformés. Mercœur, gouverneur en Bretagne, y commandait la ligue. Daillon du Lude, mort le 11 juillet 1585, était remplacé comme gouverneur de la province par un autre seigneur du Maine, Jean de Malicorne. Enfin c'était François Palustre, d'une bonne famille de l'échevinage, qui était maire en 1585 lorsque, au mois de septembre, le château d'Angers était tombé aux mains d'un parti de coureurs, on craignit à Poitiers de subir une semblable déconvenue, et le corps de garde demanda au roi de rentrer en possession du château dont il s'était réservé la garde. De longs pourparlers embarrassèrent la position, si bien qu'en 1588, les bruits que le roi de Navarre remportait de dangereux succès firent mettre la ville en état de défense. C'était une mesure prise par les ligueurs qui étaient maîtres de la ville et avec lesquels s'entendaient parfaitement la magistrature civile et le présidial. Le roi se hâta de venir les forcer à l'obéissance. Quand il parut sous les murs, le 17 mai 1588, on lui ferme les portes, et quand il se dispose à camper sur les dunes, on le débusque à coup de canon. Dès lors un mouvement irrésistible se prononça pour la ligue. Tous les corps constitués s'y mêlèrent. Malicorne chassé violemment de la cité y fut remplacé comme gouverneur par le comte de la Guierche. L'évêque Geoffroy de Saint-Belin, goûté des protestants auxquels il s'était montré toujours doux et bienveillant, établit aux Cordeliers un Conseil qui représenta tous les ordres de la cité. L'action religieuse était secondée en ce sens par les prédications d'orateurs populaires goûtés de

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1588)

tous et dont l'éloquence contribuait journellement à tenir ou à ranimer le zèle des catholiques et n'était inutile aux protestants de bonne foi. Parmi eux était remarqué le cordelier Jean Prothaise, esprit délié, insouciant, dialectique et toujours prêt à la polémique et au triomphe. Les jésuites aussi, établis à Poitiers depuis 1570, employaient avec leur zèle habituel à la défense de la foi. Ils avaient alors pour chef, à Poitiers le célèbre Malin, qui enseignait la théologie à l'université et dont l'habileté de controversiste était remarquable (a).

On n'en était venu là qu'à travers des troubles qui se multipliaient en France sous toutes les formes lors de l'événement consommé à Paris par la faiblesse de Henri III, hâta le dernier jour d'un règne qui ne fut que qu'à lui tant de malheurs. La ligue, pour lutter contre plus sûrement, s'était formée dans la capitale un conseil dit des *Seize*, destiné à surveiller les seize quartiers de la ville et de maintenir le parti contre les concessions toujours plus redoutables à une cour sans vigueur et sans fermeté. Dans pareils cas, de graves abus se produisent de côté d'autre, et il arrive trop souvent que l'histoire ne peut justifier aucun d'eux. Dans un de ses mécontentements plus ou moins fondés, le roi laissa échapper contre le conseil des *Seize* des menaces qui éveillèrent leurs craintes. Ils pressent donc de revenir à Paris d'où il était exilé. Les catholiques, le prince s'empresse d'y revenir accompagné. Le roi n'a pas le courage de faire arrêter le conflit qui s'engage : les ligueurs se soulèvent et établissent dans les rues des barricades contre les troupes royales qui sont forcées. Henri quitte Paris pendant que Guise exerce le pouvoir. Ce fut pour le pauvre roi une suite de pérégrinations fatigantes, dont la dernière aboutit de Tours à une jonction avec le roi de Navarre, son allié, tiers présomptif, qu'il aurait voulu ramener au catholicisme.

(a) *Mémoires des Antiquaires de l'Ouest*, XXI, ubi sup, passim.

Mort d'Henri III.

c'est-à-dire au plus sûr moyen d'une paix définitive. Celui-ci, qui n'avait jamais été hérétique autant par le cœur que par les influences de sa mère, n'était pas éloigné de ce retour. Ils marchent donc ensemble sur Paris qu'ils assiègent avec trente mille hommes. Le roi posa son quartier-général à Saint-Cloud, et c'est là que le 1^{er} août 1589, il tomba victime du fanatisme sous le couteau d'un jacobin, Jacques Clément, que la ligue avait excité à ce meurtre, quand il put se persuader que l'alliance du roi de France avec celui de Navarre devait livrer la France à un prince hérétique pour la perte de la religion (a).

En mourant, en effet, Henri III désigna le roi de Navarre pour son successeur. C'était la fin des Valois qui avaient régné depuis 1328.

La ligue avait singulièrement ému le Poitou où le roi de Navarre avait assiégé par lui ou par ses généraux Chizé, Saint-Maixent, Niort, Beauvoir, Fontenay, Montaigu, Machecoul, la Garnache et d'autres places dont la possession l'avait rendu à peu près le maître du Bas-Poitou. Là les catholiques trouvèrent en lui un antagoniste énergique et souvent heureux. Mais la mort d'Henri III redoubla l'activité des ligueurs. Ils prirent Montmorillon, Angles, Saint-Savin, et firent un effort sur la Rocheposay, commandée par Dabin du Chasteigner, gouverneur de la Marche, qui avait été ambassadeur d'Henri III à Rome, et dont le fils Henri-Louis devait succéder à Geoffroy de Saint-Belin sur le siège de Poitiers (b). Il empêcha le siège de cette place par cela seul qu'il se porta à son secours ; il agissait là pour Henri IV près duquel il s'était distingué à Coutras et à Yvry, fut de là aider à la prise de Mirebeau et continua ses services à ce prince contre les derniers efforts des ligueurs (c). Peu après, ce même seigneur défit, non loin de son château de la Guierche, dont il s'empara,

(a) Sismondi, Henant, Daniel et autres.

(b) *Dictionnaire des Familles du Poitou*, p. 614.

(c) Thibaudeau, III, 91.

le chef ligueur de ce nom qui avait joué un si grand rôle dans le gouvernement du Poitou. C'était un militaire brave et expérimenté qui se noya dans la Vienne en fuyant la poursuite des vainqueurs.

Henri IV, qui devait avoir à lutter encore contre la ligue, était reconnu par la plus grande partie des seigneurs des deux religions. Les ligueurs de Poitiers tenaient pourtant contre lui et dans Poitiers ils résistaient au blocus du prince de Conti, auquel se joignit bientôt le duc de Guise, fils du Balafre assassiné à Paris, et qui grossissaient le parti du roi. Mais le plan des ligueurs n'en allait pas moins à ses fins. Pendant qu'un certain nombre d'entre eux aimaient mieux, contre toute idée de patriotisme, se faire un roi espagnol, que d'en recevoir un protestant, le reste acceptait déjà la maison de Bourbon, comme une héritière légitime du trône, pourvu qu'elle revînt à la foi de la France, celle des aïeux et de l'immense majorité de la nation. C'est dans ce but que les ducs de Guise et de Mayenne, ce dernier général en chef de toute la ligue, écrivirent plusieurs fois en 1591 aux magistrats et habitants de Poitiers afin de les amener à une conciliation. Mais on s'y gardait néanmoins, et un blocus, de nombreuses sorties, de fréquentes escarmouches, le zèle que mirent les royalistes à s'emparer des châteaux voisins et des positions de Croutelle, d'Auzence et de Nouaillé, d'où ils s'efforçaient de fatiguer la ville, n'empêchèrent pas celle-ci, qui avait pourtant des intelligences secrètes avec les chefs royalistes, de se conserver indépendante jusqu'à ce qu'enfin Henri IV se rendît au vœu de ses sujets en revenant à la religion dont il n'avait dû la perte qu'à l'ambition et aux entêtements de sa mère. Ce grand événement arriva en 1594. Henri avait trente-six ans. Il fut le 27 février de l'année suivante sacré à Chartres, Reims étant encore occupé par quelques milliers de ligueurs récalcitrants (a).

Efforts et progrès de la ligue en Poitou.

(a) Thibaudeau, *ub sup.*, *Archiv. de la ville*; — *Mém. des Antiq. de l'Ouest* loc. cit.

Les principales villes du royaume s'étant soumises au roi, Poitiers ne pouvait résister plus longtemps : sa fidélité au catholicisme n'ayant plus d'ailleurs aucun motif de résistance.

Là étaient d'ailleurs les deux frères Scévole et Louis de Sainte-Marthe, nés à Loudun, et qui avaient été l'un maire de Poitiers et trésorier de France, l'autre avocat du roi au présidial. Ils ménagèrent la reddition de la ville à des conditions très honorables.



NOTE DU LIVRE LXVIII

NOTE 1

Journal de Le Riche, p. 109 et suiv. — On ne peut rencontrer dans l'histoire ce fait déplorable de la Saint-Barthélemy sans se heurter contre les particularités qui ont aidé les écrivains protestants à calomnier les catholiques. Ce n'est pas à leurs écrits qu'il faut recourir pour savoir la vérité, mais aux sources du temps et aux écrivains qui, dans la suite, se sont inspirés du sentiment de la justice. L'histoire, ayant été trop écrite depuis trois cents ans, par des catholiques équivoques ou des calvinistes déguisés, s'est égarée et a trompé le public sur toutes les causes, sur les détails et les conséquences de cette affreuse catastrophe. Que n'a-t-on pas dit, par exemple, sur le nombre des officiers massacrés en ce terrible jour. A entendre les exagérations des ministres et autres écrivains de la prétendue religion, le nombre en aurait été à cent mille. Ce chiffre ne coûtait rien à des gens qui savaient trop ce qu'ils avaient fait souffrir aux catholiques depuis trente ans de guerres sanglantes, de ruines et de déprédation. En réalité, si nous en croyons W. Coblet, auteur anglicain, et par conséquent peu suspect, des *Lettres sur l'histoire de la Réforme en Angleterre* (Lettre X), il faut rabattre considérablement de telles données. En effet, d'après un document publié en 1582, et les détails recueillis dans les différentes villes du royaume et envoyés au gouvernement, on peut évaluer en tout le nombre des morts qu'à 780. Lingard dit à ce sujet (*Hist. d'Angleterre*, V, note T) « En donnant ce nombre nous » pouvons penser que nous sommes aussi près que possible de la » vérité à plus forte raison si nous accordions le double de ce » chiffre : On avait d'abord compté cent mille personnes assassinées, » plus tard il n'y eut plus que soixante-dix mille, ensuite trente » mille, enfin vingt mille, puis dix mille, mais toujours en nombre » rond. » — V. aussi de plus longs et plus curieux détails dans Saint-Victor, *Tableau de Paris*, t. III.

Cette réduction se comprend d'autant mieux quand on reconnaît qu'en un grand nombre de ville du midi de la France, comme nous l'avons vu à Tours et à Poitiers, la sage fermeté des magistrats cacha les ordres de la cour, et les ecclésiastiques furent les plus empressés à les seconder. C'est ainsi que l'évêque de Lisieux, Jean Hennuyer, ramena à l'Eglise tous les calvinistes de son diocèse....

Nous avons vu aussi quel beau rôle avait rempli à Poitiers notre évêque Jean du Faye, à cette malheureuse époque.

Enfin, puisque l'occasion s'en présente, faisons justice ici d'une calomnie que protestants et catholiques voltairiens n'ont pas manqué de ressasser comme faisant un sombre effet dans leur tableau. Ils ont osé dire qu'à Rome, le pape Grégoire XIII, en apprenant la nouvelle de la Saint-Barthélemy, avait ordonné des réjouissances publiques, absolument comme si le sang versé eut été l'objet de cette joie inexplicable. Or, voici tout ce qu'il en fut. Le cardinal de Lorraine, oncle des Guise, était encore à Rome après le conclave qui venait d'élire Grégoire XIII lorsqu'il y reçut la nouvelle de ce qui venait de se passer à Paris. Cette nouvelle, selon les lenteurs obligées du temps, partie à la hâte et arrivant seulement le 6 septembre 1572, annonçait officiellement, mais sans aucuns détails circonstanciés, que Charles XI venait d'échapper, lui et sa famille, à une nouvelle conjuration des huguenots dont les auteurs et les complices avaient été arrêtés et punis. Le Pape, suivi des cardinaux et des ambassadeurs, alla rendre des actions de grâces solennelles à Saint-Pierre du Vatican, et envoya un légat pour féliciter la famille royale. Quoi de plus simple et de plus avouable au Vicaire de Jésus-Christ qui ne pouvant encore voir en tout cela qu'un événement de la plus haute importance pour la France catholique et l'univers chrétien. On voit qu'ici le Pape se devait à un fait non moins religieux que politique dont il ne pouvait se désintéresser. Il y a loin de là à se féliciter des assassinats qu'on ignorait encore, et les lecteurs clairvoyants des choses de ce temps-là peuvent justement reprocher à ceux qui blâment amèrement les fêtes publiques données, disent-ils à cette intention, de n'avoir pas voulu comprendre que ces fêtes n'étaient que les réjouissances déjà commencées pour célébrer la victoire récente de Lépante, fêtes qui duraient encore quand on apprit à Rome la découverte de la conspiration calviniste. Sismondi, XIX, 103 et suiv. ; De Thou, *Histoire universelle*, liv. 53. — Ce sont deux protestants. — Tout cela vaut mieux que la prose de tant de narrateurs modernes, inspirés par la *Henriade*, nous montrant les prêtres assassinant eux-mêmes à Paris les huguenots, quand il est solidement établi que toute la part prise par le clergé et la religion dans cet affreux épisode de notre histoire, se trouve toute dans la mort du chanoine Rouillard, du chapitre de Paris, assassiné dans son lit pour s'être fait la réputation de calviniste.

Voir ces curieux détails donnés par Rhorbacher, que nous suivons ici en grande partie.

LIVRE LXIX

DEPUIS LA CONVERSION D'HENRI IV JUSQU'AU COMMENCEMENT DE LA FRONDE

(De 1594 à 1649)

Le roi Henri IV avait abjuré le protestantisme avec toute la loyauté de son caractère, et en homme qui n'avait jamais été profondément convaincu des doctrines mal agencées de Luther et de Calvin. Ces doctrines, d'ailleurs, avaient fait leurs preuves. Toutes les erreurs de l'esprit y attaquaient aussi bien la politique et la religion que la sainteté des mœurs et le respect de Dieu lui-même. Un roi, homme d'esprit, devait donc savoir à quoi s'en tenir comme moyen de gouvernement entre les deux religions de Jésus-Christ et de Calvin, si toutefois celle-ci en était une. Au jour de son sacre, Henri avait promis, par serment, de maintenir la foi catholique et l'autorité du Saint-Siège (a). Mais, sorti de là, il s'était retrouvé un simple roi de France, c'est-à-dire ce prince que les factions avaient maîtrisé depuis Philippe le Bel sous la simarre des légistes et l'épée audacieuse des courtisans. Il fut donc circonvenu par ceux qui se déclara-

(a) Berthier, *Hist. de l'Eglise gall.*, XXIV, 50.

rèrent les plus dévoués ne se regardaient pas rester un parti dans garanties en leur faveur aux catholiques. Ses collègues, Schomberg et Jarnac, chargèrent de dresser le parti vaincu et lui religion officielle, et les révolte qui devait encore qui commençait, une séance de la Rochelle devint plus, et les membres s'adjoignirent, comme Charnier, le plus habile président Hainault (a).

Edict de Nantes,
tout favorable aux
huguenots.

C'est de cet atelier qu'il rédige par ce Charnier ainsi à la tête de cette nation

Ce parti-pris était-il peur ? Toujours est-il qu'il

échauffourée des protestants qui, réunis à Châtellerault, avaient menacé le roi de « recourir à une nécessaire » défense, s'ils le voyaient conduit à des résolutions contraires à leurs prétentions » (b).

C'en était fait : les conditions faites par le Pape et consenties à Rome au nom du roi par les cardinaux Dassat et du Perron étaient, grâce à la trahison des conseillers royaux, réduites à l'état de lettre morte. Moins de trois ans après cette grande solennité, les protestants, qui devaient être exclus, d'après ce traité, de tout et l'obligation prise de ne les tolérer qu'au les exterminer, le pouvoir ne serait pas obl

(a) *Histoire de France*, II, 570.

(b) Berthier, *ibid.* sup., p. 55 ; — Sismondi, liv. XXI ; — Rorh

guerre (a), tout cela était oublié. Parmi les articles de l'édit, les huguenots en trouvaient ou vraient les places de judicature et surtout il y avait de plus singulier, c'était d'y voir cinquante-six autres articles secrets, ou concessions toutes favorables au maintien de la religion, telles que la liberté de se bâtir dans la ville, et au plus est, *des places de sûreté*, c'est-à-dire qu'ils seraient entièrement les maîtres quant au gouvernement civil et le gouvernement militaire : ville donc se fortifier les ennemis de l'Etat, et de faire les entreprises les plus légitimes de l'autorité pour commencer à l'occasion une guerre civile en France nouvelle dans l'ancienne France, qui devait tôt ou tard exterminer la monarchie, l'édit de Nantes fut la destruction du traité de paix pris à Rome, acceptés à Paris. C'était le germe païen des troubles révolutionnaires qui ont jeté peu à peu notre patrie dans l'abîme où nous la voyons aujourd'hui.

On voit combien la ligue, abstraction faite bien entendu des excès de caractère et de tempérament d'agitateurs sans mesure, avait eu raison de combattre sans faiblesse les politiques dont le but était moins de garder la vraie religion que se faire un roi qui leur convînt et les maintînt à la tête des affaires publiques. A Poitiers, la grandeur des catholiques avait compris ce sentiment et la foi s'y était soutenue, et l'évêque Geoffroy de Belin avait été pour beaucoup dans cette persistance des ouailles. Il avait soutenu ou excité le zèle de ses ouailles par des prières publiques, par des mandements et instructions. En dépit de cette action et de celle du moment qui se tenait sur ses gardes et ne voulait céder

Berthier, *ibid sup.*, p. 677.

Ibid, p. 66.

HISTOIRE GÉNÉRALE

à un prince catholique
rent tour à tour
, s'entendant peu
s avaient le gouver
rables de la province, le plus renommé, quoiqu'il
as de gouvernement, était Louis de Chasteigner,
r d'Abin et de la Rocheposay, toujours prêt à sou-
cause royale de sa personne et de sa fortune. Il
des adversaires redoutés de la Guierche à Poitiers,
lui on voyait tenir leur rang, dans la même oppo-
la Boulaye, qui commandait à Fontenay, Pierre de
e, à Loudun, Saint-Gelais, à Niort, Malicorne, à
ay, d'Aubigné, à Maillezais, et Reaux, à Châtel-
).

oup d'épisodes militaires signalèrent ainsi l'espace
oula entre l'avènement d'Henri IV et la paix qui
fin son abjuration. Ce grand acte mit fin à toute
tion qui dès lors n'avait plus de prétexte. Grâce à

Nantes, on vit les protestants profiter
qu'on leur avait faite d'avoir un temple
onstruisirent au point culminant de la
à l'occident de la ville, sans qu'aucun
opposition leur fût témoignés par les
issions, avides de repos et qui sentaie
aix domestique avec beaucoup de ce
plus ou moins parents ou alliés. Ils f
à l'apparition d'un conseiller d'Etat
clamer une nouvelle levée d'impôts: cet
d'éviter un mauvais parti par la fuite. L
a pourtant bientôt et vint à Poitiers le 1
lt de grands honneurs, ayant été reçu à l
èque de Saint-Belin et rendit ses bonne
nomma alors gouverneur de Poitiers
c du Rouannais, puis il continua son

Limousin et dans la Haute-Guyenne où il trouva les esprits dociles et témoigna beaucoup de bonté.

En ces mêmes temps le duc de Biron, qui avait paru longtemps un des plus fidèles serviteurs d'Henri IV, le trahissait par une conspiration qui devait mettre le haut Poitou et même la Guyenne et le Languedoc aux mains d'une association de malfaiteurs gentilshommes et autres qui avaient résolu de se partager la France avec assistance des huguenots. Il lui en coûta la tête. Mais en attendant les précautions furent prises pour assurer la paix des pays menacés. En décembre 1602 Louis Gouffier prit le gouvernement de Poitiers, et Sully celui de la province (a). Celui-ci était protestant. Henri lui donnait cette charge pour lui prouver, disait-il, sa confiance, quoiqu'il le sût opiniâtre dans le calviniste qu'il persistait à garder. C'était d'un cœur élevé de croire à une loyauté politique en opposition avec de telles idées religieuses ; mais Henri mesurait trop la valeur des sectaires à la sienne en les croyant incapables de subir les influences des faux principes. Sully servit son roi avec une louable rigueur de probité et d'honneur. Mais huguenot au fond plus qu'en apparence, il conserva ses préjugés et chercha à les faire valoir en tout ce qui favorisait les préventions de ses coréligionnaires. Arrivé à Poitiers, où il fut reçu solennellement, le 22 juin 1604, il s'y trouva au moment où les jésuites recevaient des lettres-patentes datées du 7 août suivant. Mais ces lettres ne contenaient qu'en partie l'expression du vœu des habitants sur cette importante matière. Pour bien faire comprendre ici ce côté de la question, il nous faut résumer l'histoire des différents établissements de ce genre qui figurent dans l'histoire de Poitiers.

De tout temps on avait regardé la diffusion de l'enseignement public comme un bienfait. On reconnaissait donc comme méritoire le zèle d'un particulier quelconque cher-

Gouvernement
de Sully à Poitiers.

Etablissement à
Poitiers du premier collège des
Jésuites.

(a) Mémoires de Sully, *Hist. du Poitou*, III, 139, Thibaudeau.

e bien de tous dans l'é
u moins d'importance. Aucun gouvernement ne se
avisé de croire qu'un bienfaiteur dût
sion et s'exposer à des chicanes pour
se une maison d'études où les lettres, l
osophie et la théologie pussent lui être
es maîtres aussi modestes et désinté
s et habiles. Tout avait donc été poi
-là. En 1522, Antoine Girouet, docteur
es, comme nous dirions aujourd'hui, av
de Sainte-Marthe, situé non loin du M
es troubles survenus peu après l'avaient
et de ses professeurs, à qui le loisir n
igner ni d'apprendre. Il en résultait un
es études, surtout dans une ville dont
e relever après de fâcheuses interrup
les jésuites étaient à Poitiers depu
ite ans. L'enseignement n'était pas moin
on que la prédication et la direction d
l'Eglise n'avait paru avoir plus besoin
ux qui accordât l'intelligence de la jeun
de l'hérésie et de l'immoralité. On devait
sultes pour cette œuvre sociale et eu
rent à ne pas y manquer. Ce vœu était
se et de la bourgeoisie. Mais les magistra
eurs, ceux qui tenaient leur position du go
nt préféré un collège royal émanant de l
s avant tout à l'action de l'éducation
pas le compte des jésuites, qui avaient l
dont on s'est si bien trouvé sous leur d
ce point des méentendus ; les dissente
mps ; Sully, en protestant fidèle aux sien
édit de gouverneur du Poitou, était, mais
s trop le paraître, un des plus énergiques
position. Mais les Pères étaient appuyés
Cotton, que le roi avait choisi pour confes.

tenait au courant des mesures secrètes prises compagnie (a). Au reste, il en était de même à l'université faisait une vive mais inutile opposition de Clermont, fondé et dirigé par elle (b). Mais comme à Paris, l'influence du roi qui étudiait le les appréciait et les défendait en toute occasion l'acharnement déjà incorrigible de leurs ennemis et finit par leur faire avoir ce qu'ils voulaient. ils acquirent donc l'ancien collège abandonné d'Orléans, que la famille de ce nom avait fondé en 1461. Ils ouvrirent leurs classes au mois de juin, en même temps que de l'autre côté de la même rue ils commençèrent l'emplacement d'une ancienne aumônerie de Saint-Étienne les bâtiments du grand collège devenu le lycée occupaient aussi dès ce même temps l'ancienne maison de Montanaris, établi par un médecin de ce nom dans la rue d'Enfer (c). Henri IV fut le véritable fondateur de cette maison. Et cependant les longueurs et les embarras d'adversaires toujours vivants dans le parti de l'hérésie où la France se débattait, durèrent jusqu'à ce que les valeureux instituteurs virent lever enfin les nuages vainement prolongés de la famille de Puyguyon.

Durant ces négociations aussi importantes que délicates, il s'en fallait que le bas-Poitou fût aussi tranquille. Les révoltés, comprimés par Henri IV, y avaient laissé de nombreux restes qui jetaient la terreur à quarante lieues à la ronde dans les paroisses de la Merlasière et des Essarts. Les uns, après la réduction des pertes qu'un motif moins noble les avait jetés dans la ligue, trois gentilshommes, frères du marquis de Montanaris, avaient conservé autour d'eux quatre ou cinq cents hommes avec lesquels ils continuaient à dévaster la contrée.

(a) Mémoires de Sully et l'Université de Paris au XVI^e siècle, t. I, 21 à 103, *passim*.

(b) Maldonat.

(c) Bulletin des Antiquaires de l'Ouest, III, 212 ; — Mémoires, t. I, et suiv. ; — Thibaudeau, III, 158 et suiv.

HISTOIRE

les prévôts ou
s marchands
quaient à leu
norfondu de t
a et Henri IV
ordonna, en
porter sur le r
prompte que
mille homme
dans le vallon
spect de la fo
si se disposaie
allaient être o
ne général, or
au milieu de
ibre de ses ge
èrent. Beauc
furent pris, pa
chargea quatre
ls furent pend
i, qu'il emmer
er en place pu
ur un air qu'or
unte de Guille
e un souvenir
écurité qui lui
ous changeor
différent.

froy de Saint-I
des notabilités
e fût un étab
ant du côté de
ans leur établi
rs aux œuvre

haud, in-8°, *Guille*
ulleri, in-4°, Fonte

plus les besoins des pauvres et des petits, car ce faveur du peuple, tant éprouvé par les dissensions temps qu'il appela à Poitiers, d'accord avec le corps de l'ordre de Saint-François, ou des Capucins, dont les se prodiguaient en des rapports journaliers pour les besoins temporels et spirituels du peuple, le visitant dans ses diocèses, le consolant par la parole et les secours. Ces religieux furent reçus par Geoffroy en 1609. Il leur donna une paroisse de Saint-Grégoire, sur le territoire de Hilaire, et la paroisse en fut annexée à celle de Porchaire. Il obtint aussi de l'abbaye de Saint-Denis une relique insigne de saint Hilaire qui fut honorée à la cathédrale (a). C'était à peu près le dernier acte important de son épiscopat. Il mourut le 21 novembre 1611 et fut inhumé dans la chapelle des Apôtres devenue celle de la Vierge à la cathédrale depuis le concordat de 1801. — Son blason portait *d'azur à trois têtes de béliet d'argent*.

Sully était lié avec la famille des Chasteigner de la Posay dont un membre, ecclésiastique distingué, avait été à Rome, étant né à Tivoli le 6 septembre 1577 pendant que son père était ambassadeur à Rome pour Henri IV. Il mourut donc que trente-trois ans environ lorsque ce prince le fit nommer à le faire donner pour coadjuteur à Geoffroy de Saint-Denis qui était son oncle, déjà fort âgé : le roi y était porté qu'il savait du caractère ferme et décidé de ce suzerain, lequel il comptait pour maintenir l'ordre au besoin dans la ville. — Nous verrons que ce calcul était juste. Cette nomination se fit peu avant la mort d'Henri IV, arrivée le 10 mai 1610. Un tel événement aurait pu miner des entreprises coupables de la part de quelques ennemis du repos public. Il n'en fut rien. L'esprit monarchique était déjà profondément entré dans l'esprit et les habitudes de la France, et d'autre part le règne qui

(a) Gall christ., I, col. 1204 ; - - Du Tems, II, 431.

(b) Thibaudeau, III, 47.

de finir si malheureusement avec si haute confiance dans le bon et bon que tous les cœurs se renouveau règne de son fils. A Pe vement et une voix pour assurer lité que Sully et le lieutenant gé de peine à leur inspirer (a). Le funèbre eut lieu pour le roi à la l'oraison funèbre fut prononcée Béraudière, abbé de Nouaillé, conscience qui, ayant été nommé peu de temps après évêque de Périgueux, ne conserva son abbaye que pour y introduire l'étroite observance en y faisant venir, en 1614, des moines de Saint-Augustin de Limoges.

Henri-Louis de la Rocheposay fit son entrée à Poitiers avec l'antique cérémonie d'usage, au mois de juin 1612; nous le retrouverons en plus d'une rencontre resté digne de lui et de son illustre famille (b).

Pyramide de la
rue Neuve à Poi-
tiers.

En ce temps-là la foi était encore active parmi les catho- liques. Le mois et cens ayant fait percer une rue de commu- nication entre celle dite plus tard de la Ma Basses-Treilles, cette rue, qui s'acheva entr et 1611, fut nommée rue Neuve-de-la-Mairi vieilles traditions rappelaient que c'était : cement que saint Hilaire, à son retour ressuscité un enfant noyé par une inadvert le maire Pierre Pidoux eut la dévotion d'y pyramide en pierre avec un bas-relief miracle. Ce monument a été placé naguè plus loin à l'angle d'une maison de la r Mairie (c).

Troubles de la
régence d'Anne
d'Autriche.

La régence du royaume donnée par le p

(a) Thibaudau, III, 47.

(b) Gall. christ., II, col. 1205; — Du Tems, II, 432.

(c) La Libordière, *Vieux Poitiers*, p. 110.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1614)

tutelle du jeune Louis XIII à la reine veuve Marie de Médicis ne tarda pas à produire les troubles inséparables de ce gouvernement provisoire. Quelques-uns des princes de la famille royale, en qui l'esprit de révolte n'était pas éteint, se montrèrent mécontents et abandonnèrent la cour. C'étaient Henri II, prince de Condé, César, duc de Vendôme, Alexandre, grand prieur de France, ces deux derniers bâtards, fils naturels de Henri IV, Henri, duc de Mayenne, fils de l'ancien chef de la Ligue, les ducs de Longueville, de Guise, de Nevers, et enfin le maréchal de Bouillon, qui tenait la tête de la cabale sans que la reine l'en soupçonnât.

Poitiers fut bientôt atteint de ses germes fatals qui allaient y développer de nouveaux troubles. Ceux qui avaient été autrefois de la Ligue et tenaient d'autant plus le parti de la cour et du roi, se manifestèrent avec raison en faveur de l'autorité légitime. C'étaient l'évêque Henri-Louis de La Rocheposay, que suivaient fidèlement l'ancien maire Pierre de la Roche, le conseiller Brillac de Nouzière, Brochard, qui avait fait ses preuves. Le parti des princes était poussé sur Poitiers et dirigé par Nicolas Sainte-Marthe, qui reprenaient leur rôle d'autrefois. Il y eut à Poitiers, le 19 juin 1614, un combat où un émissaire de Condé fut blessé par les gens de l'évêque. Le prince ne tarda pas à venir lui-même pour s'emparer de la ville : mais la Rocheposay donna le signal de la résistance en faisant sonner le tocsin, en ordonnant que les portes fussent barricadées et tendues de chaînes, lui-même, revêtu d'une cuirasse, la lance à la main, renfermé comme dans une forteresse et tenant la tête d'une compagnie entre ses bras à ses ordres. En vain le maire Nicolas Sainte-Marthe vint-il ménager à Condé une réception meilleure ; on lui refusa d'admettre ses troupes et lui-même dans la ville. Il se vengea en ravageant les abords de Poitiers dont les habitants veillaient à la garde des murs. L'évêque ne vit aucun remède à ces désordres : il sollicita la venue à Poitiers de la régente et du jeune roi. Après une halte de quelques jours, la cour partit pour Bordeaux, où la jeune sœur du roi

épouser un prince d'Espagne. A leur retour, qui eut lieu bientôt après, le désordre était partout. Condé avait fait beaucoup de mal dans le Poitou, les habitants étaient ruinés, souffraient de maladies contagieuses dont la cour elle-même eut à souffrir, et, pour comble de désastre, on laissa à Poitiers huit cents Suisses qui furent logés dans les faubourgs, et qui, ayant charge de maintenir l'ordre et de protéger le gouvernement royal, y devinrent pour les malheureux habitants un surcroît de peines et une nouvelle cause de tristesses toutes attribuables sans contredit aux auteurs de la révolte et à ceux qui, à Poitiers même, l'avaient encouragée par une politique aussi fausse que déloyale (a).

L'abbé de Saint-Cyran à Poitiers.

Le fameux abbé de Saint-Cyran, dont nous aurons trop occasion de parler, était alors vicaire général de l'évêque de Poitiers. Comme il entendait quelques adversaires, et probablement des huguenots, se récrier sur cette prise d'armes dont les prélats s'étaient déshabitués depuis longtemps, il en prit occasion de publier à Poitiers même *une apologie pour messire Henri-Louis de la Roche-posay, contre ceux qui disent qu'il est défendu aux ecclésiastiques de prendre les armes en cas de nécessité* (b). L'argumentation était tirée des obligations de la féodalité, et il est certain que puisque l'évêque faisait hommage au roi de ses baronnies d'Angles, de Chauvigny et d'autres lieux, il était tenu à défendre son suzerain contre toutes les attaques. C'était d'ailleurs un usage consacré alors de nommer dans chaque ville des capitaines ecclésiastiques, destinés à commander la milice, qui, d'après les lois féodales, devait servir sous des chefs auxquels elle devait obéissance; ceux-ci se faisaient remplacer pour le service urbain par des lieutenants; on ne trouvait rien de singulier d'ailleurs à ce qu'eux-mêmes remplissent leurs fonctions militaires.

(a) *Archives historiques du Poitou*, passim; — Thibaudéau, III, journal de Brillac.

(b) Poitiers, 1615, in-8°.

La milice de la ville de Poitiers s'était partagée alors en six quartiers, Louis XIII voulut absolument que celui de la cathédrale fût commandé par le chanoine Légillon, qui entraînait tout à fait dans les intentions de l'Evêque (a). Celui-ci au reste montra bien quel peu de goût il avait pour ces sortes d'exercices, puisque depuis 1614 jusqu'à sa mort en 1651, il habita presque toujours son château de Dissay (b).

Si la Rocheposay s'était muni en Saint-Cyran d'un homme qu'il avait mal apprécié, ce n'était pas moins l'évêque sagace et désireux du bien de son diocèse, par la science autant que par la piété. C'est dans cette pensée, qu'en 1616, il appela à Poitiers les Feuillants.

La Rocheposay, qui comprenait bien les besoins de son diocèse et s'en occupait soigneusement, sentait qu'il devait opposer toutes les influences de l'esprit chrétien à celles qui, malheureusement, pesaient sur la France depuis l'origine de la prétendue réforme. Il s'appliqua donc à y appeler en grand nombre les ordres religieux, soit d'hommes pour la prédication et le soin des pauvres, soit de femmes, afin que par la pratique de la pénitence et de la contemplation elles y ranimassent l'habitude des bonnes œuvres et de la prière. C'était dans ce double but qu'Antoinette d'Orléans, de la maison de Longueville, qui commençait à s'illustrer sous ce nom, fut encouragée par lui à fonder à Poitiers, en 1616, l'institut de Notre-Dame du Calvaire. En 1617, Paul VI l'approuva à la demande de Louis XIII. Il eut la faveur de Richelieu. C'est le 24 octobre 1617, que la princesse prit possession du couvent qui venait d'être bâti sur le coteau qui avoisine le Clain, à l'Orient, et non loin de la basilique de Saint-Hilaire. Les premières religieuses furent tirées, au nombre de vingt-quatre, du prieuré de Lencloître qui appartenait à Fontevault. Leurs constitutions sous la règle de saint Benoît

(a) Thibaudeau, III, *ib. sup.*, 234 et suiv.

(b) Thibaudeau, *ibid.*, 241.

furent faites par le Père Joseph, et Richelieu en chargea.

Antoinette d'Orléans n'eut pas le temps de voir cette nouvelle création, étant morte, et ceux qui l'avaient connue, le 24 avril 1616.

La première église du Calvaire se construisait et ne fut consacrée qu'en 1646. Elle fut la maison confisquée *nationalement* en 1793 et les religieuses purent se réunir dans la rue des Trois-Cheminées encore (a).

Etablissement
des Feuillants à
Poitiers.

C'est aussi sous ses auspices et avec leur concours que les Feuillants vinrent s'établir à Poitiers en 1616, à la demande et sous la protection de ce même prélat. C'étaient des bénédictins de l'ordre réformé de Cîteaux dont le nom venait d'une abbaye de Notre-Dame fondée en 1145 dans un lieu du diocèse de Toulouse nommé *Fulium* ou *Fulina*. Ils ne confessaient ni ne prêchaient et s'adonnaient uniquement à la prière et à l'étude. L'évêque les aimait, ayant été sacré dans leur église à Paris. Ces religieux occupèrent dès lors à Poitiers le terrain, mais plus étendu, que possèdent aujourd'hui les religieuses du Sacré-Cœur qui en ont conservé quelques-uns des anciens bâtiments. Beaucoup des maisons environnantes et des jardins adjacents leur appartinrent jusqu'au boulevard voisin de Montierneuf, c'était de la paroisse de Saint-Michel (b).

Et des Ursulines.

Cette même année vit rétablir dans la ville des ursulines vouées à l'instruction de la jeunesse qui avaient été instituées en Italie en 1537 et étaient venues en France depuis 1596; elles suivaient la règle de sainte Ursule. Logées d'abord dans la maison de la Grande-Loge, l'année suivante elles acquirent de la ville de Hautes-Treilles plusieurs maisons dont elles

(a) Thibaudeau, III, 349.

(b) Trévoux, *Histoire de l'église d'Angers*, II, 47 et suiv. ; VIII, 129 ; — Thibaudeau, III, 348 ; — La Libordière, 83.

local destiné à leur pensionnat et à un grand nombre de jeunes filles pauvres à qui elles enseignaient avec la lecture et l'écriture les travaux de leur sexe. En 1840, on voyait encore dans cette dernière rue, à droite en montant vers Saint-Hilaire, la porte de leur chapelle surmontée de trois niches des statues de la sainte Vierge, de saint Augustin et de sainte Ursule, qu'avait surmonté un petit clocher assez élégant.

Les Ursulines ne se sont pas rétablies à Poitiers après la Révolution qui les avait chassées (a).

Il n'en fut point ainsi des Filles de Notre-Dame qui y vinrent en 1618. Madame de Lestonac, veuve à 41 ans d'un conseiller de Bordeaux, y avait fondé une communauté destinée, sous le vocable de Notre-Dame, à réparer les injures faites au nom de la sainte Vierge par les calvinistes, et à soigner l'éducation chrétienne des jeunes personnes catholiques. Approuvées à Rome en 1607, elles eurent, du vivant de la fondatrice, neuf établissements en diverses villes. Poitiers fut la seconde où ces saintes filles vinrent s'établir. Leur chapelle fut bénie en 1618, rue des Basses-Treilles, où une association de quelques femmes pieuses, par M^{me} de Tusseau, veuve de Jacques des Francs, s'était formée d'avance pour les y recevoir et s'adjoignirent bientôt à elles par les mêmes vœux de religion. Cette maison avait en 1652 plus de quatre-vingts professes. Leur succès s'est prolongé jusqu'en 1791, qu'elles durent se voir spoliées, et après la Révolution elles se rétablirent dans l'ancienne communauté de la Trinité, où elles ont encore un pensionnat florissant. La Mère de Lestonac, morte le 2 février 1640, a été déclarée Vénérable le 6 septembre 1834 par Grégoire XVI; Léon XIII a prononcé en 1890 sur l'héroïcité de ses vertus, et tout fait espérer qu'elle ne tardera pas à recevoir les honneurs des saints (b).

Etablissement à
Poitiers des Filles
de Notre-Dame.

(a) La Libordière, *ub. sup.*

(b) Thibaudeau, III, 349; — *Vie de la Vénérable Mère de Lestonac*, in-12; Poitiers, 1854.

Revenons aux dissensions de ces derniers étaient les retirés à Loudun, le corps de Poitiers. Un traité donné au ville stipula leur retour et leurs conditions qu'ils y avaient remplies la régente avait dû prendre cabale à l'administration de pendant trois ou quatre ans désignés par lui, les Poitevin leurs privilèges qui leur furent roi passa à Poitiers pour aller Béarn (a).

Etat du protestantisme en Poitou.

Les Rohan.

Car l'esprit de révolte qui du calvinisme se trouvait en ce dernier édit lui avait donc renoncé à se mêler à leurs ré y mettre fin dans la Guyenne réunion du Béarn à la France des biens que ses ennemis tinrent pas contre cette déception plus saillants se déclarèrent soutenir. C'étaient Henri de B de Bretagne, alliée aux La Tr puis son frère Benjamin de F près Niort. Tous deux étaient tante qui avait persisté dans fication d'Henri IV et par co dans leur cœur le ferment d'o Ses prétendues infractions à l'é nues, surtout depuis 1611 que en face d'un roi qui la mainte prétexte réitéré de murmures, tements qui enfin éclatèrent e

(a) Thibaudau, IV, 368.

s'enfermant dans la Rochelle, une de leurs places de : se prononcèrent ouvertement contre l'autorité de leur et prouvèrent trop combien la confiance que le roi avait mise en eux était chimérique et erronée.

En effet, en 1621, le parti avait pour chef Sully, d de la cour où ses idées religieuses étaient devenues pectes. Ses principaux amis l'y étaient venus joindre délibérèrent tout d'abord sur le projet dès longtemps par les mécontents de républicaniser la France profit. Ils prenaient pour modèle le gouvernement Hollande, devenue protestante grâce au mélange du ranisme et du calvinisme. On créait donc une un huit cercles. La Bretagne et le Poitou en formaient Soubise, l'un des Rohan, eût présidé. Henri Trémouille, né dans le protestantisme qu'il devait sept ans après entre les mains de Richelieu (a), r l'Angoumois et la Saintonge. L'Anjou et les provinces voisines devaient être confiés aux deux frères. Soubise devait avoir le commandement général, c son habileté comme militaire ne répondait pas à son tement de sectaire ni à son audace qui était plutôt d'un chef de brigands que d'un capitaine qui tint honneur et à ne tacher en rien un nom que son frère mieux honorer. L'austérité de l'histoire se doit de s un pareil chef comme l'un de ceux qui fut la honte d calviniste. Il ne faut pas dire que dans une guerre civile longue durée on ne puisse pas se chagriner d'avoir chefs catholiques entraînés par une colère malsaine, ser les bornes de la modération et de la charité ; mais de l'aveu de tous les historiens, n'oublia la dignité caractère, ses souvenirs de famille, ses devoirs de prince de général autant que ce misérable : traître trois fois parole donnée à son roi qui vient de le vaincre et de donner, cruel et déloyal envers l'île d'Olonne qu'il fit

(a) *Dictionnaire des Familles du Poitou*, II, 753.

STOIRE GÉ

le Soubis
vouement

bravoure,

son caract

lter et se

enu de vo

it épousé

tutant plu

semblée p

nduite dan

ant été av

celui-ci et

ale confia

a guerre

pour ne

, tout, que

gager en

les succè

onclure av

dont la pri

antes qui

positions

de nouv

han se dor

çant la gu

e respect

ésordonné.

les esprit

se senti

teuse orig

se sauver

de ces tris

blaient la

ministres et

d'autorité

sentiment

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1622)

trop grand nombre entre la vérité et l'erreur. Ch. lieu de se regarder comme sujet du roi voulait être participer au pouvoir, avoir sa part d'autorité, et s'il de n'y participer qu'en une proportion amoindrie. dispositions n'étaient pas moins au Louvre que provinces. Les courtisans formaient des factions contre le roi et la reine-mère. Celle-ci, ambitieuse, garder l'autorité en dépit de la majorité de son fils un parti qui, en la soutenant avec des favoris abuser leur puissance, trouvèrent autour de Louis XIII plus fort que le leur qui fit exiler la reine à Blois. Et à s'en échapper et à se reconstituer une cour à Angers ces péripéties et tant d'autres aussi peu édifiantes traversèrent la France tout entière, et coïncidaient malheureusement avec les guerres que le roi était obligé de soutenir les Huguenots dans le midi de la Guyenne où les Soubise luttèrent trop souvent contre lui avec des succès qui fortifiaient la rébellion. C'est ici que nous trouvons l'homme dont le grand rôle laissa de profondes traces dans l'histoire du monde. Il s'agit d'Armand-Jean du Plessis Richelieu, né selon les meilleurs renseignements le 9 septembre 1585 non à Paris, mais au château de Richelieu, petite ville de Touraine qui appartenait alors à la province. Cette famille remontait aux premières années du XIII^e siècle par un Guillaume du Plessis dont la terre, nommée Richelieu, située à trois lieues d'Angers, relevait à l'origine des évêques de Poitiers. Au XVII^e siècle les du Plessis étaient moins riches que le plus grand nombre des familles du pays. Armand, dans sa jeunesse, était destiné à l'Église, mais on lui fit entendre qu'ayant eu tout récemment les siens deux évêques de Luçon il était convenable qu'il fût lui-même, et cette grave raison suffit à déterminer sa vocation au jeune seigneur. Il obtint en effet cette évêché de Luçon à l'âge de Louis XIII, n'ayant encore que vingt-deux ans. Paul V lui refusa ses bulles pour cette raison, et Richelieu s'en alla à Rome les solliciter lui-même.

VOIRE GÉNÉRAL

la manière c
les plus diff
ense d'âge et
uçon, il en
illa beaucoup
écrits de c
vraie religio
sse du pays
es inférieures
ter le Poitou
ur traiter des
première pre
au roi où l
ui commença
la reine rége
al et cepend
de Luçon doi
de ces disgrâc
itions. Ainsi
gré Louis XI
mbition déme
u conseil et
personne qu
tout par son
énacité et sa
ltre. En effet,
l'imitation de
ascendant d'u
stre et gard
squ'à sa mort
1628, quand
vié et qu'il oc
le maître qu
craignit plus
çon. On sait
inistère qui d

rop graves événements et redressa trop bien la
 lont il éteignit les factions en s'en faisant le roi
 pour n'avoir pas assumé devant l'histoire de
 et nombreuses responsabilités. On lui reproche
 ait bien des mécontents et bien des victimes. Sa
 fut souvent cruelle en apparence; peut-être ne fut-
 obstinément sévère et dictée par la conviction que
 e de son temps, embarrassée encore dans les
 s secrètes des factions politiques et religieuses,
 nterait de tels orages qu'en effrayant ses ennemis
 ieur. Il est certain qu'il terrassa les espérances et
 prises des huguenots qu'il sut vaincre définiti-
 la Rochelle par son génie et sa fermeté (a).

telles conditions on peut dire de Richelieu que s'il
 été sans tache dans tous les actes de son gouver-
 l a prêté souvent des armes à la calomnie qui
 a pas plus ses mœurs que ses intentions, et qu'il
 r bien le juger, mesurer également la sévérité et
 nce. Louis XIII; qu'il effaça mais qui n'était pas
 e réelle valeur, l'avait bien jugé en le regardant
 in ambitieux. On peut ajouter qu'il eut moins de
 e d'esprit et de génie, plus d'habileté rusée que de
 véritable et de naturelle bonté. Arrivé jeune aux
 son esprit vif, sa profonde intuition des hommes
 apprécier d'un premier coup d'œil les aspirations
 tisans qu'il se promit de dominer. Pour en venir
 fallut souvent user de détours peu d'accord avec
 é d'une conscience éclairée; il lui fallut aussi se
 r, mais très faussement, que le bien qu'il voulait
 ait autoriser parfois le mal qu'il se permettait.
 raison d'Etat invoquée au besoin et dont il usait
 d'une politique dont le premier principe était le
 la France par l'abaissement de ses ennemis. Ce
 devait être profondément gravé en lui, et sans en

Diverses péripé-
 ties de sa fortune.

Griffet, *Histoire du cardinal de Richelieu*; — Michaud, *Biographie*
 XXVIII, 13 et suiv.

Quel jugement
l'histoire doit en
porter.

excuser les conséquences inavouables, il duit tout entier dans ces paroles de sa d l'histoire a conservées comme une sorte e vie extraordinaire. Quand le cardinal, c son lit de mort, ayant demandé le Saint- » mon Seigneur et mon Dieu, s'écria-t-il, » lui que dans tout ce que j'ai entrepris » en vue que le bien de la religion et e sait, il est vrai, comment concilier cette à ce qui regarde la religion avec les pr du cardinal à faire abolir le concordat de de son propre pouvoir qui n'aurait plus e de son choix et à se faire nommer le même patriarche, afin que rien n'y dép lui au détriment du Souverain-Pontife e homme aussi difficile à juger devant Di hommes, dont toute la vie fut un ine prodiges politiques et dont le point de d avait pu être la ruine complète du protes attribuait avec raison tous les malheur mise par lui si souvent à deux doigts de

Evêques de Lu-
çon. — Aimeric de
Bragelone.

Après Richelieu monta sur le siège de Bragelone qui changea pour ce si doyenné de Saint-Martin de Tours. Il était dans son propre diocèse où, après s'être une vie plus austère, il mourut dans ce était abbé, on ne sait en quelle année, après 1646 (a).

Pierre de Nivelles.

En 1625 un Pierre de Nivelles, originaire était abbé général de Cîteaux. C'est e Richelieu, désireux de ce titre qui dessins d'en avoir partout, le fit nomme de Luçon et renonça par compensation à

(a) *Histoire de l'Eglise gallicane*, XXIV, p. 100.

(b) Du Tressay, II, 311.

mille livres qu'il s'était réservée jusque-là. Le prélat était intelligent, aimait et pratiquait la piété, montra vertueux, et eut un gouvernement de plusieurs années, où il eut beaucoup à souffrir des méchancetés de son époque et du délabrement de sa santé. Mais par son zèle exemplaire il s'appliqua au bien de son diocèse et put être le modèle de plus d'un évêque de son temps.

A Maillezais tout avait souffert, aussi bien que le reste de ce petit diocèse, des ravages causés par les sectaires religionnaires. Toutes les églises avaient été sacpillées, les vols sacrilèges avaient enrichi les chefs et les soldats, qui, quelques années auparavant, avaient reçu l'eucharistie ou la communion dans les vases sacrés qu'ils ne purent pas se résigner à ravir à leurs anciennes paroisses. d'Escoubleau de Sourdis en était évêque depuis 1622, les moines dispersés sous son prédécesseur avaient abandonné la ville et le monastère à d'Aubigné qui s'en était emparé au nom du roi de Navarre, et le grand général de la majeure partie des revenus. L'état de paillarderie du monastère l'obligea de céder leur prieuré de Saint-Jacques situé à Niort, et dont la ville fit un couvent de Carmélites. Cela n'empêchait pas d'Aubigné de faire construire à Maillezais, loin de là, le château du Doignon, laissant Maillezais à son fils qui était sous-lieutenant, et faisait du service avec les évêques dépossédés un brelan et un repaire de monnayeurs. Au Doignon, le père avait établi une imprimerie où il imprimait lui-même son histoire universelle faite dans l'intérêt de la secte qu'il représentait.

Rohan et Soubise firent beaucoup de mal à cette pauvre paroisse. Mais Louis XIII ayant pris Maillezais en 1626, d'Aubigné fut obligé de déguerpir, de quitter d'Escoubleau son évêché et en plus neuf mille six cent soixante-quinze livres en restitution des fruits et revenus volés (a).

(a) Lacurie, *Histoire de Maillezais*, p. 156 et suiv.

Escoubleau succéda, en 1629, à son frère, le cardinal de Sourdis, sur le siège métropolitain de Bordeaux. L'année suivante c'était le tour de Henri III de Béthune, de la famille de Sully, qui passa aussi à Bordeaux en 1646. Il s'en fallait de beaucoup que toutes ces translations se fissent selon l'esprit et la règle de l'Eglise (a).

Préliminaires du
siège de la Ro-
chelle.

Nous ne pouvons suivre, en revenant aux faits généraux de notre histoire, tous les détails qui signalent les quelques années qui nous séparent du siège et de la reddition de la Rochelle. La révolte s'accroissait toujours plus ; on ne pouvait douter que le calvinisme, sous prétexte d'une égalité parfaite entre les deux cultes, n'aspirât à empiéter toujours davantage et à se ménager une première place à la faveur d'une religion facile qui n'avait plus d'autres dogmes que l'abolition de tous ceux du christianisme. On devinait dans tous leurs agissements ce que deviendrait, après une victoire décisive, cette tolérance qu'ils réclamaient sans cesse et qu'ils n'eussent jamais accordée à leurs ennemis vaincus. C'était là le sentiment qui soutenait leur rébellion, qui les animait dans la guerre et les menait souvent à des succès qui exaltaient leur orgueil et leur courage. Souvent défaits en d'importantes rencontres, ils avaient gardé contre deux sièges en règle Montpellier et Montauban. Le Bas-Poitou vit Louis XIII signaler son courage contre diverses places qu'il emporta. La guerre partout, en faisant éprouver de grandes pertes et en désolant les peuples, fut interrompue trois fois par des traités de paix de courte durée. La dernière ne fut rompue par les huguenots qu'après avoir appelé à leur secours les plus cruels ennemis de la France. Le duc de Buckingham vint d'Angleterre, par ordre du roi Charles I^{er}, à la tête d'une flotte considérable s'emparer de l'île de Rhé, fit de la Rochelle aux protestants un refuge qu'on croyait inexpugnable et d'où les révoltés se déclarèrent disposés à résister

(a) *Gall. christ.* ; — Du Tems ; — Lacurie, *loc. cit.*

Le roi ne leur accorderait pas une liberté de
égale à celle des catholiques.

Commander que la France devint huguenote sous
d'une secte qui n'y aurait laissé ni une église
ni une famille qui osât la pleurer.

Il n'avait donc plus à hésiter. Richelieu persuada de
faire le siège de la Rochelle au roi, dont il aimait la gloire.
Il le décida à y commander lui-même et partit avec lui, et
le siège commença le 10 août 1627. Le 17 février suivant
le roi revint à Paris pour les affaires de l'Etat; Richelieu
fut dès lors le chef effectif de l'armée catholique jusqu'à
son retour le 19 mars. Enfin, après une résistance acharnée,
une dépense formidable de boulets dont plus de trois cents
passèrent sur la tête de Louis XIII, toujours exposé sous
les forts (a), la ville, épuisée par la famine, se rendit le
28 octobre 1628.

Prise de la Ro-
chelle.

C'est cette année ou l'année précédente que fut envoyé
en Guyenne le premier intendant qui prit ce titre et qui vint
suppléer à l'action de la justice locale qui s'était faite
parfois trop indulgente envers certains criminels du pays.
C'étaient les Grands-Jours proportionnés à des temps plus
calmes mais qui avaient encore besoin d'une surveillance
exercée par une autorité ferme et indépendante. C'est aux
dernières années de Louis XIII qu'on dut cette institution
qui finit par remplacer avantageusement à la tête de l'admi-
nistration des grandes villes le gouverneur nominatif qui
n'y était presque jamais, par des officiers qui en eurent
toutes les attributions, toute l'autorité et tous les honneurs.

1^{er} novembre, le roi y fit son entrée solennelle;
Richelieu célébra la messe dans l'église paroissiale
défendue par les protestants et bientôt c'en fut fait du
cimetière de l'hérésie car immédiatement les fossés furent
emplis, les fortifications rasées, l'échevinage et la com-
mune abolis, les habitants désarmés et la taille rétablie à

1) Harnaut, II, 612.

leur charge. C'était un coup mortel porté à la révolte et le fait le plus glorieux du ministère du cardinal qui avait contribué aux succès par des soins de chaque jour et une vigilance qui prouvèrent en lui le génie d'un général consommé. Tant il est vrai que la force du guerrier n'est pas seulement dans son épée mais tout autant dans le conseil et la prudence du commandement.

Troubles dans
le Poitou pendant
les opérations de
la Rochelle.

Pendant que les révoltés occupaient les forces de la France à l'extrémité occidentale du Poitou, le centre de la province était aussi éprouvé par les conséquences désastreuses de ces continuelles insurrections qui devenaient depuis si longtemps l'état habituel de la France. Poitiers, dont la magistrature était si vigilante, était tenu en éveil et ému d'incessantes inquiétudes par les protestants de l'intérieur et par les désordres qui jetaient la misère et le trouble dans ses environs. Le passage continu des troupes royales allant à la Rochelle ou en revenant ne prouvait pas du tout qu'on eût encore le temps et les moyens de leur imposer une discipline nécessaire. Leurs exigences brutales, leurs violences fréquentes révoltèrent les paysans qu'ils ruinaient. Ceux-ci en prenaient occasion de ne respecter plus autour d'eux ni l'autorité civile, ni les propriétés qui pouvaient les dédommager de leurs pertes. Si bien que la justice locale ne pouvait plus ni les effrayer ni suffire à les juger. Il fallut invoquer l'assistance d'un autre tribunal ; on délégua de Paris une commission tirée du grand conseil qui vint, et ne resta pas moins d'un an, en séance aux Cordeliers, du 29 novembre 1627 au 28 du même mois de l'année suivante. A cette assemblée succéda une autre du clergé qui vota au roi un subside de trois millions pour les frais de la guerre. Jamais impôt n'avait sans doute coûté moins à voter (a).

En revenant de la Rochelle le roi visita Niort, Parthenay, Thouars et Saumur où l'enthousiasme des populations lui

(a) Thibaudau, III, 276.

prouva combien l'immense majorité de la France aimait le triomphe de la religion nationale. Néanmoins les factieux ne fut-ce que par habitude, semblaient pouvoir encore se remuer par de nouvelles entreprises et on prit des précautions pour les surveiller en Poitou où plus qu'ailleurs ils étaient remuants jusque dans leurs irrésolutions (a). C'est pourquoi le roi envoya l'année suivante le prince de Condé qui y porta ses ordres. Quelques semaines après le cardinal de Richelieu, faisant un voyage dans sa ville natale où s'achevait le magnifique château dont il l'avait dotée, une députation alla le saluer à Parthenay et l'assurer de la soumission du pays au roi et à sa famille. Ces assurances semblaient d'autant plus opportunes que les hérétiques ne cessaient pas de se battre en Languedoc et en Guyenne. C'était en novembre 1632.

C'est chose remarquable que pendant que le monde s'agitait en ses convulsions les plus dangereuses, les ordres religieux, appelés sur la terre à garder la paix, se multipliaient en dépit des événements et se posaient doucement dans le nid mystérieux que la main de Dieu se plait à leur faire. En 1628, une pieuse veuve de Poitiers adonnée à la prière et aux soins des pauvres, Gabrielle Barrauc donna naissance à Poitiers à la maison de Sainte Catherine-de-Sienne, congrégation de l'ordre de saint Dominique, appelée avec le secours des frères prêcheurs de leur couvent de Dijon. Les premières religieuses venues aussi furent les mères Jeanne Dumoulin et Bernard Baudus qui furent d'abord recueillies jusqu'à ce qu'on pût les loger par la communauté de Sainte-Croix, dont l'abbesse était alors la princesse de Nassau. Elles furent pourvues bientôt d'une vaste maison sur la paroisse de Saint-Hilaire-de-la-Celle et près de cette église. Les saintes filles s'y comportèrent avec une grande édification et méritèrent qu'en 1645, le feu ayant pris à une maison qui

(a) Thibaut, III, 276.

avoisinait la leur, deux Pères dominicains apportant le Saint-Sacrement devant les flammes elles se détournèrent aussitôt et le couvent fut préservé. Il y avait chaque année depuis lors et au jour anniversaire de ce miracle une communion générale, et un rosaire récité par toutes les sœurs en action de grâces de cette protection. En 1648, on posa la première pierre d'un dortoir, d'un réfectoire et d'un cloître qui aidèrent singulièrement aux habitudes régulières. Le but de l'institut était d'élever de jeunes pensionnaires, tâche difficile autant que méritoire, dans laquelle disait « Louis XIV dans une lettre à elles adressée en 1643, elles avaient toujours enseignée une excellente doctrine avec la vertu et les bonnes mœurs. »

Fondation du
Carmel à Poitiers.

En 1630, en dépit aussi des troubles de la ville et de la contrée, l'évêque songea à enrichir son diocèse d'un ordre contemplatif dont la vie humble, retirée et obscure fut une compensation aux mœurs relâchées. C'étaient les filles du Carmel que sainte Thérèse avait fondé en 1562 en Espagne, et qui s'étaient répandues rapidement en Europe. L'ordonnance épiscopale qui les établissait était du 2 février 1629. Un an après, elles obtenaient des lettres patentes du roi Louis XIII qui leur permettaient d'acquérir les maisons nécessaires, ce que favorisa aussi le corps de ville et le maire Julien Dérizier, conseiller au présidial.

Cet établissement avait été pieusement préparé par une dame veuve de M. de Combalet qui avait une charge à la cour. Elle-même était dame d'atour de la reine-mère dont le crédit s'employa près de l'échevinage. Un couvent fut construit dans la rue nommée dès lors des Carmélites, où il existe encore, occupé par le grand séminaire. Les bâtiments n'en furent cependant achevés qu'en 1644. La chapelle en fut consacrée cette année par l'évêque de Poitiers Henri-Louis de la Rocheposay. Madame de Combalet, qui s'était faite religieuse dans le couvent fondé par elle, y mourut après avoir donné l'exemple de toutes les vertus. Deux siècles après, la Révolution chassait les

filles de Sainte-Thérèse de leur sainte maison. On en fit un dépôt de mendicité, et quand elles purent se retrouver après la tempête, elles acquérèrent, d'un particulier qui l'avait acheté d'un spoliateur, une portion de l'ancien abbaye de Saint-Hilaire-de-la-Celle où elles sont encore.

En cette même année 1630, saint François de Sales et sainte Chantal commencèrent à Paris l'établissement de l'ordre de la Visitation qui avait pour double but la vie contemplative et l'instruction des jeunes personnes, cette dernière œuvre étant plus nécessaire que jamais. Trois ans après, mademoiselle Gabrielle de Chasteigner, sœur de l'évêque de Poitiers, encouragée par l'évêque de Châlons et l'archevêque de Bourges, neveu et frère de la sainte femme, les installa dans cette ville où elles furent logées dans le voisinage des Trois-Piliers. Ce n'est qu'en 1651 qu'elles purent acheter un terrain qui avait occupé la famille Irlan et avoisinant la rue des Hautes-Treilles. C'était alors un enclos considérable planté de vignes où elles firent bâtir un monastère. Elles y avaient une charmante chapelle détruite par la Révolution quand elle confisqua la demeure pour en faire la prison départementale. Elles revinrent cependant après l'orage et acquirent l'ancien sous-chantier de la cathédrale où elles sont encore (a).

En 1633, les filles de saint François s'établirent d'abord dans l'ancien diaconé de Thouars et se logèrent mieux trois ans après, à l'entrée de la rue qui porte son nom au-dessous des Feuillants dont le terrain avoisinait le leur depuis cette rue jusqu'au boulevard du Pont-Joubert. Ces religieuses furent toujours en petit nombre et suivaient la règle austère du saint dont elles portaient le nom.

Le duc de La Rochefoucauld était gouverneur du Poitou depuis plusieurs années ; il demanda sa démission en 1634 et fut remplacé par Parabère d'une ancienne famille d'environs de Niort. Cette année aussi vit disparaître

(a) Thibaudau, III, 351 ; — La Libordière, p. 83 et suiv.

et de ses campagnes l'horrible fléau de la peste avait depuis 1628 où il commença dans le faubourg turnin, ajoutant toutes ses tristesses à tant d'autres. Ce fut un grand soulagement aussi pour la ville de Poitiers qui s'était pleinement dévouée à combattre les fatigues et à tous les sacrifices que de telles épidémies imposent toujours aux chefs des peuples dont la ville est plus *obligée* alors que jamais.

Il nous devons remonter un peu sur le passé à ces précédents pour ne rien omettre de ce qui se passa lors de cette contagion si importune. Il paraît que ce ne fut pas la peste proprement dite qu'une épidémie dont le caractère fut mal défini. L'évêque avait ordonné les prières publiques et le corps de ville, avec lequel on gardait encore si précieusement les gens malades, avait délégué près du tombeau de saint Gondault, dans le Limousin, dans un village de son nom, deux membres du clergé, un membre du corps de ville et un bourgeois. Ils étaient chargés d'offrir en *ex-voto* au saint protecteur qu'on implorait un calice en vermeil d'une *quarante escus*.

On ne tarda pas à céder après ce pieux pèlerinage pendant lequel beaucoup d'œuvres de charité s'accomplirent en faveur de la santé publique. De grands dévouements se montrèrent : un chirurgien de l'Hôtel-Dieu continuait à soigner les malades ; on eut à regretter aussi la mort de M. de la Compagnie de Jésus. Il succomba avec plusieurs autres aussi héroïques quoique moins connus.

Il est difficile de se placer, comme à son époque précise, un fait si douloureux et préoccupé, depuis 1634, l'esprit humain se préoccupait fortement, car il s'agissait d'une affaire à la fois politique et religieuse et dont, par conséquent, les calvinistes avaient assumé l'examen comme ils s'étaient arrogé

celui de tout ce qui tenait à l'Évangile et à la chrétienne. C'est d'eux que dut venir tout ce critique amère de la conduite que tint le Clerc à juger des faits purement théologiques. Ce sont plus mécontents que jamais de la tournure qu'a prise depuis la ruine de leurs espérances, le gouvernement, leurs ministres, s'insurgèrent incontinent contre les religieux, les magistrats, l'évêque de Poitiers, les exorcistes, et se déclarèrent, par leurs discours écrits, les irréconciliables adversaires d'un procès autant par la justice que par la législation existante.

A l'époque où se passèrent tant de faits mêlés, les calvinistes furent les seuls à en nier le principe, les catholiques restés tels en dépit des suggestions et des entraînements de l'hérésie, croyaient à tout ce que l'Église croit et enseigne, c'est donc seulement depuis cette perturbation que, persistant à se dire catholiques, l'être, et n'ayant pas apostasié visiblement, ils ont renoncé à leur foi par les égarements de l'esprit jetés dans le calvinisme en s'associant à son erreur. Ils se sont imaginé que pour se faire une thèse nouvelle, il suffirait de nier l'existence du démon, sur l'âme humaine, le pouvoir de faire de faux miracles et l'efficacité des prières de l'Eglise contre le malin.

Or l'existence, la malice, les agissements du démon sont incontestablement l'objet de la foi catholique. L'Église a toujours enseigné et soutenu; elle a eu dans tous les siècles toutes les époques des âmes soumises à des peines dont Dieu qui les permettait, avait seul le secret. Dès le commencement un ordre d'exorcistes spécialement destiné à les combattre par des rites et des prières délivrent toujours les victimes involontaires de ces terribles épreuves. Dès les premiers jours de la religion, au temps même apostolique, la magie est pratiquée par les païens, nos plus anciens livres le prouvent et les p

eux-mêmes n'ont pas encore sc
des *actes* qui constatent les pr
miraculeuses défaites d'Elymas .

Les protestants, accoutumés
depuis une prétendue religion q
ans, ce qu'ils avaient adoré
n'avaient plus qu'à rire de tout
difficile à défaire que l'Euche
péchés, l'ordination et tant d'a
En un mot, l'Eglise avait gardé l
jeté dans la boue ce que son ba

On en était là, quand Dieu pe
se révélassent, qui, en confir
servirent à d'autres qu'à obscur

Ce qu'était Ur-
bain Grandier.

Il y avait donc, dans cette vi
Pierre-du-Marché, muni en mé
canoniale en l'église de Sainte-
l'Anjou, né d'une famille honor
Sablé. Il avait fait avec succès
Jésuites de Bordeaux, qui, par l
lui valurent le double bénéfice c

Mais cette position, qui le plaçait si convenablement au
milieu d'une ville habitée par une société d'élite, n'était
assez bien soutenue par une dignité de caractère qu'
le sacerdoce. Doué d'un esprit subtil, d'une taille él
d'un extérieur capable de le faire accueillir, il lui man
une humilité qui seule peut rendre tant d'avant
agréables à tous. Son orgueil le rendait insupportab
ses amis mêmes et, comme il arrive trop souvent, il
négliger les précautions de prudence qui gardent la
tation d'un prêtre : Il s'en fit une très mauvaise pa
airs de bravade, par la dureté de son regard et pa
manières qui attirèrent des soupçons injurieux quan
put remarquer, dès le commencement de son ministère

(a) *Act. Apostol* , XIII, 8 ; IX, 8, 35.

des relations suspectes ne le gardaient pas assez contre des chutes dont on parla bientôt. Que ne fût-ce pas dans le public lorsqu'on y sut, par des indiscretions qui payèrent mal ses confidences, qu'il était auteur d'un libelle favorable au mariage des prêtres, et quand des bruits bientôt avérés prouvèrent qu'il existait dans une des plus considérables familles de son troupeau des fruits de son libertinage.

D'autre part, la violence de son caractère, la négligence habituelle des pratiques de la vie intérieure et ses familiarités mondaines laissaient peu de prise à la douceur pastorale et à la modération d'une vie exemplaire. Il s'en suivait, dans sa conduite journalière, des malentendus nombreux; il s'était fait des ennemis qui, ne se croyant pas plus forcés que lui à la patience chétienne, lui créèrent de fréquentes occasions de disputes scandaleuses où les violences déplacées lui imposèrent de sérieux désagréments, et qui, tout en méritant à ses ennemis des revers judiciaires, n'attachaient pas moins à son nom une mésestime dont son caractère ne pouvait que souffrir. Il était allé plus loin encore dans une diatribe où Richelieu était vivement insulté.

Ses désordres
détournent de lui
la confiance publi-
que.

C'est quand sa réputation souffrait le plus de ces scandales, que mourut un prêtre estimable, chapelain et confesseur des religieuses Ursulines de Loudun. Grandier, qui ne doutait de rien et semblait dès lors ne pas comprendre les vertus et les qualités nécessaires au directeur d'une communauté où s'élevait un grand nombre de jeunes pensionnaires des meilleures familles du Loudunais et de l'Anjou, écrivit à la supérieure pour lui demander cet emploi. Il tenait tant à l'obtenir qu'il s'offrait de le remplir sans aucun honoraire. La supérieure, femme d'esprit et d'éducation, était une dame de Belciol, fille du baron de Cose en Saintonge, et se nommait sœur Jeanne-des-Anges. Elle savait trop la renommée du solliciteur pour ne pas éprouver une répugnance fondée à l'admettre dans son troupeau. Elle lui demanda le temps d'y songer et en profita pour écrire à l'évêque : c'était toujours La Roche-

Il est dénoncé,
mis en prison et
interdit.

posay, qui connaissait son homme qu'il surveillait depuis longtemps et à qui de nombreuses dénonciations étaient survenues, sans que les formalités du droit eussent permis d'employer contre lui les mesures sévères qu'il méritait. D'autres accusations lui étaient parvenues, cependant, vers le même temps que la lettre de la supérieure, et signées par deux vicaires de Loudun, le prélat ordonna une enquête d'où résultèrent les preuves incontestables des crimes reprochés à Grandier par la voix publique. Il ordonna alors une prise de corps et le coupable fut incarcéré à Dissais. Après une instruction minutieuse, l'évêque le condamna à jeûner tous les vendredis, pendant trois mois, au pain et à l'eau; de plus, il l'interdit *a divinis* dans le diocèse pendant cinq ans, et à Loudun pour toujours. Grandier en appela à l'archevêque de Bordeaux.

Singulière conduite de l'archevêque de Bordeaux.

Ce prélat était Henri II d'Escoubleau de Sourdis, grand seigneur mais petit évêque, plus orné de talents militaires, dit Du Tems (a), que de vertus épiscopales, assez peu scrupuleux pour joindre à la possession de son riche archevêché celle de huit ou dix abbayes dont l'une était Saint-Jouin-de-Marnes, dans le diocèse de Poitiers et voisine de Loudun. Escoubleau étant venu dans ce même temps visiter cette abbaye, Grandier s'y rendit et trouva son nouveau juge d'autant plus favorable que certaines querelles de juridiction l'avait mis assez mal avec son suffragant, et qu'ordinairement il hésitait peu à exprimer ses mécontentements par des décisions arbitraires. Il cassa donc l'arrêt de l'évêque de Poitiers, et Grandier triomphait mais non sans avoir reçu du métropolitain le conseil de quitter Loudun pour apaiser les mécontents nombreux qu'il y avait faits et qui pourraient l'épier de plus près que jamais. Le curé n'était ni assez raisonnable, ni assez modéré, ni assez prêtre, en un mot, pour se rendre à de tels avis, et il s'attira en effet de nouveaux désagréments.

(a) *Clergé de France*, II, 233.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1634)

Le premier de tous c'est que l'official de Poitiers appela la sentence archiépiscopale au parlement de Paris (c'est une des libertés de l'Eglise gallicane que ses causes ne passent, en certains cas, de juges laïques). Le parlement renvoya l'affaire au présidial de Poitiers. Quand elle arriva, un singulier incident changea la face de la cause. Grandier avait un frère conseiller au baillage de Loudun celui-ci fit si bien près des deux vicaires qui avaient d'abord témoigné contre le curé de Saint-Pierre, qu'il décida à se rétracter, sans doute par quelques menaces et promesses qu'ils eurent le tort d'écouter. Or, plus de témoins, plus de condamnation. L'accusé fut déchargé de la plainte et renvoyé absous. C'était le 25 mai 1631 (a).

L'impudent revint donc à Loudun, tenant à la main une branche de laurier dont il fit le symbole de sa malheureuse victoire.

A peine revenu, il recommença des procès avec certains adversaires coupables envers lui d'injures qu'il avait trop méritées. Mais ces injures furent punies par les tribunaux. Deux de ses ennemis les plus ardents se virent condamner, à la grande joie de ses amis et au grand mécontentement de ses adversaires. La part que Grandier prenait aux manifestations qui agitaient le pays pour et contre lui, et ce qui paraissait trop aux yeux de ses amis, c'était qu'il n'avait tant désiré se garder à Loudun pour n'y pas rompre avec des affections et des habitudes qui continuaient à y faire le scandale des honnêtes gens. C'était tout le fruit qu'avait obtenu l'impartialité du magistrat politique de Bordeaux.

C'est quand ces conflits étaient les plus graves que les Ursulines, à qui l'évêque avait défendu de prendre Grandier pour confesseur, se virent donner à ce titre, et comme Chapelain de leur maison, un de ses confrères de la collégiale, le chanoine Mignon, avec qui Grandier avait

(a) L'abbé Leriche, *Les possessions de Loudun*, p. 34 et suiv.

Il pactise avec
le démon contre
les religieuses
Ursulines.

un de ses nombreux procès. Il fut d'autant plus contrarié de le voir pourvu des fonctions qu'il avait vainement recherchées. Que se passa-t-il alors dans l'âme orgueilleuse et irascible du malheureux prêtre dont le caractère désordonné ne s'était jamais refusé une vengeance possible? Ce qui était advenu à tant d'autres dont l'histoire a rapporté, avec tant de preuves irrécusables, certaines ententes mystérieuses avec l'antique ennemi du genre humain. Un pacte dut se passer entre lui et l'ange déchu dont il était depuis si longtemps le familier; et, comme le démon l'avait servi si souvent dans les suggestions de sa débauche impie, il consentit encore à le seconder dans une de ces œuvres infernales dont les conséquences extrêmes devaient mener à sa perte, comme toujours, la victime de si hideuses passions.

En pareils cas, le magicien, celui par qui doivent s'opérer les effets diaboliques contre une ou plusieurs personnes, peut opérer ouvertement par lui-même le mal qu'il a en vue, ou agir en secret, par la seule force de sa volonté, et d'accord avec le démon. Chacune de ses œuvres est donc une influence surnaturelle que l'homme laissé à lui seul ne pourrait produire, mais dans laquelle il est aidé et obéi par l'esprit de mensonge et de méchanceté qu'il n'a pas craint de faire intervenir. C'est ce qui explique très bien dans le sentiment de l'Eglise et des théologiens catholiques, les détails extraordinaires et toujours inimi-

gnalent ce qu'on appelle la possession. Dans ce qui se passe, dans le possédé, en dehors de sa conscience; il ne peut s'y opposer ni s'en défendre, il est obligé de lui par les actes les plus bizarres, les plus les plus irrésistibles : observons cependant que cette possession diabolique n'est que temporaire; elle cède devant les cérémonies solennelles de la liturgie ecclésiastique, et n'attaque jamais le patient que dans son corps; l'âme ne peut en souffrir en rien, n'en est jamais déviée, demeure aussi pure que dans son innocence. Dieu ne permettant pas que le pouvoir

laissé par sa divine Providence à ses ennemis sur une créature innocente, puisse jamais altérer la pureté de son âme et sa vie spirituelle. C'est ainsi qu'il avait sauvegardé autrefois le saint homme Job contre toute atteinte qui aurait pu compromettre son salut (a).

Un grand nombre de faits prouvent que le magicien peut opérer sur une personne et s'en rendre maître par le contact d'un objet quelconque auquel le démon a imprimé un caractère qui lui communique une suggestion. C'est ainsi qu'un jour Grandier, poursuivant son mauvais dessein, envoya à la supérieure un bouquet de roses que cette sainte femme accepta comme une politesse. Le charme était consommé, et dans le premier interrogatoire, le démon qui s'était emparé du corps de la supérieure et qui était passé presque aussitôt dans tout le personnel du couvent, répondit en latin à l'exorciste qui l'interrogeait dans cette langue, qu'il s'était emparé d'elle par animos au moyen des roses qu'Urbain Grandier, de Saint-Pierre lui avait envoyées. Ainsi voilà une dénonciation formelle accentuée dans tous ses détails essentiels contre le malheureux apostat qui n'avait pu s'engager avec Satan que sous l'expresse condition d'un secret auquel celui-ci ne faisait un jeu de manquer.

Cette affaire prenait de l'importance. En présence d'une telle accusation portée directement contre le chef du clergé de la ville, on dut se munir de précautions d'autant plus que Grandier en prenait lui-même, invoquait le bailli contre l'accusation portée contre lui, et que ce dernier rangeait de son parti et prenait sa défense contre les religieuses; celles-ci, au reste, étaient toutes envahies par la même possession. Il fallut en venir à faire les exorcismes en public, dans la chapelle de la maison que la foule remplissait chaque jour.

Il arriva quelque temps après, que Louis XIII, voulant

(a) Dixit Dominus ecce in manu tuâ est verumtamen animum ejus seu (Job, II, 6.)

L'affaire ins-
truite juridique-
ment.

raser toutes les forteresses du royaume qui auraient pu favoriser quelques mouvements des protestants, envoya à Loudun, pour cet objet, M. de Laubardemont, conseiller d'Etat, qui, ayant été témoin de ce qui se passait, fit part de ses impressions au cardinal-ministre et à Louis XIII. Le roi et le ministre, convaincus que les religieuses étaient vraiment possédées du fait de Grandier, voulurent que l'affaire fût examinée à fond dans tous ses détails. Laubardemont reçut de pleins pouvoirs pour juger le prévenu si l'on reconnaissait qu'il dût être accusé. Il n'eut qu'à entendre les plaintes publiques et les échos de la réputation que le mauvais prêtre s'était faite pour se décider à instruire l'affaire. Ce fut un sujet de murmures et de menaces de la part des protestants de Loudun qui ne pardonnaient pas à l'émissaire royal la démolition du château sur lequel ils comptaient pour quelque révolte possible, s'indignaient d'autant plus et trouvaient dans la sévérité de la justice un sujet de récrimination en faveur du coupable. Ainsi commencèrent les calomnies contre Laubardemont, dont les écrivains et les écrivailleurs du parti n'ont pas craint de souiller leurs narrations passionnées.

Précautions qui
assuraient l'im-
partialité des
juges.

Toutes les précautions cependant avaient été prises pour donner à l'accusé les garanties que lui devait la conscience des juges. L'ordonnance royale chargeait Laubardemont de s'adjoindre douze « des plus hommes de bien » qu'il croirait les plus capables et les plus dignes de sa confiance. Ils devaient prononcer en dernier ressort et sans appel, et les mémoires du temps nous apprennent que tous les jours où il y avait séance pour le procès, les juges se faisaient un devoir d'assister au Saint-Sacrifice et d'y communier. Cette conduite n'était pas celle d'hommes capables de se laisser conduire par la passion ; la plupart d'ailleurs n'avaient jamais vu le curé de Loudun. Quant au président, ce qu'il avait vu par lui-même ne pouvait qu'éclairer plus puissamment son opinion que tant de témoins devaient fortifier encore.

Ces témoins étaient en effet nombreux et importants. On s'était assuré de Grandier que toutes les religieuses accusaient de s'être introduit nuitamment dans le couvent pendant quatre mois, qu'il les avait sollicitées au mal, que plusieurs fois elles s'étaient senties frappées violemment sans savoir d'où leur venaient les coups, que les médecins reconnaissaient à des marques certaines ; on avait fait domicile de l'accusé une visite de ses papiers où trouvèrent : le manuscrit *contre le célibat des prêtres* deux poésies lubriques écrites aussi de sa main. Ces découvertes ne pouvaient que corroborer les dépositions des femmes qui signalaient des immoralités proposées par lui et l'offre qu'il leur avait faite de les faire *princesse et magiciens*. Outre les religieuses et six femmes laïques, soixante témoins déposèrent des adultères, sacrilèges, autres impiétés commises par lui, et dans les lieux les plus secrets de son église, dans la sacristie, sans même pour la proximité du saint autel, « tous les jours, toute heure, à tout moment ».

On voulut tenter tous les moyens d'avoir la vérité sur lui-même et sur la possession. L'évêque étant venu à Loudun pour en juger de ses propres yeux, on fit venir Grandier en présence des sœurs qu'on avait séquestrées sur sa demande ; elles répondirent toutes sans la moindre contradiction et accusèrent le coupable des mêmes menées et, en cela, forcées par les exorcismes et au milieu de contorsions ordinaires dont quelques-unes effrayaient les spectateurs par les positions inexplicables et l'usage absolument hétéroclite des membres et du corps dont les spasmes nerveux étaient naturellement impossibles, et que les médecins et chirurgiens, appelés en grand nombre, déclaraient incompréhensibles à la science.

Le 23 juin 1634, Grandier fut amené de sa prison à l'église de Sainte-Croix où un grand nombre de religieuses étaient déjà rassemblées sous la présidence de l'évêque et de Laubardemont. Onze religieuses possédées furent

placées dans le chœur, et dès qu'elles virent arriver Grandier, elles s'empressèrent de l'interpeller, de l'appeler leur maître et de lui témoigner leur joie de le revoir. Pour opposer un argument irrévocable aux affirmations que la possession était fausse et un jeu coupable destiné à le perdre, l'évêque lui fit proposer d'exorciser lui-même, ce qu'il accepta avec une sorte de hardiesse qui ne lui manquait jamais dans les circonstances difficiles, mais qui, cette fois, lui réussit mal. On s'aperçut qu'il tronquait la formule sacramentelle, ne se servant pas des termes de l'adjuration faite aux démons en pareils cas, mais leur disant qu'il était forcé d'agir contre eux. La sœur Claire lui demanda de l'interroger en grec, promettant de lui répondre quoiqu'ignorant complètement cette langue que Grandier savait très bien. Ce défit le troubla, une sueur abondante coula de son front et alors ce furent contre lui des objurgations violentes de toutes ces malheureuses filles qui entrèrent en fureur contre lui et menaçaient de lui tordre le cou si le grand nombre des religieux et des gardes qui se trouvaient là ne l'eussent pas protégé contre ces colères si inexplicables en des filles toujours si calmes et si modestes. On le reconduisit à sa prison. Cette scène émouvante avait duré trois heures ; comment en expliquer naturellement les singulières phases ? comment une action évidente et reconnaissable à tous pouvait-elle être contestée à travers cette réunion de circonstances inouïes, sans analogue dans tout ce qu'avait jamais pu retenir la mémoire d'homme, et où la foi de l'Eglise dans la magie et la puissance diabolique recevait une confirmation si évidente.

Conclusion à
tirer de ces faits.

Et si l'on remarque, aussi bien, que toutes les séances avaient leurs procès-verbaux écrits en partie par Laubardemont et ses deux secrétaires, et signés par lui et les juges qui l'assistaient, on comprend qu'aucune falsification des pièces n'était possible, et que la vérité sur les moindres détails des séances n'a pu être infirmée que par des adversaires intéressés au mensonge, et que c'est surtout le parti

protestant qui s'efforça à Loudun et ailleurs de tromper l'opinion publique trop disposée à s'évertuer contre des dogmes qu'il avait promis de combattre jusqu'à la fin.

A ces faits déjà longuement racontés, mais qu'il faut dire tous pour former la conviction des lecteurs chrétiens nous pourrions en ajouter encore beaucoup. Mais nous hâtons d'arriver au dénouement.

Les débats avaient duré quarante jours, toutes les preuves de la possession avaient été recueillies et il avait les caractères surnaturels demandés par l'Église. Les démons avaient parlé une langue ou plusieurs langues que ceux qu'ils possédaient n'avaient jamais apprises, révélé des choses secrètes ou futures, ce qui se passait loin, faire usage de forces supérieures à leur âge et à leur nature, enfin se tenir suspendues en l'air plus ou moins longtemps : et les religieuses de Loudun avaient opéré tous ces phénomènes.

La conscience des juges n'avait donc manqué d'aucune lumière. Tous les crimes imputés à Grandier, son impie notoire, son mépris de tous les devoirs inhérents à sa charge et à son caractère sacerdotal, le mal qu'il avait fait à sa paroisse, à la ville entière qu'il habitait, en portant le désordre et le déshonneur dans les principales familles, le dédain des règles ecclésiastiques poussé jusqu'au sacrilège et au blasphème, ses emportements si contraires à la douceur d'un prêtre et à la charité qui pardonne et édifie : tant de vertus méconnues et de vices ouvertement pratiqués auraient mérité à cet homme les plus rigoureux châtimens des lois civiles et humaines : mais la dévotion, le commerce notoire et prouvé avec l'esprit du malin, le pacte formel, et l'usage criminel qu'il en avait fait puni de mort par les lois pénales chez tous les peuples chrétiens. L'arrêt fut rendu dans la matinée du 18 et exécuté par le feu dans l'après-midi du même jour.

Une preuve fut donnée que la possession était réelle. C'est que plusieurs personnes du monde ne cessèrent

d'en être tourmentées même après la mort de Grandier ; les exorcismes continuèrent à Loudun jusqu'en 1636, et ce fut cette année que Gouvello de Kériolet, noble Breton, se trouvant à Loudun dans l'église de Sainte-Croix où des exorcismes avaient lieu, fut apostrophé de loin par une possédée et que, s'étant vu reprocher des crimes que lui seul connaissait, il conclut que c'était là un acte surnaturel, que l'Eglise avait la vérité révélée, et qu'il commença dès lors à mener une vie sainte et pénitente. N'était-ce pas là une nouvelle preuve de la réalité de la magie et des possessions, aussi bien que la vertu des exorcismes. Au reste, en ce même temps, il y en avait dans plusieurs autres provinces de la France. C'était les dernières manifestations diaboliques de ce genre. L'ange déchu allait faire naître bientôt le jansénisme et ses miracles, de Saint-Médard ; miracles comme il réservait à nos jours : les esprits frappeurs, l'hypnotisme et l'athéisme officiel.

Grands-Jours à
Poitiers.

Ce désordre des esprits, qui avait tant ému un coin de la France, n'était pas le seul qu'on y ressentît quoiqu'il l'emportât de beaucoup par son importance sur tant d'autres objets qui préoccupaient l'attention publique. C'est encore pour réformer les habitudes de brigandages et de violences venues tant de certains gentilshommes sans honneur que de gens sans aveu secondant leurs criminelles entreprises, que les Grands-Jours furent encore ouverts à Poitiers. Ils furent présidés par le président du parlement de Paris, Seguin, assisté de douze membres de la même cour. Ils arrivèrent le 1^{er} septembre et leurs séances durèrent jusqu'au 4 novembre. On ne croyait pas alors que la justice des hommes pût se passer de celle de Dieu. Une des réformes les plus importantes de cette session regarda même les exactions des protestants qui en étaient venus à donner le mauvais exemple de l'indifférence pour tous les devoirs religieux. On ordonna aussi la démolition d'un temple qu'ils avaient fait bâtir dans la ville de Saint-Maixent, au mépris des réglemens de l'édit de Nantes contre lequel

ils s'étaient récriés et dont ils étaient bien résolus d'oublier tous les articles qui leur étaient favorables. Omer Tal qui était avocat-général du roi dans cette assemblée aurait voulu que les Grands-Jours revinssent en Poitou après chaque période de sept à huit ans. On prétendit que le pouvoir royal était devenu assez fort pour s'en passer. Ce fut un tort : si cette mesure avait été prise, elle aurait créé pour toute la France un conseil de surveillance qui aurait maintenu le calviniste contre ses prétentions trop longtemps souffertes et leur eût épargné la révocation de l'édit (a).

Comme l'affaire d'Urbain Grandier se jugeait à Loudun pendant que le parlement opérait à Poitiers, quelques-uns de ses membres eurent la curiosité d'aller juger par eux-mêmes du fait qui préoccupait toute la France; plusieurs allèrent en effet; ils observèrent en hommes expérimentés en débats de ce genre, et nous n'avons pas entendu qu'aucun soit revenu exprimer un sentiment qui aurait supposé en eux une opinion favorable à l'accusé. Ils virent ainsi comment les huguenots exhalaient leur haine irréfléchie contre le catholicisme qu'ils calomniaient dans sa foi et dans ses œuvres, et cette observation dut faire croire à la justice qu'elle avait à exercer, contre les réfractaires coupables de graves infractions aux lois même de l'édit de Nantes, une sévérité qui réprimât, avant la venue des assises, les délits qu'on leur reprochait partout (b).

Ici vient se placer une institution charitable dont Poitiers avait d'autant plus besoin que depuis longtemps le secours public des pauvres et des malades y était négligé, grâce aux désordres qu'y avait engendrés une très malheureuse indifférence à l'égard de tous les devoirs. Il y avait à Poitiers, depuis plusieurs siècles, un Hôtel-Dieu, fondé par le chapitre de Notre-Dame-la-Grande, en face de l'église de laquelle, en 1369, l'échevinage avait uni une petite au

(a) Thibaudeau, III, 289 et suiv.

(b) Thibaudeau, III, 287; — *Archives historiques du Poitou*; — *Journ. de Denesle*, XV.

nerie de sa création. Une ordonnance des Grands-Jours de 1579 avait voulu remédier à de graves négligences qu'il fallait attribuer au chapitre de sa collégiale. C'est pourquoi, en 1619, la ville avait confié le soin de l'aumônerie aux frères de Saint-Jean-de-Dieu, dont l'œuvre était le soin des malades et qui, moyennant une subvention de cinq sous par jour et par personne, s'obligèrent à soigner les hommes que la ville leur confierait ; mais ils ne s'y étaient pas engagés irrévocablement, et ils s'établirent bientôt, avec l'assentiment du mois et cens, vis-à-vis de l'abbaye de Montierneuf (a). Ceci s'était fait aussi par la protection de la reine, Marie de Médicis, en 1627. Dans la suite, l'établissement ne fit que prospérer de plus en plus, et Louis XIV les favorisa par différentes ordonnances successives. Les frères Charitains y restèrent jusqu'à la Révolution. Au reste, l'hôpital-général qui porte encore ce nom était adjacent à celui des frères et desservi par des demoiselles charitables de la ville. C'est là que commença l'existence religieuse des sœurs grises que nous raconterons en son temps (b).

Quelques années après, en 1644, on créa l'hôpital des pauvres renfermés où furent confinés les mendiants et vagabonds sans asile qu'on y appliqua aux travaux de la laine et des étoffes grossières (c). C'était un essai de ce qui devait se régulariser plus tard.

Mais au-dessus de ces choses d'intérêt local, d'autres, d'une importance générale, affectaient la France tout entière. Le 5 septembre 1638, Louis XIV était né après une stérilité de sa mère qui durait depuis son mariage en 1615. Anne d'Autriche, d'accord avec le roi, avait fait, l'année précédente, un vœu à Sainte-Radégonde de Poitiers, en y envoyant une statue en marbre de la sainte

(a) Thibaudeau, III, 346 ; — *Archiv. du Poitou*, XV, 89 et suiv.

(b) La Libordière, *ub sup*, p. 84 ; — *Mém. des Antiq. de l'Ouest*, XXXIV, 134 ; XXXVII, 17.

(c) Thibaudeau, *loc. cit.*, p. 255.

qu'on voit encore près de son tombeau et qui était l'œuvre de Bouchardon. Le nouveau roi fut acclamé à Poitiers aussitôt qu'on y eut reçu la nouvelle de son avènement. Richelieu mourut quelques mois avant le roi dont il avait été le maître, et, le même jour, Mazarin entra au conseil comme premier ministre. Anne d'Autriche, la reine-mère, était régente et avait pour antagoniste un prince de la famille royale, ce qui allait donner bientôt naissance à la Fronde.

En 1639, l'échevinage avait établi un droit de huitième sur la vente du vin dans la ville afin de subvenir à un emprunt de soixante-quatorze mille livres. Quand on voulut recueillir l'impôt, en janvier 1640, une sédition éclata parmi le peuple, et le maire, François de la Pinotière, fut assiégé chez le lieutenant-général de la sénéchaussée où il s'était retiré ; le peuple, qui se portait à des violences au dehors, l'y suivit, entoura la maison et menaçait d'un mauvais parti si on ne lui donnait pas satisfaction. La magistrature fut indulgente ; descendus dans la rue pour sauver les personnes menacées, quelques conseillers au présidial furent maltraités, et les coupables, qui auraient pu être pendus, en furent quittes pour une amende honorable (a).

En 1648 fut commencée la construction d'un tribunal de commerce dans la rue, et à peu de distance de la mairie. C'était ce qu'on appelait alors la juridiction consulaire. Une porte d'entrée monumentale témoignait des idées larges et artistiques de ce corps de marchands qui comprenait la dignité de ses fonctions judiciaires et fit décorer les abords de sa nouvelle demeure de belles sculptures de Girouard, l'artiste indigène, dont on n'a pas craint de mutiler de notre temps ce bel ensemble que tant de raisons recommandaient au respect et à l'admiration de tous.

(a) Thibaudeau, III, 424.

NOTE DU LIVRE LXIX

NOTE 1

Sully, dans ses Mémoires, a longuement parlé de cet établissement du collège des Jésuites à Poitiers, et il faudrait en tirer les éléments d'un blâme sévère du P. Cotton qui, au dire de Sully, y aurait manqué de franchise et de loyauté envers lui et envers Henri IV. Mais il est naturel de ne s'en rapporter qu'incomplètement à l'écrivain, resté *opiniâtre* dans ses idées religieuses : les lettres qu'auraient envoyées le P. Cotton et qu'il ne put montrer à Henri IV étaient celles, selon toute apparence, qu'avaient écrites quelques personnages considérables, parmi lesquels se trouvaient les Sainte-Marthe, la Parisière, Pidoux, et même Geoffroy de Saint-Belin. Celui-ci ne semble ne se trouver là que comme allié aux autres contre l'esprit de la Ligue, dont ils n'avaient pas tant vu le vrai et bon motif que les erreurs de conduite et les doctrines exagérées. Ces lettres adressées à Sully avec supplication de s'opposer au vœu des Jésuites, étaient inspirées par un mauvais vouloir non douteux. On allait jusqu'à les accuser de quelques pernicious dessein, ce qui, étant connu du P. Cotton, avait pu lui sembler indiquer, de la part des ministres, une opposition personnelle au projet des religieux. Cette lettre, qui est du 8 septembre 1607, était d'un style factieux, plein de mépris, et témoignait d'un mauvais vouloir très propre à faire croire que Sully n'était pas éloigné d'y adhérer ; car, après tout, l'opposition des maîtres de la ville, et non de la bourgeoisie, se prolongeait depuis plusieurs années, et l'arrivée de Sully au gouvernement n'y avait rien changé.

Rendons justice toutefois à l'ami d'Henri IV : il est certain, par sa propre correspondance, qu'il avait insisté pour qu'on laissât enfin maîtres du terrain à Poitiers les religieux que les huguenots n'y voulaient pas. En des lettres écrites au lieutenant-général Sainte-Marthe et à l'évêque Saint-Belin, il s'étonnait de leur opposition, les assurait qu'ils n'obtiendraient pas le collège royal, le roi y était absolument opposé et ne voulait à Poitiers que les Jésuites. Il est vrai que dans la dictée du ministre on aperçoit les préjugés du religionnaire, des méfiances qui semblent l'associer à celles des *politiques* dont il combattait le sentiment. C'est sans doute contre ces termes qu'on aura prévenu le P. Cotton, lequel, croyant que ces lettres pouvaient

être mises à sa disposition, avait promis à Henri IV de les montrer, et ne le put cependant parce qu'elles avaient été brûlées comme compromettantes, beaucoup moins cependant contre Sully que contre les opposants du corps de ville et de l'évêché. Ce qui à remarquer ici, c'est qu'en dépit de ce que Sully en a écrit et qui semblerait tout à la charge du P. Cotton, et aurait dû le faire éloigner du roi, celui-ci n'en fit pas moins ouvrir le collège de Poitiers et qu'il garda Cotton pour guide de sa conscience.

Thibaudeau a cité au long dans son *Histoire*, tom. III, p. 158 suiv., le texte de Sully, et y ajoute les lettres données tant à Paris par lui qu'à Poitiers par les adversaires des Jésuites : et du rapprochement de ces pièces du procès que nous avons conclu à la bonn foi de Cotton et aux soupçons légitimes quoique non mérités que Sully a pu donner contre lui-même dans cette affaire. La seconde Biographie du Jésuite qu'on trouve partout suffirait d'ailleurs à justification.

NOTE 2

Ici une réflexion se présente et qui importe beaucoup à la philosophie de l'histoire. C'est qu'en France c'était la première fois que des rebelles, n'ayant plus ni sens politique, ni conception vraiment religieuse, s'imaginaient une république possible chez un peuple de vingt millions d'individus. Voit-on d'ici ces habiles révoltés s'établissant chacun dans un gouvernement où les voisins n'auraient compris que leurs intérêts particuliers, se seraient dévorés les uns les autres, et, après s'être ôté la ressource d'un roi, n'auraient plus eu d'autre résultat de leurs ambitions déçues que l'anarchie avec tous les malheurs qu'elle réserve à un peuple ! en cela le mal eût été d'autant plus grand qu'aucune foi religieuse ne serait venue au secours d'un repentir aussi inutile que tardif. La prétendue réforme qui, très peu de temps après son apparition, n'avait déjà plus de doctrine fixe (Bossuet, *Histoire des Variations*, IV, vii), comment aurait-elle cédé à une réforme vraiment chrétienne en des esprits que le matérialisme n'aurait pas manqué d'envahir ? Qu'on le sache bien, ces belles découvertes du xvi^e siècle qui n'ont abouti alors qu'à une série de guerres civiles, de violences haineuses et de dissensions interminables, n'étaient que des éclats précurseurs des orages qui éclatent encore sur le monde. Aujourd'hui à la suite de ces cataclysmes, nous en sommes aux tremblements de terre ; nous attendons les fissures qui nous menacent et les éboulements qui doivent tout envahir ! C'est que la Providence, Elle aussi, a ses réformes très légitimes, celles-là, et le plus gra

malheur des peuples est de ne pas les prévoir quand ils s'égarent, et de ne pas les craindre quand elles sont près d'éclater.

NOTE 3

Nous avons dû omettre, pour être court autant que possible, beaucoup de preuves de détails qu'on trouvera dans les auteurs catholiques qui ont traité de ce fait. Remarquons seulement encore que le procès de Grandier n'occupa les esprits, avec la passion qu'il y avait excitée, que plus de cent ans après le fait. Les contemporains l'oublièrent bientôt, comme s'effacent toujours promptement les événements terminés sur l'échafaud. Le protestant Aubin n'en publia qu'en 1737 son fameux livre *Des cruels Effets de la vengeance de Richelieu*. Il fit, selon qu'il l'avait espéré, beaucoup d'effet sur l'esprit de ses coreligionnaires. Accuser un cardinal de s'être vengé, par son influence sur les juges, d'un malheureux qui l'aurait calomnié, raconter une foule d'anecdotes de son invention à la charge des religieux mêlés au procès, leur reprocher jusqu'à des cruautés impossibles et les noircir aux yeux de ses lecteurs; représenter le coupable comme une victime du fanatisme et de la superstition, ange de patience au contraire et d'une admirable résignation, en dépit du caractère de colère et d'orgueil trop prouvé dans son histoire, combattre la foi dans la possession et les exorcismes : telle a été la tâche du ministre Aubin, qu'un prêtre pieux et zélé, la Ménarday, ne tarda pas à réfuter dans son *Examen critique de l'Histoire des diables de Loudun* (in-12, Liège, 1749), mais le XVIII^e siècle et toute l'école de Voltaire ne manquèrent pas de saluer comme un beau et véridique livre le pamphlet du ministre protestant : ce sont les chefs de cette école qui ont fait feu de cette arme perfide, et, grâce au mot d'ordre soufflé dans leurs rangs, on a dû, chaque fois qu'il était question de l'affaire d'Urbain Grandier, représenter Richelieu comme un criminel hypocrite, Laubardemont comme un bourreau inique et astucieux, Escoubleau comme un juge impartial, les douze juges comme autant d'imbéciles fanatiques, les religieuses comme des comédiennes complices des juges et des exorcistes; ces derniers, enfin, comme d'indignes saltimbanques encouragés par l'évêque de Poitiers. Il ne fallait pas moins que tout cela pour faire un roman, et Aubin a réussi à faire accepter son livre avec ses mensonges passionnés par ces forts esprits qui ne buvaient plus qu'à la coupe du philosophisme triomphant. Avouons pourtant que pour faire croire au drame fabriqué par Aubin, et le façonner avec les éléments que nous venons d'y reconnaître, il aurait fallu avoir plus d'esprit que tous les diables dont on nie

NOTES DU LIVRE LXIX

l'intervention ! Quoi ! ce siècle où les lumières ont fait à l'aurore de la grande littérature de Louis XIV, illustrée par les travaux littéraires de Grotius, de Saumaise, de Balzac, de Descartes, de Pascal, de Molière, de Racine et de La Bruyère ; cette époque qui a vu naître le microscope et le thermomètre, la circulation du sang, la glande thyroïdienne, la circulation de la bile, la circulation de la lymphe. Ces jours fleuris où s'ouvrait l'Académie des sciences, de celles des inscriptions et des sciences, c'est à Louis XIV, roi juste comme Louis XIII, un ministre éclairé comme Richelieu, auraient été faire présider douze idiots pour condamner Laubardemont pour juger une farce indigne d'être jouée devant un peuple, et condamner au supplice des apostats, et même imaginaire un prêtre aussi innocent que le roi, et c'est à quoi n'avaient pas songé les instigateurs de cette œuvre impie que seul, encore une fois, le protestantisme a osé sur la scène du monde avec des assertions audacieuses, sans le bon sens et qu'ils ont toujours avancées sans aucune preuve. Qu'on le sache bien : devant la justice de Dieu, tend toujours, ce procès fait aux juges de Grandville. Les pièces doivent en être reprises, montrées avec le sincère développement qu'elles comportent, par des sectaires ou des ignorants, non par des catholiques, mais par des hommes ou moins calvinisés et pour qui le baptême n'a pas été donné par une intelligence droite, consciencieuse, et qui a cherché la vérité catholique toujours outragée dans ces derniers siècles : plus de deux cents ans : par un homme enfin qui a fait des études sur les personnes, et les faits de l'époque de Louis XIV, des écrits méconnus, les calomnies calculées, les fautes commises par les auteurs après Aubin et à sa suite ont obtenu une critique méritée. Nous lui signalons d'avance, nous l'avons cité dans sa préface l'abbé de La Ménaie (1774), les quelques livres dictés de nos jours par le zèle et la vérité étudiée sur place. Ce sont MM. l'abbé Levesque, *Les possessions de Loudun*, in-18, Paris, 1859, et comme un roman de mauvais goût l'*Urbain Grandville de Loudun*, imprimé à Paris en 1880, in-4°, qui n'ont pas à dissimuler le caractère d'opposition à la vérité que M. Charles Barbier a eu la mauvaise chance de donner à ses documents mal employés. M. de Mirville, dans son *Les esprits fluidiques et de leurs manifestations* (Paris, 1863), ou on relate le fait des Ursulines de Loudun (voir ci-dessus et suiv.), a très bien démontré la réalité de la

session et la part que Grandier y avait
 uit et une entière intelli
e des choses de l'autr
 - Puis son *Triomphe de*
 à ce saint religieux a tr
 menté, s'étant trouvé lu
 eure et ayant été possédé
 véritable science théolog
 tion et qu'auraient bier
 s dont plus d'une ligne
 de doctrine catholique.
 78 (in-12, Bray, Paris,
 son parent, où il a racon
 i de ce jeune seigneur
 des exorcismes qui sui
 i convaincu par les révê
 usieurs possédées. Nou
 onne foi : elles suffiront
 ressés à répandre les f
 es adorateurs. On y ver
 narrations de Thibaudes
 juvéniles de Guérinièr
 n verve pour justifier Ri
 sible sa prétendue victi
 riminel qu'on ait jamais
 e son temps, fruit amer
 tion si complète sur la s





jeunes frondeurs qui, de nouveau bientôt après : C'était l'histoire saient la cour et occasionnèrent des rues et les faubourgs de Paris, indignes moyens de satisfaire aux ambitions d'un tas de courtisans était le prince de Marsillac, gouverneur de Poitiers, et qui abusait pour favoriser à Poitiers le parti host part moins une conviction qu'un attachement pour la duchesse de et entêtée qui s'était faite un de reine écrivit au maire de Poitiers Marsillac, qu'elle remplaçait dans d'Aumont. En même temps, l'anonyme qui lui découvrait une enlever la ville au roi. L'évêque Le corps de ville affirma qu'il n'était tout à une garde plus exacte. Et autre avis fut donné par un religieux d'une des portes de la ville. En quinze cents hommes se montrèrent la Tranchée. A ce sujet on pensa d'avoir une force armée pour l'acquiescerait plus dans les intérêts de cas d'un mouvement qu'on n'événements. Dans ce même temps, une s'étant faite à Paris, le prince rendu parmi les siens, écrivit Poitiers en style d'un homme disgrâce et n'avait pas perdu son jours après, le roi, averti de ne pas arrêter le duc de Longueville et de Contis, les trois promoteurs encore contre le roi, s'avancèrent Lusignan. Il fallut y envoyer le

Etat politique
de Poitiers pendant
la Fronde.

Conduite blâmable
du prince
de Marsillac.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1649)

ire disparaître par crainte d'un châtiment
ir mérité (a).

avons dit assez pour donner une idée suffi
nde où princes et autres jouaient aux ré
nner de l'importance, où des frondeurs pe
bonne foi, et qui s'amusaient d'une mona
nt assise comme s'ils n'eussent été que
s, prenant leur revanche des sévérités de F
a France n'était plus armée.

nt quelques intervalles s'étaient faits aux
a politique. L'évêque de Poitiers en avait p
mer à Dissay, il n'avait pris à ces conflits c
rt possible soit par dégoût de ce qu'il y v
et de mesquin, soit parce qu'il préférait la
travailler à loisir à des études préférées.

une grande paix relative lorsqu'une at
l'y frappa, sans aucun symptôme qui
30 juillet 1651. Il avait soixante-quatorze
ation ne se fit pas à la cathédrale, où il
et effet sa chapelle. Il s'y était préparé un
arbre qui fut transporté avec lui dans l'égli
e de La Rocheposay, au pied du château d
In peu trop grand seigneur, il avait fait en
r à des membres de sa maison et à des fa
du Chapitre envers lequel cependant on
importantes obligations pour la sacristie
ulte. Cette négligence avait amené depuis tr
tre lui et la compagnie de fréquentes mésir
tant plus graves qu'il avait par sa position m
de soixante-dix à quatre-vingts mille livre
Eglise de Poitiers, des devoirs qu'il ne ren
et auxquels la chambre des requêtes reco
ournis par sa charge. Il avait donné aussi
re sans exemple, lorsque pour n'avoir

an, III, 310 et suiv.

aucun rapport avec le Chapitre
quer à Châtellerault le synode :
d'après les statuts capitulaires,
cathédrale. Ainsi il empoisonna
derniers jours de sa vie, et pu
mourir, qu'une vie de famille où
porter le trouble, n'engendre
doit toujours maintenir (a).

En dehors de ces prétentions
laissé pour sa mémoire des su
avons vu quel zèle il avait mis :
sons religieuses où l'étude et la
tence venaient seconder sa mis
son clergé. Il avait beaucoup tr
ses écrits à la conversion des h
surtout qu'il composa des Co
plusieurs livres de l'écriture et
trouve la liste dans Dreux Dura

La Rocheposay avait, outre
celui de quatre riches abbayes :
C'était celle de Nanteuil en Vall
de Saint-Cyprien de Poitiers, et
Nous ne pouvons le louer de ce
d'un usage plus ancien même
çois I^{er} et que le Saint-Siège av
ment pour augmenter le trop n
petits évêchés. Les évêques inst
nistes ne pouvaient en conscienc
des abus que la royauté avait
l'avoir de ses favoris et propage
qui menait peu à peu au mépri
conservateurs de la société.

Les jours de tristesses n'étaien

(a) *Hist. de la Cathédrale de Poitiers*, I

(b) t. III, p. 380.

pour les âmes ferventes du catholicisme. En 1650, le 25 novembre, on avait reçu une relique insigne : l'humérus gauche et une partie de l'avant-bras de saint Georges, évêque de Pontefract, reconnus par une Commission de médecins et de juristes de Poitiers. La première fut déposée l'année suivante dans une châsse confectionnée à Paris pour le prix de trois mille sept cents livres. Ce reliquaire, brièvement décrit par la Commission nationale de 1791, a été restauré en 1867 et renferme les mêmes reliques que la susdite Coeuvrière. Elle avait désignés alors comme n'étant *qu'un objet de vénération*.

En 1657, le Chapitre profita, semble-t-il, de la vacance du siège pour faire un acte blâmable d'une autorité que le concile de Trente et celui de Bordeaux avaient abolie par le principe d'unité. Il donna une nouvelle édition du rituel selon le rit du diocèse, quoiqu'une bulle de Pie IV et un décret de Bordeaux eussent déclaré désormais nul tout office de tout autre office que celui de Rome. C'était une grande faute et un refus formel d'obéissance à une autorité irrécusable. L'omnipotence qu'on s'attribuait à cette occasion n'était pas plus raisonnable que celle des évêques qui, après le concordat de 1517, prétendaient exercer le droit de nomination des évêques. Les députés d'un pouvoir quelconque ne pouvaient se faire un tel mépris du droit.

En 1658, on s'occupa des affaires politiques.

Le duc de l'opposition était à Bordeaux où la reine vint de mener le roi qui n'avait que douze ans. Il passa à Poitiers le 21 juillet 1650 et y fut reçu comme d'habitude avec la plus grande fidélité : on lui rendit les mêmes honneurs, lorsqu'il s'y arrêta encore le 31 octobre de l'année suivante ; ce jour là, étant venu par Bourges, il avait été reçu à Chauvigny, dans le logis du sénéchal qui existait encore. Il demeura trois mois à Poitiers, les ministres

les corps de l'Etat y étant venus s'assembler le 1^{er} janvier 1652, il accorda aux jésuites qui y florissait, le titre de collège royal de rente annuelle et les privilèges d'indépendance.

Le Poitou fut relativement assez tranquille pendant le temps que le roi y resta : les troupes ne furent pas moins à Paris et aux environs. L'année 1653 était rentrée qu'un grand nombre de révoltés se remuèrent encore, formèrent des bandes dans lesquelles on découvrit par la suite de la trahison. Poitiers ne fut pas la seule ville à subir ces rodomontades, Niort eut aussi sa part de trouble et de même valeur. Ces mesquines révoltes à l'autorité plus de soucis qu'elles ne firent tempérer deux fois par des réjouissances le jeune roi à Poitiers et donnèrent lieu à des joies publiques. Ainsi, en 1654, il fut sacré à Reims, de grandes réjouissances eurent lieu. Cinq ans après, il y eut avec l'Espagne après une guerre de plusieurs années un traité fut le mariage du jeune roi, avec l'infante d'Espagne, fille de Philippe IV devant se conclure à Fontarabie, Louis XIV partit par Poitiers sans presque s'y arrêter le 4 juillet 1660, qu'il y séjourna avec la compagnie des Carmélites, dont la chapelle allait être terminée. Ce fut la faveur que le roi y posait. C'est le joli sanctuaire occupé par les Carmélites depuis 1824.

Fondation de
l'Hôpital-Hospice
de Niort.

En 1662, un édit de Louis XIV ordonna dans chaque ville et gros bourg un hôpital pour les pauvres mendiants et valides à la suite des souffrances et brigandages avaient imposés à la population. On y admit aussi les enfants orphelins.

dans la prière, dans les principes chrétiens et y apprenant un état. Et comme ces pauvres recevaient chaque semaine à la porte de toutes les communautés des aumônes d'argent et en blé ou autres denrées d'alimentation, les communautés devaient remettre désormais ces aumônes aux mains d'une commission des magistrats locaux et de quelques membres de la bourgeoisie, afin d'en faire une masse pour les dépenses des nouveaux établissements. Des difficultés locales ne permirent pas de fonder immédiatement ces maisons partout à la fois. A Niort, on commença en 1665 et on fonda dans le faubourg Saint-Florens, près la place Saint-Jean, l'hôpital nous l'appelons aujourd'hui l'*Hôpital-Hospice*. Une police intérieure fut confiée à la commission administrative qui jugeait seuls les cas d'après les lois en vigueur (a). On voit que c'est à la charité officielle telle que notre législation moderne l'a développée avec moins de garanties morales qu'alors elle était chrétienne, sincère et ne pouvait pas être dominée par aucun esprit de parti.

En outre cette mesure, qui reportait aux hôpitaux les aumônes des communautés, s'était réalisée également à Fontenay par une ordonnance de 1725 qui avait fait qu'à se louer alors de ce que le soin des pauvres avait été confié à des administrateurs dont la religion dirigeait toute la conduite (b).

Nous avons déjà parlé de l'abbé de Saint-Cyran, nous avons dit que la Roche-Posay, en faisant Duvergier son grand vicaire, lui avait cédé cette abbaye. Duvergier était donc venu à Poitiers revêtu de ce titre et aussi chanoine de la cathédrale mais n'avait pas accepté cette dignité qui ne lui semblait pas assez prise par ses confrères. Ses premières années de sa vie s'étaient passées à Louvain dans l'intimité

(a) Thibaudau, III, 480.

(b) *Id. ibid.*

Jansénius, qui y professait, et i une idée de réforme théologique l'Eglise avaient pensé de la g Augustin n'était bien compris d'Andilly, autre rêveur à qui il se joignit à eux. Ils cherchèrent à entraîner un grand nombre d qui ils ne tardèrent pas d'inculq que le jansénisme commença s dans la société parisienne.

premiers à sentir de quel danger un système qui, sous les appar de doctrines, tendait à décourage des sacrements. Ce système éta au calvinisme, mais hypocrite, et n'ayant pour but, comme le p pondance de Saint-Cyran et de cette doctrine révélée qu'ils vo leur. Saint-Cyran fit dans ce ten un livre où, sous le titre de *Pe* la théologie des jésuites, qui celle de l'Eglise, et leur personn plumes capables de lui répon attira plus que jamais l'attention de Richelieu qui, voyant en lui u trouva rien de mieux que de lui au donjon de Vincennes. Mais 4 décembre 1642, le prisonnier au reste, il ne jouit pas long 11 octobre 1643, après avoir co Port-Royal, ses religieuses et s avait soufflé le poison de l'hérésie étant mort, son fameux livre *A* n'était pas sans que l'auteur, selc eût confié l'examen au Saint-Si en démentant cette apparente s

Marche astu-
ciense des sec-
taires.

RE GÉNÉRALE DU POITOU (1662)

rgier où il l'adjurait de soutenir les
entre eux. Or le pape Urbain VIII, a
ait soumis son livre, le condamna, pa
s 1642, comme contenant des propos
s par Pie V et Grégoire XIII. Plus t
faire s'embarrasse dans les raisonne
n trouve le jansénisme d'autant plus e
plus de partisans ; non content de
grâce et la bonté de Dieu qui ne la
soutinrent systématiquement que les p
ées par l'Eglise ne se trouvaient pas
c'est-à-dire qu'une poignée de sop
ouvelle école en savaient plus que l'
et sur tant d'autres ! Voilà ce qu'ét
mmment il avait commencé, comme
eura dans son erreur tout en niant
de l'Eglise. Aujourd'hui encore noi
le savants qui nous affirment sans rire
'a jamais existé ! (4).

t de La Rocheposay, le siège de Po
qu'en 1659, lorsque le 15 mars, posse
fut prise par Gilbert de Clérambaut
tard fut que Louis XIV, ayant nomi
ntoine Barbérini, Innocent X, succe
n'accepta pas cette nomination, et il
que de Poitiers, quoiqu'il attendît long
de l'être. Barbérini, cardinal depuis
s plus hauts postes de l'Eglise, et
r du Saint-Père, ce qui supposait la
sa personne. Il s'était réfugié en F
mésintelligences avec le Pape qui
ble, et il devint archevêque de Reir
xandre VII eut succédé à Innocent
du peuple par la dignité de sa con

Gilbert de Clérambaud LXXXVIII^e évêque de Poitiers.

son zèle éclairé et la modération qui le fit aimer jusqu'à ce qu'il revînt finir ses jours en Italie, où il mourut en 1671 dans son château de Némi, à six lieues de Rome. Nous ne voyons pas comment on lui a donné rang parmi nos évêques, dont il n'eut pas même un seul jour la succession. Nous regardons donc comme successeur immédiat de La Rocheposay (ce que ses bulles ont donc soin d'établir) ^(a), Gilbert de Clérambaud, dont nous avons à parler maintenant; à son arrivée, finit l'administration capitulaire qui avait duré six ans. Gilbert était fils de Jacques Clérambaud, et frère de Philippe, maréchal de France, abbé de Lieu-Dieu-en-Jard et de Breuil-Herbaud, son diocèse, où nous le verrons mourir après une administration de vingt et un ans, le 4 janvier ⁽¹⁾ 1680. Dès à présent, toutefois, nous pouvons signaler quelques faits qui se rattachent aux premiers jours de son pontificat, regrettant qu'ils lui soient tous moins honorables qu'il le faudrait à un évêque. Un an s'était écoulé depuis sa nomination jusqu'à son arrivée en disputes et en colères, et de mauvaise foi avec le Chapitre. Les tribunaux de Poitiers, auxquels celui-ci avait demandé justice, lui avaient donné droit et l'évêque ne leur avait pas pardonné ces arrêts que motivèrent pourtant les précédents immémoriaux des évêques et du Chapitre avec les compagnies; ce sont des rancunes qui pesaient au cœur du prélat et qui déterminèrent des maussaderies dans ses premiers rapports avec ses plus importants diocésains ^(b). En effet, il montra au jour même de son arrivée à Poitiers aussi peu de désintéressement que d'aménité. Il fut le premier qui osa rompre avec le glorieux passé des usages et des droits épiscopaux en refusant de se plier aux cérémonies solennelles de son entrée. Il arriva à sept heures du soir à l'évêché, sans cérémonie, rejetant le vieil usage de la *sedes gestatoria*, et n'invitant personne au dîner que

(a) *Archives historiog. de Poit.*, XV, 164.

(b) Nous avons raconté les circonstances et les causes de ces singularités dans *l'Histoire de la cathédrale*, II, 355.

STOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1662)

jour de son intronisation, offrait officielle
échevins et autres dignités de la ville. C
raisons à cette étrangeté sinon son ex
économie que nous verrons trop malhe
vé dans la suite (a).

e ordonnance royale du 12 septembre
ce était distinguée en haut et bas Po
yen d'y implanter, par une double surveil
et plus active, l'autorité royale à lac
out était soumis dans une heureuse uni
l'action. En 1660 on songea à y modif

l'autorité militaire. Le haut Poitou s'éte
llerault et Poitiers jusqu'aux cours de la
t, au-delà desquels Fontenay était la ca
inférieure de la province. Poitiers avait
ant du roi le marquis de La Rochepos
émission et le roi transmet sa charg

Pleumartin, d'une ancienne maison
xii^e siècle (b). Le comte de Pardaillan
à tout le Poitou, reçut le commandeme
as d'absence du duc de Roanès, gouver
is de la Bretèche et de Pleumartin, et
sion de Roanès, le duc de Vieuville fut no
du Poitou. Le bas Poitou avait pour ter

s'étendait depuis les deux rivières su
er et à la Loire, et Niort faisait partie
utenance. En 1670, une autre ordon
as cette même catégorie les faubourgs
ouars, de Parthenay et de Saint-Loup.
ssi que les lieutenants de chacune d
raient de juridiction dans l'autre, que po
eutenant de celle-ci serait absent. Ain
certains conflits de juridiction qui a

historiques du Poitou, XV, 161.

1, III, 319.

donné lieu à cette mesure, et la
 était assurée sur des pays où le
 avaient nécessité le plus d'effo
 gouvernement royal (a).

Caractères et
 fonction des in-
 tendants. — Ce
 qu'on entendait
 par généralités.

Le gouvernement civil, par
 étendue à toute la France, avait :
 le commencement de ce siècle
 semblait alors un complément c
 mais qui, dans le cours des cir
 avait acquis par son zèle du t
 direction, un crédit et une pui
 l'autorité royale, finit par absorb
 direction des affaires de la vill
 intendants avaient été d'abord
 finances d'une contrée, et, c
 généraux des finances, leur distr
 et le nom d'intendant resta à ce
 pourvus. On donnait cette charge
 hommes instruits, exercés aux
 trative et dont la conduite, à
 toujours, à très peu d'exceptions
 appliquée au bien public, surveil
 l'administration locale, ils y rem
 dire, et depuis le ministère de M
 sans eux. Ils ne laissaient au go
 soins de la force militaire. En ré
 tout ; le roi agissait par eux dans
 se donner le tort de rien entrepre
 de la commune, il centralisait pa
 d'accord avec lui, la pensée de l
 en centralisant le pouvoir de
 toujours et la comprimer au
 intendant donné à Poitiers fut le

(a) Thibaudeau, *ibid.*, p. 320 et suiv.

(b) *Mémoire des Antiquaires de l'Ouest*, X

1615 ; il fut suivi de vingt-sept : 34 : où M. Boula de Nanteuil ferma la liste des chanoines, sept ans après, quand l'ancien chapitre se s'écroula tout entier sous le marteau politique (a).

L'évêché de Luçon était devenu vacant par la mort de Pierre III de Nivelles, qui fut inhumé dans la cathédrale, on songea à lui donner pour successeur un membre de la famille d'Argenson, Claude de Luçon, qui refusa par humilité, ce qui était assez à regrettable. Ce fut Nicolas Colbert qui l'accepta, le ministre, docteur de Sorbonne ; il fut inhumé dans l'église de cet établissement. Diocèse transféré à Auxerre. Après lui vint pour ainsi dire, Henri de Barillon, qui se démit aussitôt d'un riche bénéfice pour en posséder deux à la fois, se borna à gérer son patrimoine et soutint ses bonnes œuvres de son séminaire, établit les conférences dans son diocèse qu'il visita souvent, son clergé dans une exacte discipline par ses conseils, et s'appliqua constamment à la conversion des âmes. On se repose doucement sur la méthode de son exemple de tant d'autres. Ce caractère fut éprouvé dans les dernières années par une douloureuse maladie qui l'avait forcé de se faire des soins à Paris où il mourut le 7 mai 1662, encore utile pendant ses longues souffrances, il a laissé plusieurs ouvrages de piété pour la préparation de l'âme. Ce fut un grand profit pour les âmes de son diocèse, sujet de récompense pour un prélat qui pendant toute son existence les fruits d'une éducation en lui une excellente nature et une éducation.

(a) *des Antiquaires de l'Ouest*, XXVI, 508.

Christiana, II.

ISTOIRE GÉNÉRALE

milieu de ce siècle
Maillezais. L'évêque
pour chapitre de
avait opéré le
religieux appo
qui allait en s
uit dans la belle
tre les moines
Jrbain VIII de
pitre et de trans
les guerres av
us de s'y maint
et du culte et
hérésie avait ta
t l'évêque de Poi
Mais les prépar
ouvelles idées qu'
lon un projet q
et les choses éta
oul, qui était é
aucoup à faire
une bulle donné
ais, et la Roch
mier titulaire (a).
lezais disparaît
démantelé qui
tu de ses anci
ra désormais à
contraire, va gr
dehors de notr
et encore la mé
protestantisme.
faut que l'on sa
secte même quar

nous ne devons pas négliger un trait qui montre, en combien leurs émotions étaient toujours prêtes à se réveiller. Cette année un de leurs ministres, sur lequel ils comptaient le plus parce qu'il était remarquable par son talent, Samuel Cottiby, était revenu au catholicisme et son abjuration s'était faite avec grand éclat à la cathédrale, le 10 mai, en présence de plus de dix mille personnes. Cottiby était enfant de Poitiers, y habitait et y servait même en qualité de ministre la secte dans laquelle il était né. Satisfait des mauvaises raisons qui retenaient dans l'erreur ses coreligionnaires, il s'était déclaré pour la contre-réformation active qui chaque jour publiait pour ou contre des livres et des conférences. Son abjuration se fit entre les mains de Gilbert de Clérambaud, et la solennité qu'on lui fit souleva les mécontentements injurieux des protestants d'autant plus contrariés que dans le même temps l'abbé Bourseau se convertissait aussi en prononçant son abjuration dans la chaire de Saint-Porchaire, où il fit un éloquent discours de ses égarements et des motifs de son retour. Mais l'émotion causée par ces événements n'en resta pas là. Entre les deux partis les discussions se renouvelèrent. Un certain Ingrand, sieur de la Sigogne, s'était avisé de répandre sa bile contre le converti dans un libelle où la religion était insultée autant que lui et le Pape. Le parlement condamna le pamphlet et son auteur : celui-ci se rétracta publiquement, ce qu'il fit ; et l'autre à être pendu sur la place Notre-Dame par les mains du bourreau, ce qui fut exécuté le 23 janvier 1661.

Cottiby cependant n'en fut pas quitte pour ces attaques passionnées. Le fameux Daillé, ministre de Charenton-le-Pont, pour devoir contrebalancer les compliments que le roi, la reine et le cardinal Mazarin avaient adressés au converti qui fut présenté chez les Carmélites, quand le roi y posa la première pierre de leur nouvelle maison. Daillé s'exprima dans un écrit qui, tout en méritant le même sort que celui d'Ingrand, eut une meilleure destinée puisqu'il fut réimprimé.

une excellente controverse par le Père Adam, jésuite, qui réfuta à la fois Daillé et Ingrand, dans un livre approuvé par trois docteurs de l'Université de Poitiers et par le Provincial de Guyenne (a). Ces excitations fréquentes, cet esprit d'opposition qui ne laissait pas échapper une seule occasion de renouveler les polémiques en des entreprises également dangereuses, soulevaient l'opinion publique et interdisaient la moindre espérance d'une paix qu'on avait trop espérée et qui avait trop souvent servi d'excuses aux faiblesses du pouvoir compétent. De toutes parts on sentait qu'il fallait à la sécurité de tous une protection efficace que les masses appelaient sans la connaître et qu'on pressentait sans la définir. En un mot on marchait vers un grand événement qui va devenir dans toute la France le point de départ d'une révolte plus active du protestantisme, qui lui servira de prétexte pour jeter de hauts cris d'indignation contre les catholiques, et qui, dans l'histoire des deux siècles suivants, égarera les esprits en dénaturant l'histoire au profit de la révolution et de l'hérésie. Nous parlons ici de la révocation de l'édit de Nantes qui va dominer toute cette dernière moitié du XVII^e siècle : car si cet acte d'une si haute importance ne fut signé qu'en 1685 il fut préparé, et par les calvinistes eux-mêmes, plus de vingt ans d'avance par les mille preuves qu'ils y donnèrent d'une tendance persistante à s'égaliser aux catholiques par des révoltes continuelles et des prétentions à ne vouloir jamais que la première place sur le terrain religieux de la France.

Pour bien comprendre ces idées revenons sur ce qui se passait dès longtemps à cet égard, surtout dans notre province que des habitudes de rébellion rendaient l'objet d'une attention particulière.

Les plus anciennes familles et les plus riches de la Province avaient apostasié dès le commencement des guerres. Cette grande et si universelle défection avait entraîné les

Préliminaires de
la révocation de
l'Edit de Nantes.

Causes morales
des progrès du
calvinisme.

(a) Réponse à la lettre de M. Daillé, ministre de Charenton, contre l'honneur de Cottibry ... — Poitiers, Fleuriau, in-12, 1661.

Thouars et les La Trémouille. Ces apostasies s'ex par les nombreuses alliances que ces familles entre elles, mais tout d'abord et surtout par la contre le clergé, l'envie de ses dépouilles et la sacrilège qui, dans l'espérance de l'impunité, avait la spoliation des monastères, des cathédrales, des et des églises.. Là, des trésors consacrés aux mag pompes du culte étaient devenus la proie de cette sacrilège, conduisant à sa suite à l'assaut des murs une soldatesque alléchée par l'espérance d'une facile, car ses chefs abandonnaient dans le pillage qu'ils ne pouvaient pas emporter.

Le plus malheureux caractère de ces égarements trouve dans ce fait que les premiers fauteurs de hideuse apostasie ont fini par revenir à la méconnue, à celle que leurs pères avaient suivie quinze cents ans, et qu'en y rentrant soit par suite sévères qui les y forcèrent sous Louis XIV, soit convictions nées d'études sérieuses et de consciences controverses, avaient reconnu que ces nouvelles doctrines n'étaient qu'une négation de tout dogme et de toute chrétienne, sans aucun principe capable de la rectifier.

C'est ce qui était arrivé à Henri-Charles de La Tré prince de Tarente et de Talmont, duc de Thouars revint à la vérité en reconnaissant comment elle avait été faussée par Calvin et les ministres (a). Un autre exemple c'est que ces pauvres gens, imbus eux-mêmes de moins d'entêtement, se retrouvaient en toutes occasions dans les rangs des révoltés chaque fois qu'une apparaissait sous prétexte des impôts ou des privautés de défendre, ou des libertés concédées par les édits ils abusaient toujours ; c'étaient eux que les révoltés jetaient en avant au risque de les voir emprisonnés et pendus. Et ces scènes s'étaient souvent renouvelées.

(a) *Mémoires* du duc Charles de La Trémouille, dans Thibaudet p. 330 et suiv.

Remontons un peu à une vingtaine d'années pour nous expliquer de quelle répression avait besoin l'attitude des religionnaires à Poitiers même et dans le Poitou.

L'édit de Nantes avait été trop large envers de pareils gens dont on devait bien se douter que la soumission, mêlée d'ailleurs d'une grande insolence, devait se lasser bientôt et revenir à ses premières exigences. Astucieux par besoin et par nature, ils s'étaient fait donner parmi leurs places de sûreté, et malgré la clause du traité qui excluait les villes appartenant à des seigneurs ecclésiastiques, la ville de Chauvigny où ils avaient aussitôt construit un de leurs temples. M. de La Rocheposay, évêque de Poitiers et seigneur du lieu, s'y opposa énergiquement. Les calvinistes se révoltèrent, saccagèrent un quartier de la ville et, en dépit d'ordres donnés au nom du roi, résistèrent au sénéchal. Les ordres réitérés de la cour, des arrêts du Présidial, l'intervention de grosses têtes du parti jetée comme intermédiaire, n'y firent rien. Il fallut un dernier arrêt du conseil royal pour les débouter enfin et leur interdire le culte à Chauvigny. Le conflit avait duré de 1645 à 1653. On juge comme de telles disputes prolongées ainsi par les oppositions les plus entêtées devaient apporter de trouble dans les relations de la vie civile. Il est vrai qu'on avait eu le tort de donner des sièges judiciaires dans ces procès entre les deux partis à des juges protestants qui, sous prétexte d'impartialité, embrouillaient nécessairement le procès dans l'intérêt de leurs commettants.

A Melle.

A Melle, où les hérétiques étaient fort nombreux, ils s'étaient fait aussi un temple contre les traités, et la démolition en avait été ordonnée en 1643. Ils se révoltèrent, et à force d'oppositions, d'appels et de moyens dilatoires, ils n'obéirent qu'après trois ans, puis, après la démolition, ils s'obstinèrent à se rassembler dans un bois voisin de l'église Saint-Hilaire et dans les campagnes voisines. Malgré de nouvelles défenses et deux démolitions successives de temples reconstruits par les révoltés, il fallut des

envois de commissaires chargés d'instructions aussi inutiles que pacifiques ; néanmoins les religionnaires virent leur temple abattu peu après pour y avoir admis, contre un article exprès de la loi, des relaps reconnus pour être revenus au protestantisme après l'avoir abjuré. Ce fut la fin à Melle de l'exercice de la prétendue religion qui n'y reparut pas dans la suite.

Il fallut qu'une commission royale fît un état des lieux où les temples avaient été autorisés ou interdits. On démolit les uns, on permit de garder les autres, mais avec de singulières précautions de surveillance pour qu'on ne contrevînt en rien aux conditions qui les avaient fait accorder. Par suite de ces mesures et d'autres contraventions on démolit dans le même temps les temples de Thouars et de Saint-Maixent ; ceux de Niort et de Poitiers éprouvèrent le même sort. Ce qu'il y eut de remarquable surtout, c'est que beaucoup de protestants, privés de leurs temples, se convertirent, et que leurs plus habiles ministres, réfléchissant enfin qu'ils compromettaient, sans arriver à une conviction véritable, leur conscience et leur salut, revinrent à la vérité. De ce nombre fut le célèbre ministre Cottiby, dont nous avons raconté plus haut l'abjuration. Cette conversion encouragea plusieurs autres dont Poitiers eut à se réjouir dans le même temps^(a).

A Thouars, à Saint-Maixent, à Niort et à Poitiers.

Ce que nous racontons ici du Poitou se passait partout ailleurs. Partout, en effet, l'esprit d'opposition venait sous les mêmes formes d'esprit remuant qui avait toujours fait du calvinisme plutôt un parti politique qu'une religion, car s'ils savaient très bien s'entendre pour résister à l'autorité, il est aussi certain qu'ils manquaient d'unité dogmatique et qu'ayant été toujours très savants à nier et à renverser, ils n'avaient jamais su mettre rien à la place de ce qu'ils avaient détruit. Ce caractère de polémique observé, soit par les juges officiels, soit par ceux qui ne jugeaient de

Autres excès du calvinisme.

(a) Thibaudau, III, 330 et suiv.

leur controverse que par la simple raison pour les hommes de bonne foi qu'à ne qu'une ignorance grossière de la religion l'autorité qui soutenait leur courage bouleversement dont ils sauraient s'enfin que ces natures simples et faciles se laisser aisément persuader par leur prétendue religion qu'on leur offrait et monde. Pas de confessions, pas de pénitence ni d'autres obligations spirituelles ce qu'ils appelaient la parole de Dieu continuelles déclamations contre la messe de chanter des cantiques de Marot, un ainsi devaient s'effacer chez eux tous celui du baptême, toutes les croyances Sainte-Trinité.

Rapport sur
l'état du Poitou
par Colbert de
Croisy.

D'autres soins, se reportant au moment où ils appelaient l'attention du roi sur l'administration de la France qu'avaient désorganisée les fréquentes du protestantisme et le relèvement de la prétendue religion avait jeté dans le trouble. En 1664, le roi ordonna que dans toute la France une visite des plus attentives fût faite par des hommes de capacité et qu'un rapport lui fût fait signalant les abus et les réformes nécessaires dans toutes les branches de l'administration. Colbert commençait à s'appliquer à ce travail dans la France qui en profita si bien pendant cette inspection du royaume est l'œuvre entrant dans les moindres détails et probablement à ce ministre dont les connaissances d'administration y respirent une science remarquables. Afin d'être plus active et aussi complète que possible dans les provinces qui en avait le plus besoin, Colbert fit donner la direction de l'œuvre à son

bert de Croisy, maître des requêtes au Conseil d'Etat, dont le rapport au roi est un des plus curieux documents qui nous aient été donnés pour notre histoire de ce temps (2).

Cependant les temps devenaient toujours plus mauvais, l'esprit chrétien s'était affaibli, et ceux mêmes sur lesquels la foi et l'Eglise devaient le plus compter, songeaient moins à leurs devoirs qu'aux mondanités qui les séduisaient pour les perdre. Notre diocèse, en 1680, eut la tristesse de voir mourir, sans scandales évidents mais en des conditions regrettables, ce Gilbert de Clérambaud qui possédait le siège de Poitiers depuis 1658, et qui mourut le 3 janvier 1680 sans laisser d'autre nom que celui de sa famille, illustrée par les charges publiques, d'autres souvenirs que ceux de son inactivité dans le diocèse, où les historiens ne citent de lui aucune entreprise, aucun acte qui eût le caractère épiscopal. En revanche, quand le Saint-Siège refusa à l'ordre de Fontevrault la permission de modifier l'office et le bréviaire de l'ordre, ce qui commençait à devenir de mode, Gilbert donna au diocèse, en 1657, une nouvelle édition du bréviaire, contrairement à la Bulle de saint Pie V, de 1560, qui réservait au Pape le droit exclusif de toucher à la liturgie. Nos registres, au reste, ont de fréquentes mentions de démêlés avec le Chapitre où se firent souvent remarquer des dénis de justice et d'opiniâtres refus par l'évêque de remplir ses engagements. « Ce » fut, disent les actes de la cathédrale (a), celui des évêques » de Poitiers qui entreprit le plus contre les droits de son église ». Nous l'avons vu commencer en 1658 son épiscopat sous de fâcheux auspices, qui ne servirent qu'à empêcher de l'aimer. On ne le vit prendre l'initiative d'aucune bonne œuvre, on ne signale de lui aucune aumône, en aucune rencontre importante, et par un contraste malheureux on trouva chez lui, après sa mort, des sommes considérables distribuées en divers dépôts, où leur arrangement prouvait

Mort de Gilbert
de Clérambaud,
XCVIII^e évêque
de Poitiers.

(a) Registres capitulaires aux Archives de la Vienne, t. V.

trop que leur possesseur ne s'en promette que le plaisir de les avoir. C'est fort mais les leçons de l'histoire ont leur suite qu'il faut rendre utile à ceux qui la lisent. Le 22 janvier 1680, un Jean de Razes, lieutenant de la sénéchaussée et siège présidial de la ville, fit l'inventaire des meubles et autres objets du défunt : « On trouva huit sacs contenant chacun, huit mille seize louis d'or, quatorze contenant mille livres chacun, et plusieurs renfermant plus de dix mille livres en monnaie d'Espagne, écus d'or, écus blancs, pièces de quatre sous, monnaies étrangères. Et voilà le prélat qui se jugeait trop pauvre pour son Chapitre des ornements dont il avait été dépourvu, et refusait de reconnaître ce même Chapitre de Saint-Hilaire qui s'abstenait de ses obsèques.

Ces obsèques ne purent se faire que deux semaines après sa mort, le 27 février 1680. On close avec ses héritiers une discussion au Chapitre pour la revendication de ses biens. L'inhumation se fit dans la chapelle de la cathédrale, en présence de tous les chanoines. Le théologal, M. de la Barde, prononça son oraison funèbre où il avait pris pour texte ces paroles de l'Écriture : *a me quia mitis sum et humilis corde*. Quel parti l'orateur en put tirer. Il fut inhumé dans une tombe de sa famille : *burelé d'argent et de sable*.

Fortin de la Hoguette, XCIX^e, évêque de Poitiers.

Après lui gouverna, à partir du 4 septembre 1680, Fortin de la Hoguette, transféré de Saint-Hilaire de la famille de Péréfixe, et neveu du précédent évêque qui avait honoré naguère le siège de Paris. Son blason fort anciennement : *d'azur au chevron*

de trois molettes de même. Il savait bien la théologie, était docteur de Sorbonne, et présida à Poitiers, avec autant de fermeté que de douceur, la difficile période que signalèrent les mesures prises contre les écarts des protestants. Il fit paraître sa simplicité en renonçant, pour son entrée dans sa ville épiscopale, au luxueux cérémonial que Gilbert de Clérambault avait répudié par mauvaise humeur, et il semblait profiter de ce précédent pour se soustraire à des honneurs qui furent perdus dès lors pour toujours. Reçu par le Chapitre à la grande porte de Saint-Pierre, il y entendit le compliment du doyen; au son de toutes les cloches, au chant du *Te Deum*, il fut conduit au grand autel où il célébra la messe pontificalement, peu après avoir prêté le serment ordinaire de respecter les droits et privilèges capitulaires, il reçut l'obédience du clergé et rentra à l'évêché où un repas digne et cordial fut offert par lui à toutes les autorités qui s'étaient rendues avec empressement à la cérémonie. C'est de la sorte que tout se passe depuis ce temps là et que le prescrit officiellement le rituel publié en 1766 par M^r de Saint-Aulaire.

A peine arrivé dans son diocèse, Fortin se hâta de le visiter. Dès 1681, il se rendit à Niort où il charma si bien par son affabilité prévenante, que dans une réunion qu'il présidait, deux mille personnes se jetèrent à ses genoux, lui demandant l'absolution de l'hérésie de Calvin^(a). Durant les deux ou trois années qui suivirent, le diocèse vit revenir quarante mille huguenots, et à la Rochelle et dans l'Aunis on suivit ce mouvement de conversion qu'on devait à sa bonté touchante et à l'active surveillance de son zèle tout paternel. Il y a cela de remarquable, à propos de ces convertis, qu'un livre en était dressé contenant la liste de tous leurs noms, et qu'une copie en était donnée à chaque ministre avec défense de les recevoir à leur prêche sous peine de voir leur temple démoli. C'est pour avoir enfreint

(a) Denesle, p. 203.

cette règle que fut rasé, en 1682, le temple de la Mothe-Saint-Héraye.

Son amour de
la discipline et de
la liturgie.

En cette même année, Fortin était le 30 août à Saint-Maixent où il consacra la nouvelle église des bénédictins enfin achevée après de nombreuses interruptions depuis l'incendie qu'y avaient fait en 1662 les hordes dévastatrices (2). Tout ce qui avait été négligé depuis de longues années par les difficultés du temps, tout ce qu'il crut utile à ranimer l'esprit sacerdotal parmi ses prêtres, fut renouvelé ou entrepris, à la grande satisfaction de tous. Ainsi il reprit, en 1683, les synodes diocésains dans un parfait accord avec ses curés dont il apprécia les avis et beaucoup d'améliorations relevèrent la discipline. La science ecclésiastique avait besoin de se renouveler et de s'entretenir. C'est pour y aider qu'il établit le premier les conférences mensuelles de théologie qui se sont continuées depuis chaque fois qu'on a pu les reprendre, avec des variétés de succès proportionnés à la régularité de la surveillance supérieure et du zèle édifiant que les prêtres ont su y apporter. Dans ce même but du bien de son clergé, pendant qu'il se disposait à prendre possession du grand séminaire que le roi lui avait donné (3), il publiait une nouvelle édition du *Propre des saints de Poitiers*, donnée d'abord par son prédécesseur La Rocheposay, mais en les rapprochant du rit romain, trop oublié jusque-là, et conservant avec soin les usages immémoriaux de son Eglise, qu'on a trop méconnus lors de la reprise du bréviaire du saint pape Pie V, en 1856. Ce livre était donné selon l'usage avec le consentement du Chapitre, ce qui prouve que celui-ci était revenu de son attachement irrégulier à un office diocésain qui aurait dû être remplacé

Son *Propre des
Saints.*

ais longtemps par celui du Pape. Cet empressement à
er dans les idées romaines se manifesta encore,
qu'à peine arrivé à l'archevêché de Sens, Fortin donna

Dencsde, *Archives historiques du Poitou*, XVIII, 406 ; *Journal de*
che, p. 523.

à ce diocèse une nouvelle liturgie conforme à ce même esprit (a). Au reste, et quoique les documents publiés taisent sur sa participation aux actes de l'Assemblée du Clergé de 1682, il n'est pas probable qu'il n'y ait pu assister, étant, depuis plusieurs années avant son épiscopat, procureur-général du clergé de France ; il aurait donc participé aux décisions regrettables de cet espèce de concile national où furent oubliés et méconnus, sous l'influence d'un roi égaré, tous les principes qui doivent servir de règle théologique entre le Pape et le corps épiscopal. Mais on sait que la rétractation de ces évêques égarés, celle de Louis XIV et de Bossuet lui-même, ne tarda pas à se faire après la lettre sévère du 11 avril, et Innocent XI reprocha aux chefs des églises de France leur lâcheté à défendre les droits de l'Eglise contre les empiètements de l'autorité civile. Le caractère de Fortin, son amour du bien, ses lumières et sa piété ne permettent pas de croire qu'il n'ait signé très cordialement cette rétractation, si tant est qu'il en ait eu besoin, et nous aurions une preuve dans sa nomination à l'archevêché de Sens, qui eut lieu en 1686 ; mais qui ne fut sanctionnée à Rome que six ans après, quand toutes les contestations avec le Saint-Siège eurent cessé par l'avènement d'Alexandre VIII.

Ce bon prélat n'était pas moins courageux que dévoué et se trouvait toujours prêt à disposer de lui pour toutes les œuvres qui se présentaient avec un caractère d'utilité. Le danger même ne le fit jamais reculer. Toujours en action, on le voyait, outre ses visites pastorales très assidues, entreprendre des voyages longs et fatigants, de quelque lieu que ce fût de son ressort. C'est à cet empressement qu'il dut les nombreuses conversions qu'il opéra pendant les six trop courtes années de son séjour.

(a) *Mémoire des Antiquaires de l'Ouest*, XV, 292 ; — D. Guérenge, *Institution liturgique*, II, 286 et suiv.

Poitiers, on eut aussi à bénir cet oubli de lui-même qui le firent, à deux reprises, s'élancer vers deux incendies, où sa présence d'esprit fut un secours autant que la force des travailleurs (a). Il eut une autre occasion de se signaler en ce genre lorsque, le 26 décembre 1681, il vit brûler l'orgue de la cathédrale par l'imprudence de l'organiste. Ce bel instrument était un des plus beaux de la France. Il s'en fallut de peu que le feu ne fendît les voûtes et ne gagnât la charpente, ce qui eût entraîné la perte de l'édifice. L'évêque était là, donnant ses ordres, veillant à tout, et priant. Dieu l'exauça : l'incendie put être éteint, et le lendemain le prélat ordonna une procession en action de grâces. Il y porta le Saint-Sacrement de la cathédrale à Notre-Dame-la-Grande, et la ville n'admira pas moins son énergie que son édifiante dévotion (b).

Sa piété éclairée
et fervente.

Ces évêques sont de ceux qu'on ne devrait jamais enlever à un diocèse : mais le pouvoir qui en dispose regarde trop ces translations comme une récompense temporelle de services rendus et s'égare souvent ainsi au grand dommage des peuples. Hardouin fut de la sorte transféré à Sens dont il ne prit cependant possession qu'en 1692. On y fut plus heureux qu'à Poitiers car il garda son archidiocèse jusqu'en 1715, époque à laquelle il mourut dans une vieillesse avancée, sans infirmités et terminant, au service de Dieu, une longue vie que nous racontons avec plaisir comme un saint exemple pour ceux que Dieu charge de la conduite de son Eglise.

Les excès du protestantisme faisaient sentir le besoin d'une instruction solide donnée aux populations de tout rang. On vit donc arriver à Poitiers, en 1682, une congrégation de femmes formées depuis une cinquantaine d'années à Paris par les soins de saint Vincent de Paul et d'un vertueux prêtre, M. Valet, qu'il s'était adjoint. Elles étaient

(a) Bobinet, p. 1380.

(b) *Archives historiques du Poitou*, XV, 205.

destinées à instruire les jeunes filles nouvellement converties qui étaient en grand nombre, grâce aux soins qu'en faisait prendre Louis XIV. Elles devaient aussi faire une classe pour les enfants pauvres, outre celles qu'elles ouvrirent pour les jeunes filles des familles plus élevées. Le roi leur donna des lettres patentes de douze mille livres. Les premières religieuses venues à Poitiers avaient été tirées de la maison de Loudun. Logées d'abord dans la rue des Trois-Cheminées, dans une maison sans apparence, où sont aujourd'hui les religieuses du Calvaire, depuis la révolution elles ont pu loger sur la paroisse de Sainte-Radégonde, dans un ancien local du Chapitre de la cathédrale.

Quelques années s'écoulèrent sans autre mouvement pour le Poitou que celui donné à l'esprit public par les aspirations du gouvernement royal, persuadé de plus en plus que la paix intérieure de la France ne reviendrait qu'à si le protestantisme était dépouillé de tout pouvoir de le troubler. Enfin, il y avait assez longtemps que la secte faisait ses preuves pour qu'on songeât à enrayer ses efforts à prendre la place de la religion nationale. Louis XIV, qui les voyait à l'œuvre, suppléait aux insuffisances de son instruction littéraire par ses rapports journaliers avec les génies qu'il avait su faire éclore. Il avait une foi solide qui secondait ses hautes pensées sur la dignité du pouvoir et les devoirs de la royauté chrétienne. Il réfléchissait sur les abus de l'édit de Nantes, y trouvait le ferment de tous les maux dont souffrait le royaume et méditait que le seul remède en était dans la révocation de ces concessions qui, après avoir traité des révoltés à l'égal des sujets fidèles, tendaient à effacer entre eux toute différence et même à laisser dominer le parti qui, après avoir songé à se déclarer en république, sans égards pour ses rois encore tout puissants, ne manquerait pas de le supplanter quand la force morale qu'il s'adjugeait sur les consciences aurait perverti les masses et tourné la force

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU

du côté de cette politique impie
ix évêques, ses ministres adopt
nfin de ne plus laisser devant
ar sans cesse tendu pour les pr
deux religions dont l'une e
posassent leurs esprits et leur
angereux entre l'erreur et l
re 1685, il publia un édit por
Nantes et de tout ce qui s'éta
dernier en faveur du calvinis
sure énergique il se montra l
onnes. Il offrit des positions
qui, abjurant l'erreur, rentrera
Plus de six cents y consent
les blâmer puisque leurs
s par Henri IV, avaient avoué
mait aucun obstacle au salut. U
cependant, resta dans l'enté
se flattant d'attirer ainsi des reg
onne. Il était défendu aux partic
ce à quoi parvinrent cependant
allèrent en Angleterre ou en Ho
les protestants qui existaient

tu, beaucoup de conversions
les évêques et à leur charité p
Ceux-ci suivaient l'exemple de
ftres, qui revenaient à la foi
retenus par les exemples cor
obstinations de leurs seigneurs
ix. C'est pour cette noblesse réc
eur plus par une opiniâtreté org
ient respectable que furent env
des dragons dont l'histoire a

sans justifier précisément les récriminations du parti pris. Car, s'il est certain que ces étranges hôtes dépassèrent les limites que le roi et ses ministres leur avaient tracées ; s'il faut faire la part au caractère outré de certains officiers qui toléraient ou encourageaient à des excès ces troupes mal disciplinées, et dont le passage partout ailleurs était peu favorable aux populations rurales, il faut bien avouer aussi que le gouvernement ne pouvait avoir des moyens plus efficaces que la force, contre des résistances telles qu'on lui en opposa dans le Poitou et les Cévennes. Cette résistance était regardée avec raison comme une révolte, surtout en présence de ce qui se passait dans la Saintonge, où les ministres protestants, après des conférences publiques, s'étant rendus à la vérité, entraînaient les villes de Saintes et de Saint-Jean-d'Angély. A Saintes, le digne évêque Guillaume de la Brunetière, réunit chez lui soixante gentilshommes, en ramena trente-cinq après un premier entretien, vit revenir les vingt-cinq autres quelques jours après. Les mêmes raisons que La Rocheposay s'efforça de faire valoir à Poitiers personnellement, furent développées par son clergé dans tout le diocèse et dans celui de Luçon, où le vertueux Henri de Barillon n'avait ni moins de zèle ni moins de succès (a). On avait le droit de regarder les refus que rien n'autorisait comme une persistance d'un esprit révolutionnaire, contre lequel il fallait bien employer les armes puisque la raison ne suffisait pas. D'ailleurs l'on ne pouvait se faire illusion sur cette fameuse liberté de conscience, invoquée par des gens qui songeaient beaucoup moins à leur salut qu'aux facilités données par leur prétendue religion au libertinage de l'esprit et des sens. Il faut bien dire aussi que si l'on se montra plus sévère envers certains nobles, dont les châteaux se voyaient envahis en même temps par vingt ou trente gendarmes, c'est que leur exemple était plus funeste, car ils poussèrent

Et dans les provinces voisines.

Sévérités de l'autorité royale justifiées par les faits.

(a) Berthier. *loc. cit.*

le mépris des ordonnances jusqu'à prêter asile à leurs paysans, à leur faire prêcher la résistance et à prendre eux-mêmes parfois le ministère d'une prédication séditieuse (4).

Armand de
Quinçay, C^e évê-
que de Poitiers.

C'est dans ces circonstances que fut nommé par le roi, pour succéder à Fortin de la Hoguette, Armand de Quinçay, abbé de Nanteuil et de Saint-Léonard de Ferrière. On ne nous apprend rien de ses origines ni de sa famille. Son nom cependant ferait supposer qu'il pouvait être poitevin et des seigneurs du village de Quinçay, situé non loin de l'abbaye de Saint-Benoît, dont l'un, Richard d'Elbonne, avait été élu, en 1575, lieutenant de la province (a). Quoi qu'il en soit, Armand, nommé le 13 novembre 1685, mais déjà malade et se repentant d'avoir accepté une charge si lourde, se démit au mois d'avril suivant (1686), et mourut dans le cours de cette même année : il n'a laissé aucun autre souvenir dans le diocèse où il parut à peine pour prendre possession et disparaître. Nous ne voyons même pas qu'elles furent ses armoiries. Louis XIV avait songé, pour lui succéder, à un prêtre qui eût singulièrement illustré notre histoire. Ce prince avait à cœur le bien de la religion et ne le perdait jamais de vue. Sa foi lui persuadait que ce peuple, qu'il voulait rendre à l'unité catholique pour le bien de la France et pour celui des particuliers, avait besoin d'une nourriture forte où les âmes trouvassent un puissant remède à l'erreur. Il aimait donc à fonder des missions dans les provinces où le calvinisme avait fait le plus de mal. Il y envoyait des prêtres habiles et instruits, dont la parole se fit écouter et qui, de toutes parts, produisait des fruits excellents. C'était le temps où Fénelon continuait les succès commencés à Paris dans les soins qu'il donnait aux nouvelles catholiques. Il y était goûté et admiré. Le roi voulut lui confier une mission, dont il fut le chef sur les

Fénelon choisi
pour le siège de
Poitiers.

(a) *Journal de Brillac, dans les Archives historiques du Poitou, XV, II.*

IRE GÉNÉRALE DU POITOU (1686)

, du Poitou et de la Saintonge. Le c
nnaire s'en acquitta au grand pro
nivaient partout et qui l'aimaient, cor
pour le Bienheureux Robert d'Ar
minée, rien ne semblait si naturel

de Poitiers à un prêtre si vertueu
dans ce pays, où il n'avait voulu ni d
elles. Malheureusement le roi comm
bé de Noailles, qu'il venait de faire
Marne, et qui devait briller quelques
ses tergiversations entre le janséni
prit bizarre, et peut-être déjà prévent
ie fut jamais digne d'aimer, il déto
e projet, il ferma à l'apôtre le pa
es sueurs ; il prit ainsi devant l
l'une décision qui privait d'une lun
diocèse de France, qui convenait le
t à son génie.

prit ce qui s'était passé que po
si à l'éducation du duc de Bourgog
de ceux qui ornent notre salle capit
vint encore un grand seigneur fi
ion, dont le père, Eléonor de Baglic
dinaire de la chambre du roi. Igna
militaire et s'y était honoré par sa
au grade de colonel, mais pieux d
ute sa vie, et aimant l'Ecriture et le
sidûment, il se sentit porté vers la v
dans l'Oratoire où il parvint aux pro
u généralat. Il y fut distingué et fut
évêché de Tréguier, et transféré à l
uvre y fut surtout de seconder ou d'
hérétiques, dont les conversions
ombreuses. C'est dans ce saint trav
mort des justes, le 26 janvier 1698 ;
n'était réellement évêque de Poitie

depuis 1694, les différends entre le roi et le Saint-Siège, pour des motifs que nous dirons bientôt, ayant retardé ses bulles pendant huit ans. Il en avait soixante-quatre lorsqu'il s'éteignit, après de longues anxiétés et un épiscopat où brillèrent surtout la prudence et la charité. Sa dépouille mortelle fut déposée à la cathédrale dans la chapelle des Apôtres, où nous avons pu replacer son épithaphe longtemps soustraite à l'église (a). Les Baglion portaient *d'azur au lion léopardé d'or arrêté et appuyé de la patte droite de devant sur un tronc de même, trois fleurs de lys d'or rangées en chef surmontées d'un lambel de quatre pièces de même.*

Intendants re-
marquables à Poi-
tiers.

Pendant ce dernier quart du xvii^e siècle, plusieurs intendants s'étaient succédé à Poitiers, qui y marquèrent leur passage par des œuvres dont le souvenir vit encore. Parmi eux se trouve, en 1686, Nicolas Foucaud, dont le zèle pour les mesures prises contre les huguenots a soulevé l'indignation de l'école libérale. Ce qui est certain, c'est que ce zèle manqua de direction et dut être modéré par Louis même qui ne manquait pourtant pas d'énergie dans le même cas. Au reste, cette préoccupation d'un devoir qui exagéra la portée de son caractère, ne l'empêchait pas de suivre avec intérêt le bien de son administration. Il dota la ville de cette belle promenade des Cours, qui fut ouverte en 1686, vis-à-vis de l'abbaye de Saint-Cyprien. Lorsqu'une forte disette menaça les habitants de Poitiers, par suite du haut prix des substances alimentaires, dans l'hiver de 1686-1687, il songea à y occuper un grand nombre d'ouvriers et fit accepter par le corps de ville cet ingénieux moyen de pratiquer la charité. Cet homme ne devait donc pas être aussi cruel que se plurent à le dire, avec une persistance par trop philosophique, des juges passionnés qui s'érigent trop souvent en historiens. Les arbres qui divisent aujourd'hui les

(a) *Gall. christ.*, Du Tems, *ub sup*; — Dreux-Duradier, I, 57.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1687)

cette belle promenade ont succédé à la place en 1798 (a).

Il était encore intendant lorsque la statue fut élevée à Poitiers sur la place du Marché, lors fut nommée place Royale. Ce monument est l'œuvre de l'aîné des frères Girouard. L'année 1687. Le corps des marchands, qui avait le privilège, ne céda pas moins alors au seigneur aux encouragements du premier magistrat du nom, par un monument de plus, à ce qu'il devait déjà. Un de ses souvenirs non effacés fut dans la part qu'il prit, comme membre du conseil de 1689, à la réforme judiciaire dont fut faite la loi, laquelle supprima beaucoup d'abus. Le conseil municipal de Poitiers, qui était toujours en place, même les mêmes étaient un obstacle à la paix, aussi bien qu'à l'administration trop partielle, par là d'esprit de suite et d'organisation. Il voulut y mettre ordre en 1692, en nommant un conseil municipal. C'était le renversement du vieil conseil à la création des communes. Mais ce conseil, on temps, il avait assez prouvé son insuffisance, il avait assez prouvé son insuffisance à l'avantage du bien public. Ce fut Charles de la Roche, les dépôts et consignations déjà établis pour la garantie des sommes en litige. Il avait acquis dans ses fonctions l'estime de son peuple. Charge de maire, ainsi modifiée, donna le droit de la vendre. C'est ce que Van der Meulen, en faveur de Paul Duthiers qui mourut ci-dessus ses fonctions et fut inhumé dans l'église.

IV qui, par un décret de 1673, avait été

(a) *Antiq. de l'Ouest.*

eau, *ub sup.*

eau, III, 431.

Contraste regrettable dans la politique de Louis XIV. — Le droit de régale.

prétendu droit de régale à tous le Innocent XI protester, par plusieurs évêques, contre cette prétention que les biens de l'Eglise. Sous les auspices du génie sacrifié, en ces malheurs, la dignité du caractère à un rôle de sannerie, une Assemblée du clergé dirigée par lui dans le sens de prétexte des maximes de l'Eglise mise au-dessus de l'Eglise universelle dans sa puissance divine, et mise particulière. On pourrait aller loin et un lieutenant-général de Poitiers quand il osait affirmer que le roi visible de l'Eglise (a). Il avait un peu seulement on ne reconnaissait plus de flatter l'orgueil du pouvoir royal : le roi lui-même prenait la place le droit de disposer du bien des évêques à qui le Pape refusait d'ainsi le veuvage des églises et le dommage. Au reste, le droit de régale avait été contesté jusqu'à ce que Philippe II l'eût ordonné. On ose s'appuyer, sur ce qu'ils avaient été érigés en conciles, Constance, le premier qui eût déclaré ce droit n'était-il pas tout en faveur des intérêts avaient toujours dû passer sont faits pour eux ? En même temps se faisait servir ainsi contre le Pape avec ses triomphes misérables, le roi et l'hostilité de l'Europe qu'il avait dont l'opposition avait fatigué la régence. Quel contraste entre cette c

(a) Gérin, *Assemblée de 1682*, p. 415.

(b) Rhorbacher, *Hist. de l'Eglise*, XXI, 168

le zèle de la foi qui le porta, au nom de la p
ur de ses peuples, à ne vouloir plus qu'une
dans ses Etats ? Ses ennemis ont pu l'accus
touté en cela qu'un esprit de domination vani
édents ont toujours prouvé le contraire ;
fut d'avoir trouvé des flatteurs dangereux
propre tenait à se faire une grande place à la
'Eglise *gallicane*, et dont le repentir, en atté
ites, aura été, espérons-le, de quelques
justice de Dieu. Au reste, on ne doit pas m
le ce roi, qui expie si courageusement dan
années, les égarements d'une longue vi
igne de ses convictions et comme il s'était
éparer son édit de 1685 par les soins qu'il
ir ménager avant tout le plus grand nomb
ns, sa continuelle sollicitude fut ensuite d'as
rs.

donna plus que de saints exemples d'un
à Dieu seul, sculpta pour l'histoire de r
t d'augustes repentirs : ces changements vie
de la droite du Très-Haut, les âmes génér
rent, et Dieu, en faveur de ceux qui les vou
dre, en fait d'éloquentes leçons pour l'avenir
t, le roi ne manqua pas de suivre exactem
il s'était tracée. A la faveur des opposition
ers troubles avaient suscités, beaucoup de
officiers de justice avaient dépassé leurs pour
ne s'étaient pas assez sûrement élevés cont
es illégales de certains coupables. Il envoya
des commissaires chargés de voir où en
tration de la justice. C'étaient les grands
ns de solennité. Sept commissaires duren
Poitou, la Marche, le Limousin et les prov
is. Les intendants avaient le droit de se joir
contumaces furent traités fort sévèrement d
lles lettres patentes venues à la suite des

mières ; on traita de la même sorte les réfractaires ; leur prêtaient secours ou asile ; de leur faire placer dans leurs maisons. Qu'opposât-elle la soumission, et bientôt elle eût obtenu le gouvernement. Les rebelles comprirent qu'ils n'avaient rien à des idées dont ils n'avaient rien ; on ne s'exposât pas à des maux qu'ils n'avaient pas eus pour la vérité. Nous voyons cependant de philosophes qui ont été persécutés.

Cependant l'Europe était coalisée contre la France ; elle s'attendait à une manifestation de l'Assemblée nationale du Poitou. Le roi invoqua le patricien poitevin qui devait marcher sous le drapeau d'Estrées. En même temps, l'amiral donna les mêmes ordres à la Rochelle. Mais l'Assemblée ne put peut-être parce qu'il sut comment recevoir (a).

Retour aux maires électifs.

Un autre fait attire ici notre attention : le bouleversement au grand mécontentement des éclairés sur les vieilles traditions de la magistrature longtemps sans réclamations. Le conseil du roi de revenir à l'élection qui avait été l'antique magistrature urbaine de juin 1718 sanctionna ce vœu, l'Orgères, lieutenant-général de la sénéchaussée, selon les anciennes formes ; mais, comme ce mode d'élection gardait toujours de haute importance, on vit le corps de la magistrature, en 1722, Thibaud Forien, seigneur des Foriens, quatre ans, de garder la mairie en terminant des affaires importantes qu'il termina à bonne fin (b).

(a) Thibaudeau, III. 342 et suiv.

(b) Thibaudeau, III, 431.



nvier 1698 mourait à Poitiers son pieu
 : Saillant, dont nous avons parlé. Le
 ur lui succéder Mathurin de Koetle
 de Bretagne, alors archidiacre de
 fus, ce bénéfice incombait, dès le mois
 Antoine Girard de Bournat, gouverneur
 ne comte de Toulouse. Girard était
 de la sénéchaussée de Clermont en A
 venu évêque de Toul, ce qui le força
 mense celle de Pontlevoy, dont il é
 taire. Quand il prit possession de Poi
 e valait guère alors qu'une douzaine
 ente ⁽¹⁾, il ne voulut pas posséder deux
 t se démit de l'abbaye aussitôt après s
 léjà affaiblie, ne soutint pas les travaux
 difficiles que sa conscience lui impos
 Poitiers d'autres souvenirs de son cour
 sécration de la chapelle des Carmélites
 i par le grand séminaire, et où une ir
 ore, lors de son installation, les cha
 lans les usages féodaux. On avait m
 es cérémonies de la première entrée des
 thédrale. Les quatre barons n'y porta
 r la *sedia*, depuis Gilbert de Cléramba
 plus poli et agit en tout, dans ses rapp
 et la magistrature de la ville, en homr
 le l'éducation de sa naissance. Surtout
 par beaucoup d'égards et de douceurs
 hapitre qui lui accorda, contrairement
 d'alors, de ne faire son premier serm
 de la cathédrale. Ceci était d'une hau
 que, car sans induire en rien les oblig
 ivers la compagnie, on avait conclu
 ment, arrêtant le prélat sur le parvis de

impliquait le droit de n'y rentrer qu'après ses promesses faites. Or, depuis le concordat de 1517, le roi, nommant l'évêque, était accoutumé à regarder cette nomination comme irrévocable, quoiqu'en réalité cet énorme privilège donné au prince n'eût rien changé à tout ce qui n'était pas même. Mais on avait affaibli par là le sentiment réciproque. Le plus faible, en pareil cas, est plus mal traité, et ces premières tendances mener peu à peu les Chapitres à l'état d'infirmité, souffre encore tant aujourd'hui.

Le duc d'Anjou passa à Poitiers pour aller couronner d'Espagne, Girard le complimenta; décembre 1700. L'année suivante, il ouvrit le Poitiers par une procession de la cathédrale à la-Grande; il consacra l'église de la Visitation; et sous ses auspices que les bénédictins de Poitiers avaient ouvert, dans leur maison, un collège d'arts, dans l'espérance qu'une telle institution ranimerait les sentiments catholiques au milieu d'une ville qui gardait encore beaucoup de protestants (a).

Près de lui comme vicaire général, son frère, signait de son nom et qui paraît dans un acte du 20 janvier 1700. C'est peut-être aussi de la ville qu'était le malheureux poète Saint-Amand, par Boileau, et qui se nommait Antoine Girard de Nand (b).

Le duc de Poitiers avait une mauvaise santé que les soins de sa charge, remplis avec conscience, ne purent améliorer.

Il n'occupa son siège que trois ans à peine, et quitta Poitiers le 8 mars 1702, emportant les regrets de tout le monde, n'ayant encore que quarante-six ans. Il fut inhumé dans la chapelle Saint-André de la cathédrale avec son épitaphe qu'il avait voulu composer

continuation manuscrite des *Annales d'Aquitaine*, p. 1417 et suiv.
Bibliothèque de la ville de Poitiers, notre cabinet, Régis Pic.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1702)

afin qu'on n'y lût aucun éloge, qui d'ailleurs eût été son humilité. On n'y lisait que son nom et les dates de sa mort et de son âge.

Girard portait *d'azur au carquois d'argent, chargé de trois arcs de même, à la corde de sinople, en pal et un en fasce* (5)

Antoine Girard, nous eussions eu M. de Mairan, curé de Saint-Sulpice de Paris, que Louis XIV. nous donna, toujours dans la pensée qu'il fallait être un homme apostolique. Il refusa par sa modestie et sa humilité, ce qui prouve combien il aurait été digne. Ce fut le même esprit qui fit choisir alors au comte de Lyon, M. Jean-Claude de la Poye, qui dépensa chez nous une vie pleine de mérite et mourut le 15 août 1702. Madame de Mairan aimait beaucoup cette famille, l'une des plus anciennes de France. C'était de la part de l'illustre femme un sentiment d'humanité que de présenter au choix du roi un homme capable de faire dans son pays beaucoup de bien. Jean-Claude était né dans les premiers jours de l'année 1655. Il fut pieux et bon dès sa jeunesse, et se consacra à sa vocation qu'il voulut dès qu'il fut ordonné. Son épiscopat ne dura pas moins de vingt ans. Nous en parlerons en diverses circonstances de sa vie propres. Dès à présent, nous avons le plaisir de dire qu'il fut un de nos plus saints et laborieux évêques.

Un long règne finissait. Un roi s'éteignait. Le roi de son siècle et dont tous les âges s'étaient reconnus en lui ce mélange de grandeur et de faiblesse, d'orgueil et de foi religieuse, de haute intelligence et de cette misérable majesté humaine qui finit par choir dans le néant. Le dimanche 1^{er} septembre 1702, Louis XIV. expirait à Versailles, léguant à l'histoire de France beaucoup de bien et de mal, inspirés par ses hauts et de précieuses qualités. Il laissait l'œuvre d'un grand roi et d'un grand homme.

beau trône du monde à un petit-fils devaient être ternis dès sa jeunesse hideux et dont l'inexpérience allait r d'un prince, véritable personnification du cœur et de l'esprit. commençait avec celui de Voltaire.

De madame de
Maintenon.

Quatre ans après mourait à Saint une femme qui avait purifié et sanct de Louis XIV. Durant ses souffra quitté ce chevet royal devenu le si versait de Dieu, lui communiquait s purifiait son âme et sanctifiait son femme était la marquise de Maint l'histoire le type de la grandeur me grand crime, aux yeux du philos approuvé l'édit de Nantes, qui a l'approbation, en France et ailleurs pas calviniste. La marquise de Mai La Providence en avait fait un ren pauvreté et d'élévation successives c jamais que des qualités et des ve Poitou a le devoir de lui rendre justi

Son père, Constant d'Aubigné, l'ancien gouverneur de Maillezais, l' de l'hérésie, et après avoir suivi soi de sa rébellion, il s'était fait renferm Niort où sa femme était allée se co devint mère de Françoise, dont les p très difficiles, d'autant plus que née d devenue catholique, sous les auspi sa pauvreté l'avait fait confier, elle f la sœur de celle-ci, ardente hérétique chargée à son tour, la condamna aux maison de campagne qu'elle habitait Les deux tantes étant mortes, Frai peine âgée de dix-huit ans et fut

ui était alors dans toute la gloire d
 et du *Virgile travesti*. Elle eut av
 où brilla dans toute sa simplicité un
 les qualités du cœur qui le séduis
 n doutât. Elle fut bien étonnée un
 de mariage qu'il lui fit faire, à laque
 . pauvreté, et Françoise l'accepta, i
 pauvre lui-même, qu'un moyen de se
 es de cette tante qui n'avait jamais
 ureuse. Mais Scarron la laissa ve
 nnées. Elle n'eut plus pour vivre qu'u
 mille livres. Sa vie retirée, sa tenu
 fit proposer comme gouvernante du
 à Louis XIV qui, admirant de pl
 modestie, son esprit, se laissa éprendre
 it à un âge où il avait autant besoin
 mœurs respectables que de trouver
 r les besoins de son âge et de son
 aine, qui voulait bien que sa nouvelle p
 n de garder son honneur, resta touj
 esse et de discrétion. Elle s'en servit
 profusion. La cour se purifia de s
 s, elle y introduisit et y maintint la
 e se servit de son crédit que pour er
 assurée à des gens de mérite et c
 tes de bien. C'est avec un don de c
 s reçus du roi qu'elle fonda la belle
 destinée à trois cents jeunes filles
 pauvries par les malheurs du temp
 joignit les nouvelles converties dont
 ns fortune. C'est là qu'elle se retira
 i eut expiré. Elle y vécut encore
 ratique d'une haute piété, donnant à
 grandes distinctions, qu'elle avait prép
 établissement, l'exemple du désinté
 lité, de la douceur patiente et labo

détachée du monde qu'elle n'aima jamais que pour faire le bien (6).

Fondation à St-Laurent-sur-Sèvre des Filles de la Sagesse.

Quelques-unes des pieuses filles qui s'étaient dévouées au besoin de l'instruction des pauvres malades et des jeunes enfants de Poitiers, s'en allèrent, en 1720, à Saint-Laurent-sur-Sèvre, non loin de Mortagne et au diocèse de Luçon : Marie-Louise Trichet, fille d'un avocat de Poitiers, et mademoiselle Brunet qui s'était faite sa compagne dans le même but. Elles y avaient pour guide le saint prêtre Mulet, qui avait été leur aumônier à l'hôpital général de Poitiers, autrefois tenu par les charitains. Ces filles dévouées, ce guide laborieux étaient de ces âmes d'élite que Dieu attire à ses desseins, parce qu'il trouve en elles, avec une ardente soif du bien, une simplicité de cœur et un esprit de renoncement qui les rend plus propres aux œuvres d'abnégation. Le choix du village de Saint-Laurent, où allait se fonder la société nouvelle, n'était pas dû à des combinaisons ordinaires. Dans la modeste église paroissiale reposait, en une tombe de pierre, le corps d'un saint prêtre qui avait été, en 1701, aumônier de ce même hôpital de Poitiers, avait fait ensuite des missions fructueuses dans tout le bas Poitou, s'y était fait vénérer des peuples par ses vertus et son ardeur apostolique, et était mort à Saint-Laurent, le 28 avril 1716. Cet excellent missionnaire était Louis-Marie Grignon de Montfort, né au lieu de ce nom, en Bretagne, d'une famille noble, le 31 janvier 1673. Son ministère à Poitiers, son empressement aux œuvres de zèle, sa piété touchante devaient lui attirer la persécution cachée mais âpre et passionnée du jansénisme dont Saint-Cyran y avait laissé les germes. On alla jusqu'à tromper le saint évêque de la Poype de Vertrieux qui l'excommunia et le fit sortir du diocèse. C'est après cette humiliation, que mieux connu des évêques de Saint-Malo et de Luçon, il se lança dans ses missions de la Bretagne et du Poitou et qu'il vint dans ce dernier trouver de saintes conquêtes et un tombeau. Ses fervents disciples de

Actes du B. Père Grignon de Montfort.

puvaient mieux se réfugier qu'auprès de lui. Il fut donc, et bientôt naquirent, sous le patronage de Saint-Mulot, les Missionnaires du Saint-Esprit et de la Sagesse. Cette double fondation avait pour but, elle prospéra et remplit le pays de ses ministres. Les prêtres y ont continué les retraites qui ont sanctifié les contrées ; les religieuses ont été tenues en voyant leur nombre s'augmenter. Elles ont travaillé dans les hôpitaux et les écoles de la ville. Ce ne fut pas sans beaucoup d'oppositions d'opposition, alors tout puissant en France, qui ne consentirent à s'établir définitivement à Saint-Mulot. Peu à peu, Dieu, qui permet les épreuves pour mieux manifester sa protection sur l'Eglise, a déjoué les embûches. En 1748, ils formaient déjà une famille de sept cent cinquante appelées dans toute la France et possédant des biens aux de Poitiers. Aujourd'hui, elles sont au nombre de six mille dans l'Europe et dans ses colonies. L'œuvre est devenue l'une des plus florissantes de la France. La tombe de ce Montfort si méconnu de son siècle a été, par un récent décret du Saint-Siège, placée sur la liste des saints de la chrétienté (2).

En 1788, en pleine floraison du vénérable Institut, le vénérable Montfort fonda à Poitiers l'hôpital des incurables, dans le faubourg de Saint-Saturnin, au faubourg de ce nom. Un jour, par le Bienheureux de Montfort, le jour de sa mort, sur ses épaules un pauvre tombé d'épuisement fut porté chez une voisine, il l'avait porté chez une personne qui lui donna les soins de laquelle il le remit. L'œuvre aux soins de laquelle il le remit. La personne, dont on aurait dû garder le nom, est là : plusieurs autres pauvres, incapables de travailler, furent adoptés dans cette même maison, et se passèrent ainsi pendant lesquels l'œuvre

Le vénérable serviteur de Dieu, Louis-Marie Grignon de Montfort
39, *passim*.

s'était prolongée au milieu de difficultés, de privations et de fatigues qui n'avaient rebuté personne, lorsque M. Lemory de Choisy, grand prieur d'Aquitaine, c'est-à-dire chef de l'ordre de Malte dans la commanderie de Poitiers, mit ce pauvre hôpital sous la protection de son ordre, y fit fonder trente lits pour des malades incurables, assurés d'avoir là désormais une retraite où ils pussent vivre et mourir. Louis XV donna deux de ces lits. Ce ne fut qu'en 1758, que les sœurs Grises ou de la Sagesse, en prirent possession : elles le gouvernent encore ^(a),

Evêques de Luçon. — François de Lescure.

Nous avons laissé sur le siège de Luçon Henri de Barillon, qui s'y comportait avec une édification égale à son zèle éclairé jusqu'à sa mort arrivée en 1699. Le 16 novembre de la même année, était nommé un vicaire général et chanoine pénitencier d'Alby. C'était Jean-François de Vulguerie de Lescure, dont quelques parents vinrent s'établir dans son nouveau pays et s'y perpétuèrent de façon qu'à la fin du XVIII^e siècle leur nom s'illustra parmi les fidèles défenseurs de la monarchie renversée par la sédition. Il fut sacré le 8 novembre de la même année par le cardinal de Noailles. Ce prélat se faisait un autre genre de célébrité; il donna une preuve de ses lumières en confiant son séminaire aux jésuites qui, partout, en dépit des oppositions jansénistes et protestantes, donnaient des fruits de science et de sainteté. On lui dut aussi la reconstruction d'un hôpital. Ces bonnes œuvres occupèrent son épiscopat de plus de vingt ans, et quand il mourut, le 26 mai 1723, il emporta les regrets de la grande famille que lui avaient attachée son affabilité cordiale, sa simplicité pleine de douceur et son zèle des âmes auxquelles on se souviendra longtemps qu'il n'avait jamais failli ^(b).

Michel de Bussy Rabutin.

Un membre d'une autre famille célèbre de ce temps, Michel de Bussy-Rabutin, reçut la succession de Lescure

(a) Thibaudeau, 359.

(b) *Gall. christ.*, Du Tems ; — Du Tressay, III, 217 et suiv.

le 17 octobre 1724 et fut sacré à Paris par le car Royan le 20 février de l'année suivante. Il ne sem qu'à part ceux que des fonctions importantes rete la cour, les évêques encore trop imbus du relâche l'époque, comprenaient mieux que par le passé l de la résidence. Si quelques-uns mieux inspirés e faisaient aimer et s'appliquaient mieux aux saints de leur état, Bussy, qui avait gardé des relations av et dont la conduite avait été peu édifiante, apporta c diocèse, tout en y demeurant le moins qu'il lui fut p une vie de réprobation par les scandales qu'il y Fils du fameux Bussy, à qui la Bastille vit payer fois ses dévergondages spirituels et scabreux, il : nourri de ce mélange d'hérésie et de libertinage, q guaient les gens bien élevés du temps de la Spirituel lui-même, il devint membre de l'Acadér çaise où il entra avec quelques chansons et c propos libertins. C'était un fruit du concordat et libertés de l'Eglise gallicane d'alors. Tel fut l Voltaire nommé à Luçon le 17 octobre 1723, et ce comme si Dieu voulait épargner aux peuples quelq du mal que peuvent leur faire des mains indignes Bussy s'empresser de publier un catéchisme ortho remplacement de celui émis par trois de ses prédéc plus que suspects, et donner en synode des règ pleins de sagesse, mais dépourvus de cette ferveur l'esprit de foi ; il vécut dans l'indolence et ne visita diocèse ; violent de caractère à l'occasion, quoiqu douceur habituellement affable et prévenant, il dé jansénisme jusqu'à ne pas pouvoir le souffrir, au chercher à l'éteindre. En 1735, il obtint de Louis l'abbaye de Lieu-Dieu-en-Jard, qui n'avait plus qu petit nombre de moines, fût remise aux Prémontr en employer le produit à la fondation d'une m retraite pour les prêtres pauvres et infirmes. Ma création ne réussit pas, faute de s'être appuyée

bases solidement méditées, et, avec un seul prêtre, du petit nombre succédé en des conditions toujours pour des œuvres de ce genre, il faut. Or, Bussy en manquait, étant plus le montra trop en finissant. Toujours aimant mieux, disait-il, s'en retirer la perte des fragiles agréments que la il voulut aller mourir à Paris où il de jours avant sa mort, le 3 novembre indigne d'un évêque, puis scandale, n'ayant songé à aucun le de charité ou de religion, et un en Rovray, dont le nom s'accompagne honorables pour lui que pour elle. mandation pour un homme qui de Dieu (a).

Dessèchement
des marais du bas
Poitou.

Il faut louer les évêques de L prirent pendant le xvii^e siècle, l'empressement qu'ils mirent à s dessèchement pratiqués alors du Poitou. Plusieurs travaux de ce genre le vaste territoire souvent ravagé Dive, de la Sèvre-Niortaise et de mille hectares furent travaillés de de ces rivières en les dirigeant vers se perdre non loin de Marans. Le (bénédictins de Saint-Michel-en-l'É de leur côté à cette œuvre de salut

Résultats publics
du gouvernement
de Louis XIV.

Ici, notre histoire commence à calme et les temps se prêtent d'prises où une civilisation bien établie. On n'a plus à s'occuper de les révoltés, à se prémunir contre

(a) Du Tressay, III, p. 22 et suiv.

dans l'ombre ; tout est devenu tranquille ; la paix foment l'industrie et le commerce, la bonne intelligence règne entre les villes et les campagnes ; la noblesse vit plus dans ses terres négligées depuis si longtemps qu'à la cour où l'étiquette laisse l'accès moins libre à ceux dont les familles n'ont pas une vieille illustration. Le protestantisme ne remue plus et il doit à la révocation de l'Edit de Nantes une vie paisible, un culte permis partout ailleurs que dans des temples officiels qui n'insultent plus à la religion nationale, et la main ferme d'un gouvernement qui comprend le besoin de l'unité comme une première condition de la vie sociale, peut faire jouir toutes les classes d'un bien-être relatif né de son intelligence et de ses efforts. Voilà pourquoi notre vie politique, en Poitou comme ailleurs, se ressent de la protection d'une monarchie qui a su renverser les obstacles et vaincre toutes les oppositions. En France il n'y a plus deux peuples divisés par des haines et des combats. On peut s'occuper de l'amélioration matérielle, et les soins de l'administration locale ne lui manqueront pas plus que l'aptitude éclairée du gouvernement central.

C'est ainsi que chez nous l'administration urbaine, en se simplifiant, offrait déjà moins de prise à des conflits de juridiction. Naguère un parlement de Paris, par un arrêt de 1682, avait confirmé au corps de la ville la juridiction née avec lui des affaires criminelles de son ressort ; le jugement des procès civils lui appartenait, et seul il tenait la police et tout ce qui s'y rattachait. Or, la juridiction criminelle appartenait au Présidial depuis sa création. Il s'était emparé aussi peu à peu de celle du civil ; il ne restait plus à l'autorité municipale que la police, et elle lui fut enlevée en 1700 par une décision souveraine qui la transporta au tribunal supérieur de la province (a).

C'est pourquoi l'initiative vint toujours désormais de

(a) *Archives de la ville*, années 1684 et 1726.

Création des intendants.

l'intendance qui se fit comme la cause première de tout mouvement local en fait d'entreprises publiques. Ainsi, en 1726, l'intendant Lenain créa la promenade du Pont-Guillon sur une partie du boulevard qui avait appartenu à l'ancien château, au bord de la Boivre, dont on avait régularisé le cours. Le nom donné à ce pont lui vint tout simplement de l'entrepreneur qui exécuta ces travaux. Les abords de la ville furent aussi améliorés du côté de la Tranchée et de la Porte Saint-Lazare, qui prit le nom de Porte de Paris, depuis que l'hôpital ou ancienne maladrerie avait été réuni à l'hôpital général (a).

Amélioration de la ville et du port des Sables-d'Olonne.

Tout cela nous conduit jusqu'à l'année 1740 et nous reporte aussi à l'amélioration qu'on crut enfin avec raison devoir tenter du port des Sables-d'Olonne, entrepris sous Louis XI, et que les excès de la mer avaient détruit presque entièrement. C'était une trop grande ressource au bas Poitou pour négliger d'y pourvoir, car les villages voisins en avaient beaucoup souffert, quelques-uns même ayant été entièrement détruits. On travailla activement à réparer ces désastres, mais il fallut du temps et des sommes considérables. Une jetée de sept ou huit cents mètres fut bâtie en avant du port, mais on ne put la commencer qu'en 1767 et bientôt elle fut menée à bonne fin. Successivement on a augmenté toutes les améliorations voulues ; le xix^e siècle surtout les a vu achever, et aujourd'hui la ville et le port sont d'un charmant aspect, et la plage y attire chaque année, depuis trente ans, un grand nombre d'étrangers qui en font le rendez-vous d'une villégiature balnéaire (b).

Etablissements d'embellissement et d'utilité à Niort.

Ce mouvement laborieux, ce besoin d'embellissement et d'établissements utiles gagnaient toutes les villes de la province. Niort avait pu avoir, dès 1716, un collège fondé par les Pères de l'Oratoire que la ville y entretenait

(a) *Archives historiques du Poitou*, XV, 393 et 404.

(b) Thibaudeau, III, 475 et suiv.

jusqu'en 1790. Durant ce long espace ils y donnèrent à la jeunesse une éducation solide. Fontenay, Châtellerault, Saint-Maixent se créèrent aussi des institutions et des industries qui marchaient vers chacun de ces centres plus importants vers un accroissement de prospérités physiques et morales. Plus tard, en 1732, furent construites, sur la place Saint-Gelais et des terrains adjacents, les casernes de cavalerie qui existent encore. C'est en 1750 qu'on construisit ce nouveau port qui facilite le commerce des blés avec la mer par Marans, le pont qui réunit les deux rives de la Sèvre fut refait, relevé considérablement, et ces deux œuvres furent le berceau d'un nouveau quartier avivé et mouvementé par les industries diverses qui s'y rattachèrent. On créa aussi la place de la Brèche, devenue une belle et agréable promenade, sur l'emplacement qui était alors en dehors des murs de la ville et qui en était séparé par une des portes alors abattues pour laisser plus de liberté au quartier nouveau.

Venons à un événement qui signala en Poitou cette même année 1732 : ce fut la mort du saint évêque de la Poype de Vertrieux qui n'avait cessé de s'occuper, au grand avantage de son peuple, de tout ce qui pouvait l'améliorer pour la paix des familles et l'entretien de la religion. Honoré de tous, pieux et actif on ne l'avait jamais vu se mêler à aucune intrigue, il allait au devant des difficultés pour soutenir et consoler, ne se refusait jamais à aucune entreprise qui regardait le bien du prochain, même temporel. Il aima les pauvres comme ses enfants et leur donna toutes ses ressources pendant le cruel hiver de 1709. Studieux, il s'occupa de rédiger en un cours de théologie les cahiers qu'il avait écrits à Saint-Sulpice, les fit enseigner dans son diocèse après les avoir fait examiner par des docteurs de l'université de Poitiers ; cet ouvrage fut adopté en plusieurs diocèses et ne toucha, que selon l'esprit de l'Eglise, aux questions qui l'avaient agitée à la fin du siècle précédent (7). Il suivit, au reste la

Mort de la Poype
de Vertrieux.

Caractère de ce
prélat.

méthode scholastique, la seule qui puisse question au profit de la mémoire et du juge Il eut le bonheur de connaître les hommes coup sûr ceux auxquels il confia le soin les choses d'une administration difficile, par fort compliquée. Ses vicaires généraux de pour la plupart. Il leur montrait dans comment un évêque peut se faire aimer peuples, ses devoirs et les vertus qui en sont Surtout il leur donna l'exemple de cette sobien des âmes en consacrant son zèle à diocésain, par la refonte et la publication d et des rituels. Il travailla aussi avec succès du prieuré Saint-Porchaire au petit sémin Charles, qu'il avait rendu florissant et qu cette opération une ressource plus utile à ne l'était depuis longtemps ce bénéfice ass par des possesseurs qui le gouvernaient mal se fit en 1710 par les soins et l'habileté de m de Lucinge, vicaire général et abbé de Grande. Il était en même temps supérieur naire, mis sous la direction des Lazaristes c séminaire lui-même. C'était, on le voit, part que remplissait parfaitement un prêtre plei d'un haut caractère; on voit encore, da paroissiale de Saint-Pierre de Poitiers, sa presque effacée.

En 1721, la Poype se trouvait fatigué, septuagénaire, il obtint pour coadjuteur un Jérôme-Louis de Foudras de Courcenay, qu Rochelle, le 1^{er} janvier 1722, sous le titi Tloane, *in partibus*. Il lui succéda sans tr jour de sa mort qui arriva au château le 2 février 1732, regretté de son diocèse e mémoire bénie du dévouement et de toutes sa vie avait été la preuve. Il trouva sa sép

chapelle Saint-André de sa cathédrale, où une éloquente épitaphe conserva jusqu'aux désordres de 1791 l'abrégé d'une vie qui n'aurait pas dû finir (a).

La famille de la Poype portait *de gueules à la fasce d'argent*.

De Foudras gouverna seize ans, après avoir pris possession le 8 avril 1732. Il gardait le prestige qui l'avait accueilli dix ans d'avance à Poitiers comme coadjuteur. Les Foudras, par leur noblesse et leurs services militaires, remontaient à la troisième croisade où l'on voit un Hugues de Foudras figurer en 1191 (b). Celui-ci portait *d'azur à cinq fasces d'argent* qu'on a réduites à trois dans la suite, et c'est l'écusson de notre prélat. Son épiscopat fut assez tranquille, les affaires se faisaient toujours dans le Poitou par les intendants royaux parmi lesquels on dut remarquer le fameux Berryer qui devint, en 1747, lieutenant de police à Paris. Un de ses frères, François, marquis de Courcenay, vint se fixer en Poitou, y épousa une Elisabeth Fumée, qui mourut après son mari au château de Jaulnay, le 5 septembre 1775.

Avènement de
Foudras.

Il assista, le 13 juin 1742, à une cérémonie qui rappelle les dernières illustrations de notre célèbre abbaye de Sainte-Croix. Quelques jours avant, l'abbesse de ce monastère, Marie-Thérèse-Radégonde de Baudéan de Parabère, avait rejoint dans une autre vie une longue suite de femmes remarquables de la famille royale de France et des plus hautes de la noblesse de nos provinces. En présence de l'évêque et de tout ce que Poitiers avait de plus distingué dans le clergé et la noblesse, un jésuite, le P. Lafosse, prononça son oraison funèbre (c).

Mort de ma-
dame de Baudéan
de Parabère, ab-
besse de Sainte-
Croix.

On doit à Jérôme de Foudras la grosse cloche, dite

(a) V. Dreux Duradier, *Bibliothèque littéraire*, W, 421 et suiv. ; — *Mémoire des Antiquaires de l'Ouest*, année 1888 ; l'arrière ou neveu du prélat M. Paulze d'Ivoy a écrit une longue et intéressante biographie de son grand-oncle.

(b) Musée de Versailles, salle des Croisades, n° 69.

(c) *Journal de Trévoux*, 1743, p. 181.

Le bourdon de
la cathédrale.

bourdon, qui existe encore à la cathédrale et qu'il fit fondre à son avènement, selon que les statuts l'y obligeaient, pour remplacer celle qu'avait donné Gouge de Charpaignes, victime d'un accident; nous l'avons décrite ailleurs (a). Mais cet avantage fait au Chapitre, et que l'évêque lui contesta assez vivement, dut être acheté par des concessions assez dures, qui réduisirent à une assez faible somme les redevances séculaires qui s'imposaient à la mense épiscopale (b). Il y avait assez longtemps que ces obligations sacrées s'étaient allégées sur la conscience de certains titulaires, plus occupés, grâce aux malheurs de l'Eglise, à se pourvoir de riches bénéfices que d'en remplir les engagements. Foudras avait « un tempérament tout de feu, excessif même dans sa vivacité » (c). Il était abbé de Saint-Liguaire, et on a de lui une lettre qui prouve de son esprit économique à propos des ornements sacerdotaux qu'il devait fournir au prieur. Il fit aussi, pour le carême de 1747, sans consulter le corps capitulaire, un mandement qui tolérât l'usage des œufs. Le droit, encore respecté de tous, était en vigueur : le Chapitre réclama et l'évêque déclara que ce fait ne constituerait pas un précédent dont ses successeurs pussent s'appuyer (d).

Au reste, sa foi demeura toujours intacte et les jansénistes le trouvèrent toujours opposé à leurs vaines prétentions (e).

On a quelques vagues souvenirs qu'il fit certains embellissements à la chapelle des évêques. Était-ce en prévision de sa dernière demeure ? aussi bien il y fut déposé en 1748, étant mort le 13 août, d'après son épitaphe. Il n'avait que soixante-trois ans. Par suite de circonstances que nous ignorons, son oraison funèbre fut prononcée à la cathé-

(a) *Histoire de la Cathédrale*, I, 406.

(b) *Cartulaire du Chapitre*, II, 309 et suiv. .

(c) V. son oraison funèbre, p. 7, et Dreux Duradier, V, 79.

(d) *Ibid.*, III, 373.

(e) *Nouvelles ecclésiastiques*, 1731, 476.

drale le 26 août, jour de ses obsèques, par messire Zacharie Guillot, chanoine et chantre de Sainte-Radégonde; le 11 février de l'année suivante, jour peut-être indiqué par le défunt et par sa famille, elle le fut encore par messire Jean Arnaud, archiprêtre, curé de Saint-André de Niort, qui avait été son vicaire général; il le fut encore de son successeur. Cette œuvre d'éloquence plut beaucoup, et le Chapitre s'honora en écrivant à l'orateur, qui ne touche pas moins par son talent que par sa noble impartialité, pour lui demander l'impression de cette pièce, sans égards à quelques souvenirs du prélat qui ne pouvaient être sans quelque amertume. Au reste, son épitaphe, qui fut faite sans doute par un chanoine, est un morceau remarquable par son élégante concision et sa touchante simplicité. C'est l'obvers d'une belle médaille (8).

Deux mois après la mort de Foudras, était nommé à l'évêché de Poitiers, le 20 octobre, Jean-Louis de la Marthonie de Caussade. Un évêque de son nom avait occupé le siège d'Amiens au xvi^e siècle. Il était, pendant les premiers jours de la ligue où il était entré, de ceux qui la regardaient comme l'expression la plus dévouée du parti catholique. Un autre avait été évêque de Limoges en 1587. Ceci prouve que notre évêque pouvait se recommander d'un beau nom; on peut conjecturer qu'il lui venait d'un village faisant alors partie du diocèse de Tarbes, dont Jean-Louis était vicaire général lors de sa nomination. Il avait pour armoirie, *un champ de gueules chargé d'un lion d'or, armé lempassé de couronne de même*. Sacré le 18 mai 1749, il ne tarda pas à prendre possession de son siège.

Jean-Louis de
la Marthonie de
Caussade, C V.
évêque de Poitiers.

Son épiscopat dura huit ans, à Poitiers, et il fut plein de ces angoisses terribles que durent faire prévoir à l'épiscopat de ce temps les tempêtes qui menaçaient déjà l'horizon aux yeux des pilotes prévoyants : c'était l'époque d'une démoralisation complète, des œuvres iniques de la presse, des outrages à la religion par ceux qui s'appelaient déjà les libres-penseurs, c'étaient le mépris publiquement

affiché de toutes les lois positives, religieuses et nationales, et l'heure où les parlements se révoltaient contre la royauté qui ne méritait plus leurs respects, refusant d'en enregistrer les édits qui tendaient à maintenir l'ordre et faisant eux-mêmes des lois scandaleuses en faveur du jansénisme qui rivalisait avec eux d'insolence et de fourberie. On comprend tout ce qu'il y avait d'impiété dans ces rebelles en simarre, en voyant comment on laissait une foule de mauvais livres circuler sans aucun obstacle, délivrés même de l'approbation royale, qui n'était plus pour quelques-uns qu'une formalité banale, et qui ne manquait jamais aux livres de liturgie, rituels et catéchismes publiés par les évêques. Louis de Caussade se soumit à cette règle devenue odieuse à force d'être ridicule quand il voulut donner, en 1754, une nouvelle édition du *Propre* diocésain presque épuisée à son arrivée. Ce livre fut revu avec beaucoup d'attention, fut accommodé à la forme romaine, avec le consentement du « vénérable Chapitre » — c'était une amélioration sensible du *Propre* donné en 1682 par Hardouin de la Hoguette, sur lequel l'office romain, quelque besoin qu'il eût lui-même d'une réforme, l'emportait de beaucoup. Au contraire, celui de Caussade était une révision bien faite des éditions données jusque-là. On le voit bien en comparant les deux offices de saint Hilaire dont l'un est si pauvre quand l'autre se ressent déjà de ces belles inspirations qui feront un chef-d'œuvre de ce même office dans le bréviaire de 1765. A la même époque, le plain-chant devint aussi chez nous moins monotone, plus attrayant et plus digne du culte catholique dans la *nouvelle méthode* de l'abbé de la Feillée. Chose singulière, c'est l'œuvre unique à peu près qui nous rend mémorable aujourd'hui cet épiscopat de dix ans. Une consolation nous reste cependant contre ce silence des événements, c'est que rien ne nous montre ce prélat comme ayant fait un seul pas en dehors des graves devoirs de son ministère. C'est ainsi qu'il nous quitta pour aller prendre le siège de Meaux

d'après une ordonnance de Louis XV du 11 février 1758. Il n'y mourut que vingt ans après, moins tranquille qu'il ne l'avait été à Poitiers où les mœurs, l'esprit et les doctrines n'avaient rien de ce que donnait à l'ancienne capitale de la Brie le voisinage de celle où tout convergeait de plus en plus vers l'impiété, la licence et le mépris de l'honneur (a).

Un grand vicaire de Limoges, son pays d'origine, fut élevé à l'évêché de Luçon dont il prit possession par procureur, le 2 février 1738. Gabriel de Verthamond de Chavagnac, d'une noble et ancienne famille de cette province. Il s'en fallut de beaucoup que le sujet valût ce que semblait annoncer de tels maîtres. Il semble prendre à tâche de méconnaître toutes les lois et les devoirs de sa charge, mécontenta tout le monde et méprisa tous ses engagements avec le Chapitre et les autorités civiles; à un mauvais caractère, qui le mit en rapports difficiles avec toutes les classes, il ajouta le prétendu avantage que les jansénistes lui reconnurent, d'être un des membres actifs du parti, à ce point qu'il se dispensait de faire aucuns mandements, et par cette conduite qu'expliquaient ses allures mondaines, son abstention de toutes les convenances et ses malentendus fréquents avec son Chapitre, il le déconsidéra dans le diocèse, et levant enfin le masque dans un mandement pour le jubilé de 1751 où il professa, à propos d'un jésuite qui s'était trompé sur un point de doctrine et rétracté aussitôt, les sentiments que Jansénius et Quesnel eussent approuvés pleinement. Au grand scandale et contre toutes les réclamations du clergé et du diocèse, il publia un catéchisme janséniste, il donna aux prêtres entachés de cette hérésie les places les plus importantes du diocèse et jusqu'aux canonicats qui dépendaient de lui. Il ne laissa échapper aucune occasion d'exciter le désordre contre son clergé et les jésuites qui défendaient

Gabriel de Verthamond, évêque janséniste de Luçon.

(a) V. le livre de M. Nicolardot : *les Cours et les Salons au XVIII^e siècle*, Paris, in-12, 1879.

contre lui la foi attaquée et la discipline méconnue. Presque toujours absent de son diocèse, il n'officiait presque jamais dans sa cathédrale. Il fut, pendant son épiscopat de vingt ans, un scandale pour tous, et jamais n'édifia personne. Aussi, n'ayant fait aucun bien ni omis aucun mal possible, il mourut méprisé de tous, excepté des partisans que l'hérésie lui avait faits, au mois d'octobre 1758. Quelle honte et quel malheur ! (a).

Episcopat, à Luçon, de Gauthier d'Ancyse.

C'étaient des plaies profondes à cicatriser et la Providence en donna le soin à un bon prêtre qui était alors vicaire général de Bourges. L'abbé Gauthier d'Ancyse prit possession le 20 avril 1759. Il gouverna avec d'autant plus de réflexion et de prudence qu'il y avait plus de mal à réparer, plus de susceptibilités à ménager et plus de bien à créer. C'est dans cette pensée qu'il préféra donner à son diocèse le catéchisme de Bordeaux et le rituel de Poitiers qui était aussi celui de Bourges depuis que cette métropole avait donné le titre de primatie à la première et à la seconde Aquitaine. Il éteignait ainsi toute étincelle de désordres entre les anciennes prétentions. C'est dans le même esprit qu'il donna, en 1767, des statuts faits par lui dans un synode où il sut, tout en se montrant condescendant et modéré, maintenir avec fermeté son droit d'initiative contre certaines indépendances qui se faisaient jour déjà contre l'autorité légitime si souvent attaquée et qui devait l'être bien plus encore. En tout cela il montra une grande sagesse, un zèle éclairé de la maison de Dieu, non moins que dans celui qu'il appliqua aux réparations et à l'embellissement de sa cathédrale dont les frais furent supportés par lui. C'est à lui que le Chapitre de Luçon dut comme théologal le vénérable chanoine Brumaud de Beauregard qui devait souffrir la déportation pour la foi quand viendrait la tempête révolutionnaire et devint, après le Concordat de 1801, grand

(a) Du Tressay, *ub sup.*, 264 et suiv.

Poitiers, et qui monta enfin, pour l'honorer, sur Orléans.

r d'Ancyse se fit ainsi admirer et aimer pendant gouvernement ; il mourut le 27 octobre 1775, un nom vénéré à inscrire en lettres d'or sur le son église qu'il avait aimée autant que son prédécesseur l'avait méconnue et outragée. Son sans égard à son humilité qui lui avait fait des obsèques simples et modestes, l'inhumains grands honneurs dans la crypte qui régne sous le de la cathédrale (4).

le désordre des idées qui, même du temps de d'Ancyse, annonçait de graves changements dans s et dans les mœurs de la France, il ne ressentit sa vie épiscopale qui lui fit présager les violentes , qui devaient ébranler bientôt l'Eglise et la les douleurs étaient réservées à Marie-Charles- e Mercy qui, chanoine de Vannes et vicaire e Sens et d'Auxerre, devint le successeur des q évêques préposés, depuis 1317, à ce diocèse de vant de le faire connaître, revenons vers Poitiers uveau prélat gouverne déjà à la place de la de Caussade.

avons déjà qu'il s'agit ici de Martial-Louis de de Saint-Aulaire. A peine venu dans son nouveau s'appliqua à ses devoirs, veilla au bien de ses it exactement ses visites pastorales, maintint les es ecclésiastiques, et s'appliqua à lutter par ses nts et ses circulaires à l'ordre du diocèse et à la du clergé. Lorsqu'en 1761 le ministre Choiseuil, de la franc-maçonnerie et du jansénisme, persé- jésuites à la grande joie des deux sectes qui it par dessus tout leur surveillance éclairée et nt antagonisme, l'évêque de Poitiers écrivit au tenelle, *Histoire du monastère et des évêques de Luçon*, II, 807 Du Tressay, *ib sup.*

Martial-Louis
de Beaupoil de
Saint-Aulaire,
CVI^e évêque de
Poitiers.

chancelier pour les défendre, s'unissant ainsi au plus grand nombre des évêques de France, ce qui n'empêcha pas la souveraine injustice de se consommer l'année suivante à l'honneur de la philosophie triomphante.

Le Canada enlevé à la France.

Les prospérités de la ville de Niort furent malheureusement compensées en 1763 par un revers dont toute la France se ressentit, mais qui fut surtout funeste au Poitou en privant une de ses plus importantes villes de sa ressource principale. Niort, qui avait eu de grands succès dans le commerce des pelletries, avait, dans ce but, établi des relations avec ce nouveau monde depuis qu'en 1607 un français avait fondé sur ces terres fertiles la ville de Québec. Ce fut une des grandes fautes de Louis XV et une des trahisons de son ministre Choiseuil d'avoir cédé à l'Angleterre, en 1763, une de nos plus florissantes colonies qu'enviait, au profit de ses affaires, la plus ambitieuse et la moins loyale des nations.

Mais un autre fait, qui avait son importance, vint se rattacher à notre province par suite de cette perte d'une de nos plus belles colonies.

Histoire de la ligne des Acadiens.

En 1755, Louis-Nicolas de Pérusse, marquis des Cars, avait acheté la baronnie de Montoiron, dans le Châtelleraudais, et y avait commencé, avec quelques familles allemandes, le défrichement de quinze mille arpents de landes qui couvraient en grande partie cette propriété où elle occupait surtout le territoire d'Archigny. Mais ayant été obligé d'arrêter l'entreprise après une dépense de quatre-vingts mille livres qui n'avaient pas suffi, il avait sollicité vainement du ministère cent cinquante mille livres de crédit pour mener la chose à bonne fin. Le ministre Bertin avait refusé, et l'affaire courait le péril d'une interruption indéfinie, lorsque, en 1758, une foule d'Acadiens débarqua dans les divers ports de France, venant y chercher un asile contre la cruauté des Anglais qui les avaient chassés pour s'être refusé à porter les armes contre la France. C'est que ces braves gens étaient les descendants

nie envoyée par Louis XIV dans l'Acadie, pres-
anada, qu'ils avaient rendue florissante par leur
la régularité de leur conduite. Louis XV ne
qu'on méconnût de tels services et une con-
vention fut passée avec le comte des Cars, dans laquelle
celui-ci se montra assez désintéressé et borna ses préten-
tions à n'avoir à faire cultiver son territoire que par des
ouvriers mis à sa disposition, abandonnant les profits du
défrichement aux territoires voisins d'Angles, de Chau-
vigny, à l'abbaye de l'Etoile et du prieuré de la Perche ?

Mais l'intrigue vint malheureusement persuader à ces
hôtes si bien accueillis qu'ils trouveraient ailleurs de plus
grands avantages. Des menées secrètes, inspirées par la
jalousie et la cupidité, furent mises en œuvre avec tant de
succès qu'ils s'éloignèrent en grand nombre, en 1777, sur
la promesse qu'ils auraient à regretter un travail que la
re du sol ne pouvait favoriser, et beaucoup gagnèrent
Bretagne et la Normandie où l'on n'a pas appris qu'ils
eussent été plus heureux que dans le Poitou (4).

En allant de Châtelleraut à Saint-Savin, on traverse des
côtés de la route une suite de maisons qui avaient
appartenu aux Acadiens, sur les communes d'Archigny et
La Puy, mais on n'y trouve plus aucune famille de
cette origine. En dépit d'un règlement plein de sagesse
ordonné par Louis XV, en 1782, le bel établissement conçu
selon les nobles intentions du marquis des Cars s'affaissa
sous les nouveaux efforts de l'intrigue et du mensonge.
C'est ce qu'on appelle encore la *Ligne*. Ces nouveaux
propriétaires laissèrent pourtant en pâturages, en terres
cultivables et en toutes sortes de cultures usuelles de
façon à prouver ce qu'on aurait pu faire pour l'amélioration
de la contrée de ce terrain si fertile aujourd'hui et dont
la moitié est restée longtemps en landes et en
bois sans rapport.

Bouchet, *Dictionnaire des Familles du Poitou*, II, 510 : — Lalonde,
Annuaire de Châtelleraut, II, 130 et suiv.

Création de la
promenade de
Blossac à Poitiers.

Poitiers aussi vit créer à la même époque le grand et remarquable parc de Blossac qui lui laissa des souvenirs d'un de ses plus remarquables intendants, le comte Esprit-Marie de la Bourdonnaye, d'une vieille noblesse de Bretagne. En 1751, il avait reçu de Louis XV l'ordre de créer, comme on le faisait déjà bien ailleurs, une promenade pour la culture des mûriers pour l'élevage des vers à soie. Colbert avait songé déjà, sous son ministère, à la richesse de la France. Dans ce but, M. de la Bourdonnaye, en 1753, le vaste terrain des Giliers, attenant à la ville et qu'on appelait ainsi de l'archevêque qui l'avait possédé. Un autre terrain, celui-là, car, au commencement de l'histoire de la ville, devait occuper utilement les ouvriers. Les travaux y furent ménagés de façon à occuper beaucoup de bras chaque hiver de 1757 à 1759. L'activité, la surveillance active et le bon conseil du magistrat ajoutèrent aux charmes de la promenade au-dessus du bassin que le Clain arrose et de la beauté de plantations splendides divisées en nombreuses allées une vaste étendue de 100 mètres de long. C'est aussi à M. de la Bourdonnaye, en 1783, la promenade qui longe le côté nord de la cathédrale. On lui doit encore, à Saint-Maixent, les belles promenades dont on porte le nom partout dans la province mais surtout dans le beau parc de la Bourdonnaye. Poitevins et que beaucoup d'étrangers lui ont rendu, devenu populaire, et la grille principale de la vaste enceinte, parle encore de lui à ceux qui connaissent le langage du blason,

Souvenir de madame de Blossac.

Ce n'est pourtant pas le seul souvenir qu'elle a conservé le sentiment de sa mémoire. Elle mourut, pendant son gouvernement à Poitiers, aimée de tous par ses belles qualités.



haritable, aimant Dieu et les pauvres, elle s'occupa à tous les genres de bien. Elle se montra généreuse vers la cathédrale qu'elle enrichit de beaux objets, le Chapitre ne fut pas ingrat : il lui donna un tombeau au milieu de la grande nef, il consacra ses regrets à une inscription sur marbre encastré dans un des murs qui avoisinaient le sanctuaire, et une autre table de marbre incrustée dans le pavé lui consacra une place d'honneur. Disons ici que cette plaque s'effaça sous les pieds de la foule dans la partie la plus sacrée de la basilique. Ne se trouvera-t-il donc jamais un évêque de Saint-Pierre, ni un membre de l'illustration poitevine encore existante qui songe à réparer ce trop long oubli ?

En 1746, M. de Blossac eut pour successeur à l'intendance de Poitiers, M. Boula de Nanteuil, qui portait le nom d'une seigneurie de famille située près de Paris. Arrivé à Paris le 20 janvier 1746, il s'était distingué par son amour du bien public. A sa personne se rattache le souvenir d'une disette qui sévissait dans les provinces de Poitiers et de la Rochelle. Grâce à son activité, les greniers publics se remplirent de grains et l'aliment populaire fut sauvé. La ville lui en témoigna sa reconnaissance en lui offrant une médaille d'or de grand module qui se multiplia par une centaine d'autres moins précieuses en cuivre et en argent. Précieux monument que les siècles conservent avec une sorte d'honneur.

M. de Nanteuil garda l'intendance jusqu'aux troubles de 1789. La révolution le trouva calme et dévoué à ses emplois publics ; par cela même il fut en butte à des surveillances dangereuses mais toujours protégé par l'amour de ses anciens sujets qui veillèrent avec zèle à le sauvegarder. Il traversa ainsi toutes les vicissitudes et vécut jusqu'en 1816 où il mourut à Paris.

Voie de la cathédrale de Poitiers, II.

le 30 avril, après une carrière de soixante ans (a).

Il s'en faut que nous en ayons fini avec la fin de sa vie ayant des caractères qu'aucun des précédents.

Bréviaire diocésain.

L'édition du bréviaire diocésain était fallait un autre, et c'était une difficulté éviter de reculer encore la reprise de le diocèse. Les relations du clergé français Siège étaient rendues difficiles par le ministre entaché de la philosophie de était mêlé d'un grand nombre de jacobins daient par leurs oppositions le pouvoir de guerre lasse, à prendre un bréviaire l'assentiment de tous, et il choisit celui qui accommoder aux usages du diocèse et qui dirigeaient ses séminaires (9).

Monseigneur de Saint-Aulaire était de l'âge, mais assez maladif, et tenait à faire des devoirs de sa charge. Depuis n'avait pas eu d'évêque aussi assidu au Siège et il s'y comportait dans toute l'étendue peu satisfait d'y donner la confirmation, la messe, mais prêchant, visitant les sacristies, les conseils de fabrique, consultant les curés des paroisses, l'état général des âmes du clergé dont il tenait des notes pour son usage. En dehors de ces travaux fatigants, et de la direction des affaires, il habitait souvent Dissonance grands frais, aux dépens de son château dont les guerres avaient ruiné le mobilier, et dont les charpentes et les belles pierres commencent à taurer son manoir de prédilection. Or, tant, outre quelques vivacités avec ses

(a) V. *Mémoires des Antiquaires de l'Ouest*, LXV

prétentions, d'ailleurs, ne furent pas toujours raisonnables, et qu'aigrissait injustement le faux zèle de ses opinions jansénistes; on lui reproche d'avoir trop profité, en faveur de ses préférences personnelles, de la tendance abusive du gouvernement à éteindre systématiquement un certain nombre d'établissements religieux. Parmi ceux-là, qui, pour être éteints, devaient être arrivés à des conditions de pauvreté et de décadence qui y empêchassent la vie régulière et l'office divin, on plaçait trop souvent certains autres qui gardaient encore une existence honorable et les moyens de l'entretenir. Tels étaient, en 1776, l'abbaye de Grandmont, près Limoges, et celle de Charroux, dont la nôtre n'a plus que les derniers débris. Sous les auspices du janséniste de Garante, évêque d'Orléans et ministre de Louis XVI, la première fut abandonnée à M. d'Argentré, évêque de Limoges, qui en enrichit, sans plus de façon, sa mense épiscopale (a), et la seconde à M. de Beaupoil qui en partagea la possession et les revenus entre le Chapitre de Brioude en Auvergne et celui de Poitiers. Celui-ci reçut les prieurés de Notre-Dame de Niort et d'Allone près Confolens. Cet argent fut malheureusement employé chez nous à cette galerie inutile formant, au-dessus de l'entre-colonnement des nefs, un hors-d'œuvre en désaccord avec l'économie générale de l'édifice. Il est vrai qu'on y gagna au moins le bel orgue de Clicot dont il se glorifie encore. Ceci se passait en 1776, quand l'abbaye, pouvant très bien se suffire à elle-même, avait encore huit religieux que rien n'autorisait à dépouiller (b).

Extinction de
l'abbaye de Char-
roux.

L'année précédente, Beaupoil avait été obligé, comme tous ses collègues de France, de publier un mandement interdisant désormais la sépulture dans les églises. Le prétexte était une prétendue mesure sanitaire; la raison vraie était que les philosophes qui démolissaient la France

Abolition des
sépultures dans
les églises.

(a) Cf. *Biographie universelle*, LVI, 52; — Allou, *Description de la Haute-Vienne*, p. 323; — l'abbé Texier, *Dictionnaire d'orfèvrerie*, V. Grandmont.

(b) *Hist. de l'abbaye de Charroux*, c. XVI, n° 9.

préludaient ainsi à l'éloignement de nos cimetières qu'on accusait faussement de nuire à l'hygiène publique, mais qui, en réalité, par l'image de la croix et la prédication populaire du christianisme, gênaient l'impiété qui cherchait prétexte à la fermeture des églises. C'était le dernier terme des libertés faites à l'Eglise gallicane.

Caractère moral
et politique du
xviii^e siècle.

Arrivés à cette dernière période d'une histoire qui touche à sa fin, nous devons jeter un coup d'œil sur l'esprit qui s'était fait dans nos provinces et qui n'y ressemblait plus en rien à l'ancienne simplicité de nos aïeux. C'était l'époque où, quoiqu'apaisées désormais aux tempêtes qui avaient troublé en même temps la religion et la politique, les opinions plus calmes, les habitudes plus modérées n'en avaient pas moins subi des transformations qui minaient cette société si fière de ses prétendus progrès et si malheureuse, sans le croire encore, des horribles catastrophes qui allaient la renverser. La main vigoureuse d'un roi doué d'autant de forces que d'intelligence avait manqué à son peuple depuis le jour de sa mort.

Funeste influence
des grands.

L'affreux dépositaire du pouvoir royal, ce régent, dont le nom sera justement exécré jusqu'au dernier jour du monde par quiconque aura pu apprécier son ignoble caractère et les scélératesses de sa conduite, formait à sa ressemblance une cour salie chaque jour plus dans la boue d'incomparables débauches, et qui abdiquait tout honneur avec toute moralité. D'énormes dépenses fournissant à de scandaleuses orgies ruinaient l'Etat et enrichissaient la canaille dorée qui encombrait les boudoirs et les antichambres des d'Orléans. Ces illustres complices ne savaient que manger, s'ébattre et redire en chœur les satyres poétiques du temps, lancées à profusion par des poètes moins riches mais tout aussi corrompus. Louis XV, chaste et aimable jusqu'à sa majorité, n'avait pas tardé à devenir la victime de femmes perdues et à continuer l'ère maudite qu'avaient ouverte les princes de sa famille. Son règne commençait dans les turpitudes de l'adultère officiel, du vice payé et de toutes

les effronteries seigneuriales. La littérature exprimait aussi bien que possible cette société française dont les idées devenaient celles de l'Europe. Les cours étrangères se formaient sur celles de Paris. C'était partout le même luxe, le même libertinage physique, la même lâcheté d'habitude, les mêmes égarements de l'esprit.

Celle des philosophes.

Le xvii^e siècle avait vu un combat sérieux entre les doctrines chrétiennes et les erreurs de l'hérésie. Celle-ci, tout en demeurant vaincue dans ses agissements hypocrites, n'en avait pas moins laissé dans les têtes agitées le germe du doute avec ses conséquences irrémédiables. Le jansénisme était survenu, plus perfide encore, niant pour mieux tromper jusqu'à sa propre existence et riant sous cape du zèle de ses adeptes à s'affirmer les plus fidèles enfants de l'Eglise sans cacher leur mépris de ses décrets et de ses condamnations. La presse secondait ce système en vomissant une foule de livres où les idées de Port-Royal s'échappaient en même temps que ceux du protestantisme des imprimeries d'Amsterdam, de Londres et de Berlin. Bientôt lorsqu'apparaît le siècle suivant, si fier d'avoir été appelé le *dix-huitième*, le plus navrant était de voir dans le royaume très chrétien... se produire avec des *privileges du roi* l'énorme quantité de volumes où les mœurs, la religion, les principes fondamentaux de la vie sociale étaient combattus par les fauteurs d'une religion nouvelle appelée *philosophie*, à l'abri de laquelle on ne respectait plus rien des saintes croyances. Une œuvre seule paraissait louable : c'était celle d'abolir l'Evangile ; l'unique soin des philosophes était *d'écraser l'infâme*, et ils outrageaient le christianisme et son divin auteur.

Et à mesure que le siècle s'avancait on le voyait servi ainsi par ce que tous les lettrés avaient chez nous de plus actif et de plus séduisant. Ce n'était plus le règne de Louis XV s'écoulant à Versailles dans la mollesse, l'oisiveté et le dédain de toute honnêteté publique, c'était celui de Voltaire, génie infernal qui avait pris la tête de la horde et

Et de Voltaire, leur chef.

la conduisait par la force d'un esprit sarcastique, d'une puissance du mal, d'une verve poétique qui ne devant les fanges d'une imagination en délire, s délicatesses du madrigal et du *bouquet*. Les viennent une nuée de séides qu'il pousse ; répètent son cri de guerre, ils jettent par us les carrefours les poésies scabreuses, les es, les profanations de l'Ecriture, les insultes à les blasphèmes de Voltaire naissent ceux de Piron et de Sade, les rêves impies d'Helvétius, t et d'Alembert. C'est le triomphe du système ue du philosophe de Genève. Et tout ce e patriarche de Ferney qui représenterait fort ul cette tourbe d'élite ; car il est de l'aveu de tous les vices, et n'a pas une vertu en dépit vers qui prouvent que s'il l'avait pu, il aurait pu à inventer Dieu ; c'est le type dégoûtant du ique, et d'après ses propres écrits et les sa vie orgueilleuse ; avare, emporté, injuste s, faussaire au besoin (a) et volant ses libraires x ; en un mot c'était une réunion de tous les és de la nature humaine, et c'est d'après lui le s'était fait !

qui s'occupaient dans la province des travaux améliorations locales restaient étrangers, il ette irrégularité qui s'apercevait mieux dans centres : mais on marchait, sans les prévoir des orages dont les nuages s'accumulaient au ses les administrations qui se voyaient guidées mes de foi et d'honneur, comme le Poitou en irer dans ses intendants ! M. de Blossac, pour ays, était conservé à Poitiers par le pouvoir ait ses mérites et ses travaux, qui n'ignorait aimait et qui prouvait, par ce long maintien

(a) *Voltaire, Ménag. et Anances de Voltaire, passim.*

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1776)

d'une administration dans la même province, la stabilité du gouvernement monarchique y eût été le bien public. M. de Blossac, en effet, demeura treize ans à Poitiers. Nous avons vu déjà ce que lui dûrent les villes principales du haut et du bas Poitou. N'oublions qu'outre la magnanerie, créée par lui dans la rue Tranchée, il avait encore en vue des travaux d'une utilité qu'il lui fut donné d'achever ; il fut interrompu dans cette tâche par un événement d'une haute importance.

La secte philosophique, la franc-maçonnerie détestée par ses ténébreuses machinations, étaient parvenues, enfin, avec l'aide du ministre Choiseul, à exiler de Poitiers les jésuites trop dévoués au catholicisme et au Sacerdoce pour lutter toujours avec succès contre des trames qui avaient rompues si souvent. Ces pieux et savants furent contraints de quitter Poitiers en 1762, malgré les efforts que M. de Blossac avait faits pour les y retenir. Leurs places furent occupées par une autre administration nommée d'un commun accord par le corps municipal et l'université, et ce ne fut qu'après ces difficiles arrangements que l'intendant put reprendre ses préoccupations favorites du bien public. Tout ne fut pas sans devoir présider encore à des changements radicaux apportés par l'édit de 1765, dont nous avons parlé, et qui changea complètement toute notre organisation municipale. Il en résulta que toutes les entreprises importantes pour la ville ne se firent plus que par l'intendant, sans que l'autorité locale eût, pour ainsi dire, aucune part, née de son initiative, ne pouvant s'agiter sans l'agrément du magistrat supérieur représentatif qui gouvernait tout Paris. C'était ainsi qu'après avoir terminé, en 1770, son beau jardin des Gilliers, il se mit, dans les années suivantes, jusqu'en 1778, à refaire le Pont sur le Clain, ruiné par des inondations, et à fortifier les boulevards du Grand-Cerf et du Pont-Achard qui

au-dessous de la ville depuis Montierneuf jusqu'au delà de Saint-Hilaire, et procurent, depuis 1852, de vastes et nombreux abords à la gare assise sur les anciens marais de la Cueilie-Mirebalaise. Ainsi, quand M. de Blossac fut remplacé, en 1784, par M. Boula de Nanteuil qui se montra, quoique moins longtemps, digne de sa haute position, il avait accueilli et installé cette *Académie royale de peinture* où les jeunes gens de la ville purent, dès 1774, étudier, avec le dessin, les arts qui s'y rattachent : la sculpture, l'architecture et jeter dans le pays les germes de la vie artistique et du bon goût. Cette idée était due à un peintre du roi, Boucher, qui avait obtenu, dans ce but, de s'informer, en y envoyant quelques-uns de ses élèves, des tendances qu'on pourrait découvrir dans quelques grandes villes du royaume pour ces études si utiles aux progrès de la civilisation et des sciences. Le maire Pallu-Duparc, un des magistrats les plus recommandables dont Poitiers ait pu se glorifier, se prêle de toute son influence à cette belle institution qui vit encore parmi nous et d'où sont sortis d'habiles artistes justement honorés dans les concours publics (a). Enfin il avait presque entièrement renouvelé l'aspect de sa ville qui le regretta et dont les vives sympathies lui laissèrent de glorieux souvenirs.

Le comte d'Artois reçoit le Poitou en apanage.

Un autre changement, auquel il avait fallu s'attendre en voyant s'abaisser successivement les caractères d'autonomie administrative, vint annoncer aux habitants de la cité poitevine qu'elle n'avait plus rien de ses antiques immunités. En 1778, Louis XVI nomma son frère, le comte d'Artois, qui fut depuis le roi Charles X, comte apanagiste du Poitou, avec tous les honneurs de la souveraineté dans cette province. Le prince prit possession de son apanage par son intendant, Elie de Beaumont, qui, accueilli magnifiquement, reçut le serment de fidélité de tous les corps et dignitaires de la ville. Il en fut autrement

(a) V. Thibaudeau, III, 479.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1779)

ce lui-même lorsque, quatre ans après, il passa, ce n'était pas alors ce caractère doux et affable que la religion avait mûri plus tard pour la royauté. Il était inévitable : ses abords et sa tenue se ressentirent de la nécessité de laisser aller de sa vie habituelle. Il parut trop seigneur du temps à cette magistrature qui, gardait encore sa vieille et austère dignité.

Poitiers, où il eut mieux valu qu'il ne vint pas, ne lui offrit ni l'estime, ni les vœux d'une ville où l'on ne cherchait encore que l'élévation du rang exigeait la grâce et la délicatesse des sentiments (a).

La déconvenue du prince et celle de ses ministres n'était qu'un symbole qui devait sembler le présage des autres abaissements qui menaçaient la monarchie, et pour le comprendre, il nous faut jeter ici un coup d'ensemble sur ce qui se passait alors dans le royaume ; cette appréciation, avec les détails que nous allons entrer, servira beaucoup à expliquer la catastrophe par laquelle nous terminerons ce chapitre. En 1774, Louis XV était mort n'emportant de sa vie que le mépris qu'il avait trop mérité. Il avait trop fait contre ses peuples pour en gagner l'affection, on le lui avait témoigné pendant sa pompe funéraire à Saint-Denis. Le petit-fils avait envenimé le mal souffrant chez lui et autour de lui des orages de la décomposition morale, d'une immoralité, d'une impiété qui portait jusqu'au cynisme et qui, sous le nom menteur de philosophie, avait imprégné tout un siècle des doctrines destructrices. Le parti philosophique s'était fait le coryphée en donnant ses ordres à des sectaires comme d'Holbac, Condorcet, Diderot, Helvétius et tant d'autres : ceux-ci, s'inclinant devant les principes, s'avaient les agents d'une vaste et insaisissable machine de destruction qui s'employait à faire disparaître de ce monde les principes qui l'avaient sauvé par sa croix. Ces principes,

La franc-maçon-
nerie.

Le Tiers-Etat et
la presse.

Esprit de la no-
blesse.

aux quatre vents de l'Europe, grâce à l'inertie et à la complicité des souverains, avaient favorisé le jeu secret, mais toujours actif de la franc-maçonnerie, cette vieille ennemie toujours agissante depuis que Philippe le Bel et Boniface VIII avaient anéanti ses plans de corruption universelle. Le calvinisme était survenu, ayant les mêmes origines dans la liberté de la pensée, l'indépendance de la volonté et le sensualisme des mœurs. Une foule aveuglée s'était donc précipitée à la suite de ces chefs à qui rien ne coûtait pour s'assujettir des adeptes. Ainsi le Tiers-Etat marchait dans la voie que lui avait fait le philosophisme. La presse lui fournissait chaque jour des milliers de livres protestants, jansénistes ou révolutionnaires dont les classes moyennes se nourrissaient avidement, sans compter une foule de journaux, revues ou pamphlets qui racontaient périodiquement à tout le monde les scandales de la cour, de la ville et des tribunaux (a).

La noblesse n'était pas mieux disposée : celle d'épée avait presque partout des alliances avec celle de robe. L'une et l'autre avaient leurs mécontentements, soit parce qu'on avait aboli beaucoup d'usages injustes acquis soit arbitrairement par les seigneurs dont les droits anciens avaient été justement abolis ou modifiés à l'avantage du peuple, soit parce que les immunités communales avaient été restreintes, retenues en grand nombre aux mains du pouvoir royal. Le second corps de l'Etat se voyait ainsi réduit à un réel amoindrissement qui le rendait incapable de s'armer contre la cour et de revendiquer par la force des prérogatives qu'il avait possédées durant de longs siècles et qu'il ne perdait pas sans murmurer. De là, de profonds griefs entretenus par ces ambitieux déçus, des fortunes diminuées, une autorité tronquée sur les vassaux ; on ne se consolait pas de voir presque partout cesser le servage, et l'unique soumission des

(a) V. les collections de Mairobert et autres du temps.

soustraite à des maîtres qui ne supportaient la perte parce qu'ils oubliaient qu'ils en avaient abusé.

Malgré de changements si radicaux, une autre plainte. Ces seigneurs, qui naguère présidaient à la vie de leurs villages, consentaient peu à y demeurer, à veiller l'état de leurs domaines, n'y trouvaient plus d'intérêt, beaucoup étant attirés et retenus dans les villes par des goûts et des habitudes dont les bons seigneurs ne profitaient pas toujours. D'autres, plus dissipés, allaient à Paris chercher des distractions toujours nouvelles, fréquentaient les philosophes lettrés, les jacobins, c'est-à-dire des gens perdus dans le délire des passions, dans le mépris de toutes les idées saines, accablés de dettes d'ailleurs, soit par les pertes que de Law, ou au jeu, par suite d'emprunts, leur avaient fait subir, soit en luttes et en débauches. Tel était en général l'état de ces anciens seigneurs du dernier âge dont, à part quelques exceptions près, on voyait la dégénérescence dans l'indolence et le discrédit (a).

Le premier corps de l'Etat, le clergé, était lui aussi en décadence. Il avait, lui, un caractère bien supérieur à celui des seigneurs. Il était une institution divine. Quelle raison d'homme et de résister aux entraînements ! — Malheureusement, cette incomparable institution, qui avait fait l'honneur du temps de Clovis, avait été faussée. Le concordat l'avait surtout dénaturée. Il était inouï que jamais au berceau de l'Eglise on eût vu un roi s'adjuger le droit de disposer des principaux bénéfices de son royaume. On nous comment, en France, au nom du concordat, de vouloir user de ce droit qui était confié, avant tout, à la sagesse des princes que le Pape devait croire incapable de gouverner l'Eglise. Ce déplorable système avait jeté la France dans le plus complet dans celle de France. On y avait

vu les évêchés et les abbayes jetés sans pudeur aux mains les plus indignes, la faveur royale et celle de vils courtisans disposer de tout, jusqu'à se faire des tribunaux complaisants de la Sorbonne et de l'assemblée de 1682. Ainsi, au moyen si mal employé des concessions de l'Eglise romaine et de sa confiance trompée, on se révoltait contre cette Eglise, on lui disputait ses droits les plus incontes- tables et ses plus chères libertés.

Abus des béné-
fices ecclésiastiques.

Ainsi avait-il dû arriver que la vocation, condition première de la vie ecclésiastique, était la dernière que l'on considérât pour y arriver. Les grandes familles aspiraient toutes aux premières dignités ecclésiastiques. Nous avons vu les Richelieu se communiquer l'évêché de Luçon, et le plus célèbre d'entre eux y aspirer dès l'enfance, pour ainsi dire, et le garder, quoique déjà dans les affaires de l'Etat, afin de s'en faire une ressource contre des revers que des ambitions jalouses pouvaient amener. On avait vu plus tard l'horrible Dubois, athée avili aux yeux même du régent, intriguer si bien et tromper si complètement la cour de Rome qu'il put se faire prostituer un archevêché et un cardinalat : et s'il y avait nécessairement de nombreuses et honorables compensations, si des ecclésiastiques haut placés n'étaient pourvus que par les mains pures de saint Vincent de Paul ou d'un digne curé comme Ollier de Saint-Sulpice, ces consolantes exceptions ne modifiaient en rien l'idée reçue depuis si longtemps que le parti de l'Eglise était un moyen de fortune et d'avancement dans les gros bénéfices et les commodités qu'on savait s'y faire. En un mot, il y avait peu de saints dans le clergé ainsi formé ; si l'on y rencontrait encore des hommes de devoir, un trop grand nombre d'autres aspiraient à s'élever, faisaient de cet objectif le but de leurs efforts, s'occupaient moins des âmes que d'eux-mêmes, et quelques-uns ne se trouvaient pas déplacés dans le milieu scabreux et mondain où figuraient, avec un triste éclat, les abbés commendataires et les évêques de cour.

Voilà où en était la France quand Louis XVI avait pris son gouvernement. Honnête homme par excellence, nature pure et élevée qui avait vu beaucoup d'iniquités sans les comprendre, que ses vertus avaient fait admirer auprès du trône mais à qui il manquait des qualités pour s'y asseoir. On le connaissait, on savait qu'il était bon, mais sans fermeté, voulant le bien, mais dénué d'initiative, détestant le mal, mais ne sachant ni l'entraver ni le réprimer, hostile à l'irréligion, mais ne soupçonnant pas des perfidies, sachant les droits du pouvoir, mais trop faible pour l'exercer. A son avènement, Voltaire s'écria que dans vingt ans Dieu en verrait de belles ; les encyclopédistes cachèrent pas leur joie, et les francs-maçons qui l'avaient déjà condamné s'agitèrent plus que jamais en multipliant leurs loges et activant leurs efforts. Le malheureux prince trompé dans ses bonnes intentions, avait accueilli dès ses débuts tous les utopistes aux grandes paroles et aux vastes plans, échos des sociétés secrètes, qu'ils avaient dirigées ; ils parlaient de réformes comme d'un moyen de rendre la France heureuse, et sous ce prétexte, attaquait tout, on prétendait toucher à tous les vices et fondements. Tout renverser pour tout refaire, mais se contentant beaucoup plus à détruire qu'au moyen de reconstruire. Un seul fait peut donner une juste idée de la valeur de telles entreprises. Turgot qui, intendant du Limousin avait essayé, contre les lois en vigueur, des améliorations prétendues contre lesquelles s'étaient prononcés tous les intendants des autres provinces ; Turgot devint contrôleur général des finances, il avait trompé Louis XVI par sa fond de probité réelle, mais il cachait sous ses sincères désirs du bien, des inaptitudes réelles et un entêtement qu'il prenait et qu'il faisait prendre pour un zèle éclairé et persévérant. C'est ainsi qu'il était parvenu à user de son pouvoir en 1776, pour abolir ce sage ensemble des corporations, des jurandes et des corps de métiers qui, depuis six cents ans, étaient la plus pure garantie de la loya-

Fausse réforme des économistes ; abolition des corps et métiers.

du commerce, de la probité des confections, de la dignité des familles ouvrières, de la paix publique et de l'honnêteté des transactions. Tout cela fut aboli pour favoriser, disait-on, la liberté des citoyens, l'égalité des conditions et la fraternité entre gens dont les droits réciproques devenaient les mêmes. Ce n'était, en réalité, que la chute d'une des plus belles conceptions de la science sociale, travaillée lentement à travers les siècles, marchant avec une régularité sereine, et assurant à la masse considérable du peuple une vie laborieuse et lucrative, religieuse et honnête, une fraternité de tous les jours, une liberté douce et réglée, une égalité honorable autant que tranquille et modeste... Mais la philosophie ne voulait plus de ce passé devenu la haine des novateurs, au lieu de réformer les abus, elle déracinait les principes, et malheureusement elle s'adressa à des gens incapables de lui résister. Les gardiens du foyer ne surent pas voir que cette étincelle, jetée au milieu d'un monde avide de nouveautés, commençait l'incendie qu'on décore aujourd'hui, après les plus épouvantables persécutions de tout un siècle, des beaux noms de socialisme, de question ouvrière et de suffrage universel.

Fausse politique du gouvernement.

L'infortuné Louis XVI se trouvait, comme tout le monde, sous la pression des idées nouvelles, avec cette différence, qu'il ne voulait que le bien et que son entourage songeait moins au bien public qu'au sien propre. Ses ministres se succédaient rapidement, ayant chacun à faire valoir son système personnel que le roi ne pouvait pas adopter parce qu'il était ou exagéré ou insuffisant. Ces fréquentes vicissitudes du pouvoir occasionnaient dans le gouvernement des soubresauts et comme une fièvre ardente qui attiraient l'attention générale, entraînaient tout le monde à *politiquer*, et comme, dans les trois ordres, mais surtout dans celui de la noblesse, on entendait s'élever de nombreuses plaintes, on critiquait tout, on parlait de redressements ; l'esprit public se formait à des discussions dangereuses où les abus étaient signalés comme intolérables (et il y en

avait), où des changements étaient demandés à grands cris, où chacun enfin parlait de ses droits méconnus et de ses aspirations à faire écouter. Ces grandes libertés, folie nouvelle, dont chacun s'évertuait à chercher l'éclosion, n'avaient jamais été si généralement ni si amèrement prononcées. On parlait de toutes parts de réunions politiques où chacun pût exprimer ses idées. Toutes les utopies fermentaient dans les têtes même les plus désorganisées. Il y avait bien peu d'avocats ou de légistes qui ne se crussent surtout appelés à donner un avis sur la régénération de la France.

Plus embarrassé que personne, manquant de calme et de fermeté, le gouvernement, au lieu de se charger des réformes, de les annoncer pour tranquilliser, et de commencer, par le plus pressé, à faire espérer le reste, prit le pire des moyens, et, renonçant à son initiative, à ses droits de père, de guide et de maître, il s'avisa de confier aux masses émues, intéressées, mais dépourvues de toute expérience et de toute lumière, le soin de se tirer elles-mêmes de ce gouffre, et un édit de 1787 appela les assemblées provinciales à exposer quels genres de réformes il fallait à la France et quels moyens on devait prendre pour y parvenir.

Quelques politiques, formés plus ou moins à l'école révolutionnaire, ont trouvé cette idée très *libérale*, oubliant que ce mot eût son point de départ sous la tente des révolutionnaires de la Restauration, conspirateurs à ciel ouvert qui profitaient de 1789 pour faire la comédie de quinze ans, et ainsi l'on s'est préparé 1830. Accoutumé à voir tout traité, bien ou mal, avec le peuple et par le peuple qui ne s'en est jamais mieux trouvé; c'est cette fausse intelligence des choses qui fit désirer ardemment ces assemblées provinciales, lesquelles semblaient aux sages du temps le meilleur moyen de se mêler aux affaires et de se donner une importance qui n'aboutit qu'à d'illustres et mémorables déceptions.

La France était divisée depuis que la couronne s'était annexée toutes les provinces en *Pays d'états* qui votaient leurs propres impôts, et en *Pays d'élection* où l'intendant prélevait au nom du roi. Le Poitou était de ces derniers. Voter ses propres impôts était certainement une liberté précieuse en elle-même, mais sujette à des contestations entre le peuple qui votait et le souverain pour lequel on les consentait : de sorte que le roi était presque toujours le plus fort, même en faisant des concessions. Les *Pays d'élection* n'étaient guère moins bien pourvus que l'autre : l'un avait contre lui que de se trouver dans une position inférieure en apparence : cependant la position supérieure ne laissait pas de sembler un avantage et c'est pourquoi les réformateurs, trop jaloux d'innovations, avaient proposé d'effacer toute différence entre les provinces. Turgot, Voyer-d'Argenson, le marquis de Mirebeau, Lamoignon, Calonne étaient de ces économistes convaincus que les idées de réforme appelaient ce genre de progrès.

M^{re} de Beaupoil, en sa qualité de conseiller du roi, avait été appelé à Paris pour un conseil préalable dans lequel il devait décider la convocation des Notables. Ce voyage le retint absent pendant près d'un mois, et il n'était pas encore lorsqu'arriva à Poitiers un fait très significatif et qui révélait un certain travail dans quelques membres du clergé déjà imbus, grâce au jansénisme, des conceptions éthiques dont un trop grand nombre d'autres allaient se voir atteints.

L'abbé Briquet, professeur au collège de Niort, vint, le 1^{er} juillet, soutenir, devant la faculté de théologie de Poitiers, une thèse où il maltraitait, à la façon des jansénistes, la volonté de Dieu et la prédestination gratuite. Ses principes avaient été condamnés par les Souverains pontificaux dans Bafus et dans Jansénius dont les doctrines fallacieuses favorisaient les hérésies de ce temps.

Le diocèse avait alors pour vicaire général un homme de grand mérite qui, en l'absence de l'évêque, ne crut pas

tolérer ce scandale qui avait fait beaucoup et il força l'hérétique à se rétracter sous peine d'excommunication. Mais les jansénistes, qui avaient leur siège dans cet abbé Briquet, prirent sa défense dans les *écclésiastiques* (a). Un chanoine de Poitiers, le Beaupré, grand partisan de Port-Royal, publia une réfutation de la thèse, mais sous le voile de l'anonyme, sous le titre de *quelques ecclésiastiques du diocèse* (b). M. Daviaud, homme de grand mérite, savant et irréprochable dans ses mœurs et ses doctrines, devint, en 1802, archevêque de Poitiers où il mourut, en 1826, en odeur de sainteté. Son caractère se fit un autre genre de célébrité. Ami des sciences, il parvint à se faire nommer professeur de philosophie à Poitiers où il était quand éclata la révolution. Un fervent des idées nouvelles, il prêta les serments constitutionnels et, en 1792, devint vicaire épiscopal de l'évêque constitutionnel, Lecesve, et mérita, par son ardent patriotisme, d'être nommé juge au tribunal révolutionnaire de Poitiers. Il se maria à Niort avec Fortunée Bernier qui devint une femme de lettres et s'y fit une certaine célébrité au temps de l'ouverture des collèges et des écoles centrales. C'est à Niort, qui était né à Chasseneuil, près Poitiers, qu'il mourut, en 1833, après une vie dont les souvenirs sont très honorés. M^{re} de Beaupoil approuva en tout et pour tout de son vénérable collaborateur. Nous venons de dire que les véritables mérites avaient le digne prélat dont le caractère même était aussi difficile, en face des idées nouvelles, que laborieux au point de vue de ses devoirs. Il est juste à l'admirer dans la fin de cette vie méritant qu'on lui fasse des événements dans lesquels nous ne pouvons entrer. Un édit, donné en 1786, avait effacé toute distinction. Il n'y eut plus que des Pays d'état et toutes les paroisses durent assembler les leurs; elles devaient

(a) *Journal de Poitiers*, III, 485 et suiv.

(b) *Journal de Poitiers*, France pontificale, Bordeaux, p. 420.

composer de trois ordres : Clergé, Noblesse et Tiers. Le président du Clergé fut l'évêque de Poitiers, M^{sr} Beaupoil de Saint-Aulaire, qu'entourèrent comme assesseurs : M^{sr} de Mercy, évêque de Luçon, les vicaires généraux des diocèses et d'autres personnages éminents.

M^{sr} de Mercy,
évêque de Luçon.

Ici faisons connaître ce pieux évêque de Luçon, le dernier de ceux qui occupèrent légitimement ce siège avant les sacrilèges de 1790. Marie-Charles-Isidore de Mercy appartenait à une famille depuis longtemps honorée parmi la noblesse de Champagne et de Lorraine. Il était chanoine de Vannes quand il fut nommé à Luçon en 1775. Bon et affable, il se fit aimer tout d'abord de son diocèse qu'il s'empessa de visiter à la grande joie de tous. Eclairé et sachant quelle importance un évêque doit apporter au succès des études ecclésiastiques, il s'occupa avec fruit à l'enseignement de son petit séminaire dont il régularisa le plan. Le clergé goûta beaucoup cette réforme qui fut suivie fidèlement jusqu'en 1789. Il fut secondé, grâce à son discernement, par des hommes de mérite qu'il dut employer à ses œuvres, tels que les frères de Beauregard, dignitaires du Chapitre, dont l'un devint vicaire capitulaire de Poitiers et évêque d'Orléans, et les frères Baudouin, l'un curé et l'autre vicaire de la cathédrale, dont l'aîné fonda la belle congrégation des Dames de Chavagnes et les missionnaires diocésains. Malheureusement ce prélat, si plein de ses devoirs et si dévoué à les remplir, ne se garda pas assez d'une certaine hauteur qui blessa souvent le clergé en lui persuadant qu'il n'y avait à l'évêché de Luçon ni estime, ni faveur pour les membres modestes de ce sacerdoce qui cultivait les champs de l'Eglise à la sueur de leur front et au milieu des privations qu'impose la pauvreté. Lors donc qu'il fut élu à l'Assemblée provinciale de Poitiers, ce ne fut pas sans une opposition assez chaude de certains ecclésiastiques qui déjà s'étaient rangés parmi les mécontents. On s'en aperçut dans la première séance tenue à Poitiers, lorsque M^{sr} de Mercy, étant élu

ent avec M^r de Beaupoil, les scrutateurs parmi les curés de campagne qu'on choisit dans un malheureux esprit d'opposition à nommer dans ce nombreux clergé ceux qui devaient être députés aux Etats généraux. Encore, avec MM. de Beaupoil et de Lamoignon, les prêtres qui obtinrent le plus de suffrages, se levèrent bientôt contre leurs évêques jusqu'à Paris. Tant il est vrai que l'autorité ne peut se maintenir que par la condescendance et la douceur.

M. de Mercy ne parut à l'Assemblée nationale que pour défendre les droits de l'Eglise, du Pape et des évêques. Il eut la gloire de refuser le serment de *constitution civile*. Inébranlable dans sa foi, il résista à l'apostasie et grossit le nombre si petit de ceux qui restés fidèles aux dépens de leur fortune. M. de Mercy disparut devant la Convention en Suisse tout le temps qu'elle dura et ne revint à Bourges quand l'Eglise vit s'ouvrir les portes pour que les ministres reprennent leurs saintes fonctions. Le 1^{er} au mois d'août 1787 que cette Assemblée eut sa première séance, elle ne fut que préparatoire. Le 4 novembre que les députés de toutes les sections à dire de toutes les sections électrices, se réunirent en un seul corps au Palais national sous la présidence de l'évêque : ce ne fut que le commencement donné à cette ouverture des travaux politiques et religieuses qui attestait encore la fidélité du canon, le corps tout entier sortit de la cathédrale, assista à la messe et y fit un discours de l'abbé Daviau, vicaire général du roi assista à toute la cérémonie. Les députés furent alors mis à l'étude et d'excellentes exposées sur les soins de la voirie et toutes nouvelles ; on parla de reprendre

s de la navigation du Clain, du Thoué et de la Vie. Les objets si importants de la vie civile furent confiés à une commission intermédiaire, aussi bien que certains projets de réformes ou améliorations à étudier dans l'intervalle d'une session annuelle à la suivante. Au reste, tous ces sujets, traités avec beaucoup d'ordre, de méthode et de compétence, étaient moins dus à l'initiative de l'Assemblée locale qu'à ses instructions indiquées par le roi.

Le commissaire du roi était M. Boula de Nanteuil, qui, après avoir ouvert la session le 12 décembre; elle avait duré un mois; dans toute la France le même mouvement se faisait.

Malgré toutes ces choses dans leur ensemble avec la confiance qu'obtiennent toujours les nouveautés, s'en faire des espérances illusoires et en jouir d'avance comme si elles étaient faites, en tirer pour chacun le droit de compter au succès des affaires publiques et s'accoutumer, non sans un certain enthousiasme de vanité, à des réformes et à s'applaudir de ses chères innovations : tel fut le plus clair résultat de ces conférences. Au sérieux par quelques hommes de bonne foi, et le fruit devait périr avant d'être né. La France, qu'on avait vu marcher vers une ère jusque-là inconnue de liberté et de vie propre, n'était déjà plus assez calme pour supporter l'existence où elle avait vu tout en beau. Car ce qui supportait depuis si longtemps de secousses violentes et de déceptions morales avait harassé son esprit. L'attachement au principe monarchique, le seul pourtant qui avait survécu à son tempéramment quinze fois séculaire. Comme l'esprit de paix et de soumission, son amour pour ses lois et ses institutions populaires auraient-ils pu durer à travers les spectacles désolants et permanents de l'hérésie déchaînée et triomphante, des cours corrompues, des continuelles disputes entre les rois et les parlements; à l'action de l'esprit d'une philosophie débauchée, aux changements fréquents de ministres dont chacun exerçait le

HISTOIRE GÉNÉRALE DU PORTOU (1787)

pouvoir au profit de sa fortune et de ses idées cette dégradation des hautes classes qui ne s plus vivre que pour elles-mêmes, aux dépens qu'appauvrissaient le luxe et le sensualisme scandaleuses dépenses ne se payaient jamais ? surtout les plaies de la France ; l'esprit public s' la haine de ces blessures hideuses bien plus d'envahir le pouvoir ; il voulait moins remplacer l que les renverser ; il aspirait plus à se débarrass maîtres qu'à gouverner lui-même. Ce n'est que mais très subitement, que viendra l'ambition, dination jusqu'à la révolte, l'orgueil jusqu'à l'ave et l'égoïsme jusqu'à la cruauté.

Quoi qu'il en fût, l'orage s'était levé, pous cyclone du voltairianisme. Tout le monde a changement du régime gouvernemental. Toutes l de l'administration formant un système personnel ministre, les finances ne suffisant plus aux publics, Louis XVI crut devoir recourir à généraux d'où semblait être venu maintes fo cours aux maux de la France. Hélas ! ce ne malheureuse ressource ; c'était livrer le pays à des seconder de toute la force morale les tentativ essais chimériques d'un peuple qui avait plus repos que d'excitations : n'importe, les Etats fi voqués par une ordonnance royale du 24 décemb

Et c'était au moment où l'Anjou, la Bre Provence, le Dauphiné et d'autres provinces ve s'agiter violemment sous l'impulsion de cette turbulente ; c'est quand le Parlement de Paris ve exilé pour son opposition au pouvoir royal, qu' agitation plus flagrante et plus menaçante, allum France l'incendie qui devait la dévorer.

Après ces tristes préliminaires que raconterion que tout le monde ne sache ? Qui ignore qu'aux électorales succédèrent les ambitieuses préte

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1787)

États, les insolences charlatanesques jetées par le
is de Mirabeau à l'autorité de Louis XVI, le mépris
ahiers des provinces, les députés de la nation,
is pour proposer des réformes dignes et utiles, se
uant en un pouvoir d'opposition et renversant avec
litieux dédain, en ses séances de nuit et de jour,
e que la France avait aimé, respecté, glorifié depuis
et Charlemagne? Qui ne sait comment des change-
sages et désirables se transformèrent en une révo-
dont l'horrible rôle fut de vivre et de s'éteindre dans
versité et dans le sang? Hélas! et qui ne le reconnaît
dans l'arbre centenaire qui nous jette ses fruits
sonnés. C'est toujours la soif du pouvoir, la cupidité
ble, le mépris des principes fondamentaux de l'ordre
, l'immoralité sans vergogne et jusqu'aux plus auda-
s licences de l'athéisme glorifiant les crimes de 93
application de ce que d'illustres charlatans osèrent
er les immortels principes de 89.

immortels principes, résumés dans *les Droits de
ne et du citoyen*, ne tardèrent pas de trôner dans le
comme partout ailleurs. Les intrigues y avaient été
ntes pendant les élections aux Etats généraux,
ite députés y furent nommés dans la séance tenue à
s pendant l'hiver de 1788 à 1789. De ce nombre
dix membres du Clergé, parmi lesquels les deux
es de Poitiers et de Luçon, puis Lecesve, curé de
-Triaize, à Poitiers, bénéficiaire du Chapitre de Saint-
dont la cure dépendait beaucoup plus de ses
es que des règles du Chapitre, et Jallet, curé de
gné.

Noblesse n'eut que neuf députés, parmi lesquels nos
rs contemporains ont retenu les noms de Des Cars,
Lambertye, de Ternay et de Juigné.

Tiers-Etat, selon qu'il avait paru convenable, eut
et un représentants, le double des deux autres
. Mais ce qu'on avait cru juste montra bientôt

comme on s'était trompé, quant à cette placidité et à cette docilité bourgeoise qu'on attendait imprudemment d'un moyen. En effet, ce troisième ordre sembla grossir ses prétentions en voyant qu'il dépassait de plus de moitié ceux qui, jusque-là, avaient eu la préséance sur lui. Or vit se former bientôt en masse populaire, dicter ses lois, prétendre à une confusion de tous les pouvoirs et de tous les rangs avec les siens, se révolter contre les ordres du roi, contre les concessions même faites à l'union et à la paix par les deux ordres supérieurs. Là, se trouvèrent groupés, avec les noms de famille les plus honorables de la province, tant d'autres, hélas ! qui, après avoir figuré dans la première scène du Jeu de Paume, allèrent s'asseoir sur la *montagne* et devinrent les fournisseurs de l'échafaud.

Au reste, ces élections ne s'étaient pas faites, il s'en fallait, sans que les plus mauvaises passions politiques missent en jeu, avec plus ou moins de précautions, sans doute, mais avec un succès d'autant plus assuré qu'il s'appuyait sur la fraude et la mauvaise foi. Déjà, absolument comme de nos jours, on avait dérouté la sincérité des votes en égarant les électeurs ; on avait falsifié les Cahiers des doléances en y insérant des vœux qu'avaient respecté les assemblées provinciales ou qu'on n'y avait jamais exprimé. Comment s'étonnerait-on que ces sages régulateurs, trompeurs indignes ou égarés de bonne foi, eussent porté à Paris ce germe de rébellion qui s'éteignait dans toutes les provinces, et que cette formidable tempête amassée sur la tête d'un roi, n'ait mis que trois ans à renverser la plus belle monarchie du monde sous une avalanche sanglante de toutes les folies et de toutes les horreurs ?

Les premières séances des bruyantes réunions s'étaient déclarées *Assemblée nationale* contre tous droits, contre ses serments et ses devoirs, suffirent à briser quelques jours les rouages de la vieille et honorable ad-

ion civile et judiciaire. A Poitiers, comme partout
s, le corps de ville disparut. On n'eut plus que des
s municipaux ; les nobles et vastes provinces se
lèrent en départements mesquins privés de toutes
s locales et que dominerait plus facilement, sous la
les préfets dévoués et obéissants, le pouvoir central
jà attirait tout à soi. La fièvre des élections porta de
ôtés et dans les moindres bourgs l'agitation publique
jalousies locales avec les prétentions des petits et
norants à tout faire sans rien savoir. L'audace de
icroyables réformateurs alla plus loin et, comme
son plan depuis longtemps arrêté, elle s'empara de
igion elle-même, et, jusqu'à ce qu'on fermât les
s, on décréta une *constitution civile* du Clergé où
passait du Pape, où le premier venu choisissait les
es, où quelques tripoteurs créèrent et abolirent à
à leur gré, les paroisses des villes et des cam-
s : comme une nuit avait suffi pour qu'au milieu
effervescence aveugle, on abolît tous les titres de
se, toutes les distinctions civiles, on jeta par terre,
elques moments, nos décrets, nos vieilles et pré-
s abbayes, nos monuments, nos coutumes antiques.
rien de la gloire et des souvenirs de nos pères, des
ibles croyances, des vertus du foyer, du respect des
es et des choses. Tout ce qui était bon et honnête
ayé sous le nom d'abus, de religion, gouvernement,
public, tout, jusqu'à la tête d'un roi, l'homme le plus
ux de son royaume qui paya de sa liberté et de sa
malheur d'avoir manqué de force et de volonté.
Poitiers, l'Assemblée électorale fut présidée par
le nommé par le roi. Il s'agissait de choisir les
s qu'on enverrait aux Etats pour y soutenir les
s de la province, y faire valoir les Cahiers de
ices contenant les observations à présenter sur la
ie des abus, sur les améliorations jugées utiles, la
tion des lois nécessaires. Si l'on pense que ces Etats

devaient se composer de douze cents membres : trois cents du Clergé, autant de la Noblesse et six cents du Tiers-Etat ; on se demande aussitôt comment on avait pu se persuader à la cour que ces éléments, si diversement intéressés, pourraient s'entendre sur des questions brûlantes et éviter des conflits pleins de menaces et de dangers. Ce sentiment, au reste, et à la cour même, était profondément compris : de tout le conseil il n'y avait guère que le roi et trois ou quatre ministres qui s'obstinassent à exciter ce mouvement redoutable (a). Et quelle leçon providentielle, que le malheureux prince, qui devait en être la plus illustre victime, se jetait ainsi au-devant de l'expiation que Dieu préparait enfin à tant de fautes des gouvernants qui, depuis trois siècles, avaient conduit la France à sa perte ! Déjà les Assemblées électorales avaient donné la preuve de ce qui pouvait arriver à Poitiers ; l'Assemblée du Clergé, où s'était formé un groupe d'opposition, n'avait nommé députés les évêques de Poitiers et de Luçon qu'en seconde ligne, après avoir désigné en premier lieu, et avant ces chefs des deux diocèses, de simples curés de paroisses rurales connus par leur esprit d'opposition aux pouvoirs légitimes et le faux *libéralisme* de leurs idées. C'était : Jallet, curé de Chérigné, près la Mothe-Saint-Héraye, esprit insubordonné, libre-penseur, qui se nourrissait journellement de Voltaire et de Rousseau (b), et se fit le coryphée des quelques autres que la secte lui avait adjoints. C'était encore : Lecesve, curé de Sainte-Triaize et de Poitiers, dont la conduite édifiait aussi peu la ville que sa paroisse, nullité dans tous les genres, aussi bien que Ballard, curé du Poyré-sous-Velluire en Vendée, et son compatriote, le curé du Vieux-Pouzauges, Dillon, toutes gens qui ne furent élus qu'après avoir promis de voter toutes les *réformes* exigées par leur ambition des

Quel esprit dominait ces opérations.

(a) *Journal* de Jallet sur les Etats généraux de 1789, in-8°, 171, VII.

(b) *Journal* de Jallet, p. 44.

meilleurs bénéfices, ou par leur orgueil froissé de leur position. Sous ces prétentions envieuses on découvrait seulement ce levain du j caché habituellement sous des apparences pacifi toujours prêt à se montrer en faveur de la rév l'hérésie. Et en effet nos adeptes n'arrivèrent à décidés à faire un coup d'Etat. Quand le Tiers la vérification des pouvoirs que chaque ordre particulier se fit par les trois ordres à la fois, qu'une orgueilleuse prétention à une égalité qui tous les précédents, et jetait la confusion dans déjà profondément attaqués de l'aristocratie, que Etat voulait battre en brèche. Le Clergé lui-même ses assauts à soutenir de la part de cette turbulrité. Rien de plus juste donc, que le refus des de supérieurs, et il fallut, pendant huit jours, menaces et les pressions des manouvriers du entraîner l'assentiment des deux ordres. Le Cl les rangs s'étaient rendus plus accessibles à c tables pratiques, donna le premier l'exemple défection. Quand les évêques, entre autres Beaupoil et de Mercy, voulurent s'élever contre sements insolites et dangereux, on vit Jallet représentait l'opposition, s'élever plusieurs fois discours dont la hardiesse atteignait jusqu'à l'ins roidir contre les dignitaires de son ordre, faire leur caractère et préparer un certain nombre d une défection honteuse. Enfin, joignant l'exé déclamations, il passa, suivi de Lecesve et de dans la salle des Tiers, le 5 mai 1789. D'autres joignirent bientôt, et la cour, ne sachant se faire par demander elle-même la réunion des trois Dès lors, la révolution était consommée, car ques jours suivants suffirent à renverser le

(a) *Journal de Jallet*, p. 20 et suiv.

HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU (1789)

se, le Roi. Il ne restait plus rien de la France, la majorité en délire, préparée d'avance à frapper d'indignité et de haine tout ce qui méritait son respect, déclara la révolution nécessaire et s'empara du pouvoir plus qu'à elle-même. La preuve que les constitutionnels s'étaient promis avant tout de renverser la monarchie se trouve irréfutable dans la constitution *civile* qui demandait surtout aux évêques, aux prêtres, d'y adhérer sous peine de démission, et les évêques devant être élus par le peuple, sans approbation du Saint-Siège. Sur trois cents évêques déportés du clergé, quatre évêques seulement, les prêtres osèrent se souiller d'un sacrilège ; dix-neuf refusèrent. Voici de quelles nobles paroles Beaupoil accompagna son refus : « Messieurs, j'ai soixante-dix ans, j'en ai passé trente-trois à l'épiscopat ; je ne souillerai pas mes cheveux par le serment exigé par vos décrets : je n'y ai pas ! » — A ces mots, le clergé qui siégeait (il y en avait à gauche), se leva tout entier et donna ses applaudissements qu'il adhérait à cette immortelle décision. M. de Mercy ne fut pas moins explicite. Mais les évêques poitevins, avec tant d'autres qui furent imités, ne pouvaient plus rester sous le coup d'indignité qui les menaçait. L'exil devint la sauvegarde. Tous deux se réfugièrent en Suisse. Quand l'ordre permit aux exilés de revenir M. de Mercy vint en France après le Concordat de 1801 et devint évêque de Bourges, où il mourut le 10 février 1804. Son vénérable collègue, retiré à Fribourg, y mena une vie jusqu'en 1798 où il s'éteignit le 17 janvier. Quand on apprit son départ à Poitiers, la méchanceté des ennemis qu'il avait nourris ou accablés de bienfaits se mit en cris de rage et d'animaçversion. La population à l'évêché, en pilla le mobilier, brûla les archives et retira qu'après avoir tout ruiné aux cris de *vive*

constitution, à bas les calotins ! Ces gens-là faisaient beaucoup de chemin en peu de temps.

Clergé schismatique à Poitiers et à Niort.

Bientôt commencèrent les opérations révolutionnaires qui avaient changé le clergé catholique en un clergé *national*, schismatique au premier chef, séparé entièrement du Pape qui n'était plus qu'un évêque de Rome. C'était le complément des *libertés* de l'Eglise gallicane, des appels comme d'abus, des pragmatiques sanctions et de la jurisprudence canonique des parlements. Ce peuple égaré, que les encyclopédistes avaient disposé à un nouveau calvinisme, s'émerveillait de savoir quelque chose : il faisait les évêques et les curés. Il trônait dans les églises, promenait en des processions dérisoires d'une basilique à l'autre les pasteurs sacrilèges qu'il s'était donné, et ne manquait pas de les choisir dans les rangs inférieurs des intelligences, et aussi parmi ceux qui étaient naguère les moins estimés des populations. A ce titre on vit les électeurs des Deux-Sèvres amener dans l'église Notre-Dame de Niort ce Jallet qui avait donné les plus éclatantes preuves du mépris de toutes les règles de conduite, s'était fait en même temps une réputation digne d'envahir une portion du territoire de Saint-Hilaire et de M^{sr} de Beaupoil. Il fut élu à l'évêché nouveau de Saint-Maixent, mais il eut peur en voyant que ce progrès des idées nouvelles allait déjà jusqu'à les lui appliquer ; il se troubla devant le prochain avenir que promettait à la France l'oubli de toutes les lois de la religion et de l'honneur ! il refusa, déjà malade, au reste, et mourut bientôt après frappé d'une apoplexie le 13 août 1791, de ses remords ou de la main de Dieu. Personne dans le groupe des révoltés ne parut plus capable de représenter Jallet que René Lecesve, ce curé de Sainte-Triaize qui n'avait eu que la gloire de s'adjoindre à lui avec Ballard dans l'émeute parlementaire du 5 mai. Il se laissa nommer, se fit installer, et moins de deux mois après, le 29 avril 1791, il mourait subitement, d'une mort ignominieuse, comme Arius, s'étant séparé un instant de son

Jallet.

conseil épiscopal, qui délibérait avec lui sur les moyens de détruire toutes les communautés de la ville. Au même temps on avait élu, à Niort, un autre apostat nommé Mestadier, à l'évêché des Deux-Sèvres, improvisant les autorités gouvernementales pour la ville de Saint-Maixent. A Luçon, sur le siège de M. de Mercy, s'asseyait un intrigant, esprit comme les autres, sans élévation, et

qui se portait de la cure de Fougeré en Vendée, qui administrait tant bien que mal, au premier poste du diocèse, l'ancien évêché. Pendant que se jouaient ces sacrilèges, les prêtres fidèles, refusant le serment, disparaissaient des paroisses. L'Eglise était livrée à l'anarchie. Les ministres, qui tenaient à leurs saintes promesses, n'avaient plus de perspective que l'exil, qu'un grand nombre gagnèrent, ou l'échafaud, où beaucoup recueillirent le martyre. Toutes ces beautés révolutionnaires avaient de près le vol et la vente des biens du clergé ; les prêtres fidèles étaient réduits à la pauvreté, les apostats n'avaient qu'une pension dérisoire jusqu'à ce qu'enfils illégitimes par un mariage impie, dépouillant l'habit sacré de leurs premiers vœux, ils durent, après la fermeture des portes, pour ne pas mourir de faim, solliciter des postes plus ou moins lucratifs dans toutes les administrations du nouveau régime : ils y vécurent plus ou moins longtemps, mais généralement, et moururent presque tous sans se réconcilier avec l'Eglise.

Il est déjà, pendant que se passait à Paris ses premières scènes d'un drame qui allait noyer la France dans le sang, le Portou avait disparu. Il n'était plus que les départements de la Vienne et Deux-Sèvres. Poitiers, ville de 20,000 âmes, devint le chef-lieu d'un petit département de 100,000 âmes, qui se fût appelé aussi bien celui du Clain ou de l'Indre. Il n'y eut plus d'évêché de Poitiers. Ce fut ce département de la Vienne, morcelé au caprice des législateurs par ce département de Saint-Maixent, pourvu par le suffrage des sectaires et des égarés de ses otages sans plus de prestige

d'autorité que leurs élus. L'administration est traitée comme l'Eglise ; les municipaux sortent des clubs et reçoivent les ordres de l'Assemblée nationale comme les districts, nommés plus tard préfectures et sous-préfectures (a). Il n'y a plus d'autonomie, et ce peuple franc, si fier de ses libertés, n'en aura plus, que selon le bon plaisir de décrets tout puissants où l'égalité jettera tous les citoyens dans le même délire, tous les frères en prison ou sur l'échafaud. Un niveau stupide rabaissa tout à celui des intelligences égarées ; et comme les *mois* et *cens* étaient remplacés par des *notables*, assesseurs d'un maire pris au hasard d'élections tumultueuses, de même le présidial, avec ses robes rouges et la dignité d'une magistrature honorée, vit siéger à sa place, un simple *tribunal* composé d'un président et de deux juges, appelé comme tout le reste par le choix aveugle et intéressé des *citoyens* qui cessèrent d'être des *messieurs*.

Par quoi elles
sont remplacées.

Telle fut la fin du Poitou. Ainsi, disent encore les publicistes de cette époque continuée jusqu'à nous, commença la France nouvelle. Mais il n'y a pas de France nouvelle pas plus qu'il n'y a d'ancienne France ou d'ancien Poitou. Ce n'est plus à qui vient de nous lire, ni la même forme, ni la même foi, ni la même physionnomie, ni les mêmes mœurs, ni les mêmes traditions. Ce n'est plus la France. Voyez ce premier peuple du monde, il a méprisé les grandes choses, il n'aime plus que les fallacieuses illusions de la philosophie socialiste ; il boit évidemment à la coupe des charlatans qui l'empoisonnent ; il savoure l'enivrement des jouissances impies mêlées par ses institutions politiques à des flots de sang humain ; à travers cent ans de convulsions mortelles, ce peuple en est arrivé à ne vivre plus que des sens, à ne priser plus que l'argent et la matière. Les gouvernants qu'il s'est donnés, l'ont poussé sans cesse au fond de l'abîme en renversant ses autels et

(a) Voir les séances du Conseil municipal de Poitiers, in-folio, Poitiers, âge et années suiv.

hurlant dans ses lois, dans ses écoles, dans ses livres, théâtres et ses fêtes nationales que Dieu n'est qu'un mot effacer de la langue et que l'éternité n'est rien. Ce peuple qui s'est donné de tels maîtres, qui tressaille au seul nom de révolution, ce peuple patauge dans l'anarchie et plus même l'espérance d'un avenir. Et, ici, qu'on ne nous accuse pas de méconnaître notre temps et notre pays nous vengeons nos vieilles institutions systématiquement effacées, nous rendons justice aux systèmes pernicieux qui triomphent. Ce n'est là ni s'égarer, ni tromper personne. Le patriotisme ne consiste pas à s'abuser sur l'état de la patrie : on mérite d'elle quand on lui dit la vérité même celle qu'elle ne veut plus entendre. Nous venons d'écrire les fastes d'une des plus belles et des plus intéressantes provinces de notre patrie. Que de vertus, que de crimes, que de gloires et d'abaissements moraux et caractères hideux ! ces nuances si diverses sont, hélas ! l'histoire du monde, et ces grands tableaux, et les misères qui, chétives, ne s'étalent pas seulement de la Loire aux Pyrénées et de l'Indre à l'Océan : elles sont parsemées en des mesures changeantes et d'énergiques variétés. Mais en quelles périodes difficiles, en quelles phases agitées ces annales attachantes avons-nous vu ce qui se passe aujourd'hui. Nous ne parlons pas des abus de cet ancien régime qui ne duraient pas quand le christianisme était toujours prêt à les guérir ; car les abus des derniers temps, ces droits féodaux dont vous exagérez le poids, cette supériorité des nobles et du clergé, ces inégalités par suite des charges publiques, vous aviez promis en les examinant et de les guérir... et au lieu de cette reconstitution désirable, vous nous avez donné un 93 et la monstrueuse conclusion que vous en tirez aujourd'hui sans compter celles que vous nous réservez encore ! En attendant, les grandes choses se sont effaïssies, les principes n'existent plus, la vie morale disparaît. Devenus les maîtres, nos initiateurs n'ont plus songé à

abus, se riant de leur mission de justice, les petits grandir à tout prix, ne plus travailler, s'emparer voir et de la fortune, n'avoir plus de religion sensualisme et l'orgueil, plus de lois que celles d'pendance, plus d'aspiration que celle d'un pour mène à l'anarchie...

Décidément, avouons que les peuples n'ont pas pour se conduire, pas plus que les tyrans pour go

FIN DE L'HISTOIRE GÉNÉRALE DU POITOU.



NOTES DU LIVRE LXX

NOTE 1

Nous disons au 4 janvier, ce qui est la vraie date, au lieu du que nous avions écrit il y a quarante ans, dans notre *Histoire de la Cathédrale de Poitiers*, II, 374. C'est en toute humilité que nous rectifions cette erreur, et avec une profonde reconnaissance pour le bienveillant rédacteur d'une note qui nous l'a signalée à la page 2 du XV^e volume des *Archives historiques du Poitou*. Seulement nous nous permettons de remarquer que la note de notre érudit confrère ne respire qu'en partie le bon vouloir dont il est plein en notre endroit et dont il a tenu plus d'une fois à nous donner des preuves. On soupçonne par exemple une certaine joie d'érudit à trouver en faute un tout petit homme comme nous, quand notre docte antique annonce qu'en indiquant que nous nous trompons sur le 3 janvier et que nous devons dire le 4 au sujet de la mort de Clérambaud, il oublie de dire que cette erreur nous est venue de *Gallia christiana* qui l'avait écrite avant nous (II, col. 1209), et que nous avons cité comme notre source à laquelle on pouvait s'en rapporter sans mériter la corde. Quant à la sépulture du même évêque dans une chapelle de la cathédrale, les dernières traces matérielles en avaient disparu quand nous écrivions l'histoire de ce monument; on aurait pu les rencontrer dans la continuation de Bouchet par Bobinet, mais ce dernier n'avait laissé qu'en manuscrit son intéressant travail, et il était permis de n'en avoir pas toujours la jouissance. Voilà tout simplement d'où vient que le grand écrivain a trouvé une heureuse occasion de rectifier une double erreur commise par M. l'abbé Auber. Nous le félicitons d'avoir rendu au public ce grand service, et nous ne désespérons pas qu'il ne trouve bientôt dans cette *Histoire du Poitou* mille raisons de donner le même lustre à ses utiles loisirs. On voit combien j'y puis songer et le public avec moi.

NOTE 2.

Cf. *Etat du Poitou sous Louis XIV*, par Ch. Colbert de Crois, publié par M. Dugast-Matifeux, in-8°, Fontenay-le-Comte, 1865. Ce livre fort curieux et les intéressants détails qu'il renferme, en déparé, nous devons le dire, par l'esprit hostile qui a inspiré l

annotations de l'éditeur. M. Dugast n'a laissé occasion de dénigrer le clergé, les communautés catholiques. Le grand malheur pour écrire sur de telles matières, c'est de n'y rien et d'y apporter un esprit d'amertume et de rancune dition à chaque page où il trouve une occasion opportune de l'établir. Ce n'est pas ainsi qu'on intéressant pour en déparer l'esprit et le but étaient excellents, ne tendant qu'au bien pu recueil de documents administratifs destinés à réformes toujours plus ou moins nécessaires à M. Dugast en a fait autant qu'il a pu une satire tutions du temps, il ne l'a tiré de l'obscurité que le grand siècle. Quant au protestantisme, le évidemment épris pour lui d'une tendresse filiale aucune religion, il prendrait volontiers celle-là à Nous lui en conseillerions une meilleure.

NOTE 3.

Ce séminaire avait été bâti par un receveur de fils d'un maréchal de la Rochelle : il l'avait fait entre la rue appelée aujourd'hui de l'Hôtel-D'oriental qui borde le Clain. Ledit receveur soupçonner pour cette magnificence des cc l'accusa. Le Présidial jugea l'affaire et Pi malversation, fut condamné à mort et pend L'arrêt portait, comme de coutume, la confiscation au profit du roi. Ce prince donna la belle après, à Fortin de la Hoguette, pour en faire sa On s'en empara en 1790 et la ville y établit l' trouve encore (Thibaudeau, III, 429).

NOTE 4

La révocation de l'édit de Nantes est un de monstrueux que les libres-penseurs, dans les formidables de leur science historique, ne s'empapasse Jeanne, de l'inquisition, de la Saint-Barthélemy, du sacre de Vassy, du procès d'Urbain Grandier, et lesquelles nous avons dit dans cette histoire, à qui et dont ceux qui cherchent bien trouvent toujours livres protestants. Mais la grande ordonnance de la plus récente, leur plaît davantage; ils s'y cran

NOTES DU LIVRE LXX

propos de Loudun, ils n'ont pas eu assez de courage contre Laubardemont et Richelieu, contre tous les exorcistes, de même en dernier lieu contre la mémoire de Louis XIV, de Le Tellier, madame de Maintenon, de notre intendant et de tous ceux qui durent seconder l'acte. Ils ne s'appuient, nous l'avons vu, que sur des calomnies, des calomnies religieuses qu'un gouvernement sage ne saurait accueillir, et des bruyantes déclamations, au reste, ne sont que l'expression de l'esprit de parti, des suppositions inadmissibles et des résultats absurdes. Pour les entendre, par exemple, le nombre des protestants qui ont quitté la France aurait été de plusieurs centaines de milliers, tandis que des calculs sérieux diminuent singulièrement ce chiffre quand on va aux sources et qu'on les examine. Le duc de Bourgogne, cet élève si distingué de Fénelon, n'a été privé de la cour parce qu'elle ne méritait plus de l'avoir, mais parce qu'il n'était ni sage et si religieux, s'était fait donner toutes les libertés, et servir à ses *mémoires*, et il n'a trouvé que des réfugiés, allant chercher, chez deux nations honteuses, moins la liberté de religion que celle de continuer à vivre dans la servitude, dans laquelle le véritable patriotisme n'entrerait pas. Les arts, les sciences, une activité qui avait d'autant plus prospéré que nos manufactures; et ces clameurs, sans aucune preuve, et l'on ne s'est pas aperçu que notre prospérité nationale se soit abaissée depuis que les calvinistes n'y touchaient plus. Au contraire, la Compagnie des Indes, récemment fondée, a déjà notre commerce et nos relations avec l'Inde. La France occupait la partie occidentale de l'Amérique, une colonie française s'établissait à Pondichéry, et ces émigrations qu'on déplore tant, au lieu de nuire à nos fabriques de Sèvres et des Gobelins; la France ne cesse de fleurir. Racine, Boileau, Corneille, les dames de Sévigné et Deshouillères; les sciences, les arts, les lettres : Cassini, Chardix et Tournefort; et, ne perdirent rien de leur philosophie et de leur vertu. Il ne semble donc, aux yeux de l'histoire, que les factieux, leur interdisaient de la trahir. En effet, entre la turbulence de ces ennemis de l'ordre et la

la paix qu'y avaient toujours maintenue la religion, resserrant les liens de famille, et déchire et l'anéantit ? Louis XIV et les hommes furent jamais plus nombreux autour d'un roi, tement jugé de la position ; ils se décidèrent persécution cruelle, dont on les a méchamment coup d'Etat nécessaire à un bon gouvernement hommes d'une foi sincère, en gouvernement éclairé en juges qui préféraient le bien et le repos d'un religieux à une minorité impie et révolutionnaire sanitaire opposé à l'invasion de la peste. Il ne peut pour condamner Louis XIV à ce sujet, que l'usage et des catholiques protestants. Ajoutons que eut tort de violenter les consciences, elle était celle de Saint-Vincent de Paul et de Fénelon. Elle a le catholicisme, comprimé des révoltes armées qui ne voilait ce qui a fait verser des larmes amères indigènes : Thibaudeau, Dreux-Duradier, Guérin ont fait de leurs récits homériques, sans preuves, aucunes, un témoignage au moins d'une équivoque

NOTE 5

Il faut ici rectifier de grossières fautes qui omettent de signaler afin d'éviter à l'avenir le dépens de la vérité et de ceux qui la cherchent l'édition du *Rituel de Poitiers*, donnée par M. de Aulaire en 1766, et renouvelée en 1824 par le même, faute d'avoir été revue assez soigneusement d'erreurs que nous signalons à quiconque sera disposé à reviser. Pour ce qui nous regarde ici, on doit avoir fort mal traduit *Dice cesis Tullensis* par qui se disait en latin : *Tutelensis*. Toul était alors de Trèves, qui appartenait alors à la France que Dreux-Duradier s'est trompé tout gratuitement mort d'Antoine Girard au 2 mars. Il aurait pu dire qu'elle était du 8 (*die octava Martii*). La pierre sur laquelle il est vrai que le *Gallia christiana* avait fait mention autre : mais Dreux-Duradier était sur les lieux sur le monument authentique l'autorité qu'il cite

NOTE 6

V. le beau livre de M. de Noailles, *Vie de M. de Noailles*. Une des calomnies les plus ineptes des auteurs

NOTES DU LIVRE LXX

d'avoir voulu rendre M^{me} de Maintenon responsable de Nantes. Nous trouvons la réponse à ces imputations systématiques dans la correspondance même de la sainte femme, dont tout au reste, est reflétée dans une de ses lettres à son frère d'Aubigné, alors gouverneur d'Amersfort dans les Pays-Bas. Il traitait avec trop de rigueur les huguenots, elle lui écrit : « a porté sur votre compte des plaintes qui ne vous font honneur. Vous maltraitez les huguenots, vous en faites de mauvaises occasions. Cela n'est pas d'un homme de qualité, à moins d'être avec des gens plus malheureux que coupables. Ils sont dans des misères que nous avons été nous-mêmes, et d'où la violence ne nous a jamais tirés. Henri IV a professé la même religion que vous, et d'autres grands princes. Ne les inquiétez point. Il faut gouverner les hommes par la douceur et la charité. Jésus-Christ nous en donne l'exemple et telle est l'intention du roi. C'est à vous de gouverner tout le monde dans l'obéissance : c'est aux évêques et aux pasteurs de faire des conversions par la doctrine et par l'exemple. Le roi ne vous ont donné charge d'âme. Sanctifiez la vôtre, soyez sévère pour vous seul. » (*Lettre 62^e de Madame de Maintenon*, t. I, p. 104). En voilà assez, pour disculper sur cette question la femme qui se défend si bien elle-même sans se douter qu'elle dût jamais devenir l'objet de si hideuses impostures.

NOTE 7

Cette Théologie, qui parut d'abord en deux volumes à Poitiers, ne contient qu'un traité très écourté de l'Eglise et des hérésies de 1682 étant devenues de la politique, il était périlleux de traiter, et on se donna le tort de les passer sous silence. Il n'était nulle mention dans l'enseignement. On s'y bornait à un petit nombre de paragraphes élémentaires. La seconde édition parut en 1731, chez Jean Faucon, à Poitiers. Une autre, qui est la troisième, parut en 1778. On y ajouta sur l'Eglise tout ce qui pouvait servir à combattre le gallicanisme, sans égard, par conséquent, ni aux restrictions qu'avaient faites depuis longtemps Bossuet, Louis XIV et Louis XV. Voilà des détails qu'il faut savoir pour distinguer entre les différentes éditions faites sans l'assentiment de l'auteur. On ne peut attribuer plutôt une prudence peut-être excessive que une faiblesse à l'auteur, qu'il ne voulait pas soutenir contre l'Eglise. Au reste, les contemporains du temps ne le trouvèrent pas toujours à leur goût : il est cité avec mépris dans leurs *Nouvelles ecclésiastiques* du 9 août 1778 (p. 24), d'avoir fait une *Théologie Jésuitique et Sulpicienne* et ne pardonna pas à l'évêque de Blois d'avoir eu l'audace

Ils ne veulent ni la méthode ni la rédaction même d'*ultramontanisme* : de sorte encore une bonne Théologie à l'usage des qu'à prendre celle de M^{re} de la Poype, en *l'Eglise*, en y ajoutant certaines thèses devant certaines questions de notre tem exigeante n'y trouverait rien à critiquer co ou la morale catholique.

NOTE 8

Il y a ici deux singulières erreurs qu signaler. Nous avons cité dans l'*Histoire* l'oraison funèbre prononcée par un certain noine et chantre de Sainte-Radégonde, l'oraison funèbre de l'évêque de Poitiers l'ayant été le 11 février 1749, et l'on ne espace laissé entre la mort du prélat e funèbre. C'est qu'en écrivant ainsi nous a ment donné à tort par une note dans le R la Bibliothèque de Poitiers. De nouvelle découvrir qu'en effet il devait y avoir eu 11 février 1749, et que le discours pronon sion était celui qui avait été le plus goût demandé l'impression.

NOTE 9

Ce livre était bien fait, d'une méthode la place et la division des offices, par le le rendre utile au Clergé par les souvenirs l'indication exacte des prières sacrées, la et la belle poésie de l'hymnologie. Ces réels doute pas compensé le malheur d'être en de l'Eglise; et le goût littéraire que la dédaigner, n'aurait pu excuser des fautes s'en était trouvé maculé! Mais l'œil qui y lers dignes de lui, en un mot la parfaite e soin que l'autorité diocésaine s'était don dans toute leur pureté les saines tradi Hilaire, furent de solides garanties en publication. En vain on a détourné de termes inoffensifs en eux-mêmes, condam parfaitement innocents devant le plus p déjà trop que le livre fût de ceux qui n'

NOTES DU LIVRE L2

Saint-Siège. Ce malheur, qu'
autres Eglises de France, n'a

de d'objections plus ou moins
parfois amère, il aurait fa
tensif en matière de foi, et
à la volonté de Pie V, était
s centaines d'autres confessa
cité avec lui pendant son l
n si grand nombre et qu'à ti
s qui suivit le grand orage,
lèle qui n'y trouva pas l'ombr
crit ces lignes se rappelle
oyage à Rome, parla au pa
ner une nouvelle édition du
r. Le Souverain-Pontife l'enca
ne redit bientôt après : *Fac bi*
, pour la liturgie poitevine, e
l'était déjà pourvu d'un ach.
la mort de M^{re} Guitton chan
356, la liturgie romaine, re
égard à nos plus beaux rite
t ce que nous aurions pu g
tumes que le Saint-Siège n'
, comme il en est toujours, qu
demande.



- 1225 Avènement du roi saint Louis et de Blanche sa mère
 Opposition de la noblesse française à Blanche
 Celle de Guyenne ne lui est pas plus opposée
 Nouvel état politique de la Guyenne
 Projets de pacification par des mariages
 Révolte sans conséquence de quelque seigneurs
 Nouveau mariage contracté entre Alphonse et Jeanne de Toulouse
- 1227 Eglise paroissiale fondée à Luçon
 Première mention des seigneurs de Luçon
- 1229 Nouvelle tentative des Anglais contre l'Aquitaine
 Comment l'Aquitaine est rendue à la France
- 1230 Fondation de l'abbaye de Valence
 Et son histoire
- 1234 Gouvernement de la reine Blanche en France
- 1235 Mort de l'évêque Philippe
 Avènement de Jean de Melun, soixante-dixième roi de France
 Il se montre bienveillant envers de grands vassaux
 Mariage d'Alphonse ; ses possessions en France
 Il est proclamé comte de Poitou à Saint-Jean-Puy
 Il reçoit l'hommage des barons à Poitiers
 Conduite coupable de Hugues de Lusignan
 Conquête féodale
 Aventures et indigne conduite d'un seigneur
 contre Maillezais
 Autre Geoffroi affublant ses troupes de croisés
 Il est excommunié pour ses crimes
- 1236 Comment Geoffroi se fait de prétendus croisés
 pillent et ravagent le pays
 Nouvelles indignations populaires contre les croisés
 Poitou. — Les prétendus croisés les envoient à Niort
 Ils pillent Saint-Liguaire et marchent vers Poitiers
 Qu'ils assiègent sans succès
 Nouveaux conflits entre Hugues de Lusignan et Geoffroi
 de Poitiers
 Saint Louis réprime les rébellions
 Henri II défait à Taillebourg

TABLE DES MATIÈRES

Le soumet les Lusignan . . .	
la France et l'Angleterre . . .	
de Frontenay-l'Abattu . . .	
de l'empoisonnement . . .	
des institutions communales . . .	
consistent à Poitiers . . .	
.	
les échevins, les jurés . . .	
le roi et sa famille emploie . . .	
.	
le sénéchal	
de la justice et de la magie . . .	
se rapprochant de l' . . .	
des seigneurs de Thouars . . .	
Surgères	
rt	
engage à une croisade . . .	
de prudence et de piété pour ce . . .	
illustres qui y prennent part . . .	
d'Alphonse pour le temps de . . .	
des Juifs du Poitou	
tion du Poitou pendant la croi- . . .	
ccès des croisés	
miette	
attables de l'armée	
gues XI de Lusignan	
arus par le comte Alphonse . . .	
ou pendant l'absence du Comte . . .	
prince. — Son voyage dans . . .	
ce qu'il soumet	
Blanc de Lusignan refuse de s' . . .	
imposé par lui au comte . . .	
II de Lusignan	
occupe des affaires de la France . . .	
reine Blanche et retour du roi . . .	
nement du Poitou par Alphonse . . .	
y est aimé pour son amour de . . .	
de Chitré et la milice urbaine . . .	
les Corporations ouvrières ou . . .	
.	
ois de Niort. — Liberté de . . .	
.	

- 1256 Vie épiscopale et mort de Jean de Mel
On lui doit les belles stalles de la cath
- 1257 Ses transactions conciliantes à l'égard
Vivonne
- 1259 Et sa fermeté pacifique
Avènement de Hugues de Châtea
quatrième évêque de Poitiers. .
Ses difficultés avec l'abbaye de Charre
- 1260 Mauvaise foi dont il y use
- 1261 Excès habituel de son caractère .
Le droit de Régale
Ce qu'était ce droit
Malversation du sénéchal Thibaud de
Hugues de Châteauroux jette un inter
Poitiers
Le comte s'y oppose
- 1268 Hugues de Châteauroux empêche d
justiciers de Lusignan
Disposition à une nouvelle croisade
Difficultés d'exécutions en Poitou .
Belle conduite de Hugues XII de Lusi
- 1270 Alphonse visite la Guyenne avant de
Ses belles qualités
Le roi et lui partent d'Aigues-Mortes
Difficultés du trajet
Et mort de saint Louis
- 1271 Retour d'Alphonse et sa mort en Italie
Mort de l'évêque Hugues de Châteaur
Alphonse établit les Franciscains à Po
Les Fratricelles
Il renouvelle les Rogations et augmen

LIVRE LXII

DEPUIS LA RÉUNION DU POITOU A LA
L'ÉPISCOPAT DE FORTIUS

(De 1271 à 1282)

- 2271 Etat social du Poitou à la mort d'Alph
Triste renommée que laisse l'évêque
teauroux

lu si
eaur
it de
a cor
ion e
t .
scoul
stra
orte
du l
de l
284
élev
 , ro
e au
der
nt de
a Ne
de l
difi
erre
rapp
l'une
elle
div
trac
s dif
de ce
le Pe
gall
du r
end l
l'évê
lu p
ne
États
à cor
s au
bevé
ids s
ape

- 1305 Et dépose l'évêque de Poitiers
 Tentative d'empoisonnement des fontaines p
- 1306 Qui y intéressent les lépreux.
 Et contribuent à la perversion des mœurs,
 Comment Gauthier en appelle à Dieu de l'in,
 subit
 Le Pape à Poitiers. — Ce qui se passe au
 Gauthier de Bruges.
- 1307 Comment le Pape y répare sa faute.
 Ouvrages de cet évêque
 Le Grand-Gautier.
 Avantages faits au Chapitre de Poitiers par
 Avènement d'Arnaud d'Aux, LVI^e évêque de
 Cérémonial de son entrée solennelle . . .
 Autre entrée à Saint-Hilaire.
 Origine et famille d'Arnaud d'Aux.
 Arnaud confirme et assure les droits du
 Poitiers
 Les droits sur le château de Lusignan. . .
 Le roi le seconde pour sa bonne administration
 Il est nommé légat du Saint-Siège en Anglet.
 Il est fait cardinal.
 Sa mort à Avignon et sa sépulture à la Rom
 Affaires des Templiers
 Leurs beaux commencements
 Causes et occasion de leur dégradation mors
 Mystère philosophique d'une telle perversion
 Faits criminels qu'on leur reprochait . . .
 Comment ils arrivent à la connaissance du
- 1308 Parlement réuni à Tours.
 Sur quels faits s'appuie l'accusation . . .
 Moyens de justice employés en faveur des ac
 Les enquêtes établissent leur culpabilité .
 Concile général de Vienne en Dauphiné .
- 1311 Les Templiers y sont abolis.
- 1312 Le roi fait mettre à mort Jacques de Molay
 Haine de ce prince contre Boniface VIII .
 Qui est justifié par le concile.
- 1314 Influence des légistes sur la politique de Phil
 Origines du catholicisme libéral.
 Mort de Clément V et de Philippe IV . . .

T

gues
me et
nt du
muna
court
Long
in XX

ATION
A LA CI

deux
s .
e comp
cette d
.
uçon e
de Lu
tion de
e lum
.
st con
.
st deve
en Poi
de Ph
paritic
oids et
land, i
s de ne
onflits
d'Ang
nent d
i du r
Luçon
benoit
.

- 1336 Philippe s'y engage
- Comment Édouard d'Angleterre fait
 dition
- Ses nouvelles hostilités en Guyenne.
- 1345 Et dans le nord de la France.
- 1346 Précautions prises pour la sûreté de la
- 1349 Famine et peste
- Légèreté du caractère français
- Mouvement plus grave de la littérature
- 1350 Emeric de Rochefort
- Guillaume de Montludun
- Marchebrusc et sa mère
- Valeur morale de ses compositions litt.
- Présage prochain d'une décadence.
- Constitution des pouvoirs communaux
- 1355 Fâcheux commencement du règne de J
- Les Anglais redescendent en Guyenne.
- Le prince de Galles commence la guerre
- 1356 Première apparition du Tiers-Etat
- Marche du roi Jean à la rencontre du
- Ils se rencontrent à Mauperthui, e
- Chauvigny
- Dispositions prises par le roi Jean
- Intervention des légats qui proposent u
- Leurs propositions sont refusées.
- Commencement de l'action
- Mesures prises des deux côtés
- 1356 Fausse stratégie des Français
- Premier échec des Français.
- Qui se multiplient autour du roi.
- Leur défaite définitive
- Héroïsme du roi Jean
- Il se rend à Denys de Morbac
- Pillage de Poitiers
- Le roi Jean emmené en Angleterre.
- Mort de l'évêque de Poitiers Fortius d'A
- 1357 Jean V, soixante-huitième évêque de Po
- Avènement d'Aimeric de Monts, soi
- évêque de Poitiers
- Conduite équivoque d'Édouard III
- Projet de traité entre les deux rois.

- 1374 Soins de Jean de Berry pour la ville . . .
 Episcopat à Poitiers de Bertrand de Maumo
 évêque
- 1377 Il y reçoit sa sépulture.
 Premières années de son successeur Simon de
- 1378 Origine du grand schisme d'Occident. . .
- 1385 Avènement de Simon de Cramaud, LXXII^e
 Poitiers
 Etienne de Loyseau seconde Jean du Berry
 amour de l'étude
- 1388 Affaires ecclésiastiques de Luçon
 Exactions de Georges de La Trémouille . .
 Evêques de Maillezais
 Pierre de Thury
 Simon de Cramaud passe au siège d'Avignon
- 1390 Mariage du duc de Berry avec Jeanne de Bou
 Grands jours à Poitiers
 Simon de Cramaud patriarche d'Alexandrie.
- 1393 Abolition de la chevalerie dans le chapitre de
 Louis d'Orléans, LXXIII^e évêque de Poitiers
 Louis de Bar, LXXIV^e évêque
 Exactions du duc de Berry en Languedoc .
 Réprimées par Charles VI
- 1394 Ythier de Martreuil, LXXV^e évêque de Poitie
 Gérard de Montaigu, LXXVI^e évêque de Poit
- 1405 Evêques de Luçon
 Ceux de Maillezais.
 Le duc de Berry pendant les guerres civiles
 guignons et des Armagnacs
- 1412 Services rendus à l'Eglise et à l'Etat par
 Cramaud
 Pierre IV de Trousseau, LXXVII^e évêque de
 Simon de Cramaud, évêque pour la seconde
 LXXVIII^e
 Ouverture du tombeau de sainte Radégonde
 Double miracle opéré par l'anneau de la saint
 Dernières années du duc de Berry
-

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE LXV

VÈNEMENT AU COMTÉ DE POITOU DE JEAN, DUC DE JUSQU'A LA MORT DE JEANNE D'ARC

(De 1416 à 1430)

ement du dauphin Charles, au comté de Poitiers	
tablit à Poitiers, devenu la capitale du royaume	
ne dans le Poitou	
de Simon de Cramaud	
pulture à Poitiers	
es de Combarel, LXXIX ^e évêque de Poitiers	
res de la France mêlées à celles du Poitou	
asse de celles de l'Etat	
mencement de Jeanne d'Arc	
oix et ses révélations	
nières oppositions à ses desseins	
rmété à les combattre	
onsent à l'envoyer à Charles VII	
aratifs et précautions pour le voyage.	
cles de cette marche difficile	
entrevue à Chinon avec le roi	
lui révèle des secrets que lui seul savait.	
décide enfin à la croire.	
uppose néanmoins quelque rôle possible du dén	
a'est pas conciliable avec la conduite de la Puc	
séjour à Poitiers	
e de Jargeau	
ille de Patay	
oi sacré à Reims	
ne d'Arc demande en vain à rentrer dans sa	
scure	
blissement de sa famille.	
est prise à Compiègne et devient prisonnière	
nglais	
beté de ses vainqueurs	
ation de Charles VII après l'échec de Jeanne d'	
uités de son procès qui prend tous les carac	
une vengeance cruelle	
illes Poitevines figurant dans les événemen	
tte époque	

- 1431 Les Linières
 Les Culant
 Les Tudert
 Les la Trémouille

LIVRE LXVI

DEPUIS LA CRÉATION DE L'UNIVERSITÉ DE
 L'AVÈNEMENT DE FRANÇOIS

(De 1431 à 1515)

- 1431 Etat de la ville de Poitiers à cette époque
 Création de l'université de Poitiers . .
 Quels soins il prend du gouvernement de
 Eglise Sainte-Opportune à Poitiers . .
 1436 Navigation du Clain
 La praguerie en Poitou
 Gilles de Retz, dit la Barbe-Bleue . .
 1440 Gouges de Charpaignes, LXXX^e évêque
 1444 Acquisition du château d'Harcourt, à C
 l'évêque de Poitiers
 Juvénal des Ursins, LXXXI^e évêque de P
 1449 Culture des lettres
 Poitiers fournit au roi des francs-archers
 Révolte et prise de Bordeaux
 1453 Refus d'un parlement à Poitiers . .
 Restauration du Pont-Joubert
 Représentation des mystères
 Première ordonnance pour la révision de
 Poitou
 La Guyenne revient entièrement à la Fra
 L'imprimerie en Poitou
 Moulins à papier à Poitiers
 Jacques Cœur à Poitiers
 1457 Léon Guérinet, LXXXII^e évêque de Poiti
 Jean du Bellay, LXXXIII^e évêque . . .
 1461 Révision du procès de Jeanne d'Arc .

TABLE DES MATIÈRES

Poitiers. Il confirme les	• • • • •
donnés à Niort	
de Louis XI, guerre du bien	
guerre	
donné en apanage au duc de	
corps et métiers à Poitiers	
écrits et de la littérature de	
de Lion et ses aventures . . .	
de ses écrits	
La Balue	
se de Lectoure par Louis X	
de Clugny, LXXXIV ^e évêque	
de Amboise, LXXXV ^e évêque	
de tion civile à Poitiers . . .	
de islève condamné pour prés	
de la Trémouille, LXXXVI ^e évêque	
de Thouars et de la Trémouille	
de usson, LXXXVII ^e évêque	
de la Sainte-Chapelle de Cham	
de tiennes du peuple opposé	
• • • • •	
de à Poitiers	
Poitiers. — Exemples	
de blique.	
de 1521	
de l'Hôpital des Champs. . .	

LIVRE LXVII

CORDAT DE LÉON X JUSQU'À
DU XVI^e SIÈCLE

(De 1517 à 1555)

de le François I^{er}. Caractère d
de tre Léon X et François I^{er}
de à Poitiers

- 1520 François I^{er} à Poitiers.
- 1525 Zèle pour la délivrance du roi
- 1526 Les enfants de France livrés en otages. .
 La peste à Poitiers.
- 1531 Louis II de Husson, LXXXVIII^e évêque de T
- 1533 Gabriel de Grammont, LXXXVIX^e évêque d
 Grands-Jours du Poitou à Tours
- 1534 Premières conséquences du luthéranisme su
 lations.
 Calvin à Poitiers
 Ses premiers adeptes
 Mort du cardinal de Grammont. — Claude
 XC^e évêque de Poitiers.
- 1538 Reprise de la navigation du Clain
 Passage de Charles-Quint à Poitiers . .
 Progrès des opinions novatrices en Poitou
 Jean de Saint-Gelais, abbé de Saint-Maixent
- 1541 Grands-Jours. — Administration civile
 améliorée.
- 1549 Révolte contre la gabelle
- 1551 Hôtel des monnaies et types nouveaux. .
 Etablissement d'un présidial à Poitiers. .
- 1554 Jean VIII d'Amoncourt, XCI^e évêque de Poi
 Désordres moraux de la société de ce temps
 Etat du diocèse de Luçon, et ses évêques, de l
 Ceux de Maillezais, de 1435 à 1559. . .
 Jean d'Amboise
 Frédéric San-Severino
 Pierre Accolti
 Philippe de Luxembourg.
- 1555 Jacques d'Escoubleau.
 Progrès des idées de révolte calviniste. .
- 1555 Caractère de Rabelais comme un type de soi
 Jean Bouchet, sa vie et sa mort. . . .

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE LXVII

LE COMMENCEMENT DES GUERRES
JUSQU'À LA CONVERSION D'ALAN

(De 1555 à 1559)

ments des troubles de l'hérésie
 tables de leurs progrès . . .
 es des rois et les ambitions
 z les Jacobins de Poitiers
 née au plus grand nombre
 Bourbon, gouverneur du
 ier de l'Hospital . . .
 let . . .
 Poissy . . .
 ants se fortifient à Poitiers
 . . .
 Vassy . . .
 Condé en prend prétexte
 . . .
 vahi par des troupes ennemies
 églises et des monastères
 éprouve le même sort . . .
 la Vendée et de Luçon . . .
 ane de Poitiers . . .
 de Charles d'Escars,
 . . .
 y, XCIV^e évêque, lui succède
 rs à Poitiers. Coligny en
 ts militaires de Coligny a
 de l'abbaye de Saint-Cy
 t contre-marches des d
 . . .
 res de la bataille de Moncontour
 cette importante affaire
 iort . . .
 cour s'y rendent . . .
 ces rendues au roi . . .
 e de Jean de la Haye, lieutenant
 de Poitiers . . .
 molition du château de L'Isle

- 1570 Etablissement des Jésuites à Poitiers
 1572 Journée de la Saint-Barthélemy.
 Etablissement de la ligue.
 1577 Paix signée à Poitiers entre les protestants
 catholiques
 Grands-Jours
 1578 Poitiers refuse de nouveaux impôts réclamés par
 Second évêché de Charles de Pérusse
 XCV^e évêque de Poitiers
 1582 Edit de Nemours, son caractère impolitique .
 1585 Nouveaux troubles dans les campagnes du Poitou
 1588 Les seize journées des barricades à Paris. .
 Mort d'Henri III
 1591 Efforts et progrès de la Ligue en Poitou . .

LIVRE LXIX

DEPUIS LA CONVERSION D'HENRI IV JUSQU'AU COMMENCEMENT
 DE LA FRONDE

(De 1594 à 1649)

- 1594 Edit de Nantes, tout favorable aux huguenots
 1602 Gouvernement de Sully à Poitiers
 Etablissement à Poitiers du premier collège des
 1604 Méaventure des trois frères Guilleri
 1610 Etablissement des capucins à Poitiers. . . .
 Mort de l'évêque Geoffroy de Saint-Belin . .
 Evêché de Henri-Louis de la Rocheposay
 évêque de Poitiers
 1611 Pyramide de la rue Neuve à Poitiers
 Troubles de la régence d'Anne d'Autriche .
 1614 L'évêque défend la ville contre le prince de Condé
 L'abbé de Saint-Cyran à Poitiers
 Etablissement de la communauté du Calvaire
 1616 Etablissements des Feuillants à Poitiers . .
 Rt des Ursulines
 1618 Etablissement à Poitiers des filles de Notre-Dame

	Pages.
1620 Etat du protestantisme en Poitou	368
Les Rohan.	368
1621 Projet de République en France élaboré par les protestants	369
Son frère le duc Henri de Rohan	370
1622 Episcopat à Luçon d'Armand de Richelieu	371
1624 Diverses péripéties de sa fortune	373
1622 Quel jugement l'histoire doit en porter.	374
Evêques de Luçon. — Aimeric de Bragelone.	374
Pierre de Nivelles	374
1625 Henri d'Escoubleau	375
Maillezais occupé par d'Aubigné	375
1627 Préliminaires du siège de la Rochelle	376
1628 Prise de la Rochelle	377
Troubles dans le Poitou pendant les opérations de la Rochelle	378
Couvent de Sainte-Catherine, à Poitiers	379
Fondation du Carmel à Poitiers.	380
1630 Gouvernement de Parabère en Poitou	381
1633 Affaire d'Urbain Grandier	382
Quelle part y prennent tout d'abord les protestants	383
En niant les dogmes catholiques	383
Quels sont les renseignements de l'Eglise à cet égard	383
1634 Ce qu'était Urbain Grandier.	384
Ses désordres détournent de lui la confiance publique	385
Il est dénoncé, mis en prison et interdit	386
Singulière conduite de l'archevêque de Bordeaux.	386
Secondée par des intrigues qui arrêtent l'affaire	387
Urbain continue ses désordres	387
Il pactise avec le démon contre les religieuses Ursulines	388
Caractères de la possession diabolique.	388
Moyen de l'incantation	389
Premiers exorcismes	389
L'affaire instruite juridiquement.	390
Précautions qui assuraient l'impartialité des juges	390
Témoignages contre l'accusé.	391
Suites des exorcismes. — Faits surnaturels	391
Grandier ne peut parvenir à opérer par l'exorcisme.	391
Conclusion à tirer de ces faits	392
Fin des débats. — Précautions avec lesquelles ils furent conduits	393

- 1634 Condamnation et mort de Grandier.
 Conversion de M. de Kériolet
 Grands-Jours à Poitiers
 1636 Voyage à Loudun de quelques magistrats des
 Jours
 Etablissement à Poitiers des frères de la charité
 1638 Emeute à Poitiers à l'occasion des droits sur le
 Construction de la juridiction consulaire à Poitiers

LIVRE LXX

DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA FRONDE JUS-
 QU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

(De 1649 à 1799)

- 1649 Naissance et caractère de la Fronde
 Etat politique de Poitiers pendant la Fronde .
 Conduite blâmable du prince de Marsillac .
 Mort de Henri-Louis de la Rocheposay, évêque
 de Poitiers
 1650 Les reliques de saint Hilaire sont reçues à Poitiers
 Nouvelle liturgie indûment promulguée par le cardinal
 Séjour de Louis XIV à Poitiers.
 Fondation de l'Hôpital-Hospice de Niort . . .
 1662 L'abbé de Saint-Cyran, son rôle dans le jansénisme
 Marche astucieuse des sectaires.
 Le cardinal Barbérini nommé à l'évêché de Poitiers
 Gilbert de Clérambaud XCVIII^e évêque de Poitiers
 Mouvement dans le personnel militaire du Poitou
 Sa division en haut et bas Poitou
 Caractères et fonction des intendants. — C
 entendants par généralités
 Evêques de Luçon. — Pierre de Nivelles . . .
 Nicolas Colbert
 Henri de Barillon
 1663 Le siège épiscopal de Maillezais
 Transféré à la Rochelle

TABLE DES MATIÈRES

1663	Conversion du ministre Cottiby.	
	Préliminaires de la révocation de l'Edit de Nantes . .	
	Causes morales des progrès du calvinisme	
	Malheur irréparable des populations entraînées au calvinisme	
	Leurs révoltes à Chauvigny.	
	A Melle.	
	A Thouars, à Saint-Maixent, à Niort et à Poitiers . .	
	Autres excès du calvinisme	
1664	Rapport sur l'état du Poitou par Colbert de Croisy . .	
1680	Mort de Gilbert de Clérambaud, XCVIII ^e évêque de Poitiers	
	Fortin de la Hoguette, XCIX ^e évêque de Poitiers. . .	
	Sa douceur et ses succès parmi les protestants . . .	
	Son amour de la discipline et de la liturgie	
	Son Propre des Saints	
	Sa piété éclairée et fervente.	
1681	L'Union-Chrétienne s'établit à Poitiers	
	Révocation de l'Edit de Nantes et considérations qui la déterminent	
1685	Effets de cette mesure en Poitou	
	Et dans les provinces voisines	
	Sévérités de l'autorité royale justifiée par les faits . .	
	Armand de Quinçay, C ^e évêque de Poitiers	
	Fénelon choisi pour le siège de Poitiers	
	Pourquoi il ne lui est pas donné.	
1686	De Baglion de Saillant, CI ^e évêque de Poitiers . . .	
	Intendants remarquables à Poitiers.	
1687	Statue de Louis XIV élevée à Poitiers.	
	Maire perpétuel	
1689	Contraste regrettable dans la politique de Louis XIV. — Le droit de régale	
	Les Grands-Jours de 1689	
	Retour aux maires électifs	
1698	Antoine Girard, CII ^e évêque de Poitiers	
	Collège des Bénédictins de Saint-Maixent.	
1702	La Poype de Vertrieux, CIII ^e évêque de Poitiers. . .	
1715	Mort de Louis XIV.	
1719	De M ^{me} de Maintenon.	
1720	Fondation, à Saint-Laurent-sur-Sèvre, des Filles de la Sagesse	
	Acte du B. Père Grignon de Montfort.	

- 1720 Commencement de l'hôpital des incurables de Poitiers
- 1723 Evêques de Luçon. — François de Lescure
Michel de Bussy Rabutin.
- 1736 Dessèchement des marais du bas Poitou.
Résultats publics du gouvernement de Louis XI
Amoindrissement du corps de ville à Poitiers
- 1726 Création des intendances.
Amélioration de la ville et du port des Sables-d'Olonne
Etablissements d'embellissement et d'utilité à Nantes
- 1732 Mort de la Poype de Vertrieux.
Caractère de ce prélat
Avènement de Foudras
Mort de madame de Baudéon de Parabère, abbaye de Sainte-Croix
Le bourdon de la cathédrale.
Jean-Louis de la Marthonie de Caussade, CV^e de Poitiers.
- 1758 Gabriel de Verthamoud, évêque janséniste de Luçon
- 1759 Episcopat, à Luçon, de Gauthier d'Ancyse
Martial-Louis de Beauvoir de Saint-Aulaire, CVI^e de Poitiers.
- 1763 Le Canada enlevé à la France
Histoire de la ligue des Acadiens
Création de la promenade de Blossac à Poitiers
Souvenir de M^{me} de Blossac
Bréviaire diocésain.
- 1775 Extinction de l'abbaye de Charroux
Abolition des sépultures dans les églises.
- 1776 Caractère moral et politique du XVIII^e siècle.
Funeste influence des grands.
- 1778 Celle des philosophes
Et de Voltaire, leur chef
Persécution contre les jésuites ; ils quittent leur province de Poitiers
Travaux exécutés dans la ville
Le comte d'Artois reçoit le Poitou en apanage.
- 1779 Déchéance des mœurs et des croyances.
Par la cour
Les philosophes
La franc-maçonnerie
Le Tiers-Etat et la presse.
Esprit de la noblesse

	Pages.
1778 Mauvaises suites de son absentéisme dans les cam- pagnes	473
Ce qu'on avait fait du Clergé.	473
Abus des bénéfices ecclésiastiques.	474
Caractère et insuffisance de Louis XVI	475
De quels hommes il est entouré.	475
Fausse réforme des économistes ; abolition des corps et métiers	476
Fausse politique du gouvernement.	476
1787 Convocation des Assemblées provinciales	477
Caractère de ces réunions.	478
Thèse de l'abbé Briquet	478
Beau caractère de l'abbé Daviau	478
Assemblée provinciale de Poitiers.	479
M ^{sr} de Mercy, évêque de Luçon.	480
Opérations	481
Tendances générales des esprits à une révolution. . . .	482
Convocation des Etats généraux	483
Imprévoyance de cette mesure	483
Quelles déceptions s'en suivent.	484
1789 Mauvaise foi des conjurés	485
Premiers effets de ce mouvement révolutionnaire. . . .	485
Rapides progrès du désordre. — Distinction des tra- ditions nationales	486
Quel esprit dominait ces opérations	487
Clergé schismatique à Poitiers et à Niort.	490
Jallet	490
Proscription des prêtres fidèles	491
Destruction de toutes les traditions nationales.	491
Par quoi elles sont remplacées	492
Dernières conséquences de cette révolution.	493



TABLE DES NOMS DE LIEUX

DONT IL EST PARLÉ DANS CE NEUVIÈME

A

Abbeville, 146.
 Absie (l'), 2.
 Agen, 62, 194, 195.
 Agenais, 43, 45.
 Aigues-Mortes, 43, 46, 62.
 Aigueperse, 8.
 Airvault, 134.
 Aizenay, 133.
 Albano, 106, 309.
 Albigeois, 22.
 Alençon, 250, 346.
 Alexandrie, 109, 200.
 Amboise, 278.
 Amiens, 138, 140, 141, 174, 455.
 Amsterdam, 467.
 Ancône, 309.
 Angers, 246, 332, 346, 348.
 Angle, 160, 272, 311, 334, 364, 371, 461.
 Angoulême, 19, 31, 47, 103, 120, 145, 188, 292, 303.
 Angoumois, 133, 181, 303, 340.
 Anjou, 369, 384, 385, 440, 483.
 Aquitaine, 1, 6, 148, 161, 247, 257, 264, 295, 446, 458.
 Aragon, 82, 83.
 Ardin, 136.
 Arras, 309.
 Aubigné, 375.
 Auch, 274, 278.
 Aunis, 22, 303, 425, 433.
 Autun, 274.
 Auvergne, 22, 202.
 Auzance, 330, 349.
 Avignon, 106, 144, 182, 192, 194, 198, 199, 205, 208, 293.
 Avon, 130.
 Auxerre, 207, 293, 415, 459.
 Aymargues, 62.
 Azincourt, 201, 212, 234, 236.

B

Bretagne, 6, 187, 369, 461, 483.
 Bordeaux, 7, 33, 83, 99, 104, 166, 171, 181, 190, 253, 256, 259, 264, 267, 291, 292, 344, 363, 367, 376, 384, 387, 407, 458.
 Brédurrière, 17.
 Boisgrolland, 17.
 Beruges, 31.
 Blaye, 33, 85.

Bourg-Marin, 67.
 Brie, 81, 216.
 Bayonne, 84, 85, 1.
 Bourg, 85.
 Belleville, 100.
 Bourges, 101, 20, 252, 253, 26, 458, 489.
 Bruxelles, 103.
 Brabant, 103.
 Bruyères, 130.
 Bouillé, 130.
 Barre-de-Clairin, 1.
 Briou, 130, 133.
 Boissière-en-Gâtine
 Benet, 130, 143.
 Bret-en-Ensigné, 1.
 Bressuire, 136, 27.
 Bergerac, 145, 256.
 Breteuil, 156.
 Beauvoir, 156, 348.
 Boulogne, 170.
 Bretigny, 170, 171.
 Basse-Marche, 186.
 Berry, 199, 203, 2, 221, 247, 267.
 Beauvais, 201, 236.
 Biennac, 219.
 Beziers, 220.
 Bâle, 220, 221.
 Bourgueil, 275, 30.
 Blois, 276, 371.
 Bayeux, 307.
 Beauce, 326.
 Berlin, 467.

Chaillé-les-Marais,
 Charente, 2, 31.
 Châtellerault, 7, 3, 319, 327, 33, 406, 461, 462.
 Chatelliers, 9, 307.
 Couhé, 10, 289, 3.
 Cognac, 11, 289, 2.
 Citeaux, 19, 366, 1.
 Clérambaud, 20.
 Civray, 22, 28, 53.
 Clisson, 24.
 Chypre, 26, 43, 14.
 Césarée, 26.
 Cherveux, 32.

Chauvigny, 38, 54, 103, 130, 146,
156, 160, 162, 164, 175, 180,
185, 187, 190, 252, 254, 275,
276, 281, 364, 407, 420, 461,
464.

Charroux, 40, 41, 55, 275, 326, 465.
Caire, 44.

Cahors, 47.

Chitré, 49, 58.

Châteauroux, 54.

Cagliari, 62.

Carthage, 63.

Cometto, 64.

Champigny-sur-Veude, 276, 279, 345.

Castille, 82, 83.

Condom, 99, 106.

Cloué, 130.

Crozelière, 130.

Coulonges, 130.

Chizé, 133, 332, 348.

Coulon, 143.

Crécy, 146, 154, 175, 236.

Calais, 148, 155, 170, 171, 236.

Châtaigneraie (la) 152, 222.

Coutances, 155.

Calaisien, 170.

Champagne, 81, 190, 216, 374.

Cramaud, 193.

Carcassonne, 200, 219.

Châlon-sur-Marne, 205, 433.

Celle-Levescault, 203.

Chinon 227, 228, 248.

Château-Meillant, 238.

Chanteaucé 251.

Charpaignes, 252, 254.

Conflans, 254, 266, 272.

Cluny, 274.

Chaumont-sur-Loire, 275.

Châtillon-sur-Seine 305.

Chartres, 170, 307, 349.

Cadix, 399.

Crémone, 309.

Celles, 309, 332.

Crontelle, 331, 349.

Clermont, 359, 439.

Chèrigné, 484.

D

Damiette, 43, 44, 45.

Dauphiné, 483.

Dissay, 276, 289, 292, 330, 386, 405,
452, 464.

Doignon, 375.

Dompierre, 133.

Domremy, 223, 232.

E

Ebre, 81.

Ecosse, 84.

Edimbourg, 311.

Egypte, 44.

Elne, 204.

Espagne, 81.

Essarts, 37, 359.

Evreux, 19, 273.

F

Falaise, 38.

Fief-Lévêque, 100.

Fontainebleau, 119, 292.

Fontarabie, 408.

Fontenay, 135, 136, 143, 188, 312,
334, 348, 356, 375, 416, 451.

Fontenelles, 326.

Fontevrault, 17, 20, 289, 365.

Fougeré, 491.

Franche-Comté, 85.

Fréjus, 264.

Frontenay, 31, 33.

G

Galles, 82.

Garnache, 348.

Gascogne, 7, 161, 170.

Gençay, 330.

Genève, 311.

Gerbert, 135.

Gourgé, 130.

Grenetière, 9.

Gué-de-Velluire, 326.

Guercy, 64.

Guéret, 103.

Guines, 170.

Guyenne, 1, 5, 6, 33, 47, 82, 170,
183, 199, 202, 206, 216.

H

Harcourt, 66.

Hermenault (l'), 308.

I

Iéna, 311.

Ile-de-France, 4.

Issoudun, 221.

J

Jard, 54.

Jargeau, 233.

Jérusalem, 25.

Joppé, 25.

K

Kenisberg, 311.

L

Languedoc, 3, 22, 43, 49, 183, 202,
207, 216, 222.

Lusignan, 6, 52, 130, 146, 319, 327, 330, 335.
 Limousin, 7, 170, 183, 329, 437.
 Loudun, 13, 38, 296, 311, 350, 356, 318, 384, 385, 387, 390, 393, 394, 395, 429.
 Luçon, 17, 18, 38, 134, 142, 167, 196, 197, 204, 205, 310, 326, 340, 371, 372, 374, 415, 431, 446, 458, 459, 474, 480, 484, 487.
 Limoges, 22, 47, 183, 455, 465.
 Londres, 33, 84, 105, 141, 166, 169, 179, 183, 189, 236, 467.
 Lyon, 39, 46.
 Libourne, 84.
 Laval, 100.
 Ligugé, 105, 172, 310.
 Lande-de-Parthenay (la), 130.
 Lussac-les-Eglises, 155, 185, 187.
 Lodève, 184.
 Langres, 201, 308.
 Lourdes, 223.
 Leyde, 269, 311.
 Loches, 273, 281.
 Lectour, 274.
 Lude, 303.
 Lorraine, 307.
 Lieu-Dieu-en-Jard, 326.
 Langon, 326.
 Lisieux, 329.
 Lencloltre, 365.
 La Puy, 461.

MM

Mauges, 1.
 Maillezais, 2, 9, 22, 25, 26, 29, 30, 130, 134, 135, 143, 167, 197, 198, 204, 206, 279, 308, 309, 312, 356, 375, 416, 440.
 Mantes, 10.
 Marche, 6, 30, 33, 41, 47, 437.
 Montpensier, 8.
 Montherneuf, 9, 21, 325, 366, 396, 470.
 Northemer, 10, 186.
 Merpuis, 11.
 Moulterre, 13.
 Montreuil-Bonnin, 31, 146, 330.
 Mervent, 31.
 Mauléon, 37.
 Mirebeau, 38.
 Marseille, 43, 145.
 Melun, 51, 53, 54.
 Montauban, 62, 376.
 Marche, 120.
 Montgaugnier, 130.
 Mothe-Sainte-Héraye, 130, 426.
 Mauperthuis, 157, 164, 172, 175, 179.

Miesson, 157, 161.
 Melle, 179, 420, 421.
 Montmorillon, 187, 27.
 Marans, 188, 451.
 Maumont, 194, 196.
 Mézières, 196.
 Moutiers-sur-le-Lay, 1.
 Montaigu-sur-Sèvre, 348.
 Meun-sur-Yèvre, 218.
 Mans, 252, 309.
 Montpellier, 246, 312.
 Montils-les-Tours, 258.
 Moulin-Bajois, 261.
 Monthéry, 272.
 Madrid, 291.
 Montigny-sur-Aube, 30.
 Milan, 311.
 Mareuil, 326.
 Moncontour, 189, 332.
 Macheoul, 348.
 Merlatière, 359.
 Moreilles, 374.
 Mortagne, 444.
 Meaux, 457, 463.

N

Nienil-sur-l'Autise, 2.
 Niort, 4, 6, 22, 27, 29, 62, 143, 183, 189, 333, 334, 348, 381, 408, 409, 450, 460, 478, 47.
 Normandie, 50, 183, 4.
 Nouaillé, 9, 21, 157, 3.
 Nantes, 43, 250, 354, 394, 418, 429, 431.
 Navarre, 81, 82, 320.
 Narbonne, 184.
 Noyon, 204.
 Nîmes, 218.
 Naples, 285.
 Nanteuil, 406.



Oiré, 254.
 Orléans, 101, 225, 288, 465, 466.

P

Poitiers, 4, 9, 10, 12, 30, 35, 36, 37, 50, 51, 54, 58, 6, 105, 111, 112, 120, 146, 147, 161, 163, 179, 181, 184, 188, 199, 200, 201, 203, 211, 218, 222, 229.

238, 245, 250, 252, 256, 257, 265,
266, 274, 275, 276, 277, 279, 280,
288, 289, 290, 291, 292, 296, 298,
299, 303, 304, 305, 311, 314, 319,
323, 325, 326, 331, 335, 336, 339,
341, 342, 343, 344, 346, 348, 349,
350, 366, 357, 362, 365, 366, 367,
368, 369, 382, 384, 387, 394, 395,
404, 405, 408, 412, 413, 414, 416,
417, 420, 421, 428, 429, 431, 434,
439, 440, 444, 445, 446, 453, 455,
459, 459, 462, 463, 468, 469, 470,
471, 478, 479, 480, 484, 486, 486.
Périgord, 7, 170, 303.
Poitou, 7, 23, 26, 29, 30, 31, 33, 35
40, 42, 45, 46, 48, 49, 100, 120,
170, 178, 183, 186, 188, 189, 190,
198, 217, 222, 249, 256, 274, 276,
290, 293, 303, 304, 317, 325, 329,
345, 346, 357, 366, 372, 378, 379,
394, 408, 413, 420, 429, 437, 438,
461, 468.
Paris, 8, 12, 39, 48, 85, 112, 120, 141,
195, 204, 206, 209, 211, 216, 217,
222, 229, 245, 246, 249, 250, 269,
279, 288, 291, 305, 307, 312, 313,
236, 339, 347, 354, 359, 366, 367,
371, 404, 441, 447, 448, 469, 488.
Palestine, 26, 86.
Pons, 32.
Prahec, 32.
Parthenay, 37, 134, 213, 340, 356,
379, 413.
Pékin, 102.
Pontoise, 39, 118, 138.
Poiré-de-Velluire, 487.
Port-de-Piles, 133.
Ponthieu, 146, 170, 171.
Pleumartin, 179.
Picardie, 183, 189.
Porto, 201, 309.
Pise, 201, 204, 205, 208.
Puy en Velais, 203, 104, 254, 407.
Pouzauges, 234, 487.
Patay, 233.
Payrate (la), 254.
Pré-l'Abbesse, 261.
Plessis-les-Tours, 275.
Pavie, 290, 293, 314.
Périgueux, 299, 362.
Palestrine, 309.
Poissy, 322.
Péronne, 340.
Puygarreau, 359.
Port-Royal, 410, 467.
Provence, 483.

Québec, 460.

Quercy, 170, 183, 186.
Quinçay, 21.

R

Reims, 4, 17, 141, 208, 209, 225, 227,
231, 233, 234, 251, 265, 349, 408.
Rochelle (la), 6, 31, 41, 43, 84, 117,
130, 171, 188, 245, 326, 334, 369,
370, 376, 378, 416, 425, 438, 452,
463.
Rome, 27, 56, 88, 106, 192, 194, 195,
200, 207, 263, 273, 293, 301, 308,
312, 254, 361, 367, 407, 474, 490.
Rocheservière, 37.
Roche, 38.
Ré (l'île de), 84, 376.
Réole (la), 85, 103.
Romieu, 106.
Roches-Touffou, 130.
Roche-Ville-Dieu, 130.
Ruffec, 134, 155, 303.
Rochefort, 150.
Romorantin, 164.
Royan, 171.
Rouergue, 183, 202.
Rochechouart, 194.
Riez, 204.
Rouen, 236, 237, 275, 320.
Retz, 250.
Rochereuil, 277.
Ravenne, 309.
Rocheposay, 334, 348, 361.
Richelieu, 371.

S

Saint-Michel-en-l'Herm, 2, 40, 196,
448.
Saint-Maixent, 2, 4, 22, 250, 270, 271,
300, 301, 326, 340, 348, 394,
425, 426, 451, 462, 490, 491.
Saint-Cyprien, 9.
Sainte-Croix, 9, 261.
Saint-Hilaire, 9.
Sens, 21, 203, 426, 427, 459.
Saint-Denis, 22, 64, 180.
Saintonge, 22, 170, 188, 203, 340,
369, 433.
Saumur, 22, 23, 264, 370.
Saint-Jean-d'Arc, 26.
Spolète, 28.
Saintes, 32, 33, 41, 62, 188, 431.
Saint-Gelais, 32, 300.
Surgères, 38, 188.
Saint-Jean-d'Angély, 41, 62, 188, 431.
Sables-d'Olonne, 43, 450.
Simissa, 43.
Saint-Benoît-de-Quinçay, 72, 297, 331.
Sourdes, 85.

Saint-Sévère, 85, 189, 290.	Taillebourg, 32.
Syrie, 105.	Thouars, 37, 13.
Saint-Brisque, 105.	234, 267,
Saint-Georges-les-Baillargeaux, 130.	413, 421.
elles, 130.	Talment, 98.
30.	Tusculum, 56.
4.	Tyr, 60.
30, 324.	Tunis, 63, 64.
6.	Trapani, 64.
hemin, 152.	Tartares 111.
t, 164.	Touraine, 170, 1
278, 279, 326, 344.	Troyes, 217.
221.	Tulle 220.
-Rex, 222.	Toul, 225, 439.
oire, 238.	Tiffauges 251,
sur-Faye, 254.	Thuré, 254.
larnes, 275, 332, 386.	Turin, 269.
z, 291.	Tarbes, 293, 451
	Tivoli, 361.
a-Celle, 379, 381.	
, 409 410.	Vouillé-les-Mara.
413.	Vouvant, 7, 25,
r-Sèvre, 444, 445.	Vannes 459
T	Valence, 19 204
22, 46, 47, 62, 149,	Vendôme 21.
146, 248, 293, 366,	Vivonne, 38, 53
111, 275, 289, 293,	Vincennes 47, 4
	Vienne, 105, 115
	Vihiers, 136.
	Verdun, 201.
	Vermendois, 216
	Vaucouleurs 22
	Vouneuil-sur-Vie
	Vassy, 324.
	Valentinois 328.
	Versailles, 441.



MAY 7 - 1928